

Dictionnaire de
L'AMÉRIQUE
FRANÇAISE

**FRANCOPHONIE NORD-AMÉRICAINNE
HORS QUÉBEC**

CHARLES DUFRESNE
JACQUES GRIMARD
ANDRÉ LAPIERRE
PIERRE SAVARD
GAETAN VALLIÈRES

Les Presses de l'Université d'Ottawa

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre :
Dictionnaire de l'Amérique française
Francophonie nord-américaine hors Québec

ISBN 2-7603-0216-4

1. Canadiens français—Dictionnaires et encyclopédies.
2. Américains d'origine française—Dictionnaires et encyclopédies.
3. Canada—Dictionnaires et encyclopédies.
- 4 États-Unis—Dictionnaires et encyclopédies. I. Dufresne, Charles, 1951—

E29.F8D43 1988 971'.004114'003 C88-090296-5

PROVENANCE DES ILLUSTRATIONS

Archives de l'archidiocèse de Portland (Oregon) : p. 113. Archives de la Saskatchewan : p. 172. Archives nationales du Canada : pp. 14, 219, 272. Archives provinciales du Manitoba : pp. 314, 355. Centre de recherche en civilisation canadienne-française : pp. 24, 26, 37, 42, 56, 60, 65, 80, 81, 93, 120, 121, 128, 130, 133, 138, 146, 149, 152, 161, 171, 175, 178, 193, 196, 198, 204, 242, 244, 246, 251, 255, 256, 266, 270, 279, 285, 302, 312, 322, 324, 355, 364, 365, 370, 384, 385, 386. Collection ACFO/CRCCF : pp. 194, 304, 305, 314, 323, 349, 383. Collection *Le Droit*/CRCCF : p. 279. Collection Éditions L'Interligne et J. Villemaire/CRCCF : p. 191. Collection de la famille Lacasse/CRCCF : p. 193. Collection de la Fédération des femmes canadiennes-françaises/CRCCF : p. 382. Collection de l'Institut canadien-français d'Ottawa/CRCCF : p. 287. Collection Séraphin Marion/CRCCF : pp. 236, 250, 353. Collection de l'Union du Canada/CRCCF : p. 372. Éditions L'Interligne et Jules Villemaire : pp. 148, 216, 232, 311. Festival franco-ontarien : p. 209. Gallagher, Michael : p. 273. Ministère canadien de l'Expansion industrielle régionale : pp. 13, 71, 84, 115, 170, 181, 182, 227, 274, 325, 342, 358, 379, 380. Musée provincial et archives de l'Alberta : p. 252. Office national du film : p. 46. Power Corporation : p. 118. Sénat du Canada : p. 316. Société historique de Saint-Boniface : p. 300. Société Radio-Canada : p. 48. *L'Acadie vivante*. A. Bernard : pp. 241, 310. *Les Canadiens-Français de la Nouvelle-Angleterre*. E. Hamon : p. 229. *Le Droit* : pp. 174. *Géographie universelle*. É. Reclus : pp. 277, 333. *Guide franco-américain* : pp. 28, 47, 54, 92, 109, 141, 195, 210, 261, 290, 373, 384. *Paroisse Sainte-Marie, Manchester (New Hampshire)* : p. 282. *Programme-souvenir des fêtes du soixantenaire de la paroisse Saint-Augustin de Manchester (New Hampshire)* : p. 306. *So Vast, so Beautiful a Land*. M. Sprague : p. 248. *Le Tour du monde* : pp. 41, 269. *The Valley of the Mississippi Illustrated* : pp. 39, 291, 331. Réginald Hamel : pp. 68, 140, 228, 263, 329, 332.

Les cartes ont été préparées par Donald André Desmarais, au service de cartographie du Département de géographie de l'Université d'Ottawa (pp. 15, 228, 248, 262, 267 et 272).

PRÉFACE

À un moment où l'on assiste à une revitalisation de la francophonie internationale, cet ouvrage vient à son heure. En prenant pour point de départ les deux foyers du Québec et de l'Acadie, des spécialistes ont patiemment refait la trame de l'histoire et retrouvé les Canadiens français et les Acadiens qui perpétuent en dehors du Québec la langue et la culture françaises en Amérique du Nord.

Cette entreprise d'envergure révèle non seulement l'intérêt des chercheurs, mais plus encore leur attachement à tous ceux et à toutes celles qui continuent de témoigner des valeurs d'une riche tradition. Il y a dans cet effort un désir de rapprochement, le signe efficace du culte de la famille aussi bien que la volonté vigoureusement affirmée de « rapailler » les femmes et les hommes qui ont vécu un destin dont il est essentiel de fixer le souvenir. Et ce n'est pas par pure nostalgie du passé que les auteurs se sont attelés à cette tâche. Ils ont voulu dresser le répertoire des membres d'une grande communauté disséminés sur un vaste territoire et tracer le portrait de gens qui nous sont bien proches parce qu'ils ont le même profil et la même identité.

Ce dictionnaire encyclopédique a une valeur pédagogique exemplaire. Il recrée des époques, il fait connaître des personnages, il rend compte de leur itinéraire et de leurs accomplissements. Il deviendra pour chacun de nous, et plus particulièrement la jeunesse, instrument de référence en même temps que source de connaissance d'une nation, de son âme et des principes qui ont guidé sa vie et son action. Il remet en place les fragments dispersés d'une glorieuse épopée dont nous tirons aujourd'hui et dont nous tirerons pour l'avenir d'irremplaçables leçons.

Si le dictionnaire se présente comme un instrument rigoureux, conçu et réalisé selon les règles de l'art, on ne peut s'empêcher de ressentir le souffle patriotique qui l'a animé et le respect des auteurs pour la matière vivante qu'ils ont analysée. Il est tout à la fois un outil de précision et le mémorial émouvant d'une difficile et belle aventure humaine.

Le Gouverneur général du Canada,
JEANNE SAUVÉ

AVANT-PROPOS

Depuis une dizaine d'années, on assiste à un regain d'intérêt à l'endroit des francophones vivant aux quatre coins de l'Amérique du Nord. Ce phénomène s'est accompagné de nombreuses publications depuis les monographies locales jusqu'aux analyses de spécialistes en passant par les rapports gouvernementaux et les thèses universitaires. Cette production variée n'a encore donné lieu qu'à de rares et provisoires synthèses. Elle se caractérise donc par sa dispersion et son inégalité. Plus encore, le lecteur cultivé, l'étudiant ou le simple curieux reste bien démuni lorsqu'il doit trouver rapidement de l'information sur un aspect de la francophonie nord-américaine. Qui est Gabriel Dumont? Pourquoi parle-t-on de Lowell dans la vie franco-américaine? Qu'est-ce que La Patente? Quelle place doit-on réserver à Zachary Richard? Qu'est-ce au juste que ce Règlement 17 qui marque tant la mémoire collective des Franco-Ontariens? Qu'en est-il de la présence franco-québécoise en Floride? C'est pour répondre à de telles questions que le présent instrument a été élaboré.

L'idée d'un **Dictionnaire de l'Amérique française** (DAF) est venue à l'esprit d'une équipe de chercheurs et d'auteurs déjà forts d'une expérience de publications sur l'Ontario français. En effet, de 1977 à 1986, Jacques Grimard, André Lapière, Pierre Savard et Gaetan Vallières ont publié une dizaine d'ouvrages sur l'Ontario français d'hier et d'aujourd'hui. Ils ont cru bon d'élargir leur curiosité à l'Amérique française tout entière et d'élaborer le présent ouvrage qui, espèrent-ils, saura rendre des services à tous les curieux des diasporas acadienne et québécoise en terre nord-américaine. Charles Dufresne, historien de formation et éditeur de profession, s'est joint dès les débuts à l'équipe présidée par Pierre Savard.

Cette entreprise n'aurait pu être réalisée sans de solides concours financiers et institutionnels. Le Secrétariat d'État du Canada, par son programme d'aide aux études canadiennes, a été le principal organisme de subvention du projet : il l'a appuyé dès les débuts et sa confiance ne s'est pas démentie tout au long de l'entreprise. Le Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF) de l'Université d'Ottawa a fourni au projet une aide indispensable : il l'a hébergé du commencement à la fin et lui a fourni d'innombrables services grâce à son personnel compétent et à sa documentation imprimée, manuscrite et figurée unique. Signalons que toute la documentation qui a servi à l'élaboration du présent dictionnaire a été déposée aux archives du CRCCF où elle est accessible aux chercheurs sous forme de dossiers sur chaque article du dictionnaire. S'y ajoutent plusieurs centaines de dossiers sur les articles non retenus.

Le Conseil de la vie française en Amérique a accueilli avec sympathie notre idée, nous a fourni une aide financière et a fait à l'ouvrage une publicité efficace dans son impressionnant réseau de francophones et de francophiles, qui couvre l'Amérique du Nord, soit exactement le champ de notre dictionnaire. Enfin, le Conseil de la langue française du Québec nous a apporté une assistance financière de dernière heure pour assurer la toilette du manuscrit.

Tout au long de l'entreprise, l'équipe de direction, responsable de la politique de rédaction et de la révision du dictionnaire, a pu bénéficier d'un personnel de recherche et de rédaction compétent. Une équipe formée de Sylvie Jean aidée de Marthe Léger et de Sylvie Mercier a effectué les premiers travaux de recherche. Par la suite, Denis Gratton a occupé le poste de coordonnateur du projet de 1985 à 1987. Son arrivée a marqué un nouveau départ pour le dictionnaire qu'il a su conduire efficacement à son terme. Normand Fortier, Pierre Lainey, Lucie Lapière, Nicole Castéran, Diane Lemay et Diane Farmer ont patiemment œuvré à titre d'assistants de recherche et ont monté ou enrichi plus de deux

mille dossiers documentaires. André Renaud, Gilbert Larochelle, Doric Germain et Johanne Fréreau ont collaboré à l'œuvre à titre d'assistants à la rédaction. Louis-Georges Harvey, France Beauregard, adjointe aux publications du CRCCF, et Marie-Joëlle Auclair ont aidé à la révision du manuscrit. Des correspondants ont généreusement accepté de nous dispenser des conseils sur les entrées du dictionnaire : les avis des personnes suivantes nous ont été particulièrement précieux : Barry Ancelet, Pierre Anctil, Armand Chartier, Jean Daigle, Éloi de Grâce, Gaétan Gervais, Catherine Langiel, Gilles Lesage, Marie-Reine Mikesell, Raymond Morissette, Paul M. Paré, Claire Quintal et Muriel Roy. Bien entendu, l'Équipe de rédaction reste responsable en dernière analyse du choix des entrées et du texte dont les faiblesses ne sauraient être imputées ni aux correspondants ni aux assistants de recherche et de rédaction. Le personnel de la maison Sigma a traité notre texte avec efficacité. Tous ces collaborateurs ont rendu possible cette complexe aventure de publication. Qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de notre gratitude.

CHARLES DUFRESNE
JACQUES GRIMARD
ANDRÉ LAPIERRE
PIERRE SAVARD
GAÉTAN VALLIÈRES

INTRODUCTION

Le *Dictionnaire de l'Amérique française* (DAF) est un ouvrage de référence de type encyclopédique qui porte sur la francophonie nord-américaine hors Québec. L'aire linguistique et culturelle de l'ouvrage comprend le Canada et les États-Unis et correspond essentiellement au rayonnement du fait français à partir de deux foyers principaux : le Québec et l'Acadie. L'accent portant essentiellement sur la diaspora canadienne-française, les possessions françaises en Amérique ainsi que le monde antillais sont exclus du champ d'investigation du DAF. En fait, quatre grandes régions sont représentées à peu près également dans ce dictionnaire : l'Acadie, l'Ontario, l'Ouest canadien et les États-Unis avec leurs sous-régions comme la Nouvelle-Angleterre et la Louisiane. Le Québec, quant à lui, n'est mentionné qu'en tant que foyer de rayonnement francophone. Les communautés françaises de ces grandes régions ont le plus souvent vécu des expériences analogues et se réclament encore aujourd'hui d'une certaine unicité culturelle. C'est pourquoi l'équipe de rédaction a choisi de les présenter ensemble en un seul ouvrage qui rappelle les personnes, les lieux, les institutions et les événements qui ont façonné leur évolution.

Destiné entre autres au public cultivé, aux étudiants, aux enseignants et aux spécialistes de l'information, le DAF compte quelque 1 850 articles succincts d'une longueur moyenne de 150 mots environ. On y trouve cinq catégories de rubriques réunies en un seul volume de façon à obtenir un outil de travail maniable :

Les noms de personnes : Biographies de personnages célèbres qui ont illustré le fait français à l'extérieur de la vallée du Saint-Laurent. Ex. : Louis Riel, Angèle Arsenault, Calixa Lavallée, James Domengeaux.

Les noms de lieux : Villes et villages considérés comme foyers de rayonnement de la vie française. Ex. : Hearst (Ontario), Moncton (Nouveau-Brunswick), Saint-Boniface (Manitoba), Fall River (Massachusetts).

Les institutions : Organismes, associations, journaux, collèges et universités appartenant à la diaspora francophone nord-américaine. Ex. : Association des Franco-Colombiens, *Le Droit*, Société nationale des Acadiens, Université Sainte-Anne, Rassemblement des Franco-Américains.

Les événements : Grands moments de l'histoire des communautés francophones hors Québec. Ex. : Déportation des Acadiens, Règlement 17 en Ontario.

Une cinquième catégorie d'articles se distingue par l'ampleur et la nature des textes. Il s'agit d'une douzaine d'**articles de synthèse** qui traitent de grandes régions comme l'Ouest canadien ou encore la Floride. Ces articles fournissent des survols commodes en même temps que des contextes aux entrées ordinaires du dictionnaire. Ainsi, les articles *Règlement 17* et *Le Droit* gagnent à être lus en rapport avec l'article de synthèse Ontario.

Comme dans tout dictionnaire de ce genre, l'exhaustivité est un leurre, à fortiori lorsque la nomenclature est limitée par les dimensions de l'ouvrage. L'équipe de rédaction du DAF a néanmoins tenté de donner une image aussi fidèle que possible de la diaspora canadienne-française telle qu'elle se présente aujourd'hui. C'est dans ce contexte que s'est posé le problème délicat de l'inclusion de personnalités encore vivantes. L'équipe a opté pour un nombre limité d'entrées de cette catégorie en s'appuyant sur les critères suivants, du reste valables pour les autres personnalités qui figurent à la nomenclature : a) la personne doit s'être affirmée pendant une certaine durée de temps ; b) son rayonnement doit avoir dépassé la scène locale ; c) son envergure et la qualité de ses réalisations doivent être significatives ; d) son enracinement à l'extérieur du Québec doit être confirmé.

Méthodologie

Une liste de base des entrées du dictionnaire a été élaborée à partir de sources existantes, comme le *Dictionnaire biographique du Canada* ou encore le *Beauchemin canadien* ainsi que les divers atlas des minorités francophones d'Amérique. Cette liste s'est amplifiée grâce à l'apport de sources documentaires conservées au Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa. Compte tenu de l'immensité du territoire à couvrir et, dans bien des cas, de l'insuffisance de la documentation sur les minorités françaises d'Amérique, l'équipe de rédaction du DAF a mis sur pied un réseau d'une douzaine de correspondants pour les grandes régions couvertes par le dictionnaire. Les entrées éventuelles du dictionnaire ont été soumises à ces correspondants dont les commentaires ont été d'un précieux secours. De plus, l'équipe n'a pas hésité à communiquer avec ces mêmes correspondants pour des compléments d'information au fur et à mesure que s'élaborait l'ouvrage.

Critères d'inclusion

Noms de personnes : Ne figurent au DAF que les personnalités qui ont illustré *la diaspora canadienne-française à l'extérieur du Québec et de l'Acadie*. Le rayonnement depuis la vallée du Saint-Laurent a été un critère déterminant. Ainsi, on ne trouvera pas dans le DAF bien des Nord-Américains venus de France ou d'ailleurs en francophonie (*e.g.* : Dupont de Nemours). De même, nous n'avons conservé que les plus importants personnages parmi les nombreux militaires français de passage pendant la période coloniale. En revanche, les explorateurs, voyageurs et missionnaires européens qui ont participé à la découverte de l'Amérique, (*e.g.* : Champlain, Cavelier de La Salle, Marquette), et dont le nom fait partie de l'héritage canadien-français, acadien ou franco-américain, ont été retenus. Il va sans dire que les Métis, tel Louis Riel ou Gabriel Dumont, dont le destin a été si lié à la francophonie canadienne ont leur place dans l'ouvrage. On y trouvera aussi un certain nombre de personnages québécois, mais ceux-ci ne figurent au dictionnaire qu'en raison de leur engagement et de leur action en faveur des minorités francophones hors Québec ou en raison de leur rayonnement à l'extérieur du Québec. Les auteurs ont accordé la priorité aux personnages dont les réalisations ont eu un impact historique, à ceux qui ont des incidences sur le présent, ou encore à ceux qui ont eu une notoriété régionale ou nationale. Les articles ont été rédigés dans cette perspective et ils privilégient, dans la vie des personnages, les rapports avec la vie française en Amérique.

Noms de lieux : Compte tenu de l'éparpillement et de la grande disparité des différentes communautés francophones à l'extérieur du Québec, des normes légèrement différentes ont présidé au choix des villes et villages qui figurent à la nomenclature du DAF. Le critère fondamental a été celui de la population francophone d'aujourd'hui telle que déterminée par le recensement fédéral de 1981 pour le Canada et, pour les États-Unis, celui de 1970, le plus récent à fournir des statistiques sur la langue maternelle. Pour l'Acadie et l'Ontario, les agglomérations ayant plus de 500 habitants francophones ont été retenues. Dans l'Ouest canadien, ce seuil a été établi à 100 habitants alors qu'aux États-Unis il a été fixé à 5 000 habitants ou plus. En Louisiane, nous avons tenu compte de la notion de « paroisse », unité fondamentale de peuplement qui correspond à notre « comté ». Quelques toponymes jadis associés à la présence française (Rivière-Rouge, Bourbonnais, Lac des Bois) ont été inclus en raison de leur valeur historique. Nous avons normalisé l'orthographe des toponymes pour que celle-ci soit conforme aux règles d'écriture françaises même si, dans certains cas, cette graphie ne correspond pas à l'orthographe courante du toponyme.

Institutions : Figurent les associations provinciales ou nationales d'ordre culturel (regroupements artistiques, troupes de théâtre), les groupes de pression politico-ethniques (regroupements de francophones hors-Québec), les maisons d'enseignement (collèges et universités), les organes d'information (journaux et périodiques), les media (postes de radio

et de télévision), les regroupements religieux (communautés religieuses, monastères, couvents) dans la mesure où ces institutions ont contribué au rayonnement de la vie française en Amérique.

Événements : Des moments déterminants dans l'évolution des communautés francophones hors Québec constituent l'essentiel des entrées de cette catégorie. L'équipe du DAF a retenu des événements politiques et culturels (Affaire Forest au Manitoba, Mouvement sentinelliste en Nouvelle-Angleterre). Les articles portant sur les événements permettent au lecteur de prendre connaissance de la diaspora française en Amérique du Nord avec plus de profondeur historique.

GUIDE D'UTILISATION

L'ordre alphabétique intégral a été suivi. Les noms propres comportant l'élément « Saint » se retrouvent dans la série SA... et non sous la forme abrégée ST, à moins que celle-ci ne soit la forme reconnue. Les noms complexes des institutions (communautés religieuses, associations) obéissent également à l'ordre alphabétique intégral : on cherchera la *Fédération des francophones hors-Québec* sous FÉDÉRATION... et non sous *Francophones hors-Québec, Fédération des*.

Structure des Articles

Les entrées

Un article-type fournit l'essentiel de la documentation recueillie sur le personnage, le lieu, l'événement ou l'institution donnés. Pour les *personnages*, on trouvera les dates et lieux de naissance et de décès, ainsi que les principales étapes de la carrière, avec insistance sur la contribution du personnage au fait français en Amérique. Les *toponymes* sont localisés et accompagnés des plus récentes données disponibles sur la population totale et sur la population française de l'agglomération. Le corps de l'article porte sur les manifestations de la vie française. Les entrées portant sur les *institutions* fournissent les informations relatives à leur fondation, leur longévité, leur expansion et leur rayonnement en Amérique française, alors que les entrées consacrées aux *événements* insistent sur leur nature, leur importance et leur incidence sur la collectivité française.

Les entrées de renvoi

Il arrive quelquefois que la forme reconnue du nom d'un personnage ou d'une institution ne corresponde pas à la forme la plus répandue dans l'usage. Afin de faciliter la consultation du DAF, l'équipe de rédaction a choisi de faire l'entrée sous la forme la mieux connue du grand public et d'ajouter une entrée de renvoi, correspondant à la forme « officielle » du nom, qui dirige le lecteur vers la forme la plus répandue. Ainsi, le lecteur trouvera-t-il Robert Cavalier de La Salle sous l'entrée LA SALLE, forme consacrée par l'usage. On a cependant ajouté une entrée de renvoi CAVELIER DE LA SALLE pour guider le lecteur. De même, l'entrée SŒURS DE LA CHARITÉ renvoie à la forme plus connue SŒURS GRISES. Les pseudonymes, lorsqu'ils sont la forme la plus connue du nom d'un auteur, servent d'entrées principales.

Renvois

Dans le corps des articles, certains mots seront affectés du signe * indiquant qu'ils font l'objet d'une entrée distincte ailleurs dans le corps du dictionnaire. Dans d'autres cas, les renvois sont aussi indiqués par la mention VOIR...

Cartes et illustrations

Huit cartes et plus de cent trente illustrations ont été choisies en fonction de l'importance des personnages ou des lieux décrits. On a essayé, dans la mesure du possible, de refléter à la fois les grandes régions représentées dans le dictionnaire et le type d'entrées qui y figurent.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

- Brouillette, Benoît (1939)
La Pénétration du continent américain par les Canadiens-français, 1763-1846. Montréal : Granger frères.
- Carrière, Gaston o.m.i. (1976)
Dictionnaire biographique des Oblats de Marie-Immaculée au Canada. Ottawa : Éditions de l'Université d'Ottawa, 3 vol.
- Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques (1980-1985)
Projet PRO-F-ONT. Ottawa, plusieurs volumes.
- Conseil de la vie française en Amérique (1987)
Le Répertoire de la vie française en Amérique. Québec : Conseil de la vie française en Amérique.
- Cormier, Edmond (1984)
Almanach français du Manitoba. Saint-Boniface : Centre d'étude des francophones de l'Ouest canadien.
- Daigle, Jean (réd.) (1980)
Les Acadiens des Maritimes : études thématiques. Moncton : Centre d'études acadiennes.
- Dictionnaire biographique du Canada* (1966-)
Québec : Presses de l'Université Laval. 11 volumes parus sur la période antérieure à 1900.
- Dictionnaire Beauchemin Canadien* (1968)
Montréal : Librairie Beauchemin Ltée. La partie des noms propres, œuvre de Jean-Jacques Lefebvre.
- Dion-Lévesque, Rosaire (1957)
Silhouettes franco-américaines. Manchester : Publications de l'Association canado-américaine.
- Dorge, Lionel (1976)
Le Manitoba, reflets d'un passé. Saint-Boniface : Éditions du blé.
- Encyclopedia Canadiana* (1957)
Ottawa : Grolier, 10 vol.
- Frémont, Donatien (1980)
Les Français dans l'Ouest canadien. Saint-Boniface : Éditions du blé.
- Grisé, Yolande (1982)
Pour se faire un nom. Montréal : Fides. Coll. « Anthologie des textes littéraires franco-ontariens », vol. 4.
- Hamel, Réginald, Hare, John et Wyczynski, Paul (1976)
Dictionnaire pratique des auteurs québécois. Montréal : Fides.
- Kallmann, Helmut, Potvin, Gilles et Winters, Kenneth (1983)
Encyclopédie de la Musique au Canada. Montréal : Fides.
- La Fournière, Martial de (1986)
Annuaire biographique de la francophonie. Paris : Cercle Richelieu de Paris.
- Lapierre, Jean-William et Roy, Muriel (1983)
Les Acadiens. Paris : Presses universitaires de France. Coll. « Que sais-je ? »
- Le Canada Ecclésiastique*
Montréal : Beauchemin. Annuel.
- Le Jeune, L. (1931)
Dictionnaire général du Canada. Ottawa : Université d'Ottawa, 2 vol.
- Louder, Dean R. et Waddell, Éric (1983)
Du continent perdu à l'archipel retrouvé : le Québec et l'Amérique française. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Marsh, James H. (1985)
The Canadian Encyclopedia. Edmonton : Hurtig Publishers, 3 vol.

Michaud, Marguerite (1967)

Les Acadiens des provinces maritimes : guide historique et touristique. Moncton : Imprimerie acadienne.

Morice, A.G. (1912)

Dictionnaire historique des Canadiens et des Métis français de l'Ouest. Québec : J.-P. Garneau, 2^e éd.

National Assessment and Dissemination Center for Bilingual/Bicultural Education (1979-1981)

A Franco-American Overview, 6 vol.

Saint-Pierre, Annette (1984)

Répertoire littéraire de l'Ouest canadien. Saint-Boniface : Centre d'étude sur les francophones de l'Ouest canadien.

Tétrault, Maximilienne (1935)

Le Rôle de la presse dans l'évolution du peuple franco-américain de la Nouvelle-Angleterre. Marseille : Imprimerie Ferran et Cie.

The Encyclopedia Americana (1977)

New York : The Americana Corporation, 30 vol.

The Encyclopedia of Canada (1935)

Toronto : University Association of Canada, 7 vcl.

The National Cyclopedia of American Biography (1977-1984)

Clifton, N.J. : James T. White & Company, 63 vol.

Thernstrom, Stephan (1980)

Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups. Cambridge : Harvard University Press.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Les photographies

- Mont-Carmel, Île-du-Prince-Édouard
Page frontispice du premier numéro du journal
L'Évangéline
Mademoiselle Albani, cantatrice
Bona Arsenault
Olivar Asselin
L'édifice de l'Association canado-américaine,
Manchester, New Hampshire
En 1944 : de gauche à droite, assis, Gustave
Lanctôt, Pierre Daviault, Louvigny de Montigny,
Marius Barbeau ; debout, Séraphin Marion, Robert
de Roquebrune et Marcel Dugas.
Bâton-Rouge vers 1830
Chicago en 1830
Honoré Beaugrand
Henri Belleau, o.m.i.
Josaphat Benoît
Henri Bergeron
M^{re} François Norbert Blanchet
Gaspard Boucher
Henri Bourassa
La Fromagerie coopérative de Bourget en 1943
M^{re} Bourget
Mère Bruyère
Village de pêcheurs cajuns
Bénédiction des bateaux à Caraquet
M^{re} Joseph Charbonneau
M^{re} de Charbonnel
Chéticamp, Nouvelle-Écosse
Le Collège de L'Assomption, Worcester,
Massachusetts
Le Collège de Saint-Boniface
Elphège Daigneault
M^{re} Modeste Demers
La statue d'Évangéline, parc historique national de
Grand-Pré, Nouvelle-Écosse
Paul Desmarais
Rosaire Dion-Lévesque
La famille Dionne
Une ferme à Duck Lake, Saskatchewan, vers 1926
M^{re} Duhamel
L'édifice du journal *Le Patriote de l'Ouest*
Jean Éthier-Blais
Cimetière cajun
L'église Sainte-Anne de Fall River, Massachusetts
La campagne électorale de 1974 et la Fédération
des francophones hors Québec
Le Festival franco-ontarien
La fête de la Saint-Jean-Baptiste à Saint-Jacques
d'Embrun en Ontario, 1897
L'hôtel Norman à Miami
Alfred Garneau
Grande-Anse, Nouveau-Brunswick
La rue principale de Gravelbourg, Saskatchewan,
en 1925
L'abbé Gravel, en 1908, près de Gravelbourg
Lionel Groulx
M^{re} Guigues
Camp de bûcherons dans le nord de l'Ontario
Emblème de la Compagnie de la baie d'Hudson
Île Madame, Nouvelle-Écosse
Huguette Labelle
Gustave Lacasse
Le Père Lacombe
La cathédrale Saint-Jean-L'Évangéliste, Lafayette,
Louisiane
Lafèche, Saskatchewan, en 1925
Jeanne Lajoie
M^{re} Langevin
Daniel Lavoie
Dudley Leblanc
Viola Léger
Pierre Le Moyne d'Iberville
La forteresse de Louisbourg
La cathédrale Saint-Louis à la Nouvelle-Orléans
L'École Saint-Joseph de Lowell, Massachusetts,
vers 1890
Antonine Maillet
Séraphin Marion
M^{re} Arthur Melanson
Jean Ménard
Vieux couple de métis devant leur demeure à
Batoche, Saskatchewan, en 1926
Joseph-Énoil Michaud
Ferme typique de francophones, près de Cahokia
et Kaskaskia, après 1700
La rue principale de Moncton, Nouveau-
Brunswick, vers 1930
Jos Montferrand
Le couvent de Montmartre en Saskatchewan

Noces à Morinville vers 1890
 Nashua, New Hampshire, vers 1910
 Edmond de Nevers
 Le monument du Sacré-Cœur, Fall River, Massachusetts
 Maison du vieux carré de la Nouvelle-Orléans
 En-têtes de journaux franco-ontariens
 En route vers l'Oregon, vers 1860
 L'Académie-de-La-Salle, à Ottawa, vers 1908
 Quelques exemples de journaux francophones de l'Ouest
 André Paiement
 Mission du Père Pandosy, près de Kelowna, Colombie-Britannique
 La rivière de la Paix, vers 1890
 La crise scolaire de Penetanguishene
 Maison à Lafontaine, près de Penetanguishene
 Le Petit-Canada de Manchester-ouest, vue prise de l'immeuble Amoskeag, vers 1930
 M^{re} Plessis
 Pascal Poirier
 Aram Pothier
 Prairie-du-Chien, Wisconsin, en 1830
 La famille Nadeau, des rapatriés en provenance des États-Unis venus s'établir dans l'Ouest canadien
 Les Raquetteurs de Chisholm, Maine, en 1925
 Albert Régimbal, s.j.
 Réunion de protestation contre le Règlement 17 à Belle-Rivière
 Les religieuses de Jésus-Marie à Manchester, New Hampshire
 M^{re} Marcel-François Richard
 Zachary Richard
 Louis Riel
 Bateau à vapeur dans la région de la Rivière-Rouge, vers 1870
 Adolphe Robert
 Louis-Joseph Robichaud
 Robert Rumilly
 Première chapelle bâtie par le Père Lacombe à Saint-Albert
 Le Collège Maillet, Saint-Basile, Nouveau-Brunswick

La Cathédrale de Saint-Boniface
 Maison de planteurs à Oak Alley, St. James Saint-Louis, Missouri, vers 1830
 Maison de Cajuns, à proximité de Saint-Martinville
 Saint-Paul, Minnesota, vers 1890
 Shippagan, Nouveau-Brunswick
 Orphelinat Youville à Saint-Albert, Alberta, œuvre des Sœurs grises de la charité
 Le Collège du Sacré-Cœur de Sudbury, vers 1930
 Plan de Saint-Boniface vers 1880
 M^{re} Taché
 Frenchman's Cove, Terre-Neuve
 Groupe de mineurs de Timmins, vers 1938
 L'église du Sacré-Cœur-de-Jésus, Toronto, 1925
 Marie-Rose Turcot
 Le bureau-chef de l'Union Saint-Joseph du Canada, en 1919
 L'édifice de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, Woonsocket, Rhode Island
 Le Village historique acadien près de Caraquet
 Vue du village pionnier acadien de l'Île-du-Prince-Édouard
 Almanda Walker-Marchand
 L'édifice du Centre canadien-français de Windsor en 1958
 La Bonnin Spinning Co., Woonsocket, Rhode-Island
 L'église catholique Sainte-Anne, Worcester, Massachusetts
 L'école de Zenon Park, Saskatchewan

Les cartes

Les francophones en Amérique du Nord
 Les Acadiens
 Les francophones de la Louisiane
 Les francophones du Midwest
 Les Franco-Américains du Nord-Est
 Les Franco-Ontariens
 Les francophones de l'Ouest canadien
 Les forts et les postes de traite

A

ABBÉVILLE. Ville de l'Acadiana en Louisiane et chef-lieu de la paroisse de Vermilion, située à 25 km au sud de Lafayette. Population totale : 10 996 habitants. Fondée en 1843 par un prêtre français, le père Mégret, elle a l'allure et même le nom d'une ville du nord de la France. Elle conserve jusqu'à nos jours de nombreuses traditions françaises, dont la musique, les danses et l'artisanat, célébrées au cours d'un festival annuel. Son église, Sainte-Marie-Madeleine, a été consacrée en 1844. L'élevage et la culture constituent le gagne-pain principal des habitants d'Abbéville. Population francophone : 5 819.

ABRAM-VILLAGE, RÉGION DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD. Après la Déportation*, de nombreux Acadiens reviennent dans la région de Malpèque et ce, dès 1769. Cependant, de mauvaises relations avec leur propriétaire forcent la plupart d'entre eux à déménager. En 1812-1813, un groupe s'installe à Mont-Carmel et à Baie Egmont. Vers 1820, ils fondent Abram-Village, nommé en l'honneur de son premier habitant, Abraham Arsenault. Ils peuplent ensuite Saint-Chrysostome. Aujourd'hui, cette péninsule qui s'avance entre la Baie Egmont et la Baie de Bédèque, regroupe la principale concentration acadienne de l'île. Les Acadiens y détiennent une forte majorité, puisque 1 305 des 1 551 habitants sont francophones. Les Acadiens obtiennent en 1972 leur propre unité scolaire (la première dans



Mont-Carmel, Île-du-Prince-Édouard

la province) où le français est enseigné comme langue première ; ce droit s'est étendu, depuis, au reste de la province.

ABSHIRE, NATHAN. Violoneux (Gueydan, Louisiane, 27 juin 1913 — Basile, *ibid.*, 13 mai 1981). Né de parents pauvres, il commence à jouer de l'accordéon à huit ans. Sans formation musicale, il se taille pourtant une réputation enviable, mais doit gagner sa vie comme gardien de dépôt. Pendant la guerre, il fait son service militaire. Démobilisé, il change d'instrument pour adopter le violon parce que les accordéons, importés d'Allemagne, sont trop rares. Sa musique joyeuse et plaintive, apparentée au blues, en fait une célébrité au Canada et aux États-Unis. Il compte plusieurs microsillons à son actif.

ACADÉMIE-DE-LA-SALLE. École élémentaire et secondaire privée dirigée par les Frères* des Écoles chrétiennes. En 1899, les Frères prennent possession de l'école La Salle sur la rue Sussex à Ottawa, école dont l'édifice avait appartenu à la Commission des écoles séparées. Rebaptisée Académie-De-La-Salle, elle accueille des élèves de l'élémentaire et du secondaire. Après quelques années, les classes élémentaires sont fermées et les Frères concentrent leurs efforts sur le niveau secondaire et, en particulier, le programme commercial. En 1926, devant la difficulté de ses élèves à accéder à l'université, l'Académie demande au gouvernement de l'Ontario la reconnaissance officielle. Celle-ci est accordée et l'école perd son statut d'institution privée. Au fil des ans, l'Académie-De-La-Salle a produit plus de dix mille diplômés et sa contribution sociale et culturelle a laissé sa marque dans la communauté. Elle ferme ses portes en 1968, au moment de la création du système secondaire public.

ACADIE. Connue et visitée par les Vikings d'Europe du nord puis, plus tard, par les pêcheurs basques, l'Acadie tire vraisemblablement son nom d'une transformation phonétique et d'une transposition géographique du régionyme Arcadie utilisé par Verrazano, en référence à l'Arcadie mythologique, pour désigner les verdoyantes côtes de Pennsylvanie. Des recherches récentes montrent toutefois que le mot constitue peut-être une adaptation du terme micmac quoddy qui signifie terre ou territoire. Recouvrant d'abord le territoire colonisé par la France

L'EVANGELINE

JOURNAL SEMI-MENSUEL

DIGBY, N. E. MERCREDI, NOVEMBRE 28, 1882.

NO. 1.

VOL. I.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

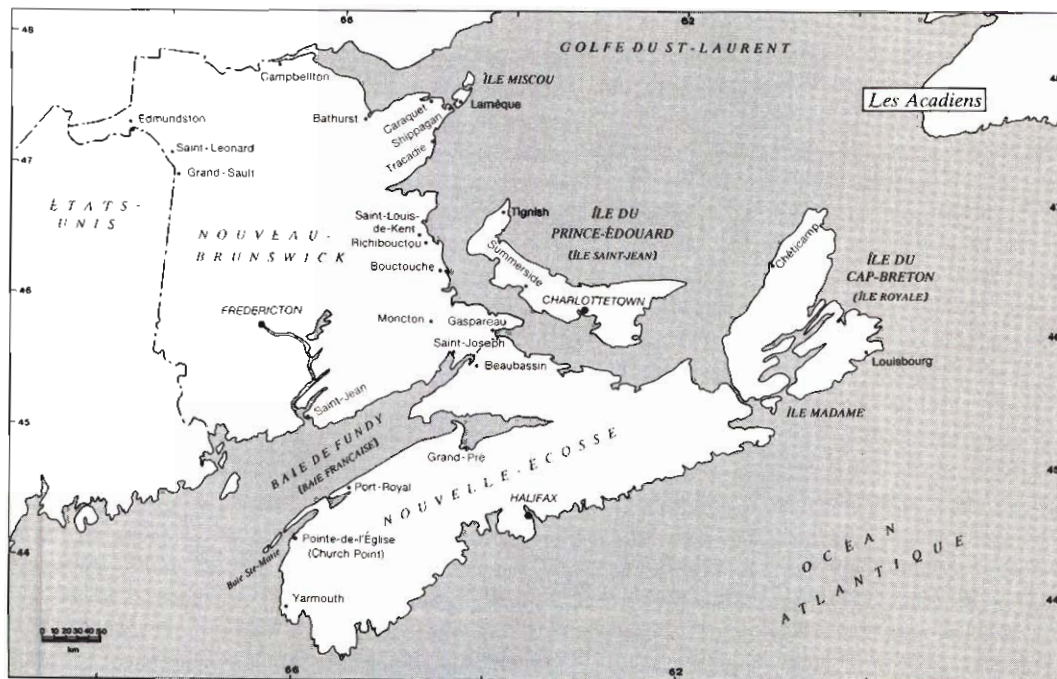
ADRESSES D'AFFAIRES.

ADRESSES D'AFFAIRES.

Page frontispice du premier numéro du journal L'Évangéline autour de la baie de Fundy au XVIIe siècle, l'appellation en vient à faire référence aux régions des provinces maritimes habitées par des communautés acadiennes. Située aux frontières orientales

des empires français et anglais d'Amérique du Nord, l'Acadie est d'abord colonisée par la France, à compter de 1604. Tout au long du XVII^e siècle, elle est l'objet de constantes disputes entre la France et l'Angleterre qui, tour à tour, exercent leur juridiction sur quelques centaines de colons français venus pour la plupart du Poitou. En 1713, en vertu du traité d'Utrecht, la partie continentale de la Nouvelle-Écosse – qu'on nomme également à l'époque Acadie – passe sous contrôle britannique, pendant que l'île Saint-Jean (Île-du-Prince-Édouard) et l'île Royale (Île du Cap-Breton) restent à la France ; quant au territoire de l'actuelle province du Nouveau-Brunswick, il demeure contesté jusqu'au Traité de Paris. Les quelque 2 000 Acadiens qui passent en 1713 sous juridiction britannique continuent d'exploiter leurs terres, conscients cependant de la nécessité de garder une certaine neutralité, au point qu'on les désignera bientôt comme des « Français neutres ». Mais cette neutralité se révèle inconfortable et est rapidement jugée trop britannique par Versailles et trop française par Londres. À telle enseigne qu'en 1755, l'Angleterre décide de mettre un terme à la résistance passive des quelque 7 000 Acadiens de Nouvelle-Écosse – dont plusieurs ont refusé de prêter le serment d'allégeance britannique – et entreprend

de les déporter. La Déportation, en plus d'affecter une proportion considérable de la population, provoque un véritable démembrement de la société acadienne et ouvre une période d'un demi-siècle de migration et d'errance. Vers 1800, les mouvements migratoires ont à peu près pris fin et la population acadienne se retrouve dispersée sur tout l'est du continent nord-américain, en Louisiane, dans les Caraïbes, voire en France. Les quelques 8 400 Acadiens dénombrés alors dans les provinces maritimes actuelles se sont réinstallés pour la plupart le long de la Baie des Chaleurs, sur la côte est du Nouveau-Brunswick et dans les îles du Cap-Breton et du Prince-Édouard. Isolés et socialement désorganisés, ces Acadiens de l'« Acadie du silence » s'adonnent à l'agriculture de subsistance et travaillent pour le compte de grandes entreprises de pêche. Supportés par les missionnaires envoyés par l'évêque de Québec, ils sortent peu à peu de leur isolement et commencent véritablement à s'affirmer, à compter du milieu du XIX^e siècle. En 1854, ils se donnent une institution – le Collège de Memramcook – qui assurera la formation et le développement d'une élite acadienne. En 1867, c'est la création d'un premier véhicule d'expression et de communication, *Le Moniteur acadien*. À partir des années 1880, l'Acadie connaît une véritable



Renaissance*. Au cours de ses premières conventions nationales – véritables États généraux de l'Acadie –, elle se donne une fête et un hymne nationaux et se choisit un drapeau. Mais ses leaders ne s'en tiennent pas à ces gestes symboliques : bien qu'ils ne contrôlent aucun des leviers des états fédéral et provincial, ils se donnent de véritables plans d'action politique visant à doter les communautés acadiennes d'écoles françaises, à décourager l'émigration vers les États-Unis, à « acadianiser » le haut clergé, à coloniser de nouvelles terres et à fonder de nouvelles institutions (coopératives, journaux, etc.). Les années 1960 amènent, à cet égard, des changements auxquels n'est pas étranger le long et patient travail souterrain des générations précédentes. Peu à peu, les Acadiens voient leur poids s'accroître au sein des institutions gouvernementales fédérales et provinciales. Des législations plus favorables sont adoptées en matière de langue et d'école. Par ailleurs, la création en 1964 de l'Université* de Moncton favorise le développement d'une classe professionnelle acadienne et laïque. Au même moment, l'Acadie se projette à l'extérieur par ses chansonniers, par ses écrivains et par ses artistes, qui disent au monde l'existence des 280 000 Acadiens dénombrés en 1981, soit 234 000 au Nouveau-Brunswick, 36 000 en Nouvelle-Écosse et 6 000 dans l'Île-du-Prince-Édouard.

ACADIE NOUVELLE, L'. Quotidien fondé à Caraquet (Nouveau-Brunswick) en 1984, *L'Acadie nouvelle* prend la relève de *L'Évangéline**, disparu en 1982. Son équipe éditoriale entend travailler à l'épanouissement du peuple acadien, au renforcement de son identité et à la défense de ses intérêts. Cependant, établi à Caraquet et atteignant surtout la clientèle du nord-est de la province, le journal est amené à mettre l'accent sur l'information régionale et à réviser ses objectifs initiaux. D'autant plus que, depuis 1985, le journal *Le Matin** de Moncton lui fait concurrence et rejoint les francophones du sud du Nouveau-Brunswick. En 1987, *L'Acadie Nouvelle* a un tirage de plus de 10 000 exemplaires.

ACTE CONSTITUTIONNEL DE 1791.

Deuxième acte constitutionnel du Canada après la Conquête, il abroge certaines dispositions de l'Acte de Québec (1774) et crée les Haut et Bas-Canada. Dans le Haut Canada (qui deviendra l'Ontario actuel après 1867), les Canadiens fran-

çais deviennent alors une minorité linguistique et culturelle. Ces changements sont rendus nécessaires par l'accroissement de la population et l'immigration des Loyalistes américains. En outre, en donnant plus de pouvoir aux autorités locales, on cherche à enrayer toute tendance indépendantiste canadienne, qui suivrait celle des États-Unis, quinze ans auparavant. L'Acte constitutionnel prévoit donc la nomination d'un gouverneur général et la constitution de conseils législatifs et d'assemblées législatives. La liberté de la pratique religieuse est assurée. En divisant le Canada en provinces, l'Acte ouvre la voie à la Confédération de 1867.

ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE. Loi constitutionnelle du Canada promulguée en 1867 par le Parlement britannique, elle prévoit, surtout dans sa forme originelle, le partage des pouvoirs entre les gouvernements provinciaux (quatre à l'origine, puis finalement dix et deux territoires) et le gouvernement fédéral. Les articles 81 et 82 en particulier stipulent que l'éducation incombe aux provinces, tandis que les relations internationales, la défense et la monnaie sont du ressort du gouvernement fédéral. Les mêmes articles prévoient également la protection des droits religieux des protestants au Québec et des catholiques ailleurs au pays. L'article 133 prévoit que le Québec et le Manitoba sont officiellement bilingues ; le Nouveau-Brunswick a décidé en 1982 d'adhérer à cet article. Dans les cas de chevauchements de juridictions, le gouvernement fédéral a la préséance ; il a, par ailleurs, le pouvoir de désavouer une loi provinciale en invoquant, entre autres, la menace qu'une telle loi représente pour l'unité nationale, ce pouvoir de désaveu n'a cependant jamais été utilisé pour rendre caduques des législations linguistiques. En 1982, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique est rapatrié au Canada. À cette occasion, le gouvernement fédéral et neuf des dix provinces canadiennes (le Québec faisant exception) s'entendent pour y inclure une Charte des droits et libertés, laquelle assure entre autres des garanties linguistiques aux minorités des deux langues officielles du Canada. Ces garanties concernent surtout l'éducation, mais également toute discrimination fondée sur l'appartenance linguistique ou religieuse. Le recours aux tribunaux et, en dernière instance, à la Cour suprême est de

plus en plus répandu au Canada pour trancher les litiges constitutionnels, qui sont cependant sous-tendus par des conceptions différentes quant à l'esprit de la Constitution canadienne. Pour les Canadiens français, la Confédération constitue un pacte entre les deux peuples fondateurs ; pour les Canadiens anglais, il s'agit d'un pacte entre dix provinces et un gouvernement central ; cette différence de visions est donc à la source de plusieurs tensions constitutionnelles au Canada.

ACTE DE QUÉBEC. Loi du parlement britannique proclamée en 1774 en vue de redéfinir le statut du gouvernement, des lois, de l'Église et de la religion dans la province de Québec. Il rétablit les anciennes frontières de la colonie canadienne de manière à inclure les régions des Grands Lacs, du Labrador et du golfe du Saint-Laurent dans la province. L'Acte de Québec accorde la liberté religieuse aux catholiques et abolit le serment du test, qui les obligeait à répudier leur foi pour exercer une charge publique. Au chapitre du droit, il restaure la Coutume de Paris, c'est-à-dire le code civil français, sauf en matière criminelle et dans les limites de la compatibilité avec la loi anglaise. Il conduit à la remise en vigueur des institutions traditionnelles françaises et du régime seigneurial. L'Église retrouve son droit de percevoir la dîme et l'autorité du clergé se voit tolérée par les conquérants britanniques. Proclamé en grande partie pour calmer l'agitation dans la colonie et surtout pour éviter le ralliement des Canadiens français à la cause des insurgents Américains, cet acte n'en constitue pas moins le début de la coexistence officielle des deux peuples fondateurs en Amérique du Nord britannique.

ACTION, L'. Journal hebdomadaire publié à Manchester (New Hampshire), de 1950 à 1971. Il succède à l'*Avenir* national* disparu en 1950 et, avec celui-ci, contribue à assurer un siècle de journalisme français à Manchester. Sous la direction successive de Paul J. Gingras, Josaphat Benoît* et Walter Lessard, son tirage oscille entre 2 000 et 4 400 exemplaires. La décision de cesser de le publier, prise par les administrateurs pour des raisons économiques, en 1971, marque la disparition du seul hebdomadaire français du New Hampshire.

ACTION CANADIENNE-FRANÇAISE, L' : voir **ACTION NATIONALE, L'**

ACTION FRANÇAISE, L' : voir **ACTION NATIONALE, L'**

ACTION NATIONALE, L'. Revue d'opinion fondée en 1917 à Montréal dans le but de réveiller le patriotisme des Canadiens français et de défendre leur culture contre l'industrialisation et contre l'assimilation linguistique au Canada anglais. Créée par la Ligue des droits du français, elle est d'abord appelée *L'Action française* (1917-1927), puis *L'Action canadienne-française* (1928) et, enfin, *L'Action nationale*. Largement inspirée à partir de 1920 par la pensée de Lionel Groulx, elle se préoccupe surtout de la survivance ethnique jusqu'au début des années trente. Prônant la formule des coopératives pendant les décennies qui suivent, *L'Action nationale* fustige alors autant le capitalisme que le socialisme. Elle continue de participer à tous les grands débats qui intéressent l'avenir du français au Québec et dans le reste de l'Amérique. Rejoignant vers 1920 environ 5 000 lecteurs, cette publication mensuelle paraît toujours aujourd'hui.

ACTION POUR LES FRANCO-AMÉRICAINS DU NORD-EST (ActFane). Fondé à Worcester* (Massachusetts) le 21 novembre 1980, cet organisme-parapluie, voué à la défense et à la promotion des intérêts culturels des Franco-Américains du Nord-Est, regroupe des associations du Maine, du New Hampshire, du Massachusetts, du Vermont, du Connecticut, du Rhode Island et de l'État de New York. Son rôle consiste à coordonner les activités des divers organismes francophones du Nord-Est, à y faire valoir la présence et la contribution françaises auprès des autorités et à promouvoir la culture française. Le groupe a participé, entre autres réalisations, à la création d'un drapeau franco-américain. Il maintient un secrétariat permanent à Manchester* (New Hampshire), où se réunit un conseil d'administration représentant les francophones de la Nouvelle-Angleterre et de l'État de New York. Cet organisme s'efforce de s'auto-financer ; il publie un bulletin biannuel appelé *InformAction*.

ACTIVITÉS-JEUNESSE. Mise sur pied en 1971, cette association provinciale de la jeunesse aca-

dienne du Nouveau-Brunswick s'est donné pour mission de favoriser les initiatives culturelles, de sensibiliser les générations étudiantes au fait français et d'appuyer le développement de l'esprit d'entreprise au sein de sa clientèle. Présente surtout dans les écoles secondaires, Activités-Jeunesse parraine un journal (*Le Mashqoui*), qui tient lieu de bulletin de liaison entre les communautés étudiantes acadiennes et fournit un véhicule d'information aux diverses manifestations de la jeunesse acadienne du Nouveau-Brunswick.

AFFAIRE FOREST. En 1976, au Manitoba, Georges Forest refuse de payer une contravention pour stationnement illégal, parce qu'elle est rédigée en anglais seulement ; ce faisant, il déclenche un processus juridique qui aura des conséquences sur l'ensemble du pays. Le recours juridique de Forest est fondé sur l'argument selon lequel la loi de 1890, faisant de l'anglais la seule langue officielle du Manitoba, est contraire à la Constitution canadienne et en particulier à l'Acte du Manitoba de 1870. Appuyé par la Société franco-manitobaine, Forest fait porter sa cause devant tous les différents paliers de tribunaux, jusqu'à la Cour suprême du Canada, qui, en 1979, lui donne raison. Cette décision a également des incidences sur la Loi 101, laquelle décrite qu'au Québec, seul le français a un statut officiel. Après cette victoire, une nouvelle démarche juridique est entreprise en vue de contester la légalité de toutes les lois manitobaines passées après 1890. Avant que ce dernier recours se rende en Cour suprême, un compromis survient entre le gouvernement manitobain et la Société franco-manitobaine, en vertu duquel la Société abandonne les recours juridiques en échange d'une extension des services en français et la de traduction des 400 lois provinciales les plus importantes. En 1984 cependant, l'opposition anglophone s'organise autour du Parti conservateur et la violence éclate (quelques émeutes, du vandalisme, un incendie criminel dans les bureaux de la Société franco-manitobaine). Pour réduire les tensions, le gouvernement néo-démocrate se retire de l'entente et le processus juridique est repris. En 1986, la Cour suprême du Canada décide encore en faveur des Franco-Manitobains et oblige le gouvernement à traduire toutes ses lois en français.

AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE. Créée à Niamey (Niger) en 1970 et ayant son siège social à Paris, l'Agence vise à promouvoir et à diffuser les cultures des pays membres et à susciter la mise en commun des moyens nécessaires à la réalisation de programmes de développement culturel, scientifique, technique et éducatif. Elle regroupe environ une trentaine de pays membres, dont le Canada et divers gouvernements participants, dont celui du Québec. De plus, l'Agence accorde chaque année, dans le cadre du Festival international du film de l'ensemble francophone, le Prix d'encouragement à la création cinématographique comportant un montant de cent cinquante mille francs français, remis à un réalisateur afin de lui permettre de réaliser son premier long métrage.

ALARIE, PIERRETTE. Cantatrice (Montréal, Québec, 9 novembre 1921 —). Elle débute à la radio à 14 ans, d'abord comme comédienne puis comme chanteuse. En 1938, elle se produit au Monument national avec la troupe des Variétés lyriques et accède rapidement à des rôles de premier plan. Elle entre au Metropolitan Opera de New York en 1945. L'année suivante, elle épouse le ténor Léopold Simoneau*, avec lequel elle se produira souvent en duo. Sa voix de soprano au timbre pur et cristallin, admirablement bien contrôlée, se prête également bien au solo et elle s'illustre sur plusieurs scènes d'Europe et d'Amérique, de même qu'à la radio et à la télévision. Elle quitte la scène en 1966 pour enseigner l'opéra et la mise en scène à l'école Vincent-d'Indy à Montréal, puis à Banff et en Californie.

ALBANEL, CHARLES. Missionnaire et explorateur (Auvergne, France, circa 1616 — Sault Sainte-Marie, Ontario, 11 janvier 1696). Prêtre jésuite, il arrive au Canada et s'installe à Tadoussac (Québec) en 1649. Les *Relations des Jésuites* de 1672 relatent son voyage d'exploration par voie de terre jusqu'à la Baie d'Hudson où il retourne deux ans plus tard. Il a été le premier Européen à réussir cet exploit. Amené en Angleterre par les Anglais, il revient au Canada en 1676 et poursuit son activité missionnaire dans l'Outaouais, à Green Bay, au lac Michigan et au Sault Sainte-Marie, où il s'éteint après un demi-siècle de travail missionnaire auprès des Amérindiens.

ALBANI (LAJEUNESSE), EMMA. Cantatrice (Chambly, Québec, 27 septembre ou 1^{er} novembre 1847 — Londres, 3 avril 1930). Émigrée avec sa famille à Plattsburg (New York) en 1852, elle entame très tôt des études musicales et se produit pour la première fois à Montréal comme chanteuse et pianiste dès l'âge de 9 ans (1856). Soliste dans une église d'Albany (New York) (1865-1868), elle poursuit sa formation dans plusieurs villes d'Europe à partir de 1868 et devient l'une des principales vedettes du théâtre Covent Garden de Londres. Se produisant dans toutes les grandes villes du continent, de la Russie à l'Irlande, elle séjourne aux États-Unis à maintes reprises et remplit dans sa carrière plus de 43 rôles dans 40 opéras. Albani est la première Canadienne à acquérir une réputation et un succès d'envergure internationale.



Mademoiselle Albani, cantatrice

ALBANY. Ville de l'État de New York située sur la rivière Hudson, entre New York et Montréal. Population totale : 115 875 habitants. Fondé

par les Français comme poste fortifié pour la traite des fourrures au début du XVII^e siècle, le village devient une colonie permanente de Wallons d'origine hollandaise en 1614 (Fort Orange). Centre administratif de l'État de New York, la ville accueille La Fayette en 1778 et nomme un parc en son honneur. Sympathique à la cause des Patriotes canadiens, elle accueille aussi Papineau et son fils en 1837. Son histoire est ponctuée de manifestations de la présence francophone : fondation de paroisses, d'écoles et de la Société* Saint-Jean-Baptiste et, plus récemment, établissement d'une Fédération franco-américaine et célébration de la fête nationale des Français d'Amérique. Population francophone : 1 107.

ALBERNI : voir PORT ALBERNI

ALBERT, FÉLIX. Écrivain et agriculteur (Île-Verte, Québec, 1^{er} juin 1843 — Lowell, Massachusetts, après 1909). Alors qu'il est dans la vingtaine, il prend possession de la ferme paternelle à l'Île-Verte, mais une succession de mauvaises récoltes le poussent au bord de la faillite. Il déménage donc à Lowell* où il travaille tour à tour comme menuisier, bûcheron, entrepreneur de pompes funèbres, etc., alors que ses enfants contribuent à l'économie de la famille en travaillant dans les filatures. À Lowell, sa vie est une suite de succès et d'échecs dus aux caprices de la conjoncture économique. En 1909, il rédige ses mémoires dans un livre intitulé *Histoire d'un enfant pauvre*. Il s'agit d'un témoignage, peut-être le plus important, sur les conditions qui ont poussé les Québécois à émigrer aux États-Unis, sur celles qui les attendaient dans les Petits* Canadas de la Nouvelle-Angleterre et sur les relations sociales et familiales chez ces Franco-Américains de la première génération.

ALBERT, THOMAS. Prêtre (Saint-Hilaire, Nouveau-Brunswick, 17 juin 1879 — Grand-Sault, *ibid.*, 16 novembre 1924). Formé en théologie à Montréal, il est ordonné prêtre à Chatham (Nouveau-Brunswick) en 1905. Après des études complémentaires à Rome, d'où il revient en 1908, il consacre sa vie au ministère paroissial à Chatham, Pokemouche, Bathurst*, Shippagan* et Grand-Sault* où il fonde un couvent. Intéressé par l'histoire du nord-ouest du Nouveau-Brunswick, il publie en 1920 une *Histoire du Madawaska*, rééditée en 1982.

ALBERTA : voir OUEST CANADIEN

ALEXANDRA : voir FAUQUIER

ALEXANDRIA. Ville de l'Ontario, située dans le comté de Glengarry, à 100 km à l'est d'Ottawa. Population totale : 3 271 habitants. Fondée sur les bords de la rivière Garry en 1819, cette agglomération est devenue en 1890 le siège épiscopal du diocèse du même nom. La ville doit d'abord son existence à un moulin à farine et à ses terres fertiles. La construction du chemin de fer à la fin du XIX^e siècle et l'implantation d'une industrie de voitures anciennes stimulent l'activité économique. Alexandria constitue à la fin du XIX^e siècle un important centre d'accueil pour les émigrants québécois, voire un point de départ de leur expansion dans l'est de l'Ontario. Population francophone : 2 035.

ALFRED. Village du comté de Prescott (Ontario), situé à 65 km à l'est d'Ottawa. Population totale : 1 034 habitants. Sa paroisse n'est fondée qu'en 1871 bien que la région eût été peuplée de francophones 100 ans plus tôt. Au cœur d'une région agricole spécialisée dans les produits laitiers, le village est surtout connu pour son Collège* de technologie agricole et alimentaire. Population francophone : 1 010.

ALLAN : voir RIVIÈRE DES FRANÇAIS

ALLARD, HECTOR J. Diplomate (Notre-Dame-de-Grâces, Manitoba, 11 mai 1902 — Victoria, Colombie-Britannique, 24 mars 1984). Édifié au Collège* de Saint-Boniface et au St. John's College d'Oxford, il se joint en 1932 au corps diplomatique du Canada. Sa carrière au service des Affaires extérieures s'échelonne sur 35 ans. Chargé d'affaires dans les ambassades du Canada aux États-Unis, en Belgique et en Amérique latine, il termine sa carrière comme ambassadeur au Danemark. Peu de Franco-Manitobains avaient jusqu'alors exercé de telles fonctions au sein de la diplomatie canadienne.

ALLARD, JEAN-LOUIS. Professeur (Saint-Robert, Québec, 7 juin 1926 —). Docteur en philosophie, il commence sa carrière dans l'enseignement à la Faculté de philosophie de l'Université d'Ottawa en 1949. Il enseigne aussi à la Faculté des arts et à la Faculté d'éducation. Spécialiste de la pensée de Descartes et de Mari-

tain, il donne de nombreuses conférences et communications sur la philosophie de l'éducation et l'éducation permanente. Il publie également de nombreux articles de journaux et de revues. En 1965, il reçoit le prix Champlain pour son œuvre *Le Mathématisme de Descartes*.

ALLIANCE CHAMPLAIN. Association québécoise de promotion internationale de la langue française, fondée en 1983 à Québec. Les objectifs de cette organisation visent à faire connaître l'apport du Québec dans la francophonie mondiale et de créer des réseaux d'échange d'information avec des personnes ou des associations intéressées par la culture française. Dotée d'un service de renseignements mis à la disposition de ses 300 membres, dont plus du tiers sont recrutés à l'extérieur du Québec, l'Alliance Champlain publie aussi un bulletin trimestriel intitulé *Convergences*.

ALLIANCE DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO. Regroupement de plusieurs caisses populaires du nord de l'Ontario. En 1979, les caisses populaires de North Bay, Mattawa, Bonfield, Sturgeon Falls, Field, Verner, Saint-Charles Borromée, Noëlville et Alban forment La Régionale, après s'être détachées de la Fédération* des caisses populaires de l'Ontario afin d'assurer une meilleure coordination entre les caisses membres. Les caisses de Sudbury (La Salle), Hearst et Kapuskasing se greffent à l'organisme, re-nommé l'Alliance des caisses populaires de l'Ontario en 1980. En plus de conserver les objectifs traditionnels des caisses populaires, l'Alliance élabore des programmes de développement global, offre un service d'aide technique à ses membres et administre leur avoir.

ALLIANCE FRANÇAISE. Mise sur pied à Paris en 1883, l'Alliance compte aujourd'hui quelque 1 200 « comités » à travers le monde, dont 300 environ au Canada et aux États-Unis. Fidèle à ses origines, elle garde le cap sur le développement et le soutien aux études sur la culture française par le biais de conférences, de cours de langue, de concerts, d'ateliers pédagogiques et de bourses d'études en France. Implantée en Amérique du Nord au début du XX^e siècle, l'Alliance est présente partout sur le continent. Au Canada, les premières sections ont été établies à Montréal (1902), puis à Ottawa* et Vancouver* en 1904, mais l'Alliance est aussi présente à Winni-

peg* (1912), Hamilton*, London (1953), Halifax*, Toronto*, Calgary, Edmonton* et Victoria*. Aux États-Unis, elle se retrouve à New York* (1902), Albuquerque (1902), Denver (1897), Saint-Louis* (1906), Phœnix, Bâton-Rouge* (1980), Détroit, San Diego et Terre-Haute. Depuis 1951, les comités canadiens se sont regroupés en fédération sous le nom d'Union des alliances françaises du Canada.

ALLIANCE FRANCO-AMÉRICAINNE DU MIDWEST. Organisme-parapluie regroupant des associations de 8 des 12 États du Midwest, l'Alliance est fondée à Chicago (Illinois) en 1984, sous la présidence de Marie-Reine Mikesell. Elle a pour but de découvrir les divers aspects de la présence française dans le Midwest, de protéger et de défendre les intérêts des Franco-Américains de cette région et de promouvoir leur histoire, leur langue et leur culture. L'Alliance organise une réunion annuelle, siège à des commissions internationales et publie un bulletin de liaison. Depuis 1985, l'Alliance produit un calendrier national bilingue illustrant l'héritage franco-américain.

ALLIANCE ONTARIOISE DE QUÉBEC.

Association parrainée par le Secrétariat* permanent des peuples francophones et fondée à Québec en 1983, elle vise à renforcer les liens entre les Québécois et l'Ontario francophone. Elle recrute surtout ses membres parmi les Québécois ayant des racines en Ontario. L'Alliance sert de lieu d'échanges entre les deux provinces et de point de contact pour les Franco-Ontariens en visite au Québec et elle contribue aux manifestations de solidarité du Québec avec les luttes menées par les francophones en Ontario.

ALLOUEZ, CLAUDE. Missionnaire (Saint-Didier, France, 6 juin 1622 — Pays des Illinois, 27 août 1689). Ordonné prêtre jésuite, il arrive en Nouvelle-France en 1658, puis séjourne à Trois-Rivières et dans diverses missions le long du Saint-Laurent (1658-1665). En 1665, il poursuit son travail missionnaire auprès des Outaouais du lac Supérieur et, deux ans plus tard, auprès des Népissingues du lac Supérieur. Fondateur de la mission Saint-François-Xavier près de Green Bay (Wisconsin) (1668), il entreprend d'autres missions à compter de 1676, au Pays des Illinois (aujourd'hui le Wisconsin, le Michigan et le Minnesota).

AMÉRICANISATION : voir NATURALISATION ; SENTINELLISTE, MOUVEMENT ; COURRIER DE LEWISTON ; RAPATRIEMENT

AMI, HENRI-MARC. Géologue et paléontologue (Belle-Rivière, Ontario, 23 novembre 1858 — Menton, France, 4 janvier 1931). Maître ès arts et Docteur en sciences de l'Université McGill, il est intégré au Service de géologie du Canada, à Ottawa, de 1882 à 1912. De 1895 à 1900, il est directeur du *Naturalist* d'Ottawa. Après sa retraite, il fonde l'École canadienne de préhistoire, en France. Membre de la Société royale du Canada, il est l'auteur de plusieurs articles scientifiques et du premier volume du *Compendium of Geography* de Stanford, intitulé *North America* (1893), qui constitue son œuvre majeure.

AMI DU FOYER, L'. Revue mensuelle fondée à Saint-Boniface* en 1905 par les Oblats* de Marie-Immaculée. Elle suit de près la fondation du Juniorat de la Sainte-Famille, dont elle est le prolongement populaire. Elle vise à promouvoir les vocations religieuses et à faire connaître l'œuvre des Oblats en pays de missions. Le père Louis Gladu, son fondateur, la dirige pendant une quinzaine d'années. En 1911, un incendie détruit le lieu de rédaction, le Juniorat, mais la revue se remet rapidement de cette épreuve. À compter de 1957, elle adopte une parution de dix numéros par année. Sa publication cesse en 1968, les Oblats ayant décidé de se retirer de l'entreprise.

AMI DU PEUPLE, L'. Hebdomadaire desservant le nord de l'Ontario, fondé en 1942 par Camille Lemieux*. Ses rédacteurs s'engagent à promouvoir la langue française et la religion catholique mais s'abstiennent de toute propagande politique. Surtout établi à Sudbury* et ne dépassant jamais 3 000 abonnés, *L'Ami du peuple* disparaît en 1968.

AMITIÉS ACADIENNES. Association fondée à Paris en 1977 dans le but de mieux faire connaître l'Acadie à travers le monde et d'assurer une liaison entre les Acadiens et leurs amis français et nord-américains. Elle tient sa réunion générale annuelle en juillet et publie une revue trimestrielle à laquelle elle a prêté son nom.

AMOCO, GRÈVE DE L'. En 1980, Hawkesbury* (Ontario) est le site d'une grève, qui dure plus de quatre mois et qui est entreprise contre un des plus grands employeurs de la municipalité, l'Amoco Fabrics Company. Pour cette municipalité majoritairement francophone située dans une région qui n'est pas connue pour son militantisme, la grève crée des remous qui secouent toute la communauté. Aux enjeux reliés à la convention collective (indexation des salaires au coût de la vie, vacances, sécurité au travail, etc.), s'ajoutent des facteurs socio-linguistiques. La compagnie Amoco s'oppose en effet à ce que les pourparlers se déroulent en français ; le syndicat obtient toutefois gain de cause et c'est en français que sont conduites les négociations. La grève prend fin le 22 septembre 1980.

ANCELET, BARRY. Professeur et folkloriste (Church Point, Louisiane, 25 juin 1951 —). Détenteur d'un doctorat en études créoles de l'Université de Provence (1984), Ancelet occupe une variété de postes, surtout comme chercheur et consultant, principalement auprès du Conseil pour le développement du français en Louisiane* et du Centre* d'études louisianaises. Directeur-fondateur du Programme de folklore du Centre d'études louisianaises, il joue un rôle important dans l'animation et la promotion de la culture cajun en Louisiane. Écrivain prolifique, il est l'auteur de nombreux articles et de plusieurs livres, dont *The Makers of Cajun Music/Musiciens cadiens et créoles* (1984) et *Anthologie : littérature française de la Louisiane* (en collaboration, 1981).

ANDERSON SIDING : voir SAINT-QUENTIN

ANGERS, OLIER-H. Avocat (Berlin, New Hampshire, 15 décembre 1926 — West Hartford, Connecticut, 19 mai 1980). Après des études au Collège Saint-Charles Borromée de Sherbrooke, puis au Collège* de l'Assomption de Worcester* en 1952, il termine son barreau quatre ans plus tard à l'université de Boston. Il établit sa pratique à Hartford* (Connecticut). Parallèlement, il se livre à de nombreuses activités dans les organismes patriotiques franco-américains. Il est, entre autres, secrétaire de l'Union des Franco-Américains du Connecticut et vice-président de l'Association* canado-américaine. En outre, il est membre du barreau d'appel de la Cour suprême

fédérale des États-Unis et conseiller légal de deux gouverneurs du Connecticut.

ANNAPOLIS-ROYAL. Village de Nouvelle-Écosse situé sur la rive sud de la rivière Annapolis. Samuel de Champlain le fonde en 1605 et le baptise Port-Royal ; il s'agit du deuxième établissement français en Amérique du Nord (après l'Île Sainte-Croix). Au moment de sa fondation, l'établissement se situe à huit kilomètres en aval du village actuel ; il n'est transféré en amont qu'en 1636 par le gouverneur Menou* D'Aulnay. Port-Royal servira de siège administratif de l'Acadie durant plus d'un siècle. Champlain y avait fondé en 1607 l'Ordre du bon temps, premier club social de la Nouvelle-France. En 1710, l'Anglais Francis Nicholson capture le village et le baptise de son nom actuel. Après la déportation des Acadiens, le village est habité par des Loyalistes. On y compte maintenant près de 1 000 habitants, dont aucun Acadien.

ANSE-DES-BELLIVEAU : voir SAINTE-MARIE

APPEL, L' : voir SOLEIL DE COLOMBIE, LE

ARBOUR, ALGER. Joueur de hockey et entraîneur (Sudbury, Ontario, 1^{er} novembre 1932 —). Il entreprend sa carrière dans la Ligue nationale de hockey comme défenseur avec les Red Wings de Détroit en 1953 et la poursuit à Montréal, Saint-Louis et Chicago. Nommé entraîneur des Blues de Saint-Louis en mai 1970, il remet les patins à plusieurs occasions en 1971 et 1972. En 1973, il devient l'entraîneur des Islanders de New York et les conduit à la coupe Stanley durant quatre années consécutives. Il prend sa retraite en mai 1986.

ARCENEAUX, THOMAS-JOSEPH. Agronome et professeur (Carencro, Louisiane, 13 juin 1908 —). Docteur en agronomie de l'Université d'État de l'Iowa (1935), Arceneaux est d'abord professeur à l'Université d'État de la Louisiane (1935-1941). De 1941 à 1971, il poursuit son enseignement au Collège d'agriculture du Southwestern Louisiana Institute dont il devient doyen en 1953. Il participe à plusieurs missions scientifiques et de consultation, ainsi qu'à la création du drapeau des Acadiens de la Louisiane en 1965.

ARCHIBALD, CLINTON. Professeur (Arvida, Québec, 3 septembre 1947 —). Docteur en science politique de l'Université Carleton (Ottawa), il commence une carrière d'enseignement en science politique à l'Université* d'Ottawa à compter de 1975, puis il y poursuit sa carrière d'enseignant en administration à compter de 1985. S'intéressant aux questions franco-ontariennes, il dirige une enquête commandée par le Conseil* des affaires franco-ontariennes et, en 1983, dépose son rapport intitulé *La Situation des arts et de la culture en Ontario français et le rôle du CAFO*. Il publie en outre plusieurs articles portant sur l'Ontario français.

ARCHAMBAULT, ADÉLARD. Avocat et homme politique (Repentigny, Québec, 1862 — 1923). Diplômé de l'Université Laval, il est admis au barreau du Massachusetts en 1888. Il pratique d'abord à Holyoke, puis à Woonsocket après avoir été reçu au barreau du Rhode Island. Élu représentant démocrate à la Législature de cet État (1901 et 1902), il accède au poste de lieutenant-gouverneur du Rhode Island en 1903. Défait l'année suivante, il se présente à la mairie de Woonsocket où il sera élu à trois reprises. Pendant ce temps, il continue à pratiquer le droit et à s'engager dans les organisations francophones ; il assume plusieurs fois la présidence de l'Union canadienne du Cercle national dramatique et de l'Union* Saint-Jean-Baptiste d'Amérique.

ARICHAT : voir ÎLE MADAME

ARLES, HENRI D' (pseud. de Henri Beaudet). Prêtre et écrivain (Arthabaska, Québec, 9 septembre 1870 — Rome, 9 juillet 1930). Après ses études à Québec et Saint-Hyacinthe (Québec), il est ordonné prêtre dominicain en 1895, puis va exercer son ministère aux États-Unis. Devenu, en 1912, prêtre séculier du diocèse de Manchester (New Hampshire) il prend une part active aux associations franco-américaines et il est aumônier de l'Association* canado-américaine. Il publie des ouvrages d'histoire, des biographies et des essais critiques, dont *Nos historiens* (1921) et *Horizons* (1929).

ARNAUD, MARIE-MARGUERITE, SŒUR SAINT-ARSÈNE. Enseignante (Montréal, 15 janvier 1699 — La Rochelle, France, 5 juillet

1764). Entrée tôt en religion, Marie-Marguerite Arnaud prononce ses vœux perpétuels en 1717 chez les sœurs de la Congrégation* de Notre-Dame. Après quelques années de travail dans la région de Montréal, elle est envoyée, en 1733, à la mission de Louisbourg* et, avec quelques consœurs, elle y dispense l'enseignement aux jeunes filles. En 1744, elle devient supérieure de cette petite communauté. La prise de Louisbourg en 1745 l'oblige à s'exiler en Europe pendant trois ans. En 1748, à la faveur du retour de Louisbourg et de l'île Royale dans le giron de la France, elle revient à son poste. En 1758, la chute définitive de la forteresse la contraint à retourner en France.

ARSENAULT, ADRIEN F. Homme politique (Egmont-Baie, Île-du-Prince-Édouard, 12 avril 1889 — Summerside, *ibid.*, 28 juin 1941). Membre du barreau de sa province, il s'installe à Summerside pour exercer sa profession. Élu député conservateur de Prince à l'Assemblée législative de l'île en 1922, il est réélu jusqu'en 1935. Arsenault est nommé ministre sans portefeuille en 1923, 1931 et 1933.

ARSENAULT, ANGÈLE. Auteur-interprète (Village-des-Abrams, Île-du-Prince-Édouard, 1^{er} octobre 1943 —). À l'âge de 20 ans, elle fait ses débuts dans la chanson en interprétant des pièces du répertoire folklorique acadien. Son public s'élargit en 1966 avec les tournées qu'elle entreprend au Québec et au Canada. Mais sa carrière d'auteur-interprète ne commence véritablement qu'à partir de 1973, lorsqu'elle connaît une grande popularité avec ses propres chansons comme *Évangéline*, *Acadian Queen*, *Le Monde de par chez-nous*, *La Cuisine*, *L'Homme et la femme*. Elle participe à quelques films et signe en 1975 un recueil de chansons et de poésies intitulé *Première*. Elle compte à son actif quatre microsillons, dont un intitulé *Libre* (1977), qui lui mérite, en 1979, le prix pour le microsillon le plus vendu au Canada français, décerné par l'Association du disque et de l'industrie du spectacle du Québec.

ARSENAULT, AUBIN-EDMOND. Homme politique et juge (Egmont Bay, Île-du-Prince-Édouard, 28 juillet 1870 — Charlottetown, *ibid.*, 28 avril 1968). Fils du sénateur acadien Joseph-Octave Arsenault*, il est admis au barreau de sa

province en 1898 et exerce sa profession d'avocat à Charlottetown et à Summerside*. De 1908 à 1921, il siège à l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard sous la bannière conservatrice. En 1911, il est appelé au Cabinet à titre de ministre sans portefeuille et, en 1917, il devient premier ministre de sa province. Il est en fait le premier Acadien à occuper cette fonction et le premier Canadien français à diriger une province hors Québec. Il est chef de l'opposition de 1919 à 1921, et est ensuite nommé juge de la Cour suprême (I.-P.-E.), poste qu'il occupe pendant vingt-quatre ans jusqu'en 1946.

ARSENAULT, BONA. Journaliste et homme politique (Bonaventure, Québec, 4 octobre 1903 —). D'abord formé en sciences sociales et politiques à l'Université* Laval de Québec, il poursuit des études en administration et en psychologie à l'Université Storrs (Connecticut). De 1932 à 1941, il dirige *Le Journal* à Québec et de-



Bona Arsenault

vient président et directeur de *L'Événement-Journal* de Québec. Il travaille dans le monde des affaires de 1953 à 1960. Député fédéral du comté de Bonaventure (1945-1957), il se fait élire député provincial à l'Assemblée nationale (1960-1976) et occupe divers ministères au sein des gouvernements Lesage et Bourassa. Né de parents acadiens, il s'intéresse activement à l'histoire de ses ancêtres, auxquels il consacre plusieurs ouvrages, de même qu'à l'histoire de la Louisiane. On retient surtout *L'Acadie des ancêtres* (1955) et *Histoire des Acadiens* (1966).

ARSENAULT, GEORGES. Écrivain et historien (Village-des-Abrams, Île-du-Prince-Édouard, 19 avril 1952 —). Diplômé en sciences sociales de l'Université* de Moncton en 1974 et en arts et traditions populaires de l'Université* Laval en 1979, il se consacre à la recherche sur l'histoire de la collectivité acadienne de sa province. animateur culturel (1977-1979) et coordonnateur-rechercheur (1979-1982) pour la Société* Saint-Thomas d'Aquin, il occupe depuis lors une chaire d'enseignement en études acadiennes à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard. Fondateur et rédacteur en chef de la revue *La Petite Souvenance* (1979), il publie des travaux d'histoire et d'ethnologie acadiennes dont *Complaintes acadiennes de l'Île-du-Prince-Édouard* (1980), *Histoire de l'émigration chez les Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard* (1980) et *La Chanson du pays* (1983).

ARSENAULT, JOSEPH-EDMOND. Agronome (Village-des-Abrams, Île-du-Prince-Édouard, 25 décembre 1915 —). Diplômé de l'École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière (Québec) en 1944, il travaille d'abord comme classificateur des sols au ministère de l'Agriculture de sa province natale entre 1944 et 1947. De 1947 à 1980, il est gérant de la Niagara Brand Chemicals pour les provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard. De plus, il participe aux activités de nombreuses organisations communautaires. Il occupe, entre autres, la présidence de la Convention acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard entre 1950 et 1958 ; il accède également à la vice-présidence de la Société* nationale des Acadiens et préside au conseil d'administration de *La Voix* acadienne*.

ARSENAULT, JOSEPH-OCTAVE. Homme politique (Egmont Bay, Île-du-Prince-Édouard, 6 août 1828 — Abram-Village, *ibid.*, 15 décembre 1897). Fermier prospère et commerçant dans le secteur des pêcheries à Abram-Village* et Wellington, il entame une carrière politique à l'âge de 29 ans. Élu député conservateur du troisième district de Prince en 1867, il est reconduit dans ses fonctions jusqu'en 1895. Membre du Conseil exécutif de sa province de 1873 à 1876 et de 1879 à 1895, il devient, de 1895 à 1897, le seul Acadien de l'Île-du-Prince-Édouard à être nommé au Sénat canadien. Durant son séjour en politique, il réussit à augmenter le nombre d'écoles bilingues dans la province. Son fils Aubin-Edmond sera le premier Acadien à devenir premier ministre d'une province canadienne.

ARSENAULT, JOSEPH-WILFRID. Éducateur et homme politique (Saint-Raphaël, Île-du-Prince-Édouard, 2 mars 1906 — Montréal, 1971). Professeur de carrière au Collège Prince of Wales de Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard), puis inspecteur d'écoles, il est élu député libéral à l'Assemblée législative de sa province en 1947 et en 1951. Dès son entrée en politique, il accède au Cabinet et devient ministre sans portefeuille (1947-1949), puis secrétaire de la province (1949-1953). Il démissionne en 1954 et quitte la vie politique.

ARSENAULT, PROSPÈRE-A. Homme politique (Howlan, Île-du-Prince-Édouard, 25 mai 1899 —). Diplômé en pédagogie de l'Université* Saint-Joseph, il obtient un certificat d'études en psychologie de l'Université* d'Ottawa en 1949. De 1941 à 1946, il est directeur adjoint de l'École indienne de Le Bret (Saskatchewan) puis revient enseigner à l'Île-du-Prince-Édouard. En 1955, il remporte l'élection provinciale dans la première circonscription du comté de Prince (Î.-P.-É.), sous la bannière libérale. Nommé ministre sans portefeuille en 1958, il devient président de l'Assemblée législative en 1966. Il se retire de la vie politique en 1970.

ARTISANS, COOPÉRATIVE, LES : voir SOCIÉTÉ DES ARTISANS

ARVISAIS, AIMÉ. Professeur et administrateur (Hull, Québec, 8 mars 1909 — Ottawa, Ontario, 5 septembre 1975). Bachelier ès arts de l'Univer-

sité d'Ottawa, il enseigne pendant huit ans puis il devient secrétaire général (1937-1940) et, plus tard, président (1959-1963) de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFEO). De 1941 à 1962, il est secrétaire-trésorier à la Commission des écoles séparées d'Ottawa, et de 1960 à 1975, directeur puis président de la mutuelle d'assurances Union* du Canada. Sa participation active à l'ACFEO, au Club Riche-lieu* et, en général, dans les milieux de l'éducation, lui a valu de nombreuses distinctions.

ASCENSION. Paroisse de Louisiane située sur le Golfe du Mexique. Population totale : 37 086 habitants. En 1750, les Français et les Espagnols sont les premiers à s'établir dans la région. Peu de temps après, des Acadiens les rejoignent et, entre 1757 et 1770, nombre de leurs compatriotes se réfugient dans la paroisse qui vient d'être fondée par le gouvernement espagnol. De 1770 à 1798, la paroisse est dirigée par le commandant Louis Judice, qui sera remplacé par le Dr Rafael Croquer, en poste jusqu'à l'acquisition du territoire par les États-Unis. Depuis 1807, l'Ascension fait partie des 19 paroisses du territoire d'Orléans. En 1859, on y fonde le journal *Le Drapeau de l'Ascension*. Population francophone : 7 001.

ASSELIN, OLIVAR. Journaliste (Saint-Hilarion, Québec, 8 novembre 1874 — Montréal, 18 avril 1937). Asselin est connu comme le fondateur de plusieurs journaux montréalais, dont *L'Ordre* (1934) et *La Renaissance* (1935), après avoir participé avec Fournier et Bourassa à la fondation du *Devoir** (1910). C'est aux États-Unis qu'Asselin a appris son métier en collaborant au *Protecteur* de Fall* River où ses parents avaient émigré. Asselin a aussi combattu sous le drapeau américain lors de la guerre de Cuba en 1898.

ASSEMBLÉE DES FRANCO-AMÉRICAINS. Fondée à Lafayette* en 1980, cette organisation nationale a pour but de regrouper en un forum commun les francophones des États-Unis, de renforcer leur attachement à la langue française et de leur fournir un instrument d'identification culturelle. Elle tient un congrès annuel et s'occupe de représenter et de défendre les intérêts des Franco-Américains à l'échelle nationale ; elle publie le *Journal de l'Assemblée des Franco-Américains*. Comprenant plus de 7 000 membres disséminés partout en Amérique, l'Assemblée regroupe et chapeaute également huit associations



Olivar Asselin

de francophones. Son siège social est actuellement à Orono (Maine).

ASSINIBOIA. Ville de la Saskatchewan située à 120 km au sud de Moose Jaw. Population totale : 2 924 habitants. Le nom, qui signifie « ceux qui cuisinent avec des pierres », évoque le souvenir de la tribu des Assiniboins qui occupaient

l'ancien district d'Assiniboia dans les Territoires du Nord-Ouest, bien avant que la Saskatchewan ne devienne une province. Village en 1912 et ville en 1913, elle est un centre d'entreposage des grains. Population francophone : 215.

ASSOCIATION ACADIENNE D'ÉDUCATION DU NOUVEAU-BRUNSWICK. Fondée

à Campbellton* (Nouveau-Brunswick) en 1936, l'Association obtient l'année suivante la reconnaissance du Congrès national des Acadiens. Bénéficiant dès sa naissance du support de l'évêque de Chatham*, M^{sr} Patrice Chiasson*, elle se veut un outil de revendication du respect « de la langue et de la foi » dans les milieux scolaires acadiens. Avant tout un groupe de pression au service de la cause acadienne, elle présente plusieurs mémoires aux diverses instances politiques ; ses campagnes de promotion ou de sensibilisation aboutissent au renforcement de la position du français dans les écoles. En 1946, elle donne naissance à l'Association des instituteurs acadiens, qui deviendra, en 1969, l'Association* des enseignantes et des enseignants francophones du Nouveau-Brunswick. En 1968, elle est rattachée à la Société* nationale des Acadiens et en devient une constituante.

ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉDUCATION DE LANGUE FRANÇAISE (ACELF). Fondée à Ottawa le 8 octobre 1947 par le Comité* de la survivance française, mais ayant son siège social à Québec, cette association est d'abord connue sous le nom d'Association canadienne des éducateurs de langue française. Elle regroupe les éducateurs francophones de l'ensemble du Canada, à tous les niveaux de l'enseignement, et poursuit les objectifs suivants : promouvoir l'enseignement de la langue et de la culture françaises, susciter l'intérêt du monde de l'éducation catholique et française, favoriser la coopération et l'uniformité des initiatives au plan national et mettre à la disposition des éducateurs un réseau de renseignements. En 1968, l'ACELF élargit son champ d'action ; elle poursuit sa vocation nationale et internationale et insiste moins sur sa mission catholique. Point de liaison entre associations, organismes, institutions et groupements de toutes sortes, elle effectue dans le domaine de l'enseignement des travaux de recherche, de compilation et de diffusion. Depuis sa fondation, l'ACELF tient des congrès annuels dans les principales villes du Canada et publie les actes de ses rencontres. Elle organise également des foires annuelles du livre dans les communautés francophones hors Québec.

ASSOCIATION CANADIENNE DES ÉDUCATEURS DE LANGUE FRANÇAISE : voir

ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉDUCATION DE LANGUE FRANÇAISE

ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ALBERTA (ACFA). Fondée à Edmonton* en 1925, l'Association voit le jour à l'occasion d'un congrès convoqué par le Cercle* Jeanne d'Arc, réunissant 400 délégués représentant toutes les paroisses canadiennes-françaises de la province. Sitôt mise sur pied, l'Association crée un hebdomadaire, *La Survivance**, pour remplacer *L'Union**, jugée trop engagée sur le plan politique ; *La Survivance* sera suivie du *Franco-Albertain** en 1967, qui devient *Le Franco* en 1979. L'Association assure l'établissement et l'expansion des concours de français, des caisses populaires et des coopératives en général. Elle participe également à la mise sur pied de l'Association des éducateurs bilingues, de l'Association des commissaires de langue française et du poste de radio CHFA. L'ACFA publie annuellement à compter de 1962 un *Almanach franco-albertain*. En plus de son siège social à Edmonton, l'Association maintient neuf sections régionales auxquelles sont annexées des bibliothèques régionales.

ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE D'ÉDUCATION DE L'ONTARIO : voir ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ONTARIO

ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ONTARIO (ACFO). Fondée en 1910 à Ottawa dans le but de sauvegarder la langue et la culture françaises. À peine mise sur pied, l'Association (désignée sous le nom d'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario jusqu'en 1968) est confrontée en 1912 au Règlement* 17 interdisant l'usage du français dans les écoles de la province. La fameuse crise du Règlement 17 devient le catalyseur principal de l'action de l'ACFEO et imprimera longtemps son orientation politique : l'école constitue le point de mire de ses revendications. Durant les années 1960, l'ACFEO s'intéresse aux écoles secondaires. En 1967, le gouvernement ontarien, à la suite des difficultés financières que connaissent les collèges privés de la province, annonce son intention d'établir des écoles secondaires publiques de langue française. Ses revendications scolaires étant ainsi en bonne partie satisfaites, l'Associa-

tion se donne de nouveaux objectifs : sociaux, économiques, culturels et politiques. Elle adopte un plan de croissance global et s'engage dans le développement communautaire. Parmi les réalisations de l'ACFO, on compte la fondation du quotidien *Le Droit* (1913), celle de plusieurs hebdomadaires dans la province, l'amendement du Règlement 17 (1927), la création d'écoles secondaires publiques françaises (1967-1969), l'obtention de nombreux services gouvernementaux en langue française (depuis 1970), la reconnaissance par la Cour d'appel de l'Ontario du droit des francophones à la gestion de leurs institutions scolaires (1984) et la mise en vigueur de la loi 8 sur les services en français (1986). L'ACFO vise maintenant la reconnaissance officielle du français en Ontario et le développement sur tous les plans de la population franco-ontarienne. Subventionnée surtout par le Secrétariat d'État, l'ACFO regroupe 22 conseils régionaux et 17 associations affiliées. Elle a pour devise : « Nous sommes, nous serons ».

ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES (ACFAS). Association pluridisciplinaire regroupant plus de 6 000 membres et 30 sociétés. Fondée par un groupe d'intellectuels québécois en 1923, elle a son siège social à Montréal. Comme

leurs religieuses. L'Association est propriétaire de l'Institut* canado-américain, situé à Manchester, qui conserve une collection riche de quelque 35 000 pièces se rapportant à la culture française en Amérique : livres, journaux, revues, photographies, manuscrits et objets d'art.

Lieu de rencontre privilégié de la communauté scientifique francophone de l'Amérique du Nord, elle fait la promotion de la recherche et du développement, de même que de l'éducation et de la vulgarisation scientifiques. Elle publie une revue bimestrielle, *Interface*, ainsi que *Les Cahiers de l'ACFAS* et *Les Annales de l'ACFAS*. À l'occasion de son congrès annuel, tenu chaque fois dans une ville différente (dont Moncton et Ottawa), elle décerne des prix prestigieux à des chercheurs scientifiques.

ASSOCIATION CANADO-AMÉRICAINNE (ACA). Fondée le 28 novembre 1896 à Manchester (New Hampshire), cette association a un double but : établir des rapports plus étroits entre les diverses sociétés mutuelles franco-américaines et favoriser les échanges entre Franco-Américains et Canadiens français. L'activité de l'Association s'exerce dans des domaines divers, allant de la création de mutuelles d'assurances-vie jusqu'à la promotion du français et la sauvegarde des va-



L'édifice de l'Association canado-américaine, Manchester, New Hampshire

ASSOCIATION CATHOLIQUE DE LA JEUNESSE CANADIENNE-FRANÇAISE (ACJC). Ce mouvement d'éducation sociale et d'action nationale est créé à Montréal en 1904. Il se divise en cercles d'études et réunit rapidement, sous la devise « Piété, Étude, Action », des jeunes catholiques francophones de tout le pays. En 1935, les 330 cercles de l'ACJC sont présents dans sept provinces. Durant ces années, les évêques canadiens lancent les mouvements de l'Action catholique. De nouveaux groupements voient le jour : Jeunesse étudiante catholique (JEC), Jeunesse ouvrière catholique (JOC), Jeunesse agricole catholique (JAC) et Jeunesse indépendante catholique (JIC) ; chacun est adapté au milieu qu'il veut pénétrer et concurrence l'ACJC, qui met de plus en plus l'accent sur le nationalisme. En 1951, le mouvement s'appelle Association des jeunes canadiens-français. Il s'essouffle durant les années cinquante et disparaît complètement au cours des années soixante.

ASSOCIATION CATHOLIQUE FRANCO-CANADIENNE : voir ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN

ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN (ACFC). Fondée à Duck* Lake (Saskatchewan) en 1912 pour promouvoir le regroupement des Canadiens français, le développement de leur langue et la défense de leurs intérêts. D'abord appelée Comité du parler français de la Saskatchewan, elle est rebaptisée Association franco-canadienne de la Saskatchewan (janvier 1913), puis Association catholique franco-canadienne (juillet 1913), et enfin Association culturelle franco-canadienne (1964). Son objectif consiste autant à faire prendre conscience de la spécificité culturelle des Fransaskois qu'à travailler à son rayonnement. Intervenant dans les secteurs de l'éducation, de la politique, de l'économie et des communications, cette association se distingue surtout dans les luttes linguistiques des années trente qu'elle mène avec succès en faisant rétablir le français dans les écoles après que le gouvernement de la province l'eût interdit. Encadrant la plupart des organismes francophones de la Saskatchewan, dont la Commission culturelle fran-

saskoise, l'Association jeunesse fransaskoise et le Conseil de la coopération de la Saskatchewan, elle regroupe actuellement plus de 1 000 familles, réparties en deux sections : le sud et le nord de la province. Elle publie un journal bi-mensuel, *L'Eau* vive*, et a joué un rôle de premier plan dans la fondation des postes de radio francophones de Gravelbourg* et de Saskatoon*.

ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-TÉNOISE (ACFT). Regroupement des associations locales de Yellowknife*, Inuvik, Frobisher Bay et Fort Smith, cette organisation est fondée en 1984 dans le but de promouvoir et de diffuser la culture canadienne-française dans les Territoires* du Nord-Ouest et d'encourager tout groupe, association ou personne poursuivant le même but. L'Association publie un bulletin mensuel, *Le Franco-Ténois*, et a participé à la fondation en 1985 de *L'Aquilon*, journal mensuel de langue française. Ayant son siège social à Yellowknife, l'ACFT s'adresse à une clientèle fort dispersée sur un territoire gigantesque. La plus grande proportion de Franco-Ténois se trouve à Frobisher Bay.

ASSOCIATION D'ÉDUCATION DES CANADIENS FRANÇAIS DU MANITOBA : voir SOCIÉTÉ FRANCO-MANITOBAINE

ASSOCIATION DE LA PRESSE FRANCO-PHONE HORS QUÉBEC (APFHQ). Regroupement d'organismes et de corporations publiant des journaux francophones hors Québec. Fondée en 1976, l'Association compte 22 membres et a son siège social à Ottawa. Elle a pour buts de grouper les journaux d'expression française, de favoriser les rencontres et les contacts entre ses membres, de mettre en commun certains fonds et connaissances et de représenter et défendre les intérêts de la presse d'expression française du Canada hors Québec. Elle publie irrégulièrement *L'Éditeur*, bulletin d'information interne, offre des services de consultation et de formation, et organise des campagnes d'abonnement. Elle administre le fonds de bourses de la Fondation Donatien-Frémont*.

ASSOCIATION DE L'ENSEIGNEMENT BILINGUE D'ONTARIO : voir ASSOCIATION

DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS

ASSOCIATION DE L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS : voir ASSOCIATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS

ASSOCIATION DE L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS D'ONTARIO : voir ASSOCIATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS

ASSOCIATION DES ACADIENNES DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE (AANE). D'abord comité de la Fédération* acadienne de la Nouvelle-Écosse, l'Association devient autonome en 1984. Comptant aujourd'hui quelque 600 membres essentiellement répartis dans les régions de Chéticamp*, Argyle et Richmond, l'AANE entend favoriser le regroupement et les échanges entre femmes acadiennes et promouvoir leurs intérêts. Intervenant dans les secteurs de la santé, de la planification familiale, de l'éducation et de la politique, l'Association est également représentée dans de nombreux comités gouvernementaux d'études traitant de la condition féminine.

ASSOCIATION DES COMMISSIONS DES ÉCOLES BILINGUES DE L'ONTARIO : voir ASSOCIATION FRANÇAISE DES CONSEILS SCOLAIRES DE L'ONTARIO

ASSOCIATION DES ÉCRIVAINS ACADIENS (AEA). Fondée en 1979 à Saint-Joseph de Memramcook* (Nouveau-Brunswick), à l'initiative du Centre de promotion et de diffusion de la culture (CPDC), l'Association regroupe surtout des écrivains d'expression française des Maritimes. Elle s'est donnée pour mission de défendre les droits des auteurs, de créer des conditions propices à des activités de création littéraire et de rehausser l'image de l'Acadie à travers ses écrivains. L'AEA s'occupe des relations avec les éditeurs, organise des colloques de littérature, des festivals et des salons du livre. Elle a monté un vidéo, *Poésie-Caméléon* (1984), a présenté un spectacle à Vancouver dans le cadre d'Expo 86 et produit des dossiers dans plusieurs revues littéraires. Elle publie aussi une revue, *Eloizes*, fondée en 1980, et un *Bulletin* trimestriel sur ses activités ; enfin, elle a mis sur pied une maison d'édition, *Perce-Neige*, particulièrement ouverte aux jeunes écri-

vains. Rassemblant à ses débuts une trentaine de membres, l'Association des écrivains acadiens en compte aujourd'hui plus de 200.

ASSOCIATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCOPHONES DU NOUVEAU-BRUNSWICK (AEEFNB). Créé à Shippagan* (Nouveau-Brunswick) dans les années 1940, l'organisme, d'abord connu sous le nom d'Association des instituteurs acadiens (AIA), regroupe plusieurs cercles professionnels d'enseignants. Doté d'une charte provinciale à compter de 1958, l'AIA travaille à la protection et à la promotion du fait français au sein du système d'éducation de cette province. Intervenant actif dans les milieux éducatifs du Nouveau-Brunswick, l'Association sera au premier plan dans les débats sur l'établissement d'une école normale affiliée à l'Université* de Moncton en 1964. Groupe de pression important, elle prendra position en faveur de la reconnaissance du français comme l'une des langues officielles du Nouveau-Brunswick. Connue depuis 1976 sous son nom actuel, l'AEEFNB, dont le siège social est aujourd'hui à Fredericton*, est surtout une association professionnelle au service de ses quelque 2 700 membres.

ASSOCIATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS (AEEFO). Fondée en novembre 1936 par la section des professeurs de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, elle s'appelle d'abord l'Association de l'enseignement bilingue d'Ontario puis, en 1941, l'Association de l'enseignement français. En 1946, on y ajoute les mots « de l'Ontario » et, en 1962, elle devient l'Association des enseignants franco-ontariens. Il faut attendre 1985 pour que le nom soit transformé en Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens. L'Association s'est donné comme objectifs de protéger les droits de ses membres dans l'exercice de leur profession, de favoriser leur épanouissement professionnel et de promouvoir l'éducation des francophones en Ontario. Elle agit à la fois comme syndicat et comme groupe de pression. Affiliée à la Fédération des enseignants de l'Ontario, à la Fédération canadienne des enseignants et à l'Association* canadienne-française de l'Ontario, elle publie la revue *Entre-*

nous et le bulletin de nouvelles bi-mensuel *En bref*.

ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS : voir ASSOCIATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS FRANCO-ONTARIENS

ASSOCIATION DES FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX D'EXPRESSION FRANÇAISE. Association des employés d'expression française du gouvernement fédéral. Fondée en 1963, elle a pour but de permettre aux fonctionnaires francophones de prendre la place qui leur revient dans la fonction publique et de faire connaître leurs griefs et leurs revendications. Bien que toujours existante, elle est peu active depuis 1976.

ASSOCIATION DES FRANCO-YUKONAIS. Regroupement de Yukonais francophones, dont le siège social est à Whitehorse. Fondée en 1979, l'Association compte une centaine de membres et se donne comme objectifs de promouvoir et de défendre les intérêts de la population francophone du Yukon. Elle produit une émission hebdomadaire à l'antenne de CBC-Yukon et publie mensuellement un journal, *L'Aurore boréale*. Le Yukon compte environ 1 000 francophones.

ASSOCIATION DES INSTITUTEURS ACADIENS : voir ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS ET DES ENSEIGNANTES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

ASSOCIATION DES INSTITUTRICES DE L'ACADÉMIE DE L'ASSOMPTION : voir FILLES DE MARIE DE L'ASSOMPTION

ASSOCIATION DES JEUNES CANADIENS FRANÇAIS : voir ASSOCIATION CATHOLIQUE DE LA JEUNESSE CANADIENNE-FRANÇAISE

ASSOCIATION DES JEUNES FRANCOPHONES DE LA SASKATCHEWAN : voir ASSOCIATION JEUNESSE FRANSASKOISE

ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE L'ONTARIO (AJEFO). Regroupant des avocats, des juges, des professeurs, des étudiants, des traducteurs et des interprètes, l'Association est fondée en 1980 à Ottawa ; elle a comme objectif l'élaboration d'un programme visant l'implantation de toute la

gamme des services juridiques en langue française en Ontario. Elle est née de la constatation de l'insuffisance de l'infrastructure française dans les tribunaux au cours de deux procès célèbres, celui du sénateur Louis de Gonzague Giguère (affaire Skyshop) et celui de Gérard Filion (contrats de dragage). L'Association s'emploie à mettre sur pied l'appareil judiciaire permettant la tenue de procès bilingues ou en langue française. Elle a publié un *Guide du praticien* en deux volumes et traduit en français des statuts, formulaires et brochures d'information. En plus de collaborer à la série en langue française, « Légalement parlant », télédiffusée par TV* Ontario, elle met également sur pied un programme d'enseignement de la terminologie juridique d'expression française à l'intention des juristes et employés juridiques ontariens.

ASSOCIATION DES MÉDECINS DE LANGUE FRANÇAISE DU CANADA. Association de promotion de la médecine d'expression française dans sa dimension scientifique et culturelle. Fondée à Québec en 1902 sous l'inspiration du professeur Delphis Brochu de l'Université Laval, elle représente actuellement les quelque 9 000 médecins d'expression française du Canada et des États-Unis. Elle encourage au moyen de programmes de subventions, la démarche d'éducation médicale permanente. En outre, elle favorise les échanges scientifiques entre médecins par son congrès annuel, ses symposiums, ses tournées d'information, ses cours, ses expositions scientifiques et sa revue intitulée *L'Union médicale du Canada*. De plus, ses prix d'excellence et de recherche soulignent et encouragent les efforts de ses meilleurs membres.

ASSOCIATION DES SCOUTS DU CANADA. Fondée en 1961, cette organisation reçoit sa charte d'incorporation fédérale en 1969. L'Association succède à la Fédération des Scouts catholiques de la Province de Québec, fondée en 1935, qui pouvait difficilement faire une place aux membres canadiens-français hors Québec. L'Association a été créée pour fournir aux francophones de tout le Canada une structure qui leur soit propre et qui soit axée sur la culture française et la religion catholique. Sa méthode et ses objectifs sont ceux du scoutisme international. Comptant aujourd'hui 38 000 membres répartis en quatre

fédération (Ouest, Ontario, Québec et Atlantique), elle a son siège social à Montréal.

ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS HISTORIQUES ACADIENNES DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE (ASHANE). Mise sur pied en 1981 à Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), cette association cherche à regrouper toutes les sociétés locales engagées dans la préservation de l'héritage acadien néo-écossais. Composée à ce jour de cinq sociétés-membres (la Société Saint-Pierre de Chéticamp, la Société historique acadienne de Pubnico-Ouest, la Société historique acadienne de la Baie-Sainte-Marie, la Société historique de l'île Madame et la Société historique acadienne de Pomquet), l'ASHANE s'adonne principalement à la conservation de données généalogiques et historiques et à la commémoration d'événements marquants. Elle anime un service de recherche généalogique, gère un musée dans la région de Clare et organise périodiquement des colloques sur la présence française en Nouvelle-Écosse.

ASSOCIATION DES THÉÂTRES FRANCO-PHONES HORS-QUÉBEC. Regroupement des théâtres professionnels en dehors du Québec. Cette association, fondée en 1984, cherche à promouvoir et à développer le théâtre francophone en dehors du Québec et défend les intérêts de ses membres. Sous la présidence de Brigitte Haentjens, elle regroupe le Théâtre* populaire d'Acadie de Caraquet, la Coopérative* de l'Escaouette de Moncton, le Théâtre* de la Vieille 17, le Théâtre du Cabano et le Théâtre* de la Corvée d'Ottawa, le Théâtre* du Nouvel-Ontario de Sudbury, le Théâtre* du P'tit Bonheur de Toronto, le Cercle* Molière de Winnipeg, la Boîte* à Popicos et le Théâtre français d'Edmonton et la Troupe* de la Seizième de Vancouver.

ASSOCIATION DES TRADUCTEURS ET INTERPRÈTES DE L'ONTARIO (ATIO). Fondée en 1920 sous le nom de l'Association technologique de langue française d'Ottawa, elle reçoit en 1962 sa dénomination actuelle. D'abord académie de promotion du bon usage de la langue française, elle évolue pour devenir une corporation professionnelle destinée à encadrer les traducteurs et les interprètes. Regroupant 560 membres au milieu des années 1980, elle vise à promouvoir leur reconnaissance officielle en Ontario en plus

d'encourager leur formation et de veiller à la qualité de leur travail.

ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS PARTIELLEMENT OU ENTIÈREMENT DE LANGUE FRANÇAISE. Association mise sur pied à Montréal en 1961 et regroupant à l'heure actuelle quelque 170 institutions universitaires partiellement ou entièrement francophones, de même qu'environ 500 départements d'études françaises dans une trentaine de pays. Créée dans le but de favoriser la coopération entre les diverses universités membres, l'AUPELF cherche non seulement à défendre la langue française, mais également à informer et à permettre une circulation des hommes et des idées afin de susciter une réflexion sur toutes les facettes de l'enseignement et sur son rôle au sein de la société. Pour ce faire, l'Association se dote d'outils tels que le Fonds international de coopération universitaire (FICU). Créé en 1967, mais opérant depuis 1968, celui-ci apporte son concours au développement des universités du tiers monde. En 1972, un autre service spécialisé, Études françaises et dialogue des cultures, est appelé à jouer un rôle de consultation auprès de l'AUPELF. Ce service de liaison, d'information et de documentation organise colloques et séminaires en plus de publier un bulletin, *Études françaises*, qui fusionne avec les autres revues de l'AUPELF. L'année suivante, elle met également sur pied une Association internationale des presses universitaires de langue française (AIPULF) afin de coordonner les activités des divers organes de presse des universités membres, dont l'Université* de Moncton, l'Université* Sainte-Anne, l'Université* d'Ottawa, le Collège* universitaire de Saint-Boniface et l'Université York. En 1981, l'Association, qui cherche toujours à élargir son champ d'action, modifie ses statuts afin de permettre aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche, autres que les universités, de devenir membre. De plus, l'AUPELF publie des périodiques et des ouvrages scientifiques, dont *Universités*, journal d'information trimestriel, tiré à 10 000 exemplaires et qui remplace depuis 1980 les revues précédentes. Elle publie également une fois l'an la *Revue de l'AUPELF*, tirée à quelque 2 500 exemplaires, de même que les *Cahiers de l'AUPELF*, qui paraissent depuis 1965.

ASSOCIATION FRANÇAISE DES CONSEILS SCOLAIRES DE L'ONTARIO (AFCSO). Mis sur pied en 1944 par un groupe de conseillers d'écoles catholiques, cet organisme est d'abord connu jusqu'en 1972 sous le nom d'Association des commissions des écoles bilingues de l'Ontario (ACEBO). Recevant sa charte d'incorporation provinciale en 1962, l'Association regroupe 36 conseils d'écoles séparées et 40 conseils d'éducation comprenant 800 conseillers scolaires, surintendants francophones et membres de Comités consultatifs de langue française (CCLF). Elle veille à accentuer la qualité et la présence de la langue française dans le système d'éducation et à guider l'épanouissement professionnel de ses membres. L'AFCSO a son siège social à Ottawa*.

ASSOCIATION FRANCE-CANADA. Organisme d'accueil, d'entraide, d'échanges et de voyages fondé à Toronto en 1948 dans le but de promouvoir l'amitié entre Français et Canadiens de toutes origines. L'Association compte environ quarante groupements locaux en France et une vingtaine au Canada, comprenant plus de 20 000 membres, entre autres, à Ottawa, Toronto et Vancouver. Elle encourage les échanges au moyen d'activités sociales, sportives, culturelles, gastronomiques et éducatives.

ASSOCIATION FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN : voir ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PARLEMENTAIRES DE LANGUE FRANÇAISE (AIPLF). Organisme international fondé en 1967 avec l'objectif d'encourager l'épanouissement de la langue française dans les États entièrement ou partiellement francophones. Cherchant à renforcer le dialogue et la solidarité au sein de la francophonie, cette association regroupe les parlementaires francophones de pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord et du Sud. Ses moyens d'action consistent à reconnaître et à récompenser toute initiative exceptionnelle visant à soutenir le développement de la culture française. À cette fin, l'AIPLF a créé l'Ordre de la Pléiade, honneur qu'elle décerne annuellement. L'Association publie aussi une publication trimestrielle intitulée *Revue des parlementaires de langue fran-*

çaise. Au Canada, les parlementaires fédéraux ainsi que ceux du Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario en font partie.

ASSOCIATION QUÉBEC-ACADIE. Fondée à Québec en 1982, cet organisme a pour objectif de favoriser le développement de liens et d'échanges de tous ordres, susceptibles de renforcer les relations entre les francophones du Québec et de l'Acadie. Ses moyens d'action consistent à organiser des rencontres et à susciter des échanges pouvant contribuer à améliorer la compréhension entre ces deux foyers de la francophonie nord-américaine. Comportant moins de 100 membres, cette association gravite dans l'orbite du Secrétariat* permanent des peuples francophones. Elle publie depuis 1986 un bulletin d'information destiné à ses membres.

ASSOCIATION QUÉBEC-LOUISIANE. Fondé à Québec en 1982, ce groupement a pour objectif de rapprocher les francophones du Québec et de la Louisiane par des échanges culturels et des activités susceptibles de stimuler la connaissance réciproque entre ces deux peuples. Avec le concours du Secrétariat* permanent des peuples francophones et du Conseil* pour le développement du français en Louisiane (Codofil), elle met sur pied des voyages pour les jeunes et participe à des manifestations comme le carnaval de Québec.

ASSOCIATION TECHNOLOGIQUE DE LANGUE FRANÇAISE D'OTTAWA : voir ASSOCIATION DES TRADUCTEURS ET INTERPRÈTES DE L'ONTARIO (ATIO)

ASSOMPTIONNISTES, PÈRES. Congrégation religieuse fondée en 1845 et établie en 1850 à Nîmes (France), par le père Emmanuel d'Alzon. Arrivée au Canada en 1917, la communauté est accueillie par le cardinal Bégin et reçoit son incorporation civile en 1924. Son siège social est établi à Bergeville (Sillery) près de Québec où les Assomptionnistes établissent un sanctuaire. Auparavant, en 1904, quelques prêtres français avaient fondé à Worcester (Massachusetts) le Collège* de L'Assomption. Il est le seul institut francophone à l'extérieur du Québec à être encore dirigé par les pères Assomptionnistes.

ATHOLVILLE. Municipalité du Nouveau-Brunswick située à 3 km à l'ouest de Campbell-

ton. Population totale : 1 694 habitants. En 1901, un moulin de bardeaux y attire des francophones, qui fondent la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes en 1913. Cinq ans plus tard, un moulin de pâtes et papiers s'y installe. Population francophone : 1 280.

AUBRY, CLAUDE. Bibliothécaire et écrivain (Morin Heights, Québec, 23 octobre 1914 — Montréal, *ibid.*, 3 novembre 1984). Formé à Montréal, au Collège Sainte-Marie et à l'Université McGill, il est d'abord chef du personnel de la Bibliothèque de Montréal (1945-1949). En 1949, il entre au service de la Bibliothèque municipale d'Ottawa, dont il devient le directeur, de 1953 jusqu'à sa retraite en 1980. Il occupe plusieurs fonctions au sein d'associations professionnelles et culturelles, dont celle de directeur de la Fédération régionale des bibliothèques de l'Est de l'Ontario (1965-1976). Aubry écrit de nombreux textes pour la radio et la télévision, mais il est surtout connu comme écrivain de littérature de jeunesse : *Le Loup de Noël* (1962), *Le Violon magique et autres légendes du Canada français* (1968).

AUBRY, FRANÇOIS-XAVIER. Commerçant et explorateur (Maskinongé, Québec, 4 décembre 1824 — Santa Fe, Nouveau-Mexique, 29 août 1855). La vie de cet aventurier, qui a découvert de nouvelles routes entre Saint Louis et le Nouveau-Mexique, se lit comme un western. Commerçant, il fait fortune en livrant des marchandises dans l'Ouest. Relevant un défi, il établit un record, parcourant en cinq jours la distance entre le Nouveau-Mexique et le Missouri à cheval. Sa réputation s'étend jusqu'en Californie. À plusieurs reprises, il subit les attaques des Amérindiens : c'est au cours d'une d'elles qu'il est tué. Deux villes américaines portent son nom : Aubry City (Arizona) et Aubry City (Colorado).

AUBRY, JEAN-PAUL. Prêtre et rédacteur (San Diego, Californie, 18 octobre 1924 — Winnipeg, Manitoba, 13 août 1982). Après des études secondaires à Saint-Boniface* et des études en théologie à Lebreton*, Saskatchewan, il est ordonné prêtre en 1951 à Rome. De 1952 à 1965, il est tour à tour professeur, économiste, directeur spirituel et supérieur à Lebreton et à Saint-Boniface. En 1967, il devient assistant-rédacteur à *La Liberté** et au *Patriote*. En janvier 1968, il est rédacteur à *La*

Liberté. Il passe quelques années en paroisse, puis est nommé recteur et supérieur du Collège* Mathieu de Gravelbourg* en 1971. En 1976, il devient supérieur provincial de la Province oblate du Manitoba et, en 1979, provincial du Keewatin dans les Territoires du Nord-Ouest.

AUCOIN, EDMOND-D. Chirurgien-dentiste (Chéticamp, Nouvelle-Écosse, 1887 — Glace Bay, *ibid.*, 16 juillet 1923). Chirurgien-dentiste de profession, il s'établit à Montréal. En marge de ses activités professionnelles, il se consacre à la diffusion de la culture acadienne dans la métropole. Il participe notamment à la fondation d'une succursale de la Société mutuelle l'Assomption. En 1917, il met aussi sur pied la *Revue acadienne*, qui ne paraît qu'une année et dont l'objectif est de faire connaître à l'élite du Québec l'histoire et les coutumes de son peuple. En 1920, l'Université de Montréal inaugure une chaire d'histoire de l'Acadie, dont il sera le premier titulaire. Sérieusement malade, il quitte Montréal en 1923 pour retourner au Cap-Breton.

AUDET, FRANCIS-J. Archiviste et écrivain (Déroit, 29 juillet 1867 — Ottawa, 13 septembre 1943). Employé aux Archives publiques du Canada, à Ottawa, pendant plus de cinquante ans, il publie de nombreuses biographies de députés et des études généalogiques ; son *Historique des journaux d'Ottawa* (1896) demeure encore aujourd'hui un outil de référence utile. Le titre d'archiviste émérite lui est décerné à sa retraite comme fonctionnaire des Archives publiques du Canada.

AUDET, ROGER. Journaliste et écrivain (Saint-Boniface, Manitoba, 15 juin 1949 —). Diplômé en philosophie de l'Université* Laval, il est journaliste dans un poste de radio à Saint-Boniface* en 1972, puis animateur culturel (1972-1973) et administrateur du Cercle* Molière (1974-1975). Écrivain, Audet signe plusieurs pièces de théâtre dont *Je m'en vais à Régina* (1975), *John's Lunch* (1976) et *V'la Vermette* (1978). Dans ses œuvres, l'auteur cherche à décrire le phénomène d'acculturation des Canadiens français au Manitoba et dans l'Ouest canadien.

AUGER, DIANA-JEANNETTE. (Lynn, Massachusetts, 2 février 1916 —). Elle passe son enfance à Lewiston* (Maine), puis sa famille dé-

ménage à Malden, en banlieue de Boston, vers 1922. Après un baccalauréat ès arts, elle obtient une licence en droit de la Northeastern University et débute sa carrière d'avocate dans une firme de Boston. Dès lors, on la retrouve comme membre actif au sein de nombreuses organisations et associations. Elle est notamment secrétaire-archiviste puis présidente de la National Association of Women Lawyers, membre de l'International Federation of Women Lawyers et de la Boston Patent Law Association. De plus, elle prend part à la vie française de sa communauté comme membre du Cercle français de Boston. Elle est à cette époque l'une des rares femmes à percer dans le domaine de la pratique juridique. À titre de présidente de la National Association of Women Lawyers, elle participe à la réforme des lois américaines sur le divorce.

AVE MARIS STELLA. Chant latin qui glorifie le rôle de guide et de soutien de la mère du Christ, en l'associant à l'étoile de la mer, l'*Ave Maris Stella* est en quelque sorte devenu à la fin du siècle dernier, l'hymne national des Acadiens. C'est en effet à l'occasion de leur deuxième convention générale, tenue à Miscouche en 1884, que les Acadiens adoptent leur drapeau « national » et entonnent, en guise de reconnaissance, cet hymne à la gloire mariale qui devient rapidement le symbole du ralliement acadien.

AVENIR, L'. Premier journal français de Cornwall* (Ontario). *L'Avenir* est fondé en 1932 par le docteur J.A. Hurteau. Publié par le Syndicat de l'avenir, l'hebdomadaire est d'abord dirigé par un ancien journaliste du *Droit** d'Ottawa, Charles Michaud. Il semble qu'il ait cessé de paraître en 1934.

AVENIR NATIONAL, L'. Journal paraissant trois fois par semaine, fondé à Manchester en 1888 sous le nom de *L'Avenir canadien*. Dirigé successivement par les journalistes Dufresne, Bernier et Bournival, il adopte son nom définitif en 1901, lorsqu'il devient un quotidien. Catholique et indépendant politiquement, le journal s'efforce de soigner sa présentation afin de concurrencer les autres quotidiens de Manchester. Cependant, son tirage passe de 4 324 en 1927 à 1 157 en 1950, année où il disparaît pour être bientôt remplacé par *L'Action**.

AVIRON, L'. Fondé à Campbellton* (Nouveau-Brunswick), en 1962 par Rachel Guérette, cet hebdomadaire est avant tout un journal communautaire. Les informations qu'il diffuse concernent la région immédiate de Campbellton et sont destinées aux francophones de l'endroit. Après un quart de siècle d'existence, le journal tire à 67 300 exemplaires et est distribué dans la péninsule gaspésienne et dans tout le nord du Nouveau-Brunswick.

AVOYELLES. Paroisse de Louisiane entre la rivière Rouge et le Mississippi, située à 50 km à l'est d'Alexandria. Population totale : 37 751 habitants. La paroisse comprend les villes d'Effigie, Marksville, Mansura, Hessmer, Belledeau, Bordelonville, Simmesport, Planchville, Cottonport, Bunkie et Moreauville. En 1720, l'expédition commandée par Le* Moyne de Bienville remonte la rivière Rouge jusqu'à Natchitoches*. Elle s'arrête en chemin et fonde le poste des Avoyelles. Après 1790, la paroisse est peuplée presque exclusivement de Français et de quelques autres Européens. Avoyelles est érigée en paroisse en 1807. Bien qu'elle soit essentiellement rurale (cultures de coton, fèves de soja, maïs), Avoyelles connaît une situation économique relativement prospère. Dès la fin du XIX^e siècle, une grande partie de la population fréquente l'école, contrairement aux autres régions francophones de la Louisiane. La paroisse a pour chef-lieu Marksville et constitue encore l'une des régions les plus francophones de la Louisiane. Population francophone : 19 898.

AZILDA. Localité de l'Ontario qui fait partie depuis 1973 de la ville de Rayside-Balfour, située à 12 km au nord-ouest de Sudbury. Population totale : 4 500 habitants. L'agglomération doit son nom à Azilda Brisebois, épouse de Joseph Bélanger, employé du Canadien Pacifique, qui arrive dans la région en 1880. Le toponyme d'origine, Sainte-Azilda, a été modifié en 1900 lorsqu'on s'est aperçu que pareille sainte n'existait pas. La vocation agricole de la localité se confirme au cours des années, Azilda étant située dans la grande plaine fertile sise au nord de Sudbury. Aujourd'hui, par contre, les habitants d'Azilda travaillent en grande partie dans les mines de la région de Sudbury. Population francophone : 2 500.

B

BABY, Jacques Duperron. Négociant et homme politique (Détroit, 25 août 1763 — York, 19 février 1833). Né de parents francophones, il étudie au Séminaire de Québec. Son père l'envoie ensuite en Angleterre pour l'initier au monde des affaires. Dès son retour au Canada, il se lance dans le commerce des pelleteries. En 1792 cependant, il amorce une carrière politique lorsqu'il est nommé au Conseil législatif et exécutif du Haut-Canada. Baby occupe, de 1815 à 1833, la fonction d'inspecteur général pour l'ensemble de cette région. Il est aussi membre du Family Compact, l'élite socio-politique du Haut-Canada.

BAIE DE FUNDY. Baie qui sépare le Nouveau-Brunswick de la Nouvelle-Écosse, jadis appelée baie Française. Les premières tentatives de peuplement sur le pourtour de la Baie remontent à 1604. Après une période d'établissement difficile et mal assuré à l'île Sainte-Croix puis à Port-Royal*, la colonie française prend racine vers 1630 et commence à essaimer autour du bassin des Mines et de Beaubassin*. Lors de la Déportation* en 1755, la région est presque totalement vidée de sa population francophone. Certains habitants, fort peu nombreux cependant, reviennent après 1764, mais au fil des ans, les déportés de cette région se réinstallent plutôt dans la vallée de Memramcook.

BAIE DES OUINES : voir **BAIE-SAINTE-ANNE**

BAIE DU TONNERRE : voir **THUNDER BAY**

BAIE FRANÇAISE : voir **BAIE DE FUNDY**

BAIE-SAINTE-ANNE. Village du Nouveau-Brunswick situé sur la rive sud de la Baie de Miramichi, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Chatham. Population totale : 709 habitants. Autrefois appelée « Baie des Ouines » par les missionnaires, la région est d'abord colonisée par des Acadiens originaires des Îles-de-la-Madeleine. Baie-Sainte-Anne voit le jour en 1910 alors que l'agglomération est détachée de Pointe Escouminac. Aujourd'hui, la localité est surtout orientée vers des industries dérivées de la pêche. Population francophone : environ 600.

BAIE-SAINTE-MARIE, Région de Nouvelle-Écosse. Située au sud-ouest de la Nouvelle-

Écosse, elle constitue l'une des principales régions acadiennes de cette province. En 1981, plus des deux tiers des 9 598 habitants sont d'origine francophone. La baie reçoit son nom en 1604 de Pierre Du* Gua De Monts. Les premiers Acadiens s'établissent à l'Anse-des-LeBlanc en 1768. Le peuplement connaît une expansion géographique rapide jusqu'en 1860 environ, lorsque commencent les tendances au morcellement des terres et le courant d'émigration vers les États-Unis. En plus d'une agriculture de subsistance, l'économie de la région s'appuie sur la construction de voiliers jusqu'en 1920 et sur les industries du bois et de la pêche, encore prédominantes aujourd'hui. La ville française ou French shore regroupe aujourd'hui plusieurs centres acadiens : Saint-Bernard, Anse-des-Belliveau (Belliveau's Cove), Grosses Coques, Pointe-de-l'Église (Church Point), Comeauville, Saulnierville, Meteghan, Saint-Alphonse et Rivière-aux-Saumons (Salmon River). Cette région abrite une communauté distincte, dont la vie culturelle est animée par des institutions comme l'Université* Sainte-Anne à Pointe-de-l'Église.

BAIE SAINT-PAUL : voir **SAINTE-EUSTACHE**

BALMORAL. Municipalité du Nouveau-Brunswick située dans le comté de Restigouche à environ 12 km au sud de Dalhousie, sur la Baie des Chaleurs. Population totale : 2 552 habitants. Née dans la foulée du mouvement de colonisation conséquent à la construction du chemin de fer autour de la baie des Chaleurs*, l'agglomération se voit conférer le statut municipal en 1856. Ses résidents travaillent surtout dans l'agriculture et dans les industries du bois de sciage de Dalhousie*. Population francophone : 2 440.

BANQUE CANADIENNE NATIONALE : voir **BANQUE NATIONALE DU CANADA**

BANQUE MERCANTILE DU CANADA : voir **BANQUE NATIONALE DU CANADA**

BANQUE NATIONALE DU CANADA (BNC). Septième plus importante institution bancaire au Canada, elle est créée de la fusion, en 1979, de la Banque canadienne nationale (BCN), fondée en 1924, et de la Banque provinciale du Canada (BPC), fondée en 1900. Le siège social de la Banque nationale du Canada est situé à Montréal. Des banques canadiennes, la BNC a toujours été la plus étroitement liée aux intérêts

financiers canadiens-français. En outre, l'ancienne Banque canadienne nationale s'était solidement implantée dans les régions francophones hors Québec, en particulier en Ontario et dans l'Ouest canadien. Précédant l'établissement des caisses populaires dans ces régions, la BCN constitue alors le premier pilier financier des Canadiens français hors Québec. Ayant acquis, depuis février 1986, la Banque mercantile du Canada, la Banque nationale a ainsi consolidé sa position en tant que grande banque canadienne avec des actifs qui atteignent près de 30 milliards de dollars. La Banque nationale compte, en 1985, 35 succursales en Acadie, 57 en Ontario et 12 dans l'Ouest canadien.

BANQUE PROVINCIALE DU CANADA :
voir BANQUE NATIONALE DU CANADA

BARBEAU, BERNARD. Chanteur et enseignant (Peabody, Massachusetts, 1920 —). Alors qu'il est enfant, ses parents déménagent à Nashua* (New Hampshire) et c'est dans cette ville qu'il fait ses études primaires et secondaires, suivies d'études musicales au New England Conservatory of Music où il obtient une maîtrise. La seconde guerre mondiale le contraint à suspendre sa carrière. Bien qu'il joue de plusieurs instruments musicaux, c'est comme chanteur d'opéra qu'il fait sa marque. Se produisant avec plusieurs compagnies de la Nouvelle-Angleterre, il se fait de plus en plus remarquer et devient même soliste avec le Boston Pops en 1968. Parallèlement, il enseigne le chant à son *alma mater*, le New England Conservatory of Music. Il quitte le monde du spectacle en 1970.



En 1944 : de gauche à droite, assis, Gustave Lanctôt, Pierre Daviault, Louvigny de Montigny, Marius Barbeau ; debout, Séraphin Marion, Robert de Roquebrune et Marcel Dugas.

BARBEAU, MARIUS. Écrivain, ethnologue et folkloriste (Sainte-Marie de Beauce, Québec, 5 mars 1883 — Ottawa, 27 février 1969). Après des études de droit à l'Université Laval et d'an-

thropologie à Oxford, il poursuit une carrière d'ethnologue au Musée national d'Ottawa, de 1911 à 1948. Auteur fécond, il publie 50 volumes et d'innombrables articles et études, dont *Contes*

populaires canadiens (1916), *La Merveilleuse Aventure de Jacques Cartier* (1935) et *Le Rêve de Kamalmouk* (1948). Ses publications contiennent des milliers d'histoires, de contes et de chants tirés des folklores canadiens-français et autochtones. Il peut, à juste titre, être désigné comme le père de l'ethnologie au Canada français.

BARBEZIEUX, ALEXIS DE (GEORGES DE-ROUZIER). Prêtre et écrivain (Baignes, France, 3 novembre 1854 — Pointe-aux-Trembles, Québec, 9 avril 1941). Formé au Grand Séminaire d'Angoulême en Charente, il est ordonné prêtre en 1882. Il rejoint par la suite les rangs des Capucins et adopte le nom en religion d'Alexis de Barbezieux. En 1890, il vient au Canada avec mandat d'y établir sa congrégation. Très tôt, il est amené à s'intéresser à l'histoire de son pays d'adoption. Au nombre de ses travaux historiques, il faut citer son *Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa et de la colonisation dans la vallée de l'Ottawa*, parue en 1897, et *Le Canada héroïque et pittoresque*, publié en 1928.

BARRETTE, FRANÇOIS-XAVIER. Prêtre (Sainte-Mélanie, Québec, 6 décembre 1877 — Ottawa, Ontario, 22 mars 1962). Après des études théologiques au Grand Séminaire de Montréal, il est ordonné prêtre en 1905. Surtout connu comme curé de la paroisse de Saint-Charles d'Eastview (aujourd'hui Vanier*) pendant près d'un demi-siècle (1912-1961), il est resté célèbre pour son esprit d'organisation. En 1926, il participe à la fondation de l'Ordre* de Jacques-Cartier.

BARRETTE, VICTOR. Journaliste et animateur (Joliette, Québec, 20 mai 1888 — Ottawa, Ontario, 15 août 1958). Après des débuts dans l'enseignement aux collèges de Joliette et de Rigaud, il entre en 1921 au *Droit d'Ottawa* où il demeure journaliste et chroniqueur pendant 37 ans. Ses chroniques pour la jeunesse, qu'il signe du pseudonyme d'Oncle Jean, marquent sa carrière d'animateur de la vie et de la culture franco-ontariennes. Il participe à la fondation de l'Union* des cultivateurs franco-ontariens (1929), au sein de laquelle il préside à la création de plus de 300 sections pour jeunes.

BARSALOU, ROBERT. Prêtre et archiviste (Farnham, Québec, 19 mars 1913 — Hull, *ibid.*, 28 février 1980). Ordonné prêtre oblat en 1939, il est envoyé en mission au Basutoland. Le bateau qui l'amène en Afrique est arraisonné puis coulé par les Allemands. Fait prisonnier, il n'est libéré qu'en 1944. Il exerce son ministère au Québec et va en mission au Pérou. En 1960, il s'établit à Ottawa où il sera, entre autres, supérieur du Juniorat du Sacré-Cœur, membre du Bureau des gouverneurs de l'Université d'Ottawa et directeur des relations publiques de l'Université Saint-Paul. De 1972 à sa mort, il est conseiller au Centre* de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa. Grâce à lui, le Centre acquiert un grand nombre de fonds d'archives personnels et collectifs de l'Ontario français.

BAS-CARAQUET. Municipalité du Nouveau-Brunswick située à 8 km à l'est de Caraquet sur la rive sud de la baie des Chaleurs. Population totale : 1 859 habitants. Détachée de Caraquet* en 1966, sa paroisse remonte à 1898. Ses résidents y vivent surtout de pêche. Population francophone : 1 825.

BASSIN DES MINES. Bras de mer de la baie de Fundy situé au sud-est de celle-ci, à l'intérieur du territoire de la Nouvelle-Écosse. Connue d'abord sous le nom français les Mines à cause des dépôts de cuivre qu'elle contient, ses rives sont colonisées par des Acadiens, qui s'y établissent dès 1686. Elle devient en 1747 le lieu des affrontements entre les Français et les Anglais, à la suite desquels le colonel Coulon de Villiers et le chevalier de La Corne mettent en déroute les troupes britanniques dirigées par le colonel Noble (massacre de Grand Pré*). Cette région est aussi le théâtre de l'expulsion des Acadiens en 1755 ; la décennie suivante voit donc l'arrivée des colons anglais.

BASTARACHE, MICHEL. Avocat et professeur (Québec, 10 juin 1947 —). Après avoir passé son enfance en Acadie, il est licencié en droit de l'Université de Montréal. Il fait d'abord de la traduction juridique avant de poursuivre des études doctorales en droit public à l'Université de Nice. En 1973, il devient secrétaire géné-

ral de la Société* nationale des Acadiens. Puis, de 1974 à 1977, il occupe divers postes dont la vice-présidence de l'Assomption Mutuelle-Vie. De 1978 à 1983, il enseigne à la Faculté de droit de l'Université* de Moncton ; il en sera d'ailleurs le doyen de 1980 à 1983. En 1983-1984, il est directeur général de la Promotion des langues officielles au Secrétariat d'État à Ottawa et, depuis 1984, il est doyen associé à la Faculté de droit de l'Université* d'Ottawa. En plus de nombreux articles de revues, il a publié *Vocabulaire de la Common Law* et, en tant que coprésident (1981) de la Commission Bastarache-Poirier, il a publié *Vers l'égalité des langues officielles au Nouveau-Brunswick*, un rapport* controversé au sein de la communauté acadienne du Nouveau-Brunswick.

BATHURST. Ville du Nouveau-Brunswick sise dans le comté de Gloucester sur la rive sud de la baie des Chaleurs. Population totale : 15 705 habitants. Nicolas Denys*, explorateur et gouverneur de la côte d'Acadie, y établit un poste de

pêche et de traite dès 1654. Désignée d'abord sous le nom français de Saint-Pierre, cette ville reçoit son nom actuel en 1826. Elle constitue l'un des principaux centres éducatifs de l'Acadie avec le Collège* du Sacré-Cœur, dont l'impact s'avère très important jusqu'à la création de l'Université* de Moncton en 1965. Les ressources économiques de Bathurst proviennent surtout des industries de pâtes et papiers. Population francophone : 7 445.

BATOCHE. Village métis, situé en bordure de la rivière Saskatchewan Sud, colonisé en 1870 et érigé en mission catholique en 1881. C'est à Batoche qu'a lieu, le 11 mai 1885, l'engagement final entre les Métis*, dirigés par Gabriel Dumont*, et les troupes canadiennes du général Middleton. Le nom de l'endroit vient du premier habitant, Xavier Letendre dit Batoche, Métis influent et fortuné, qui, dès 1871, y ouvre un grand magasin.



Bâton-Rouge vers 1830

BÂTON-ROUGE. Ville de la Louisiane située à 116 km au nord-ouest de la Nouvelle-Orléans. Population totale : 165 963 habitants. Le nom d'origine, Istrouma, sera changé par les Français à Dironbourg lors de sa fondation en 1719. En 1763, au moment où l'Espagne reçoit la Louisiane par le traité* de Paris, Bâton-Rouge est cédée

aux Anglais et reçoit le nom de New Richmond. En 1779, pendant la Révolution américaine, les Espagnols s'emparent de la région et, en 1803, alors que la Louisiane devient partie intégrante des États-Unis, Bâton-Rouge reste espagnole jusqu'en 1810. La légende veut que le nom de Bâton-Rouge lui ait été donné par

D'Iberville* qui aurait remarqué une borne rouge plantée par les Indiens au bord de la rivière. Après la Déportation*, les Acadiens s'y réfugient en grand nombre. En 1849, la ville devient la capitale de la Louisiane. Dès 1869, elle abrite l'Université d'État de Louisiane. Aujourd'hui, avec son port classé au 4^e rang aux États-Unis, Bâton-Rouge est un centre pétrolier et pétrochimique très important. Population francophone : 9 567.

BATAILLE, LA : voir *SENTINELLE, LA*

BATAILLE DES DAMES : voir **ÉCOLE GUIGUES**

BATTLEFORD. Ville de la Saskatchewan située à 153 km au nord-ouest de Saskatoon, à la jonction des rivières Battle et Saskatchewan Nord. Population totale : 3 565 habitants. Construite en territoire cri, elle n'est à l'origine qu'un poste de la Compagnie* de la Baie d'Hudson. En 1876, elle est nommée Battleford et désignée, par surcroît, capitale des Territoires du Nord-Ouest. La Gendarmerie royale y établit son quartier général pour le district de la Saskatchewan. De graves tensions enveniment les relations entre Amérindiens, Métis* et immigrants blancs. La bataille de Batoche* en 1885 en constitue le point crucial. Population francophone : 115.

BATTURE, LA : voir **SHÉDIAC**

BAUDOUX, Maurice. Évêque (La Louvière, Belgique, 10 juillet 1902 — juillet 1988). Sa famille s'établit en Saskatchewan en 1911. Il étudie à Saint-Boniface*, à Edmonton*, puis au Grand Séminaire de Québec. Ordonné prêtre (1929), il est nommé vicaire puis curé (1931) de Prud'homme (Saskatchewan). Premier évêque du diocèse de Saint-Paul* (Alberta) en 1948, il est nommé archevêque coadjuteur de Saint-Boniface (1952), poste qu'il occupe jusqu'à sa démission en 1974. Dès le début de sa carrière, M^{gr} Baudoix s'occupe de la sauvegarde de la langue française. À compter de 1930, il entreprend auprès de Radio-Canada* une campagne pour obtenir des émissions françaises dans plusieurs régions de l'Ouest. En 1934, il est élu président de l'Association des commissaires franco-canadiens. Il est membre actif de l'Association* franco-

canadienne de la Saskatchewan, dont il fut président à plusieurs reprises.

BAYTOWN : voir **JEFFERSON COUNTY**

BEAUBASSIN. Région du Nouveau-Brunswick située sur la rive sud de la rivière Missaguash, sur les bords de la baie de Chignectou. Fondé en 1672 par Jacques Bourgeois et d'abord appelé Chignectou, ce territoire reçoit son nom actuel en 1676 : c'est un gentilhomme originaire de Trois-Rivières, La Vallière, qui obtient la concession seigneuriale de tout le territoire inoccupé. Autour du village, les hameaux ne tardent pas à se multiplier et, vers 1686, Beaubassin est constitué en paroisse. Après 1740, Beaubassin devient la localité la plus considérable de toute l'Acadie. Dès 1750, plusieurs Acadiens influents de l'Acadie, mis hors la loi par les Anglais, s'y réfugient. En 1755, nombre d'Acadiens y sont capturés par la flotte anglo-américaine et déportés. La région s'est nommée par la suite Fort-Lawrence.

BEAUBIEN, ARTHUR-LUCIEN. Homme politique (Arthabasca, Québec, 11 février 1879 — Saint-Boniface, Manitoba, 21 mars 1971). Après avoir été fermier, il entre à la Chambre des communes en 1921 pour représenter le comté de Provencher (Manitoba). Réélu de 1925 à 1935, Beaubien est nommé au Sénat en 1940. D'abord d'allégeance conservatrice, il adhère par la suite au Parti libéral.

BEAUBIEN, JEAN-BAPTISTE. Prospecteur et spéculateur (Détroit, 1785 — Chicago, 1873). Après avoir combattu durant la guerre de 1812-1814, il explore les Grands Lacs à la recherche de gisements miniers. Croyant avoir trouvé quelques minerais, il s'établit au site précis de l'actuel centre-ville de Chicago* et achète de vastes terrains. Il est le premier blanc à s'y établir. Plusieurs Canadiens français suivent son exemple. Amateur de jeux de hasard, il perd tout et doit vendre ses terrains à des prix de rabais. Il meurt pauvre, à un âge avancé. D'aucuns voient en lui le fondateur de Chicago.

BEAUBIEN, JOSEPH-THOMAS. Juge (Saint-Jean Baptiste, Manitoba, 19 mars 1886 — Tucson, Arizona, 26 mars 1957). Diplômé du Collège* de Saint-Boniface et de l'Université du



Chicago en 1830

Manitoba, il est admis au barreau de cette province en 1913. Il exerce sa profession à Winnipeg* pendant 35 ans, puis est nommé juge puîné de la Cour du Banc du Roi en 1948. Il est l'un des premiers représentants franco-manitobains à accéder à la magistrature de la province depuis la création de celle-ci en 1870.

BEAUCHEMIN, LÉON-OMER. Médecin et homme d'affaires (Sainte-Monique, Québec, 28 février 1888 – Calgary, Alberta, 30 septembre 1976). Il termine ses études de médecine à Montréal en 1913 et, l'année suivante, il entreprend une longue carrière à Calgary* (Alberta). Tout au long de sa vie, il s'occupe d'associations culturelles et patriotiques : il est président de l'Association* canadienne-française de l'Alberta (1934-1946), membre du Comité* de la survie française et président de Radio-Edmonton. En outre, il est président ou directeur de plusieurs sociétés pétrolières d'Alberta. À Millardville (Alberta), un parc porte son nom.

BEAUCHESNE, ARTHUR. Avocat et journaliste (Carleton, Québec, 15 juin 1876 – Ottawa, Ontario, 7 avril 1959). Il étudie à Memramcook (Nouveau-Brunswick) et à l'Université* Laval. Journaliste au *Star*, à la *Gazette* et à *La Presse* de Montréal (1897-1904), il est fondateur de *L'Opinion* de Montréal (1905). Appelé au barreau en 1904, il devient conseiller juridique du ministère de la Justice à Ottawa (1913). Greffier de la Chambre des communes (1925-1949), il publie plusieurs ouvrages, dont *Rules and Forms of*

the House of Commons of Canada (1922, traduit en 1978), qui fait encore autorité.

BEAUDET, HENRI : voir **ARLES, HENRI D'**
BEAUDOIN, ROBERT A. Médecin (Berlin, New Hampshire, 22 novembre 1914 –). Après ses études classiques et médicales, il sert dans l'armée américaine de 1942 à 1946. Il se spécialise ensuite en anesthésie à l'Hôtel-Dieu de Québec, puis exerce sa profession au Catholic Medical Center de Manchester* (New Hampshire) (1947-1978). Pendant de nombreuses années, il remplit la fonction de secrétaire de l'Association* des médecins de langue française du Canada, où il représente les Franco-Américains. Membre du Richelieu*-Manchester dont il est président en 1958, il est aussi président de la Fédération* franco-américaine du New Hampshire et président du Comité* de vie franco-américaine.

BEAUDRY, CHARLES-AGAPIT. Prêtre et missionnaire (Saint-Marc, Québec, 15 octobre 1855 – Saint-Hyacinthe, *ibid.*, 8 juin 1942). Après des études au Séminaire de Saint-Hyacinthe et à celui de Montréal, il est admis à la prêtrise (1881). Vicaire à Montréal (1882-1887), il part comme missionnaire au Manitoba (1887-1893). Directeur du journal de propagande, *Le Colonisateur canadien* (1888-1893), il cherche par le biais de celui-ci à enrayer l'émigration vers les États-Unis et à encourager la colonisation de l'Ouest par les Canadiens français. Il fonde en outre la paroisse de Saint-Hyacinthe

de La* Salle (Manitoba), dont il est le premier curé (1891-1893). Après son retour au Québec, il est procureur de l'évêché de Saint-Hyacinthe (1893-1911) et occupe successivement différentes cures dans ce diocèse.

BEAUDRY, PRUDENT. Homme d'affaires (Sainte-Anne-des-Plaines, Québec, 1818 — Montréal, 1893). À l'occasion d'un premier séjour en Californie (1850-1855), il établit avec son frère Victor une manufacture de sirop. Après un séjour à Montréal et en Europe, il revient s'établir à Los Angeles en 1862. Homme d'affaires et promoteur immobilier inlassable, il a le goût du risque. Il achète et aménage de grandes étendues de terrain qui porteront le nom de tracts Beaudry, Acadia et Bellevue. Fondateur d'une compagnie d'aqueducs, il construit aussi une ligne de tramway. Élu au conseil municipal (1871), il devient l'un des premiers maires de Los Angeles (1874-1875).



Honoré Beaugrand

BEAUGRAND, HONORÉ. Journaliste et écrivain (Lanoraie, Québec, 28 mars 1848 — Montréal, 2 octobre 1906). Après ses études au Séminaire de Joliette, il participe à la campagne de l'armée française envoyée par Napoléon III au Mexique (1865). À son retour, il se lance dans le journalisme en France et à la Nouvelle-Orléans.

Il fonde *L'Écho du Canada* à Fall River, Massachusetts (1873), puis *La République* à Saint Louis, Missouri (1875). De retour au Québec, il fonde *La Patrie* à Montréal (1879). Deux fois maire de Montréal (1885 et 1886), il est l'auteur de nombreux contes et récits de voyages et d'un roman sur les conditions de vie des Canadiens français dans les filatures américaines, *Jeanne la fileuse* (1878).

BEAULIEU, JOSEPH. Folkloriste et compositeur (Mattawa, Ontario, 21 mai 1895 — North Bay, *ibid.*, 1^{er} octobre 1965). Il obtient son baccalauréat en musique de l'école Vincent-d'Indy à Montréal en 1942, après avoir enseigné à l'Université d'Ottawa. Lors de ses voyages en Ontario et au Québec, il recueille des chants folkloriques qui font partie du répertoire des Petits*Chanteurs céciliens dont il est le directeur-fondateur (1931-1943). Nommé directeur adjoint de l'enseignement de la musique au ministère de l'Éducation de l'Ontario (1942-1965), il obtient la permission d'assumer ses fonctions depuis North Bay où il s'installe en 1946. Là, il compose quelque 200 chansons folkloriques ; il en inclut plusieurs dans ses recueils de chansons, comme *Mon école chante* (8 vol., 1960). Il compose en outre une opérette et la *Messe Vatican II*. Un centre musical et un camp d'été à l'Île aux Chênes (Lac Nipissing) portent son nom.

BEAULIEU, WILFRID. Journaliste (Lowell, Massachusetts, 16 octobre 1900 — Limewood, *ibid.*, 18 mai 1979). Bachelier ès-lettres de l'Université de Montréal, il entreprend une carrière journalistique au *Devoir* de Montréal. Il retourne aux États-Unis et travaille à *La Sentinelle** de Woonsocket (R. I.). Après avoir œuvré à *L'Étoile** de Lowell puis à *L'Opinion publique** de Worcester*, il fonde et dirige pendant plus de 40 ans *Le Travailleur** (Worcester), un hebdomadaire exclusivement consacré à la survivance française.

BEAULNE, GUY. Metteur en scène et critique dramatique (Ottawa, 23 décembre 1921 —). Formé au Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, il œuvre de 1950 à 1963 comme réalisateur, tant à la radio qu'à la télévision de Radio-Canada. Il poursuit parallèlement une carrière de critique d'art au journal *Le Droit** (1945-1952) et à la revue *Points de vue*

(1955-1961). Son itinéraire le conduit à la direction du Grand Théâtre de Québec (1970-1980) et, depuis 1981, à celle du Conservatoire d'art dramatique de Montréal. Sa contribution à la vie artistique francophone lui vaut de nombreuses distinctions.

BEAULNE, LÉONARD. Homme de théâtre (Sainte-Scholastique, Québec, 8 août 1887 — Ottawa, Ontario, 10 octobre 1947). Après ses études à l'Université d'Ottawa (1901-1906), il devient fonctionnaire (1907). Très tôt, il s'intéresse au théâtre : il fonde le Cercle dramatique Crémazie (1903), travaille avec plusieurs troupes, puis en fonde une qui porte son nom, et également une école de diction. De 1918 à 1943, cet acteur, metteur en scène et directeur est responsable de l'animation théâtrale à l'Université d'Ottawa. Ses quatre enfants : Yvon (diplomate), Jean-Pierre (juge), Paulette (peintre) et Guy (qui suit les traces de son père) se font connaître dans leurs domaines respectifs.

BEAULNE, YVON. Diplomate (Ottawa, 22 février 1919 —). Au service des Affaires extérieures du Canada pendant 30 ans, il est en poste à Buenos Aires en 1956 et à La Havane en 1960. Promu au rang d'ambassadeur, il exerce cette fonction au Venezuela en 1961, en république Dominicaine en 1963, au Brésil en 1967, à New York auprès des Nations unies en 1969 et à Rome auprès du Saint-Siège en 1979. Il œuvre aussi dans le domaine des droits de l'homme en tant que représentant et délégué permanent du Canada à l'ONU de 1976 jusqu'à sa retraite en 1984.

BEAUMONT. Village de l'Alberta situé à 30 km au sud d'Edmonton. Population totale : 851 habitants. Juché sur un promontoire qui offre une vue panoramique des alentours (d'où son nom), Beaumont est établi en 1892 par des pionniers du Québec et de la Nouvelle-Angleterre. Grâce à sa paroisse française (Saint-Vital) et à son école dirigée par les Filles* de Jésus, il conserve jusqu'à nos jours son caractère français. Population francophone : 275.

BEAUPRÉ, DIT LE GÉANT, ÉDOUARD. Vedette de cirque (Willow Bunch, Saskatchewan, 9 janvier 1881 — Saint-Louis, Missouri, 3 juillet 1904). Mesurant 2 mètres 50 et pesant 171 kilos

à l'âge de 23 ans, Beaupré est recruté par des propriétaires de cirque pour s'exhiber dans des épreuves de force. Avec Louis Cyr, le géant Beaupré est entré dans la légende des hommes forts du Canada français.

BEAUREGARD, RÉMY. Administrateur (Granby, Québec, 25 novembre 1943 —). Bachelier en histoire de l'Université d'Ottawa, il devient tour-à-tour chercheur au Bureau du chef de l'Opposition à la Chambre des communes (1969-1971), secrétaire général de l'Association* canadienne-française de l'Ontario (1971-1978), directeur régional adjoint (région de l'Ontario) au Secrétariat d'État (1978-1979), puis directeur général dans un centre d'accueil et de réadaptation à Hull (1979-1986). En 1983, il obtient une maîtrise en administration publique. Depuis 1986, Beauregard est directeur général de l'Office des affaires francophones, responsable des services en français dans les différents ministères du gouvernement ontarien.

BEAUSOLEIL. Pseudonyme de Michael Doucet, violoniste cajun (Lafayette, Louisiane, 1951 —). Il naît dans une famille de descendance acadienne où la musique traditionnelle est à l'honneur. Dans les années 1970, il entrevoit les possibilités de cette musique pour l'époque moderne. Revenu au pays, il s'y adonne corps et âme, adoptant le violon comme instrument de prédilection. Par son nom d'artiste, il s'identifie résolument à la résistance acadienne. Travaillant de concert avec Zacharie Richard* et Kenneth Richard, il opère au niveau de la synthèse de la musique créole et du folklore cajun. Il enregistre plusieurs disques, dont *Oh What a Night* avec Marc Savoy*.

BEAUSOLEIL, ALEXANDRE. Prêtre (Marieville, Québec, 7 octobre 1861 — Ottawa, Ontario, 25 janvier 1931). Ordonné en 1888, il est curé dans plusieurs localités d'Ontario : Casselman* (1893-1897), la paroisse Sainte-Anne d'Ottawa (1897-1903), Fourmierville (1903-1911) et Vankleek-Hill* (1911-1925). Rédacteur au journal *Le Moniteur** de Hawkesbury, il y lance, en 1908, l'idée d'un congrès national des Canadiens français de l'Ontario. L'idée fait son chemin et il devient lui-même vice-président de la Commission constituante du congrès de 1910, qui donnera

naissance à l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario.

BEAUSOLEIL-BROUSSARD. Ce groupe de chansonniers acadiens, créé en 1976, doit son nom à un héros de la résistance à la Déportation de 1755. Il produit plusieurs disques dont *Beausoleil Broussard* (1976), *Mutinerie* (1977) et *Le Mitan du siècle qui s'en vient* (1979). Beausoleil-Broussard s'est également fait connaître à l'échelle de la francophonie internationale et a eu l'occasion de se produire sur les scènes nord-américaines et européennes.

BÉGIN, LOUIS-NAZAIRE. Cardinal (Lévis, Québec, 10 janvier 1840 — Québec, 18 juillet 1925). Ordonné prêtre en 1865, il est nommé évêque de Chicoutimi en 1888, archevêque de Québec en 1898, puis cardinal en 1914. Membre-fondateur de la Société royale du Canada (1882), il fonde en 1907 l'Action sociale catholique, dont *L'Action catholique* est l'organe quotidien. Solidaire avec les catholiques francophones de tout le Canada, il intervient auprès du Pape Benoît XV en faveur des droits des Franco-Manitobains. À nouveau en 1912 et en 1915, il dénonce ouvertement le Règlement* 17 en Ontario. Le cardinal fait encore appel à Rome lors de la succession de M^r Langevin* du diocèse de Saint-Boniface* pour laquelle les Irlandais désirent un anglophone. Il est reconnu comme un des défenseurs les plus convaincus de la francophonie au Canada.

BÉLANGER, ALBERT « FRENCHY ». Boxeur (Toronto, Ontario, 17 mai 1906 — *ibid.*, 27 mai 1969). Il commence son apprentissage de la boxe dans les combats de ruelles de Cabbagetown à Toronto où ce jeune Canadien français de petite stature est une cible toute désignée pour les fiers-à-bras. Après quelques combats à titre d'amateur, il devient boxeur professionnel. Une série de victoires, dont certaines sont restées célèbres (contre Newsboy Brown et contre Frank Genaro), le conduisent en 1927 au match de championnat mondial contre le Britannique Ernie Jarvis, en catégorie poids-plume. Il remporte la victoire mais ne conserve son titre que trois mois. Il boxe encore pendant deux ans, dilapide ses gains et se retrouve garçon de table dans le Cabbagetown de son enfance.

BÉLANGER, AURÉLIEN. Homme politique (Sainte-Scholastique, Québec, 18 mars 1878 — Ottawa, Ontario, 12 février 1953). Diplômé en philosophie et en droit, il complètera sa formation en pédagogie par un doctorat à l'Université* Laval en 1937. Entre-temps, il devient professeur à l'Université* d'Ottawa, puis inspecteur des écoles bilingues de l'Est de l'Ontario. Il démissionne de ce dernier poste en 1912 dans la foulée de l'adoption du Règlement* 17. Élu député libéral à l'Assemblée législative de l'Ontario pour les comtés de Russell (1923-1929) et de Prescott (1934-1948), il se rend célèbre par les luttes qu'il livre en faveur des revendications scolaires des Franco-Ontariens et qui mènent à l'abrogation du Règlement 17 en 1927.

BÉLANGER, HORACE. Officier de la Compagnie de la Baie d'Hudson (Rivière-Ouelle, Québec, 1836 — Fleuve-Nelson, Manitoba, octobre 1892). Traiteur en chef à la Baie d'Hudson en 1872, il devient facteur en chef en 1885, poste qui lui vaut un pourcentage important des profits de la Compagnie de la baie d'Hudson. Il est le seul Canadien français à avoir jamais atteint ce rang. Après avoir travaillé dans la région du lac à la Pluie, il assure la direction du district de Cumberland, en Saskatchewan, puis celle de Norway House au Manitoba (1886).

BÉLANGER, JEANNINE. Traductrice et écrivain (Hull, 13 octobre 1915 —). Originaire du Québec, mais vivant surtout en Ontario, elle poursuit des études à l'Université* d'Ottawa où elle obtient un doctorat en littérature française en 1938. Elle signe de nombreux ouvrages dont trois recueils poétiques : *Stances à l'éternel absent* (1941), *Courtisane imparfaite* (1977) et *Suite pour l'innommé* (1980). Certains de ses écrits sont publiés sous le pseudonyme de Magnarelle. Sa carrière se déroule successivement dans la traduction au Parlement d'Ottawa pendant dix ans et comme professeur de traduction aux universités d'Ottawa, Carleton et de Montréal. Licenciée en sciences bibliques depuis 1975, elle collabore à une traduction versifiée des *Psaumes*.

BÉLANGER, LÉONARD F. Médecin et professeur (Montréal, Québec, 11 mars 1911 — Ottawa, Ontario, 24 juillet 1986). Formé à l'Université de Montréal, il est reçu médecin en 1937 et se spécialise à l'Université Harvard (1940) et au Labo-

ratoire de biologie marine de Woods Hole (Massachusetts). Officier médical pendant la seconde guerre mondiale (1941-1945), il devient en 1946 professeur à l'Université* d'Ottawa où il sera l'un des fondateurs de la Faculté de médecine. Auteur de nombreuses publications scientifiques sur la structure des os, Bélanger est aussi, tout au long de sa carrière, professeur invité dans plusieurs universités d'Amérique et d'Europe. Il est récipiendaire en 1965 de la médaille Claude-Bernard.

BÉLANGER, VICTOR. Inventeur et éditeur (Sainte-Rosalie, Québec, 5 octobre 1856 — Sea View, Massachusetts, 1918). Après des études au collège commercial de Sherbrooke, il entre comme typographe aux ateliers du journal *Le Pionnier de Sherbrooke*. Peu après, il part pour Worcester* (Massachusetts) où il fonde, en 1880, le *Courrier de Worcester*. Il connaît la notoriété grâce à ses inventions, entre autres un anneau rotatoire utilisé dans les filatures de coton. Cela l'amène à effectuer plusieurs séjours en Europe afin de faire connaître ses inventions. Quelques années plus tard, il fait l'acquisition d'une ferme à Sea View, près de Boston, et s'y installe définitivement.

BÉLANGER, WILLIAM. Syndicaliste (Newmarket, New Hampshire, 1902 —). Dès l'âge de 14 ans, il commence à travailler dans les filatures de son village, soit la Hamlet et la United States Knitting. Après quelques emplois comme commis, il entre à la Hope Knitting où, durant la Dépression, il fonde et préside une union affiliée à la American Federation of Labour (AFL). En 1932, il devient organisateur général de la AFL puis, en 1937, il passe au Congress of Industrial Organizations (CIO) où il assume des fonctions analogues. Sa montée dans le monde syndical se poursuit alors qu'il devient directeur général (1939-1942) puis secrétaire général (1942-1948) de l'Union Textile du Massachusetts. En 1948, il est élu vice-président de l'Union internationale du textile et accède, la même année, à la présidence du CIO pour le Massachusetts. En 1953, il est au centre d'une controverse alors qu'il prononce un discours diffusé par la radio soviétique et brouillé par les Américains.

BÉLANGER, ZÉPHIRIN. Curé (Saint-Antoine de Rivière-du-Loup, Québec, 23 juin 1896 — Québec, 27 juin 1976). Ordonné prêtre en 1923, il exerce d'abord son ministère dans la paroisse Notre-Dame de Chicago* puis, de 1946 à 1973, dans la paroisse Saint-Sacrement de Vancouver*, dont il est le fondateur. En 1954, il fonde une école française dans sa paroisse.

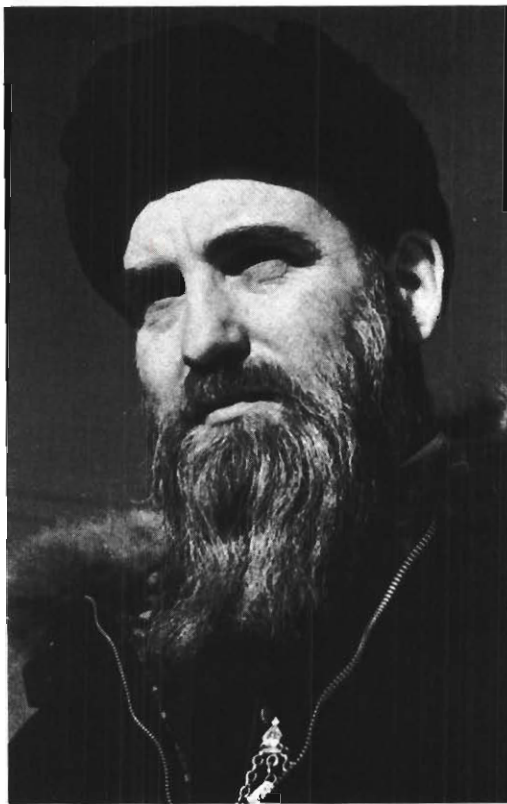
BELCOURT, NAPOLÉON-ANTOINE. Homme politique (Toronto, Ontario, 15 septembre 1860 — Blue Sea Lake, Québec, 7 août 1932). Après des études secondaires à Trois-Rivières, il fait son droit à l'Université Laval de Québec. Admis au barreau québécois (1882) et à celui de l'Ontario (1884), il s'établit à Ottawa en 1899. Élu député libéral d'Ottawa à la Chambre des communes (1896), il en devient le président (1904-1906) et accède au Sénat en 1907. En marge de ses activités politiques, il est élu à deux reprises président de l'Association* canadienne-française d'éducation d'Ontario (1910-1912 et 1920-1930) dont il est un des fondateurs. Il défend la cause des écoles bilingues de l'Ontario devant le Conseil privé de Londres (1916). Voué à la défense des droits des Franco-Ontariens, il fonde le journal *Le Temps*, qui paraît de 1894 à 1916. Une ville de l'Abitibi porte son nom.

BÉLISLE, ALEXANDRE. Journaliste (Sainte-Victoire, Québec, 4 septembre 1856 — Worcester, Massachusetts, 1923). Il travaille pendant huit ans à l'administration du *Travailleur** de Ferdinand Gagnon. Premier citoyen d'origine canadienne-française à être élu au conseil municipal de Worcester, il y fonde *L'Opinion* publique* en 1893. Siégeant aux conseils d'administration de deux banques coopératives, il est également premier vice-président de la Bay Street Savings Bank. En 1911, il publie *Histoire de la presse franco-américaine*.

BÉLISLE, RHÉAL. Sénateur (Bleazard Valley, Ontario, 3 juillet 1919 —). Après ses études à l'Université de Toronto, il sert dans l'armée canadienne de 1941 à 1943. D'abord actif en politique municipale comme conseiller et maire de Rayside (Ontario) de 1944 à 1952, il se lance dans l'arène provinciale en 1955. D'allégeance conservatrice, il est élu représentant de la circonscription de Nickel Belt en périphérie de Sudbury* et réélu en 1959. En 1963, il est nommé

au Sénat du Canada. Depuis lors, il a été membre de nombreux comités parlementaires et délégations internationales. De plus, il fait partie des conseils d'administration de plusieurs organisations charitables et du monde de l'éducation.

BÉLIVEAU, ARTHUR. Évêque (Mont-Carmel, Québec, 2 mars 1870 — Saint-Boniface, Manitoba, 14 septembre 1955). Ordonné prêtre en 1893, il devient secrétaire et chancelier du diocèse de Saint-Boniface* à partir de 1895. Il est sacré évêque en 1913 et archevêque de Saint-Boniface en 1915. Il participe à la création de l'Association* d'éducation des Canadiens français du Manitoba (1916) qui œuvre pour la sauvegarde des écoles françaises.



Henri Belleau, o.m.i.

BELLEAU, M^{re} HENRI. Évêque missionnaire (Ottawa, 8 octobre 1896 — Saint-Boniface, Manitoba, 5 janvier 1976). Diplômé de l'Université* d'Ottawa et ordonné prêtre oblat en 1920, il est d'abord professeur au scolasticat Saint-Joseph. De 1924 à 1964, il est missionnaire à la Baie James : à Fort Albany, Attawapiscat, Fort George

et Moosonee. Nommé vicaire apostolique de la Baie James en 1939, il fonde également les missions de Central Patricia, Lansdowne House, Ogoki, Moose Factory et Rupert's House. Il publie plusieurs ouvrages en langue cri.

BELLECCOURT, GEORGES-ANTOINE. Prêtre et missionnaire (La Baie-du-Febvre, Québec, 22 avril 1803 — Shédiac, Nouveau-Brunswick, 31 mai 1874). Formé au Séminaire de Nicolet et ordonné prêtre en 1827, il se rend à Saint-Boniface* en 1831 dans le but d'évangéliser les Amérindiens des rivières Rouge et Assiniboine. Pendant 28 ans, il poursuit son travail de missionnaire et fonde le village de Baie-Saint-Paul (Manitoba) ainsi que plusieurs missions. En 1859, il quitte le Nord-Ouest et devient curé de paroisse à Rustico (Île-du-Prince-Édouard). Sensible aux besoins financiers de ses paroissiens, il y fonde la Farmer's Bank of Rustico, banque populaire qui aurait inspiré Alfred Desjardins, fondateur des caisses populaires. Auteur de quelques ouvrages, il publie, entre autres, *Dictionnaire sauteux* (1874) et *Mon itinéraire du Lac des Deux-Montagnes à la Rivière Rouge* (1913).

BELLEDEAU : voir AVOYELLES

BELLE RIVER. Village de l'Ontario situé à 30 km à l'est de Windsor. Population totale : 3 625 habitants. Son nom d'origine française provient de la rivière qui le traverse, appelée Belle-Rivière dès le début du XVIII^e siècle. Installés dans cette région depuis cette même période, les Canadiens français y fondent une paroisse en 1842. À l'incorporation du village en 1875, le nom est anglicisé bien que la population continue, jusque dans les années 1950, d'être majoritairement francophone. Population francophone : 825.

BELLIVEAU'S COVE : voir BAIE-SAINTE-MARIE

BÉNARD, AIMÉ. Homme d'affaires et politicien (Henryville, Québec, 21 novembre 1873 — Winnipeg, Manitoba, 9 janvier 1938). Établi au Manitoba en 1893, il acquiert un important établissement hôtelier, le Grand Central Hotel de Winnipeg* (1897) et, plus tard, une immense ferme de 3 807 hectares. Il est élu député conservateur à la législature provinciale à trois reprises entre 1907 et 1916 et nommé sénateur en 1917. En marge de cette carrière, il est vice-

président de la Winnipeg-London & Liverpool Investment Co. Ltd. et de la Canadian Investment Co. Ltd. (1914); en 1924, il devient vice-président de la Standard Supply and Investment Co. Ltd. et de la Franco-Canadian Investments Ltd.

BÉNÉTEAU, AMÉDÉE-J. Éducateur (Rivière-aux-Canards, Ontario, 1892 — Ottawa, *ibid.*, 24 juin 1959). Détenteur d'un doctorat de l'Université d'Ottawa, il avait commencé sa carrière comme enseignant dans les écoles primaires d'Essex et est devenu en 1913 professeur à l'École Modèle de Sandwich. En 1925, il est nommé secrétaire français de la Commission Merchant-Scott-Côté, chargée de faire enquête sur l'enseignement en français dans les écoles bilingues de l'Ontario. La compétence qu'il acquiert dans ce domaine lui vaut le poste de directeur de l'enseignement en français dans les écoles bilingues de l'Ontario. Pendant 20 ans, de 1937 à 1957, il enseigne à l'École normale d'Ottawa. Poursuivant en cela une tradition familiale, deux fois séculaire, il aura consacré 40 ans de sa vie à l'enseignement en Ontario.

BENOIST, MARIUS. Musicien et compositeur (Sainte-Anne-des-Chênes, Manitoba, 1^{er} octobre 1896 — Saint-Boniface, *ibid.*, 14 janvier 1985). Il étudie le piano et l'orgue à Saint-Boniface* puis à Montréal et se retrouve maître de chapelle à la cathédrale de Saint-Boniface (1926-1956). Il fonde la Société lyrique Gounod, le Cercle Calixa-Lavallée et la Sinfonietta dont il est le chef d'orchestre. Membre de nombreuses sociétés historiques et culturelles et récipiendaire de plusieurs prix, il signe bon nombre d'œuvres, dont *La Légende du vent*, et trois opéras : *Le Secret des Amati*, *La Rencontre dans l'escalier* et *Saint-François d'Assise*.

BENOIT, JOAN. Athlète (Cape Elizabeth, Maine, 16 mai 1957 —). Après un accident de ski qui l'empêche de pratiquer ce sport, Joan Benoit s'adonne dès son jeune âge à la course. Elle remporte le Marathon de Boston en 1979 et établit un record américain. En 1983, elle établit un record mondial au même événement sportif. En 1984, Joan Benoit remporte la médaille d'or dans sa discipline aux Jeux olympiques et six semaines plus tard, établit un autre record mondial au marathon du Philadelphia Distance Run.

BENOÏT, JOSAPHAT. Journaliste et homme politique (Sainte-Madeleine, Québec, 3 mars 1900 — Manchester, New Hampshire, 9 mai 1976). Enfant, il émigre avec ses parents à Fichtburg (Massachusetts). Après des études au Québec, il obtient un premier doctorat à Montréal et un deuxième à l'Université de Paris. De retour aux États-Unis, il enseigne puis devient rédacteur en chef de *L'Avenir* national* de Manchester. Élu maire de Manchester en 1943, il conserve cette fonction durant environ 20 ans. Co-fondateur du journal *L'Action** en 1949, il en devient rédacteur en chef. Sa production littéraire inclut *Rois ou esclaves de la machine ?* (1935), *L'Âme franco-américaine* (1935) et *Catéchisme d'histoire franco-américaine* (1939).



Josaphat Benoit

BENOIT, PAUL. Prêtre et missionnaire (Les Rousses, France, 14 janvier 1850 — Saint-Léon, France, 20 novembre 1915). Il complète un doctorat en philosophie et en théologie à Rome entre 1873 et 1875. Ordonné prêtre en 1874, il revêt, en 1877, l'habit des Chanoines* réguliers de l'Im-

maculée-Conception. Son œuvre apostolique le conduit au Canada en 1890 où il fonde, au sud-ouest de Winnipeg*, les paroisses françaises de Notre-Dame-de-Lourdes* et de Saint-Claude*. Il se retire en France en 1915. Son œuvre la plus connue est *La Vie de M^{gr} Taché* (1904).

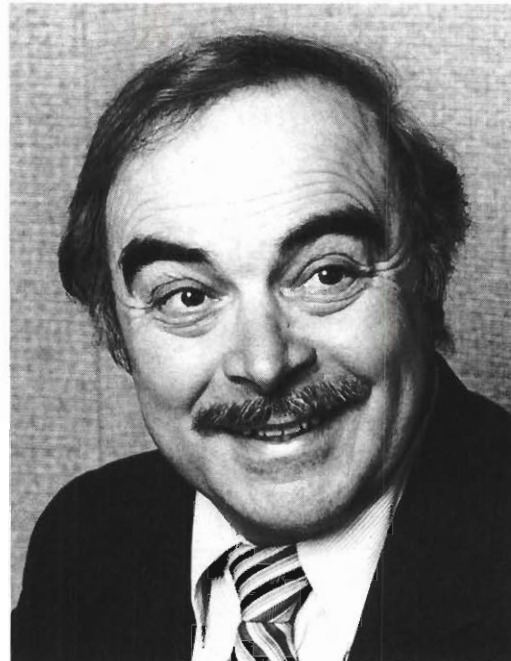
BENOÎT, PIERRE. Romancier et historien (Montréal, 1906 —). Il entreprend une carrière en journalisme en 1927. Successivement reporter, chroniqueur et traducteur à *La Patrie*, *La Presse* et *Le Canada*, il remporte en 1935 le prix d'Action intellectuelle. À compter de 1940, il est traducteur pour le gouvernement fédéral. Son premier roman, *Le Sentier couvert* (1944), l'amène à poursuivre une carrière parallèle dans le roman populaire et la biographie historique. En outre, il écrit de nombreuses pièces pour la radio et la télévision.

BERARD, DAILEY J. Ingénieur civil et homme d'affaires (Louisiane, 1929 —). Ingénieur civil de carrière, il travaille d'abord au département des Transports de l'État de la Louisiane. De 1951 à 1966, il se joint successivement à plusieurs compagnies d'exploitation pétrolière et conçoit la plupart des plates-formes de forage actuellement en utilisation au Texas et en Louisiane. Dessinateur de pipelines et de divers équipements destinés à l'extraction du pétrole, Berard fonde sa propre entreprise d'ingénierie en 1972 et ramifie progressivement ses activités dans des entreprises de fabrication, d'exportation et d'installation de matériel relié au domaine pétrolier. Figure dominante de cette industrie dans le sud des États-Unis, il signe aussi une centaine d'articles sur ses recherches et une autobiographie intitulée *Inherit the Legacy*.

BERESFORD. Village du Nouveau-Brunswick situé à 8 km au nord-ouest de Bathurst. Population totale : 3 652 habitants. Le village est créé en 1814 mais sa paroisse, Saint-Nom-de-Jésus, n'est instituée officiellement qu'en 1941. La ville industrielle voisine de Bathurst* fournit du travail à la majorité des citoyens de Beresford. Population francophone : 3 030.

BERGERON, HENRI. Annonceur à la radio et à la télévision (Saint-Lupicin, Manitoba, 17 mai 1925 —). Bachelier ès arts en 1945 du Collège* de Saint-Boniface et de l'Université du Ma-

nitoba, il abandonne des études de droit pour devenir annonceur à CKSB* de Winnipeg*, premier poste de radio français de l'Ouest. Il quitte le Manitoba en 1949 pour devenir directeur des émissions au poste CKCH à Hull. Par la suite, il est tour à tour annonceur, narrateur de films, notamment pour l'ONF, annonceur-conseil et professeur d'élocution à l'Université de Montréal. Inventeur du Mirovox, instrument qui permet l'auto-évaluation du parler, Henri Bergeron a reçu de nombreux prix et distinctions dont le trophée de Radio-Monde en 1959 et le trophée Méritas en 1966. Il est surtout connu comme animateur de l'émission « Les beaux dimanches » de Radio-Canada*, poste qu'il occupe pendant près de vingt ans.



Henri Bergeron

BERGERON, LÉANDRE. Professeur et écrivain (Saint-Lupicin, Manitoba, 1933 —). Après des études classiques et universitaires au Manitoba (1945-1954), il y enseigne le français dans les écoles secondaires. À partir de 1959, il séjourne en France où il obtient un doctorat à l'Université d'Aix-Marseille. Il commence alors une carrière dans l'enseignement universitaire au Collège militaire de Kingston (1961-1964) et à l'Université Sir George Williams de Montréal (aujourd'hui Concordia) de 1964 à 1975. Il parti-

cipe, au Québec, aux activités de certains groupes de gauche tels le Mouvement de libération populaire, le Parti socialiste du Québec et le groupe Parti pris. Inspiré par ses idées politiques, il crée en 1970 les Éditions québécoises et y publie, en 1971, le *Petit manuel d'histoire du Québec*, ouvrage de vulgarisation historique écrit selon une conception marxiste. Cet ouvrage est repris plus tard en bandes dessinées. Bergeron continue de publier des ouvrages très engagés dont une pièce de théâtre intitulée *Histoire du Québec en trois régimes* (1974), un *Dictionnaire de la langue québécoise* (1980) et *La Charte de la langue québécoise* (1981).

BÉRIault, ROLAND. Éducateur (Ottawa, 4 juillet 1912 — *ibid.*, 11 mai 1983). Il obtient un certificat de l'École normale de l'Université* d'Ottawa puis enseigne dans les écoles de cette ville de 1937 à 1942. Après avoir travaillé pendant dix ans au ministère fédéral des Finances, il retourne dans le domaine de l'éducation. Il est le premier Franco-Ontarien à être nommé membre du Comité d'orientation de la politique du ministère de l'Éducation de l'Ontario. Le rapport qu'il dépose (Rapport Bériault) devait mener à la création des écoles secondaires publiques de langue française en Ontario (1967-1969).

BERLIN. Ville du New Hampshire située au nord de l'État, à 75 km au sud de la frontière québécoise. Population totale : 15 256 habitants. C'est vers le milieu du XIX^e siècle que des Canadiens français attirés par l'infrastructure industrielle de la ville (en particulier ses usines de pâtes et papiers) affluent à Berlin. La première paroisse française y est fondée en 1867. Une nouvelle paroisse francophone vient s'adjoindre à la première en 1917. La ville abrite également des institutions francophones (l'Alliance franco-américaine) et des écoles élémentaires bilingues, telle l'Académie Saint-Régis. Population francophone : 9 224.

BERNARD, ANTOINE. Professeur et historien (Maria, Québec, 14 avril 1890 — Joliette, *ibid.*, 14 décembre 1967). Clerc* de Saint-Viateur, le frère Bernard occupe la chaire d'histoire de l'Acadie à l'Université de Montréal de 1926 à 1948. Il est également professeur invité dans plusieurs institutions au Canada et aux États-Unis. Écrivain prolifique, il est l'auteur d'une vingtaine

d'ouvrages et de quelque 700 articles de journaux et de revues. Il s'est surtout consacré à l'histoire de l'Acadie et des Acadiens en plus de s'intéresser à la Louisiane, à l'Ouest et à certaines communautés religieuses. Il a laissé des mémoires intitulés *Carnets de route* (1965).

BERNARD, HARRY. Journaliste et écrivain (Londres, Grande-Bretagne, 9 mai 1898 — Saint-Hyacinthe, Québec, 10 mai 1979). Correspondant parlementaire au *Droit** d'Ottawa (1919-1923), il devient directeur du *Courrier de Saint-Hyacinthe* en 1923. Il collabore pendant cinquante ans à divers journaux sous le pseudonyme de L'Illettré. Auteur de romans, de nouvelles et d'essais, il publie plusieurs romans psychologiques dont *Dolorès* (1932) et des études littéraires, dont *Le Roman régionaliste aux États-Unis* (1949). Son roman *La Maison vide* a pour cadre le quartier de la Côte-de-Sable d'Ottawa*.

BERNARD, JOSEPH-ALPHONSE. Marchand et homme politique (Tignish, Île-du-Prince-Édouard, 27 mars 1881 — Charlottetown, *ibid.*, 7 septembre 1962). D'abord employé d'un magasin général dans sa ville natale, il déménage à Boston à l'âge de 17 ans et devient successivement commis et conducteur de tramway. Revenu à Tignish en 1911, il se fait marchand et fonde la société Morais, Bernard & Co. Ltée. Élu député libéral du comté de Prince à l'Assemblée législative de sa province (1942-1945), Bernard accède au poste de lieutenant-gouverneur (1945-1950) et devient ainsi le premier Acadien à occuper cette fonction à l'Île-du-Prince-Édouard.

BERNIER, ALFRED. Prêtre et enseignant (Sainte-Agathe, Manitoba, 18 janvier 1882 — Saint-Boniface, *ibid.*, 17 mai 1961). Fils de sénateur, il fait ses études au Collège* de Saint-Boniface. Ordonné prêtre jésuite en 1915, il se consacre à l'enseignement au Collège de Saint-Boniface, où il passera toute sa vie. Il est l'auteur de livres et d'articles, dont *L'Humanisme classique* (1940).

BERNIER, JOSEPH. Homme politique et financier (Saint-Jean-d'Iberville, Québec, 16 août 1874 — Montréal, 8 janvier 1951). Fils de sénateur et diplômé du Collège* Saint-Boniface, il est reçu au Barreau du Manitoba en 1897. Il est élu député conservateur de Saint-Boniface* à l'As-

semblée législative provinciale à trois reprises entre 1901 et 1931. Il est secrétaire de la province pendant deux ans (1913-1915) et juge de 1933 à 1949. Administrateur de diverses institutions financières, il écrit une pièce de théâtre *L'Hôte de la Forêt*, est rédacteur en chef du journal *Le Manitoba* pendant 17 ans (1900-1917) et assume la présidence de la Société* Saint-Jean-Baptiste. Il prend sa retraite en 1949.

BERNIER, LÉO. Homme politique (Sioux Lookout, Ontario, 12 août 1929 —). Il est élu représentant conservateur de la circonscription de Kenora à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1966 et réélu six fois depuis. On lui confie en 1971 le ministère des Mines et des Affaires du Nord, puis celui des Terres et Forêts (devenu ministère des Richesses naturelles). En 1977, le premier ministre de la province crée le ministère des Affaires du Nord, que Léo Bernier dirige jusqu'à la défaite du gouvernement conservateur en 1985. Il continue cependant à s'intéresser à ce domaine d'activités comme critique officiel de l'opposition aux affaires du Nord et aux mines.

BERNIER, NOËL. Journaliste et écrivain (Saint-Hyacinthe, Québec, 1879 — Saint-Boniface, Manitoba, 28 juin 1944). Après des études de droit au Manitoba, il est rédacteur au journal *Le Manitoba** (1900-1908) et collabore également à *La Liberté**, *Le Patriote*, *L'Action* française*, *Le Devoir** et *L'Action sociale*. Président de l'Association* d'éducation des Canadiens français du Manitoba (AECFM) de 1919 à 1924, il écrit aussi deux ouvrages sur la vie culturelle de cette province : *Le Capital et le travail* (1920) et *Fannys-telle ; une fleur de France éclore en terre manitobaine* (1939).

BERNIER, PIERRE-THOMAS. Homme politique (Henryville, Québec, 15 août 1844 — Saint-Boniface, Manitoba, 30 décembre 1908). Après des études classiques au Collège de Saint-Hyacinthe (Québec), il est admis au barreau en 1869. Après une collaboration au *Courrier de Saint-Hyacinthe* et quelques années de pratique du droit, il est invité par M^{gr} Taché* à s'installer à Sainte-Agathe* (Manitoba) où il devient agriculteur. Premier maire de Saint-Boniface* (1883), il est réélu à cinq reprises. Surintendant des écoles catholiques, son poste est aboli en 1890 par la loi manitobaine interdisant

l'enseignement catholique. Nommé sénateur en 1892, il utilise sa tribune pour dénoncer les agissements du gouvernement Greenway à l'endroit des Franco-Manitobains.

BERNIER, RAYMOND. Fonctionnaire et mélomane (Winnipeg, Manitoba, 1900 — Saint-Boniface, *ibid.*, 28 mars 1984). Il obtient son baccalauréat au Collège* de Saint-Boniface puis entre au service des douanes où il restera trente-cinq ans. Très actif dans les organismes francophones, il est co-fondateur du Cercle* Molière (1926), président fondateur de la Caisse populaire de Saint-Boniface* (1938), et président de l'Association* d'éducation des Canadiens français du Manitoba (1964-1966). La ville de Saint-Boniface le proclame citoyen honoraire en 1954. Afin de propager son engouement pour la culture française et pour la musique, il tient une librairie et un magasin de disques français à Saint-Boniface entre 1967 et 1979.

BERTHIAUME-DENAULT, LAURE. Auteur et peintre (Ottawa, Ontario, 10 juin 1910 — *ibid.*, 5 février 1971). Elle étudie le chant, le piano et le violon au couvent des Sœurs grises d'Ottawa et s'initie aux beaux-arts à l'Université de Montréal. Dès l'âge de quinze ans, elle joue du violon avec l'Orchestre symphonique d'Ottawa. Plus tard, elle continue dans le domaine musical, fait de la peinture et organise plusieurs expositions d'art. Elle collabore au *Droit**, à *La Presse* et au *Petit Journal* et publie deux romans : *Marie-Jeanne* en 1937 et *Mon sauvage* en 1938.

BERTRAND. Village du Nouveau-Brunswick situé à quelques kilomètres à l'ouest de la ville de Caraquet et détaché de celle-ci en 1916. Population totale : 1 268 habitants. Des familles acadiennes ayant échappé à la Déportation* étaient venues s'y établir en 1787. Cette localité devrait son nom à un ruisseau dit le Ruisseau-à-Bertrand. Population francophone : 1 230.

BERTRAND, ELIZABETH (MITCHELL). Femme d'affaires (L'Arbre Croche, Michigan, 1762 — Sainte-Anne de Mackinac, Michigan, 1827). Métisse, elle s'engage avec son mari dans la traite de fourrures et fonde la Compagnie Mackinac. Si, sur papier, la Compagnie appartient à son époux, il s'avère que c'est elle qui en assume la direction. Sous sa gouverne, la Compa-

gnie Mackinac devient la plus importante de la région des Grands Lacs. Grâce à ses relations cordiales avec les Indiens, elle réussit à les convaincre de se ranger derrière les Britanniques durant la guerre de 1812-1814. Son intervention dans cette guerre et le retrait subséquent des troupes américaines ont des conséquences importantes sur l'issue de ce conflit. Avec l'expansion de la American Fur Company, la Compagnie Mackinac décroît en importance.

BERTRAND, HECTOR-L. Prêtre et éducateur (Warren, Ontario, 10 mars 1907 —). Membre de la Compagnie de Jésus, il est ordonné prêtre en 1939. Aumônier dans l'Armée canadienne de 1943 à 1945, il dirige ensuite l'Association des hôpitaux catholiques du Canada, domaine dans lequel il œuvre pendant vingt ans. En 1955, il fonde la seule revue hospitalière de langue française en Amérique du Nord : *L'Hôpital d'aujourd'hui*. Son rayonnement social se manifeste également dans le secteur universitaire ; il accède au rectorat du Collège de médecine de Bangalore (Inde), de 1963 à 1965, et devient vice-recteur administratif de l'Université* de Sudbury (1965-1975). Directeur du journal *Le Voyageur* (1975-1986), il est aussi récipiendaire de nombreux honneurs, dont un doctorat *honoris causa* de l'Université de Georgetown de Washington.

BESSERER, LOUIS-THÉODORE. Notaire, député et homme d'affaires (Château-Richer, Québec, 4 janvier 1785 — Ottawa, Ontario, 3 février 1861). Il étudie le notariat et est admis à la pratique en 1810. Promu capitaine lors de la guerre de 1812, il est ensuite député à la Chambre d'assemblée du Québec. Patriote de la région de Québec et déçu des événements politiques suivant la rébellion de 1837-1838, au cours de laquelle il risque l'emprisonnement, il se retire à Bytown* (Ottawa) en 1845, sur une terre spacieuse qu'il avait achetée en 1828 et qui prendra le nom de Côte-de-Sable. Homme d'affaires, il la subdivise en lots et y gagne une fortune. Il s'occupe de la transformation de Bytown en ville et donne son nom à l'une de ses rues. Il offrira le terrain nécessaire à l'érection de la future Université d'Ottawa.

BESSETTE, GÉRARD. Écrivain (Sainte-Anne de Sabrevoix, Québec, 25 février 1920 —). Il obtient son doctorat ès lettres à l'Université de

Montréal (1950) et devient professeur. De 1960 à 1979, il enseigne la littérature canadienne-française à l'Université Queen's (Kingston, Ontario). Membre de la Société royale du Canada (1966), il collabore à de nombreuses revues. Son œuvre romanesque est vaste et lui vaut plusieurs prix dont celui du Gouverneur général, en 1965 pour *L'Incubation*, et en 1972 pour *Le Cycle*, ainsi que le prix David pour l'ensemble de ses écrits. Certaines de ses œuvres, dont *Le Semestre*, ont pour cadre Kingston*.

BIARD, PIERRE. Missionnaire (Grenoble, France, 1567 ou 1568 — Avignon, *ibid.*, 17 novembre 1622). Ordonné prêtre en 1599, ce jésuite* arrive à Port-Royal* au printemps de 1611 et entreprend un travail de missionnaire auprès des Micmacs. Dès l'automne 1611, il effectue un voyage avec Biencourt à l'île Sainte-Croix et à l'embouchure de la Kennebec en territoire Abénakis. En 1613, il y établit, avec le père Massé, la mission de Saint-Sauveur (aujourd'hui Bar Harbour). Mais à l'automne de 1613, il est fait prisonnier par Samuel Argall et emmené en Angleterre, d'où il regagne définitivement la France. Il est l'auteur de la *Relation de la Nouvelle-France* (1616).

BIDDEFORD. Ville du Maine située à 24 km au sud de Portland. Population totale : 19 983 habitants. En 1605, Champlain* établit la première carte de la région. Vers le début du XIX^e siècle, des Québécois arrivent en grand nombre dans les filatures et les scieries de Biddeford. La première paroisse francophone est fondée en 1812. Une seconde paroisse est créée en 1894. Le journal français, *La Justice** est très actif durant les années trente et prend position contre l'épiscopat irlandais en Nouvelle-Angleterre. En 1970, les Franco-Américains représentent encore 75 % de la population totale. Population francophone : 12 268.

BIENVILLE : voir LE MOYNE DE BIENVILLE, JEAN-BAPTISTE

BILLON, PIERRE. Romancier (Genève, Suisse, 1937 —). Tour à tour professeur, conseiller politique et fonctionnaire, Pierre Billon poursuit à l'heure actuelle sa carrière dans le domaine des affaires culturelles et des communications. En marge de ses activités professionnelles, il écrit et

publie un premier roman en 1972, intitulé *L'Ogre de Barbarie*. Plus tard, il fait paraître *La Chausse-trappe* (1980), *L'Enfant du cinquième nord* (1982) et *Le Livre de seul* (1983).

BILLY, LOUIS-JOSEPH. Administrateur (Manchester, New Hampshire, 4 août 1885 — Ottawa, Ontario, 25 octobre 1972). Après ses études à Manchester, on le retrouve à Ottawa, comme gérant de la compagnie Duford Itée (1907-1939). Poursuivant sa carrière dans le domaine financier, il est membre-fondateur et gérant de la Caisse populaire Notre-Dame (Laurier) d'Ottawa, et membre-fondateur, président et administrateur de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario. Il est président des conseils d'administration du journal *Le Droit* et du poste de radio CKCH de Hull.

BILODEAU, ERNEST. Journaliste (Deschambault, Québec, 30 novembre 1881 — Ottawa, Ontario, 1^{er} août 1956). Après des études à l'Académie commerciale de Québec, il entre au service de la Banque nationale à Roberval puis à Amqui et ensuite à Paris. À son retour au Canada en 1913, il travaille dans l'Ouest canadien pour la Société du bon parler français. En 1914, il devient journaliste pour *Le Devoir*, *Le Nationaliste* et *Le Soleil* de Québec. Bilodeau s'installe en 1922 à Ottawa, où il est bibliothécaire-adjoint au Parlement jusqu'en 1952. Il signe quelques recueils, dont *Un Canadien errant* (1915) dans lequel il relate ses voyages.

BIRON, LOUIS-ALPHONSE. (Saint-Louis-de-Lotbinière, Québec, 28 juillet 1861 — Lowell, Massachusetts, 23 février 1947). Éduqué par le curé de Lotbinière jusqu'à 13 ans, il fréquente ensuite le Séminaire de Nicolet. En 1881, il devient journaliste à Québec. Désirant servir les Canadiens français émigrés en Nouvelle-Angleterre, il s'installe à Manchester (New Hampshire) en 1890, puis à Lowell (Massachusetts) où il collabore au quotidien *L'Étoile**, fondé par le Cercle canadien de la ville. En 1898, il crée à Nashua (New Hampshire) un hebdomadaire, *L'Impartial**, qui durera jusqu'en 1965. En 1910, il achète *L'Étoile* dans lequel il défend les intérêts des Franco-Américains. À sa mort, il est le doyen des éditeurs-propriétaires franco-américains.

BIRON-PÉLOQUIN, MARTHE. Journaliste et enseignante (Nashua, New Hampshire, 10 septembre 1919 —). Issue d'une famille de journalistes (son père, Louis-Alphonse Biron* est journaliste, rédacteur et propriétaire de journaux en Nouvelle-Angleterre), Marthe Biron perpétue la tradition familiale en se joignant à l'équipe de *L'Étoile** de Lowell entre 1939 et 1957. Elle collabore à plusieurs journaux et revues et enseigne le français avant de devenir examinatrice des candidats à l'enseignement bilingue à l'Université de Lowell en 1974. Elle est rédactrice du *Bulletin de la Fédération* féminine franco-américaine* de 1973 à 1986 (elle est présidente de cet organisme pendant 5 ans) et assume également la vice-présidence de la Société* historique franco-américaine à compter de 1984. Elle reçoit plusieurs honneurs et décorations dont un doctorat *honoris causa* du Collège* de l'Assomption de Worcester.

BLAIS, ARISTIDE. Médecin et sénateur (Berthier, Québec, 18 octobre 1875 — Vancouver, Colombie-Britannique, 10 novembre 1964). Diplômé en médecine de l'Université* Laval de Québec (1899), il séjourne à Paris pendant deux ans pour parfaire sa formation. De retour au Canada en 1901, il s'installe à Edmonton* (Alberta) pour exercer sa profession de chirurgien. Vice-président du Club Laurier (1910), organisation créée pour regrouper les francophones de l'Ouest, le docteur Blais sert sous le drapeau canadien comme officier médical pendant le premier conflit mondial. Après la guerre, il continue de pratiquer la médecine à Edmonton jusqu'à sa nomination au Sénat en 1940.

BLAIS, JEAN-JACQUES. Avocat et homme politique (Sturgeon Falls, Ontario, 27 juin 1940 —). Détenteur d'un baccalauréat ès arts de l'Université d'Ottawa en 1961 et diplômé en droit d'Osgoode Hall à Toronto en 1966, il exerce sa profession d'avocat à Sturgeon* Falls. Élu député libéral du Nipissing au parlement fédéral en 1972, il est réélu en 1974, 1979 et 1980. Il devient successivement secrétaire parlementaire, ministre des Postes, solliciteur général du Canada, ministre des Approvisionnements et Services et ministre de la Défense nationale. Défait aux élections de 1984, il revient à la pratique du droit à Ottawa.

BLANCHARD, CORINNE. Journaliste (Caraquet, Nouveau-Brunswick, 15 octobre 1905 — *ibid.*, 11 mars 1973). Elle étudie au couvent de Tracadie* et à l'École normale de Fredericton* où elle obtient un certificat d'enseignement. Correspondante à *L'Évangéline** pendant plusieurs années, elle s'illustre surtout par la fondation du journal *Le Voilier** de Caraquet*. De plus, elle signe un livre sur sa ville natale intitulé *Caraquet et quelques bribes de son histoire*. Très engagée dans la vie culturelle acadienne, elle participe notamment à la création d'un musée local.

BLANCHARD, FRANÇOIS. Agronome (Caraquet, Nouveau-Brunswick, 30 novembre 1898 —). Après avoir travaillé comme manœuvre au Canada et aux États-Unis, il entreprend des études en sciences agricoles qu'il complète à l'Université Cornell de New York en 1938. Devenu agronome en 1931, il pratique sa profession à Caraquet*, en Acadie, d'abord au service d'une compagnie privée, puis pour le ministère de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick (1931-1966). Fondateur de la Coopérative de Rogersville, Blanchard développe la culture du chou de Bruxelles et en fait l'activité principale de cette localité, reconnue aujourd'hui comme le plus important centre de production de ce légume au Canada.

BLANCHARD, JÉRÉMIE. Homme politique (Rustico, Île-du-Prince-Édouard, 26 septembre 1859 — Duvar, *ibid.*, 17 mars 1939). Cultivateur de métier, il se porte candidat, sous la bannière conservatrice, aux élections générales de l'Île-du-Prince-Édouard en 1890, mais connaît la défaite. L'année suivante, il tente en vain d'obtenir un siège au Conseil législatif. En 1893, il est élu à l'Assemblée législative de sa province, mais, en 1897, il quitte la politique active pour plusieurs années. En 1919, Blanchard tente, sans succès, un retour à la vie politique, cette fois comme candidat libéral du comté de Prince. Il est finalement élu en 1922, réélu en 1923 puis en 1927. Dès sa rentrée en chambre, il est nommé ministre sans portefeuille, poste qu'il occupe une première fois en 1923, puis à nouveau de 1927 à 1931.

BLANCHARD, JÉRÉMIE-ELMER. Homme politique (Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, 6 mars 1927 — North Lake, *ibid.*, 20 septembre

1970). Avocat, il exerce sa profession à Charlottetown à partir de 1953. En 1963, il devient secrétaire privé du lieutenant-gouverneur de sa province. Puis en 1966, il est élu député libéral du comté de Queens à l'Assemblée législative de l'île et est appelé au cabinet comme ministre du Travail, de la Main d'œuvre et des Ressources. En 1969, il est nommé solliciteur général de l'Île-du-Prince-Édouard.

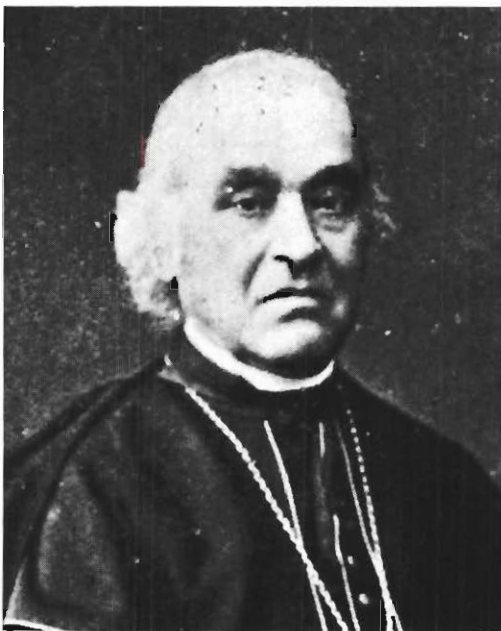
BLANCHARD, J. HENRI. Professeur (Rustico, Île-du-Prince-Édouard, 16 juin 1881 — Halifax, Nouvelle-Écosse, 14 janvier 1968). Formé à Charlottetown, à Guelph (Ontario) et à l'Université de la Sorbonne, il enseigne d'abord le français et l'histoire dans sa province natale et devient vice-principal du collège Prince of Wales à Charlottetown, poste qu'il occupe pendant onze ans entre 1937 et 1948. Par la suite, il enseigne à l'Université Mount Allison à Sackville (Nouveau-Brunswick). Il apporte également sa contribution à diverses associations vouées à la défense des intérêts politiques et culturels de l'Acadie et du Canada français. C'est ainsi qu'il siège au Conseil* de la vie française de 1937 à 1964 et qu'il assume la présidence de la Société* Saint-Thomas d'Aquin puis celle de la Société* nationale des Acadiens. Il publie également des ouvrages et des essais pour les Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard, dont *Les Acadiens de l'Île Saint-Jean* (1921), *Histoire des Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard* (1927), *Rustico, une paroisse acadienne* (1938). Le Conseil de la vie française lui décerne le prix Champlain en 1967 pour l'ensemble de son œuvre.

BLANCHARD, MATHILDE : voir LANDRY-BLANCHARD, MATHILDE

BLANCHARD, NEWTON. Avocat et homme politique (Rapides, Louisiane, 1849 — Shreveport, *ibid.*, 22 juin 1922). Diplômé en droit de l'Université Tulane de la Louisiane en 1870, il exerce par la suite sa profession à Shreveport, puis se lance dans la politique, carrière qu'il poursuit pendant plus de quarante ans. De 1880 à 1893, il est élu représentant démocrate au Congrès de l'État. En 1894, il est élu au Sénat américain. De 1897 à 1904, il est élu juge de la Cour suprême de la Louisiane, puis gouverneur de la Louisiane en 1904. Après un retour à la pratique

du droit en 1908, il est invité à présider la Commission constitutionnelle de l'État.

BLANCHET, AUGUSTIN-MAGLOIRE. Évêque (Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, Québec, 22 août 1797 — Vancouver, Colombie-Britannique, 25 février 1887). Ordonné prêtre à Québec en 1821, il exerce d'abord son ministère paroissial dans le Bas-Canada, puis à Chéticamp* (Nouvelle-Écosse), jusqu'en 1826. En 1846, il est sacré évêque de Walla-Walla, situé le long de l'Oregon* Trail (devenu Nesqually, Oregon, en 1850), où œuvre déjà son frère, François Norbert Blanchet*. Fondant plusieurs missions, il invite en 1856 les Sœurs* de la Providence à s'établir en Orégon.



M^{gr} François Norbert Blanchet

BLANCHET, FRANÇOIS NORBERT. Prêlat (Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, 3 septembre 1795 — Oregon, 18 juin 1883). Ordonné prêtre en 1819, il prend en charge, dès 1820, la mission de Richibouctou* (Nouveau-Brunswick). Il est le premier missionnaire sur la côte du Pacifique septentrional (1838) où il se réserve la partie méridionale de la Colombie-Britannique. Sans négliger les Amérindiens, il se consacre surtout à la population d'origine européenne et métisse. Nommé évêque en 1846, puis archevêque de l'Orégon en 1850, il effectue, en 1857, un voyage au Canada d'où il ramène des prêtres et des reli-

gieuses. De plus, M^{gr} Blanchet est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Historical Studies of the Catholic Church in Oregon* (1878).

BLANCHETTE, ROMÉO. Évêque (St-George, Illinois, 6 janvier 1913 —). Après des études théologiques à Mundelein (Illinois) et à Rome, il est ordonné prêtre en 1937. De 1939 à 1949, il effectue des tâches administratives à l'archidiocèse de Chicago (Illinois). Puis, il est nommé successivement chancelier (1949), vicaire général (1950), évêque auxiliaire (1965) et évêque (1966) du diocèse de Joliet en Illinois.

BLEZARD VALLEY. Localité de l'Ontario intégrée depuis 1973 à la municipalité de Valley East, située à 10 km au nord de Sudbury. Population totale : 900 habitants. Fondée vers la fin des années 1880, ses premiers habitants sont des bûcherons et des agriculteurs francophones. Au XX^e siècle, l'expansion de l'exploitation minière provoque un déclin de l'agriculture de la région, en attirant la main d'œuvre grâce à des salaires plus avantageux et en générant une pollution nuisible aux récoltes. La paroisse Notre-Dame-du-Rosaire, fondée en 1901, dessert la population francophone. On y trouve également une école élémentaire du même nom. Population francophone : environ 600.

BLIND RIVER. Ville de l'Ontario, située à 165 km environ à l'ouest de Sudbury, à l'embouchure de la rivière Missisagi. Population totale : 3 444 habitants. Vers 1860, on y ouvre une scierie, attirant ainsi dans cette région bûcherons et commerçants francophones. Depuis 1935, la vie économique est dominée par la compagnie forestière McFadden. La paroisse Sainte-Famille est fondée en 1902. Population francophone : 980.

BOGY (BAUGY), LOUIS-VITAL. Homme politique (Sainte-Geneviève, Missouri, 9 avril 1813 — Saint-Louis, *ibid.*, 20 septembre 1877). Fils d'un pionnier francophone de la région de Kaskaskia, (Illinois), il est diplômé en droit (1835) et s'installe à Saint-Louis pour exercer sa profession (1836-1861). Participant étroitement en tant qu'avocat au développement du chemin de fer et des mines de fer dans le Midwest américain, il est élu à la Législature de son État en 1840, 1841, 1854 et 1855. Président du conseil municipal de Saint-Louis en 1872, Bogy, un dé-

mocrate, devient, l'année suivante, le deuxième sénateur des États-Unis qui soit d'origine canadienne-française. Il s'éteint durant la cinquième année de son mandat.

BOILEAU, GEORGES. Prêtre et professeur (Sainte-Geneviève de Pierrefonds, Québec, 27 août 1885 — Montréal, 22 août 1946). Ordonné en 1911, il travaille à Maniwaki, à Montréal puis au scolasticat d'Edmonton* en Alberta, où il est professeur d'écriture sainte (1918-1920). Après un second stage à Montréal, il retourne dans l'Ouest et enseigne au Collège* Mathieu de Gravelbourg* (Saskatchewan) avant d'être nommé visiteur des écoles françaises de la province (1927-1930). Pendant deux ans, il est chargé de la rédaction de la revue mensuelle *L'Ami* du foyer*. Il retourne définitivement dans l'Est en 1934. Le père Boileau est l'auteur de plusieurs chants patriotiques dont certains portent sur les Fransaskois.

BOÎTE À POPICOS. Troupe théâtrale professionnelle pour enfants et adolescents fondée en 1978 à Edmonton* en Alberta. Elle offre aux enfants franco-albertains des ateliers en classe afin qu'ils acquièrent une connaissance du théâtre. La troupe présente des spectacles d'auteurs de la région ou des créations collectives, telle *Les années perdues*, et dessert les besoins de l'Alberta et des autres provinces de l'Ouest en théâtre professionnel pour enfants. La troupe publie un cahier pédagogique accompagnant chacune de ses productions.

BOLDUC, JEAN-BAPTISTE-ZACHARIE. Missionnaire (Saint-Joachim, Québec, 30 novembre 1818 — Québec, 8 mai 1889). Ordonné prêtre en 1841, il part pour les missions du Pacifique. Premier prêtre catholique à visiter l'île de Vancouver (1843), il exerce la plus grande partie de son ministère à Willamette en Orégon (1843-1850). De retour dans l'Est, il devient procureur de l'archevêché de Québec (1867-1889). Il est l'auteur d'un journal de voyage, *Mission de la Colombie*, publié en 1845.

BONAMI, DIT LESPÉRANCE, ALEXIS. Voyageur et guide (Saint-Michel de Yamaska, Québec, 27 novembre 1796 — Saint-François-Xavier, Manitoba, 11 décembre 1890). Issu d'une famille de commerçants de fourrures, il s'engage

comme voyageur pour la Compagnie* de la baie d'Hudson et se rend dans l'Ouest où, pendant plus d'un demi-siècle, il occupe un rôle de premier plan comme guide et chef de convois de bateaux. Il inaugure un nouveau service, la brigade au portage La Loche. Ce tracé particulièrement difficile sur plus de 6 000 kilomètres, de la rivière Rouge au portage Methy (Saskatchewan), le rend célèbre. Il se distingue surtout pour ses connaissances approfondies de la route.

BONFIELD. Village du nord de l'Ontario sur les bords du lac Nipissing à l'est de North Bay. Population totale : 1 704 habitants. Les premiers habitants, des bûcherons venus de l'est de l'Ontario et du Québec, y font le transport du bois du lac Nipissing à la rivière des Outaouais. Même si le chantier reste ouvert jusqu'en 1952, l'agriculture devient la principale activité de la population. Population francophone : 955.

BONIER, MARIE-LOUISE. Historienne et animatrice (North Smithfield, Rhode Island, 4 janvier 1867 — Woonsocket, *ibid.*, 1927). Très active dans la communauté francophone de Woonsocket*, Marie-Louise Bonier est fondatrice et présidente du Cercle Marie-Louise, qui s'occupe d'activités culturelles et sociales pour les jeunes filles francophones de la ville. Elle se fait surtout connaître par la publication du livre *Débuts de la colonie franco-américaine de Woonsocket, Rhode Island* (1920). Grâce à la description généalogique de certaines familles d'origine canadienne-française venues s'établir à Woonsocket et grâce à la présentation des réussites politiques, commerciales et industrielles de certains de ces nouveaux Franco-Américains, elle donne une image précise de l'évolution de cet important centre francophone de la Nouvelle-Angleterre.

BONNEAU, ALFRED. Journaliste et éditeur (Saint-Jean, Québec, 14 octobre 1862 — Biddeford, Maine, décembre 1920). D'abord comptable, puis greffier-adjoint des comités au Parlement du Québec, Bonneau s'expatrie en 1889 à Lowell (Massachusetts) où il devient rédacteur de *L'Étoile**. En 1893, il occupe les mêmes fonctions à *L'Observateur* de Biddeford. Trois ans plus tard, il fonde *La Justice** dont il est propriétaire-rédacteur. Par le biais de ce journal, il combat avec acharnement les visées assimilatrices de l'évêque du lieu, M^{gr} Louis Walsh et prône la na-

turalisation des francophones pour augmenter leur pouvoir politique. Frappé d'interdiction par M^{re} Walsh, il n'en continue pas moins de défendre les intérêts francophones et de soutenir le Comité permanent de la cause nationale.

BONNYVILLE. Municipalité de l'Alberta située à 220 km au nord-ouest d'Edmonton. Population totale : 4 454 habitants. Le père Bonny, missionnaire français, fonde une paroisse et édifie en 1910 la première église catholique du district près de Moose Lake, à 3 km à l'ouest de la ville actuelle. La même année, il ouvre un bureau de poste qui est nommé Bonnyville en son honneur. Les premiers contingents de colons arrivés trois ans plus tôt, en 1907, sont canadiens-français. En 1911, on y fonde une mission protestante et française. Population francophone : 1 065.

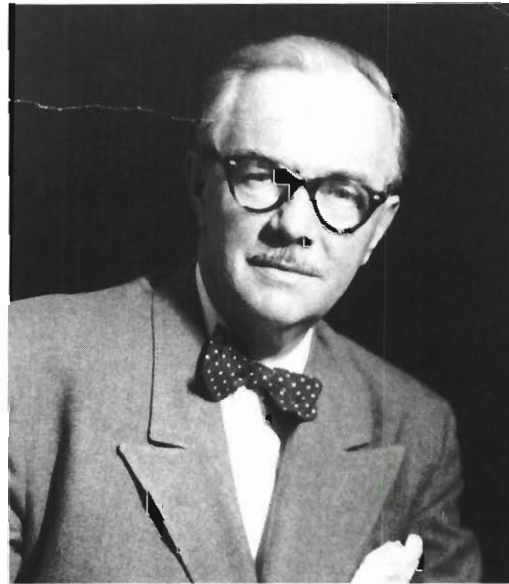
BORDELONVILLE : voir AVOYELLES

BOTTINEAU, PIERRE. Guide d'expédition (Rivière-Rouge, Minnesota, 1817 — Red Lake, *ibid.*, 26 juillet 1895). Métis né d'un Canadien français et d'une Indienne, il s'établit à Fort Smelling (États-Unis) en 1837 et travaille comme guide et interprète pour le compte de la American Fur Company. En 1841, il s'installe sur une concession à l'endroit où se trouve actuellement la ville de Saint-Paul* (Minnesota). Fondateur de Maple Grove ou Bottineau's Prairies, au Dakota, il entreprend plusieurs expéditions sur le fleuve Fraser (1859), en Idaho (1862) et au Missouri (1863). Un comté du Dakota porte aujourd'hui son nom.

BOUCHER, FRANÇOIS. Violoniste (Montréal, 1860 — Kansas City, 1936). Dès l'âge de 16 ans, il se rend à Liège en Belgique pour parfaire la pratique de son instrument musical en compagnie du réputé violoniste Massart. En 1881, il ouvre un magasin de musique à Ottawa et devient, peu après, professeur à Toronto et finalement à Kansas City. Sa maîtrise du violon en fait un musicien remarqué dans les concerts de sociétés philharmoniques.

BOUCHER, GASPARD. Éditeur et homme politique (Notre-Dame-du-Portage, Québec, 3 février 1897 — Edmundston, Nouveau-Brunswick, 18 avril 1955). D'abord agronome au Québec, il s'établit à Edmundston* à l'âge de 23 ans. Journaliste au quotidien *Le Madawaska** en 1921, il

en fait l'acquisition peu après et y assume jusqu'à son décès les fonctions de rédacteur. Élu député libéral du comté de Madawaska à l'Assemblée législative de sa province en 1935, il conserve son siège en 1939, 1944 et 1948, mais le perd en 1952. Boucher remplit aussi les fonctions de président de la Chambre (1936-1939), de ministre sans portefeuille, de président de la Commission de l'électricité du Nouveau-Brunswick (1941-1949) et de secrétaire provincial (1949-1952). Quittant la politique provinciale, il entre à la Chambre des communes en 1953 comme représentant du comté de Restigouche-Madawaska (Nouveau-Brunswick), mais meurt au cours de son mandat en 1955.



Gaspard Boucher

BOUCHER, GEORGES-ALPHONSE. Écrivain (Rivière-Bois-Clair, Québec, 13 septembre 1865 — Concord, New Hampshire, 9 janvier 1956). Médecin de carrière, il s'installe à Brockton (Massachusetts) en 1890 pour exercer sa profession. Poète à ses heures, il signe un premier recueil intitulé *Ode à Québec*. Il fait paraître ensuite *Je me souviens* qui sera édité à trois reprises (1937, 1938, 1939). La seconde guerre mondiale lui inspire un autre recueil, *Sonnets de guerre* (1943). Boucher écrit également *Chants du nouveau monde*, édité en 1946 et réédité en 1950 et 1952. À sa mort en 1956, il laisse ses mémoires en manuscrit, intitulés *Vie abrégée*.

BOUCHER, JEAN-CLAUDE. Sénateur (Rivière-Ouelle, Québec, 20 juin 1894 — Lewiston, Maine, 24 mars 1960). Au tournant du siècle, sa famille émigre en Nouvelle-Angleterre et s'installe à Lewiston*. Très tôt initié au monde des affaires, il devient un entrepreneur prospère. Sa carrière politique débute en 1933 comme échevin de sa ville. Deux ans plus tard, il devient sénateur de l'État du Maine pour la circonscription d'Androscoggin, poste qu'il assume jusqu'à sa mort.

BOUCHER, WILLIAM ALBERT. Homme politique (Saint-Louis, Saskatchewan, 12 novembre 1889 — Port Colborne, Ontario, 23 juin 1976). Fermier et marchand à Prince Albert, il est préfet de la municipalité de Saint-Louis* pendant 16 ans. Élu en 1948 et de nouveau en 1949, il est député libéral de Prince-Albert à la Chambre des communes. Il devient sénateur en 1957.

BOUCHETTE, ROBERT-ERROL. Bibliothécaire et écrivain (Québec, 2 juin 1863 — Ottawa, Ontario, 13 août 1913). Il fait ses études de droit à Québec, est admis au barreau (1895) et pratique le notariat à Québec et à Montréal. Il est nommé conservateur de la bibliothèque du Parlement à Ottawa (1900), poste qu'il occupe jusqu'à sa mort. Il publie des essais et un roman à thèse, *Robert Lozé* (1903), dans lequel il préconise le développement économique comme instrument d'émancipation pour le Québec.

BOUCTOUCHE. Village du Nouveau-Brunswick situé à 52 km au nord-est de Moncton. Population totale : 2 476 habitants. Fondé en 1784 par cinq familles acadiennes revenues de leur exil, il est réputé pour la richesse exceptionnelle de ses bancs d'huîtres et pour ses usines d'apprêtage du poisson. Sis au pays de la Sagouine, ce village évoque le folklore de l'Acadie tel que le représente l'écrivain Antonine Maillet*. Population francophone : 2 310.

BOUDREAU, ALEXANDRE. Professeur (Chéticamp, Nouvelle-Écosse, 9 février 1910 —). Après des études classiques au Collège de Lévis, puis en agronomie à l'École d'agriculture à Ste-Anne-de-la-Pocatière, il obtient en 1943 sa maîtrise en administration publique de l'Université Harvard. De 1938 à 1948, il enseigne à l'Université* Laval, en plus d'organiser et de diriger une

fédération de coopératives, les Pêcheurs-Unis de Québec. Devenu fonctionnaire fédéral, il est nommé consul général du Canada à Boston en 1957. En 1960, il devient directeur des relations publiques et de l'extension de l'enseignement à l'Université Saint-Joseph. De 1966 à 1975, il dirige l'Institut d'éducation permanente à Memramcook. Prenant sa retraite à Chéticamp* en 1975, il y fonde une coopérative d'alimentation.

BOUDREAU, DANIEL : voir COSTE, DONAT

BOUDREAU, EDDY. Poète (Petit-Rocher, Nouveau-Brunswick, 4 mars 1914 — Québec, 9 avril 1954). Orphelin adopté par une famille d'Allardville (Nouveau-Brunswick), il devient paraplégique en 1929. En 1940, il entre à l'hôpital pour n'en plus sortir. Il collabore à divers journaux, dont *L'Évangéline** et *La Vallée de la Chaudière*, ainsi qu'à plusieurs revues telles que *L'Action catholique* et *Le Travailleur*. Poète de la souffrance, il publie deux recueils de poésie : *La Vie en croix* (1948) et *Vers le triomphe* (1950). Il est le frère de Daniel Boudreau également connu sous le nom de Donat Coste*.

BOUDREAU, LOUIS. Joueur de base-ball (Harvey, Illinois, 17 juillet 1917 —). Diplômé d'un collège de l'Illinois en 1939, il se découvre de grandes aptitudes sportives, spécialement au basket-ball et au base-ball. Pratiquant surtout ce dernier sport, il se joint aux Indiens de Cleveland (1938-1950), puis occupe, tout en restant joueur de l'équipe, le poste de gérant (1942-1950). Boudreau devient ainsi le plus jeune dirigeant d'une équipe dans l'histoire de la ligue américaine. Déclaré le meilleur frappeur (1944) et le joueur le plus important (1948) de cette ligue, il est successivement joueur (1950-1952) et gérant (1952-1955) des Red Sox de Boston. Occupant enfin la direction des Athletics de Kansas City (1955-1957), il accède au Temple de la Renommée en 1970.

BOUDREAU, ROLAND. Homme politique (Pointe-Verte, Nouveau-Brunswick, 19 octobre 1935 —). Après des études au Collège* Saint-Joseph de Memramcook et au Collège* Sacré-Cœur, Roland Boudreau travaille avec son père dont il achète le magasin général en 1963. Quelques années plus tard, il est élu maire de son

village natal. En 1974, élu député conservateur à la législature du Nouveau-Brunswick pour le comté de Nigadoo-Chaleur, il est nommé ministre des Ressources naturelles. En 1978, il est membre du Workmen's Compensation Board. Boudreau est également membre du bureau des directeurs du Collège de Bathurst.

BOUDRIA, DON. Député (Hull, Québec, 30 août 1949 –). D'abord fonctionnaire, il est élu conseiller du canton de Cumberland (Ontario) en 1976, puis député libéral de Prescott-Russell à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1981. Depuis 1984, il représente la circonscription ontarienne de Glengarry-Prescott-Russell à la Chambre des communes du Canada. Critique officiel du gouvernement en matière d'agriculture, il se fait remarquer par ses propos acerbes à l'endroit du gouvernement. Il est le président-fondateur de la section ontarienne de l'Association* internationale des parlementaires de langue française.

BOUDROT, CHARLES. Navigateur et homme politique (Arichat, Nouvelle-Écosse, 1822 -- Liscomb, *ibid.*, 30 juin 1883). On ignore tout des années de formation de ce marin de carrière. Devenu pilote de navire, il passe sa vie à naviguer le long des côtes du Cap Breton* et s'adonne au commerce et au transport des marchandises. En 1874, il est élu député indépendant à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse. Quatre ans plus tard, il est nommé au Conseil législatif de sa province et y siège jusqu'à sa mort.

BOUILLON, GEORGES. Prêtre et architecte (Rimouski, Québec, 10 février 1841 -- Ottawa, Ontario, 7 avril 1932). D'abord Frère* des Écoles chrétiennes de 1865 à 1866, il est ordonné prêtre en 1874. Passionné d'architecture religieuse, il réalise les plans de plusieurs édifices ecclésiastiques, dont les cathédrales d'Ottawa* et de Rimouski, les églises du Bic, de Trois-Pistoles, de Fall* River (Massachusetts), etc. Il occupe la fonction de procureur diocésain du diocèse d'Ottawa de 1885 à 1896.

BOULANGER, JOSEPH. Médecin (Montréal, 5 janvier 1875 -- Edmonton, Alberta, 8 juillet 1963). Diplômé en médecine de l'Université Laval de Montréal (1906), il poursuit des études à New York et à Paris. Il s'établit ensuite dans

l'Ouest canadien où il joue un rôle de premier plan dans la vie culturelle. Président de la Société* Saint-Jean-Baptiste d'Edmonton* (1915-1918), fondateur du journal *Le Canadien* français* (1915), il se crée une réputation de pamphlétaire, de grand voyageur et de travailleur infatigable.

BOURASSA, HENRI. Homme politique et journaliste (Montréal, 1^{er} septembre 1868 -- *ibid.*, 31 août 1952). Fils du peintre et écrivain Napoléon Bourassa* et petit-fils de Louis-Joseph Papi-neau*, il termine ses études au Collège Holy Cross de Worcester (Massachusetts). Député fédéral du comté québécois de Labelle (1896-1904 et 1925-1935), il est aussi député provincial de Saint-Hyacinthe (1908-1912). Il fonde à Montréal le quotidien *Le Devoir** (1910), qu'il dirige jusqu'en 1932 et dans lequel il écrit de nombreux articles sur les grands dossiers nationaux, notamment le nationalisme canadien et les grandes causes de la francophonie hors Québec. Outre ses écrits journalistiques, il publie de nombreuses études, dont *Les Écoles du Nord-Ouest* (1905) et *La Langue française au Canada, ses droits, sa nécessité, ses avantages* (1915).



Henri Bourassa

BOURASSA, NAPOLÉON. Peintre et romancier (L'Acadie, Québec, 21 octobre 1827 -- La-

chenaie, *ibid.*, 27 août 1916). Après des études classiques au Collège de Montréal, il étudie la peinture à Montréal puis à Rome (1852-1855). À son retour, il séjourne tour à tour à Montebello, à Saint-Hyacinthe et à Montréal, et partage son temps entre la peinture, le dessin et la littérature. Très actif dans les milieux artistiques du Québec durant la seconde moitié du XIX^e siècle, il a laissé de nombreuses œuvres, dont deux intéressent l'histoire de l'Amérique française. C'est ainsi qu'il a tracé les plans de l'église de Fall* River dans le Massachusetts, construite entre 1892 et 1896. Il est également l'auteur d'un roman historique consacré à la déportation des Acadiens et intitulé *Jacques et Marie* (1866).

BOURBONNAIS. Village du nord de l'État de l'Illinois. Fondé comme colonie agricole en 1830 par Noël Levasseur*, originaire de Yamaska au Québec, le village doit son nom à la famille de François Bourbonnais qui tenait un petit poste de traite sur la rivière Kankakee vers 1800. Pendant la première moitié du XIX^e siècle, environ 1 000 familles francophones s'y établissent. Durant la seconde moitié du siècle le village est divisé par le schisme de l'abbé Chiniquy* suivi de ses fidèles. L'arrivée du chemin de fer en 1853 déplace le centre d'attraction commercial de Bourbonnais vers Kankakee*, provoquant le déménagement de plusieurs familles francophones. Malgré cela, les quelque 200 familles françaises qui y demeurent se regroupent autour de l'église (1858), du couvent des sœurs de la Congrégation* de Notre-Dame (1861), du collège des Clercs* de Saint-Viateur (1865) et fondent le *Journal de Bourbonnais* en 1888.

BOURDON, JOSEPH-CHARLES DIT ROSARIO. Musicien et compositeur (Montréal, 6 mars 1885 — New York, 24 avril 1961). Dès l'âge de neuf ans, il commence à étudier le violoncelle. Son évolution musicale le mène à Bruxelles, puis dans une tournée européenne où il fait figure d'enfant prodige surnommé Rosario. Membre de l'Orchestre symphonique de Cincinnati (1902-1903), de Philadelphie (1904-1908) et de Saint-Paul (1908-1911), il acquiert une réputation qui dépasse de loin les frontières de son pays natal. En 1911, il devient directeur musical d'une compagnie d'enregistrement puis exerce, à partir

de 1923, la même fonction à la radio de la National Broadcasting Corporation.

BOURG, MATHURIN. Missionnaire (Rivière-aux-Canards, près de Grand'Pré, Acadie, 9 juin 1744 — Saint-Laurent, Québec, 20 août 1797). Il a onze ans lorsqu'avec sa famille il est déporté en Virginie (1755) puis en Angleterre (1756-1763). Après le traité de Paris (1763), il fait ses études de théologie en France et revient au Canada où il est ordonné prêtre en 1772. Il retourne en Acadie l'année suivante — il serait le premier prêtre à y revenir après la Déportation — et, de 1774 à 1795, il est vicaire général des missions d'Acadie. Durant la guerre d'Indépendance américaine (1775-1783), il est chargé de missions religieuses et diplomatiques auprès des Amérindiens qu'il réussit à convaincre de rester neutres.

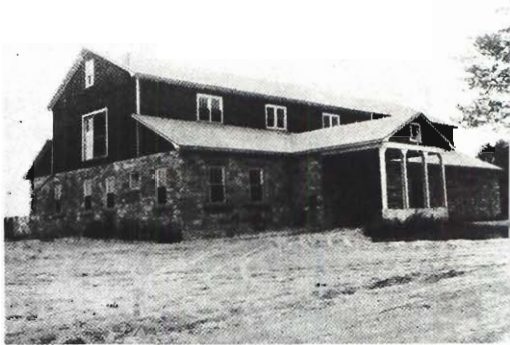
BOURGEOIS, JOSEPH. Homme d'affaires et politicien (Moncton, Nouveau-Brunswick, 20 février 1901 — *ibid.*, 25 novembre 1977). Après des études à l'Université* Saint-Joseph à Memramcook, il se lance dans les affaires et devient marchand. Intéressé par la vie politique, il est d'abord échevin puis maire adjoint de Moncton*. En 1952, il est élu député conservateur à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick et, en 1957, il est nommé ministre sans portefeuille. En 1960, il retourne à son commerce.

BOURGEOIS, PHILÉAS-FRÉDÉRIC. Prêtre et éducateur (Memramcook, Nouveau-Brunswick, 3 avril 1855 — Moncton, *ibid.*, 3 avril 1913). Membre de la Congrégation* de Sainte-Croix, il enseigne la littérature et l'histoire dans divers collèges administrés par sa communauté à Memramcook, à Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse) et à Montréal. Tout au long de sa carrière, il prépare et fait paraître plusieurs outils pédagogiques dont *l'Histoire du Canada en 200 leçons* paru en 1903.

BOURGEOIS, ULRIC. Photographe (Fulford, Québec, 1874 — Manchester, New Hampshire, septembre 1963). Il obtient en cadeau son premier appareil photographique à l'âge de 11 ans. Après son mariage en 1899, il émigre à Manchester*, où il ouvre un studio de photographie. Pour gagner sa vie, il fait également de la photographie technique et met sur pellicule des scènes de ville qui deviendront des cartes postales

ou des illustrations de livres et de brochures. Pour son plaisir, il croque sur le vif des scènes de la vie quotidienne aussi bien en Nouvelle-Angleterre qu'au Québec, où il revient en visite à l'occasion. Les photographies qu'il a laissées constituent un document visuel important sur son époque. Sa vie a inspiré le film québécois *J.A. Martin, photographe*.

BOURGET. Ville de l'Ontario, située à 50 km à l'est d'Ottawa, sur la rivière Nation. Le village est d'abord connu sous le nom de The Brook ; en 1910, à la demande du curé de l'endroit, le père Léon Calixte Raymond, il prend le nom de Bourget en l'honneur de M^{gr} Ignace Bourget*. Les premiers habitants qui s'installent dans la région, en 1855, sont originaires des comtés de Beauharnois et des Deux-Montagnes au Québec. Ils développent principalement les industries laitière et avicole et mettent sur pied différentes organisations francophones dont les premières sont les Forestiers catholiques et l'Association* catholique de la jeunesse canadienne. À Bourget se déroulent plusieurs manifestations à caractère francophone, dont la plus importante est la fête* de la Saint-Jean-Baptiste. La population, de plus de 1 000 habitants, est presque entièrement francophone.



La Fromagerie coopérative de Bourget en 1943

BOURGET, IGNACE. Évêque (Lauzon, Québec, 30 octobre 1799 — Montréal, 8 juin 1885). Ordonné prêtre en 1822, il est nommé secrétaire de l'évêque de Montréal, M^{gr} Lartigue, puis occupe la cure de la paroisse de Saint-Jacques. Intronisé évêque du diocèse de Montréal en 1837, il prend en charge la direction du diocèse après le décès de M^{gr} Lartigue en 1840. Apôtre du mouvement de colonisation, Bourget fonde huit nou-

velles missions sur les rives de l'Outaouais et jette ainsi les bases du diocèse de Bytown (Ottawa) qui naît en 1847. Faisant venir d'Europe de nombreuses congrégations religieuses, il participe à la fondation du diocèse de Toronto (1841) et à la diffusion de la foi catholique en Ontario ; il encourage également la colonisation francophone dans l'Ouest. M^{gr} Bourget est aussi connu pour ses démêlés retentissants avec les libéraux et les sulpiciens. Un collège du Québec, à Rigaud, et un village de l'Est ontarien perpétuent sa mémoire.



M^{gr} Bourget

BOURNEUF, FRANÇOIS-LAMBERT. Marin et député (Rénéville, France, 1787 — Grosses-Coques, Nouvelle-Écosse, 16 mai 1871). Devenu matelot à l'âge de 21 ans, il se rend aux îles Saintes et en Guadeloupe. Sur le chemin du retour, son navire est détourné par la flotte anglaise, qui emprisonne l'équipage à Halifax*. Après trois ans de captivité, il réussit à s'enfuir et s'établit à Grosses-Coques dans la Baie*-Sainte-Marie. Tantôt enseignant, tantôt homme d'affaires alors qu'il se lance dans la construction de navires, il finit par servir le comté de Digby pendant 16 ans comme député à la Législature provinciale. *L'Évangéline** publiée en 1892 une

partie de ses *Mémoires*, qu'il commence à rédiger vers 1859.

BOURQUE, ANDRÉ-THADDÉE. Prêtre-missionnaire et enseignant (Beaumont, Nouveau-Brunswick, 27 juillet 1854 — Memramcook, *ibid.*, 28 juin 1914). Après des études au Collège* Saint-Joseph, il enseigne quelques années avant d'entrer chez les Pères* de Sainte-Croix. D'abord professeur de musique, puis missionnaire aux Indes et dans l'Ouest canadien, il revient au Nouveau-Brunswick comme vicaire à Chatham puis à Campbellton, avant de retourner à l'enseignement de la musique au Collège Saint-Joseph. Auteur de plusieurs chants d'inspiration patriotique, il signe également un recueil de contes, légendes et traditions acadiennes : *Chez les anciens Acadiens. Causeries du grand-père Antoine* (1911).

BOURQUE, THOMAS-JEAN. Médecin et homme politique (Memramcook, Nouveau-Brunswick, 11 mai 1864 — Richibouctou, *ibid.*, 16 février 1952). Devenu médecin en 1889, il exerce sa profession à Richibouctou*. Élu représentant conservateur du comté de Kent à l'Assemblée législative de sa province en 1908, il occupe cette fonction jusqu'en 1917. Appelé au Sénat la même année, Bourque y siège par la suite pendant 35 ans.

BOUTAL, ARTHUR ET PAULINE. Arthur, journaliste et metteur en scène (Seyches, France, 1887 — Saint-Boniface, Manitoba, 15 juin 1941). Pauline, née Le Goff, artiste peintre et femme de théâtre (Bretagne, France, 1894 —). Arthur Boutal émigre au Canada en 1904, à Saint-Boniface. D'abord journaliste au *Nouvelliste*, puis au *Soleil de l'Ouest*, il est gérant de l'imprimerie La Liberté. En 1916, il épouse Pauline Le Goff qui était venue au Canada en 1909 et travaillait comme typographe au *Nouvelliste*. Tous deux s'intéressent au théâtre. Ils sont membres de la troupe du Cercle* Molière dès ses débuts en 1925. Arthur y fait une quinzaine de mises en scène et Pauline, comédienne, décoratrice, maquettiste, dessinatrice des costumes et des décors, en est la présidente de 1941 à 1968. Première francophone de l'Ouest à devenir membre de l'Ordre du Canada, elle a également reçu la Médaille de la reconnaissance, les Palmes académiques et, en 1981, l'Ordre des francophones d'Amérique. On considère le couple Boutal

comme les pionniers du théâtre d'expression française dans l'Ouest canadien.

BOUTIN, ERNEST A. Sénateur (Lewiston, Maine, 1906 —). Orphelin de père, il débute modestement comme balayeur de planchers. Bientôt, il monte sa propre entreprise de nettoyage et prospère. En 1941, il se porte candidat à la Législature du Maine et est élu avec une majorité écrasante. Il renouvelle cet exploit en 1943 et en 1945. En 1947 et à nouveau en 1949, il est élu sénateur représentant le comté d'Androscoggin. Ses affaires et sa carrière politique ne l'empêchent pas d'être actif dans les sociétés franco-américaines ; notamment, les Montagnards, l'Institut Jacques Cartier et le Cercle canadien.

BRADETTE, JOSEPH-ARTHUR. Homme politique (Saint-Urbain, Québec, 16 octobre 1886 — Cochrane, Ontario, 12 septembre 1961). Marchand et fermier de métier, il débute sa carrière publique comme candidat dans le comté de Témiscamingue-Nord (Ontario) aux élections fédérales de 1925 et connaît la défaite. Élu député libéral de cette même circonscription à la Chambre des communes en 1926 et en 1929, il se fait réélire dans le comté de Cochrane en 1935, 1940, 1945 et 1949. Bradette exerce la fonction de président suppléant de la Chambre (1943-1945). Il est nommé au Sénat en 1953.

BRAMPTON. Ville de l'Ontario située à 20 km au nord-ouest de Toronto. Population totale : 149 030 habitants. Ville industrielle, Brampton attire des francophones venus du Québec ou du nord de l'Ontario au cours des années 1960. Ils viennent avant tout pour des raisons économiques et s'intègrent vite à leur nouveau milieu. Par conséquent, à l'exception du Cercle de l'amitié, centre culturel situé à Streetsville (à 8 km de Brampton), il n'existe aucun organisme destiné à animer la vie française dans la ville. Population francophone : 2 405.

BRANCH, JAMES. Prêtre et écrivain (Burnsville, Nouveau-Brunswick, 26 novembre 1907 — Ottawa, Ontario, 2 novembre 1980). Après des études au Collège* du Sacré-Cœur de Bathurst*, James Branch entre au séminaire d'Halifax et est ordonné prêtre en 1933. La même année, répondant à l'appel de M^{re} Arthur

Melançon, il se retrouve à Gravelbourg* (Saskatchewan) où, pendant vingt-cinq ans, il entreprend à la presse et à la radio une campagne anti-communiste. En 1956, il se fixe à Ottawa, où il devient aumônier militaire. Partiellement paralysé, il prend sa retraite en 1976. Il publie six pièces de théâtre, dont *L'Émigrant acadien* (1929) et *Jusqu'à la mort !... pour nos écoles* (1929) où il vante le terroir acadien et promeut l'idée des écoles françaises au Manitoba.

BRANDA, JEANNE-LYDIA. Religieuse et écrivain (Saint-Romain-la-Virvée, France, 13 août 1877 — Ottawa, Ontario, 17 mars 1963). Venue à Ottawa en 1915, elle y établit la congrégation* des Sœurs de l'Institut Jeanne d'Arc (1919), dont elle est la supérieure jusqu'en 1942 ; de plus, durant ces années, elle y enseigne le français. Elle fonde, en 1914, la *Revue Jeanne d'Arc* et en assume la rédaction jusqu'en 1957. Poète, elle écrit cinq recueils dont *Vers le bien* (1916) et *Vers le vrai* (1928). Sa production littéraire lui vaut d'être faite Officier d'académie et lauréate de l'Institut de France.

BRAUD, ALEXANDRE. Professeur (Saint-Nicolas de Redon, France, 16 décembre 1872 — Québec, 22 juin 1939). Entré à 20 ans chez les Eudistes* du Collège* Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse), il est ordonné prêtre à Halifax* en 1895. Il enseigne d'abord au Collège* Sacré-Cœur puis à celui de Sainte-Anne dont il devient le supérieur. Missionnaire dans l'île d'Anticosti, il termine sa carrière à Montréal et à Québec. Outre une pièce écrite en alexandrins et intitulée *Subercase*, il signe plusieurs articles sur les Acadiens de la Baie*-Sainte-Marie, dans la revue eudiste *Le Saint-Cœur de Marie*.

BRAULT, EUGÈNE. Journaliste (Woonsocket, Rhode Island, 16 avril 1871 — New Bedford, Massachusetts, 16 octobre 1936). Encore étudiant au Séminaire de Saint-Hyacinthe en 1886, il suit sa famille qui s'installe à Providence* (Rhode Island). Après une brève initiation au droit, il entre à l'emploi du journal *L'Indépendant** de Fall River (Massachusetts), puis opte, en 1911, pour le *Journal* de New Bedford. Il y fonde, en 1912, un hebdomadaire appelé *Le Petit Journal* qui paraît pendant 22 ans. Eugène Brault publie aussi le recueil de poésie *Amicis* sous le pseudonyme de Jean Gaston.

BRAULT, GÉRARD J. Professeur (Chicopee Falls, Massachusetts, 7 novembre 1929 —). Bachelier ès arts du Collège* de l'Assomption à Worcester et maître ès arts de l'Université Laval, il est docteur de l'Université de Pennsylvanie où il enseigne la langue et la littérature françaises. Spécialiste du Moyen Âge, il est l'auteur d'une traduction de la *Chanson de Roland* en 1978 et d'un ouvrage de terminologie héraldique médiévale. Il s'intéresse aussi à la langue et à la culture des Franco-Américains. En 1986, il publie la synthèse *The French-Canadian Heritage in New England*.

BRAULT, LUCIEN. Archiviste et historien (Ottawa, Ontario, 10 juillet 1904 — Aylmer, Québec, 3 janvier 1987). Après des études à l'Université d'Ottawa, il entre à la fonction publique fédérale (1923) puis aux Archives publiques du Canada (1927). Professeur à l'Université d'Ottawa (1937-1961) et au Collège militaire royal de Kingston (1962-1977), il a écrit de nombreux ouvrages sur l'histoire d'Ottawa et de la région outaouaise, dont *Ottawa, capitale du Canada* (1942) et *Histoire des comtés unis de Prescott-Russell* (1965).

BREAU, HERBERT. Homme politique (Sheila, Nouveau-Brunswick, 5 décembre 1944 —). Diplômé en commerce de l'Université* de Moncton, il se dirige d'abord vers le monde des affaires et est membre de la Chambre de commerce de Tracadie*. Élu député libéral de Gloucester à la Chambre des communes, à l'élection générale de 1968, il est réélu successivement en 1972, 1974, 1979 et 1980. Président du groupe interparlementaire Canada-États-Unis et du groupe de travail sur les relations Nord-Sud, il est nommé secrétaire parlementaire au ministère de l'Industrie et du Commerce en 1972, puis au ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources et au ministère des Affaires extérieures en 1974. En 1984, il accède au Cabinet comme ministre des Pêches et Océans. Il est toutefois défait aux élections générales de septembre 1984.

BREAUX-BRIDGE : voir SAINT-MARTIN

BREAUX, JOHN. Homme politique (Crowley, Louisiane, 1^{er} mars 1944 —). Licencié en sciences politiques de l'Université Southwestern en Louisiane en 1964, il termine son doctorat en

droit à la State University en 1967. Élu représentant démocrate au Congrès américain en 1972, il est remarqué pour son travail en faveur des industries agricoles. Durant sa carrière, il vise à améliorer les lois sur l'exploitation et la production de l'énergie en plus de s'intéresser à la protection de l'environnement.

BRESLAY, RENÉ-CHARLES DE. Prêtre et missionnaire (Gans, France, juin 1658 — Paris, 4 décembre 1735). Sulpicien venu en Nouvelle-France en 1694, il exerce d'abord son ministère à la paroisse Notre-Dame de Québec et en assume la cure de 1696 à 1703. Au cours des seize années suivantes, il est curé à l'Île-aux-Tourtres (près de Vaudreuil). En 1720, il est nommé vicaire général de l'évêché de Québec et à la même époque il est envoyé à l'île Saint-Jean (aujourd'hui, l'Île-du-Prince-Édouard) dont il est le premier curé et où il fonde Port-La-Joie (près de Charlottetown aujourd'hui). Par la suite, on le retrouve à la cure de Louisbourg*, puis à la tête de la paroisse de Port Royal* de 1724 à 1730. Peu après, il retourne à Paris où il se retire dans un séminaire sulpicien.

BRETON, PAUL-ÉMILE. Prêtre (Saint-Hyacinthe, Québec, 14 septembre 1902 — Edmonton, Alberta, 17 juin 1964). Ordonné prêtre oblat en 1930, il enseigne au juniorat de Colebrook (New Hampshire) (1930-1931), puis à l'Université* d'Ottawa (1931-1932). Après avoir été vicaire au Québec (1932-1939), il s'installe à Edmonton* (1939-1953) où il est rédacteur du journal *La Survivance** et secrétaire de l'Association* canadienne-française de l'Alberta. Grand promoteur de la radio française dans l'Ouest, il fonde le poste CHFA d'Edmonton (1948), lié par la suite à la chaîne française de Radio-Canada* (1952). Il est, en outre, l'auteur d'ouvrages à caractère religieux et historique.

BRETON, RAYMOND-JULES. Professeur (Montmartre, Saskatchewan, 19 août 1931 —). Ayant reçu un baccalauréat de l'Université du Manitoba, une maîtrise de l'Université de Chicago et un doctorat de l'Université Johns Hopkins, il enseigne la sociologie à l'Université de Toronto à compter de 1965. Il est directeur du groupe de recherche en sciences sociales de Montréal (1957-1964), directeur de l'Institut de recherche sur la politique publique

(Toronto, 1976-1981) et président du groupe consultatif en études sociales. Il est auteur et co-auteur de plusieurs ouvrages portant sur l'intégration des immigrants, les frontières culturelles au Canada et les problèmes de langue au Canada, au Québec et en Acadie.

BREYNAT, GABRIEL-JOSEPH-ÉLIE. Missionnaire et évêque (Saint-Vallier, France, 6 octobre 1867 — Écully, *ibid.*, 10 mars 1954). Ordonné prêtre oblat (1892), il part évangéliser les populations du Grand Nord canadien (1901-1943) ; il est le premier vicaire apostolique du Mackenzie. Puisqu'il utilise fréquemment l'avion dans ses tournées, il publie *L'Évêque volant* (1952) où il raconte ses tribulations au sein des tribus nomades des Territoires du Nord-Ouest et de l'océan Arctique.

BRIÈRE, Éloïse. Professeur (Northampton, Massachusetts, 1946 —). Après avoir obtenu un baccalauréat ès arts de l'Université du Massachusetts, elle entreprend des études qui la conduisent dans plusieurs pays francophones dont la France et le Sénégal. En 1981, elle obtient un doctorat en français de l'Université de Toronto. Après avoir enseigné le français au Sénégal et l'anglais en France, elle revient en Amérique et enseigne le français à l'Université de Toronto (1975-1978) puis à l'Université de Rutgers, New Jersey (1981-1984) et enfin, à l'Université de l'État de New York à Albany à compter de 1979. Parallèlement à ses activités d'enseignante, elle coordonne de nombreux projets ; elle dirige notamment depuis 1983 les collections « Franco-American and Quebec Heritage ». Elle anime un programme radiophonique intitulé « Points de vues franco-américains » (1982-1983) portant sur l'histoire orale des Franco-Américains du Massachusetts. Brière est également co-fondatrice de la Fédération franco-américaine de New York (1981), présidente du Conseil de l'Assemblée des Franco-Américains et membre de plusieurs associations, entre autres, l'American Council for Québec Studies et le Rassemblement des écrivains et artistes franco-américains. Elle publie aussi de nombreux articles, essais et livres, notamment : *Rendez-vous : la France et la francophonie* (1982), *The North American French Language in New York State* (1982), *Franco-American Profiles* (1984), *Littérature et mentalités*

populaires : la Nouvelle-Angleterre (1986). Elle est récipiendaire de nombreux honneurs et décorations qui soulignent son dévouement à la cause du français.

BRODEUR, HÉLÈNE. Écrivain (Saint-Léon de Val-Racine, Québec, 13 juillet 1923 —). Enfant, elle déménage avec sa famille à Val-Gagné dans le nord de l'Ontario. Après des études à l'Académie Sainte-Marie d'Haileybury et à l'Université d'Ottawa, elle débute sa carrière comme institutrice dans une école de rang à Val-Gagné, puis devient professeur de français et d'histoire à South Mountain (Ontario). Elle laisse l'enseignement et devient agente d'information au gouvernement fédéral de 1964 à 1977, puis prend sa retraite pour se consacrer à la rédaction d'une trilogie intitulée *Chroniques du Nouvel-Ontario*. Les deux premiers volumes, *La Quête d'Alexandre* (1981) et *Entre l'aube et le jour* (1983), sont acclamés par la critique et couronnés de quelques prix littéraires. Ils font revivre l'histoire du développement du Nord de l'Ontario depuis le début du XX^e siècle.

BROUSSARD DIT BEAUSOLEIL, JOSEPH. Colon et milicien (Port Royal, Nouvelle-Écosse, 1702 — Lafayette, Louisiane, 1765). Établi à Le Cran au sud de Moncton (Nouveau-Brunswick) en 1740, il prend part à des escarmouches contre les Anglais en 1747. Déclaré hors-la-loi la même année, il récidive en 1755 lorsque les Français et les Anglais s'affrontent à nouveau dans la péninsule de Chignectou à l'occasion du siège du fort Beauséjour. Condamné à l'errance et réfugié dans les bois durant la Déportation* de 1755, il continue à résister avec quelques Acadiens, puis se livre aux Anglais en 1758. Sa captivité dure jusqu'au traité* de Paris en 1763, qui lui permet de rejoindre les siens en Louisiane. Broussard demeure encore aujourd'hui un symbole de la résistance de l'Acadie. Un groupe de musique populaire (Beausoleil-Broussard*), dont le répertoire s'inspire du folklore acadien, a d'ailleurs adapté une forme dérivée de son nom durant les années 1970.

BROUSSARD, EDWIN SYDNEY. Homme politique (Iberia, Louisiane, 4 décembre 1874 — *ibid.*, 19 novembre 1934). Bachelier en sciences de l'Université d'État de la Louisiane (1896), il enseigne dans les écoles primaires de

son État, participe à la Guerre de Cuba où il atteint le rang de capitaine, puis fait des études en droit à l'Université Tulane (1901). Après une brève période de pratique à New* Iberia, il est élu procureur du comté (1903). Démocrate progressiste, il est élu au Sénat américain (1920-1933). Durant son mandat, il s'est opposé vigoureusement au Ku Klux Klan et à la dictature du gouverneur de la Louisiane, Huey P. Long ; il a également été l'auteur d'un amendement prévoyant l'indépendance des Philippines.

BROUSSARD, JAMES. Professeur (Saint-Martinville, Louisiane, 22 mai 1881 — Bâton-Rouge, *ibid.*, 2 novembre 1942). Docteur ès lettres et professeur de langue et de littérature françaises à l'Université d'État de la Louisiane (Bâton-Rouge*), ce descendant de Joseph Broussard*, dit Beausoleil, lance un mouvement d'échanges de professeurs grâce auquel des professeurs canadiens sont invités à venir enseigner en français à Bâton-Rouge. Il participe aussi, vers 1937, à l'implantation d'un programme d'enseignement en langue française au niveau primaire. En 1942, il représente la Louisiane au Comité* de la survivance française.

BROUSSARD, ROBERT. Avocat et homme politique (New Iberia, Louisiane, 17 août 1864 — *ibid.*, 2 avril 1918). Après ses études de droit à l'Université Tulane à la Nouvelle-Orléans, il exerce sa profession à New* Iberia, puis devient procureur de l'État de 1892 à 1897. Représentant démocrate au Congrès américain de 1897 à 1915, il est élu au Sénat américain en 1915.

BRÛLÉ, ÉTIENNE. Explorateur et interprète (Champigny-sur-Marne, près de Paris, vers 1592 — Huronie, Canada, vers juin 1633). Personnage mal connu, vraisemblablement arrivé au Canada avec Champlain (1608), il est le premier Blanc à pénétrer en Huronie pour y apprendre la langue algonquine et devenir interprète. Il est tout probablement le premier Européen à avoir exploré les lacs Ontario (1615), Huron, Supérieur (1621-1623) et Érié (1626), ainsi que la baie Georgienne et la péninsule du Niagara. Ayant pris le parti des frères Kirke lors de leur prise de Québec (1629), il est accusé de trahison par Champlain. Il meurt en Huronie dans des circonstances mal connues.

BRUN, RÉGIS. Écrivain (Cap-Pelé, Nouveau-Brunswick, 21 décembre 1937 —). Diplômé en histoire de l'Université* de Moncton en 1970, il est d'abord archiviste au Centre* d'études acadiennes avant de se consacrer à temps plein à la recherche et à l'écriture. Il fait paraître des romans, dont *Le Mariecomo* (1974), qui met en scène des sorciers de la côte sud du Nouveau-Brunswick. Il s'intéresse également à l'histoire acadienne et publie, en 1982, *De Grand Pré à Kouchibouguac* et *Pionnier de la nouvelle Acadie*, en 1984.

BRUNEAU, FRANÇOIS-JACQUES. Magistrat (Lac Vert, Saskatchewan, décembre 1809 — Saint-Boniface, Manitoba, 26 juin 1865). Sa famille s'installe à la Rivière-Rouge* en 1822 et il fait ses études au Collège* de Saint-Boniface. Il enseigne quelque temps, puis se consacre avec profit à l'agriculture. Actif dans la colonie, ce Métis* est nommé magistrat de l'un des districts judiciaires d'Assiniboia (1850), juge (1851) et membre du Conseil (1853). C'est le deuxième laïque de langue française à y siéger, après Cuthbert James Grant.

BRUNELLE, RENÉ. Homme politique (Pen-tanguishene, Ontario, 22 janvier 1920 —). Il étudie aux universités d'Ottawa et de Toronto, et à l'Université Khaki à Londres. Élu député conservateur de Cochrane-Nord en 1958 à l'Assemblée législative de l'Ontario, il est réélu plusieurs fois par la suite et devient successivement ministre des Terres et Forêts, des Mines, des Services sociaux et communautaires, président du Cabinet, secrétaire de la province au développement des ressources et ministre responsable des services de langue française. En 1981, il se retire de la vie politique et devient directeur au Conseil d'administration de la compagnie Northern Telecom et conseiller des affaires extérieures à la compagnie Spruce Falls Power & Paper, dont il deviendra directeur au conseil d'administration en 1983.

BRUXELLES. Village du Manitoba situé à 160 km au sud-ouest de Winnipeg. Bien que la fondation officielle ne date que de 1892, les premiers colons arrivent dans la région dès 1870. Ce village doit son nom à la présence de colons belges qui constituent alors plus de la moitié de la population. Un de leurs compatriotes, le journaliste Louis Hacault, rédacteur du *Courrier de Bruxel-*

les en Belgique, s'établit dans la région en 1891. À cause de son dévouement, on le considère comme l'un des fondateurs de la paroisse. Au tournant du siècle, Bruxelles compte une population d'environ 500 âmes, dont une trentaine de Canadiens français. Une première école est établie en 1888 et, en 1914, les Sœurs ursulines de Malines y ouvrent un couvent. De nos jours, la vie culturelle française y est toujours présente. L'économie du village repose depuis ses débuts sur l'agriculture mixte et l'industrie laitière.



Mère Bruyère

BRUYÈRE, ÉLISABETH. Religieuse (L'Assomption, Québec, 19 mars 1818 — Ottawa, Ontario, 5 avril 1876). Fille de militaire, devenue orpheline en bas âge, elle est confiée aux soins de son cousin, l'abbé François Caron. En 1839, après quelques années d'enseignement, elle entre chez les Sœurs de la Charité (les Sœurs grises) de l'Hôpital général de Montréal. En 1845, sœur Bruyère est envoyée à Bytown (aujourd'hui Ottawa) avec mission d'y établir une communauté des Sœurs de la Charité; celle-ci s'affranchira graduellement de la maison mère montréalaise pour obtenir sa propre règle (1856). Trois mois après son installation à Bytown, mère Bruyère a déjà inauguré ses œuvres principales: école, hospice, orphelinat et noviciat. Son nom est particu-

lièrement associé à la fondation de l'Hôpital général d'Ottawa (1860). Elle fonde un pensionnat à Cornwall* (1848), une école à Buffalo (1857) et envoie des missionnaires chez les Algonquins et les Cris (1866). Sous sa direction, un total de 25 institutions ont été fondées en Ontario, au Québec et dans l'État de New York par les Sœurs grises de la Croix d'Ottawa, qui, en 1876, compaient 189 religieuses.

BUFFALO PLAINS : voir GRANDE-PRAIRIE

BUGNET, GEORGES. Auteur et journaliste (Chalon-sur-Saône, France, 23 février 1879 — Saint-Albert, Alberta, 11 janvier 1981). Après avoir été journaliste pour quelques journaux français, il émigre au Canada en 1905. Il s'établit à Rich Valley au nord d'Edmonton* où pendant plus de cinquante ans il cultivera la terre. Il collabore à l'hebdomadaire français *L'Union** d'Edmonton, est membre et secrétaire de sa commission scolaire et un des directeurs de la grande « unité » scolaire du lac Sainte-Anne. C'est sous le pseudonyme d'Henri Doutremont qu'il publie ses deux premiers romans, *Le Lys de sang* (1923) et *Nipsya* (1924).

BUJOLD, GENEVIÈVE. Comédienne (Montréal, 1^{er} juillet 1942 —). Après des études au Conservatoire d'art dramatique de Montréal, elle fait ses débuts au Canada, puis en France, en participant à diverses productions cinématographiques. C'est en 1969 que sa carrière internationale commence. Sa participation remarquable au film anglo-américain *Anne of a Thousand Days*, avec Irène Papas et Richard Burton lui vaudra une nomination pour un Oscar. Elle poursuit ensuite sa carrière au Québec (*Kamouraska*, 1973), puis aux États-Unis, où on la retrouve dans des films tels que *The Trojan Women* (1971), *Obsession* (1976) et *Coma* (1978).

BUNKIE : voir AVOYELLES

BUOTE, FRANÇOIS-JOSEPH. Journaliste (Tignish, Île-du-Prince-Édouard, 1^{er} novembre 1861 — *ibid.*, 20 février 1922). Après avoir séjourné plusieurs années aux États-Unis, F.-J. Buote revient à Tignish et fonde, avec son père, le journal *L'Impartial**. Tour à tour imprimeur (1893-1904), rédacteur et administrateur (1904-1915), il occupe en plus les fonctions de

président de la Société nationale de l'Assomption (1908-1913) et de secrétaire de la Commission d'éducation provinciale (1909). La première guerre mondiale ayant interrompu en 1915 la parution de son journal, Buote tente de le rééditer en 1922, mais meurt peu avant d'y parvenir.

BUOTE, GILBERT. Éducateur et journaliste (Miscouche, Île-du-Prince-Édouard, 20 février 1833 — Tignish, *ibid.*, 16 juillet 1904). Détenteur d'un diplôme d'instituteur de l'École normale de Charlottetown, il étudie ensuite au Québec, puis enseigne dans les écoles de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et du Maine. En 1889, il devient directeur d'école à Tignish*. En 1893, il fonde avec son fils François-Joseph Buote, le premier journal français de l'Île-du-Prince-Édouard, *L'Impartial*, qui lui survivra jusqu'en 1915. Il y écrira de nombreux articles sur l'histoire et la généalogie acadiennes. Un prix créé en 1983 par la Société* historique acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard et décerné à l'auteur du meilleur ouvrage d'histoire acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard honore aujourd'hui son nom.

BUREAU DU COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES. Mis sur pied en 1969 pour faire suite à la promulgation de la Loi des langues officielles, qui déclare que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada, ce bureau est chargé de veiller à ce que chaque institution fédérale dispense ses services dans ces deux langues. Un commissaire, désigné pour une période de sept ans, est responsable de l'application de cette loi. Il a le pouvoir d'ordonner une enquête en cas de non-respect de la loi et de transmettre ses recommandations aux personnes ou aux groupes concernés. Il est également tenu de chercher les cas potentiels de violation de la loi. Chaque année, le commissaire dépose un rapport dans lequel il résume la situation. Depuis la création du bureau, trois commissaires se sont succédés : Keith Spicer, Max Yalden et d'Iberville Fortier.

BUREAU DU COORDONNATEUR DES SERVICES EN FRANÇAIS : voir OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

BURLINGTON. Ville du Vermont située à 60 km au sud de la frontière québécoise. Population totale : 38 633 habitants. Des Québécois s'y ins-

tallent au milieu du XIX^e siècle pour travailler principalement dans les industries du textile, du bois et du papier. En 1850, la première paroisse canadienne-française y est créée. Ludger Duvernay* y fonde *Le Patriote*. Érigée en ville en 1865, Burlington est aujourd'hui la plus grande ville du Vermont et abrite de nombreuses industries ainsi que d'importantes institutions d'enseignement et de recherche. Population francophone : 4 622.

BURLINGTON. Ville de l'Ontario située à l'extrémité ouest du lac Ontario à 11 km au nord-est de Hamilton. Population totale : 114 853 habitants. Ville industrielle dotée de nombreuses usines manufacturières, Burlington prend son essor surtout après la seconde guerre mondiale. Durant les années cinquante et soixante, plusieurs Québécois y sont attirés par les conditions économiques favorables. Ils y fondent, en 1968, la paroisse Saint-Philippe et le club Alouette, qui publie un mensuel appelé *Le Fran*. Population francophone : 2 240.

BURQUE, FRANÇOIS-XAVIER. Prêtre, poète et essayiste (Saint-Hyacinthe, Québec, 20 avril 1851 – Québec, 22 octobre 1923). Ordonné prêtre en 1874, il enseigne au Séminaire de Saint-Hyacinthe jusqu'en 1882, date à laquelle il devient, pour plus de 20 ans, curé de Saint-Louis de Fort Kent dans le Maine. Il publie plusieurs articles dans la presse franco-américaine et québécoise et il laisse également des études et recueils de poèmes, dont *le Nouveau Chansonnier canadien-français* (1921) et *Élévations poétiques* (2 vol. : 1906, 1921).

BURQUE, HENRI ALPHONSE. Juge (Nashua, New Hampshire, 30 septembre 1879 – *ibid.*, 9 février 1947). Diplômé en droit de l'Université de Boston, il exerce sa profession dans sa ville natale à compter de 1903. De 1911 à 1914, il est procureur et greffier de Nashua* puis maire de la ville à deux reprises (entre 1920 et 1924. Nommé juge de la Cour supérieure de l'État en 1924 et juge en chef de la même Cour en 1937, il accède à la Cour suprême du New Hampshire en 1941. En outre, il fait partie des conseils d'administration de plusieurs compagnies qui ont leur siège social au New Hampshire.

BUTLER, ÉDITH. Auteur, compositeur et interprète (Paquetville, Nouveau-Brunswick, 27 juillet

1942 –). Alors qu'elle poursuit ses études à l'Université* de Moncton, qui lui décerne un baccalauréat ès arts en 1964, elle se fait connaître comme interprète du folklore acadien. Elle se produit ensuite à la télévision où, en plus de son répertoire de chansons folkloriques acadiennes, elle offre au public ses premières compositions. Elle enregistre plusieurs disques à partir du début des années 1970 et connaît le succès sur la scène canadienne et internationale, notamment en France. Entre temps, elle apporte son concours à la création acadienne et participe à la fondation des Éditions* d'Acadie et de l'Association pour l'aide à la création artistique et littéraire. Outre ses disques, elle a également publié *L'Acadie sans frontières*, un recueil de chansons et de poèmes acadiens.

BUTTE-LA-ROSE : voir SAINT-MARTIN

BUTTES AMIRAULT : voir PUBNICO

BYTOWN : voir OTTAWA

C

CABANE À SUCRE, LA. Festival annuel créé à Edmonton* en 1946 sous le patronage de l'Association* canadienne-française de l'Alberta (ACFA) dans le but de rassembler les francophones de cette province et de commémorer cette tradition canadienne-française. Cette manifestation culturelle comporte aussi des spectacles folkloriques, des expositions d'artisanat, de la musique, du théâtre francophone et l'élection d'une Mademoiselle cabane à sucre. Attirant de quatre à cinq mille personnes chaque année, ce festival se tient depuis 1978 à Fort Edmonton.

CABANO, THÉÂTRE DU. Troupe de théâtre fondée à Ottawa en 1979. D'abord composée d'étudiants amateurs, elle acquiert un statut professionnel en 1983. Son orientation artistique vise la recherche, voire la définition d'un style qui lui soit propre, à la fois inspiré par la comédie musicale américaine et par le vaudeville européen. Le Théâtre du Cabano joue trois à quatre pièces par année. Il se consacre aussi à l'improvisation, *Impro-Cabano* (1982-1983), à la création collective, *Wo minute* (1982-1983), et à la mise en scène des scénarios de ses membres : *Moé aussi j'aime ben gros* (1982-1983) et *Le Tambour* (1986).

CADIEUX, JEAN. Économiste (L'Original, Ontario, 29 août 1923 —). Diplômé en études commerciales de l'Université de Montréal en 1946 et docteur en sciences économiques de l'Université d'Aix-en-Provence (France) en 1970, il dirige une firme de gestion et siège à de nombreux conseils d'administration. Entre 1963 et 1967, il dirige la *Revue économique* avant d'assumer, en 1968-1969, la direction de la *Revue* de l'Université de Moncton*. Entre 1974 et 1979, il est recteur de l'Université* de Moncton. Durant sa carrière universitaire, il s'intéresse aux questions socio-économiques et publie, entre autres, *Le Bilinguisme au Nouveau-Brunswick* (1967) et *Les Coûts sociaux au Nouveau-Brunswick* (1972).

CADIEUX. Coureur des bois (? — Sept Chutes, Québec 1709). Afin de sauver la vie de ses compagnons de voyage, il se serait sacrifié en opérant une diversion pour les Iroquois. Avant de mourir, il aurait écrit sur une écorce de bouleau une chanson appelée *Complainte de Cadieux* relatant les circonstances de sa mort. Sa complainte deviendra célèbre parmi les voyageurs.

CADIEUX, LORENZO. Prêtre et éducateur (Granby, Québec, 10 novembre 1903 — Sudbury, Ontario, 7 décembre 1976). Il étudie à Montréal et à Edmonton*, puis est ordonné prêtre jésuite en 1937. Docteur en philosophie et en histoire, il enseigne ces deux matières au Collège* du Sacré-Cœur de Sudbury* (Ontario) de 1940 à 1957. Il devient professeur et directeur du Département d'histoire à l'Université* de Sudbury (1957-1960), puis professeur à l'Université* Laurentienne de la même ville (1960-1969). Fondateur de la Société historique du Nouvel-Ontario (1942) et de la Société canadienne de l'histoire de l'Église catholique, il est l'auteur d'ouvrages historiques et de biographies. Son œuvre lui vaut le prix Champlain en 1958.

CADILLAC, ANTOINE LAUMET, DIT DE LAMOTHE. Militaire et gouverneur (Les Laumets, France, 5 mars 1658 — Castelsarrasin, *ibid.*, 15 octobre 1730). Il arrive au Canada en 1684 et, l'année suivante, participe à l'expédition de M. de La Barre contre les Iroquois. Peu après, il s'installe à Québec et reçoit en 1688 un fief sur la rivière Ouaguek (rivière Union, près de Mount Desert, Maine). En 1693, il est nommé capitaine et reçoit, l'année suivante, le comman-

dement de Fort-Michillimakinac où il s'adonne au commerce des fourrures jusqu'en 1697, lorsque le Roi ordonne l'abandon du fort. Cadillac s'emploie alors à établir un poste sur les Grands Lacs; il s'agit du fort Pontchartrain (aujourd'hui Détroit); fait gouverneur de la Louisiane (1710-1717), il fait entre temps de la prospection et découvre une mine de cuivre en Illinois (1716). Remplacé comme gouverneur en 1717 par M. de L'Espinay, il retourne en France où il termine sa vie. Une ville du Michigan et une grande marque de voitures portent son nom.

CAHOKIA. Poste de traite des fourrures et établissement militaire français situé sur le Mississippi en face de Saint-Louis (Missouri). Établi comme mission en 1699 sous le nom de Sainte-Famille de Tamarois, le poste périclite après la fondation de Saint-Louis* en 1764 et la reddition du fort de Chartres l'année suivante. Ces événements marquent le début de l'exode de beaucoup de francophones. Le caractère français subsiste pendant un certain temps, attesté encore en 1830 par l'écrivain écossais James Stuart dans son ouvrage *Trois Ans en Amérique du Nord*.

CAISSES POPULAIRES : voir FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES ACADIENNES; FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES D'ONTARIO; ALLIANCE DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO; FARMER'S BANK OF RUSTICO



Village de pêcheurs cajuns

CAJUN. Terme désignant une personne descendant d'Acadiens arrivés en Louisiane après la dé-

portation de 1755. Si l'origine étymologique du mot cajun est indiscutable (cajun vient d'acadien), l'évolution du concept est l'objet d'hypothèses diverses. Selon la plus plausible, les Acadiens déportés (chez qui la tradition orale l'emportait) se disaient originaires de « La Cadié » ; ils étaient donc des « Cadiens » (prononcer Cadjins). Cadjin en anglais se prononce cajun. Ce dernier concept devint ainsi la forme orthographique la plus répandue pour désigner les Acadiens de la Louisiane. Le mot cajun ne désigne pas seulement les populations concernées mais aussi tous les éléments culturels qui s'y rattachent : musique cajun, cuisine cajun, etc.

CALGARY. Ville de l'Alberta située au sud de la province, à environ 80 km des Rocheuses. Population totale : 592 743 habitants. En 1751, un fort nommé La Jonquière occupe le site. La Compagnie* de la baie d'Hudson en fait un poste de traite en 1875 et y érige le fort Brisebois, appelé plus tard fort Calgary. En 1883, le chemin de fer rejoint la localité et les colons commencent à y affluer. Cependant, au cours de la décennie précédente, on comptait déjà plus de 500 francophones regroupés autour de la mission catholique. Ce regroupement est même incorporé en village en 1899 et porte le nom de Rouleauville (en l'honneur du docteur Rouleau, président de la Société* Saint-Jean-Baptiste de Calgary, jusqu'à son annexion au cours du siècle suivant. Une paroisse canadienne-française, la paroisse Sainte-Famille, est fondée en 1928. On trouve aujourd'hui à Calgary des sections régionales de l'Association* canadienne-française de l'Alberta et de la Francophonie Jeunesse de l'Alberta. Population francophone : 13 075.

CALIFORNIE : voir CÔTE DU PACIFIQUE

CAMBRIDGE. Ville du sud de l'Ontario fondée en 1793 par la fusion de Galt, Preston, Hespeler, d'une partie de North Dunfries et de Waterloo. Population totale : 77 183 habitants. C'est à Galt, vers 1948, que s'installent les premiers Canadiens français venus chercher du travail dans les usines. Au début des années 1960 se forme le Club Noël Chabanel, qui représente les intérêts des francophones de la région et qui publie un périodique, *L'Action française*. Population francophone : 1 185.

CAMPBELLTON. Ville du Nouveau-Brunswick située sur l'estuaire de la rivière Restigouche, fondée en 1773 par des pêcheurs écossais. Population totale : 9 818 habitants. C'est dans la baie, à la hauteur de Campbellton qu'a eu lieu, en 1760, le dernier engagement naval de la guerre de Sept ans. Campbellton est le centre ferroviaire de la Baie-des-Chaleurs, où des industries de bois et de pêche se sont développées au fil des années. Un hebdomadaire français, *L'Aviron**, dessert la population francophone. En 1967, est fondée la Société culturelle de la Baie-des-Chaleurs, dont le but est le rayonnement de la culture française dans le nord du Nouveau-Brunswick. Population francophone : 4 870.

CAMPEAU, LOUIS. Commerçant (Détroit, Michigan, 11 août 1791 — Grand Rapids, *ibid.*, 13 avril 1871). En 1826, il se rend dans la région de Grand Rapids pour faire la traite avec les Indiens et se porte acquéreur de 72 acres de terre, où se situe aujourd'hui le cœur de la ville. Il érige un hôtel, une résidence, une église et prospère dans le commerce et la vente de terrains. Bientôt un village apparaît où le français est d'un usage aussi courant que l'anglais. Mais les affaires de son fondateur connaissent un déclin, en raison à la fois de sa grande libéralité et de son caractère irascible.

CAMPEAU, ROBERT. Entrepreneur de construction (Sudbury, 3 août 1923 —). Inscrit à l'École technique de Sudbury, il suit des cours par correspondance. En 1949, il entreprend la construction d'habitations à Ottawa. Sa compagnie se développe rapidement et prend les noms de Campeau construction limitée (1953), puis de Campeau Corporation (1968) ; cette dernière est le résultat de l'amalgame de plusieurs sociétés. Président-directeur général, il a à son actif de nombreuses réalisations domiciliaires, commerciales et urbaines à Ottawa, Montréal, Toronto, ainsi qu'aux États-Unis. À Ottawa, Campeau Corporation est même devenue le plus grand propriétaire immobilier. En 1979, alors qu'il cherche à acquérir le Trust Royal, un groupe de financiers de Bay Street à Toronto intervient pour empêcher la transaction, ce qui provoque dans la presse francophone des accusations de francophobie. En 1987, Campeau réussit sa plus grande transaction lorsqu'il fait l'acquisition de l'empire

commercial américain Allied Stores. D'un seul coup, son holding devient l'un des plus importants au Canada.

CANADA, LE. Journal politique, littéraire et commercial qui paraît trois fois par semaine de 1865 à 1869. Après la disparition du *Progrès** en 1858, aucun journal de langue française n'est publié à Ottawa, si ce n'est *Le Soleil* qui ne dure qu'un jour. Pour combler cette lacune, les propriétaires de *La Minerve* de Montréal, lancent *Le Canada*. Elzéar Gérin en est le premier rédacteur ; Benjamin Sulte* et Joseph Tassé* lui succèdent. Le journal soutient les intérêts de ses lecteurs canadiens-français et catholiques et dénonce l'annexionnisme. Un autre journal paraît de 1897 à 1898 sous le même titre.

CANADIEN, LE. Journal franco-américain du Midwest fondé à Saint-Paul* (Minnesota) en août 1877. Le journal connaît des ennuis financiers et change six fois de rédacteurs, qui font plusieurs remaniements. Dans ses quatre pages grand format, on trouve des nouvelles locales et étrangères ainsi que des feuillets. Il cesse d'être publié en 1903 après avoir été pendant vingt-cinq ans témoin de la vie franco-américaine dans le Midwest.

CANADIEN FRANÇAIS, LE. Journal français d'Edmonton* fondé en 1915 par Joseph Boulanger*. Il se veut l'organe de la Société* Saint-Jean-Baptiste d'Edmonton et de tous les Canadiens de langue française en Alberta. Au cours des années, la parution du journal est très irrégulière. Son dernier numéro paraît en 1930 sous le nom de *Franc Canadien*.

CANADO-AMÉRICAIN, LE. Journal officiel de l'Association* du même nom, il voit le jour en 1900 à Manchester (New Hampshire). De parution hebdomadaire jusqu'en 1913, mensuelle (1913-1950), bimestrielle (1950-1965), puis trimestrielle par la suite, il se consacre de façon particulière à la revendication des droits linguistiques des francophones de cet État américain, aussi bien dans les domaines religieux que scolaire. Sa mission consiste plus largement à préserver les liens au sein de la communauté française de la Nouvelle-Angleterre et à y garder l'héritage culturel canadien. Dirigé pendant plus de soixante ans par Adolphe Robert*, *Le Canado-*

Américain a un tirage qui se maintient depuis 1960 autour de 15 000 exemplaires.

CANO MUSIQUE. Groupe de création et d'interprétation musicale composé de douze personnes, créé en 1975 sous la direction d'André Paiement*. Issu de la Coopérative* des artistes du Nouvel-Ontario mais distinct de lui, CANO Musique débute par un projet d'enregistrement de la musique originale de la pièce de théâtre *Lavalléeville*. CANO connaît un succès retentissant en Ontario et au Québec. Il réussit même une percée – et en français de surcroît – sur le marché américain. En 1976-1977, il enregistre plusieurs chansons d'André Paiement et se produit sur de nombreuses scènes, dont le Centre national des arts à Ottawa. À la mort d'André Paiement en 1978, le groupe poursuit ses activités mais avec moins de vigueur, ayant perdu son âme dirigeante. CANO Musique a été à la fin des années soixante-dix un modèle et une source d'inspiration pour les artistes de l'Ontario français et ses retombées culturelles ont été extrêmement importantes.

CAP-BRETON, ÎLE DU. Située au nord-est de la Nouvelle-Écosse dans le Golfe du Saint-Laurent. Visitée dès le XV^e siècle par des pêcheurs basques et explorée en 1497 par John Cabot, c'est cependant à Jacques Cartier* qu'elle doit son nom en raison de la présence de pêcheurs bretons. Avec le traité* d'Utrecht (1713), la majeure partie de l'Acadie passe aux mains des Anglais, mais l'île demeure une possession française et est baptisée Île Royale. Les Français érigent un fort sur une partie stratégique de l'île et nomment l'établissement Louisbourg. Après le traité d'Utrecht, quelques familles acadiennes s'y réfugient. Un contingent plus important d'Acadiens s'y établira plus tard afin d'éviter la Déportation* de 1755. Aujourd'hui, les descendants de ces Acadiens, regroupés surtout dans la région de Chéticamp*, au nord, et sur l'île* Madame, au sud-ouest, comptent plus de 10 000 habitants et représentent le dixième de la population totale de l'île. La pêche constitue leur activité principale.

CAP-PELÉ. Village du Nouveau-Brunswick situé le long du détroit de Northumberland. Population totale : 2 199 habitants. D'abord appelé Tediche (ou Dediche, Tédish, Didiche), le village reçoit son nom actuel aux environs de 1780. Il

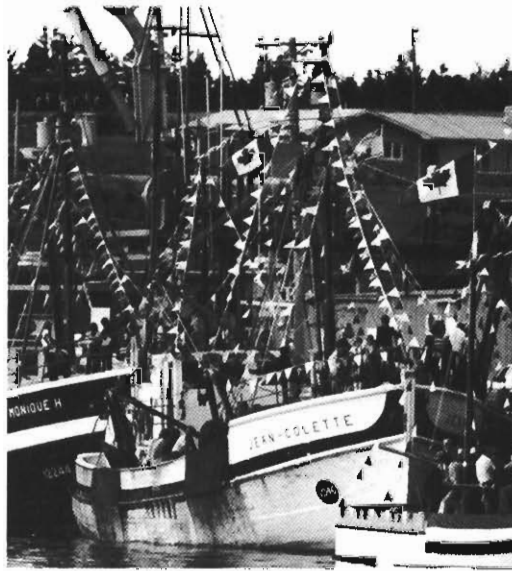
fait référence à un rocher avoisinant dont les stries produites par l'érosion ressemblent à des pelures. Bien que le village soit habité à partir de 1780, la première église n'est construite qu'en 1848. La pêche, celle du homard en particulier, constitue l'activité principale du village. L'été, on fête les pêcheurs par diverses manifestations. Population francophone : 2 070.

CAPREOL. Ville ferroviaire ontarienne située à 22 km au nord de Sudbury. Population totale : 3 845 habitants. La construction du chemin de fer du Canadien National en 1911 y attire plusieurs francophones. Le chemin de fer, avec l'industrie minière, est encore aujourd'hui l'un des employeurs les plus importants de cette ville incorporée en 1918 et aujourd'hui rattachée à la municipalité régionale de Sudbury. Population francophone : 580 habitants.

CAPUCINS. Issu des Franciscains de la stricte observance, cet ordre religieux envoie ses premiers représentants en Acadie dès le début du XVII^e siècle, notamment à La Hève (aujourd'hui La Have, Nouvelle-Écosse), à Port Royal, à Pentagouet ainsi qu'aux postes de Miscou*, Canson, Saint-Pierre et Nipisiguit (aujourd'hui Bathurst*). De retour à Ottawa en 1890, ils assument les fonctions curiales de l'église Saint-François d'Assise et dirigent une maison de formation pour leurs jeunes recrues. Ils étendent aussi leur œuvre au Québec.

CARAQUET. Ville du Nouveau-Brunswick située sur la rive sud de la baie de Caraquet dans l'anse de la baie des Chaleurs. Population totale : 4 315 habitants. L'un des premiers établissements du Nouveau-Brunswick, il est fondé en 1720 par Alexis Landry et ses compagnons et sera colonisé en 1755 par des Acadiens qui échapperont à la Déportation*. Il est le site en 1871 des fameuses émeutes* de Caraquet. La ville est devenue au fil des ans le centre du mouvement coopératif acadien avec le siège social de la Fédération* des caisses populaires acadiennes, de l'Union coopérative acadienne et de la Société d'assurance des caisses populaires. On y a également installé un village* historique acadien, à quelques kilomètres du centre, qui reconstitue le mode de vie des premières familles à s'y installer. Sa population célèbre chaque année un Festival acadien jugé des plus authentiques. Un quotidien, *L'Acadie* nou-*

velle, fondé en 1984, sert de véhicule de communication pour les résidents. Caraquet s'enorgueillit d'une des flottilles de pêche les plus importantes de la province, de la seule école de pêche et de grandes usines d'apprêtage du poisson. La ville est considérée par certains comme le cœur de l'Acadie moderne. Population francophone : 4 145.



Bénédition des bateaux à Caraquet

CARBONNEAU, HECTOR. Traducteur et écrivain (Îles-de-la-Madeleine, Québec, 5 septembre 1889 – Ottawa, Ontario, 13 février 1962). Après des études à l'École normale Laval à Québec, et une année d'enseignement, il travaille à la fonction publique fédérale. Après avoir assumé divers postes, il entre au Bureau de la traduction de la Chambre des communes dont il devient le directeur à partir de 1930. Sa production littéraire se partage en trois catégories : des études linguistiques sur la langue acadienne, *Le Parler des Madeleinois* (1944), des ouvrages de référence, *Vocabulaire général, glossaire anglais-français* (1972), et des œuvres romanesques, *Gabriel et Geneviève* (1974).

CARILLON, LE. Hebdomadaire fondé en 1947, à Hawkesbury*. En 1980, il atteint 92 % des foyers francophones de la région de Hawkesbury et plus de 60 % de la région avoisinante. Il a pour but principal de promouvoir les droits des Franco-Ontariens et se veut un outil de dévelop-

pement communautaire, social et économique pour l'Est de l'Ontario.

CARLSBAD SPRINGS. Localité de l'Ontario située à une quinzaine de kilomètres au sud-est de la ville d'Ottawa. Population totale : 616 habitants. L'endroit est colonisé vers 1840, mais c'est à la découverte de sources d'eau minérale dans les années 1860, sources auxquelles on prête des vertus curatives, que la localité doit sa notoriété. En 1886, on fonde la paroisse Saint-Laurent. Aujourd'hui, la vogue des sources étant passée, la région vit de l'agriculture. La majorité de la population est francophone.

CARON, GÉRARD. Organiste et pianiste (St-Martin-de-Beauce, Québec, 2 avril 1916 —). À l'âge de neuf ans, il est organiste à l'église de Mansonville, Québec. Il étudie ensuite l'orgue et le piano à l'Université de Montréal. En 1942, il reçoit une bourse du gouvernement du Québec pour travailler à New York avec Charles-Marie Courboin dont il devient l'assistant. Il décide de s'établir à New York. En 1952, il travaille avec Fernando Germani à Rome. Il donne plusieurs concerts en Italie, au Canada et aux États-Unis. Pianiste, il accompagne fréquemment des chanteurs comme Léopold Simoneau et Pierrette Alarie. Caron est nommé organiste responsable des chœurs de l'église St. John the Baptist à New York en 1964.

CARON, MARTIAL. Prêtre (Saint-Charles, Manitoba, 8 avril 1902 —). Après des études de philosophie et de théologie à Montréal et à Chicoutimi, il entre chez les Jésuites*, et devient préfet de discipline (1933-1935) puis recteur (1940-1943) au Collège* de Saint-Boniface. Il s'intéresse à la musique, au chant et au théâtre. Il met en scène de nombreuses pièces, entre 1927 et 1951, mais il est surtout connu comme l'initiateur en 1946 du festival de la Chanson, qui est devenu une tradition franco-manitobaine.

CARON, ROGER. Écrivain (Cornwall, Ontario, 12 avril 1938 —). Ayant passé plus de 23 ans dans les prisons canadiennes, il se consacre à l'écriture non seulement pour raconter son expérience, mais aussi pour décrire la violence et le caractère inhumain de la vie carcérale. Caron publie en 1978 un premier livre, *Go Boy*, traduit en français sous le titre *Roger Caron : Matricule*

9033. En 1986, il signe un second récit intitulé *Bingo* qui raconte une émeute au pénitencier de Kingston survenue en 1971. Il obtient le prix du Gouverneur général du Canada pour sa première publication.

CARRIÈRE, FLORIAN. Coopérateur (Casselman, Ontario, 14 octobre 1918 —). Bachelier ès arts de l'Université de Montréal, il travaille quelque temps à la bibliothèque de l'Université* d'Ottawa puis entre en service de l'Union* du Canada, société mutuelle d'assurance-vie. Il y occupe divers postes, dont celui de directeur général (1945-1976). Il est président-fondateur du Conseil* de la coopération de l'Ontario. Actif dans la promotion de la culture et des droits de la communauté franco-ontarienne, il est président du Conseil* de la vie française en Amérique (1970-1975) et milite au sein de l'Ordre* de Jacques Cartier.

CARRIÈRE, GASTON, o.m.i. Prêtre et historien (Curran, Ontario, 21 mars 1913 — Ottawa, *ibid.*, 29 juin 1985). Ordonné prêtre oblat en 1939, il obtient un doctorat en philosophie (1945), discipline qu'il enseigne à l'Université d'Ottawa. Durant sa carrière de professeur, il occupe également plusieurs fonctions : bibliothécaire général de l'Université (1947), directeur de l'Institut international de philosophie (1946-1965) et directeur de la *Revue* de l'Université d'Ottawa* (1958-1975). Auteur prolifique, il publie une quarantaine d'ouvrages dont *Histoire documentaire de la Congrégation des Oblats de Marie-Immaculée* (12 vol.) ; il est aussi l'auteur de quelque mille articles dans des revues et encyclopédies. En reconnaissance pour son travail, il se voit décerner la médaille du Centenaire du Canada (1967) et il est nommé membre de l'Ordre du Canada.

CARRIÈRE, JOSEPH MÉDARD. Professeur (Curran, Ontario, 8 février 1902 — Charlottesville, Virginie, 1^{er} décembre 1970). Après des études au Canada, aux États-Unis et en France, il enseigne la langue et la littérature française au Manitoba puis aux États-Unis ; en 1942, il s'établit à Charlottesville et il enseigne à l'Université de Virginie jusqu'à sa mort. Membre de plusieurs sociétés vouées à l'épanouissement des Franco-Américains, il s'intéresse au folklore et publie, en 1937, un ouvrage intitulé *Tales from the French*

Folklore of Missouri. La France le nomme chevalier de la Légion d'honneur (1950) et l'Université Laval lui décerne un doctorat ès lettres *honoris causa* (1947).

CARRIÈRE, LAURIER. Pédagogue et fonctionnaire (Curran, Ontario, 13 août 1909 – Miami, Floride, 11 décembre 1982). Il obtient un doctorat en pédagogie de l'Université de Montréal après avoir été, pendant neuf ans, enseignant et directeur de diverses écoles de l'Ontario. Pendant 37 ans, il est au service du ministère de l'Éducation, d'abord à titre d'inspecteur puis comme professeur à l'École normale d'Ottawa. En 1972, il est nommé président du Conseil supérieur des écoles de langue française au ministère de l'Éducation. En plus d'être un des principaux artisans du réseau d'écoles secondaires françaises de l'Ontario, il a contribué à titre d'auteur ou de co-auteur à la préparation de 14 manuels scolaires.

CASGRAIN, CHARLES-EUSÈBE. Médecin et sénateur (Québec, 3 mars 1825 – Windsor, Ontario, 8 mars 1907). Après avoir obtenu son diplôme de médecine à l'Université McGill de Montréal (1851), il pratique dans la région de Windsor en Ontario. À titre de premier président de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Essex (1864), la question des écoles françaises en Ontario lui tient à cœur. Nommé au Sénat canadien en 1887, il est le premier Ontarien francophone à y accéder.

CASGRAIN, HENRI-RAYMOND. Historien et critique littéraire (Rivière-Ouelle, Québec, 16 décembre 1831 – Québec, 11 février 1904). Ordonné prêtre en 1856 après des études au Collège de Sainte-Anne de la Pocatière et au Séminaire de Québec, il enseigne au Collège Saint-Anne (1856-1860) puis est nommé vicaire à Québec. Atteint tôt de troubles visuels, il se retire du ministère paroissial en 1874 et se consacre à l'écriture. Il publie plusieurs biographies, recueils de poèmes, contes et ouvrages historiques. Fasciné par l'Acadie, il écrit *Un Pèlerinage au pays d'Évangéline* (1887) et *Une seconde Acadie; l'Île Saint-Jean – Île-du-Prince-Édouard sous le régime français* (1894). Son *Pèlerinage au pays d'Évangéline* a d'ailleurs été couronné par l'Académie française.

CASSELMAN. Village de l'Ontario sis sur la rivière Nation-Sud, à quelque 50 km au sud-est d'Ottawa. Population totale : 1 675 habitants. Sa paroisse française, Sainte-Euphémie, est fondée en 1886. Casselman est connu pour l'importance de ses produits laitiers et pour sa vocation agricole, comme d'ailleurs la plupart des localités avoisinantes, comme Saint-Albert*, Lemieux, Fournier et Saint-Bernardin. Population francophone : 1 520.

CASTELEIN DE LA LANDE, ANDRÉ. Dramaturge (Mener, Belgique, 29 janvier 1873 – Saint-Boniface, Manitoba, 19 avril 1963). Immigré en Alberta en 1894, il travaille d'abord comme maître de poste. Il s'installe peu après au Manitoba où il enseigne le français et écrit des pièces de théâtre. Co-fondateur du Cercle* Molière en 1925, il met en scène plusieurs de ses œuvres. Deux recueils de ses pièces sont publiés : *La Goélette* (1934) et *Il faut que femme cède* (1934). Ses œuvres évoquent surtout des situations familiales de la vie quotidienne des Manitobains.

CASTILLOUX, DAVE. Boxeur (Paspébiac, Gaspésie, 1916 –). Dave passe sa jeunesse en Nouvelle-Angleterre et y livre ses premiers combats professionnels dès l'âge de 14 ans, à Holyoke, Watertown et Boston. En 1936, il est invité à boxer à Montréal et y remporte le championnat canadien des poids légers. Pendant quelques années, il détient les titres canadiens dans trois catégories : poids plume, poids léger et mi-moyen. Son style classique, axé sur la défensive, le fait surnommer à Toronto Castilloux The Classic. Il suspend sa carrière à 25 ans pour devenir instructeur de culture physique dans l'aviation canadienne. Revenu dans l'arène après la seconde guerre mondiale, il ne réussit plus à remporter le succès de sa jeunesse.

CASTOR, LE : voir *INDÉPENDANT, L'*

CAUCHON, JOSEPH-ÉDOUARD. Journaliste et homme politique (Québec, 31 décembre 1816 – Qu'Appelle, Saskatchewan, 23 février 1885). Après ses études à Québec, il entre au journal *Le Canadien* puis fonde *Le Journal de Québec* en 1842. Il est député fédéral de Montmorency de 1848 à 1867, maire de Québec de 1850 à 1867 puis président du Sénat canadien

(1867-1869). Après une vie politique tumultueuse, il est nommé lieutenant-gouverneur du Manitoba (1877) où sa nomination suscite la controverse, les milieux anglophones craignant son parti pris possible à l'endroit des francophones ; il réussit à calmer leurs appréhensions. Après des revers de fortune, il se retire, appauvri, dans la vallée de la Qu'Appelle. Il est l'auteur de quatre livres, dont *L'Union des provinces de l'Amérique Britannique du Nord* (1865), dans lequel il prend position en faveur de la Confédération*.

CAVEAU, LE. Fondée en 1932 à Ottawa, cette organisation regroupe, sous le modèle des anciennes corporations d'artisans du Moyen Âge, des artistes de différents domaines. Elle est constituée de trois principales corporations : celle des arts décoratifs (peinture), celle des lettres et celle des lecteurs (théâtre et poésie). Les confrères-artistes de chacune de ces corporations organisent des soirées culturelles et artistiques susceptibles de les aider à se former, à s'informer et à mettre en pratique leurs connaissances dans leur domaine précis d'intérêt. Du début des années trente jusqu'à dans les années cinquante, Le Caveau est l'un des lieux artistiques les plus en vue d'Ottawa et est récipiendaire de plusieurs distinctions.

CÉCILE, LOUIS-PIERRE. Homme politique (Tecumseh, Ontario, 15 janvier 1905 —). Après des études à l'Université de Montréal et à Osgoode Hall à Toronto, il pratique le droit à Hawkesbury*. Après une première défaite en 1945, il est élu député conservateur de Prescott en 1948 à la législature ontarienne et est aussitôt nommé ministre du Tourisme. Réélu en 1951, 1955, 1959 et 1963, il devient ministre de la Santé et du Bien-être à compter de 1955. Ministre pendant près de 20 ans, il se taille une réputation d'administrateur efficace et effacé. Il se retire en 1967.

CECILIA : voir SAINT-MARTIN

CÉLORON DE BLAINVILLE, PIERRE-JOSEPH. Officier de la marine (Montréal, 29 décembre 1693 — *ibid.*, 12 avril 1759). À l'âge de 13 ans, il entre dans les troupes de la marine ; il devient lieutenant en 1731 et capitaine en 1738. Commandant de Michillimakinac*, il participe à la campagne contre les Chicachas et reçoit la croix de Saint-Louis en 1741. Il occupe aussi le

poste de commandant au fort Niagara et au fort Saint-Frédéric jusqu'en 1753, alors qu'il revient à Montréal avec le grade de major.

CENTER FOR FRENCH AND FRANCO-PHONE STUDIES. Fondé en 1983 à Bâton-Rouge* (Louisiane) par John D. Erickson, ce centre d'étude sur la culture française voit le jour sous les auspices de la Louisiana State University. Il a pour objectif de favoriser la recherche sur la littérature française et de fournir les ressources nécessaires au développement de l'enseignement et de l'usage de cette langue. Ses moyens d'action consistent à assister, par des sessions intensives de perfectionnement, les professeurs de français et à favoriser les échanges avec les autres foyers de la francophonie en Amérique et en Europe. Le Center for French and Francophone Studies met aussi sur pied en 1985 des camps d'été (Summer Workshop for Foreign and Language Teachers).

CENTRE ACADIEN (CA). Créé en 1971 à l'Université* Sainte-Anne de Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), le Centre se veut un carrefour d'information sur la culture acadienne néo-écossaise. On y trouve une documentation variée (journaux, revues, archives sonores, visuelles ou manuscrites) sur l'histoire, les traditions, la musique et l'architecture acadiennes. D'abord au service de la clientèle étudiante et des chercheurs, le Centre apporte également un soutien appréciable aux sociétés historiques acadiennes de la Nouvelle-Écosse.

CENTRE CULTUREL FRANCO-MANITOBAIN. Société gouvernementale à charte provinciale, le Centre est inauguré en 1974 à Saint-Boniface*. Son conseil d'administration formé de douze membres est nommé par le ministre du Tourisme, des Loisirs et des Affaires culturelles. Le bulletin mensuel présente les événements auxquels participe le Centre : spectacles, ateliers, rencontres. En 1973 et 1974, on assiste à la formation de comités culturels à travers la province, favorisant la décentralisation des activités et la sensibilisation de la population francophone de tout le Manitoba. Les 20 comités culturels établis assurent le rayonnement de la vie culturelle, artistique et sociale ainsi que l'épanouissement de la culture franco-manitobaine.

CENTRE DE FOLKLORE ACADIEN ET CRÉOLE. Fondé en 1974 à la University of Southwestern Louisiana à Lafayette, ce centre, dirigé par Barry Ancelet, assume une fonction d'animation au sein de la communauté louisianaise. Pour ce faire, il produit du matériel pédagogique mettant en valeur le folklore acadien et créole, destiné aux écoles primaires et secondaires. Il organise aussi le festival de Musique acadienne et produit des disques de l'enregistrement des meilleurs moments du festival. Enfin, il publie *The Acadiana Newsletter*. Depuis le début des années 1980, le centre est intégré au Centre d'études louisianaises et porte le nom de Programme de folklore.

CENTRE DE RECHERCHE EN CIVILISATION CANADIENNE-FRANÇAISE (CRCCF). Fondé en 1958 par Bernard Julien, Jean Ménard, Réjean Robidoux et Paul Wyczynski, ce centre est une unité de recherche de l'École des études supérieures et de la recherche de l'Université d'Ottawa. Paul Wyczynski* le dirige de 1958 à 1973. Pierre Savard lui succède en 1973; Yolande Grisé* prend la relève en 1985. À l'origine, il se fixe pour objectif l'étude des lettres du Canada français. Avec les années et grâce à un enrichissement important de ses fonds d'archives, le CRCCF s'intéresse à l'ensemble des aspects de la culture du Canada français (Québec, Ontario, Acadie et Ouest canadien) et de l'Amérique française : l'histoire, la linguistique, l'éducation, les beaux-arts, les sciences sociales, etc. Le Centre encourage la recherche, organise des colloques et dirige des collections de publications. Plus des deux tiers de ses archives (manuscrits, photographies, bandes sonores et imprimés) portent sur les Franco-Ontariens. Le Centre publie en outre un périodique pluridisciplinaire, *Cultures du Canada français*, et des collections savantes, dont les « Cahiers du CRCCF ».

CENTRE DE RECHERCHE EN ÉDUCATION FRANCO-ONTARIENNE (CREFO). Un des cinq centres de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario/Ontario Institute for Studies in Education à Toronto. Fondé en 1969, le Centre est connu sous ce nom depuis 1977. Il a pour but de promouvoir la recherche interdisciplinaire dans les sciences de l'éducation. Organisme universitaire, le Centre se définit surtout en fonction

de sa clientèle : éducateurs et étudiants franco-ontariens. Ses recherches et ses publications visent le développement du matériel d'apprentissage et les recherches sociolinguistiques. Servant plus particulièrement le sud-ouest ontarien, le Centre développe la recherche axée sur la langue et la pédagogie en situation minoritaire francophone.

CENTRE DES JEUNES DE SUDBURY. Consacré à l'épanouissement social et culturel de la jeunesse franco-ontarienne, ce centre est fondé au début des années 1950 (incorporé en 1957) par le Père Albert Régimbal*. Polyvalent, le Centre s'occupe de rencontres sociales, de sport, de loisirs culturels et artistiques, de théâtre, de folklore et de camping. On y donne des cours, des conférences sont organisées et il sert de centre d'information. D'abord logé dans le sous-sol de l'église Sainte-Anne, il occupe maintenant ses propres locaux, à la place Saint-Joseph, chemin Sainte-Anne. Ce centre de la culture française, appelé également Civitas Christi, est à la fois un institut d'éducation sociale, un studio d'arts et métiers, un studio de danse et d'éducation physique et un lieu d'activités socio-culturelles.

CENTRE D'ÉTUDES ACADIENNES. Centre de documentation et de recherche fondé en 1968 à l'Université* de Moncton. L'idée d'un centre remonte à la formation du premier collège français des Maritimes en 1864, le Collège* Saint-Joseph de Memramcook, alors qu'on commence à y conserver livres, journaux et revues. Le père Clément Cormier* en est le premier directeur. Anselme Chiasson*, Jean Daigle* et Muriel Roy* lui succèdent. Aujourd'hui, le Centre se spécialise dans la collecte de documents d'archives et de documents imprimés, la généalogie, le folklore et la linguistique. Il assure la publication de nombreux ouvrages, dont *Les Acadiens des provinces maritimes* (1980). En 1982, paraît *Contact-Acadie*, son bulletin d'information, une ressource importante pour les provinces de l'Atlantique. Son rayonnement s'étend à l'étranger; il a développé des liens avec l'université Southwestern* en Louisiane et l'université de Poitiers en France.

CENTRE D'ÉTUDES FRANCO-CANADIENNES DE L'OUEST (CEFCO). Fondé en 1975, ce centre est rattaché au Col-

lège* universitaire de Saint-Boniface. Le Centre cherche à favoriser la publication d'études touchant toutes les activités de la vie française dans l'Ouest du Canada. Il organise des colloques régionaux et s'assure de la diffusion de ses activités par la publication d'un bulletin trois fois l'an qui rejoint environ 300 organismes. De très nombreuses avenues s'ouvrent aux chercheurs de l'Ouest et le Centre met à leur disposition toute la documentation nécessaire. Élargissant ses objectifs, il établit une collaboration avec l'extérieur de la communauté universitaire afin de contribuer à l'élaboration de grands projets visant à mettre en valeur les richesses culturelles des francophones de l'Ouest canadien.

CENTRE D'ÉTUDES FRANCO-TERRENEUVIENNES (CEFT). Fondé en 1975 par Gerald Thomas* qui en a toujours assumé la direction, le Centre est une constituante du département de français de la Memorial University de Saint John's (Terre-Neuve). Dépôt d'archives, le CEFT réunit surtout des enregistrements de témoignages oraux ainsi que des documents touchant la culture franco-terreneuvienne. Le Centre s'est également donné des fonctions pédagogiques et socio-politiques en encourageant la recherche sur la culture francophone de cette province, en diffusant de l'information sur les traits culturels de la population visée et en valorisant la culture française auprès des Franco-Terreneuviens. Depuis sa fondation, le CEFT a parrainé quelques études publiées dans des revues scientifiques ainsi qu'une bibliographie analytique des travaux portant sur la culture franco-terreneuvienne.

CENTRE D'ÉTUDES LOUISIANAISES. Centre d'études fondé en 1973 à la University of Southwestern Louisiana à Lafayette. Il a pour mandat de favoriser, coordonner et recenser les études historiques portant sur la Louisiane. Ainsi, pour l'époque du début de la colonisation, le centre porte son attention, entre autres, sur les rapports entre la Louisiane française et la Louisiane espagnole, ainsi que sur les relations entre la Louisiane et la France, le Canada français et les Antilles françaises. Pour l'époque moderne, l'accent est mis sur le développement interne de la Louisiane, ses relations avec les États du sud et les États-Unis en général. Le Centre coordonne et facilite également les activités amorcées

dans d'autres départements de l'université. Parmi ceux-ci, citons le Centre* de folklore acadien et créole et l'Institut des études françaises. Le centre organise un concours annuel, le prix Thériot, afin d'encourager les jeunes poètes à se faire connaître.

CENTRE D'ÉTUDES SUR LA LANGUE, LES ARTS ET LES TRADITIONS POPULAIRES DES FRANCOPHONES EN AMÉRIQUE DU NORD (CELAT). Centre de recherches fondé à l'Université Laval en 1976 dans la foulée des Archives de Folklore de Luc Lacourcière* et de F.-X. Savard*. S'intéressant à la francophonie en Amérique du Nord, le centre se consacre surtout aux dimensions de l'ethnologie, de la langue, de l'archéologie historique, de la géographie historique, de l'histoire et de l'histoire de l'art. Il organise des enquêtes, des recherches et constitue des banques de données. Le CELAT a publié plusieurs études, dont *Le Parler populaire du Québec et de ses régions voisines*.

CENTRE FRANCO-ONTARIEN DE FOLKLORE. En 1948, la Société* historique du Nouvel-Ontario confie au père Germain Lemieux la tâche de réaliser un sondage sur l'état du folklore franco-ontarien. Devant l'abondance du matériel, on décide de fonder un Centre de folklore afin de conserver les archives. En 1960 est créé l'Institut de folklore de l'Université de Sudbury qui devient, en février 1972, le Centre de folklore, toujours dirigé par le père Lemieux mais logé aujourd'hui à la Place Saint-Joseph au centre-ville. Des milliers de pièces dans les domaines de la chanson et du conte sont recueillies et conservées afin de préserver et de faire connaître la culture ancestrale. En plus de cette riche collection, le Centre possède une bibliothèque (6 000 volumes, 5 000 versions de chants folkloriques, 850 récits) et un musée, le Carrefour du patrimoine. En 1982 commence la parution de *La Criée*, son bulletin d'information. Une des plus célèbres publications du Centre, *Les Vieux m'ont conté* de Germain Lemieux, paraît durant les années soixante-dix et quatre-vingts en plus de 20 volumes.

CENTRE FRANCO-ONTARIEN DE RESOURCES PÉDAGOGIQUES. Fondé à Ottawa en 1974 afin de produire et diffuser du matériel didactique français avec l'aide du ministère de

l'Éducation de l'Ontario. Il aide les enseignants franco-ontariens à répondre aux besoins éducatifs des étudiants et à promouvoir leur identité à travers des documents pédagogiques. En 1984, on ouvre une section d'informatique et un centre national du livre francophone. La même année, on compte 6 000 éducateurs membres, une succursale à Timmins* et une autre à l'Université* Laurentienne de Sudbury. Le Centre organise des expositions et des colloques régionaux.

CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LE BILINGUISME. Organisme de recherche fondé en 1967 à l'Université Laval. Le Centre se consacre à l'étude multidisciplinaire des problèmes résultant du phénomène du contact des langues. Une équipe de quelque 55 chercheurs dans diverses disciplines, assistée d'un personnel de soutien, offre des services d'édition, d'information et de documentation tout en poursuivant la recherche sur le bilinguisme.

CENTRE PROVINCIAL DE RESSOURCES PÉDAGOGIQUES (CPRP). Mis sur pied en 1979 par l'Université* Sainte-Anne de Pointe-à-l'Église (Nouvelle-Écosse), le Centre se spécialise dans l'assistance technique et pédagogique aux enseignants francophones de cette province. Disposant de plus de 37 000 instruments didactiques (films, manuels, jeux, etc.) accessibles aux enseignants et utilisables dans les écoles, le CPRP produit et publie des manuels d'hygiène, *Hygiène et Santé*, d'orthographe, *Mes Mots 2* et *Mes Mots 3*, de civisme, *Les Gouvernements de la Nouvelle-Écosse* et trois cahiers de vocabulaire, *La Pratique du vocabulaire*. En 1985, il dirige la publication d'une collection sur *La Vie acadienne en Nouvelle-Écosse* et lance deux autres ouvrages intitulés *Château de sable* et *Goéland*. Le Centre exerce aussi une fonction d'animation auprès des enseignants et des étudiants francophones de cette province.

CENTRE UNIVERSITAIRE SAINT-LOUIS-MAILLET : voir UNIVERSITÉ DE MONCTON

CERCLE DRAMATIQUE D'OTTAWA : voir INSTITUT CANADIEN-FRANÇAIS D'OTTAWA

CERCLE JEANNE D'ARC. Organisation de production théâtrale fondée à Edmonton* (Al-

berta) en 1913. Voulant protéger et diffuser la langue française par le théâtre, le Cercle met en scène plusieurs pièces dont *Les Crochets du père Martin* (1913). Inactif de 1914 à 1917, le Cercle reprend ses activités en élargissant son champ d'intervention à la littérature et à la musique. En 1918, il met sur pied des concours de composition française dans les écoles. Il se lance dans la production de pièces de théâtre à la radio, de 1930 jusqu'à sa disparition en 1933.

CERCLE MOLIÈRE. Fondée à Winnipeg* en 1925, par André Castelein* de la Lande, cette troupe de théâtre amateur regroupe des francophones qui voient là un moyen de promouvoir la culture française. Le directeur artistique en est Arthur Boutal (1928-1941), auquel succède sa femme Pauline Boutal* (1941-1968). Le Cercle offre des spectacles tous les ans et participe à plusieurs concours : en 1934, il est mis en nomination pour le concours national du gouverneur-général et gagne le premier prix ; par la suite, il remporte de nombreux autres succès, tant à Winnipeg qu'ailleurs au pays. Durant cette période, le choix des pièces est issu du répertoire des classiques français. Par ce biais théâtral, on cherche surtout à faire rayonner et faire aimer la culture française. À compter de 1968, Robert Mahé en devient le directeur artistique. Sous sa tutelle, le Cercle prend un nouvel essor. Des tournées sont organisées ainsi que des activités pour le théâtre-jeunesse. Le choix plus vaste et éclectique de pièces souligne une nouvelle philosophie de faire aimer le théâtre pour le théâtre, plutôt que de s'en tenir uniquement à promouvoir la culture française.

C'EST LE TEMPS. Mouvement en faveur des services gouvernementaux bilingues en Ontario. Inspirées par le rapport *C'est le temps ou jamais...* du Groupe de travail sur les minorités de langue française (1975), une vingtaine de personnes de Sudbury et d'Ottawa refusent de se soumettre aux lois de la circulation routière administrées exclusivement en anglais et préfèrent opter pour la prison. Ce faisant, elles entendent rappeler aux autorités provinciales leurs engagements de 1971 en matière de bilinguisme. Le mouvement fait tache d'huile et réussit, en 1976, à ouvrir la porte à l'usage du français dans les tribunaux. Mais son action ne s'arrête pas là : il

continue jusqu'à la fin des années soixante-dix de réclamer des services en français dans les différents services gouvernementaux.

CHABANEL, NOËL. Missionnaire jésuite (Saugues, Haute-Loire, France, 2 février 1616 — près de la Baie Georgienne, 8 décembre 1649). Après avoir enseigné à Toulouse pendant une dizaine d'années, il arrive à Québec le 15 août 1643. Un an plus tard, il monte en Huronie mais réussit difficilement à apprendre la langue des autochtones. Compagnon du père de Brébeuf à la bourgade Saint-Ignace et à celle de Saint-Louis (1648), il œuvre ensuite chez les Pétuns, dans la péninsule de Bruce en Ontario. En route vers la résidence centrale Sainte-Marie II de l'île Saint-Joseph, il est assassiné par un Huron. Il sera béatifié le 21 juin 1925, puis canonisé le 29 juin 1930.

CHABOILLEZ, CHARLES-JEAN-BAPTISTE. Traiteur (Michillimakinac, Michigan, 9 juillet 1736 — Montréal, 25 septembre 1808). Vers 1757, sa famille vient s'établir à Montréal. Jusqu'en 1780, il s'adonne à la traite des fourrures, partageant son temps entre Grand Portage (Minnesota) et Montréal. En 1785, il s'associe avec d'autres traiteurs de Montréal et de Michillimakinac* pour fonder la General Company of Lake Superior and the South. Au cours de la même période, il fait l'acquisition de plusieurs terres dans la région de Montréal. Puis en 1790, il est nommé capitaine, puis major (1799) de la milice de Montréal. Peu de temps après, il part pour le Haut-Canada et s'installe sur l'île Saint-Joseph (1802-1807) où il fait office de garde-magasin pour le département des Affaires indiennes. L'année suivante (1808), il revient à Montréal où il meurt peu après.

CHABOT, JAMES ROLAND. Homme politique (Farnham, Québec, 8 mai 1927 —). Supérieur de métier, échevin de la ville d'Invermere (Colombie-Britannique) pendant quatre ans, il est élu en 1963, sous la bannière du Crédit social, député à l'Assemblée législative de cette province. Réélu sans interruption depuis, il est successivement ministre du Travail (1971-1972), ministre des Mines et des Richesses du pétrole (1976) et ministre des Terres, Parcs et Logements (1978 à 1983). Il est nommé en 1982 se-

crétaire provincial et ministre des Services gouvernementaux.

CHABOT, JEAN-LÉO. Chirurgien et homme politique (Ottawa, Ontario, 23 février 1869 — *ibid.*, 8 décembre 1936). Après ses études médicales à l'Université McGill de Montréal, il établit sa pratique à Ottawa, à l'Hôpital général et dans les forces armées canadiennes, où il est chirurgien. Membre de nombreuses associations professionnelles, il se lance dans la politique en 1908. Il est défait deux fois, en 1908 et 1910, puis élu deux fois, en 1911 et 1917 (il défait Sir Wilfrid Laurier), comme député conservateur représentant Ottawa à la Chambre des communes. Protectionniste avoué et fervent admirateur de l'Empire britannique, il est nommé au Conseil privé en 1926.

CHAGNON, FRANÇOIS-XAVIER. Prêtre (Verchères, Québec, 18 février 1842 — Champlain, États-Unis, 9 octobre 1911). Formé au Grand Séminaire de Montréal, il est ordonné à la prêtrise en 1870. Après avoir été vicaire dans le diocèse de Montréal, il est nommé en 1878 curé à Champlain dans l'État de New York. Il participe à l'effort de survivance de ses concitoyens francophones en lançant les conventions canadiennes de l'État de New York, dont la première a lieu en 1878.

CHAGNON, LOUIS-JOSEPH. Journaliste, traducteur et poète (Waterloo, Québec, 2 août 1889 — Ottawa, Ontario, 18 juillet 1947). Propriétaire et rédacteur du *Journal de Waterloo* (1910-1912), il quitte ses fonctions pour étudier le notariat à Granby de 1913 à 1915. C'est à cette date qu'il entre à la fonction publique fédérale comme adjoint de l'imprimeur de la reine, puis comme traducteur des Livres bleus et des Débats (1917-1946). Ses articles et poèmes commencent à paraître dans les journaux dès 1910, le plus souvent sous le pseudonyme de Louis de Rosale. En 1925, il publie son recueil de poésie *La Chanson des érables*, qui lui vaut d'être diplômé d'honneur au concours de *La Revue de poètes* de France et lauréat du Salon des poètes de Lyon.

CHALEURS, BAIE DES. Vaste plan d'eau formant un bras de mer du golfe Saint-Laurent et servant de séparation naturelle entre la péninsule

de la Gaspésie au Québec et le nord du Nouveau-Brunswick. Longue de 144 km d'est en ouest et large de 32 km, cette baie est nommée en 1534 par Jacques Cartier qui y passe lors d'une période de canicule. Ses eaux poissonneuses incitent de nombreux riverains à faire de la pêche une activité économique importante. La rive sud située au Nouveau-Brunswick constitue l'un des pôles acadiens les plus importants avec des villes et villages comme Campbellton*, Dalhousie*, Bathurst* et Caraquet*. La rive québécoise de la baie des Chaleurs comprend également une population acadienne significative qui, bien qu'intégrée au Québec, continue de se définir comme acadienne.

CHAMBORD (JOSEPH-ÉMILE), GIGUÈRE. Violoniste (Woonsocket, Rhode Island 1877 — après 1957). Ses parents, musiciens canadiens-français, arrivent aux États-Unis vers 1874. En 1890, le jeune Giguère entreprend des études à Montréal, au Collège Mont-Saint-Louis, puis complète son cours classique au Woonsocket High School. Parallèlement, il pratique le violon sous la tutelle de maîtres renommés. En 1897, il est admis au Conservatoire royal de Bruxelles où il se classe « Premier avec Grande Distinction ». De retour en Amérique, il enseigne et se produit en concert à travers le Canada et les États-Unis, notamment en Nouvelle-Angleterre, pendant plus de cinquante ans. Le lieu et la date de son décès sont inconnus.

CHAMPAGNE, ANTOINE. Prêtre et historien (Saint-Norbert, Manitoba, 21 janvier 1892 — Saint-Boniface, 7 septembre 1980). Ordonné en 1915, il enseigne en France avant de revenir au Manitoba (1922) où il est vicaire et curé à Notre-Dame-de-Lourdes*, jusqu'en 1948. Il s'adonne à des recherches historiques sur l'Ouest et sur Riel ; il publie deux ouvrages importants sur les La Vérendrye, dont *Nouvelles études sur les La Vérendrye et le Poste de l'Ouest* (1971).

CHAMPLAIN, SAMUEL DE. Explorateur (Brouage, France, circa 1510 — Québec, 25 décembre 1635). Ses tentatives en vue de la fondation d'un établissement durable en Acadie ont pour résultat Port-Royal (aujourd'hui Annapolis Royal* en Nouvelle-Écosse) en 1605 ; il explore aussi les rives de la Nouvelle-Angleterre. Cham-

plain est le principal artisan de l'alliance qui se forge entre les Français et les Hurons ; il mènera même quelques attaques contre les Iroquois, dont une sur le lac qui porte aujourd'hui son nom. Ayant consolidé ses bases à Québec, il entreprend d'explorer la rivière des Outaouais (1613) et la baie Géorgienne (1615). Les récits de voyages qu'il rédige constituent des témoignages géographiques et ethnographiques importants.

CHAMPLAIN, PRIX. Décerné à chaque année depuis 1957 par le Conseil* de la vie française en Amérique, ce prix littéraire vise à favoriser l'épanouissement culturel des francophones hors Québec et à susciter l'intérêt des Québécois pour la production littéraire française réalisée à l'extérieur du Québec. Octroyé tant pour des ouvrages dits de création littéraire que pour des travaux de nature académique, le prix est assorti d'une bourse de mille dollars. Les lauréats du prix Champlain depuis son institution ont été : Lionel Groulx*, Lorenzo Cadieux*, Rosaire Dion-Lévesque*, Marie Grégoire, Gustave Lanctot*, Anselme Chiasson*, Alice Lemieux-Lévesque*, Jean Ménard*, Jean-Louis Allard*, Adolphe Robert*, Henri Blanchard*, Jean Papen, Roger Le Moine, Antoine Champagne*, Paul Chassé*, Roger Motut*, Germain Lemieux*, Camille Doucet*, Arthur Godbout*, Marius Benoist*, Hélène Chaput*, Gilles Martel, Gabrielle Poulin-Dionne, René Dionne*, Hélène Brodeur*, Michel Roy et Joseph Rudel-Tessier.

CHANOINES RÉGULIERS DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION. Fondée en 1863 à Saint-Claude, en France, par l'abbé Marie-Étienne-Adrien Gréa, la congrégation, tout en se soumettant à un style de vie monastique, se consacre à l'éducation. À la demande des archevêques d'Ottawa* et de Saint-Boniface*, M^{rs} Duhamel et Taché, les chanoines réguliers s'installent d'abord au nord de Montréal (1890) afin de poursuivre l'œuvre des Jésuites et donnent naissance aux paroisses de Nominique, l'Ascension, Macaza, Minerve et Sainte-Véronique-de-Turgeon. Puis, ils passent au Manitoba (1891) où ils fondent également les paroisses de Saint-Claude* (110 km au sud-ouest de Winnipeg) et de Notre-Dame-de-Lourdes*. En 1961, ils sont admis dans la Confédération des chanoines réguliers de Saint-Augustin.

CHANTAL, RENÉ DE. Professeur, écrivain et diplomate (Moose Creek, Ontario, 27 juin 1923 —). B.A. en Lettres (McGill, 1948), L. ès Lettres (Paris 1951), D.U. en Lettres (Paris, 1960). René de Chantal sert outre-mer dans le Corps d'aviation royal canadien de 1942 à 1945. Il devient professeur à l'Université d'Ottawa de 1951 à 1955 et de 1960 à 1962, puis à l'Université de Montréal de 1962 à 1965 et de 1967 à 1979 où il occupe la fonction de vice-recteur. En plus d'avoir été chroniqueur au journal *Le Droit* durant dix ans (1953-1963), il assume de nombreuses fonctions à titre de consultant auprès du gouvernement fédéral. Il est, entre autres, directeur des affaires culturelles au ministère des Affaires extérieures en 1966-1967, chargé des affaires culturelles et de l'information à l'Ambassade du Canada à Paris de 1979 à 1983 et directeur des relations avec les universités au ministère des Affaires extérieures de 1983 à 1987. Son œuvre littéraire comprend une chronique hebdomadaire, Défense et illustration de la langue française publiée dans *Le Droit* de 1953 à 1963, et une œuvre de critique en deux volumes, *Marcel Proust, critique littéraire* (1967). En 1965, il fonde et dirige la revue *Études françaises*.

CHAPLEAU. Ville de l'Ontario située à 210 km au sud-ouest de Timmins. Population totale : 3 243 habitants. La ville est fondée en 1883, lors de la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique, par des gens venus de la région de Rimouski et du Bas-du-Fleuve. Elle doit son nom à Sir Adolphe Chapleau, Premier ministre puis lieutenant-gouverneur de la province de Québec. Cette petite ville est détruite par un incendie en 1885, mais est aussitôt rebâtie par une population à majorité francophone. En 1888, on y fonde une librairie et l'année suivante, le premier journal de l'endroit, *L'Étoile du Nord*, est créé. En 1924, les Sœurs de Sainte-Marie de Namur y construisent un couvent. C'est aussi à Chapleau, en 1913, que Louis Hémon, auteur de *Maria Chapdelaine*, meurt dans des circonstances mystérieuses. Deux monuments ont été élevés en son honneur. Population francophone : 1 245 habitants.

CHAPUT, HÉLÈNE. Enseignante et écrivain (Saint-Norbert, Manitoba, 26 octobre 1913-). Après ses études secondaires à Saint-Adolphe

(Manitoba), elle enseigne dans les écoles rurales puis entre chez les Sœurs* des Saints Noms de Jésus et de Marie, où elle poursuit une carrière d'enseignante pendant quarante ans. En 1969, elle obtient un doctorat d'université de la Sorbonne et enseigne, de 1973 jusqu'à sa retraite en 1980, à la Faculté d'éducation de l'Université du Manitoba. Par la suite, elle s'occupe d'organiser les fonds d'archives de la congrégation. Auteure de plusieurs ouvrages, elle obtient le prix Champlain pour *Donatien Frémont, journaliste de l'Ouest* (1977).

CHARBONNEAU, JOSEPH. Archevêque (Le-faivre, Ontario, 31 juillet 1892 — Victoria, Colombie-Britannique, 19 novembre 1959). Après ses études en théologie à Montréal, il est ordonné prêtre en juin 1916. À la Catholic University de Washington, il étudie la sociologie ; à Rome, il obtient un doctorat en philosophie en 1924 et un doctorat en droit canonique en 1925. Il est directeur du Séminaire d'Ottawa jusqu'en 1934 et, ensuite, principal de l'École normale de Hull. En 1939, il est sacré évêque de Hearst. L'année suivante, il devient archevêque de Montréal. Il s'illustre par ses prises de position audacieuses en matière de justice sociale, en particulier lors de la grève d'Asbestos de 1949. Il démissionne en 1950 et se retire comme aumônier des Sœurs* de



Mgr Joseph Charbonneau

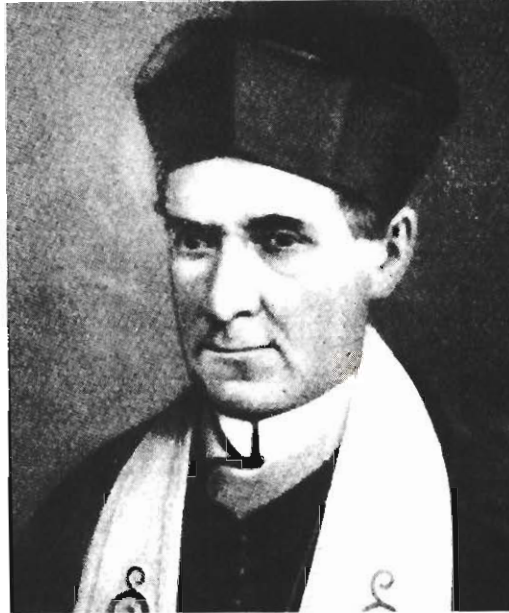
Sainte-Anne à Victoria (Colombie-Britannique). Ses différends avec le premier ministre Maurice Duplessis ont fait l'objet d'une pièce de théâtre intitulée *Charbonneau et le chef* (1974).

CHARBONNEAU, LOUIS. Pédagogue et traducteur (Lefaivre, Ontario, 10 août 1891 — Ottawa, *ibid.*, 30 août 1984). Après son cours classique au Collège de Sainte-Thérèse de Blainville (Québec), il étudie la théologie au Grand Séminaire de Montréal et poursuit ses études à l'école normale de Saskatoon* (Saskatchewan). Il enseigne dans cette province entre 1913 et 1923. De 1923 à 1942, il est inspecteur d'écoles et professeur de pédagogie à l'École normale de l'Université* d'Ottawa. De 1942 jusqu'à sa retraite en 1970, il occupe un poste de traducteur au gouvernement fédéral. Rédacteur de plusieurs manuels scolaires, il est, en outre, président de plusieurs organismes, dont la Fédération* des sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario (1940-1948) et l'Association* canadienne des éducateurs de langue française (1948-1949).

CHARBONNEAU, ROGER. Administrateur (Ottawa, Ontario, 13 juillet 1917 — *ibid.*, 28 mai 1973). Assistant comptable puis secrétaire-trésorier à la Commission des écoles séparées d'Ottawa, Roger Charbonneau s'enrôle dans les Forces armées en 1941 et est démobilisé en 1946 avec le grade de capitaine. De 1946 à 1973, il est à la fois secrétaire général de l'Association* canadienne-française de l'Ontario (1946-1973), secrétaire-trésorier des Sociétés* Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario (1953-1959), administrateur de l'Association* des commissions des écoles bilingues d'Ontario (1959-1969) et membre fondateur et trésorier du Conseil canadien des associations d'éducation de langue française (1959-1969). De plus, il a été membre fondateur de l'Association* des commissions d'écoles de langue française.

CHARBONNEL, ARMAND-FRANÇOIS-MARIE DE. Évêque et prédicateur (Monistrol, France, 1^{er} décembre 1802 — Crest, *ibid.*, 20 mars 1891). Issu d'une famille noble, ce sulpicien fait ses études à Paris et est ordonné prêtre en 1825. Il est envoyé en 1839 à Baltimore, où il enseigne, puis à Montréal de 1840 à 1847. Après un séjour en France, il revient au Canada en 1850, à titre de deuxième évêque de Toronto* (1850-1860). Dès son arrivée, il s'oppose à Eger-

ton Ryerson au sujet des écoles séparées et fonde en 1852 le collège St. Michael de Toronto. En 1860, il se rend à Rome afin de présenter sa démission et devient frère novice Capucin. Il se consacre par la suite à la prédication en Europe.



M^{gr} de Charbonnel

CHARENTE, GILBERTE. Enseignante (Verner, Ontario, 27 mars 1918 — Hanmer, *ibid.*, 30 août 1982). Après l'obtention d'un brevet d'enseignement de l'École normale de l'Université* d'Ottawa en 1936, elle se consacre à l'enseignement durant 23 ans dans les régions du Nipissing et de Sudbury* en Ontario. Pendant 10 ans, elle est directrice d'école. Très active au sein de la communauté francophone, elle est tour à tour présidente de section, présidente régionale, vice-présidente nationale et, en 1977, présidente provinciale de la Fédération des femmes canadiennes-françaises. En 1979, elle est récipiendaire de l'Ordre* de la Fidélité française en Amérique.

CHARLEBOIS, CHARLES. Prêtre et administrateur (Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, Québec, 4 novembre 1871 — Montréal, 5 octobre 1945). Après ses études au Scolasticat Saint-Joseph d'Ottawa, il est ordonné prêtre oblat en 1895. Curé à Mattawa (Ontario, 1897-1898), puis à Saint-Paul*-des-Métis en Alberta (1899-1901), il rentre à Ottawa* et y fonde la paroisse Sainte-Famille où il est curé de 1901 à 1917. Il se

trouve au premier plan des luttes scolaires menées par les Franco-Ontariens et prend une part active dans la fondation et la direction de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario. Il préside à la fondation du journal *Le Droit** (1912) et en assume la direction durant 18 ans ; sous sa gouverne, le quotidien d'Ottawa devient un instrument de lutte et de sensibilisation à la question scolaire. Il termine sa carrière comme supérieur au Scolasticat oblat de Sainte-Agathe-des-Monts (1934-1945).

CHARLEBOIS, OVIDE. Missionnaire (Oka, Québec, 17 février 1862 — The Pas, Manitoba, 20 novembre 1933). Il étudie à l'Université* d'Ottawa (1883-1885), puis au Scolasticat Saint-Joseph (1885-1887) où il est ordonné prêtre oblat en 1887. Il est d'abord envoyé à Fort Cumberland (Saskatchewan) et, trois ans plus tard, nommé supérieur du district du même nom. En 1890, on le place à la tête de l'école industrielle de Lac-des-Canards (Duck* Lake), poste qu'il occupe jusqu'en 1910. Il est, par la suite, nommé vicaire apostolique de Keewatin et archevêque de Saint-Boniface* (Manitoba). Il organise les premières missions à la Baie d'Hudson et les parcourt pendant plus de vingt ans. Le père Charlebois fonde le journal *Le Patriote de l'Ouest*, qui est d'abord publié à Lac-des-Canards (Duck Lake) en 1910, puis à Prince-Albert* jusqu'en 1941, avant d'être amalgamé avec *La Liberté** de Winnipeg*. Il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages en langue indienne.

CHARLEVOIX, PIERRE-FRANÇOIS-XAVIER DE. Explorateur et historien (Saint-Quentin, France, 24 octobre 1682 — La Flèche, *ibid.*, 1^{er} février 1761). Entré chez les Jésuites puis ordonné diacre, Charlevoix vient une première fois à Québec en 1705 et enseigne au Collège des Jésuites jusqu'en 1709. Ordonné prêtre en 1713 à Paris, il est affecté à l'enseignement des humanités et de la philosophie au Collège Louis-le-Grand. Homme d'études et ayant déjà séjourné en Nouvelle-France, il est invité en 1719 à faire enquête et à formuler des recommandations sur l'épineuse question des frontières de l'Acadie. L'année suivante, il se voit confier la mission d'examiner l'hypothèse de l'existence de « la mer de l'Ouest » et entreprend un voyage d'étude et d'observation qui le mène jusqu'à l'em-

bouchure du Mississippi en passant par les Grands Lacs. Le long voyage ne lui permet pas de confirmer ou d'infirmier l'existence de la mer de l'Ouest, mais il y recueille de nombreuses notes qui vont lui servir dans la préparation de ses travaux historiques. Une dizaine d'années plus tard, il est de nouveau amené à s'intéresser directement aux affaires de la Nouvelle-France alors que le ministère de la Marine le consulte sur le projet d'expédition vers l'Ouest de La Vérendrye. Par la suite, entre 1742 et 1749, il s'occupe des affaires canadiennes à titre de procureur à Paris des Missions jésuites et des monastères des Ursulines de Nouvelle-France et de Louisiane. François-Xavier de Charlevoix a laissé de nombreux textes et notes qui ne sont pas parvenus jusqu'à nous mais qui ont été utilisés par ses contemporains. Par ailleurs, il est l'auteur de travaux historiques importants dont *Vie de Marie de l'Incarnation* (1724) et, surtout, *Histoire et description générale de la Nouvelle-France [...]* (1744) dont il avait fait état dans un article paru en 1735 dans la revue mensuelle des Jésuites, le *Journal de Trévoux*. Une région située immédiatement au nord-est de la ville de Québec rappelle aujourd'hui son nom.

CHARPENTIER, FULGENCE. Journaliste et diplomate (Sainte-Anne-de-Prescott, Ontario, 29 juin 1897 —). Après son cours de droit à Osgoode Hall à Toronto, il arrive à Ottawa* où il est courriériste parlementaire pour *Le Droit** d'Ottawa (1922-1925), *La Presse* de Montréal, *Le Soleil* de Québec et *Le Canada* de Montréal (1922-1930). Il travaille aux bureaux français de la Chambre des communes à partir de 1936, puis au Bureau de la censure pendant la guerre. Il entre au ministère des Affaires extérieures en 1947 où il est nommé successivement attaché culturel à Paris (1948-1953), chargé d'affaires en Amérique du Sud (1953-1957) et à Haïti (1957-1960), puis ambassadeur en Afrique (1962-1965). À sa retraite en 1967, il occupe le poste d'adjoint au rédacteur en chef du journal *Le Droit*. Président de l'Alliance française, il est également l'auteur d'une série d'articles publiés en 1934 dans l'ouvrage *Le Mirage américain*. En 1978, il est décoré de l'Ordre du Canada.

CHARRON, ALPHONSE. Chimiste et sous-ministre (Pointe-Gatineau, Québec, 8 mars

1870 — Hull, *ibid.*, 4 décembre 1955). Après des études en chimie, en bactériologie et en hygiène à l'Université d'Ottawa* et à l'Université McGill, il est nommé chimiste à la Ferme expérimentale du gouvernement fédéral en 1898. De 1925 à 1940, il occupe le poste de sous-ministre adjoint au ministère de l'Agriculture. Il est l'un des fondateurs puis le trésorier du journal *Le Droit**. Très actif dans la communauté franco-ontarienne, il a été président de l'Institut* canadien-français d'Ottawa de 1901 à 1903, président de l'Association* canadienne-française de l'Ontario en 1914-1915 et président de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa.

CHARTRE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS. La Charte des droits et libertés des citoyens canadiens a été enchâssée dans la Constitution canadienne lors de son rapatriement en 1982. Elle vise à protéger les citoyens contre l'État et les minorités contre les majorités. Contrairement à la Loi de 1867, en vigueur jusque là, qui ne garantissait que le droit à une éducation selon l'appartenance religieuse, la Charte reconnaît aux minorités des deux langues officielles le droit à l'éducation dans leur langue, là où le nombre le justifie. Bien que la Charte constitue une étape importante dans la protection des droits des francophones hors Québec, il reste aux tribunaux à interpréter et à préciser certaines dispositions plutôt vagues de la Charte, dont l'expression : « là où le nombre le justifie ».

CHARTIER, ARMAND. Professeur (New Bedford, Massachusetts, 19 mai 1938 —). Après des études classiques au Séminaire de Joliette (1952-1957), il fréquente le Collège* de l'Assomption de Worcester* (1957-1959) et la University of Massachusetts où il complète une maîtrise en 1968 et un doctorat en littérature en 1970. Dès 1959, il commence à enseigner le français dans les écoles secondaires du Massachusetts. Sa carrière évolue vers l'enseignement universitaire à partir de 1968 et, en 1971, il est professeur à la University of Rhode Island. Auteur de nombreux articles et livres, il publie, entre autres, *The French in Rhode Island : A History* (1981), *Littérature historique populaire franco-américaine* (1981), *Notre New Bedford* (1982) et *Histoire des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre* (1987).

CHARTRAND, ADÉLARD. Enseignant et fonctionnaire (Beauharnois, Québec, 3 septembre 1882 — Ottawa, Ontario, 24 octobre 1976). Après des études classiques à l'Université* d'Ottawa, il est enseignant en Ontario et au Manitoba de 1898 à 1908. De 1908 à se retraite en 1946, il fait carrière dans la fonction publique comme commis aux postes, puis correcteur à l'Imprimerie nationale et traducteur. Il est président de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario de 1938 à 1944, président de la Commission des écoles séparées d'Ottawa à cinq reprises entre 1936 et 1952 et il est un membre actif de l'Ordre* de Jacques Cartier.

CHASSÉ, PAUL. Professeur et écrivain (Somersworth, New Hampshire 1926 —). Après avoir complété son baccalauréat à l'Université du New Hampshire, il obtient sa maîtrise et son doctorat ès lettres de l'Université Laval. Il enseigne d'abord aux États-Unis puis fait un stage au Cambodge. Rentré dans son pays, il se consacre à l'enseignement universitaire. Sa thèse de doctorat *Les Poètes franco-américains de la Nouvelle-Angleterre* lui vaut le prix Champlain en 1971. Il a publié, en 1968, *Et la mer efface...* et *La Carafe enchantée*.

CHATHAM. Ville de l'Ontario, située sur la rivière Thames, à 78 km à l'est de Windsor. Population totale : 40 952 habitants. Vers 1825, la région accueille les premiers francophones attirés par son potentiel agricole. Plusieurs d'entre eux seraient originaires de Windsor*. Aujourd'hui encore, son économie est centrée sur l'agriculture (fertilisants, transformation de la betterave à sucre et du tabac, machinerie agricole) mais les usines de pièces et d'accessoires d'automobiles y tiennent aussi une large place. Population francophone : 1 455.

CHELMSFORD. Localité de l'Ontario située à 18 km au nord-ouest de Sudbury. Population totale : 8 126 habitants. Sa fondation remonte aux années 1883 et 1884. La construction du chemin de fer du Canadien Pacifique a attiré des colons francophones des régions d'Ottawa* et de l'Est ontarien, ce qui explique que l'agglomération ait toujours été à majorité francophone. L'activité économique a longtemps été dominée par l'agriculture mais depuis les années 1960, Chelmsford est devenue une ville-dortoir, pour un grand

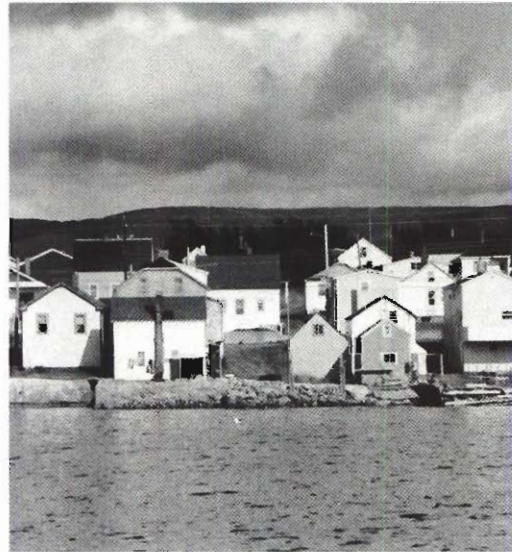
nombre de résidents qui gagnent leur vie à Sudbury*. M^{sr} Stéphane Côté*, ardent défenseur de la question scolaire en Ontario et de la survivance française, est curé de la paroisse St-Joseph de 1906 à 1945. Intégrée à la municipalité de Rayside-Balfour depuis 1969, la ville a à son actif une caisse populaire ainsi qu'un centre culturel, sans oublier la présence d'un bon nombre d'organismes communautaires. Population francophone : environ 5 000 personnes.

CHÉNIER, FÉLIX. Notaire et député (Saint-Hermas, Québec, 19 janvier 1843 – Winnipeg, Manitoba, 2 novembre 1910). Reçu notaire en 1867, il se joint en 1870 à l'expédition de la Rivière-Rouge*. Après la dissolution de l'expédition la même année, il s'établit à la Baie Saint-Paul dont il devient député à la législature manitobaine de 1874 à 1878. Il est aussi juge de paix et fonctionnaire au bureau des terres (1871-1910). Membre actif de la Société* Saint-Jean-Baptiste, il en est élu président en 1885. Alors qu'il est député, il pilote certaines des toutes premières lois du Manitoba.

CHERRIER, ALPHONSE-AVILA. Prêlat (Laprairie, Québec, 26 septembre 1849 – Winnipeg, Manitoba, 1935). Il étudie au Séminaire de Sainte-Thérèse de Blainville et à l'Université* Laval (1871). Ordonné prêtre en 1874, il part pour Winnipeg* en 1878. En 1884, il est nommé curé de la paroisse Immaculée-Conception puis vicaire général du diocèse de Winnipeg (1894). Il occupe ces postes jusqu'à sa retraite en 1927. Parallèlement à sa carrière diocésaine, le père Cherrier œuvre dans le domaine de l'éducation. De 1881 à 1884, il occupe le poste de recteur du Collège* de Saint-Boniface, puis celui de vice-chancelier de l'Université du Manitoba. De 1878 à 1890, il est membre du Bureau provincial de l'éducation et le seul représentant catholique au sein du Bureau consultatif de l'éducation du Manitoba à partir de 1897.

CHÉTICAMP. Principale localité acadienne sur la côte ouest de l'île du Cap-Breton. Population totale : 1 027 habitants. Le village est fondé en 1782 par des Acadiens déportés de la Nouvelle-Écosse et sa première église est construite la même année. Vivant dans l'isolement, les résidents réussissent à conserver leur langue et leur culture acadiennes. L'industrie de la pêche orga-

nisée en coopérative constitue la principale activité économique de Chéticamp. Cette localité est réputée pour sa coopérative d'artisanat spécialisée dans les tapis crochetés, dont ceux d'Élisabeth Lefort*. Le comité d'activités culturelles de Chéticamp anime la vie culturelle du village. Chéticamp est entouré de villages tout aussi acadiens : Margare, Grand-Étang et Petit-Étang. La région est presque entièrement francophone.



Chéticamp, Nouvelle-Écosse

CHEVALIERS DE COLOMB. Fondé en 1882 à New* Haven (Connecticut), cet organisme d'entraide et de secours mutuel est, à son origine, une initiative des Irlandais catholiques de la Nouvelle-Angleterre. L'organisme rayonne vite dans toute la Nouvelle-Angleterre et, en 1897, il étend ses opérations au Canada. Fermement catholiques, les Chevaliers de Colomb connaissent un grand succès auprès des francophones du Québec et des autres foyers francophones au Canada. Dans les sections francophones, toutes les activités se déroulent en français. En plus de défendre le catholicisme, les Chevaliers s'intéressent au sort des jeunes, des malades, des personnes âgées et des citoyens défavorisés. L'organisme est très hiérarchisé et comporte une série de rites d'initiation.

CHEVRIER, EDGARD-RODOLPHE. Juge (Ottawa, 5 octobre 1887 – Lac Profond, Québec, 26 août 1956). Diplômé en droit de Osgoode Hall à Toronto, il établit sa pratique à Ottawa en

1912. Il est élu député libéral d'Ottawa-Est à la Chambre des communes (1921-1925 et 1926-1935). Puis, il est nommé juge de la Cour suprême de l'Ontario (1936) et accède, en 1953, à la Cour d'appel de l'Ontario, devenant ainsi le premier Canadien français à occuper ces deux postes.

CHEVRIER, LIONEL. Homme politique (Cornwall, Ontario, 2 avril 1903 — Montréal, 8 juillet 1987). Diplômé en droit de Osgoode Hall à Toronto, il fonde une étude dans sa ville natale. Il est élu député libéral de Stormont (Ontario) à la Chambre des communes de 1935 à 1954. En 1945, il est nommé ministre des Transports. Durant son mandat, il voit la réalisation de la Voie maritime du Saint-Laurent, dont il devient le premier président (1954-1957). Après une absence de quelques années, il revient en politique à titre de ministre de la Justice de 1963 à 1964. L'année suivante, il est nommé haut commissaire du Canada à Londres. Il devient alors le premier diplomate de langue française à occuper ce poste. Il se retire de la vie publique en 1968.

CHEVRIER, NOÉ. Homme d'affaires et sénateur (Rigaud, Québec, 27 avril 1846 — Winnipeg, Manitoba, 9 octobre 1911). D'abord tailleur et fourreur à Ottawa*, il s'établit au Manitoba en 1876. Tout en gérant son magasin général Chevrier and Sons, il entretient des postes de traite de fourrure dans la région de la rivière La Paix. Il est nommé au Sénat canadien en 1909.

CHIASSON, ANSELME. Prêtre et folkloriste (Chéticamp, Nouvelle-Écosse, 3 janvier 1911 —). Ordonné prêtre (1938), il devient professeur au Scolasticat des Pères capucins à Ottawa* avant d'être nommé supérieur du couvent et d'assumer la cure de la paroisse Saint-François-d'Assise (1949 à 1956). Par la suite, il s'établit à Moncton* où il participe à la fondation de la Société* historique acadienne et collabore à la mise sur pied du Centre* d'études acadiennes de l'Université* de Moncton dont il devient le premier directeur. Spécialiste de l'ethnographie acadienne, il mène plusieurs recherches sur le folklore d'Acadie. Au nombre de ses publications, il faut citer son *Chéticamp, histoire et traditions acadiennes*, paru en 1969 ; son nom est étroitement associé à la préparation de l'*In-*

ventaire général des sources documentaires sur les Acadiens.

CHIASSON, HERMÉNÉGILDE. Poète et cinéaste (Saint-Simon, Nouveau-Brunswick, 7 avril 1946 —). Après des études au collège* de Saint-Joseph à Memramcook (Nouveau-Brunswick), et aux universités* de Moncton et de Mount Allison, Herménégilde Chiasson complète sa formation en photographie et en art au Rochester College de New York et à La Sorbonne (Paris). Écrivain, il signe de nombreux textes radiophoniques, pièces et poèmes. Il publie deux recueils : *Mourir à Scoudouc* (1974) et *Rapport sur l'état de mes illusions* (1976). Réalisateur à la télévision de Radio-Canada, il s'intéresse à la production cinématographique et compte à son actif un premier film : *Acadie parole* (1985) et un court métrage : *Cap lumière* (1985).

CHIASSON, M^{re} JEAN. Prêlat domestique (Tignish, Île-du-Prince-Édouard, 8 juin 1852 — Charlottetown, *ibid.*, 29 septembre 1946). Après des études au Petit et au Grand Séminaire de Québec, Jean Chiasson est ordonné prêtre en 1878. D'abord vicaire à Charlottetown, il est nommé recteur du Collège Saint-Dunstan's avant d'occuper les cures d'Indian River, de l'Étang-du-Nord, de Havre-aux-Maisons, de Palmer Road et, finalement, de Rustico. Durant ses trente et une années de vie pastorale à Rustico, il s'occupe de mettre sur pied des institutions pour les francophones de sa paroisse.

CHIASSON, LIVAIN. Prêtre (Lamèque, Nouveau-Brunswick, 25 juillet 1892 —). Formé au Séminaire de Québec, il est ordonné prêtre en 1915. D'abord vicaire à Blackville (1915-1917), il obtient sa première cure à Boiestown en 1917. Trois ans plus tard, il est nommé curé à Shippagan* (Nouveau-Brunswick), poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 1965. En marge de ses activités religieuses, Livain Chiasson se préoccupe du développement de la coopération en Acadie. Travaillant en collaboration avec l'Université d'Antigonish, il met sur pied des caisses populaires et des coopératives de pêcheurs. Ses activités socio-économiques aussi bien que ses longs états de service à la cure de Shippagan lui ont valu l'élévation au rang de prélat domestique.

CHIASSON, PATRICE-ALEXANDRE. Prêtre, éducateur et missionnaire (Grand-Étang, Nouvelle-Écosse, 26 novembre 1867 — Bathurst, Nouveau-Brunswick, 31 janvier 1942). Après des études au Collège Sainte-Anne de Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), Patrice-Alexandre Chiasson poursuit sa formation, d'abord au noviciat de Kerlois (Bretagne), puis au Séminaire de théologie de Redon, avant d'être ordonné prêtre à Rennes en 1898. De retour à Pointe-de-l'Église, il enseigne pendant vingt ans au Collège* Sainte-Anne. De 1908 à 1917, il est également supérieur de cette institution. En 1917, il est nommé évêque et vicaire apostolique de la Côte-Nord. Trois ans plus tard, il quitte ce poste pour devenir évêque du diocèse de Chatham*(Nouveau-Brunswick).

CHICAGO. Deuxième ville en importance des États-Unis, située sur le lac Michigan dans l'État de l'Illinois. En 1812, c'est un modeste poste de traite regroupant une centaine de personnes, francophones pour la plupart. Au cours des années 1830 et 1840, les Canadiens français deviennent minoritaires et sont, par la suite, littéralement submergés par les immigrants. En 1852 cependant, un prêtre québécois rebelle, le père Chiniquy*, s'y installe, entraînant avec lui plusieurs de ses fidèles québécois. Après son excommunication, Chiniquy s'installe dans le village voisin de Sainte-Anne. Les pionniers Marquette*, Jolliet*, La* Salle et Cuillierier-Beaulieu sont honorés à Chicago, plusieurs parcs et rues portant leurs noms.

CHICOPEE. Ville de l'ouest du Massachusetts à 10 km de Springfield et de Holyoke. Population totale : 66 676 habitants. L'industrie de la filature du coton dans les années 1820 y attire des Polonais, des Irlandais et des Canadiens français. Une mission destinée à rassembler les catholiques canadiens-français est créée par le curé Dufresne de Holyoke* en 1876. En 1885, la paroisse de l'Assomption a son premier curé résident. Chicopee compte 1 627 habitants en 1890, répartis en 273 familles. Les Sœurs* de l'Assomption de Nicolet y établissent une école (1928). En 1940, Chicopee compte 3 000 Franco-Américains. Les difficultés des filatures de la Nouvelle-Angleterre ont entraîné le déclin de cette localité. Les Franco-Américains de la région de Chicopee-Holyoke or-

ganisent à partir des années 1980 un festival annuel qui témoigne de façon colorée de la présence française dans cette région. Population francophone : 13 589.

CHIGNECTOU. Isthme d'une vingtaine de kilomètres de largeur qui relie le Nouveau-Brunswick à la Nouvelle-Écosse. Colonisé dès 1672 par des familles acadiennes en provenance de Port-Royal*, l'isthme de Chignectou constitue un enjeu stratégique important au cours de la guerre de la Conquête. Pratiquement désertée à la suite des guerres et de la Déportation*, la région est habitée après 1763 par des Anglais du Yorkshire et, plus tard, par des Loyalistes.

CHIGNECTOU : voir BEAUBASSIN

CHINIQUEY, Charles. Prédicateur (Kamouraska, Québec, 30 juillet 1809 — Montréal, 16 janvier 1899). Ordonné prêtre en 1833, il devient curé de Beauport, Québec (1838-1842) et de Kamouraska (1842-1846). Sa réputation comme prédicateur de la tempérance est immense. Des difficultés avec ses évêques l'amènent à Chicago en 1851 et il exerce son ministère chez les Franco-Américains de l'Illinois. Suspendu par l'évêque de Chicago en raison de son insoumission puis excommunié en 1858, il passe au protestantisme et publie plusieurs pamphlets anticatholiques.

CHOEUR PALESTRINA. Chorale mixte d'une cinquantaine de voix, cet ensemble est fondé à Ottawa en 1946 par Jules Martel* qui le dirigera jusqu'à sa dissolution en 1958. Son répertoire est surtout composé de musique liturgique. Une cinquantaine d'auditions à la radio et à la télévision de Radio-Canada* lui assurent une diffusion importante tant au Québec qu'en Ontario.

CHOQUETTE, LIONEL. Avocat et homme politique (Ottawa, Ontario, 6 mars 1906 — *ibid.*, 27 septembre 1983). Admis au barreau de l'Ontario en 1932, il établit sa pratique à Ottawa. Candidat conservateur sur la scène fédérale dans le comté d'Ottawa-Est, Choquette est défait à deux reprises, en 1935 et 1939. Nommé sénateur en 1958, il y demeure jusqu'en 1983, soit pendant vingt-cinq ans.

CHOQUETTE, ROBERT. Diplomate et écrivain (Manchester, New Hampshire, 22 avril 1905 —). D'abord rédacteur de la *Revue mo-*

derne, il fait carrière à la radio et à la télévision. En 1963, il est nommé à la Commission du centenaire et, l'année suivante, consul général du Canada à Bordeaux (France). De 1968 à 1970, il est ambassadeur du Canada en Argentine, en Uruguay et au Paraguay. Pendant ce temps, il écrit et publie des œuvres poétiques, dont *À travers les vents* (1925), des romans tel *La Pension Leblanc* (1927) et des pièces de théâtre parfois adaptées pour la radio. Proclamé Prince des poètes du Canada français en 1962, il remporte plusieurs honneurs et est fait compagnon de l'Ordre du Canada en 1969.

CHOQUETTE, ROBERT. Professeur et historien (Ottawa, Ontario, 1^{er} octobre 1938 —). Docteur en théologie de l'Université de Chicago, il enseigne à la fois les sciences religieuses, en particulier l'histoire religieuse, et l'histoire des Franco-Ontariens à l'Université d'Ottawa à compter de 1966. Chercheur infatigable et conférencier recherché, il publie de nombreux articles et donne plusieurs conférences sur l'histoire religieuse. Depuis 1975, il a publié sept ouvrages sur la religion et l'Ontario français dont : *Langue et religion : histoire des conflits anglo-français en Ontario* (1977) et *L'Ontario français : historique* (1980).

CHORALE D'ABERDEEN : voir JEUNES CHANTEURS D'ACADIE, LES

CHORALE DE L'UNIVERSITÉ DE MONCTON. Fondée en 1946 par le père Léandre Brault, sous le nom de Chorale de l'Université Saint-Joseph de Memramcook, elle a d'abord pour but de susciter l'intérêt pour le chant grégorien. Comprenant uniquement des voix d'hommes à ses débuts, elle fait l'objet en 1952 de trois documentaires de l'Office national du film et remporte à quatre reprises (1950, 1956, deux fois en 1957) le Prix de la Ville de Lincoln, décerné à la meilleure chorale amateur du pays. Rebaptisée Chorale de l'Université de Moncton en 1963, elle entreprend une série de tournées au Canada et en France, interprétant de vieilles chansons anglaises et françaises de même que des œuvres classiques. Elle forme un chœur mixte à compter de 1975 et enregistre un microsillon en 1979.

CHORALE DES INTRÉPIDES. Chœur mixte fondé à Saint-Boniface* (Manitoba) en 1960 par

Marcien Ferland* et une trentaine de personnes de la communauté. Il s'agrandit pour compter 70 voix en 1970. Son répertoire comprend des chants folkloriques, des œuvres canadiennes, des chants classiques dans les domaines profanes ou sacrés. La chorale effectue des tournées à travers le Canada et enregistre deux microsillons, *Les Intrépides chantent* (1970) et *Les Intrépides au Festival du Voyageur* (1975).

CHORALE NOTRE-DAME D'ACADIE. Fondée à Moncton* (Nouveau-Brunswick) en 1949 par les Sœurs de Notre-Dame du Sacré-Cœur, la chorale cesse ses activités en 1963. Au cours de ses quatorze années d'existence, elle participe régulièrement aux festivals annuels de Moncton et de Saint-Jean*, et se produit également ailleurs dans les Maritimes ainsi qu'au Québec et en Ontario. Entre 1952 et 1963, elle se distingue à cinq reprises en remportant le trophée Lincoln attribué chaque année à la meilleure chorale amateur au Canada.

CHOUINARD, ZOTIQUE. Prêtre (Saint-Jean-Port-Joli, Québec, 28 mai 1883 — ? , 18 septembre 1964). Il prononce ses vœux chez les Pères de la Salette en 1903 et étudie la théologie à l'Université grégorienne de Rome où il est ordonné prêtre en 1910. Il est tour à tour professeur, prédicateur de retraites paroissiales et maître des novices dans plusieurs paroisses de la Nouvelle-Angleterre. Il est connu surtout comme le fondateur, en 1927, du séminaire salettain d'Enfield (New Hampshire), qui devient une pépinière de prêtres franco-américains de sa congrégation.

CHOUTEAU, JEAN-PIERRE. Commerçant de fourrures (Nouvelle-Orléans, Louisiane, 10 octobre 1758 — Saint-Louis, Missouri, 10 juillet 1849). Avec son frère aîné René-Auguste Chouteau*, il participe à la remontée du Mississippi qu'organise en 1763 le commerçant et explorateur Pierre Laclède Ligest* en vue d'implanter un établissement commercial le long du fleuve. Cette expédition conduit à la fondation de l'actuelle ville de Saint-Louis* en 1764. En 1796, Jean-Pierre Chouteau préside à l'installation dans l'Oklahoma, du premier peuplement de blancs (aujourd'hui Salina). Revenu à Saint-Louis, il crée en 1809 sa propre compagnie pour le négoce des fourrures, la Missouri Fur Company qui fu-

sionne avec la American Fur Compagny en 1813. Chouteau continuera dans les affaires, au sein de la nouvelle compagnie.

CHOUTEAU, RENÉ-AUGUSTE. Commerçant (Nouvelle-Orléans, Louisiane, 7 septembre 1749 — Saint-Louis, Missouri, 24 février 1829). Avec son frère Jean-Pierre, il se joint en 1763 à l'expédition de Pierre Laclède Ligest* qui remonte le fleuve Mississippi en vue d'établir un poste de commerce de fourrure avec les Amérindiens. Séjournant au fort de Chartres (Illinois), il est chargé d'identifier un site propice à l'aménagement dudit poste. Chouteau retient alors l'endroit sur lequel est aujourd'hui érigée la ville de Saint-Louis* (Missouri). Succédant à Ligest, il dirige ce comptoir commercial et organise le premier peuplement de cette grande ville américaine.

CHRÉTIEN, ALFRED J. Juge (Fall River, Massachusetts, 3 février 1900 —). Après avoir passé son adolescence au Québec, il fait son droit à l'Université Harvard. Il établit sa pratique à Manchester (New Hampshire) jusqu'à ce qu'il soit nommé juge en chef à la Cour municipale de Manchester en 1940 ; il accède ensuite à la Cour de comté en 1964. Philanthrope, il s'intéresse à plusieurs causes humanitaires telles que l'aide aux délinquants et la Croix-Rouge ; il est président-fondateur du Comité d'aide juridique du New Hampshire. Il fait aussi partie de presque toutes les associations nationales, comme l'Union* Saint-Jean-Baptiste et l'Association* canado-américaine.

CHURCH POINT : voir BAIE SAINTE-MARIE

CIRTEX, GRÈVE DE LA. La compagnie de tricots Cirtex, sous contrôle de capitaux japonais, s'installe à Caraquet* (Nouveau-Brunswick) en 1972 avec l'aide des gouvernements fédéral et provincial. Dès 1973 éclate un conflit quant à l'affiliation syndicale des travailleurs. Ceux-ci réclament le droit de s'affilier à l'Union canadienne de l'industrie des pêches et des travailleurs affiliés, alors que la partie patronale refuse de reconnaître cette affiliation en dépit de décisions favorables de la Commission des relations industrielles et de la Cour suprême du Nouveau-Brunswick. Le conflit s'étend à l'affiliation syndicale des cadres et, le 2 décembre 1974, les ou-

vriers entreprennent une grève qui dure plus d'un an et qui se termine par la fermeture de l'usine. Pour les Acadiens du Nouveau-Brunswick, cette grève marque un pas important dans l'affirmation de leurs droits.

CIVITAS CHRISTI : voir CENTRE DES JEUNES DE SUDBURY

CKSB. Poste radiophonique inauguré en 1946 à Saint-Boniface*, Manitoba. Premier poste de radio francophone dans l'Ouest canadien, il doit son ouverture à l'effort des citoyens, et, parmi eux, M^{sr} Baudoux*, qui réussirent à amasser les fonds nécessaires. Trois ans plus tard, selon une enquête menée auprès de la population, on évalue à 140 000 le nombre des auditeurs canadiens du poste, en plus de 10 000 Franco-Américains du Dakota du Nord et du Minnesota, alors que la population francophone de la région s'élève à seulement 75 000. Le public radiophonique canadien-anglais en constitue donc un important pourcentage. On attribue la popularité de ce poste à ses programmes musicaux et à la diffusion d'un cours de français pour les auditeurs anglophones (on envoie même la documentation du cours sur demande). CKSB est l'un des principaux animateurs de la vie française dans l'Ouest canadien. La Société* Radio-Canada a acheté le poste en 1973.

CLAIR. Localité du comté de Madawaska située sur la rivière Saint-Jean. Population totale : 915 habitants. Fondée par des Acadiens en 1812, Clair est reliée à Fort Kent (Maine) par un pont international qui en fait un poste important de douanes et accises. On y trouve un petit musée regroupant des artefacts locaux. Population francophone : 875.

CLAPIN, SYLVA. Traducteur et écrivain (Saint-Hyacinthe, Québec, 15 juillet 1853 — Ottawa, Ontario, 17 février 1928). Il fait ses études à Saint-Hyacinthe, y devient libraire et occupe des fonctions analogues à Paris et à Boston ; il se lance ensuite dans le journalisme, d'abord dans sa ville natale, puis à Boston et à Worcester* (Massachusetts). En 1902, il devient traducteur à la Chambre des communes où il reste jusqu'en 1921. Il publie quelques ouvrages dont *Dictionnaire canadien-français* (1895) et *Histoire des États-Unis* (1903).

CLÉMENT, ANTOINE. Journaliste (Lowell, Massachusetts, 3 septembre 1901 — *ibid.*, 1^{er} juillet 1970). Formé au Collège de l'Assomption (Québec) et au Séminaire de Saint John de Brighton près de Boston, il pratique pendant 35 ans le journalisme au quotidien de Lowell, *L'Étoile**. Il est également membre de la Société* historique franco-américaine et de plusieurs autres organisations telles l'Alliance française, l'Association canado-américaine et l'Union Saint-Jean-Baptiste.

CLERCS DE SAINTE-CROIX. Congrégation de prêtres et de frères, surtout vouée à l'enseignement, fondée en France en 1837. Un groupe de ces religieux s'établit en Indiana, en 1842, à la demande de M^{sr} Bourget. En 1848, ils sont au nombre de 70, formant ainsi la plus importante fondation de la congrégation à l'étranger. Ils font œuvre missionnaire par leur travail auprès des Amérindiens et dans les écoles en milieu protestant. L'Université Notre-Dame à South Bend (Indiana) est leur création. En 1847, les Clercs de Sainte-Croix arrivent au Canada, près de Montréal. Ce n'est qu'en 1963 qu'ils s'établissent en Ontario, soit dans les régions de Sudbury*, de Sault-Sainte-Marie* et de Cambridge dans le sud-est, ainsi que dans le diocèse d'Ottawa*, à Casselman* et Saint-Albert*.

CLERCS DE SAINT-VIATEUR. Fondée en 1831 à Vourles (près de Lyon, France) par le père Joseph Querbes, cette congrégation se consacre à la desserte des paroisses et à l'éducation. À la demande de M^{sr} Bourget*, évêque de Montréal, elle s'installe au Canada en 1847. Les Clercs de Saint-Viateur fondent plusieurs institutions dont l'une des plus connues est le Collège* Bourget de Rigaud au Québec, ouvert en 1850. En 1865, quelques frères partent pour Bourbonnais (Illinois) et y fondent, trois ans plus tard, le Collège Saint-Viateur. La communauté s'établit également à Otterburne (Manitoba), où elle ouvre un orphelinat en 1904, et en Ontario, notamment à Embrun (1940-1954), à Cornwall où elle dirige un collège* du même nom (1949-1968) et à Timmins (1966).

CLINT : voir CORBEIL

CLOUTIER, Cécile. Professeur et poète (Québec, 13 juin 1930 —). Formée en lettres, en es-

thétique et en psychothérapie à l'Université Laval et l'Université de Paris, elle entreprend, en 1962, une carrière dans l'enseignement universitaire d'abord à Québec, puis à Ottawa et à Toronto à compter de 1966. Depuis 1960, elle a publié six recueils de poésie d'inspiration surréaliste, une pièce de théâtre, *Utinam* (1977), et plusieurs articles. Elle est récipiendaire de nombreux prix. Ses poèmes sont traduits dans plusieurs langues. Sa poésie représente à ses yeux une fenêtre sur l'univers et une vision fugitive des forces cachées qui mènent le monde. Son recueil le plus récent, *L'Échangeur*, a paru en 1985.

CLOUTIER, Edmond. (Saint-Narcisse de Champlain, Québec, 25 novembre 1893 — Ottawa, Ontario, 2 avril 1977). Licencié en philosophie à l'Université* d'Ottawa, il s'engage dans une carrière journalistique au quotidien *Le Droit**, devenant tour à tour journaliste (1918), éditorialiste (1919-1921) et gérant général (1932-1940). De 1920 à 1927, il est secrétaire de l'Association* canadienne-française d'éducation d'Ontario. Quittant *Le Droit*, il est nommé imprimeur du roi (1940-1967). Préoccupé par les questions scolaires, il laisse un manuscrit, *Quinze années de lutte 1910-1925 : catéchisme de la question scolaire ontarienne*, conservé aux archives du Centre* de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa.

CLUBS D'ÂGE D'OR. Au cours des années soixante, avec l'abaissement de l'âge normal de la retraite et le déclin de la famille traditionnelle au profit de la famille nucléaire, les personnes âgées, cherchant à meubler leur temps libre, commencent à créer des clubs sociaux appelés Clubs d'âge d'or. Répartis partout en Amérique du Nord, les Clubs d'âge d'or sont généralement rattachés à des paroisses. Organisant des loisirs et proposant des voyages d'échange entre clubs, ils constituent dans certaines régions, et en particulier en Nouvelle-Angleterre, des refuges pour la langue française. Prenant un essor depuis environ 1975, plusieurs Clubs d'âge d'or (environ la moitié) se constituent en fédérations. Ainsi naissent la Fédération de l'âge d'or du Québec, la Fédération des aînés du Nouveau-Brunswick, la Fédération des aînés francophones de l'Ontario, la Fédération des aînés franco-manitobains, la Fédération des aînés fransaskois et la Fédération

américaine francophone des aînés. En 1981, l'Association internationale francophone des aînés (AIFA) voit le jour. Associée au Secrétariat* permanent des peuples francophones, l'Association cherche à resserrer les liens entre les groupes d'aînés francophones de divers pays de langue française. Depuis sa fondation, l'AIFA a organisé deux colloques internationaux des aînés francophones : le premier, à l'Université Laval en 1985, et le second, à l'Université d'Ottawa en 1987.

CLUB DES DIX, LE. Ce cercle littéraire est fondé en 1884 à Ottawa, par des Canadiens français au service du gouvernement fédéral. Joseph Marmette, Alfred-Duclos De Celles* et Benjamin Sulte*, entre autres, en font partie. Les membres se réunissent d'abord deux fois par mois, puis chaque semaine, accueillant parfois des personnalités de passage. Au cours des réunions, ils discutent de sujets allant de la science à la littérature, en passant par la géographie et l'histoire, mais évitent la religion, la politique et la lecture de leurs propres œuvres. Durant les quelque trente années de son existence, le Club permet donc à ses membres de s'instruire en se divertissant. Il témoigne de l'éclosion d'une culture canadienne-française savante dans une ville qui ne possédait guère de tradition à cet égard.

CLUB RICHELIEU : voir RICHELIEU INTERNATIONAL

CLUT, ISIDORE. Évêque et missionnaire (Saint-Rambert, Drôme, France, 11 février 1832 — Grouard, Alberta, 9 juillet 1903). Après des études au Séminaire de Saint-Rambert, il est ordonné prêtre oblat (1857) et se rend au Canada la même année. En 1866, il est sacré auxiliaire du vicaire apostolique d'Athabaska-Mackenzie. Il passe 27 ans à parcourir les missions du Nord-Ouest. En 1868, il fonde la mission de Fort-Vermillion en Alberta et, en 1891, il fait venir les Sœurs de la Providence pour établir une école à Grouard. Son activité de missionnaire lui a valu le surnom d'Évêque de peine ; des lacs et une île dans le Nord canadien portent son nom.

COBALT. Ville minière de l'Ontario, sise à 145 km au nord de North Bay. Population totale : 1 759 habitants. Selon la légende, c'est en 1903 qu'un forgeron du nom de Fred La* Rose découvre un filon d'argent qui provoque une véritable

ruée. Plus de 50 mines d'argent s'ouvrent par la suite et la ville atteint une population d'environ 20 000 habitants. Cobalt est alors classée au quatrième rang pour la production d'argent dans le monde. Autour des années 1930, les activités minières déclinent rapidement, mais reprennent au début des années 1950 grâce à l'augmentation de la demande mondiale pour le minerai de cobalt. Population francophone : 445.

COBO, ALBERT-EUGÈNE. Homme politique (Déroit, Michigan, 2 octobre 1893 — *ibid.*, 12 septembre 1957). Confiseur, puis représentant des ventes pour la Burroughs Adding Machine Co., Cobo est prêté par son employeur à la ville de Déroit pour faire face à la situation d'urgence qu'entraîne la crise économique. Une fois la situation rétablie, plutôt que de revenir à l'entreprise privée, Cobo remplace le trésorier-adjoint de la ville en 1933, temporairement croit-il, pour terminer un mandat inachevé. Il restera à ce poste pendant sept mandats consécutifs et, en 1949, brigue les suffrages de ses concitoyens dans une élection non partisane. Il est élu, coup sur coup, en 1949, 1951 et 1953, maire de la capitale de l'automobile.

COCHRANE. Ville de l'Ontario située à 380 km au nord de North Bay. Population totale : 4 848 habitants. Cochrane voit le jour en 1908, lorsque le gouvernement de l'époque décide d'établir une ville à la jonction de deux lignes ferroviaires, le Temiskaming and Northern Ontario et le National Transcontinental. Les premiers habitants arrivent autour de 1909 et sont, pour la plupart, des agriculteurs canadiens-français à la recherche de nouvelles terres pour y établir leur famille. L'économie de Cochrane reste longtemps dépendante du réseau ferroviaire et, de nos jours, elle demeure un carrefour de transport important. Son développement est renforcé par des activités agricoles et par la présence de divers services gouvernementaux. Population francophone : 2 200.

CODERRE, LIONEL. Homme politique (Coderre, Saskatchewan, 15 avril 1915 —). Vendeur et gérant dans le magasin général familial, Lionel Coderre prend part à la guerre de 1939-1945 et accède au rang de major. Revenu à la vie civile, il monte une entreprise de vente au détail en quincaillerie et en matériel électronique. Élu député libéral de Gravelbourg* au parlement

de la Saskatchewan (1951-1971), il entre au cabinet en 1967 comme ministre du Travail, de la Coopération et du Développement coopératif, puis comme ministre des Travaux publics en septembre 1970 ; il est défait en 1971.

CODOFIL : voir **CONSEIL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU FRANÇAIS EN LOUISIANE**

COHOES. Ville de l'État de New York située à 14 km au nord d'Albany. Population totale : 18 653 habitants. Les Canadiens français affluent dans cette région au XIX^e siècle, attirés par les possibilités d'emplois qu'offrent les usines textiles et les autres industries dont le développement est lié à la disponibilité des ressources hydrauliques. La première paroisse francophone est fondée en 1868. Trois nouvelles paroisses françaises s'y ajoutent bientôt. En 1868, l'usine Harmony Mills devient la plus importante fabrique de textile au monde et, en 1880, les Canadiens français y mènent avec succès une grève de 9 jours. En 1895, Cohoes dispose de 5 journaux de langue française, dont *La Patrie nouvelle* créé en 1876 et publié jusqu'en 1900. Population francophone : 3 298.

COLD LAKE. Petite ville de l'Alberta située sur le lac du même nom, à 290 km au nord-est d'Edmonton. Population totale : 2 110 habitants. Colonisé à partir de 1910, le village initial se développe en trois phases. En 1928, d'abord, quand une voie du Canadien Pacifique l'atteint, puis, durant la seconde guerre mondiale, alors qu'on y établit une base militaire canadienne et, enfin, au cours des années soixante-dix alors qu'on y exploite les sables bitumineux. Ce dernier développement attire un certain nombre de travailleurs itinérants québécois. Une paroisse française, la paroisse Saint-Dominique, y est établie dès 1919. Population francophone : 135.

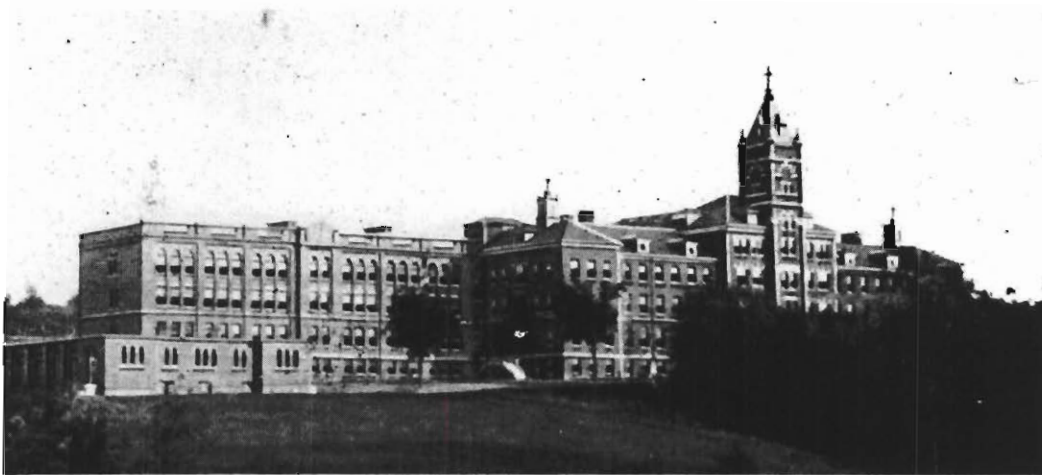
COLLÈGE ALGONQUIN. Inaugurée en 1966 à Ottawa, cette institution naît de la fusion du Centre d'enseignement professionnel de l'Ontario (1964) et de l'Institut de technologie de l'Est de l'Ontario (1957). Comme les 22 autres collèges communautaires de l'Ontario, il a pour but la formation post-secondaire, en particulier dans les domaines techniques. Composé de dix campus situés surtout à Ottawa* mais desservant aussi la

région s'étendant de Hawkesbury à Pembroke*, le Collège offre le tiers de ses programmes en français. Des 10 000 étudiants inscrits en 1984-1985, 24 % sont des étudiants francophones. Il est l'un des trois collèges communautaires (avec Cambrian à Sudbury et Northern à Timmins) officiellement bilingues en Ontario.

COLLÈGE BOURGET. Cette institution d'enseignement est fondée en 1850 à Rigaud (Québec) par les Clercs* de Saint-Viateur avec l'appui de l'évêque de Montréal, M^{gr} Ignace Bourget*, dont elle prend le nom en 1872. Collège classique, offrant aussi un cours scientifique et commercial, d'abord affilié à l'Université Laval, puis à l'Université de Montréal, le collège actuel privé offre le cours secondaire suivant les programmes du ministère de l'Éducation du Québec. Situé près de l'Ontario, le collège a attiré, annuellement, durant la première moitié du XX^e siècle, jusqu'à une centaine d'élèves de cette province, venant d'aussi loin que le Témiscamingue et le Nord de l'Ontario. Cependant, les institutions francophones d'enseignement en Ontario se multipliant, la population du collège devient presque exclusivement québécoise après 1960.

COLLÈGE DE CORNWALL. Fondée en 1949 par un groupe de laïcs puis cédée aux Clercs de Saint-Viateur, cette institution d'enseignement dispense à ses débuts un cours classique, puis, à partir du début des années soixante, un cours d'école secondaire conforme au curriculum du ministère de l'Éducation de l'Ontario. Affilié à l'Université* d'Ottawa en 1953, le collège dessert la clientèle francophone de tout l'Ontario, plus particulièrement celle de l'Est de la province. Il ferme ses portes en 1968 à la suite de la création du réseau d'écoles secondaires publiques et françaises en Ontario.

COLLÈGE D'EDMONTON. Fondé en 1913 par les Jésuites*, ce collège, affilié à l'Université* Laval, dispense le cours classique auquel s'ajoute un cours commercial. À son apogée en 1922, il compte plus de 200 élèves. Les difficultés financières suscitées par une concurrence trop forte (Edmonton compte alors deux autres collèges) ont raison de cette institution. Le collège est vendu en 1942 à l'armée américaine, qui a besoin de locaux pour loger les militaires dans le cadre de la guerre contre le Japon.



Le Collège de L'Assomption, Worcester, Massachussetts

COLLÈGE DE GRAVELBOURG : voir **COLLÈGE MATHIEU**

COLLÈGE DE L'ASSOMPTION. Ce collège classique ouvre ses portes en 1904, à Worcester (Massachusetts). Dirigé par les pères Assomptionnistes*, il offre un double programme d'études en français et en anglais, et, à partir de 1917, il offre le diplôme de bachelier ès arts. Le Collège s'adresse en priorité à la clientèle franco-américaine. En effet, il se veut un foyer d'éducation pour la francophonie de la Nouvelle-Angleterre. Ainsi met-il sur pied divers organismes, notamment le Cercle français et la Maison française (1957), ainsi que la revue *L'Assomption* et un journal étudiant bilingue *Le Levrier*. Sa dernière création est l'Institut* français (1979), dirigé par Claire Quintal* depuis sa fondation.

COLLÈGE DE PRINCE-ALBERT. Fondé sous le nom de Collège Notre-Dame à Prince-Albert (Saskatchewan) en 1953, cette institution du clergé diocésain a pour but de promouvoir les vocations sacerdotales. S'adressant d'abord aux francophones, il ouvre ensuite ses portes aux anglophones. Déménagé dans la localité voisine de Saint-Louis en 1967, il ferme ses portes en 1974. Le collège a formé environ 250 étudiants durant son existence.

COLLÈGE DE SAINT-BONIFACE. Créé en 1818 par M^{gr} Joseph Norbert Provencher, ce collège manitobain est successivement dirigé par les Oblats, les Frères* des écoles chrétiennes et le clergé séculier, pour finalement passer, en 1885,

aux mains des Jésuites*. Ceux-ci offrent alors, en français, le traditionnel cours classique destiné aux garçons ; mais, depuis 1967, une corporation laïque en assume la direction. Partie intégrante de l'Université du Manitoba depuis 1877, le Collège offre la possibilité à ses étudiants francophones de poursuivre des études menant à l'obtention de baccalauréats dans les domaines des arts, des sciences (1971) et de l'éducation (1972). Il dispense, en plus, un programme de deuxième cycle dans cette dernière discipline depuis 1982. Parallèlement, il se dote, en 1975, d'un secteur communautaire proposant, entre autres, des programmes de secrétariat bilingue et d'administration des affaires. De plus, le Collège de Saint-Boniface participe à la création de divers instituts, agents de diffusion de la langue française au Manitoba. Ainsi, en 1975, un centre de recherches multidisciplinaires voit le jour, qui oriente temporairement la recherche dans le domaine de l'éducation française au Manitoba. En 1978, le Collège crée le Centre* d'études franco-canadiennes de l'Ouest (CEFCO) et accueille le Centre des ressources éducatives françaises du Manitoba.

COLLÈGE DES JÉSUITES : voir **COLLÈGE D'EDMONTON**

COLLÈGE DE TECHNOLOGIE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE D'ALFRED. Il est fondé en 1981 par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario, qui en assure la gestion et le fonctionnement. Le collège offre trois



Le Collège de Saint-Boniface

programmes d'études : technologie agricole, supervision des services alimentaires et, depuis 1985, celui de machinisme agricole, afin de former des techniciens aptes à occuper des postes de direction dans des domaines aussi variés que l'agriculture, l'hôtellerie et la restauration. Cette institution devient le premier établissement post-secondaire de l'Ontario à donner des cours uniquement en français. De ce fait, le ministère de l'Agriculture y établit, en 1985, son Centre de ressources francophones.

COLLÈGE DOMINICAIN DE PHILOSOPHIE ET DE THÉOLOGIE. Situé à Ottawa, ce centre universitaire est fondé en 1900 par l'Ordre des Dominicains. Cette institution est d'abord un lieu de formation, voué à la recherche et à l'enseignement de la philosophie, de la théologie et de la pastorale de saint Dominique. Reconnu dès 1909 comme le principal collège d'éducation dominicaine au Canada, il reçoit une charte d'université romaine en 1965 et une charte civile d'université ontarienne en 1967. Depuis lors, le collège ne se contente plus de former seulement de futurs dominicains et son enseignement s'adresse de plus en plus aux laïcs.

COLLÈGE DU SACRÉ-CŒUR DE BATHURST : voir UNIVERSITÉ DE MONCTON

COLLÈGE DU SACRÉ-CŒUR. Institution d'enseignement francophone fondée en 1913 à Sudbury* (Ontario). Affilié à l'Université Laval jusqu'en 1957 et dirigé par les Jésuites*, le collège offre un cours classique. Sa clientèle se compose d'externes venus de la région immédiate et de pensionnaires venus de toutes les régions de l'Ontario, mais en particulier du Nord de la province et du Nord-Ouest québécois. De 1957 à 1967, le collège cesse d'offrir un cours classique pour n'offrir qu'un cours d'école secondaire, tandis que l'Université* de Sudbury prend la relève de l'éducation post-secondaire. Fermant ses portes en 1967 pour des raisons financières, le collège les ouvre à nouveau en 1978 ; il est dirigé par les Sœurs* de la Charité d'Ottawa depuis sa réouverture.

COLLÈGE GLENDON. Institution d'enseignement bilingue rattachée à l'Université York de Toronto depuis sa fondation en 1965, elle dispense surtout des cours en sciences humaines. Formant chaque année près de 1 900 étudiants, dont environ 250 sont de langue maternelle fran-

çaise, le Collège Glendon cherche à axer ses activités de recherche et d'enseignement universitaires de manière à préparer sa clientèle à évoluer dans un milieu bilingue. Il dispose depuis 1984 d'un carrefour d'échanges pour la communauté artistique de Toronto : La Maison de la culture du Collège Glendon. Il se donne ainsi pour vocation de favoriser la vitalité de la langue française par la promotion de la créativité culturelle des francophones de cette grande métropole du Canada.

COLLÈGE MAILLET : voir UNIVERSITÉ DE MONCTON

COLLÈGE MATHIEU. D'abord désigné sous le nom de Collège de Gravelbourg (Saskatchewan), cette institution unilingue française, fondée par M^{sr} Olivier Elzéar Mathieu*, archevêque de Regina*, ainsi que par les abbés Charles Gaillard et Louis-Pierre Gravel*, ouvre ses portes en 1918. La direction est d'abord assurée par le clergé séculier, puis passe aux mains des pères Oblats* en 1920. En 1925, l'institution prend le nom de Collège Mathieu. Celui-ci offre aux jeunes garçons un cours élémentaire et un cours secondaire classique, sur lesquels viennent se greffer, en 1953, une École d'arts et de métiers, ainsi que des cours de science. Le collège s'affilie en 1919 à l'Université* Laval puis, en 1924, à l'Université* d'Ottawa et n'offre plus, à partir de 1968, qu'un cours secondaire. Depuis le début des années 1970, il assure une éducation mixte et, à partir de 1976, la direction de l'établissement est assurée par une corporation composée de laïcs et de religieux.

COLLÈGE RIVIER. Fondé en 1923 à Nashua* (New Hampshire) par les Sœurs* de la présentation de Marie, il adopte le nom de la fondatrice de cette congrégation. Il est alors le seul établissement francophone de la Nouvelle-Angleterre à assurer l'éducation des filles. Connaissant une croissance rapide, le Collège doit aménager dans de nouveaux locaux peu après sa fondation. Affilié à l'Université catholique de Washington, il décerne des baccalauréats ès arts principalement en sciences, en musique et en pédagogie. Le Collège ferme ses portes au cours des années soixante.

COLLÈGE SAINT-ALEXANDRE. Située à Limbour (Québec), cette institution est fondée en

1914, par les Pères* du Saint-Esprit. Jusqu'en 1967, elle dispense à ses étudiants un enseignement classique qui leur permet de recevoir un baccalauréat ès arts de l'Université Laval. Depuis, le collège se consacre à l'enseignement secondaire général conformément à la Loi sur l'enseignement privé du ministère de l'Éducation. Depuis sa fondation, le Collège Saint-Alexandre reçoit plusieurs élèves d'Ottawa et de l'Est ontarien.

COLLÈGE SAINTE-ANNE : voir UNIVERSITÉ SAINTE-ANNE

COLLÈGE SAINT-JEAN : voir FACULTÉ SAINT-JEAN

COLLÈGE SAINT-JOSEPH : voir UNIVERSITÉ D'OTTAWA

COLLÈGE SAINT-JOSEPH. Fondée à Makinak (Manitoba) en 1904, par les Clercs* de Saint-Viateur, la Maison Saint-Joseph est d'abord un orphelinat. Après son transfert à Otterburne en 1912, on y enseigne l'agriculture, surtout entre 1945 et 1948. Adoptant, en 1949, le programme d'enseignement officiel du Manitoba, elle devient le Collège Saint-Joseph, une école supérieure bilingue. Un maximum de 180 élèves y sont admis ; comme condition d'admission, l'étudiant doit être catholique et savoir parler français. En 1967, ce collège disparaît à la suite de la réorganisation du système d'éducation au Manitoba.

COLLÈGE SAINT-JOSEPH DE MEMRAMCOOK : voir UNIVERSITÉ DE MONCTON

COLLÈGE UNIVERSITAIRE DE HEARST. Fondé en 1953 par M^{sr} Louis Lévesque et portant alors le nom de Séminaire de Hearst, le collège se voit reconnaître son statut à titre de corporation par le gouvernement de l'Ontario en 1959. Quatre ans plus tard, il est affilié à l'Université* Laurentienne de Sudbury et devient en 1971 le Collège universitaire de Hearst. Institution bilingue où le programme offert conduit au baccalauréat ès arts, elle dessert à la fois la ville de Hearst et ses environs, et tout le territoire entre Timmins et Geraldton, Moosonee et Manitouwadge, en offrant des cours sur place. Environ 400 étudiants y sont inscrits à temps partiel et une quarantaine, à temps complet. Visant à favoriser le développement scientifique et socio-

culturel des étudiants et du personnel, le Collège universitaire de Hearst s'intéresse aussi au développement communautaire et plus largement à la promotion de la culture française dans le Nord-Est de l'Ontario. Seule institution post-secondaire de la région, elle montre sa particularité non seulement grâce à son apport scientifique mais également par son impact dans le développement local.

COLLÈGE UNIVERSITAIRE SAINT-JEAN : voir FACULTÉ SAINT-JEAN

COLOMBIE-BRITANNIQUE : voir OUEST CANADIEN

COLONISATEUR CANADIEN, LE. Journal de propagande en faveur de la colonisation et de l'agriculture. Mensuel de 1885 à 1888, il devient bi-mensuel en 1888 sous la direction de l'abbé Charles-Agapit Beaudry*, missionnaire-colonisateur et curé-fondateur de Saint-Hyacinthe de La* Salle au Manitoba. L'abbé Beaudry le distribue gratuitement lors de la série de conférences qu'il donne sur la colonisation de l'Ouest. La devise du journal est « Emparons-nous du sol ». Il semble avoir été publié parfois à Montréal et parfois au Manitoba, grâce à un octroi du ministère de l'Agriculture.

COLONISATION : VOIR RAPATRIEMENT ; SOCIÉTÉ D'ÉTABLISSEMENT RURAL

COMEAU, AMBROISE. Homme d'affaires et homme politique (Meteghan River, Nouvelle-Écosse, 17 septembre 1860 — Eel Brooke, *ibid.*, 25 août 1911). Marchand, il fonde à Clare (Nouvelle-Écosse) sa propre entreprise, la A.H. Comeau Q.G. Ltd. Il s'engage relativement tôt dans la vie politique et devient conseiller municipal de la localité de Clare dès l'âge de 24 ans ; à 29 ans, il est nommé préfet. En 1890, sous la bannière libérale, il se fait élire à la législature provinciale dans la circonscription de Digby. Député jusqu'en 1907, il occupe des fonctions de ministre sans portefeuille en 1895 et, en 1896, il est invité à se joindre au Cabinet. Nommé sénateur à Ottawa en 1907, Ambroise Comeau y est le premier représentant acadien de sa province.

COMEAU, ANSELME-FRANÇOIS. Homme politique (Comeauville, Nouvelle-Écosse, 2 décembre 1793 — *ibid.*, 27 novembre 1867). Instruit

dans sa jeunesse par un maître d'école itinérant, il devient propriétaire d'une ferme et d'une scierie, puis maître de poste de Clare en 1835. Se présentant comme candidat au Parti réformiste dans la circonscription de Clare en 1840, il est élu à trois reprises (1843, 1847, 1851) à la législature de la Nouvelle-Écosse. Nommé juge en 1848, il devient en 1855 le premier Acadien à accéder au Conseil législatif de cette province. Il y demeure jusqu'à sa mort.

COMEAU, BENOÎT. Homme politique (Comeauville, Nouvelle-Écosse, 23 juillet 1916 —). Fonctionnaire à Ottawa* à partir de 1936, il sert dans l'aviation canadienne pendant la seconde guerre mondiale et revient ensuite dans sa localité natale pour se lancer en affaires, d'abord dans l'élevage du vison, puis dans la construction domiciliaire. Élu à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse en 1967 sous la bannière du Parti libéral, il est réélu dans son comté de Clare sans interruption jusqu'en 1981. En 1970, Comeau devient ministre des Terres et des Forêts (1970-1972), ministre des Pêches (1972-1973) et ministre des Travaux publics (1972-1978). Il se voit également confier la responsabilité de la Loi sur le contrôle des alcools (1976-1978).

COMEAU, GERMAINE. Écrivain et musicienne (Yarmouth, Nouvelle-Écosse, 1946 —). Détentrice d'une maîtrise en linguistique de l'Université* d'Ottawa et d'une maîtrise en études théâtrales de l'Université de Paris, elle fait également des études en musique et participe à une tournée européenne avec les Jeunesses musicales du Canada. Tour à tour enseignante et traductrice, elle s'adonne également à l'écriture. En plus de nombreux poèmes, elle publie quatre pièces de théâtre, dont *Les Pêcheurs déportés* (1974).

COMEAU, JOSEPH-WILLIE. Homme politique (Comeauville, Nouvelle-Écosse, 12 mars 1875 — Digby, *ibid.*, 10 janvier 1966). Tour à tour marchand de poisson et instituteur, entre 1896 et 1900, il séjourne par la suite à Paris. En 1907, il revient dans sa province et est élu à l'Assemblée législative comme représentant libéral de la circonscription de Digby. Il y est réélu jusqu'en 1948. Il siège au Cabinet à trois reprises comme ministre sans portefeuille de 1911 à 1917,

de 1921 à 1925 et de 1933 à 1948. En 1948, il accède au Sénat canadien.

COMEAU, LÉGER. Prêtre et professeur (Saulnierville, Nouvelle-Écosse, 21 octobre 1920 —). Licencié en théologie (à Rome) et en philosophie (à l'Université de Montréal), il est d'abord professeur à Edmundston*, à Bathurst* et à Halifax*, puis administrateur à l'Université* Sainte-Anne où il occupe par la suite le poste de vice-recteur. En 1970-1971, il est directeur administratif de la Fédération* acadienne de la Nouvelle-Écosse et, l'année suivante, représentant régional des provinces de l'Atlantique à l'Office national du film. Président-fondateur du Club français de Halifax (1965-1967), il assume à compter de 1978 la présidence de la Société* nationale des Acadiens.

COMEAU, LOUIS ROLAND. Éducateur et homme politique (Meteghan, Nouvelle-Écosse, 7 janvier 1941 —). Formé en sciences à l'Université* de Moncton (Nouveau-Brunswick), il enseigne pendant quatre ans la physique et les mathématiques à l'Université* Sainte-Anne de Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse). Élu député conservateur, il siège au parlement canadien comme représentant de la circonscription de South West Nova entre 1968 et 1972. Durant ces quatre années de vie politique, il sera appelé à représenter le Canada aux Nations-Unies et à participer aux travaux de la Commission Canada-France et de l'Union interparlementaire. Il devient en 1972 recteur de l'Université Sainte-Anne, poste qu'il occupe jusqu'en 1977. Depuis lors, il assume la présidence de différentes sociétés industrielles.

COMEAU, PAUL-ANDRÉ. Journaliste et politique (Montréal, 9 mars 1940 —). Après avoir obtenu une maîtrise en science politique à l'Université de Montréal (1965), il enseigne à l'Université d'Ottawa de 1967 à 1970. Durant ces trois années, il mène également diverses enquêtes, pour le compte d'organismes franco-ontariens, sur l'enseignement français en Ontario et sur la bilinguisation du Collège* Algonquin d'Ottawa. Par la suite, il devient journaliste à la pige (1970-1976), correspondant de Radio-Canada à Bruxelles (1976-1982) et à Londres (1982-1985). Depuis 1985, il est rédacteur en chef au journal *Le Devoir**. Il a publié de nombreux articles dans

des revues scientifiques et deux livres, dont *Le Bloc populaire* (1982).

COMEAU, PHIL. Cinéaste (Saulnierville, Nouvelle-Écosse, 2 mars 1956 —). Intéressé très tôt par le cinéma, Comeau produit son premier film, *La Cabane* (1977), à l'âge de 21 ans et tourne plusieurs documentaires et reportages pour le compte de l'Office national du film. Dans *Les Gossipeuses* (1978), il cherche à décrire avec humour le cheminement d'une rumeur dans un village acadien. Après avoir réalisé *La Mer enlignee nos terres* (1979) et quatre documentaires sur l'Acadie (1979-1980), Comeau signe, en 1982, *J'avions 375 ans*, un film qui marque l'anniversaire de la présence acadienne en Nouvelle-Écosse et qui plaide en faveur du maintien de la culture française dans cette province. Depuis lors, il continue de produire : en 1984, il a tourné *L'Image de la mer*, suivi, en 1985, de *Touchons du bois* et, en 1986, de *Le Tapis de Grand-Pré*.

COMEAUVILLE : voir BAIE SAINTE-MARIE

COMITÉS CONSULTATIFS DE LANGUE FRANÇAISE. Comités établis en 1968 par l'article 28 de la Loi scolaire de l'Ontario. Ces comités représentent la collectivité francophone dans le processus décisionnel des conseils scolaires, en ce qui a trait aux élèves de langue française. Leur seul pouvoir est d'émettre des recommandations à l'intention de leur conseil respectif. Chaque comité est composé de neuf membres dont trois sont nommés par le conseil et six, élus par les contribuables de langue française. Il existe des comités consultatifs de langue française dans 45 conseils scolaires de la province.

COMITÉ CONSULTATIF DES COMMUNAUTÉS ACADIENNES. Créé à Charlottetown en 1978 par le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, le Comité a pour mandat de conseiller le gouvernement sur les questions acadiennes et de voir au suivi des dossiers et des revendications des Acadiens auprès des institutions responsables. Cherchant à étendre l'usage du français, il réussit à obtenir, dans la région Évangéline, un centre de services aux Acadiens dans leur langue. Les pressions qu'il exerce à cet égard se déploient aussi dans les secteurs de l'éducation, de l'administration publique et de la santé.

Restructuré en 1983, ce comité est rattaché au ministère des Affaires culturelles et ses huit membres sont nommés par le Cabinet.

COMITÉ DE LA SURVIVANCE FRANÇAISE : voir **CONSEIL DE LA VIE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE**

COMITÉ DE VIE FRANCO-AMÉRICAINNE. Regroupement d'organismes franco-américains, fondé à Boston en 1947 à la suite d'une recommandation du 2^e congrès de la langue française. Composé de dirigeants d'organismes, de présidents de mutuelles et de représentants d'établissements d'enseignement supérieur, il se donne comme mandat d'établir des structures pour assurer la survivance culturelle des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre. Il parraine la création d'autres organismes, dont la Fédération* féminine franco-américaine, et, depuis 1953, décerne l'Ordre du mérite franco-américain. Il publie un bulletin annuel intitulé *La Vie franco-américaine*.

COMITÉ DU PARLER FRANÇAIS DE LA SASKATCHEWAN : voir **ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN**

COMITÉ PERMANENT DE LA VIE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE : voir **CONSEIL DE LA VIE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE**

COMMISSION BYRNE. Mise sur pied par le gouvernement du Nouveau-Brunswick en 1962 et connue sous le nom de son président, E.G. Byrne, la Commission a pour mandat d'étudier le problème de la taxation municipale dans la province. Très vite, elle est amenée à aborder la question du financement de l'éducation par les municipalités et à questionner la décentralisation poussée du système scolaire. Après étude, elle recommande de réduire de 422 à 60 le nombre des conseils scolaires et de confier à la province la perception des taxes scolaires. Reçues favorablement par les milieux politiques et éducatifs du Nouveau-Brunswick, les recommandations de la Commission ont été rapidement mises en application et ont par la suite favorisé le développement de l'enseignement en français au Nouveau-Brunswick. Peu à peu, les élèves ont eu plus facilement accès aux manuels scolaires en français. Quant aux enseignants, ils ont connu une hausse

et une uniformisation de leurs conditions salariales, et une nette amélioration de leurs conditions de perfectionnement.

COMMISSION DES ÉCOLES FRANSAKSOISES. Association de 450 familles de la Saskatchewan, dont le but est de revendiquer des services éducatifs en langue française et de promouvoir un programme global d'éducation française pour les Fransaskois. Elle a son siège social à Regina. Par le biais de son congrès annuel, d'un bulletin intitulé *Pour vous tenir au courant* et de ses réunions avec les parents, elle tente de sensibiliser à la fois les instances gouvernementales et les parents francophones, aux problèmes de l'éducation en français.

COMMISSION GRAHAM. Créée en 1971 par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, cette commission royale d'enquête, connue sous le nom de son président John F. Graham a pour mandat d'évaluer la place du français dans les milieux de l'éducation et au sein des services publics, selon la politique de bilinguisme et de biculturalisme du gouvernement fédéral. Dans son rapport remis en 1974, la Commission recommande que les francophones puissent obtenir l'enseignement dans leur langue dans toutes les communautés néo-écossaises où ils représentent plus de 10 % de la population. Cette reconnaissance de principe de bilinguisme dans le système d'éducation de la Nouvelle-Écosse ne trouvera d'application pratique que quelques années plus tard, lorsqu'en 1981, les écoles acadiennes seront déclarées admissibles au financement public.

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME. Commission d'enquête sur le dualisme culturel et linguistique au Canada, instituée par le gouvernement Pearson en 1963. Présidée par André Laurendeau et Davidson Dunton, elle a pour mandat plus spécifique d'évaluer le bilinguisme dans la fonction publique fédérale et d'étudier le rôle des organismes publics et privés dans la promotion de meilleures relations culturelles. La Commission dépose un rapport préliminaire en 1965 et un rapport final en six volumes en 1967 après de nombreuses études sectorielles. Elle conclut, entre autres, que les francophones n'occupent pas la place qui leur revient dans la fonction publique du pays et que les minorités

francophones reçoivent un traitement inférieur à la minorité anglophone au Québec. À la suite des recommandations de la Commission, le gouvernement fait passer la Loi sur les langues officielles en 1969, qui établit fermement le bilinguisme dans les institutions fédérales, et crée le Bureau du commissaire aux langues officielles. La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme aura été le catalyseur d'une affirmation renouvelée chez les francophones hors Québec.

COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON : voir HUDSON, COMPAGNIE DE LA BAIE D'

COMPAGNIE DE JÉSUS : voir JÉSUITES

COMPAGNIE DES CENT-ASSOCIÉS. Fondée en 1627, avec la sanction royale de Louis XIII, par le cardinal Richelieu, elle reçoit la mission de consolider l'empire de la France en Amérique du Nord. En 1663, ses droits sur la Nouvelle-France sont abolis, lorsque celle-ci devient un territoire royal.

COMPAGNIE DES CENT-ASSOCIÉS FRANCOPHONES. Cet organisme, créé en 1979 par l'Association* canadienne d'éducation de langue française (ACELF) a pour but de reconnaître le mérite de ceux qui ont contribué de façon exceptionnelle à la défense et au rayonnement du français en Amérique du Nord et sur la scène internationale. La compagnie, dont le nom rappelle celui de l'entreprise de commerce et de peuplement créée par Richelieu au début du XVII^e siècle, entend ainsi travailler à la consolidation de la francophonie et à l'établissement de liens entre les communautés françaises. Pour atteindre ses objectifs, elle reconnaît, en les honorant et en leur rendant hommage, la contribution de certaines personnes et organise des échanges sur la langue française. Elle compte aujourd'hui plus de 80 membres, dont 15 membres d'honneur.

COMPAGNIE DU NORD-OUEST. Société commerciale fondée en 1784 à Montréal pour faire le commerce des fourrures dans la région du Nord-Ouest canadien. Elle est composée à ses débuts de Loyalistes américains et d'Écossais. Née pour faire concurrence à la Compagnie* de la baie d'Hudson, elle devient une force majeure dans l'économie canadienne, avec des postes de

traite de Montréal jusqu'à l'océan Pacifique. La Compagnie du Nord-Ouest réussit particulièrement à conquérir la faveur des populations amérindiennes grâce à son personnel francophone avec lequel les Amérindiens préfèrent transiger. En recrutant massivement des Canadiens français, la compagnie favorise l'implantation de ceux-ci dans l'Ouest. Elle fusionne avec la Compagnie de la baie d'Hudson en 1821.

COMPROMIS LAURIER-GREENWAY. En 1890, une loi provinciale du Manitoba abolit l'éducation en français et les écoles catholiques en leur refusant les octrois de la province. S'ensuit une bataille légale qui aboutit, en Cour suprême du Canada, à la reconnaissance de la légalité de cette action. Nouvellement élu en 1897, le gouvernement de Wilfrid Laurier* conclut un accord de compromis avec le gouvernement du Manitoba, dirigé par Greenway, accord selon lequel on pourrait dispenser une demi-heure par jour d'instruction religieuse dans les écoles publiques. Cette instruction ne peut être imposée à un élève d'une autre dénomination et ne peut être dispensée uniquement en français. L'opposition au compromis est vive et n'est apaisée que par l'intervention papale qui prône la conciliation. Ces événements contribuent à exacerber les tensions entre francophones et anglophones au Canada.

CONCERTS TREMBLAY. Concerts organisés à Ottawa par l'impresario Antonio Tremblay avec la collaboration de son épouse Adine et de sa fille Suzanne. Le premier a lieu en 1929. Présentés au Glebe Collegiate, au Capitot et au Centre national des arts, il s'agit de récitals, de comédies musicales, d'opéras, de ballets ou de concerts (orchestres, ensembles de chambre, vedettes populaires). Bien que la famille Tremblay se retire de l'entreprise en 1963, les Concerts Tremblay, sous une nouvelle direction, se poursuivent pendant une dizaine d'années. Tremblay et son épouse sont faits membres de l'Ordre du Canada, premier couple à recevoir cet honneur. Antonio meurt en 1974 et Adine lui survit jusqu'en 1986.

CONFÉDÉRATION : voir ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE

CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME. Fondée à Montréal en 1658 par Marguerite Bour-

geoy, elle est reconnue par M^{gr} Laval en 1669. Associée étroitement au développement de la Nouvelle-France, cette congrégation religieuse se consacre spécialement à l'éducation et à des œuvres missionnaires. Installées à Québec, les religieuses de Notre-Dame ouvrent une mission à Louisbourg dès 1727, mission qui fermera ses portes en 1755. Par la suite, la congrégation essaime au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, en Nouvelle-Angleterre dans les États du Maine, du Connecticut, du Massachusetts et du Vermont. Cette congrégation a compté au total, de sa fondation à 1970, environ 7 000 membres.

CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME DU SACRÉ-CŒUR. Fondée en 1924 à Saint-Joseph de Memramcook (Nouveau-Brunswick) par l'évêque du diocèse de Saint-Jean, cette communauté de religieuses, issue des Sœurs de la Charité de l'Immaculée-Conception, se consacre à l'enseignement auprès des Acadiens. Sa mission sociale s'étend aussi aux malades, aux orphelins et aux vieillards. La communauté de Notre-Dame du Sacré-Cœur compte aujourd'hui une quarantaine d'établissements – couvents, écoles et hôpitaux – dans les Maritimes, dont l'hôpital Stella-Mariede-Kent à Sainte-Anne de Kent (Nouveau-Brunswick).

CONGRÉGATION DE SAINTE-CATHERINE DE SIENNE DE FALL RIVER : voir DOMINICAINES DE FALL RIVER

CONGRÉGATION DE SAINTE-CROIX. Fondée en France en 1837, la congrégation s'établit à Montréal en 1847 et y fonde le Collège Saint-Laurent. Par la suite, plusieurs pères de Sainte-Croix sont affectés au ministère paroissial en Ontario et en Acadie. Au nombre de leurs réalisations majeures et déterminantes pour le développement de la culture française en Amérique, il faut mentionner l'établissement, en 1864, du Collège Saint-Joseph de Memramcook, berceau de l'Université* de Moncton, et la création en 1937 des Éditions Fides, dont les travaux sont connus, distribués et utilisés à des fins d'enseignement ou de recherche, dans les diverses institutions desservant les communautés françaises de l'Amérique du Nord.

CONGRÉGATION DE SAINT-SAUVEUR : voir RÉDEMPTORISTES

CONGRÉGATION DES PÈRES DE SAINTE-CROIX : voir CONGRÉGATION DE SAINTE-CROIX

CONGRÉGATION DES SŒURS DE L'INSTITUT JEANNE D'ARC : voir INSTITUT JEANNE D'ARC

CONSEIL ACADIEN DE LA COOPÉRATION. Mise sur pied en 1955, l'Union coopérative acadienne est devenue, après vingt-cinq ans d'existence, le Conseil acadien de la coopération. Le Conseil se donne pour mission sociale de promouvoir l'esprit de coopération au sein de la société acadienne et de travailler au développement des coopératives en favorisant la formation du personnel et en assurant la coordination des efforts entre les intervenants. Regroupant environ 35 coopératives avec un total de plus de 20 000 membres et un actif de 24 millions de dollars, il est affilié au Conseil* canadien de la coopération et a son siège social à Caraquet.

CONSEIL CANADIEN DE LA COOPÉRATION (CCC). Fondé à Québec en 1946, cet organisme cherche à coordonner les divers groupes francophones de coopération à travers le Canada et à stimuler leur développement socio-économique. Inspiré par l'idéal du mouvement coopératif, il rassemble ses adeptes et sert d'agent de liaison et de communication entre eux. Tenant compte de la dualité culturelle et linguistique du pays, le CCC collabore étroitement avec son pendant anglophone, la Co-operative Union of Canada. Ses moyens d'action consistent à organiser des sessions de formation, à diffuser l'information et à propager l'idée de coopération dans tous les secteurs de la société. Parmi ses réalisations, le Conseil a réussi à faire modifier les lois sur les impôts de façon à ce que ces dernières stimulent le développement coopératif. Ayant des filiales dans toutes les provinces canadiennes à l'exception de Terre-Neuve, le Conseil publie *Coopresse* (cinq fois l'an). Son siège social est aujourd'hui situé à Lévis (Québec).

CONSEIL DE LA COOPÉRATION D'ONTARIO (CCO). Fondé en 1964 à Ottawa*, cet organisme cherche à concerter et à assurer la croissance des différentes forces coopératives afin

qu'elles servent de levier de développement économique à la société franco-ontarienne. Sa mission sociale est de propager un idéal de coopération et de susciter un mouvement global d'application de ce principe auprès des intervenants de langue française de l'Ontario. Affilié au Conseil* canadien de la coopération, il collabore également avec son homologue anglophone, la Co-operative Union of Ontario. Cet organisme représente aujourd'hui plus de 54 coopératives œuvrant dans divers secteurs. Il publie un bulletin bimensuel d'information pour ses membres intitulé *Coopère-Action*. Son siège social est toujours situé à Ottawa.

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE.

Organisme du gouvernement du Québec créé en 1978 pour gérer l'application de la Charte de la langue française, qui fait du français la seule langue officielle de cette province. Sa mission consiste à renseigner et à conseiller le ministre responsable de cette législation sur l'évolution du français au Québec. Cherchant à accélérer la francisation des entreprises du Québec et de la société en général, le Conseil veille également au renforcement des liens entre les communautés francophones du Canada et des États-Unis et se donne pour objectif d'accroître les communications et les échanges entre les diverses associations culturelles françaises du continent. C'est ainsi qu'il a organisé, à l'occasion du 370^e anniversaire de la fondation de la ville de Québec (1978), la Rencontre des francophones d'Amérique, manifestation destinée à établir un dialogue sur la situation et l'avenir de la vie française de l'Amérique du Nord.

CONSEIL DE LA VIE FRANÇAISE EN

AMÉRIQUE (CVF). Fondé en 1937, le Conseil de la vie française en Amérique est d'abord connu sous le nom de Comité de la survivance française (jusqu'en 1956). Visant à établir des liaisons étroites entre les diverses communautés francophones en Amérique du Nord, le CVF sert également d'organisme de pression auprès des divers paliers de gouvernement. Sous l'égide de celui qui, durant 40 ans, en est le secrétaire et l'âme dirigeante, M^{sr} P.E. Gosselin*, le CVF participe directement à la fondation de plusieurs organismes, dont l'Union* des mutuelles-vie d'Amérique (1942), la Fédération* canadienne-

française de la Colombie-Britannique (1945), l'Association* canadienne des éducateurs de langue française (ACELF) (1947) et la Fédération* féminine franco-américaine (1952). De surcroît, en vue de promouvoir la vie française hors Québec, le Conseil a mis sur pied le prix Champlain* (1957) dans le domaine des lettres, le concours Aurèle-Séguin (1981) dans celui de la chanson, la bourse Archibald-Lemieux (1979) dans le domaine académique et l'Ordre* de la fidélité française (1948), qui souligne les contributions les plus importantes pour la vie française en Amérique du Nord. Enfin, le Conseil publie une revue trimestrielle, *Vie française*, fondée en 1946, ainsi que le *Répertoire de la vie française* et des actes de colloques ; sa maison d'édition, les Éditions Ferland, publie de nombreux ouvrages d'intérêt pour les francophones hors Québec.

CONSEIL DE L'ÉDUCATION FRANCO-

ONTARIENNE (CEFO). Créé en 1972 pour faire suite aux recommandations du Rapport Symons sur l'éducation secondaire en langue française en Ontario, cet organisme se voit d'abord conférer un statut de comité ministériel permanent. En 1977, son mandat est étendu à l'éducation post-secondaire et le comité devient alors un conseil consultatif. Composé de dix membres, dont sept représentants du public et trois fonctionnaires, il doit conseiller le ministre de l'Éducation et le ministre des Collèges et Universités sur toute question relative à l'éducation franco-ontarienne. Pour ce faire, il étudie les documents, rencontre la population et entretient des rapports étroits avec le Conseil des affaires universitaires, le Conseil des gouverneurs des collèges d'arts appliqués et de technologie et le Conseil* des affaires franco-ontariennes. De plus, il dispose d'un budget pour appuyer financièrement les projets éducatifs qu'il juge les plus importants pour les Franco-Ontariens.

CONSEIL DE PROMOTION ET DE DIFFU-

SION DE LA CULTURE (CPDC). Regroupant aujourd'hui 14 associations culturelles régionales du Nouveau-Brunswick, le Conseil est fondé à Memramcook en 1971. D'abord organe de la Société* nationale des Acadiens (1971-1973) puis de la Société* des Acadiens du Nouveau-Brunswick, il acquiert son autonomie en 1975. Jusqu'en 1976, le Conseil s'occupe avant tout de la gé-

rance de projets et d'activités artistiques. Par la suite, il s'occupe surtout de liaison entre les différents intervenants culturels, de soutien au développement des artistes acadiens du Nouveau-Brunswick, d'harmonisation des échanges artistiques interprovinciaux et internationaux, et de représentation auprès des organismes subventionnaires publics et privés.

CONSEIL DES AFFAIRES FRANCO-ONTARIENNES (CAFO). Cet organisme consultatif composé de représentants des milieux français de l'Ontario est chargé de conseiller les ministres sur toutes questions relatives aux Franco-Ontariens. Créé en 1974, le Conseil met en œuvre un éventail de moyens propres à assurer la promotion du fait français : il organise des colloques, participe aux réunions, congrès et assemblées qui regroupent les Franco-Ontariens, publie des documents et diffuse des publications en langue française du gouvernement provincial. Il publie en outre chaque année *L'Annuaire franco-ontarien*, un répertoire de plus de 2 000 organismes, associations, institutions et regroupements franco-ontariens, de même qu'un rapport sur ses propres activités dans les divers secteurs. Le Conseil a parfois été contesté dans le passé en raison de liens jugés trop étroits avec le gouvernement. Il a été démembré le 31 décembre 1986.

CONSEIL ÉCONOMIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK. Organisme sans but lucratif fondé à Beresford* en juin 1979 sous le nom de Conseil économique acadien du Nouveau-Brunswick, le Conseil a aujourd'hui son siège social à Moncton* et compte environ 700 membres du monde des affaires. Il a pour objectif de promouvoir le développement économique, de favoriser la communication entre ses membres ainsi que leur perfectionnement. Apolitique, le Conseil organise des séminaires et des rencontres, met en chantier des projets de recherche et publie six fois l'an un bulletin d'informations d'économiques.

CONSEIL JEUNESSE PROVINCIALE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE. Regroupement de dix organisations de jeunes comprenant environ 2 000 membres au total, le Conseil est fondé à Halifax* en 1980. Poursuivant auprès des jeunes l'œuvre entreprise par la Fédération* acadienne de la Nouvelle-Écosse, il regroupe les jeunes, les repré-

sente auprès du gouvernement et des autres institutions, et leur permet de se rencontrer et de s'épanouir en organisant une rencontre annuelle, des stages en communication et des sessions de formation.

CONSEIL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU FRANÇAIS EN LOUISIANE (Codofil). Créé en 1968 par le gouvernement louisianais sur l'instigation de James Domengeaux, le CODOFIL a pour mandat de restaurer la place du français en Louisiane. Dirigé par Domengeaux, le Codofil cherche à créer un climat juridique favorable au rétablissement du français. C'est ainsi que l'Acadiana, région de l'État où est concentrée la majorité des Cajuns*, est désignée bilingue, puis c'est tout l'État de la Louisiane qui devient officiellement bilingue (seul État bilingue aux États-Unis). Par la suite, des lois garantissant l'enseignement du français en Louisiane sont promulguées. Afin d'assurer la place du français dans les écoles, le CODOFIL développe des programmes d'enseignement du français et recrute des centaines d'enseignants francophones venus principalement du Québec et de la France. De façon à dégager la Louisiane de son isolement historique, le Codofil resserre les liens avec le Québec, la France et la Belgique. Par le biais de festivals et de manifestations culturelles, le Conseil assure l'animation et la promotion de la vie française dans l'État. En dépit de ses succès comme instigateur de cette renaissance française, le Codofil n'est pas sans ses critiques. Plusieurs lui reprochent son élitisme et son parti pris en faveur du « français international » au détriment de la langue cajun. Formé d'une cinquantaine de membres, le Codofil a son siège social à Lafayette*.

CONSEILS RÉGIONAUX D'AMÉNAGEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK. Créés en 1964 au moment de l'adoption de la loi fédérale sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA), les conseils régionaux de développement devaient, selon leurs concepteurs, contribuer à atténuer les disparités entre les zones différentes économiques du Canada. Financés conjointement par les gouvernements fédéral et provincial, ils sont au Nouveau-Brunswick au nombre de cinq, dont trois à prédominance française : ceux du Nord-Ouest, du Nord et du Sud-Est. De 1964 à 1972, ces conseils ont suscité

d'intéressantes initiatives populaires et soutenu la création de coopératives de producteurs agricoles, forestiers, etc. Ils servent aussi de filière de transmission aux revendications populaires, voire de véhicule d'un nouveau discours acadien qui associe affirmation culturelle et conscience de classe.

CONSTANTINEAU, Albert. Magistrat (Saint-Eugène, Ontario, 16 avril 1866 – Rockland, *ibid.*, 30 juin 1944). Il étudie au Collège* Bourget de Rigaud, Québec, puis à Osgoode Hall, à Toronto. Admis au Barreau (1890), il termine sa carrière comme juge doyen des comtés unis de Prescott et Russell, Ontario (1919). Président de plusieurs sociétés littéraires, il organise le premier congrès franco-ontarien (1909). Propriétaire et rédacteur de *L'Interprète de L'Original** (Ontario) (1895-1898), il publie aussi un traité sur les officiers publics.

CONSTANTIN-WEYER, Maurice. Romancier (Bourbonne-les-Bains, France, 24 avril 1881 – Paris, *ibid.*, 22 octobre 1964). Il abandonne des études en médecine en 1901 et arrive au Canada en 1904. Il y restera dix ans comme fermier et y trouvera une source d'inspiration pour une quinzaine des quelque 40 romans qu'il écrira par la suite. Les premiers, *Vers l'Ouest* (1921), *Manitoba* (1924), *La Bourrasque* (1925), passent presque inaperçus. Mais en 1928, il remporte le prix Goncourt après la publication d'*Un homme se penche sur son passé* (1928). La critique canadienne est cependant loin d'être toujours élogieuse à son sujet. On lui reproche entre autres d'avoir caricaturé les gens du Manitoba.

CONTRECŒUR, CLAUDE-PIERRE PÉ-CAUDY DE. Militaire (Contrecœur, Québec, 28 décembre 1705 – Montréal, 13 décembre 1775). Ayant embrassé la carrière militaire dès l'âge de 16 ans, ce seigneur fait une expédition dans l'Ohio (1749) et devient commandant du fort Niagara. En 1754, le gouverneur Duquesne lui ayant ordonné d'occuper la vallée de l'Ohio, Contrecœur s'exécute et devient commandant du fort Duquesne (aujourd'hui Pittsburg, Pennsylvanie). L'année suivante, il résiste avec succès aux Anglais qui attaquent le fort.

CONVENTIONS FRANCO-AMÉRICAINES. Assemblées de Franco-Américains tenues annuellement entre 1865 et 1901. Elles sont de deux or-

dres : les Conventions générales s'adressant aux délégués de tous les groupements francophones et les Conventions de l'Union canadienne-française de secours mutuel des États-Unis. De 1869 à 1876, les deux sont convoquées simultanément. À ces assises, s'ajoutent les conventions d'États qui ont lieu de façon régulière, ou sporadique selon les cas, au Massachusetts, au New Hampshire, dans le Maine, au Connecticut et dans l'État de New York. Lieux de réflexion, ces conventions traitent des questions les plus diverses comme l'éducation, la tempérance, la presse, l'assurance-vie, les bibliothèques publiques et la culture française.

CONVENTIONS NATIONALES ACADIENNES. Manifestation d'un éveil et d'une prise de conscience politiques, la première convention nationale acadienne a lieu à Memramcook en 1881. Elle marque chez les Acadiens une volonté d'affirmation nationale. C'est d'ailleurs à cette occasion que les Acadiens se donnent une Fête nationale, encore célébrée aujourd'hui le 15 août de chaque année, date de la commémoration de l'Assomption de la Vierge. Trois ans plus tard, à l'occasion de la seconde convention tenue à Miscouche (Île-du-Prince-Édouard), leurs porte-paroles choisissent un drapeau puis adoptent l'*Ave maris Stella* comme hymne national. Au début du XX^e siècle, les Acadiens tiendront à nouveau des semblables États généraux : d'abord à Pointe-de-l'Église (1890) en Nouvelle-Écosse, puis à Arichat (1900), Caraquet* (1905) et Saint-Basile* (1908) au Nouveau-Brunswick et enfin à Tignish* dans l'Île-du-Prince-Édouard en 1913. Ces forums ou assises nationales donnent lieu à des prises de position sur l'affirmation des droits culturels, politiques et linguistiques des Acadiens et pallient leur représentation faible ou inexistante aux parlements provinciaux et fédéral.

COOPÉRANTS, SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE-VIE, LES : voir SOCIÉTÉ DES ARTISANS

COOPÉRATIVE D'ARTISANAT DE CHÉTICAMP. Créée en 1964, cette coopérative regroupe les artisans de Chéticamp* engagés dans la production de tapis dits « hookés » ou crochétés. Introduite dans l'économie de la ville vers 1923, cette activité artisanale devait jouer un grand rôle spécialement durant la crise des an-

nées trente. Mais la Coopérative d'artisanat de Chéticamp est plus qu'une coopérative de production. Elle fournit à ses membres des services de mise en marché auprès des quelque 30 000 touristes qui, chaque année, se rendent à Chéticamp. Ses artisans ont réalisé, entre autres, une tapisserie de trois mètres carrés représentant la dispersion des Acadiens.

COOPÉRATIVE DE THÉÂTRE L'ES-CAOQUETTE. Fondée en 1978 à Moncton (Nouveau-Brunswick), cette coopérative se donne le mandat d'offrir à toute la population française des Maritimes un théâtre qui soit un instrument de développement de la culture acadienne. Cherchant à susciter une prise de conscience collective, cette corporation à but non lucratif se consacre exclusivement à la représentation de textes d'auteurs acadiens. Troupe itinérante, la Coopérative de théâtre l'Escaouette se produit surtout dans les milieux scolaires et parfois devant le grand public.

COOPÉRATIVE DES ARTISTES DU NOUVEL-ONTARIO. Regroupement d'artistes fondé à Sudbury* au début des années soixante-dix par une quinzaine des jeunes diplômés de l'Université* Laurentienne. Le noyau du début s'élargit et en vient à inclure une cinquantaine d'artistes s'exprimant dans presque toutes les disciplines artistiques : peinture, musique, poterie, théâtre, photo, etc. Généralement, les artistes qui en font partie sont d'inspiration contre-culturelle. En 1973, ils acquièrent une ferme dans la région d'Earlton*, qu'ils transforment en commune. Pour subvenir à leurs besoins, ils y entreprennent l'élevage du bison. Les artistes rattachés à la Coopérative ont joué un rôle prépondérant dans la création du Théâtre* du Nouvel-Ontario, des éditions *Prise* de Parole*, de la Nuit* sur l'étang et du groupe musical *CANO**. La Coopérative disparaît vers la fin des années soixante-dix.

CORBEIL. Village du nord de l'Ontario situé à 16 km à l'est de North Bay. Population totale : 175 habitants. Fondé vers 1880, le village s'appelle d'abord Clint, puis Grit et adopte son nom actuel vers 1897 d'après Jean-Baptiste Corbeil, propriétaire de la première scierie. Le village est situé sur le portage reliant le lac Nipissing et le lac Trout, emprunté jadis par Champlain* et les nombreux voyageurs qui l'ont suivi. Corbeil ac-

quier une notoriété internationale comme lieu de naissance des célèbres jumelles Dionne*. Population francophone : environ 150.

CORBIN, Eymard Georges. Journaliste et homme politique (Grand Falls, Nouveau-Brunswick, 2 août 1934 —). Journaliste de profession, il est élu député libéral pour la première fois à la Chambre des communes à Ottawa en 1968. Représentant de la circonscription de Madawaska-Victoria (Nouveau-Brunswick), il demeure en poste après l'élection générale de 1970 et devient secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des forêts. Réélu à quatre reprises, il occupe le poste de secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement (1971-1972). Il occupe aussi la présidence de la section canadienne de l'Association* internationale des parlementaires de langue française (1978-1981). E.G. Corbin est nommé sénateur en 1984.

CORMIER, CLARENCE. Homme politique (Saint-Antoine-de-Kent, Nouveau-Brunswick, 14 juillet 1930 —). Professeur à l'Université* Saint-Joseph pendant deux ans, il travaille ensuite à la Division du programme d'alcoolisme du Nouveau-Brunswick, de 1964 à 1976. De 1980 à 1982, il fait partie de la Commission d'alcoolisme et de dépendance des drogues. Maire de Dieppe de 1977 à 1982, il est élu député conservateur de Memramcook* à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, lors de l'élection générale de 1982. On lui confie alors le ministère de l'Éducation. En 1985, il quitte le Cabinet pour des raisons de santé mais continue de représenter la circonscription électorale de Memramcook.

CORMIER, Clément. Prêtre et professeur (Moncton, Nouveau-Brunswick, 15 janvier 1910 — *ibid.*, 29 juillet 1987). Après des études classiques à l'Université* Saint-Joseph et théologiques au Séminaire des Pères* Sainte-Croix, à Montréal, il est ordonné prêtre en 1936. De retour à l'Université Saint-Joseph (1940), il occupe les postes de préfet des études, puis de supérieur (1948). Premier recteur de l'Université* de Moncton (1963), il s'occupe activement de la promotion du fait français en Acadie. C'est ainsi qu'il fait campagne en faveur de la nomination d'un Acadien au Sénat canadien et réclame la création d'une école secondaire française et d'une station de Radio-Canada* à Moncton*. Son nom

est également associé à l'établissement de l'École normale et du Centre* d'études acadiennes de l'Université* de Moncton et à la création du Village* acadien. Engagé dans plusieurs organismes, il s'adonne à l'écriture et publie, en 1975, un ouvrage intitulé *Université de Moncton — Historique*. De 1973 à 1978, il occupe le poste de chancelier de l'Université de Moncton.

CORMIER, ROBERT. Écrivain (Leominster, Massachusetts, 17 janvier 1925 —). Franco-Américain d'origine acadienne, il est d'abord annonceur dans un poste de radio de Worcester* (Massachusetts) puis journaliste et rédacteur en chef de journaux anglophones de la Nouvelle-Angleterre. Écrivain et pigiste depuis 1966, Cormier publie plusieurs romans, dont *A Little Raw on Monday Mornings* (1974), *Take Me Where the Good Times Are* (1965), *After the First Death* (1974), *The Chocolate War* (1977), *I Am the Cheese* (1979), *Eight Plus One* (1980), *The Bumblebee Flies Anyway* (1983). *Fade*

CORNWALL. Ville ontarienne située à 100 km au sud-est d'Ottawa. Population totale : 46 125 habitants. Fondée en 1784, cette ville devient, dès le milieu du XIX^e siècle, un important centre manufacturier, regroupant essentiellement des industries textiles et de pâtes et papiers. Les usines attirent un nombre important de Canadiens français qui constituent encore aujourd'hui une proportion importante de la population. Mais Cornwall doit son essor économique et démographique surtout au développement de la voie maritime du Saint-Laurent dont elle est aujourd'hui le centre administratif. Très tôt, les Canadiens français concrétisent leur présence à Cornwall. Dès 1882, ils fondent une première société francophone, la Société* Saint-Jean-Baptiste. Deux ans plus tard, ils érigent leur première paroisse et peu après une première école. Ils se dotent aussi de revues et de journaux français, d'un premier hebdomadaire, *L'Avenir* de Cornwall* qui voit le jour en 1932, suivi en 1950 de *L'Étoile* de Cornwall*, qui est publié jusqu'en 1968. Cet hebdomadaire finit par être remplacé en 1977 par *Le Journal de Cornwall*. De plus, un poste de radio française, CFML (CFIX depuis 1977), diffuse sur les ondes à partir de 1959. Population francophone : 16 340.

COSBY : voir NOËLVILLE

COSTE, DONAT (pseud. de Daniel Boudreau). Écrivain (Petit-Rocher, Nouveau-Brunswick, 12 janvier 1912 — Montréal, 25 avril 1957). Devenu orphelin à l'âge de cinq ans, il est adopté par Edward Coste qui l'amène vivre aux îles Saint-Pierre et Miquelon. Il poursuit ses études à Montréal, lorsqu'en 1929 une maladie le confine définitivement à une chaise roulante. Il se consacre alors à l'écriture et prépare plusieurs articles, nouvelles et contes. Il écrit aussi plusieurs romans, dont *L'Enfant noir* publié en 1950.

CÔTE DU PACIFIQUE. Comprenant les États de Washington, de l'Orégon et de la Californie, la côte du Pacifique est premièrement peuplée par des francophones durant les années 1820 à 1840. Le premier peuplement francophone s'effectue en Orégon, qui inclut, jusqu'en 1889, l'État de Washington ; la Californie, alors sous domination espagnole, ne devient un État américain qu'en 1850. Les francophones qui, au cours de cette période s'établissent dans la région, sont principalement des traiteurs, des prospecteurs ou des aventuriers. Ce peuplement ne se limite pas à l'Orégon, mais s'inscrit dans un mouvement de peuplement de toute la partie nord de la côte du Pacifique, c'est-à-dire dans les territoires actuels de l'Orégon, de Washington et de la Colombie-Britannique, les frontières politiques étant alors mal définies. Un deuxième mouvement migratoire francophone s'effectue entre 1830 et 1860, dans la foulée du mouvement de colonisation de l'Ouest par les pionniers américains. Cette fois, il s'agit de Canadiens français établis dans le Midwest, qui quittent cette région pour s'installer en Orégon en empruntant l'Oregon Trail. Dans les vallées de la Walla-Walla et de la Willamette, le nombre de Canadiens français est assez élevé pour justifier la création de deux diocèses.

Parallèlement, la Californie attire plusieurs pionniers et aventuriers, dont un certain nombre de francophones ; le plus notoire d'entre eux, Prudent Beaudry, est le premier maire de Los Angeles. L'attrait de la Californie pour les francophones se manifeste surtout après la seconde guerre mondiale. D'une part, l'industrie cinématographique attire comédiens, techniciens et, bien sûr, aspirants canadiens — français. D'autre part, le climat clément de la Californie attire de nombreux

Canadiens français soit à la retraite, soit employés par des compagnies de la région, en particulier dans le domaine de l'informatique. Le nombre de Canadiens français en Californie est suffisamment élevé pour justifier une émission française à un poste de radio de Los Angeles. Cependant, comme les francophones de la région sont d'origine diverses (et surtout originaires de France), il est impossible d'estimer avec précision le nombre de Canadiens français qui s'y trouvent.

CÔTÉ, ADÉLARD-EMMANUEL. Syndicaliste (Nashua, New Hampshire, 15 novembre 1904 — *ibid.*, 31 décembre 1982). Après avoir terminé ses études secondaires à Manchester* (New Hampshire), il occupe successivement plusieurs emplois, laitier, peintre, cordonnier, menuisier, puis, en 1923 et pendant vingt-deux ans, il sera un employé de la J.F. McElwain, une manufacture de chaussures. En 1943, il devient chef du syndicat ouvrier de cette firme et préside de ce fait aux destinées du New Hampshire Shoe Workers Union jusqu'en 1956. La même année, il est nommé Commissaire du travail de l'État du New Hampshire, devenant le premier Franco-Américain à accéder à ce poste. En 1953, il devient membre de la Interim Tax Commission, laquelle est chargée de réviser les modalités de la taxe imposée par l'État. Et, l'année suivante, il représente son État lors d'un congrès des commissaires du travail tenu à Washington. Il est actif également au sein d'autres organisations syndicales et culturelles. Il occupe notamment le poste de secrétaire-trésorier du United Labor Committee of New Hampshire et se dévoue pour la jeunesse en participant aux activités des scouts de sa région, dont il préside le Conseil régional. Il est également membre de diverses sociétés à caractère humanitaire.

CÔTÉ, ALDA. Artiste-peintre et chapelière (Wottonville, Québec, 30 juin 1900 — Edmonton, Alberta, 15 avril 1962). Élevant seule une famille nombreuse, elle réussit à peindre des toiles et aide à l'ornementation de l'église de Vimy (Alberta). Tout en continuant à peindre, elle se consacre à la couture et à la chapellerie et aide à mettre sur pied, dans la région d'Edmonton, une cinquantaine de centres qui offrent des cours dans ces domaines. Elle a donné son nom à une société de promotion des arts en Alberta.

CÔTÉ, ERNEST ADOLPHE. Fonctionnaire et diplomate (Edmonton, Alberta, 12 juin 1913 —). Au terme de ses études en droit à l'Université de l'Alberta, il est admis au barreau de cette province en 1939. De 1945 à 1955, il œuvre aux Affaires extérieures du Canada et, de 1955 à 1963, devient sous-ministre adjoint au ministère des Affaires du Nord et des Ressources naturelles. Sous-ministre aux Affaires indiennes et du Développement nordique de 1963 à 1968, au ministère des Anciens combattants en 1968 et au bureau du Solliciteur général (1968-1972). De 1972 à 1975, sa carrière se poursuit dans la diplomatie comme ambassadeur en Finlande, à la suite de quoi il prend sa retraite

CÔTÉ, JEAN-LÉON. Ingénieur et homme politique (Les Éboulements, Québec, 6 mai 1867 — *ibid.*, 23 septembre 1924). Formé à l'Académie commerciale de Montmagny, il embrasse une carrière d'arpenteur et d'ingénieur civil. Il se rend dans les Territoires du Nord-Ouest à l'âge de 19 ans. De 1899 à 1903, il exerce sa profession à Dawson (Yukon) et s'installe par la suite à Edmonton*. Élu député libéral à l'Assemblée législative de l'Alberta en 1909, il est nommé secrétaire provincial en 1918, et demeure à son poste jusqu'à sa nomination au Sénat canadien en 1923. Une paroisse de l'Alberta septentrional est nommée en son honneur.

CÔTÉ, LOUIS. Sénateur (Ottawa, Ontario, 30 septembre 1890 — *ibid.*, 2 février 1943). Reçu bachelier ès arts de l'Université d'Ottawa en 1910, il poursuit des études de droit à Osgoode Hall (Toronto) et ouvre, en 1913, une étude légale. De 1919 à 1922, il occupe le poste de procureur de la Couronne pour les comtés unis de Prescott et Russell. En 1925, il est membre de la Commission Merchant-Côté-Scott chargée de mener une enquête auprès des écoles bilingues ontariennes. À la suite du dépôt du rapport d'enquête, le Règlement* 17 est rendu inopérant. Peu après, Côté participe à la fondation de l'École normale bilingue de l'Université d'Ottawa. En 1929, il se lance dans la politique et est élu député conservateur d'Ottawa-Est à l'Assemblée législative de l'Ontario. Il occupe cette fonction jusqu'à sa nomination au Sénat en 1933. De plus, il est membre de plusieurs associations et occupe, entre autres, les postes de vice-président de l'As-

sociation* canadienne-française de l'Ontario (1934) et celui de directeur de l'Alliance* française d'Ottawa.

CÔTÉ, STÉPHANE M^{re}. Curé (Saint-Barthélemy de Joliette, Québec, 4 avril 1876 – Sturgeon Falls, Ontario, 31 juillet 1952). Formé en théologie au Grand séminaire de Montréal (1855-1899), il est nommé curé dans diverses paroisses, dont plusieurs en Ontario, en particulier Chelmsford (1906-1945). Co-fondateur de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario (1910) et du Collège* du Sacré-Cœur (1913), il participe également à la création de la Société historique du Nouvel-Ontario. Soucieux de l'épanouissement culturel des Franco-Ontariens, il voit à la mise sur pied d'écoles françaises dans ses paroisses.

COTNOIR, NARCISSE. Prêtre (Saint-Robert-sur-Richelieu, Québec, 1887 – *ibid.*, 6 mai 1961). Ordonné prêtre oblat en 1916, il est nommé vicaire dans la paroisse Saint-Sauveur à Québec. De 1928 à 1939, il sert comme vicaire à Saint-Jean-Baptiste de Lowell* (Massachusetts). Dès 1932, sous le pseudonyme « Jean de Tourelles », il collabore au journal français de Lowell, *L'Étoile**, au *Journal de Berlin* ainsi qu'à *L'Impartial** de Nashua*. Il lance également une publication, *Le Patient*, feuille mensuelle pour les malades et les infirmières. Jusqu'en 1945, il enseigne au junicot de Colebrook au New Hampshire, puis il est à nouveau nommé vicaire à Sainte-Jeanne-d'Arc de Lowell pour deux ans. De 1947 à 1950, il est aumônier aux Cayes à Haïti.

COTTONPORT : voir AVOYELLES

COTTREAU, ERNEST G. Directeur d'école et homme politique (Wedgeport, Nouvelle-Écosse, 28 janvier 1914 –). Après des études aux écoles de Wedgeport et au Collège Sainte-Anne de Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), il fait carrière comme directeur d'école. Il fait également partie de plusieurs associations sportives, patriotiques ou de bienfaisance. D'allégeance libérale, il est nommé au Sénat canadien en 1974. Il fait partie de la délégation canadienne à plusieurs conférences du Commonwealth.

COURRIER DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE, LE. Fondé à Pubnico* (Nouvelle-Écosse) en 1937, le

journal porte pendant 31 ans le nom de *Le Petit Courrier*. Vendu en 1972 à la Fédération* acadienne de la Nouvelle-Écosse, il est alors publié à Yarmouth. L'objectif du journal consiste à rejoindre toutes les clientèles francophones de la province et, ainsi, à renforcer l'unité des Acadiens. Seul hebdomadaire d'expression française de la Nouvelle-Écosse, *Le Courrier* compte chaque semaine de 28 à 32 pages d'informations régionales acadiennes et son tirage atteint en 1985 les 3 500 exemplaires.

COURRIER DE L'ILLINOIS, LE. Première publication francophone de l'Illinois, ce journal hebdomadaire est fondé à Kankakee* en 1857 par Alexandre Grandpré et Claude Petit. Installé à Chicago peu après, il revient à Kankakee, puis disparaît en 1863. Relancé à Chicago* en 1875 par J.B.A. Paradis, il fusionne en 1903 avec plusieurs autres journaux qui s'unissent pour donner naissance à un nouvel organe francophone : *Le Courrier franco-américain*. *Le Courrier de l'Illinois* détient le record de longévité parmi les journaux francophones du Midwest américain.

COURRIER DE L'OUEST, LE. Hebdomadaire fondé en 1905, à Edmonton* (Alberta), *Le Courrier de l'Ouest* est le produit des efforts concertés d'une douzaine d'actionnaires, dont le sénateur Philippe Roy. Cherchant à promouvoir la vie française dans l'Ouest canadien, le journal, par sa diffusion au Québec et en France, cherche à favoriser l'immigration française dans l'Ouest ; d'inspiration libérale, il défend les idées de Sir Wilfrid Laurier. Les problèmes suscités par la première guerre mondiale ont raison de l'hebdomadaire, qui doit fermer ses portes en 1916.

COURRIER DES PROVINCES MARITIMES, LE. Hebdomadaire fondé à Bathurst* en 1885. *Le Courrier* compte parmi ses pionniers plusieurs personnes – pensons à Valentin Landry* et à Pierre-Jean Veniot*, respectivement propriétaire et directeur de 1884 à 1887 et de 1894 à 1900 – associées au mouvement de réveil acadien qui marque le tournant des XIX^e et XX^e siècles. À l'origine, le journal entent susciter et promouvoir le réveil linguistique, culturel et économique des Acadiens du Nouveau-Brunswick. Alors indépendant politiquement, il en vient à se montrer favorable aux thèses et aux intérêts libéraux. *Le Courrier* connaît de nombreuses difficultés. Il doit

faire face à la concurrence d'autres journaux acadiens et sa publication est suspendue temporairement à deux reprises ; une première fois en 1886 puis, en 1899, pour une période de près d'une année. En 1898, il devient bilingue et prend le nom de *Courrier des Provinces Maritimes and Gloucester Chronicle* dans l'espoir d'élargir sa clientèle.

COURRIER D'OTTAWA, LE : voir **COURRIER D'OUTAOUAIS, LE**

COURRIER D'OUTAOUAIS, LE. Fondé en 1870 par Napoléon Bureau, ce quotidien est créé pour promouvoir la bonne entente entre francophones et anglophones. Dès sa parution, ses pages bilingues en illustrent la vocation, de même que son titre original : *Le Courrier d'Ottawa/The Ottawa Courier*. Mais, l'anglais disparaît bientôt au profit du français, de sorte que dix jours après ses débuts le journal est rebaptisé *Le Courrier d'Outaouais*. Durant les six années de son existence, la rédaction change d'orientation politique à cinq reprises alternant entre l'allégeance conservatrice et l'allégeance libérale.

COURRIER DU MICHIGAN, LE. Fondé en 1912 à Lake Linden (Michigan), ce journal régional s'établit ensuite à Détroit*. En 1929, il devient le seul organe de presse d'expression française de la région américaine des Grands Lacs. Tout au long de son existence, soit de 1912 à 1959, *Le Courrier du Michigan* est dirigé par son fondateur, Pierre-Eudore Mayrand. La mort de celui-ci, en 1959, marque aussi la fin du périodique. Pendant 47 ans, ce journal constitue l'un des rares moyens de communication et d'identification de la communauté francophone du Michigan.

COURTENAY-COMOX. Villes-jumelles de Colombie-Britannique situées sur la côte est de l'île de Vancouver, à 219 km au nord de Victoria. Populations totales : 8 992 et 6 607 habitants respectivement. Colonisées en 1862, elles se trouvent aujourd'hui au centre d'une riche région agricole laitière et fruitière. Elles abritent une base importante des Forces armées canadiennes et leur climat agréable attire de nombreux retraités. Population francophone : 325.

COUTURE, ADÉLARD. Prêtre et coopérateur (Saint-Boniface, Manitoba, 1^{er} juin 1901 — *ibid.*,

9 septembre 1975). Ordonné prêtre en 1926, il arrive à La* Broquerie (Manitoba) au début des années 30. Devenu directeur diocésain de l'Action catholique et des œuvres sociales (1937), il le restera durant vingt-cinq ans. Fondateur de trente-huit caisses populaires, dix coopératives de consommation, dix fromageries coopératives et de quelques silos coopératifs, il est aussi l'auteur du catéchisme des caisses populaires du Manitoba et reçoit la médaille d'or du Conseil* de la vie française en Amérique (1975).

COUTURE, JOSEPH-MARIE. Jésuite et missionnaire (Saint-Anselme-de-Dorchester, Québec, 17 octobre 1885 — Longlac, Ontario, 4 mars 1949). En 1906, il entre au noviciat de la Compagnie de Jésus au Sault-au-Récollet. Après ses études en théologie à Montréal, il est ordonné prêtre en 1922. Jusqu'à sa mort, son apostolat missionnaire se déroule surtout à Longlac*, dans le nord de l'Ontario, parmi les Indiens de la tribu des Odjibwés. Ces derniers le surnomment *Neendawishkang*, « celui que l'on aime voir venir ». En 1933, il obtient un hydravion et devient le premier prêtre-aviateur du Canada.

COUTURIER, FÉLIX. Évêque (La Forie, France, 29 mars 1876 — Alexandria, Ontario, 27 juillet 1941). Formé dans un collège catholique d'Angleterre, il est ordonné prêtre dominicain en 1901. Durant la première guerre mondiale, il est aumônier des troupes britanniques en Égypte et au Moyen-Orient. Arrivé au Canada en 1921, il est intronisé sur le nouveau siège épiscopal d'Alexandria dont il devient le premier titulaire ; il y demeure 20 ans.

CRÉPEAU, GEORGES. Écrivain (Sorel, Québec, 25 avril 1868 — Wilmington, Massachusetts, 7 janvier 1913). Au terme de brèves études au Collège commercial de Sorel, il s'expatrie à l'âge de 21 ans avec ses parents en Nouvelle-Angleterre. Sa famille décide de s'établir à Lowell* (Massachusetts). Machiniste dans une filature locale, il se consacre, dans ses périodes de loisirs, à l'écriture poétique, romanesque et théâtrale. Son œuvre la plus connue est un roman policier : *Bélanger ou l'histoire d'un crime* (1892).

CROWLEY. Ville de l'Acadiana en Louisiane et chef-lieu de la paroisse d'Acadia, située à 35 km à l'ouest de Lafayette. Population totale : 16 104

habitants. Fondée en 1887 par les frères acadiens Duson, la ville compte une forte population francophone tout au long de son histoire comme l'attestent les noms de rues, de plantations ou de personnages qui y ont laissé leur marque. Crowley s'enorgueillit d'être la capitale américaine du riz. Population francophone : 6 285.

CUMBERLAND : voir ORLÉANS

CYR, LOUIS. Haltérophile (Saint-Cyprien-de-Napierville, Québec, 10 octobre 1863 — Montréal, 1912). Homme d'une remarquable robustesse dès l'enfance, il se signale à l'âge de 15 ans par des tours de force qui ébahissent son entourage. Ses exploits musculaires lui valent une renommée plus large lorsqu'en 1877 sa famille émigre à Lowell* (Massachusetts). Parmi ses prouesses, il soulève 250 kilos avec un doigt, 2 000 kilos avec le dos, résiste à la tire de deux chevaux, etc. Athlète d'exhibition, il parcourt l'Amérique et l'Europe.

CYR, PAUL. Gouverneur (Jeanerette, Louisiane, 9 septembre 1878 — *ibid.*, 24 août 1946). Dentiste installé à Jeanerette à partir de 1900, il devient directeur de la First National Bank en 1907 et directeur d'une corporation. En 1928, il est élu lieutenant-gouverneur de la Louisiane comme partenaire électoral du gouverneur démocrate Huey P. Long. Il succède à ce dernier en 1930 pour la fin de son mandat, soit jusqu'en 1932.

D

DABLON, CLAUDE. Missionnaire et géographe (Dieppe, France, 21 juin 1619 — Québec, 3 mai 1697). Jésuite depuis 1639, il arrive au Canada en 1655. Il effectue en 1655 un premier voyage qui le mène au sud du lac Ontario et un second l'année suivante, dans la même région ; à la suite de ces voyages, il recueille une description précise des lieux. Après un séjour de plus de dix ans à Québec au cours duquel il occupe diverses fonctions, principalement dans l'enseignement, il est nommé supérieur des missions de l'Ouest (1669) dont le centre est à Sault-Sainte-Marie. Après une exploration du lac Supérieur, il élabore une carte géographique de la région, étonnamment précise pour l'époque. Nommé supérieur des Jésuites pour la Nouvelle-France en

1671, il assume cette fonction de 1671 à 1680 et de 1686 à 1693. Entre 1655 et 1672, le Père Dablon a rédigé plusieurs chapitres des *Relations*.

DAGNAUD, PIERRE-MARIE. Prêtre (Bains, France, 5 novembre 1858 — Plancoët, *ibid.*, 27 juillet 1930). Ordonné prêtre en 1882, il enseigne en France durant 17 ans. Arrivé au Canada en 1899, il est nommé supérieur du Collège* Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse), puis vice-provincial des Eudistes* en 1901. Également prédicateur, Dagnaud est curé des paroisses de Sainte-Marie et de Saulnierville. En 1918, il fonde la paroisse Saint-Cœur-de-Marie à Québec et en demeure le curé jusqu'en 1927. Il est l'auteur de *Les Français du Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse* (1905) dans lequel il relate la vie de l'abbé Sigogne* ; il a publié également un manuel de lecture, *À travers le Canada* (1906), qui a longtemps été utilisé dans les écoles élémentaires acadiennes.

DAGNEAU, GEORGES-HENRI. Journaliste et fonctionnaire (Québec, 6 août 1911 —). Diplômé en philosophie de l'Université Laval et de l'École supérieure de journalisme de Lille (France), il œuvre à *L'Action catholique* de Québec (1936-1948), au quotidien *Le Droit** d'Ottawa (1948-1952) et à l'Association professionnelle des industriels. Il entre par la suite au ministère des Affaires culturelles du Québec (1963-1975), où il est directeur du Département* du Canada français d'outre-frontières, puis achève sa carrière au ministère des Affaires intergouvernementales (1975-1976) où il est conseiller du sous-ministre en matière de relations avec les minorités francophones.

DAIGLE, FRANÇOIS-M. Prêtre et journaliste (Saint-Louis-de-Kent, Nouveau-Brunswick, 13 avril 1882 — Yarmouth, Nouvelle-Écosse, 29 janvier 1960). Formé en théologie au Collège de la Propagande à Rome, il est ordonné prêtre en 1910. D'abord vicaire à Bathurst* (1910-1912), puis à Néguac (1912), il devient curé à Rivière Jacquet (1913-1918), puis à Pokemouche (1918-1923), avant d'enseigner au collège Saint-Thomas de Chatham* (1923-1935). Par la suite, il est aumônier à l'hôpital Hôtel-Dieu de Moncton* pendant plusieurs années. Mais il est également connu dans les milieux acadiens du Nouveau-Brunswick pour ses activités journalisti-

ques. Il assume en effet la direction-rédaction du journal *L'Ordre social* de 1937 à 1943. Plus tard, il occupe le poste de gérant et rédacteur à *L'Évangéline**.

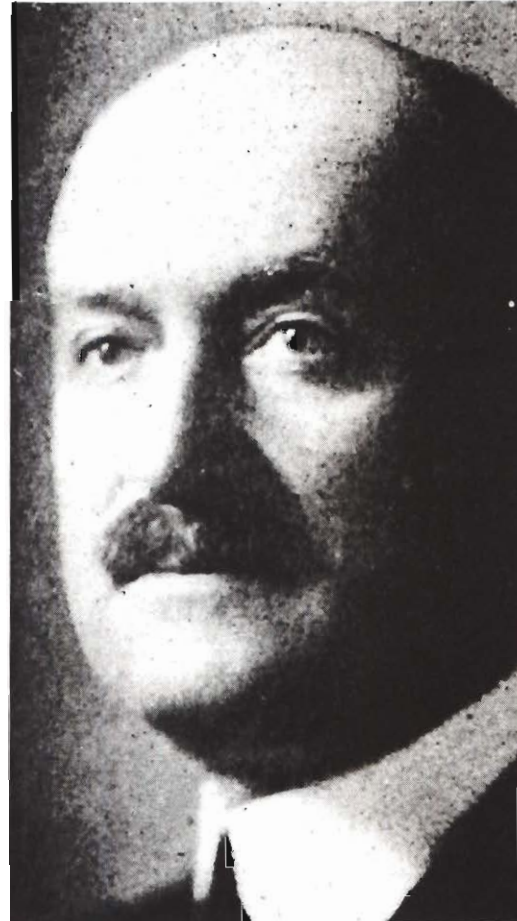
DAIGLE, JEAN. Professeur et administrateur (Montréal, 1941 —). Formé d'abord à l'Université de Montréal, il obtient par la suite un doctorat en histoire de l'Université du Maine à Orono (États-Unis) en 1975. Chargé d'enseignement à l'Université* de Moncton, il dirige également le Centre* d'études acadiennes (1976-1981) et le Musée acadien (1977-1981). En 1978, il préside le premier Colloque international de l'Acadie. Il est le co-auteur d'une *Histoire du Nouveau-Brunswick* (1971), de l'*Atlas de l'Acadie* (1976), du *Petit Manuel d'histoire d'Acadie des débuts à 1976* (1976). Il est aussi éditeur d'une *Bibliographie acadienne* (1978) et collabore en 1980 à la publication d'*Acadiens des Maritimes : études thématiques*.

DAIGLE, JOFFRE. Homme politique (Edmundston, Nouveau-Brunswick, 24 juillet 1925 — Dalhousie, *ibid.*, 9 septembre 1968). Diplômé de Collège Sacré-Cœur de Bathurst* en 1947, il devient médecin en 1954 après des études à l'Université* Laval. Établi à Dalhousie* (Nouveau-Brunswick), il entre en politique en 1967 comme député libéral de Restigouche à l'Assemblée législative de sa province et occupe jusqu'à sa mort le poste de ministre de la Jeunesse et du Bien-être.

DAIGLE, JOSEPH ZÉNON. Homme politique (Saint-Charles, Nouveau-Brunswick, 23 juin 1934 —). Avocat de formation, il travaille comme adjoint administratif aux côtés du Premier ministre Louis Robichaud à compter de 1960. En 1962, il ouvre un cabinet privé à Richibouctou*. Élu député libéral à l'Assemblée législative provinciale en 1974, il est choisi comme chef du parti en 1978. La même année, son parti est défait aux élections mais il est lui-même réélu dans son comté. Il quitte la direction de son parti en 1981 et est nommé juge à la Cour du Banc de la Reine en 1982.

DAIGLE, RAYMOND. Fonctionnaire (Edmundston, Nouveau-Brunswick, 1946 —). Détenteur d'une maîtrise en histoire de l'Université* Laval, Raymond Daigle enseigne dans une

polyvalente d'Edmundston* de 1972 à 1976. Par la suite, il travaille comme conseiller au ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, puis au ministère de la Jeunesse, des Loisirs et des Ressources culturelles. Depuis 1983, il est directeur des relations culturelles et de la coopération au ministère des Ressources historiques et culturelles.



Elphège Daigneault

DAIGNEAULT, ELPHÈGE-J. Avocat et journaliste (Woonsocket, Rhode Island, 8 juin 1879 — *ibid.*, 25 mai 1937). Fils de marchand, il fait ses études classiques à Sherbrooke et à Montréal et son droit à l'Université Columbia de New York. Admis au barreau (1903), il ouvre une étude dans sa ville natale. Député de son comté, juge de la Cour des tutelles, Daigneault est également membre de plusieurs associations, dont l'Association* canado-américaine qu'il dirige de 1922 à 1936. Il fonde *La Sentinelle** en 1924

dans le but de défendre les intérêts franco-américains et s'engage dans une lutte contre le clergé irlandais catholique à qui il impute des visées assimilatrices. *La Sentinelle* est frappée d'interdiction par Rome et, excommunié, Daigneault se soumet. Il publie une série de causeries radiophoniques sur les Franco-Américains et une histoire du mouvement sentinelliste* : *Le Vrai Mouvement sentinelliste* (1935).

DALHOUSIE. Ville du Nouveau-Brunswick sise à l'embouchure de la rivière Restigouche sur la baie des Chaleurs. Population totale : 4 958. Fondée en 1826, l'agglomération est progressivement peuplée par des francophones attirés par l'usine de pâtes et papiers. Sa paroisse française, Saint-Jean-Baptiste, remonte à 1865. On y trouve le musée historique Chaleur et, en juillet de chaque année, s'y déroule le festival Bon Ami. Population francophone : 2 370.

X DALPÉ, JEAN-MARC. Comédien, dramaturge et poète (Ottawa, Ontario, 21 février 1957—). Il obtient un baccalauréat en théâtre de l'Université d'Ottawa et étudie trois ans au Conservatoire d'art dramatique de Québec. Depuis 1980, il se produit en spectacle, surtout en Ontario, et travaille avec les troupes de théâtre francophones, entre autres, le Théâtre* de la Vieille 17 (dont il est l'un des co-fondateurs) et le Théâtre* du Nouvel-Ontario. Il est aussi l'auteur de trois recueils de poésie et co-auteur, avec Brigitte Haentjens, de trois pièces de théâtre. Son œuvre la plus connue s'intitule *Les Murs de nos villages* (1980).

D'AMBOISE, JACQUES. Danseur et chorégraphe (Dedham, Massachusetts, 25 juillet 1934 —). Il étudie à New York (School of American Ballet) puis se joint à la troupe du New York City Ballet en 1949 comme danseur et chorégraphe. Il se fait surtout connaître dans les années 1950 comme premier danseur dans des œuvres chorégraphiques de George Balanchine et Frederick Ashton. Il participe à des productions cinématographiques. Comme chorégraphe, depuis 1963, il élabore des pièces qui demeurent des contributions importantes à la danse. Durant les années 1970, il enseigne à son *alma mater* et dirige le National Dance Institute.

D'AMOURS, ERNEST R. Avocat (Holyoke, Massachusetts, 24 avril 1904 — Manchester, New

Hampshire, 4 mai 1965). Diplômé en droit de l'Université Harvard, il ouvre son cabinet à Manchester. Nommé procureur général adjoint de 1940 à 1946, puis procureur général de 1946 à 1949, il dirige (ou est membre) de nombreuses commissions d'État. Actif au sein des organismes franco-américains, il est pendant longtemps directeur du journal *L'Action* de Manchester*, membre de la Société* historique franco-américaine et secrétaire du conseil d'administration du Collège Anselme. Il venait d'être nommé président de l'Association* canado-américaine au moment de son décès.

DANDURAND, DAMASE. Architecte et prêtre (Laprairie, Québec, 23 mars 1819 — Saint-Boniface, Manitoba, 13 avril 1921). Ordonné prêtre oblat en 1841, il est successivement curé de la cathédrale d'Ottawa, vicaire général et administrateur du diocèse d'Ottawa* (1847-1875). Il s'occupe alors des travaux d'architecture de la cathédrale, des églises Saint-Joseph et Sainte-Anne et de l'édification du premier collège de la ville d'Ottawa, le Collège de Bytown, qui deviendra plus tard l'Université* d'Ottawa. Il y enseigne et devient un des membres de la corporation (1849-1861). Après son séjour à Ottawa, il est durant 25 ans curé de diverses paroisses à Winnipeg* (Manitoba) (1875-1900). Il occupe par la suite le poste d'aumônier de l'hospice Taché de la même ville (1900-1916).

DANDURAND, LÉO. Homme d'affaires (Kankakee, Illinois, 9 juillet 1889 — Montréal, 26 juin 1964). Débutant en affaires à Montréal dès l'âge de 20 ans, il se lance dans le commerce de l'immobilier (1913) et du tabac (1920). L'année suivante, il fait l'acquisition avec son associé de l'équipe de hockey Les Canadiens ; sous sa férule, l'équipe devient l'une des plus grandes au monde. Innovateur dans le monde du sport, il implante aux États-Unis des courses de lévriers, d'abord à Sarasota (Floride) en 1926, puis à Atlantic City (1927) et enfin à Phoenix (Arizona) (1938). Il fonde aussi une équipe professionnelle de crosse et fait revivre ce sport à Montréal. Durant la Crise des années trente, il invente et met sur pied des *dancethons*, épreuves d'endurance qui connaissent une très grande popularité aux États-Unis. Parallèlement à ses entreprises sporti-

ves, Dandurand dirige aussi plusieurs grandes corporations industrielles.

DANTIN, EDMOND : voir LEMAY, GEORGES

DANTIN, LOUIS, (pseud. d'Eugènes Seers). Écrivain et critique littéraire (Beauharnois, Québec, 28 novembre 1865 — Boston, Massachusetts, 17 janvier 1945). Entré chez les Pères du Saint-Sacrement en 1883, il étudie en Belgique et à Rome avant d'être ordonné prêtre à Paris en 1888. Supérieur à Bruxelles en 1890, et à Paris en 1893, il revient à Montréal où il rédige *Le Messager du Saint-Sacrement* et publie quelques poèmes et contes. À la même époque, il se lie d'amitié avec Émile Nelligan. En 1903, il quitte la vie religieuse et s'installe à Boston où il exerce le métier de typographe. À partir de 1919, il travaille à l'imprimerie de l'Université Harvard. Alors qu'il est aux États-Unis, il se taille la réputation de meilleur critique littéraire de l'Amérique française en collaborant à plusieurs journaux et revues comme *La Revue moderne* de Montréal. Il publie, entre autres, deux études critiques sur les lettres canadiennes-françaises, *Poètes de l'Amérique française* (1928) et *Gloses critiques* (1931), de même qu'un roman largement autobiographique dont l'action se passe à Boston, *Les Enfances de Fanny* (1951).

DAOUST, CHARLES-ROGER. Journaliste (Montréal, 30 mars 1865 — Manchester, New Hampshire, 17 novembre 1924). Après des études à l'Université McGill à Montréal, il décide de faire carrière dans le journalisme. D'abord rédacteur au *Travailleur** de Worcester (Massachusetts) puis au *National** de Plattsburg (New York), il suspend sa carrière pour se joindre comme correspondant militaire au 65^e Régiment, lors de la campagne contre les Métis en 1885. La campagne terminée, il revient au journalisme. On le retrouve successivement dans presque tous les journaux franco-américains de la Nouvelle-Angleterre entre 1888 et 1908 ; il entreprend même d'en fonder un, *La Patrie nouvelle* de Southbridge (Massachusetts), en 1896. Auteur de deux essais historiques et d'un recueil de poèmes, il publie *Étude historique sur le Canada et les États-Unis* (1892).

DAOUST, JEAN-CHARLES. Journaliste (Montréal, 15 septembre 1906 — Ottawa, 8 septembre 1963). Fils du journaliste Charles-Roger Daoust*, il est d'abord journaliste à *L'Avenir* national* de Manchester (New Hampshire), puis correspondant à Manchester pour *Le Soleil* de Québec. Il prend la direction des pages sportives du *Droit** d'Ottawa en 1938 à la suite du décès de Gilbert-O. Julien. Durant la Seconde Guerre mondiale, il est correspondant de 1941 à 1945, puis il devient éditeur à la Fonction publique fédérale (1945-1951). Il retourne ensuite au *Droit* en tant que journaliste sportif et rédacteur de la section sportive (1951-1963). En son honneur, on décerne annuellement un trophée à l'athlète amateur francophone par excellence, trophée important pour les sportifs canadiens-français.

DAUDELIN, ALPHONSE-S. Médecin (Sutton, Québec, 13 février 1870 — Montréal, 28 août 1943). Peu après ses études de médecine à l'Université Laval de Montréal, il va exercer sa profession à Fort Kent (Maine) (1896-1898), puis à Worcester* (Massachusetts) (1898-1907). En 1907, Théodore Roosevelt le nomme pour six mois commissaire des États-Unis à l'exposition maritime internationale de Bordeaux en France. Il entreprend ensuite un séjour d'études en Europe pour se spécialiser en oto-rhino-laryngologie et en ophtalmologie. En 1911, Daudelin revient à Worcester où il exerce dans sa spécialité.

DAUNAIS, OLIVIER. Trappeur et prospecteur (Saint-Ours, Bas-Canada, 1836 — 1916). Il travaille aux États-Unis, à la Rivière* Rouge et à nouveau aux États-Unis, avant d'arriver dans la région de Thunder* Bay en 1870. Il fait la traite et prospecte dans toute la région qui s'étend du lac Nipigon à la frontière du Minnesota. Averti par un ami amérindien de la présence d'argent sur le Mont Rabbit (dans l'Ouest ontarien), il enregistre les droits à son nom. La ruée vers l'argent qui s'ensuit en fait un magnat de ce métal, mais sa fortune est de courte durée. En 1890, la ruée est déjà terminée et avec elle s'éteint la renommée de Daunais.

DAUPHINAIS, FRANÇOIS. Homme politique (Manitoba, 1^{er} janvier, 1816 — 1874). Métis* de naissance, il est l'un des trois délégués du district électoral de Saint-François-Xavier* à la convention convoquée par le gouvernement de Riel*, le

16 novembre 1869. Le 8 janvier 1870, il devient vice-président du gouvernement provisoire. Malgré son rôle dans le gouvernement insurrectionnel, il est nommé membre du Conseil législatif du Manitoba le 10 mars 1871.

DAURAY, CHARLES. Curé de paroisse (Marienville, Québec, 15 mars 1838 — Woonsocket, Rhode Island, 22 février 1931). Après des études au Séminaire Saint-Sulpice de Montréal, il est ordonné prêtre en 1870 et s'installe à Central Falls (Rhode Island), où il fonde la première paroisse francophone : Notre-Dame du Sacré-Cœur. En 1875, il est nommé curé de la paroisse Précieux-Sang de Woonsocket*. Sous sa gouverne et avec l'aide de plusieurs communautés religieuses, il y érige une église (1876), une école paroissiale (1884), l'Académie Jésus-Marie (1898), l'Orphelinat Saint-François (1906) et l'Hospice Saint-Antoine (1913). Il est nommé prélat en 1918 et protonotaire apostolique en 1929. Son nom est attribué à un vaisseau de guerre américain (1942).

DAVIAULT, PIERRE (pseudonyme Pierre Hartex). Traducteur et écrivain (Saint-Jérôme, Québec, 9 novembre 1899 — Ottawa, Ontario, 18 novembre 1964). Après des études à l'Université de Montréal et à la Sorbonne, il devient courriériste parlementaire pour le compte de *La Presse* de Montréal (1923-1925). En 1925, il quitte le journalisme pour entreprendre une carrière de traducteur au Service des débats de la Chambre des communes. Il devient chef de ce service en 1946. Entre 1955 et 1964, il occupe le poste de surintendant du Bureau des traducteurs et, parallèlement, il est professeur de traduction à l'Université d'Ottawa (1936-1963). De plus, pendant douze ans, il participe à l'émission radiophonique hebdomadaire « La Langue bien pendue » sur les ondes de Radio-Canada* et il fait fonction de critique littéraire au journal *Le Droit** d'Ottawa, de 1934 à 1940. Il est aussi en 1951 l'un des fondateurs de *La Nouvelle Revue canadienne*. Auteur de traités et d'essais sur la traduction, il produit des ouvrages d'intérêt historique ainsi que quelques romans. Parmi ses œuvres les plus connues, on note *Langage et Traduction* (1962), *Dictionnaire canadien français-anglais, anglais-français* (en collaboration — 1962), *Le Baron de Saint-Castin, chef abénaquis* (1939) et *Le Mystère*

des Mille-Îles (1927). Il devient le premier récipiendaire de la médaille Chauveau décernée par la Société royale du Canada (1952). De 1958 à 1961, il occupe le poste de président général de la Société des écrivains canadiens.

DEBDEN. Village de la Saskatchewan situé à 50 km au nord-ouest de Prince-Albert. Population totale : 403 habitants. Fondé en 1910-1911 par l'abbé Bérubé et des colons francophones venus du Québec, Debden reçoit sa paroisse française (Saint-Jean-Baptiste) en 1921. On y érige une école primaire où l'on dispense jusqu'à 75 % de l'enseignement en français. Population francophone : 240.

DE CELLES, ALFRED DUCLOS. Journaliste, historien et bibliothécaire (Saint-Laurent, Québec, 15 août 1843 — Ottawa, Ontario, 5 octobre 1925). Il étudie à Québec et est admis au barreau en 1873. Journaliste, il travaille principalement au *Journal de Québec*, à *La Minerve* et à *L'Opinion publique* (1873-1880). Il est nommé ensuite bibliothécaire au parlement d'Ottawa (1880-1920). Membre de la Société royale du Canada dès 1884, il publie plusieurs ouvrages historiques dont *Lafontaine et son temps* (1907), *Papineau* (1905), *Cartier et son temps* (1907), *Laurier et son temps* (1920) et *Constitutions du Canada* (1918). Il participe à la vie intellectuelle d'Ottawa en devenant membre-fondateur du Club* des dix et en participant à l'Alliance* française d'Ottawa.

DECHÈNE, ANDRÉ-MIVILLE. Juge (Edmonton, Alberta, 25 mars 1912 —). Au terme de ses études en droit à l'Université de l'Alberta, il exerce à Edmonton*. Sa carrière à la magistrature débute comme juge de comté dans le Nord de l'Alberta en 1963 et se poursuit comme juge à la Cour du Banc de la Reine après 1965. Parallèlement, il occupe la présidence de l'Association* canadienne-française de l'Alberta (1950-1956) et celle du Conseil* de la vie française en Amérique (1965-1969).

DE COTRET, ROBERT RENÉ. Homme politique (Ottawa, Ontario, 20 février 1944 —). Diplômé en administration de l'Université McGill (1966) et en économie des affaires de l'Université du Michigan (1969), il devient conseiller économique du président des États-Unis

(1970-1971) et conseiller au ministère des Finances du Canada (1971-1972). Vice-président des affaires internationales à la Banque du Canada (1972-1978), De Cotret entre à la Chambre des communes en 1978 sous les couleurs du parti conservateur. Appelé au poste de ministre de l'Industrie et du Commerce en 1979, il perd son élection peu après dans le comté d'Ottawa-Centre et ne peut exercer cette dernière fonction. Sénateur pendant quelques mois, il connaît une nouvelle défaite dans Berthier-Maskinongé au Québec. Élu en 1984 dans cette même circonscription, il est nommé président du conseil du Trésor. Ce ministre est l'un des rares députés du Québec d'origine franco-ontarienne.

DEDICHE : voir CAP-PELÉ

DÉFENSE, LA : voir SENTINELLE, LA

DE GRACE, JOSEPH-GÉRARD. Éducateur (Shippagan, Nouveau-Brunswick, 15 octobre 1905 —). Joseph-Gérard de Grace fait carrière dans l'enseignement et l'administration scolaire dans diverses écoles publiques (1927-1948), puis à l'École normale de Fredericton de 1948 à 1953. Par la suite, il entre dans la haute fonction publique du Nouveau-Brunswick et devient adjoint au sous-ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick (1953-1964), avant d'occuper lui-même le poste de sous-ministre (1964-1968). En marge de ses engagements professionnels, il travaille à la préparation et à la publication de manuels et d'outils pédagogiques. Au nombre de ses travaux, mentionnons un module de cours par correspondance intitulé *Expression française* et certains ouvrages destinés à l'apprentissage des langues secondes : *Anglais, guide du maître*, *Oral Approach to French*, *Learning the English Language*, *Petit Guide grammatical*. J.G. De Grace traduit aussi les sept volumes d'arithmétique édités par la maison *Copp Clark* à la toute fin des années 1950.

DELORME, PIERRE. Homme politique (Saint-Boniface, Manitoba, 1^{er} octobre 1831 — Saint-Adolphe, *ibid.*, 10 novembre 1912). Après ses études à Saint-Boniface*, il s'installe dans la localité de Saint-Norbert (Manitoba) et y exploite une ferme. Participant à la Convention nationale en 1869 sous le gouvernement Riel*, il se tourne ensuite vers la vie politique. Élu député conserva-

teur en 1870 à l'Assemblée législative du Manitoba, il est défait en 1874, réélu en 1878 et nommé la même année ministre de l'Agriculture et président du Conseil exécutif. L'année suivante, il démissionne à la suite d'une divergence entre les élus francophones et le premier ministre Norquay. Dans l'intervalle, il avait été le premier représentant du comté de Provencher à la Chambre des communes (1871-1874).



M^{sr} Modeste Demers

DEMERS, MODESTE. Missionnaire et évêque (Saint-Nicolas-de-Lévis, Québec, 11 octobre 1809 — Victoria, Colombie-Britannique, 28 juillet 1871). Il étudie au Séminaire de Québec et, ordonné prêtre (1836), il devient missionnaire à la Rivière-Rouge*, puis dans l'État de l'Orégon (1839). Il s'intéresse aux populations amérindiennes de l'Ouest, dont il apprend plusieurs dialectes et pour lesquelles il rédige des livres de prières. Il voyage dans la vallée du Fraser (1841) et se rend jusqu'au fort Alexandria en Nouvelle-Calédonie (1842). Nommé évêque de l'Île-de-Vancouver (1847), il se voue à l'établissement de son diocèse. Sous son égide, les Sœurs* de Sainte-Anne et les Oblats* érigent des écoles et des hôpitaux. Il entreprend, à Victoria*, l'édification de la première cathédrale du diocèse, tout en voyageant aux États-Unis et en Europe en vue de

recruter les prêtres et les religieux dont il a besoin pour ses œuvres.

DENIS, RAYMOND. Fermier et administrateur (Courcelles, France, 15 octobre 1885 – Montréal, 19 février 1965). Arrivé au Canada en 1904, il s'établit comme fermier en Saskatchewan (1905-1920). Préoccupé par la carence du français dans le système scolaire de cette province, il fonde et dirige l'Association interprovinciale (1917-1927), qui se voue au recrutement d'instituteurs francophones pour dispenser l'enseignement en français. Il est en même temps amené à présider et à diriger successivement plusieurs organisations de promotion culturelle et scolaire. Son départ pour Montréal en 1934, où il gère la Compagnie La Sauvegarde pour les provinces de l'Ouest, n'empêche pas sa participation, voire son rôle-moteur, dans maintes initiatives francophones, dont la création des postes radiophoniques de Gravelbourg et de Saskatoon.

DENISET, LOUIS. Homme politique et juge (Saint-Boniface, Manitoba, 29 juin 1919 – Québec, 26 août 1983). Militaire durant dix ans (1939-1949), il se tourne vers le barreau et pratique le droit à Winnipeg*. En 1957 et 1958, il est élu député fédéral libéral pour la circonscription de Saint-Boniface*, puis est nommé juge de la Cour du Banc de la Reine en 1965. Il laisse un roman autobiographique, *L'Équilibre instable* (1977).

DENYS, NICOLAS. Commerçant (Tours, France, 1598 – Nipisiquit, 1688). On connaît peu de choses des années de formation de cet entrepreneur. En 1632, il est agent-représentant de la Compagnie de la Nouvelle-France et il aide à la préparation de l'expédition envoyée en Acadie sous le commandement d'Isaac de Razilly. Il reçoit, en 1634, une importante concession à La Hève où il entreprend la coupe de chêne blanc, première entreprise d'exploitation forestière au Canada. À la suite de nombreux déboires, il retourne à La Rochelle où il redevient le représentant de la Compagnie de la Nouvelle-France. Il organise des expéditions de pêche et de traite sur les côtes de Terre-Neuve et dans le golfe de Saint-Laurent. En 1647, Menou d'Aulnay, alors gouverneur de l'Acadie, conteste sa concession de La Hève et confisque ses biens et marchandises accumulés à Miscou depuis 1645. Mais en 1653,

Denys acquiert de la Compagnie de la Nouvelle-France, les droits sur la côte et les îles du golfe Saint-Laurent. L'année suivante, il est fait gouverneur de l'Acadie, de Canso jusqu'à Gaspé. En 1672, il fait publier en France un ouvrage important, qui s'intitule *Description géographique et historique des costes de l'Amérique Septentrionale : avec l'Histoire naturelle du Pais*. Une société historique du Nord-Est de l'Acadie porte son nom.

DÉPARTEMENT DU CANADA FRANÇAIS D'OUTRE-FRONTIÈRES. Organisme du gouvernement du Québec créé en 1961 pour développer les liens culturels entre les diverses communautés francophones du continent nord-américain. Appelé Service du Canada français d'outre frontières en 1963, il se donne pour mission de participer à l'effort de survivance du fait français en subventionnant des associations provinciales œuvrant dans le domaine de la culture et de l'éducation. Ses moyens d'action consistent à dispenser des bourses d'études et à apporter une aide technique à des projets susceptibles de contribuer au rayonnement de la vie française hors Québec. Publiant un bulletin d'information intitulé *Québec-Amérique*, patronnant à l'occasion des manifestations spéciales dans une ville canadienne ou américaine, ce service devient peu à peu absorbé par le ministère des Affaires intergouvernementales. Son mandat est aujourd'hui assumé par le Secrétariat des affaires canadiennes du gouvernement du Québec.

DÉPORTATION DES ACADIENS. La déportation des Acadiens, également connue sous le nom de Grand Dérangement, demeure le fait marquant de l'histoire acadienne. Établis aux confins de territoires perpétuellement contestés par la France et l'Angleterre, les quelque 16 000 Acadiens dénombrés vers 1750 connaissaient depuis le traité d'Utrecht de 1713 une situation politique délicate. Plus de la moitié d'entre eux, installés sur la baie Française – le long de la rivière du Dauphin, autour du bassin des Mines et de la baie de Chignectou – vivent sous administration anglaise. D'autres sont établis aux limites des possessions britanniques, sur le versant nord de la Baie de Chignectou, dans une zone qui se disputent Londres et Versailles. Enfin, quelques milliers d'Acadiens vivent dans les îles Royale et Saint-Jean, demeurées sous juridiction française

en 1713, mais convoitées par Londres dans le combat qu'elle s'apprête à livrer pour la possession du continent nord-américain. Soucieux de maintenir la relative prospérité que leur permet la fragile stabilité politique régionale durant la première moitié du XVIII^e siècle, les Acadiens de Nouvelle-Écosse se veulent résolument neutres. Mais alors que la France tente de consolider ses positions dans la région, les administrateurs britanniques se méfient de cette neutralité qu'ils perçoivent plutôt comme de la résistance passive – d'autant plus que bon nombre d'Acadiens refusent de prêter le serment d'allégeance à la couronne britannique. Aussi, l'été de 1755, au début de la guerre de Sept ans, ils prennent la décision de déporter cette population acadienne gênante. Entre 1755 et 1757, quelques 7 000 Acadiens de la péninsule de Nouvelle-Écosse sont déportés dans les colonies de la côte est américaine. Après la prise de Louisbourg, les Acadiens de l'île Saint-Jean et de l'île Royale sont touchés à leur tour et 3 500 personnes sont alors expédiées en France. Enfin, durant la guerre d'Indépendance américaine, les Acadiens réfugiés à Saint-Pierre et Miquelon sont envoyés en France. Pour ces déportés, dont bon nombre mourront de faim ou

des suites de maladies, ou encore périront en mer, commence alors une longue période d'errance. Plusieurs se rendent en Louisiane – qu'ils croient toujours française –, d'autres s'assimilent à la société américaine et une proportion importante rejoint le Québec et s'établissent en Gaspésie, aux Îles-de-la-Madeleine et dans la région de Montréal. Mais plusieurs de ces Acadiens de la Déportation cherchent à revenir au pays ancestral désormais occupé par les Loyalistes américains. Refoulés vers les terres pauvres du nord et de l'est du Nouveau-Brunswick et sur l'île du Cap-Breton, ils vivent de pêche et d'agriculture de subsistance.

Le bouleversement démographique, le démantèlement des structures sociales et la déstabilisation économique qu'elle a provoqués dans la société acadienne du XVIII^e siècle font de la déportation un événement très présent et à forte valeur symbolique dans la mémoire collective des Acadiens du XX^e siècle. Aujourd'hui encore, le groupe musical 1755 et le roman d'Antonine Maillet, *Pégasie la Charette*, pour ne citer que des exemples connus, font écho à l'*Évangéline* de Longfellow et rappellent à l'Acadie contemporaine l'épopée des Acadiens du Grand Dérangement.



La statue d'Évangéline, parc historique national de Grand-Pré, Nouvelle-Écosse.

DEROUZIER, GEORGES : voir BARBE-ZIEUX, ALEXIS DE

DESAINTEs, LOUIS : voir TESSON, LOUIS

DESBIENS, PATRICE. Poète (Timmins, Ontario, 18 mars 1948 —). Autodidacte, Patrice Desbiens est tour à tour, journaliste, vendeur et percussionniste. Il publie deux recueils de poésie à compte d'auteur avant de confier sa production aux éditions Prise* de Parole en 1977. *Les Conséquences de la vie* (1977) et *L'Espace qui reste* (1979), se méritent les éloges de la critique pour leur originalité et leur authenticité. *L'Homme invisible/The Invisible Man* (1982) apporte une nouvelle conception du bilinguisme. Avec son dernier recueil, *Dans l'après-midi cardiaque* (1985), il est candidat au prix du Gouverneur général en 1986.

D'ESCHAMBAULT, ANTOINE. Prêtre (Lettelier, Manitoba, 15 octobre 1896 — Saint-Boniface, *ibid.*, 18 mai 1960). Il étudie successivement à Saint-Boniface*, à Québec et à Rome. Ordonné prêtre en 1921, il est chancelier de son diocèse natal (1924-1947) et curé de la paroisse Saint-Émile de Saint-Vital* (Manitoba). Membre du comité consultatif du ministère de l'Éducation de sa province et représentant manitobain à la Commission des sites et monuments historiques du Canada, il est archiviste du diocèse et président de la Société* historique de Saint-Boniface de 1933 à 1960.

DESCHAMBAULT, GEORGES. Traiteur (Québec, 11 février 1803 — Saint-Boniface, Manitoba, 28 décembre 1870). Descendant de la famille des Fleury, Deschambault sera toute sa vie employé par la Compagnie* de la baie d'Hudson, à la Rivière-Rouge* (Manitoba). D'abord commis (1827-1847), il est nommé traiteur en chef dans plusieurs postes de l'Ouest (1847-1870). Durant la rébellion de 1869-1870, il manifeste de la sympathie pour la cause des Métis*. Une rue de Saint-Boniface*, où il habita, porte aujourd'hui son nom et a inspiré à la romancière Gabrielle Roy* le titre d'un de ses ouvrages.

D'ESCOUSSE : voir ÎLE MADAME

DE SÈVE, ALFRED. Violoniste et compositeur (Montréal, juin 1858 — *ibid.*, 25 novembre 1927). Il étudie avec Oscar Martel à Montréal, puis à Paris avec Henri Vieuxtemps. Après quelques concerts au Canada, il enseigne au New England Conservatory de Boston (1881). Soliste invité des orchestres philharmonique et symphonique de cette ville, il effectue, en outre, de nombreuses tournées aux États-Unis. Revenu à Montréal (1899), il y enseigne et compose quelques œuvres, dont *Deux Berceuses*.

DES GROSEILLIERS, MÉDARD CHOUART. Explorateur (Charly-sur-Marne, France, 31 juillet 1618 — Nouvelle-France?, 1696). Arrivé très jeune au Canada, il se retrouve à la mission jésuite de la Huronie (aujourd'hui Sainte-Marie des Hurons*) en 1646. S'installant à Trois-Rivières quelques années plus tard, il effectue plusieurs voyages d'exploration chez les Amérindiens de la baie d'Hudson en compagnie de Radisson*. Prêtant ses services aux Anglais en 1665, il fait valoir la possibilité d'utiliser la voie de la Baie d'Hudson pour la traite des fourrures. Ce faisant, il joue un rôle de premier plan dans la fondation de la Compagnie de la baie d'Hudson. En 1676, il retourne au service des Français et entre à la Compagnie du Nord en 1682. Après quelques revers de fortune, il se retire en Nouvelle-France vers 1685.

DESJARDINS, ALPHONSE. Journaliste et financier (Lévis, Québec, 5 novembre 1854 — *Ibid.*, 31 octobre 1920). Au terme de ses études au Collège de Lévis, il fait du journalisme, puis, à partir de 1879, il édite pendant onze ans les *Débats de l'Assemblée législative du Québec*. Il devient rapporteur officiel des débats à la Chambre des communes à Ottawa en 1892 et occupe ce poste jusqu'en 1917. À l'occasion des discussions parlementaires sur une loi prohibant les taux usuraires, il conçoit la mise sur pied d'un nouveau système de financement qui, s'inspirant de l'idée de coopération, vise à élargir l'accessibilité au crédit. Les Caisses populaires naissent en 1900 et se répandent à travers le Canada français et la Nouvelle-Angleterre. Elles sont regroupées aujourd'hui en Fédérations*.

DESJARDINS, BENJAMIN M. Inventeur (Tyre, Michigan, 10 octobre 1858 — Hartford, Connecticut, 1936). Observateur à l'esprit inven-

tif, il est vivement intrigué par la mécanique. Il débute sa carrière au service d'un quotidien et met ses talents à profit dans la composition en inventant une machine qui dispose les textes de façon uniforme, ancêtre de nos photo-composeuses. En 1884, il ouvre un bureau de dessin industriel et invente divers instruments dont une calculatrice et un cryptographe, instrument qui sert à encoder et décoder les messages secrets. Ces inventions seront exploitées par la Desjardins Type Justifier Co. en 1888 et la Desjardins Computing Register Co. après 1899. Desjardins figure parmi les grands inventeurs américains du XIX^e siècle.

DESJARDINS, LAURENT LOUIS. Homme politique (Saint-Boniface, Manitoba, 15 mars 1923 —). Entrepreneur de pompes funèbres, il fait son entrée dans la vie publique comme échevin de la ville de Saint-Boniface* (1951-1954). Élu sous la bannière néo-démocrate dans le comté de Saint-Boniface à l'Assemblée législative du Manitoba en 1959, il est réélu sans interruption jusqu'en 1973. De retour à son poste en 1974, Desjardins devient ministre du Tourisme, des Loisirs et des Affaires culturelles (1971-1973). Responsable de la Loi sur les loteries de la province (1975-1977), il est nommé ministre de la Santé, responsable des loisirs et du sport, en 1981. Ministre des Affaires urbaines à compter de 1985, cet homme politique est également responsable des affaires franco-manitobaines.

DESJARLAIS, LIONEL. Professeur (Providence, Rhode Island, 21 juin 1920 —). Il étudie aux États-Unis, à l'Université de Montréal (1941), puis à l'Université* d'Ottawa où il obtient un doctorat en 1954. Il enseigne dans diverses écoles secondaires d'Ottawa puis devient surintendant des Écoles séparées d'Ottawa (1962-1964). En 1967, il fonde la faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa ; il en est le doyen jusqu'en 1977, tout en y poursuivant une carrière d'enseignant. De 1979 à 1980, il occupe le poste de directeur général des Écoles séparées catholiques d'Ottawa. De plus, il siège à deux comités ministériels : en 1966, la Commission McLeod sur la formation des enseignants et, en 1968, la Commission Bériault* sur les écoles secondaires de langue française. Auteur de nombreux articles,

livres et communications, il met au point des tests de vocabulaire et du matériel didactique pour les étudiants de l'élémentaire au post-secondaire et il est consultant auprès de conseils scolaires et de ministères de l'éducation tant au Canada qu'aux États-Unis.

DESLAURIERS, OMER. Enseignant, administrateur et haut-fonctionnaire (Hawkesbury, Ontario, 21 septembre 1927 —). Après des études à l'Université* d'Ottawa et à l'Université de Latran à Rome, il entreprend une carrière d'enseignant aux niveaux primaire et secondaire dans diverses écoles d'Ottawa* (1947-1969). En 1970, il est nommé directeur de l'École secondaire Champlain d'Ottawa. Il participe de façon très active à plusieurs associations franco-ontariennes et franco-canadienne : président des enseignants franco-ontariens (1960-1961), président de l'Association* canadienne-française de l'Ontario (1972-1974), et vice-président de l'Association* canadienne d'éducation de langue française (1976). La même année, il devient le premier président du Conseil* des affaires franco-ontariennes. De 1982 à 1985, il occupe le poste de délégué général de l'Ontario en Belgique.

DESLOGES, DIANE ET BÉATRICE (LES SOEURS). Enseignantes (Respectivement : Ottawa, Ontario, 5 novembre 1892 — Chambly, Québec, 14 août 1945 et Ottawa, Ontario, 1^{er} novembre 1895 — *ibid.*, 24 septembre 1957). Embauchées pour enseigner à l'école* Guigues d'Ottawa en septembre 1915, les sœurs Desloges s'opposent au Règlement* 17 qui leur interdit d'enseigner en français plus d'une heure par jour. Elles maintiennent leur position, même quand les autorités provinciales refusent de verser leur salaire et menacent de retirer leur brevet d'enseignement. Interdites d'accès à l'école Guigues, elles ouvrent des classes clandestines dans un vieil édifice de la rue Murray à Ottawa. Leur courage leur a valu l'admiration de leurs compatriotes et a fait d'elles un symbole de la résistance au Règlement 17.

DESMARAIS, PAUL. Homme d'affaires (Sudbury, Ontario, 4 janvier 1927 —). Détenteur d'un baccalauréat en commerce de l'Université* d'Ottawa, il fait une année de droit à Osgoode Hall à Toronto. En 1951, il entreprend de mettre à flot l'entreprise de transport public de son père



Paul Desmarais

à Sudbury*. Après ce premier succès, il achète une compagnie d'autobus d'Ottawa. En 1959, il vend sa compagnie pour acheter la compagnie Provincial Transport, qui devient la compagnie Voyageur. En 1965, il fait l'acquisition de Trans-Canada Corp Fund et devient par la même occasion propriétaire de *La Presse* de Montréal, quotidien auquel il ajoute plusieurs journaux en province. En 1968, il acquiert Power Corporation, qui, au cours des ans, absorbe de nombreuses entreprises, dont Canada Steamship Lines, Davie Shipbuilding, Consolidated Bathurst, Investors' Syndicate, Great West Life, etc. Déjà en 1970, il contrôle le plus important empire financier du Canada. Passé maître dans les stratégies d'acquisition, il vend certaines de ses compagnies pour devenir, vers la fin des années soixante-dix, le plus grand actionnaire du Canadien Pacifique ; en Europe, il multiplie les investissements et finit par contrôler la firme Paribas. Souvent perçu comme un étranger aussi bien au Québec que dans les milieux financiers torontois, il est souvent frustré dans ses tentatives d'acquisition :

celle du *Soleil* de Québec en 1975, de Argus Corporation en 1979, de Télémétropole en 1986, etc. Canadien français qui connaît le plus grand succès financier de tous les temps, il contredit le stéréotype du Canadien français inapte aux affaires. Il sert ainsi de modèle à de nombreux francophones qui, au cours des années quatre-vingts, chercheront à suivre ses traces.

DESMARINS, PAUL (pseud. de Paul Leblanc). Professeur et écrivain (Maria, Gaspésie, 19 juin 1908 — Montréal, 22 janvier 1971). Enseignant au Collège Brébeuf de 1934 à 1938, puis au niveau primaire à Montréal de 1938 à 1954, il assume par la suite des fonctions administratives à la Commission des écoles catholiques de Montréal jusqu'en 1965. Collaborant, à partir des années quarante, aux journaux *L'Évangéline** et *La Terre de chez nous*, il écrit plus d'une douzaine d'essais et de romans, dont *Traqués sans merci* (1956), dans lesquels il évoque l'histoire de l'Acadie.

DE SMET, PIERRE-JEAN. Missionnaire (Termonde, Belgique, 30 janvier 1801 — Saint-Louis, Missouri, 23 mai 1873). Du Séminaire des Malines (Belgique), il passe au noviciat des Jésuites* à Baltimore (États-Unis). Ordonné prêtre en 1827, il retourne en Belgique, où il réunit hommes et argent pour les missions d'Amérique. Revenu en Amérique, il fonde plusieurs missions dans les Rocheuses et établit des relations diplomatiques entre les Têtes-Plates et les Pieds-Noirs. Ses talents de négociateur et sa connaissance des tribus indiennes l'amènent dans le Midwest* américain où, en 1868, dans un tête-à-tête avec Sitting Bull, au cours duquel sa vie est menacée, il réussit à faire accepter le traité de Fort Rice, jugé à l'époque la plus sage et la plus complète des ententes signées jusqu'alors avec les Indiens.

DÉSORMEAUX, ERNEST. Enseignant et fonctionnaire (Salem, Massachusetts, 9 décembre 1895 — Ottawa, Ontario, 22 avril 1977). Alors qu'il est encore jeune, sa famille s'installe à Embury* (Ontario). Diplômé de l'École normale d'Ottawa (1913), il enseigne dans cette ville et y devient secrétaire-trésorier des Écoles séparées (1913-1940). De 1940 à 1962, il occupe la fonction de secrétaire de la Commission d'assurance-chômage (organisme du gouvernement fédéral). Désormeaux est tour à tour président de l'Association* canadienne-française d'éducation d'Onta-

rio (1944-1953), président-fondateur de l'Association* canadienne des éducateurs de langue française (1947) et président du Conseil* de la vie française en Amérique (1947-1949).

DESPRÉS, RONALD. Traducteur-interprète et poète (Lewisville, Nouveau-Brunswick, 7 novembre 1935 —). Formé aux collèges* Saint-Joseph (Memramcook) et l'Assomption (Moncton), il poursuit ses études universitaires au Collège Saint-Anne de Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse). Puis il suit des cours de philosophie et de musique à Paris (1954-1956). De retour en Acadie, il est journaliste à *L'Évangéline** durant une courte période. Il devient traducteur et interprète à Ottawa*, au parlement fédéral puis au Secrétariat d'État. En 1971, il est chargé de mettre en place un tout nouveau système de traduction et d'interprétation au gouvernement fédéral. Poète prolifique depuis 1958, il publie, entre autres, *Silences à nourrir de sang* (1958), *Les Cloisons en vertigo* (1962) et *Le Balcon des dieux inachevés* (1968).

DESROCHES, JACQUES MARCEL. Haut fonctionnaire (Ottawa, Ontario, 9 avril 1924 —). Il obtient un baccalauréat en commerce de l'Université Carleton à Ottawa en 1950 et il entreprend une carrière dans la fonction publique. Il atteint les plus hauts échelons du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, du ministère des Approvisionnements et Services et de la Monnaie royale canadienne. À compter de 1979, il est président et directeur général de l'Association de l'industrie aérospatiale canadienne.

DESROSIERS, LÉO-PAUL. Écrivain (Berthier, Québec, 11 avril 1896 — Montréal, 18 avril 1967). Après son cours classique à Joliette et ses études de droit à Montréal, il fait du journalisme au *Canada* et au *Devoir* de Montréal. En 1920, il passe à Ottawa comme correspondant parlementaire du *Devoir*, puis devient rédacteur des procès-verbaux de la Chambre des communes de 1928 à 1941. De 1941 à 1953, il est bibliothécaire à la bibliothèque de la Ville de Montréal. Auteur de plusieurs ouvrages historiques, il a donné une dizaine de romans, dont le plus connu, *Les Engagés du grand portage*, publié en 1938, évoque les conditions de vie et de travail dans la traite des fourrures au tournant du XIX^e siècle.

DÉTROIT. Capitale de l'État du Michigan. Population totale : 1 511 322 habitants. Cette ville fondée en 1701 par Antoine Laumet dit LaMothe, sieur de Cadillac*, est située sur les rives de la rivière Détroit, à laquelle elle doit son nom, entre le lac Érié et la rivière Sainte-Claire.

D'abord appelée fort Pontchartrain, la ville est au XVIII^e siècle un important centre de commerce des fourrures ainsi qu'un poste militaire. Après la capitulation des Français, Détroit passe aux Anglais en 1760. En 1763, la garnison subit l'attaque du chef amérindien Pontiac, qui l'assiège durant cinq mois. Vingt ans plus tard, la ville passe aux mains des Américains après le traité* de Paris, mais demeure sous tutelle anglaise jusqu'en 1796. Détroit connaît au XIX^e siècle plusieurs vagues de migrants venus du Québec, notamment au cours de la décennie 1870-1880. La communauté tente à maintes reprises de mettre sur pied un organe de presse francophone. Le premier journal à voir le jour est *La Gazette de Détroit* (1825), qui n'aura que trois numéros. En 1843, paraît *L'Ami de la Jeunesse*, qui publie seulement onze numéros et, en 1850, naît un journal littéraire, *Le Citoyen*, qui cessera sa publication au cours de l'année suivante. Quelques organismes et associations francophones se développent néanmoins à Détroit, telle la Société* Saint-Jean-Baptiste (1868), et plusieurs édifices de la ville témoignent de ses origines françaises : la Place Pontchartrain. Population francophone : 9 218.

DEVEAU, ALPHONSE. Professeur (Rivière-aux-Saumons, Nouvelle-Écosse, 22 novembre 1917 —). Formé au Collège Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse), puis aux universités* Laval (Québec) et Dalhousie, Alphonse Deveau enseigne dans diverses écoles de la Nouvelle-Écosse avant de devenir professeur au Collège Sainte-Anne (1968), où il établit en 1973 un centre d'études acadiennes. Il est également l'auteur du roman *Le Chef des Acadiens*, réédité en 1980. Dans *La Ville française*, publié en 1968, il raconte l'histoire de la Baie-Sainte-Marie* au sud-ouest de la Nouvelle-Écosse.

DEVOIR, LE. Fondé à Montréal par Henri Bourassa, en 1910, ce quotidien se veut à l'origine nationaliste, indépendant et catholique. Tout au long de son existence, il garde son indépendance

et s'affirme généralement nationaliste ; le volet catholique de son orientation décline à compter des années soixante. Lu avant tout par l'intelligentsia canadienne-française du Québec, mais également, et dans une proportion importante, à l'extérieur du Québec, *Le Devoir* se taille la réputation d'être la « conscience du Canada français ». Aussitôt fondé, *Le Devoir* prend la défense des Franco-Ontariens et mène une bataille épique contre le Règlement 17. Formateur d'opinion, le journal réussit à soulever les passions québécoises contre cette loi interdisant l'enseignement en français. Au cours des années vingt, l'Acadie devient à son tour l'objet d'une attention particulière du journal ; de façon périodique, le sort des francophones de l'Ouest retient également son attention. Après le départ de Bourassa, le journal se préoccupe moins des francophones hors Québec, bien que leur sort continue d'y occuper une place plus importante que dans les autres quotidiens québécois, comme en témoignent les chroniques d'Om'er Héroux jusque dans les années 1950.

DICKSON, ROBERT. Professeur et poète (Toronto, Ontario, 23 juillet 1944 —). Il obtient sa maîtrise à l'Université de Toronto et entreprend des études doctorales en lettres à l'Université Laval (1972). Depuis, il enseigne la littérature canadienne-française à l'Université* Laurentienne. Il publie de nombreux articles de revues et de journaux mais surtout des poèmes dans *Boréal*, *L'Express*, *Liaison**, *Anus*, *Rauque*, *Mooskek Reader* et *The Townships Sun*. Il joue un rôle d'animateur culturel en fondant La Cuisine de la poésie en 1975, en participant à La Nuit* sur l'étang à plusieurs reprises, ainsi qu'à certains autres événements culturels importants en Ontario. Il est le président de Prise* de parole durant de nombreuses années (1974-1981) et y dirige la collection « Les Perce-Neige » depuis 1980.

DIEPPE. Ville du Nouveau-Brunswick située à 5 km à l'est de Moncton. Population totale : 8 511 habitants. Fondée en 1897 sous le nom de Léger Corner, l'agglomération reçoit en 1946 son nom actuel en commémoration du débarquement désastreux de 1942 en Normandie. On y célèbre une fête des Acadiens. On y trouve la paroisse Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus, fondée en 1930,

et trois écoles, dont l'une fut créée par les religieuses* de Notre-Dame du Sacré-Cœur. Ville-dortoir, elle doit son expansion à l'essor économique de Moncton*. Population francophone : 6 055.

DIÈREVILLE. Écrivain et botaniste (Pont-l'Évêque, France, 1670 — 1710). Formé en chirurgie à l'Hôtel-Dieu de Paris, il s'embarque en 1699 sur un navire à destination de l'Acadie. Séjournant à Port-Royal* pendant une année, il se livre à l'herborisation, au recensement de la faune et à l'étude des coutumes des populations françaises et amérindiennes. De retour en Europe en 1700, il consigne ses observations et raconte son voyage dans un ouvrage intitulé *Relations du voyage du Port-Royal de l'Acadie, ou de la Nouvelle-France*, paru en 1708.

DION-LÉVESQUE, ROSAIRE (pseud. de Léo-Albert Lévesque). Écrivain (Nashua, New Hampshire, 26 novembre 1900 — *ibid.*, 6 janvier 1974). Après des études au Séminaire de Sherbrooke (Québec) et au Nashua Business College, il gagne sa vie tour à tour comme comptable, rédacteur et inspecteur de chemin de fer. Fonctionnaire du comté de Hillsboro jusqu'à sa retraite, il publie un premier recueil de poèmes, *En égrenant*



Rosaire Dion-Lévesque

le chapelet des jours (1928), qui marque le début d'une prolifique carrière et qui le liera à d'autres écrivains, dont Louis Dantin*, Henri d'Arles* et Alice Lemieux*, qu'il épouse en 1932. Il collabore à *L'Impartial* de Nashua* (1934-1943), au *Bayou* de l'Université du Texas (1938 —) et au *Phare* de Woonsocket, Rhode Island (1951-1952). Dion-Lévesque a publié une dizaine de recueils, une traduction française de poèmes de Walt Whitman (*Leaves of Grass*) et *Silhouettes franco-américaines* (1957), d'abord publiées dans *La Patrie* de Montréal. En 1959, il reçoit le prix Champlain*, décerné par le Conseil* de la vie française en Amérique.

DIONNE, LES « JUMELLES » (YVONNE, CÉCILE, ANNETTE, ÉMILIE ET MARIE).

Quintuplées (Corbeil, Ontario, 28 mai 1934 —). Leur naissance donne lieu à un phénomène social inusité alors que de partout les gens accourent afin d'apercevoir ces cinq jeunes filles nées en même temps ; la publicité qui les entoure rapporte une fortune. Elles deviennent, en dépit de leur bas âge, vedettes de cinéma et

points de mire de la presse internationale. Prétendant leur exploitation possible, le gouvernement ontarien, avec la loi Croll (1935), les soumet à l'entière responsabilité du ministère du Bien-être et, de ce fait, les soustrait à leurs parents, dont la francité, la catholicité et la pauvreté dérangent. La controverse entourant l'interdiction imposée aux parents de rendre visite à leurs enfants, suscite des tensions nationales et religieuses importantes. En 1938, Oliva Dionne (le père) fait appel à l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario, laquelle sollicite l'appui de la population. Avec la seconde guerre mondiale, l'intérêt pour les jumelles diminue et, en 1944, elles retrouvent leurs parents qui les élèvent désormais en français. Annette (1954) et Marie (1970) sont décédées depuis lors.

DIONNE, RENÉ. Professeur (Saint-Philippe-de-Néri, Québec, 29 janvier 1929 —). Il fait ses études au Québec, aux États-Unis, en France et en Grande-Bretagne. Docteur ès lettres, il enseigne au Collège Sainte-Marie et aux universités de



La famille Dionne

Montréal et de Sherbrooke et, à partir de 1970, à l'Université d'Ottawa. Directeur du département des lettres françaises de 1975 à 1978, il participe à de nombreux comités universitaires et sociétés savantes. Essayiste et critique littéraire, il publie une dizaine de volumes et plus de deux cents articles et comptes rendus dans diverses revues. Directeur de la revue-collection *Histoire littéraire du Québec et du Canada français* depuis 1979, il participe également à plusieurs autres revues littéraires et est l'auteur de plusieurs études portant sur la littérature franco-ontarienne.

DIRECTION-JEUNESSE (DJ). Organisme de regroupement de la jeunesse franco-ontarienne fondé à Ottawa en 1970. Son apparition résulte d'une fusion de l'Association de la jeunesse franco-ontarienne (AJFO) et de l'Assemblée provinciale des mouvements de jeunes de l'Ontario français (APMJOF). Au début, il cherche avant tout à insuffler chez les jeunes un sentiment d'appartenance à la communauté franco-ontarienne mais progressivement, Direction-Jeunesse dépasse son mandat original et cherche à amener les jeunes à se prendre en main dans les domaines qui les touchent. Ses moyens d'action consistent à organiser des rencontres d'information sur la politique, l'emploi et la formation scolaire et à publier un bulletin bimestriel intitulé *Toujours est-il que...*

DIRONBOURG : voir BÂTON-ROUGE

DIX-SEPT CINQUANTE-CINQ (1755). Groupe de musiciens créé en 1977 à Moncton* (Nouveau-Brunswick). Même si le nom rappelle la date de la déportation des Acadiens, 1755 chante davantage l'Acadie d'aujourd'hui que celle du passé et offre une musique se voulant originale et s'inspirant à la fois de l'héritage folklorique et des courants de la musique contemporaine. En 1978, il lance un premier microsillon (*1755*) et connaît une certaine notoriété au festival international de Nice, qui lui accorde le prix de la meilleure chanson de la francophonie. 1755 produit par la suite deux autres disques : *Vivre dans la Baie* (1979) et *Synergie* (1984). Le groupe est inactif depuis 1984.

DOIRON, BÉATRICE. Enseignante et femme politique (Néguac, Nouveau-Brunswick, 31 janvier 1927 —). Au moment où elle obtient

un baccalauréat en pédagogie de l'Université* de Moncton en 1971, Béatrice Doiron a déjà derrière elle une longue carrière d'enseignante. Après avoir effectué un stage à l'École normale de Fredericton (1946), elle s'occupe d'abord d'enfants atteints de poliomyélite. En reconnaissance de ses services, le ministère de l'Éducation lui décerne son certificat d'enseignante. Elle débute dans l'enseignement à Bas-Caraquet* en 1950. Particulièrement active au sein d'associations communautaires, elle est élue maire de Bas-Caraquet en 1974, puis réélue en 1980. Elle est la première Acadienne à devenir maire d'une municipalité.

DOIRON, JOSEPH-AUBIN. Dentiste et lieutenant-gouverneur (North Rustico, Île-du-Prince-Édouard, 10 juin 1922 —). Détenteur d'un doctorat en médecine dentaire de l'Université de Montréal, J.A. Doiron exerce sa profession à compter de 1951 à Summerside* (I.-P.-E.). Il participe activement à la vie culturelle de l'Acadie en assumant la présidence de nombreuses sociétés historiques et patrimoniales, dont l'Association des musées acadiens et la Fondation historique de l'Île-du-Prince-Édouard. En 1980, il est nommé lieutenant-gouverneur de sa province.

DOMENGEAUX, JAMES. Avocat, homme politique et homme d'affaires (Lafayette, Louisiane, 6 janvier 1907 —). Admis au barreau après des études en droit à la University* of Southwestern Louisiana, il établit sa pratique à Lafayette*. Élu représentant démocrate à la Législature louisianaise en 1940, il est élu l'année suivante au Congrès américain. Cependant, il quitte la politique en 1942 pour combattre dans la seconde guerre mondiale. Réélu au Congrès américain en 1945, il se retire définitivement de la politique active en 1949 après avoir été défait au Sénat des États-Unis. Parallèlement à la pratique du droit qu'il reprend, il se lance en affaires. À la suite d'investissements fructueux, il achète et exploite des milliers d'hectares de culture du riz et de soja. Il devient également propriétaire de plus d'une centaine de puits de pétrole. Très prospère, il renoue avec ses origines acadiennes et entreprend de faire rayonner le français à nouveau en Louisiane. Il réussit ainsi en 1963 à convaincre le gouverneur de la Louisiane de conférer au français un statut officiel dans cet État et, en 1968, il

participe à la création du Codofil (Conseil* pour le développement du français en Louisiane). En tant que président du Codofil depuis sa fondation, il resserre les liens entre la Louisiane, d'une part, et le Québec et la France, d'autre part. Il attire un plus grand nombre d'étudiants louisianais à l'école française, puis il favorise l'embauche de centaines de professeurs québécois et français. Il réussit donc à créer un climat propice à ce que le français fasse partie des mœurs de la Louisiane. Enfin, il participe à la fondation d'organismes analogues au Codofil en Nouvelle-Angleterre (Codofine) et au Manitoba (Codofim). Compte tenu de ses nombreuses réalisations, les noms Domengeaux et Codofil sont devenus synonymes de la renaissance du français en Louisiane.

DOMINICAINS (FRÈRES PRÊCHEURS).

Communauté religieuse fondée en 1215 à Toulouse, France, par saint Dominique. Sa présence au Canada remonte à la fin du XVIII^e siècle, alors que des Dominicains œuvrent d'abord à Terre-Neuve (1786-1800), en Nouvelle-Écosse (1800-1801), puis au Nouveau-Brunswick (1812-1817 et 1822-1825). Arrivé au Québec en 1873 en provenance de Fall River (Massachusetts) et de Lewiston (Maine), l'Ordre s'établit d'abord à Saint-Hyacinthe puis à Ottawa. Les Dominicains s'implantent par la suite à Montréal (1901), à Québec (1906), à Sackville (Nouveau-Brunswick, 1926), à Prince-Albert (Saskatchewan, 1928) et à Sherbrooke (1939). Cette communauté qui se voue essentiellement à la prédication a sa maison-mère à Montréal.

DOMINICAINES DE FALL RIVER. Congrégation fondée à Springfield (Kentucky) en 1822 par le père dominicain Samuel Thomas Wilson, sous le nom de Congregation of Saint Catharine of Siena, aussi connue sous le nom de Dominican Sisters of Saint Catharine, Kentucky. Un groupe de ces religieuses s'établit dans l'Illinois en 1873 et devient indépendant. En 1891, une partie de ce groupe s'établit à Fall* River (Massachusetts) et acquiert son autonomie en 1922 sous le nom de Congrégation de Sainte-Catherine de Sienna de Fall River ou Sœurs dominicaines de Fall River, Massachusetts. Ces dernières regroupent surtout des Franco-Américaines qui œuvrent principalement dans le domaine hospitalier.

DOMRÉMY. Village de la Saskatchewan situé à environ 55 km au sud de Prince-Albert. Population totale : 209 habitants. Fondé en 1895 par un groupe de colons originaires de France, l'établissement porte le nom de leur village d'origine, patrie de Sainte Jeanne d'Arc. La paroisse Sainte-Jeanne est établie dès 1895. Pendant trois quarts de siècle, Domrémy représentera un coin de la vieille France transplanté dans l'Ouest canadien. Les habitants y pratiquent l'élevage et la culture. Population francophone : 115.

DONNELLY. Village de l'Alberta situé à 320 km au nord-ouest d'Edmonton, à l'ouest du lac Kinniwān. Population totale : 336 habitants. Les premiers colons, surtout des francophones, arrivent dans cette région en 1912. Trois ans plus tard, la voie ferrée relie le village au reste du pays. Après l'avènement du chemin de fer, la colonisation se fait plus rapide et la vocation agricole se précise. La paroisse du Sacré-Cœur remonte à 1922. Population francophone : 235.

DONTENWILL, AUGUSTIN. Archevêque (Bischwiller, Alsace, 4 juin 1857 — Rome, 30 novembre 1931). Après une enfance aux États-Unis, à Buffalo, il fait ses études à l'Université* d'Ottawa, entre chez les Oblats* et est ordonné prêtre en 1885. Il dirige un collège à New Westminster (Colombie-Britannique). En 1908, il devient le premier archevêque de Vancouver*. Il démissionne presque aussitôt de ce poste pour aller prendre à Rome la direction générale de la congrégation des Oblats, fonction qu'il assume durant vingt ans.

DORAIS, FERNAND. Professeur (Saint-Jean d'Iberville, Québec, 8 mars 1928 —). Membre de la Compagnie* de Jésus depuis 1959, il détient des maîtrises en littérature française (1953), en philosophie (1955) et en théologie (1957). Professeur à Montréal (1955-1958), à Sainte-Thérèse et Saint-Jérôme (1967-1969), il se joint à l'Université* Laurentienne en 1969. Rattaché au département de français de cette dernière institution, il signe de nombreux articles, livres et manuscrits. Préoccupé par la survivance franco-ontarienne, Dorais publie *Entre Montréal... et Sudbury, essais, pré-textes pour une francophonie ontarienne* (1984), ouvrage qui se veut une dénonciation de l'acculturation des francophones de cette province.

DORGE, CLAUDE. Acteur et auteur dramatique (Saint-Norbert, Manitoba, 29 septembre 1945 —). Après des études à l'Institut pédagogique du Manitoba, il interprète de nombreux rôles au Cercle* Molière, au Centre national des arts et au Théâtre du petit bonheur. Parallèlement, il fait de la mise en scène, adapte des pièces et rédige des textes pour la télévision. Il écrit aussi deux livres d'enfants avant de donner ses premières pièces de théâtre, *OK d'abord* (1976) et *Nico et Niski et la raquette volante* (1979). Il écrit sept pièces, dont la plus connue est *Le Roi-let* (1980), pièce sur la mission sociale et religieuse de Louis Riel.

DORGE, LIONEL. Historien (Sainte-Agathe, Manitoba, 1937 —). Après des études universitaires au Manitoba et à Hamilton (Ontario), il se lance dans l'enseignement au Manitoba. Actif dans la Société* historique de Saint-Boniface, il y exerce les fonctions d'archiviste, de président et de directeur. Il œuvre également à titre d'archiviste à l'archevêché de Saint-Boniface* et il est directeur-fondateur des Éditions* du Blé de Saint-Boniface (1974 —). Auteur de nombreuses publications, il a écrit notamment *Introduction à l'étude des Franco-Manitobains* (1973) et *Manitoba, reflets d'un passé* (1976).

DORION, EUGÈNE-PHILIPPE. Avocat, traducteur et homme de lettres (St-Ours, Québec, 6 août 1830 — Ottawa, 1^{er} juillet 1872). En 1941, il entre au Séminaire de Saint-Hyacinthe, où il fait ses études secondaires. Admis au barreau en 1853, il devient en 1855 traducteur à la Chambre d'assemblée de la province du Canada. En 1859, il dirige le bureau des traducteurs français, poste qu'il occupe ensuite à Ottawa auprès de la Chambre des communes. En 1862, il publie à Québec un opuscule intitulé *Historique des fonds de retraite en Europe et au Canada*. Dans les dernières années de sa vie à Ottawa, il est président de la Société Saint-Jean-Baptiste et de l'Institut* canadien-français.

DORVAL, ONÉSIME. Institutrice (Sainte-Scolastique, Québec, 3 août 1845 — Duck Lake, Saskatchewan, 10 septembre 1932). Brevetée d'enseignement des Sœurs* de Sainte-Anne à Saint-Jérôme au Québec, elle se rend au Manitoba en 1877 et fonde, entre 1877 et 1896, des écoles à la Baie-Saint-Paul, à Saint-Laurent*, à

Saint-Vital* et dirige un orphelinat à Saint-Albert. Entre 1896 et 1914, elle enseigne à Saint-Laurent, puis à Duck Lake* jusqu'en 1921.

DOUCET, ANDRÉ. Homme politique (Anse-aux-Fraises, Île d'Anticosti, 1^{er} janvier 1880 — Bathurst, Nouveau-Brunswick, 21 mai 1963). Bachelier ès arts de l'Université* Laval, il devient conseiller municipal de Gloucester (Nouveau-Brunswick) de 1909 à 1910, puis de 1922 à 1923. Entre 1910 et 1922, il est fonctionnaire au service du ministère de l'Intérieur dans les Territoires du Nord-Ouest. Revenu au Nouveau-Brunswick, il se lance en politique provinciale en 1923 et est élu député libéral du comté de Gloucester, circonscription qu'il représente sans interruption jusqu'en 1956. Au cours de sa carrière politique, il est appelé à occuper diverses fonctions ministérielles, d'abord au sein de la Régie électrique (1940), au ministère de la Santé et du Bien-être social, puis au ministère de l'Industrie et du Développement, dont il est le premier titulaire.

DOUCET, CAMILLE-ANTONIO. Prêtre et écrivain (Petit-Rocher, Nouveau-Brunswick, 29 mars 1903 —). Formé en théologie au Grand Séminaire de Halifax, il entre à la Trappe d'Oka en 1928. Après une carrière d'enseignement et de direction spirituelle au Québec, il est affecté au monastère de Rogersville* (Nouveau-Brunswick) en 1967. Il a par ailleurs publié plusieurs travaux, dont une histoire de sa paroisse natale intitulée *À l'ombre du Petit-Rocher* (1948) et une biographie de M^{gr} Marcel-François Richard* : *Une étoile s'est levée en Acadie* (1973).

DOUCET, FRED. Professeur, administrateur et conseiller politique (Grand-Étang, Nouvelle-Écosse, 30 janvier 1939 —). Détenteur d'un doctorat en administration scolaire de l'Université* d'Ottawa (1976), il enseigne d'abord au Manitoba (1960-1962) puis au Québec (1962-1965). Doyen du collège Saint-Lawrence à Sainte-Foy (1965-1968), il devient par la suite administrateur-adjoint du président de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) (1968-1974). De 1976 à 1979, il y poursuit une carrière de professeur et d'administrateur, à la suite de quoi il délaisse l'enseignement pour se consacrer à ses fonctions administratives jusqu'en 1982. En 1983, Doucet travaille pour une entre-

prise privée et se joint la même année au cabinet du chef de l'opposition à Ottawa. Avec la victoire du Parti conservateur en 1984, il devient chef du cabinet du Premier ministre Brian Mulroney.

DOUCET, GÉRALD. Homme politique (Grand-Étang, Nouvelle-Écosse, 4 mai 1937 —). Bachelier ès arts de l'Université Saint-François-Xavier (Nouvelle-Écosse) en 1958, il termine ses études de droit à l'Université Dalhousie en 1961 et établit sa pratique privée à Halifax. En 1963, il est élu député conservateur du comté de Richmond à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse. Il y siège jusqu'en 1974. Membre du Cabinet de la Nouvelle-Écosse, il occupe les fonctions de secrétaire provincial (1964-1967), de ministre responsable des mesures d'urgence (1964-1967), de ministre responsable du Bureau de la jeunesse (1966-1970), et de ministre de l'Éducation (1967-1970). Il est également vice-président du Conseil canadien des ministres de l'éducation en 1969-1970.

DOUCET, MICHAEL : voir BEAUSOLEIL

DOUCET, STANISLAS-J. Prêtre (Bathurst, Nouveau-Brunswick, 8 juillet 1847 — Grande-Anse, *ibid.*, 1^{er} décembre 1925). Ordonné prêtre en 1870, il est immédiatement nommé vicaire à Tracadie* (1870-1871). Par la suite et jusqu'à sa mort, il assume plusieurs cures à Shippagan* (1871-1872, 1888-1898), à Saint-Charles et Richibouctou* (1872-1878), à Pokemouche (1878-1888) et à Grande-Anse* où il demeure pendant plus de vingt-six ans (1898-1925). Élevé au rang de prélat domestique en 1916 puis de vicaire général de son diocèse en 1920, le père Doucet s'adonne aussi à la recherche scientifique, spécialement médicale, et recourt à l'homéopathie pour prodiguer des soins à ses fidèles. Préoccupé par la survivance culturelle du peuple acadien, il propose à ses concitoyens en 1912 le chant populaire patriotique *En Avant*, version acadienne de *La Marseillaise*.

DOUTREMONT, HENRI : voir BUGNET, GEORGES

DOWLING : voir ONAPING FALLS

DRAPEAU, STANISLAS. Journaliste et écrivain (Saint-Roch, Québec, 28 juillet

1821 — Pointe-Gatineau, Québec, 21 février 1893). Il est apprenti typographe de 1837 à 1844 au *Fantasque*, au *Canadien* et à *L'Artisan*. En 1845, il édite un quotidien bilingue *The Courier and Quebec Shipping Gazette*. Il collabore à l'*Album de la Revue canadienne* en 1846, au *Journal de Québec* de 1851 à 1856 et au *Courrier du Canada* en 1857. À Ottawa, où il est agent de colonisation à partir de 1859 et fait partie du bureau de la statistique de 1865 à 1880, il fonde *Le Foyer domestique* en 1876 et la *Lyre d'or* en 1888. Il est président de l'Institut* canadien-français pendant plusieurs années et de la Société* Saint-Jean-Baptiste en 1886. On lui doit un *Manuel de la tempérance* et diverses études sur la colonisation.

DRIARD, SOSTHÈNES MAXIMILLAN. Hôtelier (Chapelle-la-Ruine, France, 1819 — Victoria, Colombie-Britannique, 15 février 1873). Émigré aux États-Unis, il s'établit à Victoria*, attiré par la ruée vers l'or. Il y ouvre un hôtel et un restaurant dont la renommée dépasse vite les frontières de la province. En 1860, il fonde, avec un compatriote français, Jules Rueff, la Société française de la bienfaisance et de secours mutuels de la ville. Cet organisme crée un hôpital auquel se rattache un système mutuel de secours médicaux à cotisation mensuelle, système qui s'apparente aux régimes actuels d'assurance-maladie.

DROIT, LE. En 1910, mille deux cents congressistes franco-ontariens réunis pour la première fois à Ottawa prennent la décision de fonder un journal catholique et français. Issu, en fait, de l'Association* canadienne-française d'éducation d'Ontario, *Le Droit* publie son premier numéro dans la capitale nationale, le 27 mars 1913, après avoir obtenu sa charte fédérale le 9 décembre 1912 sous le nom de Syndicat d'œuvres sociales Ltée. Dès le départ, plusieurs Oblats soutiennent le projet. L'histoire du *Droit* est jumelée à celle des écoles de l'Ontario ; aussi le journal s'engage-t-il en 1912 dans la lutte contre le Règlement* 17 qui interdisait l'enseignement du français dans les écoles ontariennes. Le quotidien connaît à ses débuts de graves difficultés financières, puis une grève en 1921. Se relevant de ses difficultés, le Syndicat d'œuvres sociales achète en 1942 le poste de radio francophone de Hull, CKCH. En 1955, l'unique quotidien de langue française en

Ontario déménage dans un nouvel édifice doté d'un équipement moderne. S'il s'intéresse aux grands dossiers ontariens, *Le Droit* couvre également les événements de la province de Québec où il trouve la majorité de ses lecteurs. Tiré à 46 000 exemplaires, le journal appartient depuis 1983 à Unimédia.

DRUILLETTE, GABRIEL. Missionnaire et explorateur (Garot, France, 29 septembre 1610 — Québec, 8 avril 1681). Il étudie au noviciat des Jésuites à Toulouse (France) et est ordonné prêtre en 1642. En 1643, il arrive à Québec où il apprend le montagnais. En 1650 il est envoyé par le gouverneur de Québec négocier une alliance avec les Iroquois de la Nouvelle-Angleterre. Par la suite, il sert d'ambassadeur auprès des Amérindiens du Nord-Est américain et fonde une mission à la Baie-Verte, au Wisconsin (1668-1678).

DRUON, ZÉPHIRIN. Prêtre et curé (France, ? — Saint-Albans, Vermont, 27 janvier 1891). Il arrive au Vermont en 1854 et passe 38 ans au service de la population franco-américaine de cet état, dont 25 à la cure de l'église de Sainte-Marie. Nommé vicaire général du diocèse de Burlington, il y fait construire 14 églises. Il est co-fondateur et co-propriétaire du journal *Le Protecteur* canadien* (1868), premier périodique français dans cette partie de l'Amérique.

DUBÉ, FERNAND. Homme politique (Edmundston, Nouveau-Brunswick, 29 décembre 1928 —). Formé à Edmundston*, puis à l'Université d'Ottawa*, Fernand Dubé obtient une licence en droit de l'Université* du Nouveau-Brunswick. Il pratique sa profession à Campbellton à compter de 1957. En 1974, il est élu député conservateur de la circonscription provinciale de Campbellton. La même année, il est nommé ministre du Tourisme. Des responsabilités supplémentaires lui sont attribuées à titre de ministre de l'Environnement. En 1978, il se voit confier le ministère des Finances et la responsabilité de la politique énergétique du gouvernement. Réélu à l'élection provinciale en 1982, il devient procureur général et ministre de la Justice, poste qu'il occupe jusqu'à sa nomination comme ministre du Commerce et de la Technologie en 1985.

DUBÉ, JEAN-EUDES. Avocat et homme politique (Matapédia, Québec, 6 novembre 1926 —). Formé à l'Université* d'Ottawa en philosophie, à la School of Foreign Service de l'Université Georgetown (Washington) et à l'Université du Nouveau-Brunswick, en droit, il est procureur de la Couronne en 1960-1961. Après une tentative infructueuse en 1961, il est élu député fédéral sous la bannière libérale en 1962 pour le comté de Restigouche-Madawaska (Nouveau-Brunswick). Réélu en 1963, 1965, 1968 et 1972, il devient ministre des Affaires des anciens combattants (1968-1972) et ministre des Travaux publics jusqu'à sa démission en 1974. En 1975, il est nommé juge du Tribunal d'appel des cours martiales du Canada.

DUBÉ, NORMAND. Enseignant et écrivain (Van Buren, Maine, 18 juillet 1932 —). Diplômé de l'Université d'État de New York et de l'Université d'État de l'Ohio, il enseigne d'abord dans une école secondaire (1950-1965), puis à l'Université de l'Ohio (1965-1967) et à l'Université du Maine (1967-1971). Depuis 1982, il est conseiller pédagogique pour le département de l'Éducation du Massachusetts. Dubé a publié *Guidelines for the Teaching of French to Franco-Americans* (1971). Poète, il signe *Un mot de chez-nous* (1976), *Au cœur du vent* (1978) et *La Broderie inachevée* (1978). L'écrivain cherche à exprimer dans ses textes la nostalgie du pays de ses ancêtres et la difficulté des francophones en Nouvelle-Angleterre.

DUBERGER, JEAN-BAPTISTE. Ingénieur et géographe (Détroit, 7 février 1767 — Montmagny, Québec, 19 septembre 1821). Après des études au Petit Séminaire de Québec, il débute sa carrière en 1792 comme sous-arpenteur en dressant une carte du Bas-Canada. Il devient ensuite dessinateur au service des ingénieurs à Québec. Son talent commence à être reconnu lorsqu'on l'engage, en 1803, à titre d'employé de seconde classe au Corps royal des arpenteurs-dessinateurs militaires. Il se voit alors confier le projet d'une maquette de la ville de Québec, qui fait sa renommée. À cause de problèmes de santé, il prend sa retraite en 1817, dans la propriété de son gendre près de la Malbaie (Québec). Sa maquette, terminée en 1808, se trouve aujourd'hui au parc de l'Artillerie, à Québec.

DUBOIS, JACQUES. Médecin (L'Original, Ontario, 26 janvier 1923 —). Il obtient son baccalauréat ès arts du Petit Séminaire d'Ottawa en 1943, complète des études en médecine à l'Université de Montréal en 1949, puis établit sa pratique à Welland* (Ontario). Commissaire aux écoles publiques de Welland, il réussit à faire augmenter de façon substantielle les services en français. Il est actif dans la Société* Saint-Jean-Baptiste et participe à la fondation d'un Club Richelieu* à Welland. En 1967, il devient vice-président de l'Association* canadienne-française de l'Ontario (ACFO). En 1976, il publie un rapport ironiquement intitulé *Pas de problème* sur les soins de santé en français en Ontario.

DUBREUILVILLE. Petite ville de l'Ontario située sur la rivière Magpie, au nord du lac Supérieur. Population totale : 988 habitants. Fondée en 1942 par les frères Dubreuil pour la coupe et la transformation du bois de construction, la ville s'enorgueillit d'une scierie moderne. La mainmise totale de la firme Dubreuil sur la ville a longtemps fait considérer celle-ci comme un fief mais, depuis 1978, le mouvement syndical y a profondément transformé les relations de travail. Une paroisse française, Sainte-Cécile, y est fondée en 1969 ; la vie française y est animée par le Centre culturel La Ruche. Population francophone : 895.

DUBUC, JOSEPH. Magistrat et homme politique (Sainte-Martine, Québec, 1840 — Los Angeles, Californie, 1914). Il fait ses études en droit au collège de Montréal et à l'Université McGill (1869). Parallèlement à ses études, il collabore au journal *La Minerve* de Montréal jusqu'en 1871. En 1870, à l'invitation de Louis Riel* qu'il a connu au Collège, il s'établit à la Rivière-Rouge*(Manitoba) et devient membre du gouvernement provisoire métis. La même année, il est élu député à l'Assemblée législative du Manitoba. Tout en exerçant sa profession d'avocat, il est nommé membre du Conseil des Territoires du Nord-Ouest (1871). Réélu en 1874, il est nommé procureur général de la province, puis président de l'Assemblée législative (1875-1878). Il est ensuite élu député de la circonscription de Provencher à la Chambre des communes (1878-1879). Il quitte alors la politique et devient successivement juge à la Cour du Banc de la Reine (1879-1903)

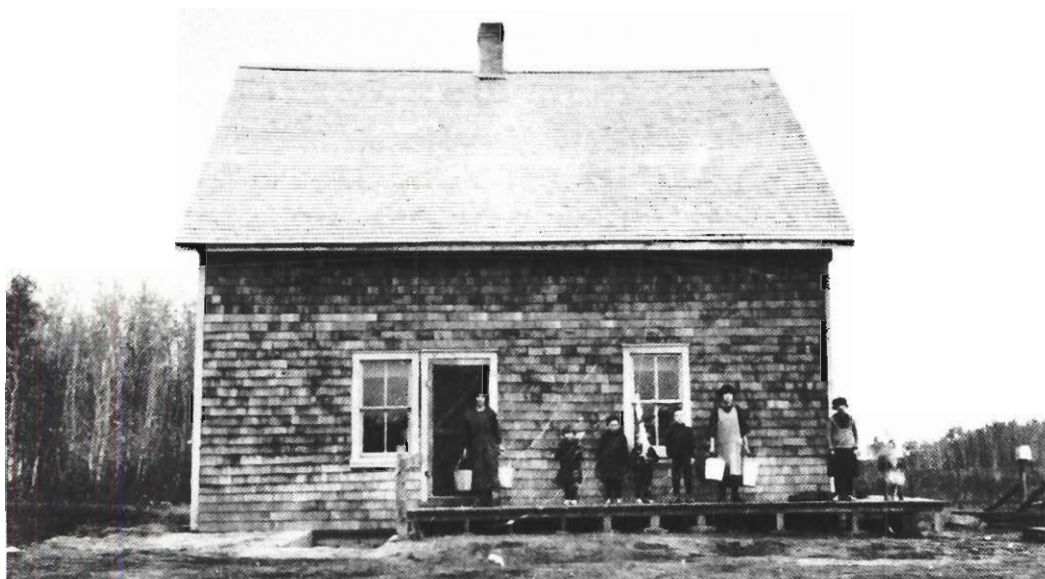
et juge en chef du Manitoba (1903-1909). En 1885, il refuse de juger Louis Riel. Outre ses fonctions politiques et judiciaires, il est rédacteur du journal *Le Métis** à la Rivière-Rouge, dès 1871.

DUBUQUE, HUGO. Juge et journaliste (Saint-Hugues, Québec, 3 novembre 1854 — Fall River, Massachusetts, 15 novembre 1928). Il fait ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe et à l'École de droit de la Boston University. Admis au barreau, il ouvre un cabinet à Fall* River en 1877. Tour à tour commissaire d'école puis député à la législature de l'État, il est nommé juge à la Cour Supérieure du Massachusetts en 1911. Il collabore à la rédaction du *Travailleur** de 1878 à 1882, participe à la fondation du *Castor* en 1882 et publie *La Colonie canadienne-française de Fall River, Massachusetts* (1883).

DUBUQUE, JULIEN. Coureur des bois, traiteur et entrepreneur (Saint-Pierre-les-Becquets, Québec, 10 janvier 1762 — Dubuque, Iowa, 1810). Coureur des bois à vingt ans, il est parmi les premiers à s'établir, en 1785, à la Prairie-du-Chien*, dans le Wisconsin, où il devient traitant en fourrures. En 1788, il obtient du Conseil de la tribu des Renards une concession de sept lieues par trois, riche en gisements de plomb qu'il entreprend d'exploiter. En 1788, il fonde la ville de Dubuque, future capitale de l'Iowa.

DUCHARME, JACQUES. Romancier (Holyoke, Massachusetts, 29 juin 1910 —). Après avoir obtenu un baccalauréat ès arts du Collège de l'Assomption de Worcester (Massachusetts), il embrasse la carrière de journaliste et, pendant deux ans, est rédacteur-proprétaire de *La Justice**, journal français de sa ville natale. Par la suite, il est correspondant pour plusieurs journaux français et signe régulièrement des articles de revues. Mais ce qui fait le plus justement sa renommée, ce sont ses romans, dont *The Delusion Family* (1939), *The Shadows of the Trees* (1943). Satires mordantes, ces témoignages de la vie franco-américaine sont l'objet d'éloges de la part des critiques littéraires, qui voient en lui un observateur social perspicace.

DUCHAUSOIS, PIERRE. Missionnaire et écrivain (Vallincourt, France, 4 août 1878 — Nice, *ibid.*, 9 novembre 1940). Il entreprend des études



Une ferme à Duck Lake, Saskatchewan, en 1926

à Cambrai et au scolasticat de Liège (Belgique), et est ordonné prêtre oblat en 1903. D'abord envoyé au Canada, il séjourne à Ottawa* de 1903 à 1913, puis se retrouve à Edmonton* jusqu'en 1915. Il part alors pour le Grand Nord, où il visite jusqu'en 1921 diverses missions qui lui inspirent quelques ouvrages, notamment, *Aux glaces polaires*; *Indiens et Esquimaux* (1921). Ce livre, traduit en cinq langues, lui vaut le prix Montyon de l'Académie française et est adapté pour le cinéma en 1933. Après un court séjour en France (1921-1924), il revient temporairement au Canada où il écrit un autre volume couronné par l'Académie française, *Rose du Canada*; *Mère Marie-Rose, fondatrice de la Congrégation des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie* (1932). Peu après, il part pour l'Afrique mais des problèmes de santé le forcent à rentrer définitivement dans son pays d'origine.

DUCK LAKE. Petite localité de la Saskatchewan située à 58 km au sud-ouest de Prince-Albert, dans une région à vocation agricole. Population totale : 699 habitants. Au tournant du siècle, Duck Lake est le centre principal de l'immigration française dans le nord de la Saskatchewan. La paroisse du Saint-Sacrement de Duck Lake est fondée en 1879. Population francophone : 295.

DUFAULT, ERNEST : voir JAMES, WILL

DUFAULT, PAUL. Écrivain et médecin (St-Nazaire d'Acton, Québec, 1894 — ?, 1969).

Après des études au juvénat des Pères du Très Saint-Sacrement à Terrebonne et au Séminaire de Saint-Hyacinthe en philosophie, il obtient son diplôme de médecine en 1924 à l'Université Laval de Montréal. Il exerce ensuite à Rutland (Massachusetts) dans le premier sanatorium d'État pour combattre la tuberculose. Grâce à lui, d'autres médecins du Québec viennent y travailler. Il dirige le centre de 1944 à 1964. Étant lui-même atteint de tuberculose, il publie en 1938, à compte d'auteur, un roman autobiographique, *Sanatorium*, afin d'alerter les Québécois sur les méfaits de ce fléau. Dans le même but, il publie d'autres ouvrages de vulgarisation et rédige des articles dans quelques revues scientifiques.

DUFRESNE, JACQUES. Administrateur (Québec, 26 avril 1844 — Ottawa, Ontario, 10 juin 1896). Membre de l'Union* Saint-Joseph, il en devient président en 1881 et contribue à étendre les opérations de la société à tout l'Ontario. Il est également président de la Société Saint-Thomas, laquelle devient une branche des Artisans canadiens-français. Il est responsable de la fusion en 1895 entre la Société Saint-Pierre et l'Union Saint-Joseph.

DUGAL, L. AUGUSTE. Homme politique (Rivière-du-Loup, Québec, 8 août 1869 — Edmundston, Nouveau-Brunswick, 20 octobre 1926). Mar-

chand et entrepreneur général, il siège au conseil municipal d'Edmundston* avant d'être élu député libéral de Madawaska à l'Assemblée législative provinciale en 1912. Chef de l'opposition, il est réélu en 1917 et nommé ministre sans portefeuille jusqu'en 1920, quand il se retire de la vie politique. En 1914, il crée un précédent en s'adressant en français à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.

DUGAS, GEORGES. Missionnaire et historien (Saint-Jacques de l'Achigan, Québec, 5 novembre 1833 — Saint-Lin, *ibid.*, 14 décembre 1928).

Après ses études au Collège de l'Assomption, près de Montréal, il est ordonné prêtre à Varennes, Québec (1862). D'abord aumônier de l'hospice Lajemmerais (1862-1866), il devient missionnaire à la Rivière-Rouge* (Manitoba), où il est successivement directeur du Collège* de Saint-Boniface (1866-1869), curé de la cathédrale (1869-1878) et aumônier du pensionnat et de l'orphelinat de Saint-Boniface* (1878-1888). En 1888, il revient au Québec, à Sainte-Anne-des-Plaines, où il est curé jusqu'à sa mort. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment, *Un voyageur des pays d'en-haut* (1890), *L'Ouest canadien* (1896) et *Histoire véridique des faits qui ont préparé le mouvement des Métis à la Rivière-Rouge en 1869* (1905).

DU GUA DE MONTS, PIERRE. Explorateur et colonisateur (Saintonge, France, 1558 (?) — Ardennes, *ibid.*, 1628). Après avoir combattu du côté protestant durant les Guerres de religion en France, De Monts effectue plusieurs voyages de reconnaissance sur les côtes canadiennes à la fin du XVI^e siècle. En 1603-1604, il obtient les autorisations requises et, contre obligation d'établir des colons, prend la tête d'une expédition de traite. Avec Samuel de Champlain, il explore les côtes de la Nouvelle-Écosse et de la baie de Fundy et construit un premier établissement sur l'Île Sainte-Croix. Suite à certaines difficultés d'approvisionnement, De Monts déménage sa colonie et érige l'établissement de Port-Royal non loin de l'actuelle ville d'Annapolis* (Nouvelle-Écosse). Il rentre en France en 1605 et, pendant les années subséquentes, investit toutes ses énergies dans la défense de son monopole, contesté notamment par les marchands de Saint-Malo. Il maintient son monopole jusqu'en 1608

après s'être engagé à établir un poste sur le Saint-Laurent, engagement auquel Champlain donnera suite en fondant Québec. Par la suite, et malgré la perte de son monopole, De Monts continue à s'intéresser activement à la colonisation du Canada et à investir dans le commerce colonial. En plus d'avoir jeté les bases des premiers établissements français en Amérique, il a le mérite d'avoir réuni une collection d'animaux, d'oiseaux et d'objets amérindiens qui constituent les premiers témoignages ethnographiques nord-américains.

DUGUAY, CALIXTE. Poète et musicien (Sainte-Marie-sur-mer (Île Lamèque), Nouveau-Brunswick, 16 juillet 1939 —). Calixte Duguay étudie d'abord au Collège de Bathurst* (Nouveau-Brunswick) ainsi qu'à l'Université* Laval, où il obtient, en 1966, une maîtrise ès arts. De 1968 à 1974, il enseigne la littérature au Collège de Bathurst. La même année, il remporte le Grand Prix de la chanson dans la catégorie des auteurs-compositeurs et interprètes au festival de Granby (Québec). L'année suivante, il publie un premier recueil de poèmes, *Les Stigmates du silence*. Il écrit aussi, à la même époque, une comédie musicale, *Louis Mailloux*, suivie d'une autre, en 1983, *La Lambique*. En 1976, il enregistre son premier microsillon, *Les Aboiteaux*. Puis, il anime durant deux ans une série hebdomadaire, *Encore debout*, sur les ondes de Radio-Canada à Moncton. Très actif dans le milieu artistique acadien, il s'occupe de la direction et de la mise en scène de plusieurs spectacles à travers les provinces maritimes et entreprend de nombreuses tournées qui le mènent un peu partout à travers le Canada et l'Europe.

DUHAMEL, JOSEPH-THOMAS. Archevêque (Contrecœur, Québec, 6 novembre 1841 — Casselman, Ontario, 5 juin 1909). Tout jeune, il déménage avec ses parents à Bytown (Ottawa). Après avoir été tour à tour vicaire et curé dans l'Est ontarien, il devient en 1874, alors qu'il n'a que 33 ans, évêque du diocèse d'Ottawa* et, en 1886, archevêque d'Ottawa. En 1889, il joue un rôle de premier plan dans l'obtention d'une charte pour l'Université* d'Ottawa. Son diocèse étant bilingue, il lui faut beaucoup de diplomatie, après la pendaison de Louis Riel (1885), pour que n'éclatent pas de conflits entre les fidèles

francophones et les fidèles anglophones. Durant son épiscopat, ses réalisations sont multiples. À sa nomination comme évêque, le diocèse compte 61 paroisses et missions, 80 prêtres et 96 000 fidèles ; à sa mort, les nombres ont monté à 136 paroisses et missions, 258 prêtres et plus de 150 000 fidèles.



M^{gr} Duhamel

DUHAMEL, ROGER. Journaliste (Hamilton, Ontario, 16 avril 1916 — Montréal, 12 août 1985). Diplômé en droit de l'Université de Montréal en 1938, il est journaliste au *Canada* (1940-1942), au *Devoir* (1942-1944), à *La Patrie* (1944-1947, 1952-1960) et au *Montréal-Matin* (1947-1952) et collaborateur à *Liaison** et au journal *Le Droit**. S'installant à Ottawa, il est nommé Imprimeur de la Reine (1960-1969), puis conseiller au Secrétariat d'État (1970) et, enfin, président du Comité consultatif sur les districts bilingues (1971-1972). Il devient par la suite ambassadeur du Canada au Portugal et directeur des Éditions La Presse (1978-1981). Il laisse une œuvre considérable de plus d'une quinzaine de li-

vres et d'essais, la plupart traitant de la littérature française, classique et contemporaine.

DULONGPRÉ, LOUIS. Peintre (Saint-Denis, France, 1754 — Saint-Hyacinthe, Québec, 1843). Marin français, il vient en Amérique en 1778 pour porter assistance aux forces révolutionnaires lors de la Guerre de l'indépendance ; il combat sous les ordres du général Rochambeau. Établi à Montréal une fois la paix conclue, il enseigne la musique et peint des tableaux. Capitaine dans le troisième bataillon de la milice de Montréal d'environ 1805 à 1828, il produit de 1815 à 1842 une importante œuvre picturale, tantôt d'inspiration religieuse, tantôt à caractère portraitural. Ses fresques ornent, aujourd'hui encore, les églises de l'Hôtel-Dieu de Montréal, de Lacadie, de Saint-Michel-de-Bellechasse et des Ursulines de Trois-Rivières.

DULHUT, DANIEL GREYSOLON. Explorateur et officier (Saint-Germain-Laval, France, 1639 — Montréal, 25 février 1710). Après avoir effectué son service militaire en France, Dulhut immigre en Nouvelle-France en 1675. En 1678, il se rend au Sault-Sainte-Marie* dans l'espoir d'amener les Sioux et les Monsonis à traiter avec les Français. Revenu à Québec en 1681, il est accusé d'avoir pratiqué illicitement la traite ; il part alors pour la France et est de retour à Québec l'année suivante. En 1683, il se met en route vers les Grands Lacs et le Mississippi où il bâtit et commande (1686-1696) le fort Saint-Joseph (aujourd'hui Détroit) puis le fort Frontenac, sur le lac Ontario (1696). Des ennuis de santé l'obligent à abandonner ses fonctions et il passe les quinze dernières années de sa vie dans l'inaction forcée à Montréal. Une ville du Minnesota porte son nom, orthographiée Duluth.

DULUTH. Ville du Minnesota située à l'extrémité ouest du lac Supérieur. Population totale : 106 000 habitants. La région est d'abord explorée par Daniel Greysolon Dulhut* en 1679, puis par Nicolas Perrot*. En 1856, la ville prend le nom de son premier explorateur et fondateur. La présence de francophones à Duluth est attestée par l'établissement de la paroisse Saint-Jean-Baptiste en 1884 et d'un journal français, *Le Courrier*, en 1890. Les Sœurs* des Saints Noms de Jésus et de Marie y fondent également un couvent et une école vers 1940. Population francophone : 1 293.

DUMAINE, FRÉDÉRIC-C. Financier (Hadley, Massachusetts, 6 mars 1866 — Groton, *ibid.*, 27 mai 1957). Contraint dès l'âge de onze ans à travailler pour subvenir aux besoins de sa famille à la suite du décès de son père, il est commis dans une entreprise à Dedley (Massachusetts). Manifestant des aptitudes particulières pour l'administration, il devient trésorier de la compagnie Amoskeag à Lawrence. Président et propriétaire d'une demi-douzaine d'entreprises gigantesques, dont la Waltham Watch Company, la River Shipbuilding Company, l'Atlantic Gulf & West Indies Steamship Company, la Mack Motor Truck Company, etc., il s'illustre également dans le secteur des banques par des redressements financiers de haute voltige. À sa mort, Dumaine est président d'un important réseau ferroviaire en Nouvelle-Angleterre, le New York and New Haven Railroad.

DUMAS, EMMA. Pédagogue et écrivain (Saint-Jean-Port-Joli, Québec, 20 février 1857 — Hartford, Connecticut, 2 juin 1926). Diplômée de l'École normale Laval des Ursulines de Québec, elle émigre aux États-Unis et elle introduit une méthode à succès d'enseignement phonétique des langues anglaise et française. Sous le nom de plume d'Emma Port-Joli, elle écrit un roman feuilleton historique intitulé *Mirbah*, qui paraît à Holyoke* de 1910 à 1912.

DUMONT, GABRIEL. Chef métis (Rivière-Rouge, Manitoba, *circa* 1838 — Bellevue, Saskatchewan, 19 mai 1906). Fils de métis, il se consacre d'abord à la chasse au bison, pour laquelle on lui reconnaît un grand talent. Ayant rencontré Louis Riel* lors des événements de 1869-1870 au Manitoba, Dumont est reconnu chef des Métis* de Saint-Laurent de Gandin* (Saskatchewan) au début des années 1870. Se sentant de plus en plus dépossédée devant les progrès de la colonisation blanche, la communauté des Métis délègue Dumont au Montana pour convaincre Riel de leur porter secours (1884). Devant l'inactivité du gouvernement fédéral face aux demandes des Métis, ceux-ci se révoltent le 18 mars 1885. Pendant les deux mois que dure l'insurrection, Riel est reconnu comme chef politique et Dumont chef militaire des rebelles. Bien que Dumont eût préféré mener une guérilla contre les troupes fédérales, Riel insiste pour que les Métis défendent Bato-

che*. Au lendemain de cet engagement qui met fin au soulèvement, Dumont s'enfuit au Montana où il participe au « Wild West Show » de Buffalo Bill Cody. Il revient au Canada en 1888, à la suite de l'amnistie de 1886, et se consacre à la chasse et à la pêche.

DUMONT, GEORGES. Médecin et homme politique (Saint-Anselme, Québec, 25 juin 1898 — Campbellton, Nouveau-Brunswick, 4 juillet 1966). Après des études primaires, secondaires et universitaires à la Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), Caraquet* et Bathurst* (Nouveau-Brunswick), il étudie la médecine à l'Université* Laval de Québec et s'installe à Campbellton*, où il devient chirurgien-chef de l'hôpital local. Député et ministre de la Santé (1960-1966) au gouvernement provincial, il est tour à tour président du journal *L'Évangéline**, du Conseil* de la vie française, de l'Association nationale de l'Assomption et de l'Association* des médecins de langue française du Canada. Toute sa vie, il milite dans les groupements de défense des droits des Acadiens.

DUMOUCHEL, ANTOINE. Médecin (Sherrington, Québec, 7 août 1897 — Lewiston, Maine, 6 octobre 1976). En 1901, la famille d'Antoine Dumouchel quitte le Québec pour s'établir à North Adams, Massachusetts. Le jeune Antoine revient au Québec pour faire ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe. Ensuite il se spécialise en chirurgie à l'hôpital Polyclinic de New York, où il pratique pendant 40 ans. Très actif dans la communauté franco-américaine, il est fondateur et premier trésorier du Comité* de vie franco-américaine en 1947, vice-président d'honneur de la Société* historique franco-américaine et membre fondateur et premier président du Richelieu* de Worcester.*

DUMOUCHEL, ARTHUR et ÉDOUARD. Musiciens (Rigaud, Québec, 1^{er} mars 1841 — Albany, New York, 10 janvier 1919; *ibid.* — Ogdensburg, New York, 21 septembre 1914). Frères jumeaux, ils étudient tous deux au Collège* Bourget de Rigaud au Québec et se familiarisent avec les rudiments de la musique, puis vont se spécialiser en Europe autour de 1870. Ils font carrière aux États-Unis. Arthur est organiste à la cathédrale d'Albany (État de New York) pendant quarante ans au cours desquels il compose

des hymnes, des pièces de piano et un opéra, tous disparus aujourd'hui. Édouard exerce la même fonction à Ogdensburg, de 1883 à 1914.

DURANQUET, DOMINIQUE CHARDON. Missionnaire jésuite et linguiste (Chalut, France, 20 janvier 1813 — Wikwémikong, Ontario, 19 décembre 1900). Entré chez les Jésuites, il est ordonné prêtre en 1842. Il fait partie du premier groupe de jésuites à revenir au Canada après la Conquête. À son arrivée, il est envoyé en mission aux lacs Témiscamingue et Abitibi (1843), puis à l'île Walpole près de Windsor (1844-1850), à l'île Manitoulin (1850-1852), au Sault-Sainte-Marie* (1852-1877) et, enfin, à Wikwémikong (1877-1900). Il a composé et traduit de nombreux ouvrages en langue outaouaise.

DURANT, WILLIAM JAMES. Historien et philosophe (North Adams, Massachusetts, 5 novembre 1885 — Los Angeles, Californie, 7 novembre 1981). Cinquième d'une famille de onze enfants, Durant a des origines modestes : son père est employé de filature, ce qui n'empêche pas le fils d'obtenir un doctorat en philosophie à l'Université Columbia de New York. Il commence sa carrière comme professeur à l'Université de Californie à Los Angeles, mais ne tarde pas à s'adonner exclusivement à l'écriture. Il publie, de 1917 à 1975, une vingtaine d'œuvres d'histoire, de philosophie et de sociologie où percent constamment son érudition et son humanisme. Ses meilleurs livres traitent de l'histoire des civilisations et des leçons que l'homme moderne pourrait en tirer. *Rousseau and the Revolution* lui vaut le prix Pulitzer en 1968.

DURELLE, YVON. Boxeur (Baie-Sainte-Anne, Nouveau-Brunswick, 14 octobre 1929 —). Surnommé Doux, Durelle participe à son premier combat de boxe en 1947. Après une série de succès, il obtient son premier titre de champion canadien des poids moyens en mai 1953, suivi du titre de champion canadien des mi-lourds quelques mois plus tard. Il perd son titre en décembre de la même année mais le reprend l'année suivante. En 1957, il devient champion du Commonwealth des mi-lourds puis cherche à deux reprises (1958 et 1959) à conquérir le titre mondial dans sa catégorie, sans succès. Il essaye d'acquiescer le titre canadien des poids lourds (1959), mais il est défait et se retire. Après un essai dans la

lutte professionnelle, il revient à la boxe en 1963, connaît quelques victoires, puis se retire de façon définitive la même année. Admis au Temple canadien de la Renommée, Durelle est resté une source de fierté pour les Acadiens de sa province natale.

DURIEU, PAUL. Missionnaire et évêque (Saint-Paul-de-Mons, France, 4 décembre 1830 — New Westminster, Colombie-Britannique, 1^{er} juin 1899). Il entreprend des études au Noviciat des Oblats* à Notre-Dame de l'Osier et est ordonné prêtre à Marseille, en 1854. Au cours de la même année, il s'embarque pour l'Orégon, où il exerce son ministère dans différentes missions, notamment à Yakimas (1854-1856) et à Olympia, Washington (1859-1859). En 1859, il part pour la Colombie-Britannique et œuvre d'abord à Esquimalt sur l'île de Vancouver. En 1870, il s'installe à New Westminster où il occupe successivement les postes de vicaire général et d'évêque en 1890. Il devient, la même année, vicaire apostolique de la Colombie-Britannique. Un village de cette province porte son nom.

DUVAL-THIBAUT, ANNE-MARIE. Poète et écrivain (Montréal, 15 juillet 1862 — San Diego, Californie, 23 octobre 1958). Originaire de la province de Québec, sa famille émigre aux États-Unis en 1865. Elle s'installe d'abord à Troy (New York) puis à New York (1877), où Anne-Marie fait ses études. En 1887, elle devient collaboratrice de *L'Indépendant** de Fall River (Massachusetts), dans lequel elle publie un feuilletton, *Les Deux Testaments, esquisse de mœurs canadiennes* (1888), qui paraît sous forme de roman la même année. C'est toutefois un recueil de poésie intitulé *Les Fleurs de printemps* (1892) qui vaut à Anne-Marie Duval d'être considérée comme l'un des principaux auteurs franco-américains de son époque.

DUVERNAY, LUDGER. Journaliste et homme politique (Verchères, Québec, 22 janvier 1799 — Montréal, 28 novembre 1852). Il quitte l'école à 14 ans pour s'engager aux ateliers du *Spectateur* de Montréal. À 18 ans, il fonde la *Gazette des Trois-Rivières* (1817-1822). Après avoir dirigé d'autres journaux, il revient à Montréal où il fonde *La Minerve* (1827) dans lequel il préconise l'indépendance du Canada. En 1834, il fonde la Société* Saint-Jean-Baptiste, dont le rayonne-

ment s'étendra sur toute l'Amérique du Nord ; la même année, le 24 juin, il inaugure la première fête de la Saint-Jean-Baptiste. Élu député à l'Assemblée du Bas-Canada (1837) et participant à la rébellion, il est obligé de se réfugier à Burlington* (Vermont) où il fonde un des tout premiers journaux français aux États-Unis, *Le Patriote**. Revenu à Montréal (1842), il reprend la direction de *La Minerve*. Duvernay est responsable du choix de la feuille d'érable comme emblème national.

E

EARLTON. Localité située dans l'Ontario septentrional à environ 30 km au nord-ouest du lac Témiscamingue. Population totale : 1 442 habitants. Dans les années 1900, l'endroit attira surtout des exploitants de l'industrie forestière, pour la plupart des Canadiens français du Québec, qui furent les premiers à s'y installer en 1907 et à y construire une scierie. En 1910, des cultivateurs francophones s'y établirent également pour pratiquer l'agriculture. La colonisation a aussi été déterminée dans une large mesure par la construction d'un chemin de fer qui traversa la municipalité dès 1902. La production laitière constitue aujourd'hui la principale activité économique d'Earlton. Durant les années 1970, c'est à Earlton que s'installe la Coopérative* des artistes du Nouvel-Ontario, communément appelée CANO. Population francophone : 1 135.

EASTMAN'S SPRINGS : voir CARLSBAD SPRINGS

EASTVIEW : voir VANIER

EAU VIVE, L'. Hebdomadaire de la Saskatchewan fondé en 1910 par le Père Adrien Maurice à Duck* Lake sous le nom de *Patriote de l'Ouest*. Il fusionne en 1941 avec *La Liberté** de Winnipeg, mais reprend en 1971 son indépendance et son nom actuel. Depuis 1978, sa parution est assurée par Les Publications Fransaskoises Ltée. Son tirage est d'environ 2 000.

ÉCHO, L'. Journal fondé à New* Bedford (Massachusetts) en 1904 par J.B. Archambault. D'abord hebdomadaire, il devient quotidien en 1910. À ses débuts, il paraît en tant que supplément de la *Presse* de Montréal sous le nom de

L'Écho de la Presse. Il devient indépendant en 1910 et prend alors le nom de *L'Écho*. À l'origine, *L'Écho de la Presse* commentait exclusivement les nouvelles locales, il élargit pourtant son mandat lorsqu'il se détache de la *Presse* et diffuse alors des informations à caractère national et international. Cependant, en raison de son faible tirage (environ 1 800 exemplaires), il est vendu à *L'Indépendant** de Fall* River vers 1915.



L'édifice du journal *Le Patriote de l'Ouest*

ÉCHO DE L'OUEST. Hebdomadaire de Minneapolis (Minnesota), créé et dirigé par Zéphirin Desmeules en 1883, puis géré par son fils à partir de 1898. Moyen de communication entre les populations d'expression française de cette région des États-Unis, l'*Écho de l'Ouest* est tiré à 5 000 exemplaires. Il disparaît en 1929.

ÉCHO DU MANITOBA, L'. Hebdomadaire fondé en 1898 à Winnipeg* par le député libéral Alphonse Martin et le commerçant Noé Chevrier*. Le journal se veut combatif et n'hésite pas à prendre position en faveur du parti libéral ; d'ailleurs, son directeur est Ernest Cyr, premier président de l'Association libérale française du Manitoba et son rédacteur en chef, Henri d'Hellencourt*, est un ami personnel et un partisan inconditionnel de Sir Wilfrid Laurier*. *L'Écho* brise le quasi-monopole dont jouissait *Le Manitoba**, organe du parti conservateur, sur l'information en français au Manitoba. Pris à parti par un clergé d'allégeance conservatrice, le journal récuse le dirigisme clérical en politique et encourage l'immigration française dans l'Ouest. Après le départ de d'Hellencourt, le journal disparaît en 1905.

ÉCOLE GUIGUES. École élémentaire construite en 1904-1905, rue Murray à Ottawa. En 1915 et en 1916, l'école Guigues devient le centre de l'opposition au Règlement* 17 quand deux de ses enseignantes, les sœurs Desloges*, refusent de s'y soumettre. Le gouvernement réplique en fermant l'école; en janvier 1916, des parents, en majorité des femmes, prennent l'édifice d'assaut et en forcent la réouverture. Cet épisode de la revendication des droits des Franco-Ontariens à l'éducation en français est connu sous le nom de la Bataille des Dames. Après 1930, l'École Guigues figure au rang des meilleures écoles françaises en Ontario. Il est aujourd'hui question de transformer l'immeuble désaffecté en un lieu culturel pour la communauté francophone.

ÉCOLE NORMALE DE SUDBURY. École de formation des enseignants francophones catholiques fondée à Sudbury* en 1963 et confiée à la direction du père Jacques Martineau. Son programme d'un an de formation théorique et de stages pratiques mène à l'obtention d'un brevet d'enseignement pour les écoles de langue française de l'Ontario. En 1974, elle devient l'École des sciences et de l'éducation de l'Université* Laurentienne

ÉCOLE NORMALE D'OTTAWA. Ayant son origine dès 1907 avec la création d'une école expérimentale nommée Ottawa English-French Model School, destinée à la formation pédagogique des enseignants, elle devient une institution indépendante en 1923 avec le concours de l'Université* d'Ottawa et de l'Association* canadienne-française d'éducation d'Ontario. À cette époque, elle porte le nom d'École de pédagogie. Reconnue officiellement en 1927 par le ministère de l'Éducation, elle est alors intégrée sous le patronage de ladite université et rebaptisée École normale de l'Université d'Ottawa. En 1969, le gouvernement de l'Ontario donne la responsabilité de la formation des maîtres aux universités, de sorte que l'École normale disparaît pour donner naissance à la faculté d'Éducation de l'Université d'Ottawa.

ÉDITIONS D'ACADIE. Première maison d'édition acadienne, incorporée à Moncton* en 1972. Issue d'un concours de poésie organisé par un groupe de professeurs de l'Université* de Moncton, la jeune compagnie lance sa première œuvre,

Cri de terre, en 1973. Depuis, elle n'a cessé d'augmenter et sa production, avec environ 80 livres déjà parus, et sa diffusion, surtout au Nouveau-Brunswick et au Québec. De ce fait, elle contribue grandement à canaliser les forces créatrices de l'Acadie vers la publication et à faire connaître l'Acadie à l'extérieur aussi bien qu'aux Acadiens eux-mêmes.

ÉDITIONS DE L'INTERLIGNE. Maison d'édition fondée à Ottawa en 1981 dans le but de promouvoir la vie artistique d'expression française, le journalisme culturel et la publication d'essais. Sa principale activité est la production de la revue *Liaison*.

ÉDITIONS DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA : voir PRESSES DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

ÉDITIONS DES PLAINES. Maison d'édition fondée à Saint-Boniface* en 1979, dont l'objectif est de mettre en valeur la culture française au Manitoba et dans l'Ouest canadien en général, en publiant des textes de ses écrivains. Deuxième entreprise de ce genre au Manitoba, après les Éditions* du blé, elle publie son cinquantième titre en 1986. Son répertoire est constitué de recueils de poésie, de romans, de livres d'enfants, d'ouvrages d'histoire et de pièces de théâtre. Bénéficiant de subventions gouvernementales, les Éditions des plaines œuvrent aussi dans le domaine des publications scolaires pour le compte du ministère de l'Éducation du Manitoba.

ÉDITIONS DU BLÉ. Maison d'édition fondée en 1974 à Saint-Boniface*, dont l'objectif est de fournir aux écrivains franco-manitobains un véhicule de diffusion pour faire connaître leur littérature aux francophones de l'Ouest. Première entreprise à publier en français dans cette province, elle compte une soixantaine de titres à son catalogue : romans, recueils de poésie, récits historiques, etc. Sans but lucratif, les Éditions du blé sont financées par leurs membres, par des subventions et par les profits des ventes.

ÉDITIONS DU VERMILLON, LES. Créée à Ottawa en décembre 1982 par Monique Bertoli et Jacques Flamand*, cette maison d'édition française s'oriente dès le début vers la publication d'ouvrages d'intérêt pédagogique et didactique et favorise la diffusion de la production littéraire

franco-ontarienne. En 1985, la maison a à son actif une quinzaine de titres publiés et regroupés dans quatre collections : Parole vivante, Langue et communication, Essais et recherches, et Visages.

ÉDITIONS MAROIS. Fondées à Toronto en 1982 par Françoise Marois, alors professeur à l'Université York, les Éditions Marois publient d'abord une anthologie intitulée *Morceaux choisis : Québec-France-Acadie*. Ce livre pose le premier jalon de la collection Charisme à laquelle s'ajoute la collection Tsarine, réservée aux contes illustrés pour enfants (domaine bien connu de Françoise Marois, qui a traduit et adapté plus d'une trentaine de livres pour enfants).

ÉDITIONS PERCE-NEIGE. Maison d'édition fondée à Moncton* (Nouveau-Brunswick) en 1980 par l'Association* des écrivains acadiens (AEA), les Éditions Perce-Neige se spécialisent dans la diffusion d'ouvrages de création de jeunes auteurs. Tournée vers le développement de la relève au théâtre, en poésie et dans le roman, l'entreprise, indépendante de l'AEA depuis 1984, compte plus d'une douzaine de titres, dont *Portraits d'écrivains* (1982), de Melvin Gallant*, et *Les Cent Lignes de notre américanité* (1985), de Ginette Gould.

ÉDITIONS PRISE DE PAROLE : voir PRISE DE PAROLE, ÉDITIONS

EDMONTON. Capitale de l'Alberta, située au centre de la province sur les rives de la rivière Saskatchewan Nord, à 320 km à l'est des montagnes Rocheuses. Population : 532 246. Fondé en 1795, fort Edmonton est un centre important de traite des fourrures et il attire de nombreux Canadiens français de 1795 à 1877. Leur nombre s'accroît après la construction de la voie ferrée en 1878. Entre 1891 et 1899, l'abbé Jean-Baptiste Morin* y amène 620 familles de colons. Le développement de l'industrie pétrolière attire également de nombreux francophones au cours des années 1970. Aujourd'hui, Edmonton est un centre administratif et commercial important. Une paroisse française, Saint-Joachim (créée en 1877), et un centre universitaire, le Collège* Saint-Jean, animent la vie française d'Edmonton. Population francophone : 17 205.

EDMUNDSTON. Ville du nord-ouest du Nouveau-Brunswick située au confluent des rivières Madawaska et Saint-Jean. Population totale : 12 044 habitants. Appelée autrefois Petit-Sault, elle est aujourd'hui la quatrième ville de la province et la capitale de la légendaire République du Madawaska. Le maire y détient d'ailleurs le titre honorifique de Président de la République. Colonisée en 1785 par des réfugiés acadiens, elle exerce par sa situation géographique un rôle de carrefour entre le Québec, l'État du Maine et le Nouveau-Brunswick. Edmundston assure une fonction éducative dans la région avec le Centre universitaire Saint-Louis-Maillet affilié à l'Université* de Moncton ainsi qu'un rôle d'animation avec ses festivités, entre autres, la foire Brayonne. Edmundston a également son hebdomadaire bilingue, *Le Madawaska**, et un poste français de radio, CJEM. La majorité de la population active est employée par les exploitations forestières et les industries des pâtes et papiers. Population francophone : 10 805.

ÉDUCATION ET BESOINS DES FRANCO-ONTARIENS. Rapport (en deux tomes), commandé par le Conseil* de l'éducation franco-ontarienne et réalisé par une équipe de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario. Le premier tome, déposé en novembre 1985, examine le système scolaire francophone en Ontario, aux niveaux primaire et secondaire. Il souligne les carences du système, dues au fait que les francophones manquent de contrôle sur leurs écoles ; il préconise la mise sur pied d'un système de représentation garantie. Le deuxième tome, déposé en mars 1986, met en relief la sous-représentation des Franco-Ontariens dans les programmes d'études post-secondaires. Critique, le rapport dénonce l'absence de programmes en français dans certaines disciplines collégiales et universitaires, généralement celles qui offrent les meilleurs possibilités d'emploi.

EDWARDS, EDWIN W. Gouverneur de la Louisiane (Marksville, Louisiane, 7 août 1927 —). Diplômé en droit du Louisiana State University, il établit sa pratique à Crowley. Il entre en politique en 1954, se faisant d'abord élire au Conseil municipal, puis au Congrès des États-Unis à quatre reprises en 1965, 1966, 1968 et 1970. Sous la bannière démocrate, en 1972,

après une campagne bien orchestrée et menée surtout en français, il devient le premier gouverneur francophone catholique de la Louisiane depuis plus d'un demi-siècle, grâce surtout aux votes des cajuns et des noirs. Réélu deux fois (1976 et 1984), il fait progresser le français dans son État. Ayant établi des rapports étroits avec James Domengeaux* du Codofil*, il resserre les liens avec les francophones du Canada et de l'Europe, et amende la Constitution de façon à y promouvoir le français. Sous sa férule, la Louisiane assiste à l'instauration du *french (cajun) power*, la majorité des membres de son Cabinet étant d'origine acadienne.

EEL RIVER CROSSING. Localité du comté de Restigouche au Nouveau-Brunswick, située à l'embouchure de la rivière Eel, à environ 5 km au sud de Dalhousie. Population totale : 1 431 habitants. Fondée en 1913, elle se trouve sur le passage de la voie ferrée de l'Intercolonial. La principale activité économique est générée par le moulin de pâtes et papiers de Dalhousie*. La paroisse Sainte-Trinité y a été fondée en 1954. Population francophone : 1 240.

EFFIGIE : voir AVOYELLES

ÉGALITÉ. Revue d'analyse politique fondée à l'Université de Moncton* en 1980, *Égalité* veut susciter et alimenter la réflexion du peuple acadien sur lui-même et sur ses droits, particulièrement au sein des intelligentsia acadiennes et anglophones du Nouveau-Brunswick. Le choix de son nom évoque un programme d'action collective, destiné à assurer l'égalité aux deux peuples fondateurs de cette province. Publiée trois fois l'an, tirant à 650 exemplaires et comptant environ 350 abonnés, cette revue est distribuée principalement dans les Maritimes et atteint une clientèle très spécialisée au Québec, aux États-Unis et en Europe.

ELLIOT LAKE. Ville de l'Ontario située dans le comté d'Algoma à mi-chemin entre Sudbury et Sault-Sainte-Marie. Population totale : 16 733 habitants. Fondée en 1954 après la découverte de gisements d'uranium, Elliot Lake est une ville-champignon : trois ans après sa fondation, sa population s'élève déjà à plus de 10 000 habitants. Elle connaît une période de stagnation, puis un nouveau *boom* en 1975 au moment où la de-

mande d'oxyde d'uranium s'accroît. En cinq ans seulement, sa population double. Venu dès la fondation de la municipalité, les francophones sont surtout originaires de Sudbury*, de l'Abitibi et de la Côte-Nord du Québec. Population francophone : 4 560.

ÉLOÏZES. Organe de l'Association* des Écrivains Acadiens (AEA), *Éloïzes* est lancé en 1980 à Moncton* (Nouveau-Brunswick) dans le but d'encourager la production et la diffusion de créations littéraires acadiennes. Paraissant deux fois par année, la revue se veut à la fois un banc d'essai pour les jeunes écrivains et un instrument au service des auteurs plus connus de manière à faciliter les échanges et la critique littéraire chez les créateurs acadiens. *Éloïzes* publie à l'occasion des numéros spéciaux, dont celui sur la poésie en 1984, intitulé *Poésie Caméléon*.

ÉMARD, JOSEPH-MÉDARD. Archevêque (Saint-Constant, Québec, 1^{er} avril 1853 — Ottawa, 28 mars 1927). Après des études classiques et de théologie au Collège des Sulpiciens et au Grand Séminaire de Montréal, il est ordonné prêtre en 1874. Il termine en 1880 un doctorat en théologie et en droit canon, et devient peu après vice-chancelier (1886) puis chancelier titulaire (1889) de l'Archevêché de Montréal. De 1892 à 1922, il est évêque de Valleyfield (Québec). En 1922, il est sacré archevêque d'Ottawa*. À sa demande, les Sœurs* grises de la Croix y ouvrent l'hôpital Saint-Vincent, pour les malades incurables. M^{gr} Émard est l'auteur de quelques ouvrages. Ses *Oeuvres complètes* (5 volumes, 1921-1924) regroupent ses écrits : opuscules, mandements et lettres épiscopales.

EMBRUN. Village de l'Ontario situé à 40 kilomètres au sud-est d'Ottawa, sur la rivière Castor, dans le comté de Russell. Population totale : 1 695 habitants. Le nom Embrun lui fut donné en 1857 par un missionnaire français, le père François Michel, en mémoire d'une commune des Hautes-Alpes en France. Des forestiers venus du Québec sont parmi les premiers à s'installer dans la région vers 1847. Ils sont appelés les « gens de la rivière du Castor ». Les résidents érigent une chapelle (1856) et une église de pierre (1880). Plus tard, la nouvelle orientation agricole du village entraînera une spécialisation dans l'industrie laitière. Centre de la francophonie du

comté de Russell, Embrun dispose d'une école normale pour enseignants francophones (1926-1935), école qui disparaîtra lorsque l'Université* d'Ottawa ouvrira la sienne. La quasi-totalité de la population est francophone.

ÉMEUTES DE CARAQUET. En novembre 1874, les citoyens de Caraquet* (Nouveau-Brunswick) se réunissent pour élire trois syndicats au conseil scolaire ; les trois élus sont des Acadiens. À la suite des protestations des anglophones qui mettent en cause la légalité du vote, le député du comté et président du Conseil exécutif de la province, Robert Young, tient en décembre une réunion secrète. Au cours de cette réunion, trois syndicats anglophones sont élus et une institutrice anglophone est embauchée. Le 14 janvier 1875, une assemblée tenue en vue d'arriver à un compromis avorte ; de ce fait, les positions des trois syndicats et de l'institutrice anglophone sont confirmées. Le lendemain, un groupe d'Acadiens se rend à l'école et dans quelques magasins du village, où ils causent des dommages matériels. Un peu plus tard, ils se rendent chez Young et le menacent. Le 27 janvier, une vingtaine de miliciens munis de mandats d'arrestations se rendent à Caraquet afin d'inculper les responsables de l'émeute du 15 janvier. À leur arrivée dans une maison où s'étaient groupés certains Acadiens, les esprits s'échauffent et des coups de feu sont échangés. Un Acadien, Louis Mailloux, et un milicien, John Gifford, sont trouvés morts. Neuf Acadiens sont accusés de complicité dans le meurtre de Gifford. Après un premier procès avorté et avant même que le deuxième procès soit terminé, les neuf accusés sont libérés de façon à soulager les tensions entre Acadiens et anglophones. Par la suite, Louis Mailloux a été consacré héros de la résistance des Acadiens à la loi de 1871, qui restreignait l'usage du français dans les écoles.

ENTREMONT, LOUIS D'. Enseignant (Pubnico, Nouvelle-Écosse, 16 août 1881 — Yarmouth, *ibid.*, 28 juin 1970). Formé au Collège Saint-Anne et à l'École normale de Truro en Nouvelle-Écosse puis, il poursuit ses études au Collège Macdonald de Guelph (Ontario) et finalement à la Sorbonne. De retour dans sa province, il se consacre à l'enseignement pendant cinq ans (1903-1908) et devient le premier ins-

pecteur d'écoles de langue française en Nouvelle-Écosse (1908-1948). Il est membre de plusieurs sociétés francophones, notamment le Conseil* de la vie française (1945-1960) et l'Association* acadienne d'éducation. Son dévouement à la cause du français dans les écoles de Nouvelle-Écosse lui a valu des décorations de l'Alliance française et de la Société* du bon parler français.

ENTREMONT, SIMON D'. Homme politique (Pubnico-Ouest, Nouvelle-Écosse, 28 octobre 1788 — Pubnico-Est, *ibid.*, 6 septembre 1886). Premier Acadien élu à la l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, il représente le canton d'Argyle de 1837 à 1840, date à laquelle il se retire de la vie politique. En 1838, il est nommé juge de paix du comté d'Yarmouth et, de 1854 à 1864, il est officier de douane pour les ports d'Argyle.

ENTREMONT, RAYMOND N. D'. Commerçant et député (Pubnico-Ouest, Nouvelle-Écosse, août 1875 — *ibid.*, 20 janvier 1974). Formé d'abord au Collège* Sainte-Anne (Pointe-de-l'Église, Nouvelle-Écosse) puis à l'École normale de Truro, Raymond N. d'Entremont consacre quelques années à l'enseignement. En 1906, il achète un commerce de poissons et devient, pendant la première guerre mondiale, propriétaire de plusieurs bateaux de pêche. Parallèlement, il occupe dans son village les fonctions de notaire et de juge de paix. De 1925 à 1928, il est membre de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse et il travaille à la reconnaissance du français dans les écoles acadiennes de sa province.

ESPANOLA. Petite ville du nord-ouest de l'Ontario, située sur la rivière Spanish, au nord de l'île Manitoulin. Population totale : 5 836 habitants. Les premiers francophones arrivent à Espanola entre 1898 et 1911, lors de la construction d'un barrage à Webbwood Falls. Une usine de pâtes et papiers commence à y produire de la pulpe en 1905. En 1930, l'entreprise est fermée et Espanola devient une ville-fantôme. Elle redevient prospère à partir de 1943 avec l'achat et la réouverture de l'usine. Population francophone : 1 295.

ESTIMAUVILLE, ROBERT d'AILLESBOUST. Avocat (Québec, 16 février 1827 — Rochester, New York, 27 septembre 1895). Il étudie le droit

à New York et devient instituteur en Pennsylvanie. Il participe à la guerre du Mexique, puis est admis au barreau. Il pratiquera à San Francisco pendant plus de trente ans et il publiera de nombreux ouvrages de droit sous le nom de Robert Desty. Élu sénateur de l'État pour les comtés unis de San Francisco et San Mateo, il ne peut occuper son siège, ayant négligé de se faire naturaliser américain.

ÉTATS GÉNÉRAUX DU CANADA FRANÇAIS. En 1961, la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste lance l'idée de réunir des représentants canadiens-français de toutes les régions du Canada afin de faire le point sur l'avenir du Canada français. L'idée fait son chemin et, en 1964, les premières sessions regroupant des représentants d'organismes sont tenues, au terme desquelles une commission générale composée de 37 membres est élue. En 1966, un secrétariat permanent est établi à Montréal. En novembre 1966, se tiennent des assises préliminaires : réunis à l'Université de Montréal, les 1 700 délégués élus préparent les dossiers qui seront discutés aux grandes assises, l'année suivante. Après de nouvelles élections, plus de 2 000 délégués se réunissent à la Place des Arts de Montréal pour les assises de 1967. Devant l'orientation indépendantiste des résolutions, des dissensions se manifestent rapidement. Se sentant mis à l'écart des discussions, voire méprisés, les francophones hors Québec partent outrés des États généraux. Les États généraux marquent un tournant dans les relations entre le Québec et les francophones des autres provinces. Les grands débats constitutionnels sur le Canada français se tiendront désormais entre Québécois à la faveur des mouvements indépendantistes qui voient le jour à la fin des années soixante. Quant aux francophones du reste du Canada, ils entreprennent de défendre leurs propres intérêts, ce qui amène en 1975 la création de la Fédération* des francophones hors Québec.

ÉTENDARD NATIONAL, L'. Journal fondé en 1869 à Worcester* (Massachusetts) par Ferdinand Gagnon.* En 1870, il devient la propriété de l'*Opinion publique* de Montréal, qui en fait son édition américaine. La publication de *L'Étendard national* durera jusqu'en 1874.

ÉTHIER-BLAIS, JEAN. Critique littéraire, romancier et poète (Sturgeon Falls, Ontario, 15 novembre 1925 —). Après son cours classique au Collège* Sacré-Cœur de Sudbury et des études à l'Université de Montréal, il étudie à Paris à l'École normale supérieure et à l'École pratique des hautes études, de 1948 et 1952. Il obtient un doctorat ès lettres à l'Université Laval de Québec en 1971. Sa carrière débute en 1953 au ministère des Affaires extérieures du Canada comme diplomate, d'abord à Paris, ensuite à Varsovie et enfin à Hanoï. En 1960, il enseigne la littérature française à l'Université Carleton (1960-1961), à l'École des hautes études commerciales de Montréal (1960-1962), puis à l'Université McGill de Montréal à compter de 1962. Il est surtout connu comme critique littéraire et chroniqueur au journal *Le Devoir* (1961-1983). S'adonnant lui-même à la création, Éthier-Blais produit une œuvre importante et diversifiée (romans, essais, recueil de poésie, etc.), qui le classe parmi les grands écrivains canadiens-français. Son *Dictionnaire de moi-même* (1976) est plein de souvenirs sur son enfance et sa jeunesse dans le nord de l'Ontario.



Jean Éthier-Blais

ÉTOILE DE CORNWALL, L'. Hebdomadaire français fondé en 1950 par un groupe d'homme d'affaires de Cornwall* sous la direction de Jacques Garneau. Organe surtout publicitaire, sa devise n'en est pas moins « Croire et tenir » et il se veut un témoignage de la présence française à Cornwall. De 1955 à 1968, il est la propriété d'Antonio Bussière, qui lui insuffle une vitalité nouvelle. Devenu bilingue en 1969, il cesse de paraître en novembre 1971.

ÉTOILE, L'. Journal fondé par le Cercle canadien de Lowell (Massachusetts) en 1886. D'abord hebdomadaire, il devient quotidien en 1893, puis paraît trois fois, par semaine à partir de 1944. Le journal connaît plusieurs propriétaires pour finalement passer aux mains de Louis Buron, de 1910 jusqu'à sa disparition en 1958. Il est alors considéré comme le plus ancien des journaux de langue française en Nouvelle-Angleterre. Ce journal se veut un fidèle représentant et un défenseur de la vie française en Nouvelle-Angleterre. Il se préoccupe, entre autres, du problème de l'assimilation dans le domaine de l'enseignement et au sein de la société franco-américaine en général.

EUDISTES, CONGRÉGATION DE JÉSUS ET DE MARIE, DITE DES. Fondée à Caen en mars 1643, la Congrégation se consacre à l'éducation dans des séminaires et des collèges et à la propagation de la foi. Ses premiers représentants en terre canadienne arrivent à Halifax le 13 septembre 1890. Ils fondent d'abord le Collège Sainte-Anne et le Juvénat Saint-Jean-Eudes à Pointe-de-l'Église* (Nouvelle-Écosse). Par la suite, les Eudistes établissent le Grand séminaire du Saint-Cœur de Marie à Halifax (1895) puis les collèges Sacré-Cœur, à Bathurst* (1916), et Saint-Louis, à Edmundston*, aujourd'hui composantes de l'Université* de Moncton. La congrégation s'est également établie au Québec où elle a pris charge de nombreuses paroisses, missions et institutions scolaires.

EUNICE. Ville de la paroisse de Saint-Landry en Louisiane, située à 64 km au nord-ouest de Lafayette. Population totale : 11 427 habitants. Incorporée en 1895, Eunice est située au centre d'une région de culture cajun : Mamou, Ville-Platte, Branch, Elton et Basile. Les traditions

acadiennes telles le Mardi* gras, la Grande Boucherie et le festival Cajun y sont encore très vivantes. La région vit de la culture du riz, du coton et du soja. On y extrait aussi du pétrole. La ville est le site d'un campus de l'Université de la Louisiane. Population francophone : 5 938.

ÉVANGÉLINE. Inspiré par un poème du même nom paru en 1847, *Évangéline*, personnage de légende, naît d'abord sous la plume de Henry Wadsworth Longfellow, qui, à travers une fiction littéraire, évoque l'errance d'un peuple à la recherche d'une terre d'accueil. Moins d'un siècle après leur Déportation* par les conquérants anglais, les Acadiens se reconnaissent dans cette élégie dès sa publication. Ils voient l'histoire de leur propre odyssee dans celle d'une jeune fille, *Évangéline*, qui part pour retrouver son fiancé, Gabriel, que les colonisateurs britanniques ont contraint à prendre le chemin de l'exil. De par l'immense Amérique, l'héroïne voyage, livrée à l'incertitude de sa propre existence, pour finalement retrouver son amant mourant. Devenue beaucoup plus qu'un récit imaginaire, cette épopée incarne aujourd'hui dans le folklore de l'Acadie le drame de ses habitants sollicités tantôt par le défi anglophone, tantôt par la volonté de survivre. La légende rappelle aux générations actuelles la lutte de leurs ancêtres pour conserver la culture française en terre d'Amérique.

ÉVANGÉLINE, L'. Fondé à Digby (Nouvelle-Écosse) en 1887 par Valentin Landry, *L'Évangéline* s'établit à Moncton* en 1905. Empruntant son nom à l'héroïne du célèbre poème de Longfellow, le journal (hebdomadaire entre 1887 et 1930 et de 1932 à 1949 ; quotidien de 1930 à 1932 et de 1949 à 1982) s'adresse à tous les Acadiens des Maritimes aux yeux de qui il représente pendant longtemps le principal, sinon l'unique, « Journal des Acadiens ». Tout au long de son existence, *L'Évangéline* rend compte de l'actualité acadienne, jette un regard critique et prend position dans tout débat intéressant le développement politique, social et économique des Acadiens. Mais la vie du journal n'est pas facile et ses nombreux propriétaires ont du mal à assurer sa survie. L'émergence, surtout à compter du milieu du XX^e siècle, de journaux locaux et régionaux desservant les diverses communautés acadiennes, ajoute à ses difficultés. Malgré tous les efforts et

Moncton
à
St
Maritime

en dépit de l'intervention d'organismes publics – la France octroie une aide de plusieurs dizaines de milliers de dollars en 1968 – *L'Évangéline* cesse de paraître en 1982, alors que certains lui reprochent depuis un bon moment une approche régionaliste qu'ils qualifient d'étroite et que d'autres n'acceptent pas ses prétentions au titre de Quotidien français des Maritimes.



Cimetière cajun

ÉVANGÉLINE. Paroisse du nord-ouest de l'Acadiana en Louisiane qui comprend les villages de Mamou et de Ville-Platte. Population totale : 31 932 habitants. Développée au début du siècle (Mamou est fondé en 1911) par les frères acadiens Duson, la paroisse vit de l'agriculture, en particulier de la culture du riz. La langue et les traditions françaises y sont particulièrement tenaces, surtout chez les plus âgés. Parmi les manifestations actuelles de la vie française, on compte le Festival cajun, la Grande Boucherie et le Mardi* gras. Mamou est considéré comme le berceau de la musique cajun authentique. Population francophone : 24 222.

ÉVANTUREL, ALFRED. Avocat et président de la Législature ontarienne (Québec, 31 août 1849 – Alfred, Ontario, 15 novembre 1908). Fils d'un ministre de l'Agriculture sous l'Union des Canadas, Alfred Évanturel étudie au Séminaire de Québec et fait son droit à l'Université Laval. Admis au barreau de la province de Québec en 1871, il est élu député conservateur de Prescott (Ontario) en 1886, mais, en désaccord avec la position de son parti à l'endroit des Canadiens fran-

çais, il se joint aux Libéraux peu de temps après son élection. Il devient président de la législature ontarienne en 1897 (il est le premier et seul francophone à occuper ce poste) et ministre sans portefeuille en 1904. Défait en 1905, il est nommé greffier adjoint au Sénat canadien. De 1886 à 1892, il a été rédacteur en chef de *l'Interprète* d'Alfred, qu'il avait fondé.

EXPRESS DE TORONTO, L'. Journal fondé à Toronto* en 1976 sous le nom de *Toronto Express*, il prend son nom actuel en 1978. D'abord bi-mensuel (1976), il devient hebdomadaire à partir de 1977. Politiquement indépendant, *L'Express* a pour but d'informer la population francophone torontoise sur tous les sujets non seulement d'actualité régionale, mais également nationale et internationale. Il se veut un lien entre les Franco-Ontariens et les autres groupes francophones du pays et du continent. Il refuse de se cantonner au seul milieu franco-ontarien et prône une plus grande ouverture au monde extérieur. Le tirage de *L'Express* augmente régulièrement et atteint, en 1985, 24 000 exemplaires.

F

FACULTÉ SAINT-JEAN. Fondée par les Oblats* à Pincher Creek (Alberta) en 1908 et transférée à Edmonton* en 1910, cette maison d'enseignement est destinée à la formation des futurs religieux. Semblable à un collège classique québécois mais offrant le curriculum de l'Université* d'Ottawa, ce pensionnat s'affilie officiellement avec cette université en 1928. En 1943, il prend le nom de Collège Saint-Jean. Une période d'expansion s'ensuit et, en 1963, le collège est affilié à l'Université de l'Alberta. En 1970, il devient une constituante bilingue de cette université et prend le nom de Collège universitaire Saint-Jean puis, en 1978, celui de Faculté Saint-Jean. Desservant la population canadienne-française de l'Alberta, cette institution d'enseignement joue, depuis ses origines, un rôle de premier plan pour la survivance du fait français dans cette province. Il offre des programmes de baccalauréat général en art, en sciences et en éducation.

FAFARD, JOSEPH. Sculpteur (Sainte-Marthe, Saskatchewan, 2 septembre 1942 –). Sixième d'une famille de douze enfants, il étudie

les beaux-arts à Winnipeg* et utilise d'abord le plâtre puis la glaise avant de se tourner vers la céramique en 1972. Il délaisse l'enseignement en 1974 et se consacre à son art. Il produit des portraits, souvent satiriques, de gens et d'animaux qui lui valent une renommée à l'échelle nationale. Dans une autre veine, il a aussi fixé sur la céramique les traits de personnalités aussi diverses que Pierre Trudeau* et la reine Elizabeth II.

FALCON, PIERRE. Cultivateur et chansonnier (Fort du Coude, Manitoba, 4 juin 1793 — Saint-François-Xavier, *ibid.*, 26 octobre 1876). Métis né sur les bords de la Rivière-Rouge* (Manitoba), il passe sa jeunesse au Bas-Canada. À l'âge de 15 ans, il s'engage comme commis à la Compagnie* du Nord-Ouest, puis passe à la Compagnie* de la baie d'Hudson au moment de la fusion des deux entreprises. Il vit plus tard de chasse et d'agriculture et, en 1855, est nommé juge de paix à la Prairie-du-cheval-blanc (Manitoba). Trop âgé pour participer à la Résistance* de 1870, celui qu'on appelle le barde de la Rivière-Rouge s'inspire des événements pour composer de nombreuses chansons, dont certaines sont parvenues jusqu'à nous, entre autres la *Chanson de la Grenouillère*. Un lac du Manitoba porte aujourd'hui son nom.

FALHER. Village de l'Alberta situé à 447 km au nord-ouest d'Edmonton. Population totale : 1 102 habitants. Il tient son nom du Père C. Falher, missionnaire durant les années 1890. Sa première gare porte le nom de Girouxville* pour la distinguer de Fowler, située à quelques kilomètres de là. Le village est presque entièrement colonisé par des Canadiens français venus s'installer avant le début de la construction du chemin de fer en 1916. Sa paroisse, Sainte-Anne, remonte à 1912. De 1951 à 1971, Falher abrite le Collège Notre-Dame-de-la-Paix. Aujourd'hui, une composante de l'Association* canadienne-française de l'Alberta, l'ACFA de Rivière-la-Paix, anime la vie française de la communauté. Population francophone : 765.

FALL RIVER. Ville du Massachusetts située à 95 km au sud de Boston. Population totale : 96 976 habitants. Les Canadiens français arrivent dans la région après la guerre de Sécession et travaillent surtout dans les filatures de la American Linen Mills. La première paroisse francophone

est fondée en 1869. Cinq nouvelles paroisses françaises s'y ajoutent par la suite. En 1876, le journal *Le Protecteur Canadien* succède à *L'Écho du Canada*. D'autres journaux sont créés, comme *Le Castor*, *L'Indépendant**, *Le Citoyen*. En 1878, une grève éclate et dure plusieurs mois. Fall River abrite de nombreuses institutions francophones, dont les Cercles littéraires Montcalm et Salaberry et l'Union* canadienne Saint-Jean-Baptiste. Population francophone : 17 115.



L'église Sainte-Anne de Fall River, Massachusetts

FANNYSTELLE. Village du Manitoba situé à 55 kilomètres au sud-ouest de Winnipeg. Population totale : 106 habitants. Fannystelle (Étoile de Fanny) tient son nom de Fanny River, dame de compagnie de la richissime comtesse parisienne Marthe d'Albuféra, qui, durant les années 1880, conçoit l'idée de fonder une colonie française dans l'Ouest canadien. Afin de mettre son projet

à exécution, elle charge Thomas-Albert Bernier, maire de Saint-Boniface* de faire l'acquisition de terrains pour les colons venus s'y installer vers 1891. Il s'agit de « fils de grandes familles parisiennes » qui ne connaissent rien à l'agriculture et encore moins aux rigueurs de l'hiver. Leur présence crée des tensions avec les Canadiens français qui les jugent à la fois pédants et volages. Les colons français qui retournent en France dix ans plus tard seront remplacés par des Canadiens français. Avec le temps, le village, qui au début du siècle comptait une population d'environ 500 habitants, voit sa population diminuer. Les francophones composent aujourd'hui environ la moitié de la population totale.

FARAUD, HENRI. Prêtre et missionnaire (Gigondas, France, 17 mars 1823 — Saint-Boniface, Manitoba, 26 septembre 1890). Après des études théologiques en France, il est ordonné prêtre oblat* en 1847 à Saint-Boniface*. En 1848 et 1849, il est missionnaire à l'Île-à-la-Crosse. Puis, il part fonder la mission de La Nativité (1849) près du fort Chipewyan et y demeure jusqu'en 1861. Au cours de ce séjour, il visite la région et fonde les missions de Fort-Résolution (1856), de l'Île-d'Orignal au Grand-Lac-des-Esclaves (1856) et de Rivière-La-Paix au fort Vermilion (1858). De 1861 à 1863, il est directeur de la mission de l'Île-à-la-Crosse. Nommé évêque titulaire et vicaire apostolique du Mackenzie en 1862, il se consacre désormais au développement de son vicariat. De 1864 à 1869, il établit son siège épiscopal d'abord à fort Providence, puis, en 1869, à la mission de Notre-Dame-des-Victoires à Lac-la-Biche* (Alberta) où il habite jusqu'en 1889. Il démissionne de ses fonctions en 1890 et se retire à Saint-Boniface.

FARIBAULT, JEAN-BAPTISTE. Traiteur et pionnier (Berthier, Québec, 19 octobre 1775 — Mendota, Minnesota, 20 août 1860). Dès l'âge de seize ans, en 1791, il devient commis chez un commerçant de Québec. Intéressé par ce genre de travail autant que par les grands espaces et l'aventure, il entre en 1796 au service de la Compagnie* du Nord-Ouest, qui l'envoie au Michigan travailler comme commis au fort Michillimackinac*. Puis, il fonde un poste de traite sur la rivière Kankakee. Ayant beaucoup de succès auprès des Amérindiens, il est chargé d'un poste au

fort Rouge dans le territoire des Iowas et des Sioux puis, en 1801, il se retrouve traiteur au poste des Petits-Rapides près du fort Saint-Pierre. En 1806, il quitte la Compagnie du Nord-Ouest et établit son propre commerce de traite à Prairie-du-Chien* (Wisconsin). Lors de la guerre de 1812, il refuse de s'allier aux Anglais contre les Américains. Fait prisonnier puis éventuellement relâché, il constate la perte de la totalité de ses biens. En 1817, il décide de partir défricher le sol à l'ouest du Mississipi, sur l'île Pike, près du fort Snelling. Premier défricheur de ce coin de pays, il connaît des difficultés à la suite des inondations en 1822 et 1826. Il s'installe alors à Mendota pour y cultiver la terre et y construire une église catholique, la première au Minnesota.

FARMER'S BANK OF RUSTICO. Institution bancaire mise en opération en 1861 à Rustico* (Île-du-Prince-Édouard), juridiquement constituée en 1864. La *Farmer's Bank*, créée à l'initiative de l'abbé Georges-Antoine Belcourt et administrée à l'origine par des cultivateurs acadiens — son premier président est Jérôme Doiron —, est considérée, en termes de capital-action, comme la plus petite banque à charte dans l'histoire du Canada. Banque populaire, établie pour subvenir aux besoins des petits cultivateurs, elle détient le pouvoir d'émettre ses propres billets et très tôt elle établit des succursales à Tignish et Egmont Bay. Mais, en 1873, lorsque l'Île-du-Prince-Édouard entre dans la fédération canadienne, la banque se trouve soumise aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques de 1871 et, bien que l'on renouvelle sa charte en 1883, elle se voit contrainte de fermer ses portes en 1894. Précurseur dans son domaine, elle inspirera Alphonse Desjardins*, fondateur des caisses populaires en Amérique du Nord.

FAROG FORUM. Journal bilingue fondé en 1972 par un groupe d'étudiants de l'Université du Maine dans le but de susciter une prise de conscience, voire une reconnaissance, du fait français dans cette institution et dans la population de la Nouvelle-Angleterre en général. Créé et dirigé par Yvon Labbé* et publié sous l'égide de l'Office Franco-Américain, *Farog Forum* est peu à peu devenu l'un des principaux médias de la communauté francophone du Maine. Paraissant

neuf mois par année, ce journal a aujourd'hui un tirage de 4 500.

FAUCHER, PHILIPPE. Enseignant et administrateur (Montréal, Québec, 10 juin 1919 – Ottawa, Ontario, 9 juin 1984). Admis frère de l'Institut des Frères des écoles chrétiennes en 1929, il débute sa carrière d'enseignant en 1934. Il travaille d'abord dans différentes écoles primaires françaises d'Ottawa, puis devient directeur d'écoles (1947-1977) à Hawkesbury, à Ottawa, à Sturgeon Falls et à Alfred (à l'École industrielle Saint-Joseph ou École Champlain, site actuel du Collège* de technologie agricole et alimentaire d'Alfred). Très actif au sein de l'Association* des enseignants franco-ontariens et de la Fédération des enseignants de l'Ontario, il y participe à titre de membre et de président. Les dernières années de sa vie, il occupe la présidence de la Fédération des aînés francophones d'Ontario.

FAULK, JAMES DONALD. Professeur (Paroisse du Vermilion, Louisiane, 1925 – Abbéville, Louisiane, 21 juin 1984). Après avoir terminé une maîtrise en espagnol, il enseigne pendant 25 ans, notamment au Crawley High School. En 1977, il publie à Abbéville la première grammaire « cadienne » éditée par The Cajun Press. Son œuvre *Cajun French I*, un volume de 375 pages, contient un glossaire de plus de 3 000 mots et de nombreuses illustrations. Il reçoit un accueil chaleureux chez les Louisianais, mais suscite les réserves des puristes de la langue française.

FAUQUIER. Petite localité de l'Ontario sise en bordure de la rivière Groundhog, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Cochrane. Population totale : 1 509 habitants. Habitée de façon permanente depuis 1909 et connue d'abord sous le nom d'Alexandra, cette localité tient son nom actuel depuis 1920 de l'ingénieur G.E. Fauquier, responsable de la construction d'une section de la voie ferrée du National Transcontinental dans la région. Peuplée principalement par deux vagues d'immigration venant du Québec en 1911-1922 et en 1952-1954 – la seconde vague venant surtout du Lac-Saint-Jean – cette communauté témoigne encore aujourd'hui d'une forte prépondérance francophone. L'activité économique principale y est la coupe et la transformation du bois de construction. Population francophone : 1 315.

FAVREAU, J.-ARTHUR. Journaliste et fonctionnaire (Spencer, Massachusetts, 17 mai 1873 – 1933). Après ses études classiques au Collège de Sainte-Marie-de-Monnoir (Québec), il est tour à tour reporter, assistant-rédacteur puis rédacteur en chef à *L'Opinion* publique* de Worcester. Il devient fonctionnaire en entrant aux Postes de Boston en 1902. Organisateur de la convention des Franco-Américains de Springfield en 1901, secrétaire de la Société* historique franco-américaine, il collabore à plusieurs revues et journaux français des États-Unis et du Canada. Il est également membre de l'Union* Saint-Jean-Baptiste d'Amérique et de plusieurs sociétés patriotiques franco-américaines. On lui doit l'initiative du premier comité France-Amérique (fondé à Woonsocket) et il est l'auteur d'un ouvrage sur les Franco-Américains intitulé *The Chinese of the East*.

FECTION, ÉDOUARD. Journaliste et écrivain (Lawrence, Massachusetts, 28 août 1897 – Methuen, *ibid.*, 7 octobre 1973). Après des études classiques au Québec, il revient dans sa ville natale où il travaille d'abord dans les filatures puis comme vitrier. Par la suite, il collabore à la rédaction de *L'Étoile** de Lowell (Massachusetts) et devient co-propriétaire puis rédacteur du *Courrier de Lawrence*, journal auquel il collabore de 1928 à 1957. Auteur de nombreuses chroniques et brochures intéressant l'histoire des institutions franco-américaines de sa région, il publie, entre autres, *The French Contribution to America* (1945). Membre de plusieurs organismes culturels, il est secrétaire – fondateur de l'Action franco-américaine.

FÉDÉRATION ACADIENNE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE (FANE). Issu de la Société* nationale des Acadiens, cet organisme, fondé en 1968 à Halifax*, s'inscrit dans un mouvement plus général de création d'associations provinciales qui se veulent les porte-paroles des Acadiens de Nouvelle-Écosse. Ainsi, la FANE se donne pour but de sensibiliser les Acadiens à leur culture et à leur langue et se charge de promouvoir et de faire respecter les intérêts des francophones dans leur province. Pour se faire, elle s'efforce de leur fournir une aide technique, humaine, financière et institutionnelle. Elle joue un rôle actif dans le domaine scolaire, notamment en militant

pour la reconnaissance du français comme langue d'enseignement, ainsi que dans les domaines culturel et économique. Cependant, dans cette province où la population acadienne se trouve répartie dans trois régions (Chéticamp*, Île Madame* et Baie-Sainte-Marie*) distantes les unes des autres, le taux d'assimilation reste élevé parmi les plus jeunes. Pour contrer cette tendance, la FANE travaille de concert avec d'autres associations francophones, comme l'Association* des Acadiens de la Nouvelle-Écosse, l'Association* canadienne d'éducation de la langue française et la Société* nationale des Acadiens.

FÉDÉRATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE : voir FÉDÉRATION DES FRANCO-COLOMBIENS

FÉDÉRATION CATHOLIQUE FRANCO-AMÉRICAINNE. Regroupement d'organismes franco-américains effectué en 1916 dans le but de contrer les efforts d'américanisation des Franco-Américains par les sociétés catholiques à prédominance irlandaise. Elle compte à l'origine 20 sociétés regroupant plus de 15 000 membres. Elle défend aussi auprès de l'opinion publique les œuvres religieuses, charitables et d'éducation. Son action cesse vers 1933.

FÉDÉRATION CULTURELLE DES CANADIENS-FRANÇAIS (FCCF). Fédération regroupant les neuf associations culturelles provinciales hors Québec et celles des deux territoires canadiens. Fondée le 10 juillet 1977 à Saint-Boniface (Manitoba), elle a pour but la promotion du développement culturel et artistique de la communauté francophone, en fournissant aux associations membres une aide technique, en facilitant les contacts et les échanges entre ses membres et en leur servant de porte-parole auprès des agences gouvernementales provinciales, fédérales et intergouvernementales. Maintenant son siège social à Saint-Boniface jusqu'en 1986, puis à Ottawa, l'organisme répond à un besoin, identifié dans le rapport *Les Héritiers de Lord Durham*,* qui est de coordonner les activités culturelles chez les francophones hors Québec.

FÉDÉRATION DES AGRICULTEURS ET AGRICULTRICES FRANCOPHONES DU NOUVEAU-BRUNSWICK. Fondée en 1985, cette fédération a pour buts de soutenir le déve-

loppement de l'agriculture au Nouveau-Brunswick, de défendre les ententes et d'améliorer les conditions de vie des producteurs et productrices agricoles francophones. Elle s'intéresse notamment au dossier du libre-échange entre les États-Unis et le Canada et à ses éventuelles retombées sur l'agriculture acadienne. Elle est très active également dans l'élaboration des stratégies de développement agricole régional. La Fédération compte aujourd'hui quelque 300 membres, regroupés dans les trois fédérations régionales du nord-est, du nord-ouest et du sud-est de la province.

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE PARENTS ET INSTITUTEURS DE LANGUE FRANÇAISE DE L'ONTARIO (FAPI). Fondée en 1954 à Ottawa, où elle a son siège social, la Fédération cherche à favoriser les échanges entre parents et instituteurs des écoles primaires afin d'harmoniser les valeurs de l'école et celles des parents, et afin de favoriser l'instruction en français et l'instruction religieuse en Ontario. En 1960, elle regroupe entre 40 000 et 50 000 familles franco-ontariennes et couvre deux tiers des écoles primaires. Aujourd'hui elle compte 18 800 membres, regroupés en 7 sections. Elle publie un bulletin interne appelé *Liaison*.

FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES ACADIENNES. Constituée en 1945 à Bathurst* et regroupant des caisses acadiennes, cette association fait à l'origine partie de la Ligue des Caisses populaires du Nouveau-Brunswick, qui comprend aussi les Credits Unions. La nouvelle fédération fournit à ses quelque 90 caisses populaires affiliées, des services techniques et professionnels susceptibles de favoriser leur croissance et leur développement. Avec un actif de plus de 173 millions de dollars, la Fédération demeure avant tout au service de ses 175 000 membres, majoritairement francophones, et concentre ses efforts du côté des prêts hypothécaires et personnels. Elle joue un rôle de second plan dans l'établissement d'entreprises commerciales et industrielles, bien qu'elle participe au financement de la presque totalité des coopératives acadiennes. Son siège social est aujourd'hui situé à Caraquet*.

FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DE L'ONTARIO. Cette fédération voit le jour à

Ottawa en 1946 et s'inspire de la philosophie d'Alphonse Desjardins*, instigateur du mouvement coopératif. Elle se donne comme but de coordonner les activités des nombreuses caisses qui lui sont affiliées. Ainsi, alors qu'à ses débuts elle comptait une dizaine de caisses, autour des années 1980 elle en regroupe près de quatre-vingts, avec un actif d'environ 293 000 000 dollars. La Fédération organise aussi de nombreux services afin de promouvoir le mouvement coopératif. Elle distribue un bulletin d'information interne, *Actualité-Caisse*, à l'intention de ses membres et, depuis 1977, une revue mensuelle *Le Mouvement*. De plus, la Fédération s'intéresse de très près à la promotion linguistique et culturelle de la francophonie ontarienne.

FÉDÉRATION DES CLUBS SOCIAUX FRANCO-ONTARIENS. Fondée à Toronto en 1958 par l'union de dix clubs sociaux du sud de la province, la Fédération tente de regrouper les francophones souvent isolés et oriente ses efforts vers les jeunes dans le domaine des loisirs sportifs et culturels. Aujourd'hui, elle compte une cinquantaine de clubs membres, répartis dans toute la province. Affiliée à l'Association* canadienne-française de l'Ontario, elle publie tous les mois *Le Trait d'Union*, bulletin distribué gratuitement aux dirigeants des clubs membres.

FÉDÉRATION DES DAMES D'ACADIE. Créée en 1968 à Campbellton* (Nouveau-Brunswick), l'Association provinciale des Dames d'Acadie devient, dix ans plus tard, la Fédération des dames d'Acadie. Elle a pour mission de regrouper les Acadiennes afin de leur fournir une tribune d'expression et de défense de leurs intérêts. Elle vise aussi bien à susciter une prise de conscience collective qu'à développer des projets spécifiques capables d'apporter une amélioration de la condition féminine en Acadie. Composée d'environ 1 000 personnes, réparties en 21 cercles, cette fédération publie depuis 1975 un bulletin mensuel intitulé *Matulu*. Elle a également publié un ouvrage qui présente, pour la première fois, des biographies de femmes d'Acadie : *Silhouettes acadiennes* (1981).

FÉDÉRATION DES ÉLÈVES DU SECONDAIRE FRANCO-ONTARIEN (FESFO). Fondé en 1977, cet organisme est au service des jeunes francophones des écoles secondaires de

l'Ontario. Par des stages en leadership, des ateliers de formation (journalisme étudiant, photographie, écriture, improvisation théâtrale, etc.), des colloques, des rencontres régionales et provinciales ainsi que par l'organisation de campagnes de sensibilisation, la FESFO vise à l'épanouissement de ses 25 000 membres.

FÉDÉRATION DES FEMMES CANADIENNES-FRANÇAISES. Fondée à Ottawa en 1914, la Fédération se donne comme première tâche d'aider les soldats canadiens-français outre-mer ainsi que leurs familles. Dès sa fondation, elle prend partie contre le Règlement 17 en Ontario. Au fil des ans, elle se donne pour objectifs la promotion de la culture française en position minoritaire, la sensibilisation et l'épanouissement des femmes canadiennes-françaises ainsi que l'intégration pleine et entière des femmes dans la société. Cependant, elle ne saurait être qualifiée de féministe au sens actuel : elle épouse les valeurs familiales traditionnelles et regroupe avant tout des femmes au foyer qui offrent bénévolement leurs services aux œuvres de charité paroissiales. La FFCF publie une revue cinq fois l'an. *Femmes d'action*. Elle a toujours son siège à Ottawa et regroupe des composantes dans six provinces (Ontario, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Manitoba, Saskatchewan et Alberta), avec 54 sections, 10 groupes et 7 000 membres.

FÉDÉRATION DES FESTIVALS ACADIENS DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE (Féfane). Fondé en 1982 par la Fédération* acadienne de la Nouvelle-Écosse, cet organisme est connu, au cours de sa première année d'existence, sous le nom de l'Association des festivals de la Nouvelle-Écosse. Son objectif est de promouvoir et de coordonner la tenue de manifestations récréatives et culturelles dans les localités francophones de la province. Supervisant 10 festivals, la Féfane s'occupe de leur financement et de la mise en valeur de l'héritage acadien. Elle publie également un bulletin d'information intitulé *Le tur-lu-tu-tons*.

FÉDÉRATION DES FRANCO-COLOMBIENS. Cet organisme fondé à Vancouver* en 1945 se donne pour but de veiller au maintien de la langue et de la culture françaises et de protéger les intérêts des francophones de la Colombie-Britannique. À ses débuts, elle

encourage les Canadiens français à fonder des paroisses nationales ou francophones. Puis, elle milite afin que les francophones obtiennent un enseignement dans leur langue maternelle. Enfin, graduellement, l'organisme élargit son action. En éducation, le programme-cadre de français destiné aux enfants de parents francophones offre des guides d'action et d'implantation. En économie, la Fédération publie, entre autres, *L'Annuaire des commerçants, des professionnels et des organismes francophones de la C.-B.* Elle fait aussi valoir les intérêts de la population francophone auprès des divers gouvernements. Elle dresse un *Répertoire des ressources culturelles francophones en C.-B.* et publie un bulletin, *Le Trait d'Union*. Le service d'intervention de la Fédération offre des ressources en communication, en consultation et en formation. En 1982, la Fédération participe à la mise sur pied du projet d'habitation coopérative La Vérendrye. En 1987, la Fédération regroupe 16 associations affiliées.

FÉDÉRATION DES FRANCOPHONES DE TERRE-NEUVE ET DU LABRADOR. Fondée le 17 novembre 1973, la Fédération a pour but de promouvoir et de développer le fait français à Terre-Neuve et au Labrador et d'assurer la représentation des francophones auprès des instances politiques terreneuviennes et canadiennes. Elle regroupe cinq sociétés membres et concentre ses efforts dans les secteurs de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des communications. Elle publie en outre *Ici Terre-Neuve*, bulletin d'information bimensuel destiné à tous ceux qu'intéresse le fait français à Terre-Neuve et au Labrador.

FÉDÉRATION DES FRANCOPHONES HORS QUÉBEC. Fondée en novembre 1975, la Fédération fait office de porte-parole officiel des francophones hors Québec auprès des autorités fédérales et veut assurer la coordination des associations qui œuvrent pour leur développement linguistique et culturel. Elle se compose des neuf associations francophones provinciales hors Québec, de celles des deux territoires et de cinq membres associés. Elle offre des programmes de coordination et de concertation, de fonctionnement, de recherche et d'information, de consultation et de développement. Ses principaux secteurs d'intervention touchent les communications, la Constitution, l'économie, les loisirs et les sports

ainsi que les services gouvernementaux. En outre, la Fédération publie régulièrement depuis sa création des dossiers sur différents aspects de la situation des francophones hors Québec, notamment : *Les Héritiers de Lord Durham* (Vol. I et II, 1977-1978) et *Deux poids, deux mesures* (1983). En juin 1982, le rapport du comité de la politique de développement global, *Pour nous inscrire dans l'avenir*, définit la philosophie d'action et les principaux dossiers d'intervention de la Fédération.



La campagne de 1979 et la Fédération des francophones hors Québec

FÉDÉRATION DES PARENTS ACADIENS DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE (FPANE). Fondée à Halifax* en 1984 à la suite de l'adoption, en 1981, d'une loi provinciale donnant droit à une éducation en français, la Fédération vise à promouvoir les valeurs éducatives, culturelles, religieuses et démocratiques des parents acadiens soucieux de l'éducation française de leurs enfants. Elle est donc un carrefour d'information en même temps qu'un groupe de pression. Depuis sa création, elle a d'ailleurs fait pression auprès du gouvernement et des commissions scolaires pour

obtenir des écoles acadiennes. De plus, elle milite en faveur d'une restructuration de la section française du ministère de l'Éducation qui soit plus conforme aux besoins des Acadiens. La Fédération regroupe sept composantes régionales ; elle publie un bulletin appelé *Le Lien*.

FÉDÉRATION DES JEUNES CANADIENS FRANÇAIS. Fondée en 1974, la Fédération, qui regroupe neuf associations provinciales de jeunes francophones hors Québec, s'adresse aux étudiants et étudiantes du secondaire, du post-secondaire et aux jeunes travailleurs et travailleuses. Elle se veut un outil de développement pour des jeunes à qui elle fournit des services de recherche et de publication sur des sujets les intéressant. Elle favorise également toutes les formes d'échange et de communication entre les jeunes soit en organisant des manifestations culturelles ou en ayant recours aux médias. De plus, elle joue un rôle de coordination à l'échelle nationale et agit comme groupe de pression. C'est ainsi que devant la montée du taux de chômage chez les jeunes au début des années 1980, la Fédération a pris position et a revendiqué des programmes d'emplois spécifiques pour les jeunes. Son siège social se situe actuellement à Ottawa.

FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS SAINT-JEAN-BAPTISTE DE L'ONTARIO. Fondée en 1939 à Ottawa, cette fédération réunit les sociétés* Saint-Jean-Baptiste des différentes villes ontariennes. En vue de coordonner leurs activités, elle offre les services d'un secrétariat provincial. Elle se donne pour but de regrouper les francophones de l'Ontario et de travailler au développement de leurs intérêts culturels, sociaux, éducatifs et commerciaux en décernant notamment des prêts et des bourses aux étudiants méritants et en favorisant l'établissement de bibliothèques, de caisses populaires et de coopératives. De plus, la Fédération se veut un agent de liaison entre l'Ontario français et les diverses communautés francophones à travers le continent. Elle publie, de façon intermittente, une revue : *La Source*.

FÉDÉRATION FÉMININE FRANCO-AMÉRICAINE. Fondée en 1951, la Fédération a son siège social à Lowell* au Massachusetts. Elle vise à réunir tous les groupes et organismes féminins existants afin de protéger les valeurs chrétiennes et de promouvoir la connaissance de

la langue et de la culture françaises par l'action des femmes. En 1982, elle comptait plus de 10 000 membres.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS. Organisme international créé en 1969 et regroupant quelque 63 associations, réparties dans 45 pays. Organisme de liaison et de service, il s'adresse aux enseignants de tous les niveaux, depuis la maternelle jusqu'à l'université, et embrasse tous les domaines où la langue française est enseignée. Ainsi la FIPF cherche à favoriser le développement des méthodes pédagogiques, à assurer les échanges et à promouvoir la diffusion de l'enseignement du français. De plus, la FIPF vise à stimuler le dialogue entre les cultures d'expression française et les autres. Pour ce faire, elle maintient des relations étroites avec divers organismes internationaux impliqués dans le développement culturel et linguistique, tels que l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française.

FÉDÉRATION NATIONALE DES SOCIÉTÉS DE GÉNÉALOGIE ET D'HISTOIRE FRANCO-AMÉRICAINE. Regroupement des sociétés de généalogie et d'histoire franco-américaines, effectué en 1981 à Manchester (New Hampshire) pour promouvoir la coopération de ces sociétés entre elles et assurer une liaison permanente avec des sociétés analogues du Québec. Elle aide à la formation de nouvelles sociétés, ranime les moins actives et encourage les autres. Elle fait circuler l'information, accrédite les généalogistes et sollicite des appuis gouvernementaux. Enfin, la Fédération encourage les auteurs d'ouvrages historiques et généalogiques et publie elle-même un bulletin intitulé *Gen/Histo-Gram*.

FÉNELON, FRANÇOIS DE SALIGNAC DE LAMOTHE. Prêtre-missionnaire (Sainte-Mondane, France, 1641 — 1679). Demi-frère de l'archevêque de Cambrai, l'écrivain français Fénelon, il entre au séminaire de Saint-Sulpice de Paris en 1665. Arrivé au Canada en 1667, il reçoit le sacerdoce de M^{gr} Laval en 1668. Fondateur de la première mission sulpicienne chez les Iroquois de Kenté, au lac Ontario (1668), il demeure dans la communauté autochtone jusqu'en 1670, puis retourne en France. Il revient au Canada en 1672 avec Frontenac. Fénelon met sur

ped une école pour les Indiens à Gentilly en 1673. Dénonçant les abus du gouverneur Frontenac (1674), il est vivement réprimandé par les autorités civiles et religieuses et doit regagner la France la même année. Il meurt à l'âge de 38 ans.

FERLAND, MARCIEN. Compositeur et professeur (Saint-Boniface, Manitoba, 4 août 1935 —). Après avoir étudié plusieurs instruments (dont le violon et la trompette), le solfège et l'orchestration, il devient maître de chapelle dans plusieurs paroisses, dont celle de la cathédrale de Saint-Boniface*. Il y dirige aussi la Chorale des Intrépides, spécialisée dans le folklore canadien-français. En 1965, il présente à l'Université du Manitoba une thèse de maîtrise intitulée *La métaphore musicale dans l'œuvre de Marcel Proust*. Professeur de français à l'Université de Winnipeg entre 1966 et 1973, Ferland quitte l'enseignement pour se consacrer à la composition et à la publication de nombreuses pièces musicales. Parmi ses œuvres, on compte *Chansons à répondre du Manitoba* (1979) et une cantate saisissante intitulée *La Basilique de Saint-Boniface*, dans laquelle il relate en musique l'histoire de cette cathédrale qui a été l'âme de la vie française à Saint-Boniface.

FERRON, MARIE-ROSE. Religieuse (Saint-Germain-de Grantham, Québec, 24 mai

1902 — Woonsocket, Rhode Island, 11 mai 1936). Née d'une famille québécoise qui émigre aux États-Unis alors qu'elle est en bas âge, Marie-Rose passe son enfance à Fall* River puis à Woonsocket.* Elle manifeste tôt une vive piété. À l'âge de vingt ans, elle devient infirme et ne peut se servir de ses jambes. Elle fait profession religieuse le 8 décembre 1928. On raconte qu'à sa mort, on a pu voir les traces d'une couronne d'épines sur son front. Surnommée la Stigmatisée de Woonsocket, on a, par la suite, attribué à son intervention de nombreuses faveurs obtenues. Sa vie et sa mort ont fait l'objet d'un livre intitulé *Couronnée d'épines*, publié en 1943 par l'abbé O.-A. Boyer.

FESTIVAL DE MUSIQUE ACADIENNE. Manifestation annuelle organisée depuis 1974 sous le patronage du Conseil* pour le développement du français en Louisiane afin de mettre en valeur la musique des francophones cajuns et créoles de cet État américain. Présentant surtout des musiciens engagés dans une carrière professionnelle, ce concert attire à chaque année jusqu'à 50 000 personnes. Tenu généralement les 21 et 22 septembre à Lafayette*, le Festival de la musique acadienne constitue l'un des principaux indicateurs de la vivacité et de l'évolution de la culture des Louisianais d'expression française.



Le Festival franco-ontarien

FESTIVAL DU VOYAGEUR. Organisation d'activités ou d'œuvres de bienfaisance fondée en 1970 à Saint-Boniface* (Manitoba). Ses activités culminent en une fête communautaire annuelle, un festival d'hiver à caractère historique et culturel, qui met en relief et valorise le patrimoine des Franco-Manitobains. Elle comprend des activités scolaires et récréatives, tels des courses de chiens, un casino, un bal, des relais et des spectacles de toutes sortes.

FESTIVAL FRANCO-ONTARIEN. Rassemblement et manifestation culturelle annuels qui ont lieu en juin de chaque année, à Ottawa, depuis 1975. D'une journée qu'il était au début, le Festival franco-ontarien dure maintenant dix jours et attire plus de 175 000 personnes. Il comprend toute une gamme d'activités artistiques et récréatives, des danses, des films, des expositions, du théâtre et surtout des spectacles d'artistes venant de tout le Canada français qui constituent le clou de la fête. Le Festival est l'une des plus imposantes manifestations de la francophonie canadienne à l'extérieur du Québec.

FÊTE DE LA SAINT-JEAN-BAPTISTE. En 1834, à l'instigation de Ludger Duvernay*, saint Jean-Baptiste est formellement adopté comme pa-

tron des Canadiens français. La même année, la Société* Saint-Jean-Baptiste est créée et la première fête officielle de la Saint-Jean est célébrée le 24 juin. Progressivement, des fêtes de la Saint-Jean sont célébrées partout où se trouvent des Canadiens français en Amérique du Nord.

D'abord d'inspiration nationaliste, la Saint-Jean change de caractère et, des années 1870 aux années 1960, elle est davantage religieuse que nationaliste alors que les rites traditionnels l'emportent sur le sens politique original de la Saint-Jean-Baptiste. Durant les années 1960, à la faveur de la montée du nationalisme québécois, le caractère politique de la fête est restauré. Aussi bien au Québec qu'à l'extérieur du Québec, la fête de la Saint-Jean a des allures champêtres et elle inclut généralement une messe et une parade au cours de laquelle un enfant accompagné d'un agneau personnifie saint Jean-Baptiste. Un feu traditionnel clôture la fête. Dans la fête moderne, des spectacles d'artistes ont supplanté la parade et la messe est généralement délaissée. Au Québec, elle a été rebaptisée Fête nationale des Québécois en 1977. Ailleurs, la fête de la Saint-Jean-Baptiste continue d'être un jour de ralliement important pour les francophones, sans la dimension politique qu'elle revêt au Québec.



La fête de la Saint-Jean-Baptiste à Saint-Jacques d'Embrun en Ontario, 1897

FEUILLE D'ÉRABLE, LA. Fondé par le sénateur Gustave Lacasse*, en 1931 à Tecumseh*, Ontario, cet hebdomadaire d'inspiration libérale et nationaliste, se porte à la défense de la minorité francophone des comtés ontariens d'Essex et de Kent. Ce journal bilingue, puisque la dernière page intitulée *The Maple Leaf* est rédigée en anglais, est l'œuvre d'un homme, le sénateur Lacasse, qui rédige à lui seul presque tout le journal en empruntant plusieurs pseudonymes. Les fils du sénateur prendront la relève de 1953 à 1958, année où le journal cesse d'être publié.

FILIATRAULT, MAURICE. Banquier et administrateur (Verrier, Ontario, 14 octobre 1925 —). D'abord employé par la Banque Canadienne Nationale dont il est gérant de succursales au Québec, il devient, en 1962, président de Brazeau Transport Inc., la plus importante compagnie de transport routier au Québec et l'une des plus importantes au Canada. Il est aussi membre, administrateur ou président de plusieurs associations et de corporations industrielles régionales, provinciales et nationales.

FILLES DE JÉSUS. Fondée en 1834 en Bretagne (France), la congrégation arrive en Amérique (New York) en 1902, et s'installe à Saint-Albert (Alberta) l'année suivante. Elle se consacre à l'enseignement et au soin des malades. Ainsi, la congrégation érige de nombreux établissements d'enseignement et des hôpitaux dans l'Ouest (canadien et américain), notamment à Edmonton, Morinville et Picardville (Alberta), à Modesto (Californie) et Lewiston (Montana), ainsi qu'à Moncton, Dalhousie, Grand'Anse (Nouveau-Brunswick) et à Sydney et Chéticamp (Nouvelle-Écosse).

FILLES DE LA CROIX, DITES SŒURS DE SAINT-ANDRÉ. Fondée en France en 1805, la congrégation arrive au Canada en 1904, à la demande de M^{gr} Langevin*, archevêque de Saint-Boniface. Elle se consacre à l'enseignement, puis au soin des pauvres et des malades. Ainsi, un premier établissement voit le jour à Saint-Malo (Manitoba) dès 1904. Plus tard, d'autres maisons d'enseignement sont érigées, dont six au Manitoba et cinq en Saskatchewan : Saint-Adolphe (Manitoba) en 1906, Winnipeg, La Flèche

(Saskatchewan) en 1915 et Willow Bunch (Saskatchewan) en 1914.

FILLES DE LA PROVIDENCE (DE SAINT-BRIEUC). Fondée en Bretagne (France) en 1818 par Jean-Marie-Robert de La Mennais et Marie-Anne Cartel, la congrégation envoie des religieuses au Canada, en 1897, à la demande de M^{gr} Pascal*, évêque de Prince-Albert (Saskatchewan). Elles s'établissent d'abord à Saint-Louis (Saskatchewan) où elles se consacrent à l'enseignement de jeunes filles et au soin des malades. Au cours des années suivantes, des écoles sont ouvertes un peu partout à travers la Saskatchewan et l'Alberta afin de permettre aux étudiants de recevoir un enseignement bilingue. Ainsi, des établissements sont érigés notamment à Prud'homme (Saskatchewan), à Vegreville (Alberta) ainsi qu'à Saskatoon et à Prince-Albert.

FILLES DE LA SAGESSE. Fondée à Poitiers (France) en 1703 par Louis-Marie de Montfort et Marie-Louise Trichet, la congrégation s'établit au Québec en 1884. Depuis un siècle, cette communauté de femmes se consacre aux soins des malades et des orphelins ainsi qu'à l'enseignement français en Ontario, notamment à Ottawa (1891) où elle fait ériger l'hôpital Montfort en 1952. Les filles de la Sagesse s'installent également en Alberta (1911) et en Saskatchewan ainsi qu'à Edmundston (Nouveau-Brunswick) dès 1905. Administrant des hôpitaux, des orphelinats et des écoles, la congrégation s'est aussi implantée aux États-Unis dans les États du Maine, de New York, de Virginie et du Connecticut (1949).

FILLES DE MARIE DE L'ASSOMPTION. Fondées à Campbellton (Nouveau-Brunswick) en 1922 par M^{gr} Louis-Joseph Melanson* sous le nom d'Association des institutrices de l'Académie de l'Assomption, elles prennent le nom de Filles de Marie de l'Assomption lors de leur érection canonique en 1924. M^{gr} Melanson met sur pied cette association dans le but d'instituer un ordre religieux qui se consacrerait à l'enseignement dans les paroisses privées d'écoles catholiques. Ainsi, de nombreux établissements voient le jour au Nouveau-Brunswick, notamment à Saint-Quentin (1924), Bathurst (1937), Edmundston (1939), Moncton (1947), Richibouctou (1948), Balmoral (1952), Paquetville (1960), ainsi qu'à Yarmouth (Nouvelle-Écosse) en 1955.

FINN, GILBERT. Homme d'affaires (Inkerman, Nouveau-Brunswick, 3 septembre 1920 —). Après des études à l'Université* Laval, il se dirige vers le domaine de l'assurance-vie où il assume plusieurs postes de direction. Ainsi, il entre au service de l'Assomption mutuelle d'assurances-vie en 1950 et il devient le président du comité exécutif dès 1969. Parallèlement, il cumule les charges de président (1963-1964) puis de directeur (1965-1968) de l'Union des mutuelles-vie françaises et, de 1969 à 1980, il est directeur de l'Association canadienne des compagnies d'assurances-vie. À la même époque, il s'intéresse au développement économique des provinces maritimes. De 1962 à 1968, il est membre du Conseil économique des provinces de l'Atlantique et du Conseil économique du Canada (1973-1976). Il est également le président-fondateur du Conseil économique acadien (1900) ainsi que directeur de l'Institut du mouvement coopératif acadien (1978-1980). Il occupe le poste de recteur de l'Université* de Moncton depuis 1980.

FISSET, Pierre. Prêtre (Ancienne-Lorette, Québec, 28 mai 1840 — Chéticamp, Nouvelle-Écosse, 18 avril 1909). Ordonné prêtre en 1864, il enseigne d'abord à l'Université d'Antigonish en Nouvelle-Écosse (1864-1865). Il est ensuite nommé curé à Havre Boucher, une localité située à 49 km au sud-est d'Antigonish (1865-1875). Mais il a surtout marqué Chéticamp* où il fut curé pendant 34 ans, de 1875 à 1909. Soucieux d'assurer les meilleures conditions au développement spirituel de ses fidèles, il fonde la paroisse voisine de Saint-Joseph-du-Moine (1879). Il s'intéresse également à l'essor matériel de la région ; il dirige plusieurs entreprises, dont un magasin qui devient un important comptoir du Havre. Il achète poissons et bétail pour les revendre sur les marchés extérieurs et se porte acquéreur d'une homarderie et d'un moulin à farine. Il construit un quai au Havre en 1888 et à La Pointe en 1904. Le père Fiset est propriétaire de grands domaines, dont une importante ferme privée, destinée à encourager l'agriculture chez les Chéticantins. Il devient en 1907 président de la Great Northern Mining Company qui opère une mine de plâtre active de 1907 à 1913. Ses nombreuses activités insufflent une prospérité remarquable à la fin du XIX^e siècle à l'agglomération de Chéticamp.

FISHER BRANCH. Petite localité située à 154 kilomètres au nord de Winnipeg, le long de la voie ferrée du Canadien National. Population totale : 2 321 habitants. Déjà connue sur le nom Rivière-Pécan ou Rivière-aux-Pécans, son nom atteste l'importance des fourrures dans cette communauté puisque le « pécan » (martre) abondait déjà dans cette région. Simple mission de 1909 à 1911, elle attire une cinquantaine de colons francophones vers 1914. Ces colons rejoignent les quelques familles de Métis* qui y habitaient déjà. Les habitants vivent d'agriculture mixte et de l'industrie laitière. Population francophone : 155.

FITCHBURG et LEOMINSTER. Villes du Massachusetts situées côte à côte à environ 70 km au nord-ouest de Boston. Population totale : 43 343 habitants (Fitchburg) et 34 318 habitants (Leominster). Situées toutes deux sur la rivière Nashua, elles attirent des manufacturiers de petite et moyenne envergure grâce aux ressources hydro-électriques de la rivière. Vers les années 1880-1890, des Québécois y affluent en quête d'emploi. Ils fondent les paroisses Immaculée-Conception (1886), Saint-Joseph (1890) et Saint-François d'Assise (1903) à Fitchburg et la paroisse Sainte-Cécile à Leominster. Le journal *La Liberté*, établi à Fitchburg, sert pendant plus d'un demi-siècle (1908-1965) de lien privilégié de communication pour les francophones de ces deux villes. Population francophone : 10 195 (Fitchburg) et 6 798 (Leominster).

FIVE FINGERS : voir SAINT-QUENTIN

FLAMAND, JACQUES. Traducteur et écrivain (Le Puy-en-Velay, France, 12 juillet 1935 —). Docteur en théologie, licencié en philosophie, en anglais, en psychologie et en lettres modernes, Jacques Flamand enseigne de 1961 à 1973 dans diverses institutions en France et au Canada. Il occupe le poste de traducteur-réviseur au Secrétariat d'État de 1970 à 1975 ; il devient ensuite chef-traducteur au Conseil des Arts du Canada. Et de 1981 à 1986, il est directeur du Programme des langues officielles au Conseil des arts du Canada. Il est également vice-président de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario. Il a publié une dizaine de livres sur la théologie, la traduction et la poésie ainsi que des recueils de poèmes et de nom-

breux articles de journaux et de revues. En 1982, il participe à la fondation et devient le premier président des Éditions* du Vermillon. À compter de 1986, il se consacre à temps plein à l'édition.

FLORIDE. Depuis la cession de la Floride par l'Espagne aux États-Unis, en 1819, les francophones y sont venus en trois temps. On trouve un premier groupe – le moins important des trois sur le plan numérique – dès la fin du XIX^e siècle lorsque sont entrepris de vastes travaux de défrichement des nouvelles terres dans le nord de l'État. Quelque 500 francophones du Québec s'établissent alors dans la région du Pensacola pour pratiquer l'agriculture. Ils fondent bientôt un village, Béliandville, mais, isolés, ils s'intègrent rapidement à la société américaine. Plus tard, dans la foulée du New Deal, une vingtaine de milliers de Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre immigrent en Floride, participent aux travaux de défrichement du sud de l'État et trouvent du travail dans les usines et entreprises de service de Miami. Après la seconde guerre mondiale, l'industrie touristique de Floride connaît un essor considérable. Les premiers francophones à découvrir les attraits touristiques de la Floride sont les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre qui apprécient surtout la région de Miami Beach. À partir des années 1960, à la faveur de la croissance économique, des milliers de Québécois découvrent à leur tour la Floride. Privilégiant la côte est de l'État – Hollywood, Fort Lauderdale et West Palm Beach –, ils y créent leurs propres structures d'accueil. Touristes pour la plupart retraités, ils ont le loisir de prolonger leurs séjours en Floride, s'y achètent souvent des maisons et dans plusieurs cas deviennent des résidents permanents. Venu tard dans la vie sous le soleil de Floride, ils restent culturellement attachés au Québec. Ils cherchent d'ailleurs à le transposer dans leur nouveau milieu de vie en se donnant des clubs sociaux, comme les Richelieu, et des journaux français comme *Le Soleil de Floride*. Grâce aux moyens de transport rapides et aux liaisons très fréquentes, les journaux québécois quotidiens sont largement diffusés dans ces milieux francophones. Bien qu'aucune statistique ne soit disponible, on estime qu'entre 500 000 et 800 000 Québécois passent plus de trois semaines chaque hiver en Floride. Le nombre de Québé-

cois ayant décidé de s'installer en permanence en Floride est considérable mais difficile à estimer.



L'hôtel Norman à Miami

FOISY, JOSEPH-ALBERT. Journaliste (New-Bedford, Massachusetts, 6 février 1887 – Miami, Floride, 26 avril 1952). Diplômé de l'Université Laval, il collabore d'abord à *L'Action catholique* de Québec puis devient, en 1917, rédacteur en chef du quotidien *Le Droit* d'Ottawa. Il émigre au Rhode Island en 1924 et devient directeur du journal *La Sentinelle* de Woonsocket*, journal fondé pour contrer la politique assimilatrice de l'évêque de Providence (Rhode Island). En 1925, il passe au *Daily Tribune*. L'année suivante il se tourne contre les Sentinellistes*. En 1929, il quitte le journalisme pour l'enseignement dans un High School de Fall River. Il a publié avec Luc Bérard *Plus qu'elle-même !*, roman patriotique qui raconte l'histoire d'une jeune canadienne française de Fall River, venue enseigner en Ontario.

FONDATION CULTURELLE ACADIENNE. Créée à Caraquet* en 1981 par un groupe de citoyens désireux d'assurer l'avenir culturel des Acadiens, la Fondation se donne comme objectif à long terme de recueillir un million de dollars. Ces fonds serviraient éventuellement à aider les organismes culturels, sensibiliser les secteurs publics et privés à la culture acadienne et à publier une revue de diffusion, promotion et coordination des activités culturelles acadiennes. En 1986, la Fondation possède un actif de 175 000 dollars.

FONDATION DONATIEN FRÉMONT : voir **FRÉMONT, DONATIEN**

FONDATION FRANCO-ONTARIENNE. En octobre 1985, l'Association* canadienne-française de l'Ontario (ACFO) suscite la création de la Fondation franco-ontarienne. Officiellement lancée le 30 janvier 1986, cette corporation sans but lucratif et autonome vise à doter la collectivité franco-ontarienne d'un levier financier indépendant et permanent. Son mandat est de recueillir, d'administrer, de redistribuer et de gérer des fonds au profit de projets communautaires franco-ontariens. Le choix des projets se fait principalement dans les domaines de l'éducation, des arts et de la culture. Cette fondation est gérée par un conseil d'administration indépendant, dont le premier président est Roger Guindon*.

FONDATION LIONEL-GROULX. Institué en 1956 à Outremont (Québec), la Fondation a pour but premier de favoriser l'étude de l'histoire du Canada et du fait français en Amérique. Pour ce faire, la Fondation aide l'Institut* d'histoire de l'Amérique française et la *Revue d'histoire de l'Amérique française*. Elle organise aussi des concours et octroie des bourses. La Fondation possède une bibliothèque de plus de 12 000 volumes, de 3 000 brochures, de périodiques canadiens, américains et européens et a également plusieurs fonds d'archives.

FONTAINE, FRANK. Comédien (Cambridge, Massachusetts, 19 avril 1920 — Spokane, Washington, 4 août 1978). Fils d'un père canadien-français et d'une mère irlandais-écossaise, il tient son premier rôle dès l'âge de neuf ans dans la comédie *The Daddy Sunshine*. Poursuivant sa carrière au théâtre, à la radio et au cinéma, il parcourt le Canada et les États-Unis et acquiert une

certaine célébrité dans les années cinquante avec sa participation aux films *Nancy Gæs Back to Rio* (1949), *Stella* et *Call Me Mister* (1950), *The Marriage Brother* (1951). C'est cependant sa participation régulière au « Jackie Gleason Show » qui l'aura consacré comme vedette du showbiz américain.

FONTAINE, L.J. OSCAR. Compositeur et professeur (Saint-Hyacinthe, Québec, 4 juillet 1878 — New Bedford, Massachusetts, 3 mars 1950). Il étudie le piano à Québec et à Montréal, où il se familiarise aussi avec l'orgue. Il développe son talent sous l'influence des grands maîtres de cette discipline. Organiste-assistant à la cathédrale de Saint-Hyacinthe, à l'église Notre-Dame de Fall* River (1904-1910) et à New* Bedford à compter de 1910, il se consacre aussi à l'enseignement privé et à la composition musicale. Ses travaux sont publiés à Montréal, à Boston et à Philadelphie.

FONTAINE, RENÉ. Homme politique (Hearst, Ontario, 5 novembre 1933 —). Après avoir étudié l'administration des affaires à l'Université d'Ottawa, il revient à Hearst et prend la direction de l'entreprise familiale de transformation du bois de construction. Il se lance en politique municipale et devient échevin de 1963 à 1966 et maire de Hearst de 1968 à 1980. Pendant ce temps, il fonde l'Ontario Lumber Manufacturers Association. Élu député libéral de Cochrane-Nord à l'Assemblée législative ontarienne lors du scrutin de 1985, René Fontaine est appelé à faire partie du gouvernement comme ministre des Affaires du Nord et des Mines. Face à un présumé conflit d'intérêts, il se voit contraint de démissionner, puis se représente à des élections partielles qu'il remporte en août 1986. Toutefois, il ne réintègre pas le Cabinet provincial.

FORBES, GUILLAUME. Archevêque (Île Perrot, Québec, 10 août 1865 — Ottawa, Ontario, 22 mai 1940). Ordonné prêtre en 1888, il exerce le ministère paroissial à Caughnawaga, à Sainte-Anne-de-Bellevue et à Montréal avant d'être sacré évêque de Joliette (1913) puis archevêque d'Ottawa* (1928-1940). Durant son épiscopat à Ottawa, il fait venir un grand nombre de congrégations religieuses et fonde six paroisses. Il est le premier responsable de la fondation du Séminaire

de l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages en iroquois.

X FOREST, GEORGES. Assureur (La Salle, Manitoba, 1924 — 1990). Navigateur dans l'armée de l'Air canadienne, enseignant à Winnipeg*, puis assureur, il devient président de l'Agence Assurances Forest Ltée en 1948. Fondateur de cinq caisses populaires et président de l'une d'elles, membre fondateur du Club Richelieu* de Saint-Boniface*, vice-président de la Société* canadienne du français à l'université, membre de la Société* franco-manitobaine, il gagne la notoriété quand, en 1976, il refuse de payer une contravention libellée en anglais seulement. Forest obtient gain de cause devant les tribunaux et fait reconnaître le caractère bilingue du Manitoba.

FOREST, LÉONARD. Cinéaste et écrivain (Chelsea, Massachusetts, 17 janvier 1928 —). Venu au Nouveau-Brunswick avec sa famille, il étudie au Collège Saint-Joseph de Memramcook et il pratique pendant quelques temps le métier de journaliste à *L'Évangéline**. En 1953, il devient réalisateur à l'Office national du film, où il fait plusieurs films sur les Acadiens, dont *Les Aboiteaux* (1955), *Acadie Libre* (1969) et *Les Canadiens de la dispersion* (1967). Il compose aussi de nombreux poèmes et nouvelles qu'il publie dans diverses revues. Son premier recueil de poésies intitulé *Saisons antérieures* paraît en 1973, suivi d'une autre, en 1979, *Comme en Florence*, qui lui vaut le prix France-Acadie.

FORESTIERS FRANCO-AMÉRICAINS, ORDRE DES. Fondée en 1905 à Woonsocket* (Rhode Island), cette société mutuelle d'assurances-vie reçoit sa charte en 1906. Issu de l'Ordre des forestiers d'Amérique (société mutuelle d'assurances-vie catholique et surtout irlandaise), l'Ordre des Forestiers franco-américains voit le jour lorsque des Franco-Américains de Woonsocket, mécontents de voir l'Ordre diffuser sa documentation en langue anglaise seulement, ce qui était contraire à la constitution de la société, se détachent de cette dernière pour fonder leur propre société. Progressivement, des sections locales dans presque toutes les communautés franco-américaines suivent l'exemple et se joignent à l'Ordre des forestiers franco-américains. L'Ordre publie pendant un certain temps un bulletin appelé *Le Forestier*. L'Ordre devient une société

fraternelle en 1932, puis fusionne avec l'Association* canado-américaine en 1938.

FORGET, AMÉDÉE. Homme politique (Marieville, Québec, 12 novembre 1847 — Ottawa, Ontario, 8 juin 1923). Admis au barreau du Québec en 1871, il est nommé secrétaire de la Commission chargée d'examiner et de régler les réclamations des Métis des Territoires du Nord-Ouest en 1875. Greffier de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest (1888), puis lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest (1898-1905), il devient le premier lieutenant-gouverneur de la Saskatchewan (1905-1910). Il est nommé sénateur en 1911.

FORGET, JEAN-URGEL. Curé (Saint-Janvier, Québec, 27 janvier 1862 — Ottawa, Ontario, 24 février 1946). Il fait ses études au Séminaire de Sainte-Thérèse (Québec) et est ordonné prêtre à Ottawa* en 1887. Arrivé à Embrun* comme curé en 1896, il s'y révèle un excellent administrateur, réussissant à payer les dettes de la paroisse tout en faisant réparer l'église. Il obtient à Embrun une école-modèle en 1925 et une école secondaire bilingue en 1935. Nommé chanoine en 1945, il meurt l'année suivante.

FORGET, ULYSSE. Médecin (Versailles, Québec, 7 septembre 1898 —). Diplômé en médecine de l'Université de Montréal en 1927, il pratique d'abord à Palmer (Massachusetts) puis, en 1928, à Warren (Rhode Island). Il se spécialise en oto-rhino-laryngologie. Il enseigne l'ophtalmologie à l'hôpital St. Ann de Fall* River (Massachusetts). Président de l'Association franco-américaine des médecins de Nouvelle-Angleterre, il s'intéresse également à l'histoire et publie, en 1952, *La Paroisse Saint-Jean-Baptiste de Warren, État du Rhode Island*.

FORT BRISEBOIS : voir CALGARY

FORT CATARAQUI : voir KINGSTON

FORT DES PRAIRIES : voir EDMONTON

FORT ELLICE : voir SAINT-LAZARE

FORT FRONTENAC : voir KINGSTON

FORT GARRY : voir WINNIPEG

FORT GEORGES : voir PRINCE GEORGE

FORTIER : voir SAINT-EUSTACHE

FORTIN-TERRIEN, YVONNE. Bénévole (Hull, Québec, 1910 — Amos, *ibid.*, 3 mai 1982). Après des études à l'Institut dominicain de philosophie d'Ottawa, elle devient très active dans la communauté catholique francophone d'Ottawa*. En 1940, elle va s'établir à Victoria* (Colombie-Britannique). Tour à tour, elle participe activement à la fondation du Club canadien de Victoria (1941), de la Fédération* canadienne-française de la Colombie-Britannique (1945) et, en 1957, à l'établissement de la première paroisse francophone de Victoria, la paroisse Saint-Jean-Baptiste.

FORT KAMINISTIQUIA : voir FORT WILLIAM

FORT KAMINISTIQUIA : voir THUNDER BAY

FORT LA JONQUIÈRE : voir CALGARY

FORT LA PRÉSENTATION : voir OGDENSBURG

FORT-LA-REINE : voir PORTAGE-LA-PRAIRIE

FORT-LAWRENCE : voir BEAUBASSIN

FORT McMURRAY. Ville de l'Alberta située au nord de la province, au confluent des rivières Athabasca et Clearwater. Population totale : 31 000 habitants. Poste de traite de la Compagnie* de la baie d'Hudson dès 1870, Fort McMurray a attiré de nombreux francophones, comme en témoigne l'établissement d'une paroisse catholique et française (Saint-Jean-Baptiste) dès 1853. La ville doit aujourd'hui sa notoriété et sa prospérité aux sables bitumineux qui l'entourent et qui, au cours des années 1970, attirent un certain nombre de Québécois en quête d'emplois. Population francophone : 1 420.

FORT MICHILLIMAKINAC : voir MICHILIMAKINAC

FORT NORMANDEAU : voir RED DEER

FORT ONTARIO : voir OSWEGO

FORT ORANGE : voir ALBANY

FORT PONTCHARTRAIN : voir DÉTROI

FORT ROUGE : voir WINNIPEG

FORT ROUILLÉ : voir TORONTO

FORT SACKVILLE : voir VINCENNES

FORT SAINT-CHARLES : voir LAC-DES-BOIS

FORT SAINT-JEAN-BAPTISTE : voir NATCHITOCHE

FORT-WILLIAM. Ancienne municipalité de l'Ontario située sur la rive ouest du lac Supérieur, jumelée en 1970 à Port-Arthur pour former l'agglomération urbaine de Thunder* Bay. Fondé comme poste de traite en 1671 sous le nom de Fort-Kaministiquia, Fort-William était un relais important sur la route d'accès des voyageurs aux fourrures de l'ouest. Duluth* et La* Vérendrye s'y sont arrêtés, comme tant d'autres explorateurs et commerçants. À une époque plus récente, Léo-Paul Desrosiers* l'immortalise dans son roman sur le commerce des fourrures, *Les Engagés du Grand Portage* (1938). Le fort reconstitué est aujourd'hui une attraction touristique de Thunder Bay.

FORT YORK : voir TORONTO

FOURCHE DE LA RIVIÈRE ROUGE : voir SAINT-BONIFACE

FOURNIER : voir CASSELMAN

FOURNIER, CAMILLE. Instituteur (Beauharnois, Québec, 1890 — Saint-Boniface, Manitoba, 4 mars 1962). Il émigre au Manitoba en 1911 et enseigne à Haywood pendant deux ans. Il poursuit ensuite sa carrière d'instituteur à l'Institut Provencher de Saint-Boniface* durant 43 ans. Parallèlement, il obtient, en 1942, un doctorat en pédagogie de l'Université de Montréal. Président des Instituteurs bilingues en 1915 et 1916, il est membre-fondateur de l'Association* d'éducation des Canadiens-Français du Manitoba (AECFM) et vice-président de cet organisme de 1936 à 1940. Il est aussi président de l'Union régionale de l'Association* catholique de la jeunesse canadienne-française (1930-1934) et membre du Comité permanent de la Survivance française en Amérique (1944-1948).

FOURNIER, EDGAR. Homme politique (Saint-Basile, Nouveau-Brunswick, le 1^{er} juin 1908 —). Directeur du New Brunswick Vocational Institute, il est élu pour la première fois

à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick en 1952 et réélu en 1956, comme représentant de Madawaska. Défait en 1960, il passe à la scène fédérale et est élu en 1961 député conservateur de Restigouche-Madawaska. Il est délégué du Canada à plusieurs conférences du Commonwealth. Défait à l'élection générale de 1962, il est nommé au Sénat le 24 septembre de la même année. Il représente le Canada auprès du Marché commun européen en 1978 et en 1979. Il se retire de la vie publique en 1983.

(STEPHEN)

FOURNIER, JEAN-ÉTIENNE. Homme d'affaires et maire (Trois-Pistoles, Québec, 27 décembre 1852 — Sudbury, Ontario, 11 février 1929). Arrivé à Sudbury en 1884, il devient le premier maître de poste officiellement nommé par le gouvernement fédéral, fonction qu'il occupera pendant 13 ans. L'année suivante, il se lance en affaires et inaugure le seul magasin général de cette ville naissante. Participant activement à la fondation de Sudbury, Jean-Étienne Fournier remporte les élections qui en font le premier maire de l'histoire de cette ville minière. Il joue un rôle de premier plan dans la création d'institutions scolaires, dont le Collège* du Sacré-Cœur (1913).

FOURNIER, MICHEL. Homme politique (Pointe-Verte, Nouveau-Brunswick, 29 septembre 1905 —). Bachelier ès arts de l'Université* Saint-Joseph au Nouveau-Brunswick, il étudie la théologie pendant un an au séminaire de Halifax*, puis les sciences sociales à l'Université Saint-François-Xavier. Agriculteur, il contribue dès 1935 à la promotion des Caisses* populaires en organisant des cercles d'études. Il est le premier président de la caisse de Pointe-Verte de 1937 à 1943. Élu député libéral de Gloucester à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick en 1945, il occupe les fonctions de ministre de l'Industrie et du Commerce de 1960 à 1963. Nommé vice-président de la Commission des accidents de travail en 1963, il accède au Sénat en 1971.

FOURNIER, ROBERT. Professeur et consultant en langues étrangères (Allentown, New Hampshire, 1936 —). Bachelier ès arts de l'Université du New Hampshire en 1962, il poursuit ses études de français à l'Université de Boston jusqu'en 1973. Il obtient un doctorat en éducation au Rhode Island College en 1980. Depuis 1967, il coordonne et dirige le programme d'édu-

cation en langues étrangères pour l'État du New Hampshire. Membre de nombreux organismes, tels le Conseil américain de l'enseignement des langues étrangères et l'Association nationale pour l'éducation bilingue, il est élu premier vice-président de l'Association* des Franco-Américains en 1981. Il est aussi l'auteur de plusieurs publications portant sur l'étude des langues étrangères.

FRANC CANADIEN, LE : voir CANADIEN FRANÇAIS, LE

FRANCHÈRE, GABRIEL. Trafiquant de fourrures et voyageur (Montréal, Québec, 3 novembre 1786 — Saint-Paul, Minnesota, 1856). Il entre au service de la Pacific Company de New York*, comme commis en 1810. Il est envoyé par la suite sur la côte ouest et y reste quatre ans, faisant preuve d'une grande habileté dans le commerce et d'une grande facilité pour les langues indigènes. Revenu à Montréal en 1814, il y publie six ans plus tard *Relation d'un voyage sur la Côte du Nord-Ouest de l'Amérique septentrionale*. Il termine ses jours comme chef de la maison Franchère et C^{ie} à New York.

FRANCISCAINS. Branche des Frères mineurs, fondée par saint François d'Assise. La présence des franciscains au Canada remonte à la fin du XIX^e siècle, lorsqu'on fait appel à eux pour établir de nouvelles paroisses et diffuser un enseignement catholique en français à travers le pays. C'est ainsi qu'en 1909, ils viennent s'établir à Edmonton (Alberta) à la demande de M^{gr} Legal*, évêque de Saint-Albert, et y ouvrent, en 1925, un collège classique. On les retrouve également à Regina (1922) et Vancouver (1924). À la même époque, ils s'installent à Ottawa (1919), Welland et Niagara Falls ainsi que dans les provinces maritimes, notamment à Edmundston en 1924.

FRANCO, LE. Hebdomadaire de l'Alberta fondé en 1928 à Edmonton* par la Congrégation des Oblats* et par Rodolphe Laplante, rédacteur du *Courrier de l'Ouest**. Il s'appelle d'abord *La Survivance*, puis, en 1967, le *Franco-albertain** et il prend son nom actuel en 1979. Journal d'inspiration chrétienne, orienté vers la défense et la promotion du fait français et des francophones en Alberta, il devient en 1975 la propriété de l'Association* canadienne-française de l'Alberta, qui en

fait son organe officiel. En 1985, son tirage dépasse les 3 000 exemplaires.

FREDERICTON. Capitale du Nouveau-Brunswick située à mi-chemin entre Moncton et Edmundston. Population totale : 43 723 habitants. D'abord appelée Sainte-Anne puis Sainte-Anne-des-Pays-Bas, Fredericton reçoit son nom actuel du Prince Frédéric d'Osnabourg. En 1743, le gouverneur Villebon accorde à son chef de milice, Gabriel Bellefontaine, les terres du village de Sainte-Anne. Puis, arrivent des fugitifs de Port-Royal, de la vallée d'Annapolis et de Beauséjour et on assiste alors à la fondation de Fredericton. En 1759, les Acadiens sont forcés de fuir la région. Après la guerre d'Indépendance américaine, plusieurs Loyalistes occupent les emplacements et déclarent Fredericton capitale du Nouveau-Brunswick en 1784. Quarante ans plus tard, des francophones réintègrent la ville et Fredericton abrite alors une première paroisse francophone. Le plus important contingent de francophones, des fonctionnaires pour la plupart, s'établit à Fredericton au cours des années soixante et soixante-dix à la suite de la promulgation du statut officiel du français dans la province. Le Cercle français tient sa première réunion en 1958 et ouvre une école française en 1965. À cela s'ajoutent le Centre culturel Sainte-Anne et une école secondaire française créés à la fin des années soixante-dix. Population francophone : 2 605.

FREDETTE, PAUL. Chanteur (Saint-Jean-Baptiste, Manitoba, 17 mars 1928 —). Il étudie le chant avec Herbert Sadler, Doris Mills Lewis et Max Kaplick à Winnipeg*. Il tient d'abord des rôles de soutien avec la Canadian Opera Company et le Golden Voices Opera du Manitoba. Avec le St. Paul Civic Opera, il est le Héraut dans *Lohengrin*. En 1960, il joue Arbel dans *Pelléas et Mélisande*, production de « L'Heure du concert » à la télévision de la Société* Radio-Canada. Soliste invité de la chorale Bach de Montréal et de l'Orchestre symphonique de Winnipeg, vedette de plusieurs opérettes à Winnipeg, il tient le rôle du duc de Trop dans l'enregistrement de *The Widow* de Calixa Laval-lée*.

FREMONT, CHARLES. Militaire, explorateur, homme politique et homme d'affaires (Savannah, Georgie, 21 janvier 1813 — New York, 13 juillet

1890). Après des études au Charleston College à Charleston (Virginie), Fremont devient instituteur jusqu'en 1833. Il sert ensuite l'armée américaine comme explorateur-topographe jusqu'en 1844. Pendant la guerre du Mexique, en 1846, il prend la Californie et convainc le gouvernement américain d'en faire un état. Ayant perdu le poste de gouverneur, il conduit de nouvelles expéditions vers le Pacifique à partir de 1848. En 1850, il devient le premier sénateur de Californie, ainsi que le premier sénateur d'origine canadienne-française des États-Unis. Six ans plus tard, il se porte candidat républicain pour la présidence des États-Unis. Il se tourne ensuite vers les affaires, devient président et promoteur de la compagnie Memphis & El Paso. De 1878 à 1883, il est nommé gouverneur de l'Arizona, puis il réintègre l'armée comme major général.

FRÉMONT, DONATIEN. Journaliste et historien (Erbray, France, 7 janvier 1881 — Montréal, 1967). Arrivé à Montréal en 1904, il se rend en Saskatchewan en 1906 pour y cultiver la terre. Rédacteur au *Patriote* de l'Ouest* de Prince-Albert*, il dirige, à compter de 1925, *La Liberté** de Winnipeg*. Il travaille ensuite pour la Commission de l'Information en temps de guerre à Ottawa* (1941-1947) et termine sa carrière comme rédacteur du *Canada* de Montréal (1947-1953). Chevalier de la Légion d'honneur, il est aussi l'auteur d'études historiques, dont *Français dans l'Ouest canadien* (1959). Par ailleurs, la Fondation Donatien Frémont, créée en son honneur, est administrée par l'Association* de la presse francophone hors Québec. Elle vise à encourager la formation de jeunes journalistes francophones grâce à l'octroi de bourses d'études post-secondaires.

FRENCH RIVER : voir RIVIÈRE DES FRANÇAIS

FRENCHTOWN : voir MAILLARDVILLE

FRENIÈRE, MAXIME. Écrivain et dessinateur industriel (Sainte-Hyacinthe, Québec, 23 avril 1880 — après 1957). Alors qu'il est enfant, sa famille s'installe à Rutland (Vermont), où il fait ses études primaires. Puis il étudie quelque temps au Collège de Farnham (Québec) et revient aux États-Unis où il fait des études en dessin industriel au Massachusetts. Il fait une carrière de des-

sinateur industriel travaillant pour diverses compagnies à partir de 1900, à Springfield* principalement, jusqu'à sa retraite en 1949. Fêré d'histoire régionale, Frenière collectionne de nombreux ouvrages, textes et coupures de journaux concernant les francophones des États-Unis et du Canada. Il écrit également de nombreux articles qui paraissent dans divers journaux francophones de la Nouvelle-Angleterre. Très actif dans le milieu franco-américain, il s'intéresse au système coopératif et fonde à Springfield, en 1931, la Caisse populaire franco-américaine. On le retrouve également dans plusieurs organisations, notamment la Ligue des patriotes et la Société Saint-Jean-Baptiste de Springfield.

FRÈRES DE L'INSTRUCTION CHRÉ-

TIENNE. Fondé en France en 1817 par Jean-Marie de la Mennais, cet institut se consacre à l'éducation des enfants. Les Frères ouvrent leur première école au Canada à Chambly-Bassin, en 1886. Ils ouvrent ensuite des écoles au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Ontario entre 1904 et 1971. Ils essaient aussi aux États-Unis. Ils publient des manuels dans la plupart des matières scolaires. Cent ans après leur arrivée au Canada, les Frères de l'Instruction chrétienne comptent plus de 1 500 membres à travers le monde, dont 600 au Québec, au Nouveau-Brunswick et aux États-Unis. On les retrouve surtout comme enseignants dans les institutions privées. Plusieurs travaillent aussi comme animateurs ou bénévoles dans les organismes diocésains, paroissiaux ou sociaux ou encore comme missionnaires dans 21 pays (dont neuf en Afrique).

FRÈRES DE MARIE : voir MARIANISTES

FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES. Fondée à Reims (France) en 1600 par Saint-Jean-Baptiste de la Salle, cette congrégation religieuse se consacre à l'enseignement des valeurs chrétiennes et à l'instruction de la jeunesse de toutes les classes de la société. Les Frères des Écoles chrétiennes sont d'abord venus au Canada en 1737, puis ont cherché à s'établir en Louisiane de 1817 à 1822. Revenus à Montréal un siècle plus tard (1837), ils s'installent à Ottawa* en 1864. Se consacrant à l'éducation, ils se sont surtout fait valoir grâce à la mise sur pied d'un programme professionnel adapté au commerce, à l'industrie,

à l'agriculture, aux sciences ainsi qu'aux arts et métiers. Mais en 1895, devant l'impossibilité de s'entendre avec le ministère de l'Éducation de l'Ontario, les Frères quittent la capitale pour n'y revenir que quatre ans plus tard (1899) afin d'y établir une école indépendante : l'Académie* de La Salle. Parallèlement, ils s'établissent aux États-Unis à New York* (1848), à Saint-Louis* et à Baltimore (1849), à la Nouvelle-Orléans* (1850), à Détroit* et à Washington (1851), à Philadelphie (1853), à Utica, Brooklyn, Albany* (1854), Rochester (1857) et en Californie.

FRÈRES DU SACRÉ-CŒUR. Fondée à Lyon (France) en 1821, cette congrégation vouée à l'enseignement s'installe d'abord à Mobile (Alabama) en 1846, à la demande de l'évêque M^{gr} Portier. Peu après, ils érigent d'autres maisons d'enseignement à Dubuque (Iowa) en 1850, au Kentucky l'année suivante, puis au Québec à Coaticook (1890), ainsi qu'au New Hampshire, à Manchester (1889), Nashua (1891) et Woonsocket (1898) (Collège du Sacré-Cœur). En 1872, quelques frères viennent s'établir à Arthabaska (Québec) et, de là, se dispersent rapidement en Ontario, notamment à Ottawa dès 1911, à Cornwall (1940), Kapuskasing (1944), Timmins (1956) et Haileybury (1960). Ils se dirigent aussi vers les provinces maritimes, où on les retrouve principalement au Nouveau-Brunswick, à Petit-Rocher (1946), Tracadie (1951) et Bathurst (1958).

G

GABOURY, ÉTIENNE J. Architecte (Bruxelles, Manitoba, 24 avril 1930 —). Diplômé en architecture de l'Université du Manitoba en 1958, de l'École des beaux-arts de Paris en 1959 et membre du comité des architectes conseillers de l'Expo 67, il reçoit plusieurs distinctions pour l'originalité de ses travaux. Parmi ses nombreuses réalisations architecturales figurent le Centre municipal de Saint-Boniface* (1963), le projet de reconstruction de la Cathédrale de Saint-Boniface (1972) et le Royal Canadian Mint de Winnipeg* (1973). Il a été président de la Société* franco-manitobaine (1969-1970).

GABOURY, MARIE-ANNE. Pionnière (Maskinongé, Québec, 2 août 1780 — Saint-Boniface, Manitoba, 14 décembre 1874). Au lendemain de

son mariage en avril 1806 avec Jean-Baptiste Lagimodière*, trafiquant de fourrures, elle quitte Maskinongé pour le fort Gibraltar (site actuel de Winnipeg*). En 1807, elle séjourne dans la région de la Saskatchewan-Nord, revient en 1811 dans la colonie de la Rivière*-Rouge, puis s'installe en 1816 sur une concession située entre la rivière Rouge et la Seine, non loin de l'emplacement du fort Gibraltar. Marie-Anne Gaboury est la première femme blanche à s'établir dans l'Ouest. Sa fille Julie, née en 1822, sera la mère de Louis Riel*.

GABOURY, PLACIDE. Professeur et écrivain (Bruxelles, Manitoba, 5 octobre 1928 —). Il fait ses études en lettres françaises, en musique instrumentale et en théologie au Collège de Saint-Boniface et à l'Université de Montréal. Ordonné prêtre chez les Jésuites*, il entreprend une carrière d'enseignement de la littérature, de la religion et de la philosophie à Saint-Boniface*, Montréal, Sudbury* et Détroit*. Il quitte la prêtrise en 1983 pour se consacrer à la diffusion d'une nouvelle spiritualité ésotérique. Il a écrit une grande variété d'articles et plusieurs ouvrages sur l'art, la créativité et la religion, dont *Religion sans mur* (1984).

GAGNON, ANTOINE. Prêtre (Québec, 12 février 1785 — Shédiac, 2 juin 1849). Formé au Grand Séminaire de Québec il est ordonné prêtre en 1807. Vicaire à la cathédrale jusqu'en 1809, il est envoyé en Acadie pour remplir la fonction de curé dans plus de huit paroisses différentes, dont Richibouctou*(1809-1818), Shédiac* (1818-1849) et Barachois (1818-1849). Grand vicaire de Charlottetown de 1835 à 1843, puis de Saint-Jean*-du-Nouveau-Brunswick de 1843 à 1849, l'abbé Gagnon manque à deux reprises l'accession au rang d'évêque du diocèse au profit d'un candidat irlandais.

GAGNON, FERDINAND. Journaliste et propagandiste (Saint-Hyacinthe, Québec, 8 juin 1849 — Worcester, Massachusetts, 15 avril 1886). Après ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe et sa cléricature dans un bureau d'avocats, il s'installe à Manchester* (New Hampshire), où il enseigne le français, puis, influencé par Médéric Lanctôt, il fonde l'éphémère *Voix du peuple*, qui préconise l'indépendance du Canada et l'annexion aux États-Unis. En 1869, il

fonde à Worcester *L'Étendard* national*, qui sera publié jusqu'en 1874, puis il lance *Le Travailleur**. En 1875, le gouvernement québécois le nomme agent de rapatriement, mais ses efforts se soldent par un échec puisque pour chaque Franco-Américain qui retourne au Québec, dix émigrent vers les États-Unis. Devenant lui-même citoyen américain en 1882, il termine ses jours en se faisant propagandiste de l'établissement des francophones aux États-Unis.

GAIRE, JEAN. Missionnaire colonisateur (Lalaye, France, 16 novembre 1853 — Wauchope, Saskatchewan, 4 janvier 1925). Il entreprend des études au Grand Séminaire de Nancy (France) où il est ordonné prêtre en 1878. Une dizaine d'années plus tard, il part pour l'Ouest canadien avec l'intention de fonder de nouvelles paroisses françaises à l'ouest des établissements déjà existants. Il arrive à Saint-Boniface*, Manitoba, en 1888 et fonde la même année la paroisse de Grande-Clairière (Manitoba), puis celles de Cantal (1892), Bellegarde (1893) et Wauchope (1902) dans la Saskatchewan. Il contribue aussi à la fondation de plusieurs villes de la Saskatchewan et de l'Alberta. Il est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Dix ans de mission au grand nord-ouest canadien* (Lille, 1898).

GALLANT, BENJAMIN. Homme politique (Bloomfield, Île-du-Prince-Édouard, 11 juin 1871 — Summerside, *ibid.*, 20 octobre 1921). D'abord marchand général dans son village natal, il se fait par la suite valoir dans d'autres entreprises commerciales. En 1900, il est élu sous l'étiquette libérale, député du comté de Prince à l'Assemblée législative de sa province. Il sera réélu en 1904 et en 1908, défait en 1912, puis élu à nouveau en 1915 et en 1919. Durant ses vingt années de vie politique, il a occupé à trois reprises (1905, 1908-1911 et 1919) le poste de ministre sans portefeuille.

GALLANT, EDGAR. Économiste (Egmont Bay, Île-du-Prince-Édouard, 19 septembre 1924 —). Formé à l'École des sciences sociales de l'Université* Laval, Edgar Gallant fait carrière dans la haute administration publique. Il entre en 1949 au ministère canadien des Finances. Par la suite, il aura l'occasion de travailler comme consultant en matière économique auprès de l'OTAN et des communautés européennes. À

compter de 1973, il assumera la présidence de la Commission de la capitale nationale à Ottawa*, avant de prendre la direction, en 1976, de la Commission de la fonction publique du Canada.

GALLANT, MARIN. Éducateur et homme politique (Rustico, Île-du-Prince-Édouard, 24 juillet 1873 — Summerside, *ibid.*, 25 octobre 1958). Enseignant jusqu'en 1910, puis de 1922 à 1927, Gallant est inspecteur des écoles françaises dans sa province de 1910 à 1922, puis de 1927 à 1932. Membre du Parti libéral, il entre en 1935 à l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard. Réélu en 1939 et en 1943, Gallant est nommé ministre sans portefeuille de 1935 à 1947, année où il se retire de la vie politique.

GALLANT, MELVIN. Professeur et écrivain (Urbainville, Île-du-Prince-Édouard, 24 mai 1932 —). Diplômé en science politique de l'Université de Paris (1960) et docteur en lettres de l'Université de Neuchâtel (1970), il enseigne la littérature française et acadienne à l'Université* de Moncton depuis 1964. Écrivain, il publie de nombreux essais et monographies sur l'Acadie. Au nombre de ces travaux, retenons *Ti-Jean* (1973), *La Cuisine traditionnelle en Acadie* (1975, en collaboration), *Le Pays d'Acadie* (1980), *L'Été insulaire* (1982) et *Le Chant des grenouilles* (1982).

GALT : voir CAMBRIDGE

GAMACHE, SIMONE. Religieuse et enseignante (Hull, Québec, 31 mars 1912 — Ottawa, Ontario, 9 octobre 1982). Elle prononce ses vœux en 1930 et entreprend, sous le nom de Sœur Charles-Auguste, une carrière comme enseignante et directrice d'écoles primaires dans plusieurs localités de l'Ontario : Ottawa, Paincourt, Alfred, Hawkesbury, Saint-Conrad et Sudbury. Elle est nommée présidente de l'Association* des enseignants franco-ontariens en 1963 et devient la première rédactrice du journal *Le Voyageur** en 1968. De 1963 à 1966, elle écrit et publie huit cahiers pédagogiques, qui, durant plusieurs années, sont utilisés dans les écoles françaises de l'Ontario.

GARAND, JEAN-C. Mécanicien et inventeur (Saint-Rémi de Napierville, Québec, 1^{er} janvier 1888 — Springfield, Massachusetts, 16 février 1974). De 1907 à 1916, il fabrique des outils à

Providence, Rhode Island, puis à New York. Devenu ingénieur armurier à Springfield* en 1919, il y invente onze ans plus tard le fusil semi-automatique Garand, qui devient le fusil officiel de l'armée américaine en 1936 et qui servira durant la seconde guerre mondiale.

GAREAU, FRANCE. Athlète (Verner, Ontario, 15 avril 1967 —). France Gareau participe à ses premières compétitions athlétiques de course en 1981 dans la région de Sudbury. Elle se spécialise bientôt dans les distances courtes (100 et 200 mètres). Elle obtient une place dans l'équipe nationale en 1983 et participe aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, où elle remporte une médaille d'argent pour l'équipe du Canada dans la course de 4 x 100 mètres à relais. Elle détient le record junior canadien dans les 200 mètres en salle, avec un temps de 23,71 secondes.

GARIÉPY, WILFRID. Avocat et homme politique (Montréal, Québec, 14 mars 1877 — Trois-Rivières, *ibid.*, 13 janvier 1960). Il étudie à l'Université* Laval et à l'Université McGill, puis pratique le droit, d'abord à Edmonton*, puis à Trois-Rivières. De 1909 à 1911, il publie le journal *Le Progrès* d'Edmonton. Élu député libéral de Beaver River à l'Assemblée législative albertaine en 1913, il devient ministre des Affaires municipales jusqu'en 1918, puis secrétaire de la province (1918). Il revient au Québec où il est élu député libéral de Trois-Rivières à la Chambre des communes en 1935. Il est nommé bâtonnier de Trois-Rivières en 1938.

GARIGUE, PHILIPPE. Professeur et administrateur (Manchester, Angleterre, 13 octobre 1917 —). Détenteur d'un doctorat en anthropologie du London School of Economics, il commence sa carrière d'enseignement en sciences sociales (sociologie et science politique) à l'Université McGill (1954-1957) et la poursuit à l'Université de Montréal (1957-1980). Nommé principal au Collège* Glendon de Toronto en 1980, il se préoccupe désormais des questions franco-ontariennes. Principal protagoniste de la reconnaissance de Toronto comme métropole des Franco-Ontariens, il écrit à ce sujet dans *L'Express de Toronto*.

GARNEAU, ALFRED. Traducteur et poète (Québec, 20 décembre 1836 — Ottawa, Ontario,

3 mars 1904). Fils aîné de François-Xavier Garneau*, Alfred, après ses études à l'Université* Laval, est admis au barreau en 1860. En 1867, il devient traducteur au Sénat à Ottawa* ; il y fait toute sa carrière, devenant traducteur chef en 1874. Il s'occupe aussi de la quatrième édition de l'*Histoire du Canada* de son père. Poète, il collabore à plusieurs périodiques que son fils Hector publiera, sous forme de volume, après sa mort : *Poésies* (1906). Il est membre-fondateur du Club* des dix.



Alfred Garneau

GARNEAU, FRANÇOIS-XAVIER. Poète et historien (Québec, 15 juin 1809 — *ibid.*, 3 janvier 1866). Issu d'un milieu pauvre, il s'instruit en autodidacte. En 1828, il entreprend un voyage qui le mène au Nouveau-Brunswick et au nord-est des États-Unis. Reçu notaire en 1831, il s'embarque pour l'Europe et en revient en 1833. Après avoir pratiqué le notariat et travaillé comme commis dans une institution bancaire, il occupe en 1842 le poste de traducteur français à l'Assemblée législative et, de 1844 à 1865, celui de greffier de la Ville de Québec. En 1845 paraît le premier tome de son œuvre maîtresse, l'*Histoire du Canada*, qui sera suivi de deux autres tomes relatant l'histoire de la Nouvelle-France, de

l'Acadie et de la Louisiane. Cette *Histoire du Canada* connaît par la suite sept rééditions, dont la dernière remonte à 1945. L'*Histoire du Canada* est l'œuvre historique la plus importante du XIX^e siècle et un classique de la littérature canadienne-française.

GARNEAU, WILFRID. Enseignant (Saint-Christophe, Québec, 20 octobre 1870 — Central Falls, Rhode Island, 27 novembre 1964). Membre des Frères* du Sacré-Cœur, il est professeur à Nashua* (New Hampshire) pendant onze ans, puis fondateur de l'Académie du Sacré-Cœur de Central Falls (Rhode Island). Enseignant dans plusieurs villes du Canada et des États-Unis, il se consacre de façon particulière à la promotion de la communauté franco-américaine et publie à cet effet un *Calendrier Patriotique*, dont l'ambition consiste à retracer l'histoire de la pénétration des Canadiens français aux États-Unis et à signaler leur contribution à la civilisation américaine.

GASTON, JEAN : voir BRAULT, EUGÈNE

GASTONGUAY, ALBERTE. Écrivain (Lewiston, Maine, 1906 — *Ibid.*, 1978). Elle fait ses études à l'école Saint-Pierre et Saint-Paul de Lewiston, puis suit des cours par correspondance auprès de l'Université Columbia. En 1929, elle fonde le Cercle des marchandes de bonheur pour secourir les orphelins et les vieillards. Attirée par l'écriture, elle écrit des « petites poésies » et publie un roman, *La Jeune Franco-Américaine* (1933), où elle préconise de rester fidèle à la foi et aux mœurs des ancêtres, tout en vivant dans le milieu américain. Elle cesse d'écrire en 1934. Plus tard, elle fait partie du Bureau de santé et d'assistance publique de Lewiston, puis devient courtier en immeubles.

GATINEAU, FÉLIX. Historien (Sainte-Victoire, Québec, 12 novembre 1857 — 31 décembre 1927). Émigré au Massachusetts en 1877, il s'installe à Southbridge* pour y diriger un commerce. Représentant à quelques reprises sa municipalité à la législature de l'État du Massachusetts, il est, par ailleurs, membre-fondateur de la Société* historique franco-américaine et, de 1902 à 1911, président général de l'Union* Saint-Jean-Baptiste d'Amérique. Gatineau se préoccupe aussi de promouvoir l'intégration des Canadiens français dans leur pays d'accueil tout en proclamant la

nécessité de sauvegarder le patrimoine culturel. Historien de la présence française dans le nord des États-Unis, il publie, entre autres, un *Historique des Conventions générales des Canadiens français aux États-Unis* (1927).

GAUDET, ÉDOUARD T. Médecin (Saint-Joseph, Nouveau-Brunswick, 1857 — *ibid.*, 29 mai 1910). Diplômé en médecine et en chirurgie de l'Université McGill (Montréal), il pratique pendant trois ans à Moncton*, avant de revenir s'établir dans sa paroisse natale où il passe le reste de ses jours. Préfet du comté de Westmoreland pendant deux ans, il tente à deux reprises, mais sans succès, de se faire élire député conservateur. Membre de plusieurs sociétés et associations, il est en particulier président-fondateur (1906-1908) et grand chancelier (1908-1910) de la Société* mutuelle l'Assomption.

GAUDET, LAURA. Chanteuse (Enfield, Connecticut, 3 avril 1903 —). Après des études chez les Ursulines de Québec, elle reçoit la médaille d'or de l'Académie de musique de Québec. Elle va ensuite poursuivre des études musicales à Paris, puis, en 1926, à Rome à l'Académie Sainte-Cécile. Une dizaine d'années plus tard, elle revient aux États-Unis et poursuit ses études de chant et de piano à New York. Parallèlement, elle donne une série de concerts dans les plus importantes villes franco-américaines, où elle interprète principalement des chansons folkloriques françaises et acadiennes. En 1938, elle s'établit à Hartford* (Connecticut) et y fonde une chorale féminine de 25 voix, le Club Chaminade. Elle prend également part à de nombreuses émissions diffusées sur les ondes de la National Broadcasting Corporation et de Radio-Canada.

GAUDET, PLACIDE. Journaliste et généalogiste (Cap-Pelé, Nouveau-Brunswick, 19 novembre 1850 — Shédiac, *ibid.*, 9 novembre 1930). Après avoir étudié au Collège* Saint-Joseph de Memramcook (Nouveau-Brunswick), il entreprend une carrière d'instituteur dans sa province natale. Il devient ensuite journaliste au *Moniteur* Acadien* à Shédiac* (1866), à l'*Évangéline** à Weymouth (1890) et au *Courrier* des Provinces Maritimes* à Bathurst* (1894). Il termine sa carrière à Ottawa*, aux Archives publiques du Canada (1899). Passionné de généalogie, il a laissé

un fonds constitué surtout de notes généalogiques et biographiques acadiennes, aujourd'hui conservé au Centre des études acadiennes. Il est l'auteur d'une *Généalogie des familles acadiennes*, publiée dans le *Rapport des Archives du Canada* (1905) en plus d'une étude historique : *Le Grand Déranagement* (1922).

GAULIN, ANTOINE. Prêtre-missionnaire (Sainte-Famille, Île d'Orléans, 17 avril 1674 — Québec, 7 mars 1740). Venu en Acadie en 1698 comme missionnaire auprès des Abénaquis et des Micmacs, il est nommé vicaire général de l'Acadie en 1702. Ardent défenseur des intérêts de la France dans la région, il s'oppose activement à l'établissement de l'Angleterre. Après la prise de Port-Royal en 1710, il incite les Amérindiens à harceler les Anglais pour les empêcher de s'établir fermement en Nouvelle-Écosse. Il en réunit un grand nombre dans une nouvelle colonie française sur l'île Royale, mais ne réussit pas à convaincre beaucoup d'Acadiens de s'y établir. En 1727, il entreprend de recenser la population acadienne de la Nouvelle-Écosse, tout en continuant son œuvre missionnaire auprès des autochtones de la région. Éprouvant de sérieux problèmes de santé, il se retire à Québec en 1732.

GAULIN, RÉMI. Évêque (Québec, 30 juin 1787 — Sainte-Philomène-de-Châteauguay, Québec, 8 mai 1857). Après des études aux séminaires de Québec et de Nicolet, Rémi Gaulin est ordonné prêtre en 1811. Il quitte alors le Québec pour prendre charge de la paroisse Saint-Raphaël de Kingston* (Ontario) (1811-1815), avant de devenir missionnaire en Acadie (1815-1822). Par la suite, il revient dans sa province natale où il exerce son ministère dans plusieurs paroisses (1822-1833). En 1833, il est nommé évêque coadjuteur de Kingston (Ontario) et, en 1840, évêque. En 1845, frappé de paralysie, il confie l'administration du diocèse à M^{gr} Patrick Phelan et rentre au Bas-Canada.

GAULTIER DE VARENNES ET DE LA VÉRENDRYE, PIERRE. Trafiquant et explorateur (Trois-Rivières, Québec, 17 novembre 1685 — Montréal, 5 décembre 1749). Après une première carrière militaire au Canada et en Europe jusqu'en 1709, il s'engage dans le commerce des fourrures afin de consolider ses finances. En

1731, il part pour le Nord-ouest avec ses deux fils (Pierre et François), son neveu (La* Jemmerais) et une cinquantaine d'hommes, avec l'intention d'atteindre la grande mer au-delà du continent. Au cours des 12 années suivantes et après de nombreux voyages, il établit une chaîne de postes français dans la région du lac des Rois et du lac Winnipeg faisant ainsi reculer les frontières de la Nouvelle-France jusqu'au Manitoba. Poursuivant l'œuvre de leur père, ses fils atteignent les Rocheuses en 1742-1743. Revenu au Québec en 1743, Gauthier de Varennes se prépare à repartir pour l'Ouest, mais il meurt en 1749.

GAUTHIER, ANGÈLE (MÈRE MARIE-ANGÈLE). Religieuse, missionnaire (Vaudreuil, Québec, 9 février 1828 — Duncan, Colombie-Britannique, 25 mai 1898). Elle prononce ses vœux en 1851 chez les Sœurs* de Sainte-Anne et adopte le nom de mère Marie-Angèle. Elle est la supérieure générale de sa congrégation de 1854 à 1857. Arrivée à Fort-Victoria en Colombie-Britannique en 1858, elle se consacre à l'enseignement et au soin des orphelins jusqu'à sa mort en 1898.

GAUTHIER, EVA. Cantatrice et professeur (Ottawa, Ontario, 20 septembre 1885 — New York, 26 décembre 1958). Initiée au piano et l'harmonie à Ottawa, elle entreprend, en 1902, des études d'art vocal qui l'amènent successivement à Paris, en Italie et à Londres. De 1905 à 1906, elle participe à une tournée de 50 concerts dans les îles britanniques et au Canada. Sa carrière à l'opéra se limite à quelques rôles qu'elle joue en 1909 et 1910. De 1911 à 1917, elle vit à Java (Indonésie) et se produit en récital dans plusieurs pays du Pacifique-Sud. À son retour, la cantatrice s'installe à New York et se consacre à l'enseignement et à l'interprétation. Le répertoire de ses compositions comprend environ 700 mélodies. Gauthier est l'une des figures de proue du domaine musical et l'une des plus remarquées à son époque.

GAUTHIER, GUY. Écrivain et dramaturge (Saint-Boniface, Manitoba, 28 février 1939 —). Après des études classiques au Collège des Jésuites, puis en lettres à l'Université du Manitoba, il se met à écrire des poèmes, des nouvelles et des pièces de théâtre en anglais. De 1967 à 1971, il étudie le théâtre à New York et décide d'y demeurer. Son œuvre comprend envi-

ron 25 pièces, deux romans et de nombreux poèmes en anglais, une seule pièce en français, *Jeu d'orgue*, et plusieurs poèmes inédits. Son théâtre, à caractère contre-culturel et novateur, est présenté dans le réseau des scènes *off-off Broadway* de New York.

GAUTHIER, JEAN-ROBERT. Député fédéral (Ottawa, Ontario, 22 octobre 1929 —). Chiropraticien, il exerce sa profession à Ottawa depuis 1954. Élu député libéral pour la circonscription d'Ottawa-Est à la Chambre des communes en 1972 et en 1974, il est également choisi par les citoyens du comté d'Ottawa-Vanier lors des élections de 1979, 1980 et 1984. Sa carrière politique à la députation fédérale l'amène à agir comme secrétaire parlementaire au ministère des Affaires urbaines en 1975 et, depuis 1984, comme *whip* du parti libéral. Il s'est fait remarquer à la Chambre des communes comme le défenseur le plus vigoureux des droits des francophones hors Québec, en particulier en Ontario.

GAUTHIER, JOACHIM GEORGE. Artiste-peintre (North Bay, Ontario, 20 août 1897 —). Formé à Tacoma dans l'État de Washington, il y reçoit les enseignements d'artistes renommés. De retour au Canada, il œuvre pendant 37 ans dans la production commerciale de tableaux pour une firme de Toronto. Proche du cercle réputé de peintres canadiens appelé le Groupe des Sept, il y reproduit des portraits de chacun des membres. Surtout aquarelliste, ce peintre paysagiste s'inspire principalement dans ses toiles des régions du nord de l'Ontario. Ses peintures sont exposées dans de nombreuses galeries, tant au Canada qu'aux États-Unis. Son élection à la Canadian Society of Painters in Watercolour (1928), à la Ontario Society of Artists (1930) et à la Royal Canadian Academy (1947) consacre la reconnaissance de son œuvre.

GAUTHIER, ROBERT. Fonctionnaire (Cap Chat, Québec, 10 avril 1902 —). Diplômé des universités d'Ottawa*, de Toronto, de Laval* et de Montréal, il entame sa carrière dans l'enseignement à l'école de Vankleek Hill en 1926. L'année suivante, un poste d'inspecteur des écoles de langue française le retient dans la région de Cochrane* et, de 1928 à 1937, dans celle de Windsor*. Jusqu'en 1964, il occupe la direction de l'enseignement du français en Ontario. Fon-

tionnaire au ministère de l'Éducation de l'Ontario pendant 38 ans, il est le fondateur du Concours de français en Ontario (1938) et de l'Association* des enseignants franco-ontariens (AEFO — 1939). Professeur de littérature française à l'Université des Antilles de 1964 à 1966, Gauthier termine sa carrière au service de l'inspection dans les écoles de langues de la Fonction publique du Canada de 1966 à 1967.

GAUTIER, PIERRE. Organiste et compositeur (Argenton-sur-Creuse, Berry, France, 29 octobre 1863 — Eastview (Vanier), Ontario, 15 décembre 1940). Après avoir été organiste au Mans et professeur de piano, il se fixe à Ottawa* en 1920. Il succède à Amédée Tremblay au poste d'organiste de la basilique Notre-Dame et occupe les mêmes fonctions à l'église Saint-Charles de 1922 à 1934. Il effectue des harmonisations et des arrangements pour plus de 125 chansons folkloriques françaises et canadiennes, et compose des œuvres religieuses, dont certains sont couronnées lors de concours internationaux.

GAUVIN, JEAN. Enseignant et homme politique (Inkerman, Nouveau-Brunswick, 15 novembre 1945 —). Après l'obtention d'un baccalauréat en éducation de l'Université* de Moncton, il se dirige vers l'enseignement. Il se présente en politique provinciale à l'élection de 1978 et est élu député conservateur de Shippegan-Les-Îles. Il est réélu en 1982. Nommé au Cabinet comme ministre des Pêches en 1978, il se voit confier le nouveau ministère de l'Habitation en 1985. Durant son mandat comme ministre des Pêches, plusieurs catégories d'employés du secteur des pêcheries obtiennent le droit à l'accréditation syndicale.

GAUVREAU, FERDINAND ÉMOND. Prêtre (Québec, 12 septembre 1806 — Saint-Flavien, Québec, 2 mai 1875). Il étudie au Séminaire de Nicolet et est ordonné prêtre le 20 septembre 1828. Il exerce son ministère à Memramcook (Nouveau-Brunswick), au Québec où il fonde la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, puis il revient à Memramcook (1836-1852). Curé de Tracadie* (Nouveau-Brunswick), il y ouvre une léproserie en 1868 et s'y dévoue jusqu'à ce que la maladie l'oblige à rentrer dans sa province natale pour y passer ses derniers jours.

GAY, FRANK. Luthier, musicien et compositeur (Marcelin, Saskatchewan, 23 avril 1920 —). Il étudie la guitare à Toronto* et à New York*, avant d'ouvrir à Edmonton*, en 1953, un atelier de fabrication de guitares sèches à cordes métalliques, très recherchées par les vedettes country. Il fabrique aussi depuis 1960 des guitares classiques, des luths, des mandolines et des banjos. Très versatile, Gay se produit fréquemment en public ou à la radio comme accompagnateur ou en solo. En 1959, il fonde une société de guitare classique, probablement la première dans l'Ouest canadien.

GAY, PAUL. Essayiste et critique littéraire (Bourg-en-Bresse, France, 3 janvier 1911 —). Membre de la Congrégation des pères du Saint-Esprit, il étudie à l'Université Grégorienne de Rome. Ses supérieurs l'envoient au Canada, au Collège Saint-Alexandre de Limbour où il est professeur de lettres (1951-1970) et recteur pendant dix ans (1951-1961). Depuis 1970, il enseigne à l'Université* d'Ottawa et poursuit une riche carrière de critique littéraire dans *Le Droit**. Il a écrit trois œuvres intitulées *Notre littérature* (1969), *Notre roman* (1973) et *Notre poésie* (1974) et il a abordé la littérature française en Ontario dans deux autres : *Premiers regards sur la littérature franco-ontarienne* (inédit) et *La Vitalité littéraire de l'Ontario français* (1986).

GENEST, SAMUEL. Administrateur (Trois-Rivières, Québec, 10 juin 1865 — Ottawa, 25 juin 1937). Après avoir terminé ses études chez les Frères du Sacré-Cœur et au Séminaire de Trois-Rivières, il devient arpenteur au service du chemin de fer Pacific Pontiac Junction. Fonctionnaire au ministère de l'Intérieur pendant 47 ans (1883-1930), il est élu membre de la Commission des écoles séparées d'Ottawa en 1909 et en assume la présidence de 1913 à 1930. Président de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario (1919, 1932-1933) et directeur-à-vie de l'Union* Saint-Joseph du Canada, cet homme bouillant est au cœur des luttes franco-ontariennes contre le Règlement* 17 (1912-1927). À Ottawa, il dirige la résistance, notamment en continuant, malgré les interdictions gouvernementales, de verser les salaires aux enseignants qui n'ont pas signé leur soumission au Règlement 17.

Cela lui vaut d'être traduit devant les tribunaux où son éloquence déclenche un mouvement de sympathie à la cause franco-ontarienne. Pour rendre hommage à son acharnement et reconnaître ses succès, on lui offre en 1933 un buste de bronze fait à son effigie par le sculpteur Alonzo Cinq-Mars. De plus, une institution d'enseignement d'Ottawa porte aujourd'hui son nom.

GERALDTON. Ville de l'Ontario située à 270 km au nord-est de la ville de Thunder Bay. Population totale : 2 956 habitants. Son histoire commence en 1931 par la découverte d'un filon d'or. Les compagnies minières se présentent nombreuses et plusieurs mines sont ouvertes (jusqu'à concurrence d'une douzaine en 1940). Dès 1935, on y fonde la paroisse Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus. Mais le filon tarit et la dernière mine ferme ses portes en 1970. L'industrie forestière prend alors la relève. Parmi les institutions de la ville on trouve une école secondaire française, l'École régionale secondaire du Nord-Ouest, qui dessert Geraldton et ses environs. Population francophone : 770.

GÉRIN, LÉON. Sociologue (Québec, 17 mai 1863 — Montréal, 17 janvier 1951). Fils d'Antoine Gérin-Lajoie et petit-fils d'Étienne Parent, il étudie successivement à Nicolet et à l'Université de Montréal (1881-1884) où il obtient son diplôme en droit. Après un an de pratique légale, il part pour Paris, où il suit des cours de sciences sociales. De retour au Canada (1887), il occupe le poste de secrétaire auprès de différents ministères à Ottawa avant de devenir traducteur des débats de la Chambre des communes en 1903. Il dirige ce service de 1917 à 1935, date à laquelle il prend sa retraite. Léon Gérin est l'auteur de quelques 90 études et publie notamment *L'Habitant de Saint-Justin : contribution à la géographie sociale du Canada* (1898), *Le Type économique et social des Canadiens* (1937), qui est un recueil de ses principaux articles, ainsi qu'*Aux sources de notre histoire : les conditions économiques et sociales de la colonisation de la Nouvelle-France* (1946). Ses nombreux ouvrages ont contribué à faire de lui, selon certains, le père de la sociologie au Canada français.

GÉRIN-LAJOIE, ANTOINE. Journaliste et écrivain (Yamachiche, Québec, 4 août 1824 — Ottawa, Ontario, 4 août 1882). Après ses

études classiques au Collège de Nicolet, il poursuit des études en droit à Montréal jusqu'à son admission au barreau en 1848. Rédacteur au journal *La Minerve* de 1845 à 1852, il devient ensuite traducteur à l'Assemblée législative de Québec, puis, de 1856 à 1880, bibliothécaire adjoint au parlement canadien, situé successivement à Toronto et Québec avant d'être fixé à Ottawa*. Auteur de la célèbre chanson *Un Canadien errant* (1842), il participe à la fondation de l'Institut canadien de Montréal (1844) et de deux revues, *Les Soirées canadiennes* (1861) et *Le Foyer canadien* (1863). Écrivain, Gérin-Lajoie signe plusieurs ouvrages, dont *Jean Rivard, le défri-cheur* (1862) et *Jean Rivard, économiste* (1864), dans lesquels il magnifie la destinée rurale de son peuple et condamne l'émigration de ses concitoyens vers les zones urbaines et industrielles de la Nouvelle-Angleterre.

GERMAIN, DORIC. Professeur et romancier (Lac-Sainte-Thérèse, Ontario, 14 avril 1946 —). Après avoir obtenu un baccalauréat du Collège* universitaire de Hearst et une maîtrise en lettres de l'Université d'Ottawa*, il entreprend en 1970 une carrière dans l'enseignement universitaire à Hearst. Il est l'auteur de deux romans d'aventures : *La Vengeance de l'original* (1980), *Le trappeur du Kabi* (1982) et d'un roman de mœurs, *Poison* (1985). Le premier, considéré comme un best-seller franco-ontarien, est largement utilisé dans les écoles secondaires de l'Ontario français.

GERVAIS, GAÉTAN. Professeur et historien (Sudbury, Ontario, 10 août 1944 —). Professeur au Collège* du Sacré-Cœur, puis à l'Université* Laurentienne depuis 1972, il obtient son doctorat en histoire à l'Université d'Ottawa en 1979. Ses domaines de spécialisation sont les chemins de fer au Québec et en Ontario et l'histoire des Franco-Ontariens. Il publie plusieurs articles et ouvrages traitant surtout de la colonisation du nord de l'Ontario. Directeur de l'enseignement en français à l'Université Laurentienne depuis 1981, il fait partie du comité de rédaction de la *Revue* du Nouvel-Ontario*, du conseil d'administration du Centre* de folklore franco-ontarien, de l'Institut* franco-ontarien, qu'il a aidé à fonder, et de la Société* historique du Nouvel-Ontario.

GESTES. Théâtre de marionnettes et théâtre musical, fondé à Ottawa en mars 1985 par Diane Bouchard, auteur et comédienne, et Josée Richer, directrice de production. Subventionné par divers organismes gouvernementaux, Gestes diffuse ses créations et offre des ateliers de perfectionnement pour marionnettistes, notamment sur la confection, la manipulation et la construction de scénarios.

GIBAULT, PIERRE. Prêtre (Montréal, 7 avril 1737 — New Madrid, Missouri, 16 août 1802). Ordonné prêtre en 1768 après ses études au Séminaire de Québec, il se rend comme missionnaire en Illinois avec le titre de vicaire général. Il s'établit à Kaskaskia* et dessert la région environnante. À la suite de la prise de l'Illinois en 1778 par les Américains, il collabore avec les envahisseurs et fait l'objet de vives critiques de la part de ses concitoyens et des autorités ecclésiastiques, qui le destituent. Sa demande de rappel à Québec lui étant refusée, Gibault traverse le Mississipi et émigre en territoire espagnol.

GIGNAC, MARGUERITE. Cantatrice et professeur (Windsor, Ontario, 17 juillet 1928 —). Formée à l'École de Musique des Ursulines de Windsor*, au Royal Conservatory of Music de Toronto* et au Julliard School de New York*, elle entame sa carrière en 1948 avec la troupe de la Royal Conservatory Opera School dans la pièce *Les Noces de Figaro*. De 1952 à 1956, elle approfondit son art auprès des grands maîtres de sa discipline dans différentes villes d'Europe. De retour au Canada, elle se joint successivement au Grand Opéra de Montréal et à l'Orchestre symphonique de Montréal. Après plusieurs tournées au Québec, aux États-Unis et en France, elle enseigne, à partir de 1963, le chant et l'opéra au collège St.Catherine à Saint-Paul*, Minnesota.

GIGUÈRE, MADELEINE. Sociologue (Lewiston, Maine, 18 octobre 1925 —). Docteur en sociologie de l'Université Columbia de New York, elle se consacre à l'enseignement au St. Joseph's College (Maine), au Boston College, puis à la University of Southern Maine à Portland. Elle publie des travaux remarquables sur la population franco-américaine, dont une étude importante sur les francophones de la Nouvelle-Angleterre intitulée *A Franco-American Overview*. Son attention

se porte de plus en plus sur la participation des femmes à la vie franco-américaine.

GILL, THOMAS. Prêtre et écrivain (Nicolet, Québec, 25 juillet 1865 — McEween, Tennessee, 6 mars 1941). Ordonné prêtre en 1893, il exerce son ministère à Ottawa*, à Montréal, puis à Sackville (Nouveau-Brunswick) (1929-1936). Sous le nom de plume de Sabattis, il publie deux romans, d'abord en anglais, puis en français : *La Fascination de la Ville* (1930) et *L'Étoile de Lunenburg*. Dans le premier, il exalte les charmes de la vie pastorale en Acadie et dans le second, il met en valeur l'intrépidité de ses marins et la grandeur de la vie en mer.

GINGRAS, ANTOINE. Commerçant et député (? — Walhalla, Dakota du Nord, 25 septembre 1877). Vers 1824, Antoine Gingras est employé par la Compagnie* de la baie d'Hudson sur la rivière Colombia. Il décide de travailler pour son propre compte et établit des postes de traite avec son frère, François, au Dakota du Nord, au Minnesota et au Manitoba. En 1853, il est élu représentant du district de Pembina à la Chambre législative du territoire du Minnesota. La ville de Walhalla au Dakota du Nord, où il termine ses jours, honore sa mémoire comme l'un des cofondateurs.

GINGRAS, PAUL. Journaliste et écrivain (Manchester, New Hampshire, 11 décembre 1897 — *ibid.*, 23 janvier 1977). Après ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe (Québec), il retourne en Nouvelle-Angleterre et devient organisateur des sociétés* Saint-Jean-Baptiste, puis de l'Association* Canado-américaine pendant une quinzaine d'années. Journaliste à *L'Avenir* national* de Manchester et animateur d'une émission radiophonique intitulée « L'Heure française », il est, de 1944 à 1948, conseiller du gouverneur du New Hampshire. Écrivain et historien, Gingras est l'auteur d'une douzaine de petits livres, ayant pour titre *Nos septuagénaires*.

GIRARD, MARC-AMABLE. Homme politique (Varenes, Québec, 25 avril, 1822 — Saint-Boniface, Manitoba, 12 septembre 1892). Il étudie au collège de Saint-Hyacinthe (Québec), où il est le condisciple d'Alexandre-Antoine Taché*, futur évêque de Saint-Boniface*. Reçu au Barreau du Bas-Canada (1844), il devient notaire et se fait

élu maire de Varennes. En 1870, M^{sr} Taché le persuade d'aller s'établir à Saint-Boniface. Député de Saint-Boniface à l'Assemblée législative du Manitoba (1870-1883), il est nommé au premier conseil exécutif de la province (1870-1872). En 1874, à la faveur d'une crise gouvernementale, il devient, pendant quelques mois, premier ministre du Manitoba. Retourné sur la banquette des députés, il devient secrétaire provincial en 1879 et ministre de l'agriculture (1881-1882). Il se retire de la politique provinciale en 1883 et occupe un siège au Sénat jusqu'à sa mort.

GIRARD, RODOLPHE. Journaliste et écrivain (Trois-Rivières, 24 avril 1879 — Richelieu, 29 mars 1956). Journaliste à *La Patrie*, puis à *La Presse* de Montréal au tout début du siècle, il publie, en 1904, *Marie Calumet*, qui est condamné par l'archevêque de Montréal. Il quitte alors la métropole et accepte le poste de rédacteur en chef du journal *Le Temps** d'Ottawa. Dès 1906, il entreprend une longue carrière de traducteur à la Chambre des communes. Il poursuit également son œuvre littéraire et publie dans les années qui suivent quelques romans, des contes et des textes dramatiques. Il participera à la première guerre mondiale à titre d'officier de l'armée canadienne.

GIROUARD, GILBERT-ANSELME. Homme politique et marchand (Saint-Marie-de-Kent, Nouveau-Brunswick, 26 octobre 1846 — Bouctouche, *ibid.*, 13 janvier 1885). Après avoir terminé son cours classique au Collège* Saint-Joseph de Memramcook (1868), il enseigne pendant deux ans dans sa paroisse natale. En 1870, il s'établit comme marchand général à Bouctouche* et, en 1878, il est élu député conservateur du Comté de Kent. Il devient alors le deuxième député acadien à siéger à la Chambre des communes. Durant son mandat, il milite en faveur du développement économique de sa région mais, suite à des différends avec les autorités gouvernementales, il présente sa démission en 1883. Il compte par ailleurs parmi les membres-fondateurs de la Société nationale de l'Assomption. Des problèmes de santé l'amènent à se retirer de la vie publique et il meurt en 1885, victime de la tuberculose.

GIROUARD, JOSEPH-AMÉDÉE. Médecin et écrivain (Saint-Hyacinthe, 17 janvier 1865 — Lewiston, Maine, 1^{er} mars 1938). Après des études

à l'Université Laval, il est admis à la pratique de la médecine en 1889. Il séjourne au Montana, à Westbrook (Maine), puis s'installe définitivement à Lewiston*. En organisant diverses manifestations artistiques et culturelles, il cherche à faire de Lewiston un grand centre intellectuel de la Nouvelle-Angleterre. Il publie un recueil de poésies en 1909, *Au fil de la Vie*. Un second recueil, *Fragments de Rêves*, est publié après sa mort.

GIROUXVILLE. Village de l'Alberta situé à 330 km au nord-ouest d'Edmonton. Population totale : 325 habitants. Même si le village n'est reconnu officiellement qu'en 1928, les premiers contingents de colons francophones s'y installent dès 1914. Rattaché à la municipalité avoisinante de Falher* jusqu'à son incorporation, il est baptisé en l'honneur de la famille Giroux, la première à s'établir dans la région. Population francophone : 240.

GIRROIR, HUBERT. Prêtre (Tracadie, Nouvelle-Écosse, 18 juillet 1825 — Havre-Boucher, *ibid.*, 25 janvier 1884). Après des études théologiques au Séminaire de Québec, il est ordonné prêtre en 1853. La même année, il est nommé vicaire à la cathédrale d'Arichat (Nouvelle-Écosse). Parallèlement, il enseigne au St-Francis Xavier College à Arichat, qui prend le nom d'Arichat Academy à partir de 1866. Girroir devient le supérieur du collège, puis curé de la cathédrale d'Arichat. Il amène les Frères* des écoles chrétiennes ainsi que les Dames de la congrégation* de Notre-Dame de Montréal à s'installer à Arichat pour y enseigner en français. En 1863, il devient curé de Little Arichat (aujourd'hui West Arichat), où il a des démêlés avec les autorités religieuses à cause du Free School Act de 1864 et de son désir de maintenir l'enseignement en français dans sa paroisse. En 1868, il est nommé à Chéticamp* (Nouvelle-Écosse). Il travaille au développement de cette communauté en organisant la construction d'écoles et en faisant draguer le port, ce qui facilite la tâche des pêcheurs du village. De 1875 à 1884, il est curé de Havre-Boucher où il poursuit son travail pour la survie du français en Acadie.

GLOUCESTER : voir ORLÉANS

GODBOUT, ARTHUR. Professeur et écrivain (Ottawa, Ontario, 8 mars 1908 — *ibid.*, 12 janvier

1985). Après avoir terminé sa formation à l'Université* d'Ottawa, il enseigne dans plusieurs écoles secondaires de l'Ontario (1930-1943), puis devient inspecteur d'écoles dans la région de Sudbury* (1943-1945) et fonctionnaire au ministère de l'Éducation de l'Ontario (1950-1969). Il termine sa carrière comme professeur à l'Université d'Ottawa. Auteur de nombreux articles, il publie également quelques volumes, dont *L'Origine des Écoles françaises dans l'Ontario* (1972), qui lui vaut le prix Champlain*.

GOËSBRIAND, LOUIS DE. Évêque (Saint-Urbain, France, 4 août 1816 — Burlington, Vermont, 3 novembre 1899). Ordonné en 1840, il franchit aussitôt l'Atlantique pour devenir curé à Louisville (Kentucky) de 1840 à 1846. Jusqu'en 1853, il remplit tour à tour les fonctions de secrétaire de l'évêque de Toledo (Ohio), de grand vicaire à Cleveland (Ohio) et de premier supérieur du séminaire de ce diocèse. Son élévation à l'épiscopat en 1853 en fait le premier évêque du Vermont et le titulaire du diocèse de Burlington* Héritant d'un diocèse tout neuf où ses ressources humaines se limitent à deux prêtres, il invite plusieurs missionnaires canadiens à s'y installer. Durant son épiscopat, il a réussi à fonder 200 paroisses de langue française.

GOGUEN, GEORGES-HENRI. Peintre (Moncton, Nouveau-Brunswick, 1934 —). Après avoir été l'élève du peintre Alex Colville, il poursuit des études à la Mount Allison School of Fine Arts. Gagnant sa vie comme peintre commercial pour la compagnie Eaton, il se consacre en même temps à la peinture artistique. Partisan de la peinture abstraite, il expose ses œuvres dans plusieurs galeries, principalement dans les Maritimes, mais également ailleurs au Canada.

GOSSELIN, LUCIEN HIPPOLYTE. Sculpteur (Whitefield, New Hampshire, 2 janvier 1883 — Manchester, *ibid.*, 26 mars 1940). Sa famille s'installe à Manchester* alors qu'il est âgé de deux ans. Il fait ses études dans cette ville, puis est admis à l'Académie Julian, à Paris. Il expose aux Salons de Paris de 1913 et de 1914. De retour à Manchester, il produit une œuvre abondante, qui orne de nombreux monuments et places publiques de la Nouvelle-Angleterre, entre autres, le Monument des combattants de la première guerre mondiale, à Manchester. Sculpteur

de la tradition et des valeurs civiques, il enseigne son art au Manchester Institute of Arts and Science (1920-1940).

GOSSELIN, PAUL-ÉMILE. Éducateur et prêtre (Saint-Maxime de Scott, Québec, 9 mai 1909 — Boischatel, *ibid.*, 23 juin 1982). Il fait son cours classique au Petit Séminaire de Québec. Bachelier ès arts et licencié en philosophie, il est ordonné prêtre en 1934, puis fait prélat domestique en 1955. Il enseigne la philosophie au Petit Séminaire de Québec et occupe la chaire de philosophie de la nature à l'Université Laval de 1944 à 1955. Défenseur du fait français en Amérique, il est pendant quarante ans (1938-1978), l'âme du Conseil* de la vie française dont il dirige le secrétariat toutes ces années. Il est aussi directeur de l'*Action catholique* (1953-1962), de la Société du parler français au Canada, de la revue *Vie française*, des Éditions Ferland et de l'Institut Camille-Roy. Il organise durant nombre d'années les voyages de la Liaison* française au Canada et aux États-Unis. Il est l'auteur d'une étude sur la présence française au Canada et aux États-Unis, *L'Empire français d'Amérique* (1963).

GOUIN, PAUL. Homme politique (Montréal, 20 mai 1898 — *ibid.*, 4 décembre 1976). Fils de Lomer Gouin et petit-fils d'Honoré Mercier*, tous deux anciens premiers ministres de la province de Québec. Député de l'Assomption à l'Assemblée législative du Québec en 1934, il fonde un nouveau parti : l'Action libérale nationale. Défait aux élections de 1936, Gouin se retire de l'arène politique. Homme de plume, il publie des poèmes en 1937 sous le titre de *Médailles Anciennes* et un recueil de conférences et de discours en 1938 : *Servir la Cause Nationale*. Membre du Conseil* de la vie française en Amérique, dont il est le président de 1955 à 1961, il multiplie les liens entre tous les francophones d'Amérique du Nord, en particulier par le Congrès de la re francisation en 1957.

GOULET, ALEXANDRE. Professeur (Warren, Rhode Island, ?). Après son cours classique au Séminaire de Joliette, il obtient un doctorat de l'Université de Paris en 1934. De retour dans sa ville natale, il devient journaliste et fonde l'hebdomadaire *Le Comédien*. En 1937, il est chargé de la direction des cours de français de l'Université de Scranton en Pennsylvanie. Deux ans plus

tard, il devient président de l'Alliance française de la même ville. Professeur au Collège Villanova en Pennsylvanie à partir de 1948, Alexandre Goulet est aussi l'auteur de nombreux articles et chroniques, publiés dans des journaux franco-américains.

GOULET, MAXIME. Homme politique (Saint-Boniface, Manitoba, 28 novembre 1855 — Winnipeg, *ibid.*, 17 janvier 1932). Métis* éduqué au Collège* de Saint-Boniface, il travaille pour le compte de la Compagnie* de la baie d'Hudson avant de devenir greffier à l'Assemblée législative manitobaine en 1876. Élu député de Saint-Vital* en 1878, il est nommé ministre de l'Agriculture en 1880. Il est réélu à deux reprises, dans la circonscription de La Vérendrye.

GOULET, ROBERT. Comédien et baryton (Lawrence, Massachusetts, 26 novembre 1933 —). Adolescent, il étudie le chant à Edmonton, puis fait ses débuts comme annonceur à la radio de CKUA en 1950, et à la télévision comme figurant dans une production de Radio-Canada. En 1960, il se distingue sur la scène de Broadway en jouant le rôle de sir Lancelot dans *Camelot* aux côtés de Julie Andrews et Richard Burton. Sa véritable carrière s'amorce alors et on le voit tenir de nombreux rôles dans des films et des séries télévisées canadiennes et américaines, notamment dans *Brigadoon* qui remporte un Emmy Award en 1966. En 1962, il reçoit un Grammy Award à titre de meilleur nouvel artiste de l'année. Parallèlement, il enregistre de nombreux 45-tours à succès, ainsi que quelques trente microsillons de chansons populaires. Depuis les années 1970, il se produit surtout dans les cabarets, entre autres, à Las Vegas.

GOULET-COURCHAINE, MARIE-THÉRÈSE. Enseignante et poète (Saint-Boniface, Manitoba, 27 mai 1912 — *ibid.*, 15 juillet 1970). Institutrice de carrière, ses origines métisses l'amènent à consacrer plus de vingt ans de sa vie à l'enseignement auprès des populations indienne et métisse du Manitoba en tant que représentante du ministère fédéral des Affaires indiennes. Animatrice au poste de radio francophone de Gravelbourg* (Manitoba) pendant quelque temps, elle se découvre un goût pour l'écriture radiophonique. Atteinte de cécité vers la cinquantaine, elle se consacre alors à la création littéraire. Sous le nom

de plume de Marie-Tobie, elle signe plusieurs textes dans diverses revues, dont *La Liberté** de Saint-Boniface*, et laisse un ouvrage posthume de prose et de poésie intitulé

Marie-Tobie — femme du Manitoba (1979).

GOUMOIS, MAURICE DE. Romancier (Colmar, Alsace, 1896 — Montréal, Québec, 1970). Il émigre au Canada en 1920 et passe ses quatre premières années en terre canadienne près de Chappleau* (Ontario), travaillant pour une entreprise forestière. Cette expérience donne lieu à son premier roman intitulé *François Duvalet* (1954). Le personnage principal y revit les mêmes déboires que l'auteur aux prises avec l'immensité du pays et l'âpreté du climat. Goumois s'installe à Québec en 1924, où il est assureur puis haut fonctionnaire.

GOUPIL, LAVAL. Acteur et écrivain (Tracadie, Nouveau-Brunswick, 15 juillet 1945 —). Formé aux universités de Sherbrooke et de Moncton*, il entreprend une carrière théâtrale qui l'amène à tenir des rôles et à réaliser des mises en scène. Dramaturge, il publie en 1974 *Tête d'eau* et joue lui-même le rôle d'Onil, ce personnage qui choisit de s'exiler dans l'imaginaire et de mépriser la réalité. Dans *Le Djibou*, qui paraît en 1975, l'auteur cherche cette fois à exprimer le vécu du terroir à travers la représentation d'une famille de pêcheurs acadiens.

GOYAU, JEAN-BAPTISTE. Colon (Montréal, Québec, 13 octobre 1688 — Windsor, Ontario, 6 mai 1778). Il part pour Détroit en 1712 et devient traiteur et voyageur. En 1743, il devient fermier pour les pères jésuites et s'établit sur la rive canadienne de la rivière Détroit. Il semble bien que sa famille soit la première d'origine européenne à s'établir sur le territoire actuel de la province de l'Ontario. Une rue de Windsor porte son nom.

GRANDE-ANSE. Village du Nouveau-Brunswick situé sur la rive sud de la Baie des Chaleurs dans le comté de Gloucester à 45 km au nord-est de Bathurst. Population totale : 817 habitants. Le village, fondé en 1810, fut appelé autrefois par les Micmacs *Walnayik*, c'est-à-dire « grande anse ». Sa situation géographique en fait la porte d'accès à la péninsule acadienne. Ses habitants pratiquent l'agriculture et surtout la pê-



Grande-Anse, Nouveau-Brunswick

che. On y trouve un musée des papes, projet conçu et réalisé par le maire de Grande-Anse, Edmond Landry*, personnalité haute en couleur. Population francophone : 770.

GRANDE-CACHE. Ville de l'Alberta située à 430 km au nord-ouest d'Edmonton. Population totale : 4 523 habitants. Grande Cache doit son nom à une cache de fourrures qui y aurait été abandonnée en 1820 par Ignace Giasson. Grande Cache était connue depuis longtemps pour son gisement de coke mais ce n'est qu'en 1966, avec l'avènement des hauts-fourneaux japonais qu'on a commencé à en faire l'exploitation. Elle est aujourd'hui considérée comme une ville modèle. Population francophone : 230.

GRAND-ÉTANG : voir CHÉTICAMP

GRANDE-FOURCHE : voir KEDGWICK

GRANDE-PRAIRIE. Ville de l'Alberta sise à 400 km au nord-ouest d'Edmonton. Population totale : 24 263 habitants. Connue d'abord sous le nom de Buffalo Plains par les commerçants de la Compagnie* du Nord-Ouest, elle est ensuite nommée Grande-Prairie par le père missionnaire Grouard*, qui cherche à y attirer des colons. Ceux-ci affluent dès 1908 et le village est fondé

en 1914, deux ans avant l'arrivée du chemin de fer. Population francophone : 870.

GRAND FALLS : voir GRAND-SAULT

GRANDIN, VITAL JUSTIN. Missionnaire et évêque (Saint-Pierre-sur-Orthe, France, 8 février 1829 — Saint-Albert, Territoires du Nord-Ouest, 3 juin 1902). Il est ordonné prêtre oblat en 1854 après avoir fait ses études au Mans (France). Envoyé en mission au Canada (1854), il établit des postes auprès des Amérindiens du lac Athabasca et de l'île-à-la-Crosse. Évêque coadjuteur de Saint-Boniface* (Manitoba) en 1857 et vicaire apostolique de la Saskatchewan (1868), il devient le premier évêque de Saint-Albert (Alberta) en 1871. En plus de son travail pastoral, il s'intéresse activement aux problèmes politiques des Métis et des Amérindiens. Il informe le gouvernement des conditions de vie difficiles des autochtones et, lors du soulèvement de 1885, cherche à pacifier ces derniers. Il tente aussi, en vain, d'obtenir la libération de Louis Riel*. Il se consacre finalement à la défense des écoles catholiques et françaises dans l'Ouest.

GRANDMAÎTRE, BERNARD. Homme politique (Vanier, Ontario, 24 juin 1934 —). Après ses études secondaires et collégiales, il se lance en affaires et ouvre un commerce en élec-

tronique dans sa ville natale. Intéressé très tôt par la politique, il devient président de la Chambre de commerce locale (1969), échevin (1969) et maire de Vanier (1974 à 1980). Élu député libéral d'Ottawa-Est à l'Assemblée législative provinciale (1984), il se voit confier, l'année suivante, le nouveau portefeuille des Affaires francophones. En 1986, il réussit à faire adopter la Loi 8, garantissant des services gouvernementaux en français.

GRAND-PRÉ. Village de Nouvelle-Écosse situé à 100 km au nord-est d'Halifax. Ce village fondé par les Acadiens en 1686 est, à l'époque, le plus grand établissement de l'Acadie. En 1757, 350 Canadiens, conduits par Villiers*, y ont défait le colonel Noble et ses 500 soldats. Témoin de la Déportation* des Acadiens en 1755, il inspire le poème *Évangéline* à Longfellow. Depuis 1952, Grand-Pré est devenu le site d'un parc national à la mémoire du Grand Déménagement.

GRAND-SAULT. Ville du Nouveau-Brunswick sise sur le bord de la rivière Saint-Jean à 57 km au sud-est d'Edmunston. Population totale : 6 203 habitants. Appelée aussi officiellement Grand Falls, elle doit son nom à l'existence de chutes parmi les plus importantes de l'Est, si on les compare à la cataracte de Niagara. Établie comme poste français vers 1756, l'agglomération

devient officiellement une municipalité un siècle plus tard. L'exploitation de la forêt a joué un rôle prédominant dans l'évolution de Grand-Sault ; la culture de la pomme de terre occupe aujourd'hui une part considérable de l'activité économique. Population francophone : 5 060.

GRAVEL, CAMILLE FRANCIS. Avocat (Alexandria, Louisiane, 10 août 1915 —). Admis au barreau de la Louisiane en 1940, il pratique à Alexandria, puis devient procureur de district de la paroisse des Rapides en 1942. Membre de divers comités nationaux sur les droits de l'homme, la taxation, les relations communautaires et les lois sur le travail, il s'engage activement dans le Parti démocrate et est conseiller légal de Lyndon Johnson durant la campagne présidentielle de ce dernier en 1964. En 1975, il est nommé assistant-procureur général puis, à deux reprises, conseiller exécutif du gouverneur de la Louisiane.

GRAVEL, LOUIS-PIERRE. Prêtre et colonisateur (Princeville, Québec, 8 août 1868 — Montréal, 10 février 1926). Après des études au Grand séminaire de Montréal, il est ordonné prêtre en 1892. Il part alors pour New York où il exerce son ministère jusqu'en 1906. À cette date, il est invité par M^r Langevin, évêque de Saint-Boniface, à venir fonder une paroisse catholique



La rue principale de Gravelbourg, Saskatchewan, en 1925



L'abbé Gravel, en 1908, près de Gravelbourg

en Saskatchewan. Il vient donc habiter Moose Jaw, le temps d'établir une paroisse qui prendra son nom : Gravelbourg* (1907). Il a aussi exercé la fonction d'agent de colonisation.

GRAVEL, MAURICE R. « MIKE ». Sénateur (Springfield, Massachusetts, 13 mai 1930 —). Fils d'immigrants canadiens-français, il sert dans l'armée américaine de 1951 à 1954 et, après des études au Collège L'Assomption* de Worcester (Massachusetts), il obtient en 1956 un baccalauréat en science économique à l'Université Columbia de New York. Il part pour l'Alaska la même année, où il devient vendeur puis promoteur immobilier.

Élu à la Chambre des représentants à Washington en 1962, il est réélu en 1964 et occupe en 1965 la présidence de la Chambre. Défait en 1966, Gravel retourne à l'immobilier, puis remporte en 1968 l'élection au Sénat pour son État. Ce sénateur demeure relativement peu connu. Ce sénateur demeure relativement peu connu. Ce sénateur demeure relativement peu connu. Ce sénateur demeure relativement peu connu. Bien que démocrate, ses positions politiques sont généralement jugées conservatrices. Il est défait au cours du raz-de-marée républicain de 1980.

GRAVELBOURG. Ville de la Saskatchewan située à 175 km au sud-ouest de Moose Jaw. Population totale : 1 338 habitants. Elle est fondée

en 1906 par l'abbé Louis-Pierre Gravel*, qui y installe des colons en provenance de la province de Québec. Cette ville est notamment connue pour son collège classique bilingue, le Collège* Mathieu, fondé en 1917. Gravelbourg demeure encore aujourd'hui un important centre de vie française en Saskatchewan. Plusieurs journaux francophones y voient le jour et le plus connu, *L'Étoile de Gravelbourg*, paraît pendant plus de quarante ans. On y trouve aussi depuis 1952 une station de radiophonie francophone (CFGK), ainsi qu'un centre culturel. L'emplacement de la ville en fait le centre régional du marché du blé. Population francophone : 670.

GREEN RIVER : voir RIVIÈRE-VERTE

GRÉGOIRE, FÉLIX. Inventeur (Saint-Cuthbert de Berthier, Québec, 7 janvier 1866 — Saint-Jean-Baptiste, Manitoba, 15 mai 1930). Arrivé en 1882 au Manitoba à l'âge de 16 ans, il établit très tôt sa réputation d'inventeur. En 1900, il conçoit une charrue capable de labourer plus profondément afin d'endiguer l'érosion de la terre arable dans la vallée de la rivière Rouge. Il propose en 1904 un système de freins pneumatiques pour les convois ferroviaires et, en 1912, un hydravion. L'année suivante, il invente un nouveau type de wagon hypomobile permettant de découpler la charge servant au transport des pierres pour la construction d'une banque à Winnipeg*. Ce procédé d'ingénierie servira à inspirer la construction des tracteurs à chenilles et des chars blindés.

GRIFFON, LE. Premier bateau à naviguer sur les Grands Lacs en amont des chutes Niagara. Mis à l'eau le 7 août 1679 sur la rivière Niagara, le petit bateau armé de sept canons navigue jusqu'à Michillimakinac* et la baie Verte sous le commandement de De La Salle. Il s'échoue au voyage de retour, chargé de fourrures. Certains ont cru reconnaître son épave sur la côte ouest de l'île Manitoulin, près du phare Mississagi.

GRISÉ, YOLANDE. Professeur (Montréal, Québec, 5 août 1944 —). Elle obtient sa maîtrise puis son doctorat ès lettres à la Sorbonne en 1977. De 1977 à 1979, elle enseigne à temps partiel à l'Université* Laval, puis à temps plein au département de lettres françaises à l'Université* d'Ottawa. Première coordonnatrice des cours de littérature franco-ontarienne dans cette institu-

tion, elle est directrice du Centre* de recherche en civilisation canadienne-française depuis 1985 ; par ailleurs, elle publie de nombreux articles et prononce plusieurs conférences sur la littérature franco-ontarienne. Son *Anthologie des textes littéraires franco-ontariens* en quatre volumes (1982) constitue un recueil utile de la littérature franco-ontarienne pour les écoles.

GRIT : voir CORBEIL

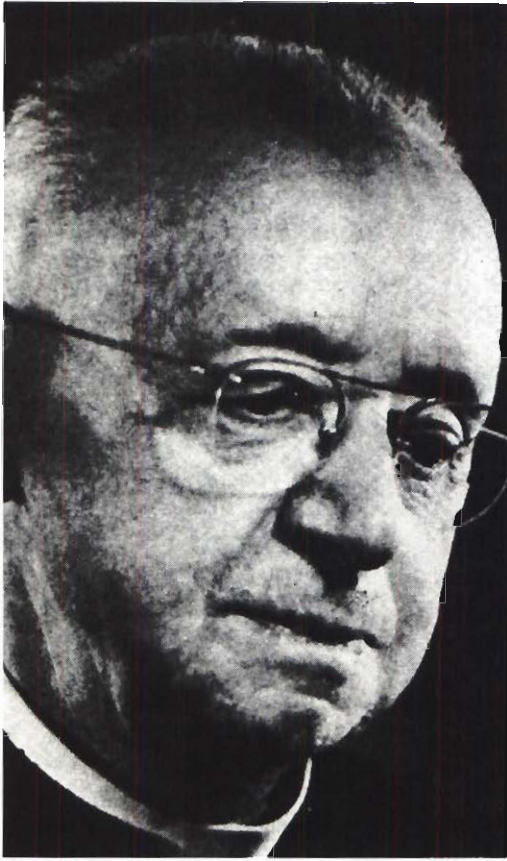
GROSSE POINTE : voir SAINT-JEAN-BAPTISTE

GROSSES-COQUES : voir BAIE-SAINTE-MARIE

GROUARD, ÉMILE. Missionnaire (Brulon, France, 2 février 1840 — Grouard, Alberta, 7 mars 1931). Il arrive au Canada en 1860, fait sa théologie à l'Université* Laval, est ordonné prêtre en 1862 et part immédiatement pour l'Ouest. Durant 60 ans, il pratique son apostolat depuis des limites de l'Alberta à l'embouchure du Mackenzie. Vicaire apostolique, il introduit les bateaux à vapeur et une presse d'imprimerie dans les régions nordiques. Il laisse de nombreux ouvrages, dont des manuels en langues indiennes et *Souvenir de mes soixante ans d'apostolat dans l'Athabasca-Mackenzie* (1923). Un village, deux lacs et une rivière de l'Ouest portent son nom.

GROULX, LIONEL. Prêtre et historien (Vaudreuil, Québec, 13 janvier 1878 — *ibid.*, 23 janvier 1967). Après ses études au Séminaire de Sainte-Thérèse, au Grand Séminaire de Montréal, à Rome et à Fribourg (Suisse), il enseigne au Séminaire de Valleyfield. De 1915 à 1949, il est professeur d'histoire du Canada à l'Université de Montréal. De 1920 à 1928, il dirige la revue *L'Action* française*, qui défend vigoureusement les droits des Canadiens français. Conférencier invité à la Sorbonne et à l'Institut catholique de Paris dans les années 1930, il fonde en 1946 l'Institut* d'histoire de l'Amérique française et dirige de 1947 à 1967 la *Revue d'histoire de l'Amérique française*. Il collabore à nombre de périodiques et publie plusieurs ouvrages historiques qui connaissent une influence profonde. En 1957, il reçoit le Prix Champlain*. Groulx est surtout connu comme le principal idéologue du nationalisme canadien-français durant les années

1920 à 1960. L'action de son roman, *L'Appel de la race*, se déroule à Ottawa à l'époque du Règlement* 17. Un autre roman a pour sujet la résistance acadienne : *Au Cap Blomidon*.



Lionel Groulx

GUAY, JOSEPH. Homme politique (Saint-Vital, Manitoba, 4 octobre 1915 —). Homme d'affaires, échevin, puis maire de Saint-Boniface* de 1956 à 1968, il est élu député libéral de cette circonscription à la Chambre des communes en 1968. Réélu en 1972 et 1974, il devient whip du Parti libéral de 1975 à 1977. Membre du Conseil privé, il est successivement ministre sans portefeuille, ministre d'État chargé du multiculturalisme, puis ministre du Revenu national. En 1978, il est nommé au Sénat. Il fait partie de plusieurs associations, dont la Société*historique de Saint-Boniface et l'Association des Scouts du Manitoba.

GUAY, LOUISE-MARIE, SOEUR PAUL-ÉMILE. Écrivaine (Matane, Québec, 12 décembre 1885 — Ottawa, 20 février 1971). En 1892, sa

famille s'installe à Lowell (Massachusetts), puis, en 1897, elle vient s'établir à Ottawa. Louise-Marie fait son entrée chez les Sœurs de la Charité d'Ottawa l'année suivante. Elle enseigne dans diverses écoles franco-ontariennes, à Ottawa, à Sudbury et à Hawkesbury. Vers 1918, elle entreprend des études à l'Université d'Ottawa et y obtient un baccalauréat ès arts (1922), une maîtrise (1926) et un doctorat ès lettres en 1936. Sa thèse de doctorat, *Le Renouveau Marial dans la littérature française depuis Chateaubriand jusqu'à nos jours*, lui vaut un prix de l'Académie française en 1937. Elle devient alors la première femme canadienne lauréate de cette institution. Sœur Paul-Émile est aussi l'auteur d'une quinzaine de volumes, dont les plus connus sont *Histoire du diocèse d'Ottawa* (1949), *La Baie James, trois cents ans d'histoire militaire, économique, missionnaire* (1952) et *Les Sœurs Grises de la Croix d'Ottawa, 1876-1967* (2 volumes — 1967). Elle est, de 1940 à sa mort, archiviste de sa congrégation.

GUEGUEN, JOSEPH. Notable (Morlaix, France, 1741 — Cocagne, Nouveau-Brunswick, 1825). Arrivé en Nouvelle-France à l'âge de 12 ans, il est emprisonné au fort Beauséjour — devenu le fort Cumberland — au cours de l'exécution du plan de refoulement des Acadiens hors de la péninsule de Nouvelle-Écosse. Réussissant à s'enfuir, il s'installe à Saint-Pierre et Miquelon, puis revient au sud du Nouveau-Brunswick, dans la région de Cocagne. En l'absence de notables locaux, il exerce des fonctions de juge de paix, notaire et curé. En outre, il enseigne et agit à titre d'interprète ; il écrit même un traité sur la langue micmaque. Enfin, il s'adonne au commerce des fourrures. Polyvalent, entreprenant et audacieux, le personnage demeure néanmoins controversé.

GUÉRIN, VITAL. Pionnier (Saint-Rémi-de-Napierville, Québec, 17 juillet 1812 — Saint-Paul, Minnesota, 11 novembre 1870). Il s'adonne tôt au commerce des fourrures, ce qui l'amène, dès 1832, à prendre en charge une centaine d'hommes affectés au commerce entre Montréal et Mendota (Minnesota). Après quelques années, il s'établit avec sa famille à l'emplacement de ce qui allait devenir la ville de Saint-Paul* (Minnesota). Il joue un rôle actif dans le développement

de la ville mais, victime de mauvaises transactions, il meurt ruiné en 1870.

GUERTIN, GEORGES-ALBERT. Évêque (Nashua, New Hampshire, 17 février 1869 — Manchester, *ibid.*, 6 août 1931). Né de parents canadiens-français, il fait ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe (Québec). De retour dans son pays natal, il est admis au Séminaire de Brighton (Massachusetts). Ordonné prêtre en 1892, il est nommé tour à tour vicaire de la paroisse Saint-Augustin (Manchester), vicaire de l'église de Lebanon (New Hampshire) et curé de la paroisse Saint-Antoine (Manchester). Premier Franco-Américain élevé à l'épiscopat, il est sacré évêque du diocèse de Manchester (1907). Lors du premier congrès de la langue française, tenu à Québec en juin 1912, c'est lui qui prononce le sermon de circonstance dans la basilique. Pour la Ligue du Ralliement français, il rédige une brochure intitulée *La Langue française et le christianisme*.

GUIDRY, RONALD. Joueur de base-ball (Lafayette, Louisiane, 28 août 1950 —). Issu d'une des plus vieilles familles cajun de la Louisiane, Guidry fait des études en architecture à la University of Southern Louisiana, où il est récipiendaire d'une bourse athlétique. En raison de son talent de lanceur au base-ball, il est recruté par les Yankees de New York en 1977. L'année suivante, il bat presque tous les records établis jusqu'alors par un lanceur : le plus grand nombre de parties gagnées (25), le meilleur pourcentage (9.893), le plus grand nombre de blanchissages (9) et une moyenne de points mérités par match de 1.74, ce qui lui vaut le Cy Young Award et d'être proclamé Athlète de l'année. Ses performances permettent, cette année-là, aux Yankees de remporter les séries mondiales. Celui que l'on surnomme *Ragin Cajun*, c'est-à-dire le « cajun enragé », continue d'offrir un rendement supérieur à la moyenne ; en 1986, il est toujours l'artilleur numéro un des Yankees.

GUIGUES, JOSEPH-BRUNO. Évêque (La Garde, France, 26 août 1805 — Ottawa, Ontario, 8 février 1874). Après avoir fait ses études en théologie à Aix-en-Provence (France), il est ordonné prêtre oblat en 1828. Il exerce divers ministères en France (1828-1844) avant d'être nommé supérieur de sa congrégation au Canada en 1844. Il est sacré premier évêque de Bytown

(aujourd'hui Ottawa) en 1848. Durant son épiscopat, plus de 60 églises, près de 50 chapelles, plusieurs écoles ainsi que l'Hôpital général et l'Université* d'Ottawa sont fondés. Il construit l'actuelle cathédrale et favorise le maintien des écoles confessionnelles séparées et l'enseignement dans les deux langues. Deux villages québécois, un village ontarien ainsi qu'une rue et une école d'Ottawa portent son nom.



M^r Guigues

GUINDON, FERNAND. Homme politique (Fugèreville, Québec, 30 mai 1917 —). Au terme de son service militaire, il devient traducteur jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, puis se lance dans les affaires. En 1975, il est élu député conservateur provincial dans la circonscription de Glengarry. De 1963 à 1974, il est député du comté de Stormont. Ministre sans portefeuille en 1968, il est nommé ministre du Tourisme et de l'Information en 1971 et ministre du Travail de 1972 à 1974. Voulant œuvrer au niveau fédéral, il est défait en 1974. En 1984, il est nommé vice-président de la Société des loteries de l'Ontario.

GUINDON, ROGER. Prêtre et recteur (Ville-Marie, Québec, 26 septembre 1920 —). Membre de la communauté oblate, il est ordonné à la prêtrise en 1946. Ses études l'amènent dans plusieurs institutions d'enseignement, tant au Ca-

nada qu'en Europe, et culminent avec l'obtention d'un doctorat en théologie à l'Université de Fribourg en 1954. Sa carrière débute comme professeur à la Faculté de théologie de l'Université* d'Ottawa (1947-1951) et (1954-1964). Devenu doyen de sa faculté en 1961, le père Guindon est recteur de l'Université de 1964 à 1984. Durant son rectorat, en dépit des contraintes financières que doivent affronter les universités ontariennes, l'Université a connu une expansion considérable. Il est le dernier prêtre à assumer cette fonction. Il est décoré en 1987 de l'Ordre de l'Ontario.

GUY, JOSEPH. Évêque (Montréal, 28 juillet 1883 — *Ibid.*, 8 décembre 1951). Ordonné prêtre oblat en 1906, il est économiste et professeur au Juniorat de son ordre religieux à Ottawa (1906-1915). Puis il devient, jusqu'en 1920, curé à The* Pas (Manitoba). Professeur à l'Université* d'Ottawa (1920-1927) et recteur du Collège* Mathieu de Gravelbourg en Saskatchewan (1927-1929), il est le premier vice-président de l'Association catholique franco-canadienne. Sacré évêque en 1929, il dirige les missions de Grouard en Alberta (1929-1938) et l'évêché de Gravelbourg (1937-1943).

H

HACHÉ, LOUIS. Professeur et écrivain (Saint-Isidore, Nouveau-Brunswick, 3 mai 1924 —). Formé aux collèges de Bathurst et de Saint-Jean, il fréquente l'Université* Laval et y obtient une maîtrise en français en 1959. Enseignant dans les écoles publiques du Nouveau-Brunswick (1947-1959), puis à l'École normale de Fredericton* (1959-1974), il devient réviseur au Bureau provincial de traduction (à Fredericton) à compter de 1974. Parallèlement, il publie plusieurs romans et récits, dont *Charmante Mis-cou* (1974), *Adieu P'tit Chipagan* (1978), *Tourbes Jersiaires* (1980) et *Un cortège d'anguilles* (1984), ouvrages dans lesquels il exprime sa nostalgie face à la disparition du mode de vie traditionnel en Acadie.

HAILEYBURY. Ville du Témiscamingue ontarien située à 150 km au nord de North Bay. Population totale : 4 925 habitants. Fondée vers 1889, cette ville connaît son véritable essor avec la découverte d'un minerai d'argent dans la ré-

gion de Cobalt*. Malgré un incendie qui la ravage complètement en 1922, la ville est rebâtie et se maintient grâce à sa position stratégique sur la rive du lac Témiscamingue au cœur d'une région minière et agricole. Haileybury constitue donc un important centre administratif, éducatif et religieux pour la région. Les Sœurs* de l'Assomption s'y sont établies depuis 1910 et y ont fondé, la même année, l'Académie Sainte-Marie (fermée en 1969). La ville abrite aussi un campus du Collège Northern, institution bilingue, qui, à Haileybury, se spécialise dans les disciplines rattachées à l'industrie minière. Ce collège a pris la relève de la School of Mines fondée en 1909. Population francophone : 1 740.

HALIFAX. Capitale de la Nouvelle-Écosse située au sud de cette province face à l'océan Atlantique. Population totale : 114 594. Fondée en 1749, elle est à ses débuts le siège d'une base navale militaire destinée à contrer la présence française à Louisbourg*. Durant la Révolution américaine, elle est une plaque tournante pour les Loyalistes, qui s'y réfugient en grand nombre après 1776. La situation géographique d'Halifax favorise surtout le développement de son activité portuaire tout au long du XIX^e siècle et aussi durant les deux guerres mondiales du XX^e. Cette agglomération est devenue un centre industriel et commercial important pour la pêche, l'exploitation du bois et du pétrole en haute mer, ainsi que le centre culturel de la Nouvelle-Écosse avec, entre autres, de nombreux festivals de musique. Comme capitale, Halifax voit l'implantation de plusieurs organismes francophones, dont un poste de Radio-Canada*, l'Alliance française et le Club français. Chaque année, au mois de mai, se déroule le Festival acadien de Halifax. Population francophone : 3 525.

HAMEL, MATHILDE. Religieuse (Rivière-Ouelle, Québec, 1834 — Montréal, 1917). Membre des Sœurs* grises de la charité, elle arrive à la Rivière-Rouge* (Manitoba) en 1869 et devient supérieure vicariale de sa communauté (1872-1897). Parcourant l'Ouest canadien et américain, elle fonde plusieurs institutions, dont les écoles pour Amérindiens de Fort-Totten, Dakota du nord (1874), et de Sainte-Anne-des-Chênes*, Manitoba (1883), les écoles de métiers pour Amérindiens de Lebre* (Saskatchewan, 1884) et

de Saint-Boniface* (Manitoba, 1889), une école à Saint-Jean-Baptiste* (Manitoba, 1893) et un hôpital à Saint-Roch (Manitoba, 1895). Revenue à Montréal en 1897, elle occupe la fonction de supérieure générale de l'Institut des sœurs grises (1902-1907).

HAMELIN, SALOMON. Homme politique (Rivière-Rouge, Manitoba, vers 1810 — Sainte-Rose-du-Lac, Manitoba, 30 septembre 1893). Métis, il se lance dans l'agriculture et l'élevage. En 1857, il est élu magistrat, puis conseiller de la colonie d'Assiniboia et, en 1871, il devient membre du Conseil législatif du Manitoba.

HAMILTON. Ville de l'Ontario située à 60 km au sud-ouest de Toronto, à mi-chemin entre cette dernière et Niagara Falls. Population totale : 306 434 habitants. Après la seconde guerre mondiale, de nombreux Québécois affluent vers Hamilton, capitale canadienne de la sidérurgie. Pour défendre leur identité et lutter contre les tendances à l'assimilation dues à une situation fortement minoritaire, ils mettent sur pied de nombreux organismes chargés d'étayer la culture française dans la région. On trouve ainsi un conseil régional de l'Association* canadienne-française de l'Ontario, le Cercle social de Lasalle, le Club Carillon et l'Alliance française. Une paroisse, Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, est fondée en 1951 et l'école secondaire Georges P. Vanier dessert toute la région. Deux hebdomadaires se succèdent, *Le Hamilton Express* et *L'Observateur canadien*, tous deux propriété de *L'Express* de Toronto*, à la fin des années 1970. Population francophone : 5 755.

HAMON, ÉDOUARD. Prêtre (Vitré, France, 8 novembre 1841 — Leeds, Québec, 1^{er} juin 1904). Entré chez les Jésuites, il est ordonné prêtre en 1872 à Woodstock, Maryland. Professeur au Collège Sainte-Marie de Montréal, il se consacre aussi à la prédication de retraites tant au Canada qu'aux États-Unis. Il laisse un ouvrage riche de renseignements : *Les Canadiens-français en Nouvelle-Angleterre* (1891). Préoccupé tout comme le clergé de son époque par l'émigration des francophones aux États-Unis, il valorise la fidélité aux racines culturelles.

HANMER. Localité de l'Ontario intégrée depuis 1973 à la municipalité de Valley East et située à

18 km au nord de Sudbury. Population totale : 6 000 habitants. Hanmer accueille ses premiers colons francophones et catholiques en 1898. L'agriculture, principalement la culture de la pomme de terre et l'industrie laitière, domine son économie jusqu'à l'ouverture des mines qui feront de Hanmer une ville-dortoir. En effet, en 1971, 85 % des habitants travaillent à l'extérieur des limites de la localité. Population francophone : environ 3 500.

HARTEX, PIERRE : voir DAVIAULT, PIERRE

HARTFORD. Capitale de l'État du Connecticut, située au centre de cet État. Population totale : 816 737 habitants. Au moment de sa fondation en 1889, la paroisse Sainte-Anne de Hartford compte 200 familles francophones venues de diverses régions du Québec. Elle s'accroît progressivement pour en compter 400 en 1921. En plus de la paroisse française, Hartford a une école française dirigée par les religieuses à partir de 1898, un club Lafayette et une Société* Saint-Jean-Baptiste forte de 100 membres en 1901. Cette année-là voit également la fondation d'un journal, le *Courrier du Connecticut*, qui aura malheureusement la vie courte. Population francophone : 58 546.

HART ROUGE : voir WILLOW BUNCH

HAUT-CANADA : voir ONTARIO

HAWKESBURY. Ville de l'Ontario bordant la rivière des Outaouais à mi-chemin entre Montréal et Ottawa. Population totale : 9 877 habitants. Dès sa création, les Loyalistes lui attribuent une vocation industrielle en y installant de grandes scieries. Les attraits de l'exploitation forestière attirent une première vague de main-d'œuvre québécoise au milieu du XIX^e siècle. Cette migration est aussi encouragée par l'Église catholique, qui développe pour cette région une stratégie de peuplement afin d'endiguer le flot des émigrants canadiens-français vers la Nouvelle-Angleterre. Hawkesbury devient pour eux non seulement une terre de prédilection, mais un carrefour stratégique pour leur expansion en Ontario. Population francophone : 8 350.

HEARST. Ville ontarienne située à 100 km à l'ouest de Kapuskasing. Population totale : 5 533



Camp de bûcherons dans le nord de l'Ontario

habitants. Cette ville, fondée au début du siècle, doit son véritable essor à l'avènement du National Transcontinental, qui amène de nombreux colons dans le nord de l'Ontario. Bien qu'à ses débuts Hearst soit surtout composée d'éléments anglophones, la ville connaît quatre grandes vagues de migration au cours desquelles un fort contingent de francophones s'établit dans la région. Ainsi, en 1920, plusieurs agriculteurs du Québec viennent s'installer ; dix ans plus tard, c'est au tour de ceux qui sont chassés par la crise économique sévissant dans tout le pays. Puis, deux autres migrations importantes ont lieu en 1945 et entre 1963 et 1969. Les Sœurs de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours viennent, dès 1920, y bâtir des écoles et un couvent. En 1941, elles cèdent la place aux Sœurs* de l'Assomption qui érigent un orphelinat (1941-1956) ainsi que l'Académie Saint-Joseph (1956-1969). Malgré la fermeture de ces institutions, les sœurs continuent à œuvrer dans des écoles secondaires, notamment à l'École secondaire Hearst High School, qui offre une instruction bilingue. La ville abrite le Collège* universitaire de Hearst, qui fait maintenant partie intégrante de l'Université* Laurentienne de Sudbury*. Bastion de la francophonie nord-ontarienne, la ville de Hearst compte plusieurs associations francophones. Une

troupe de marionnettistes, la Fabrik à pantouf, connaît une grande popularité durant les années 1970. Et depuis 1976, un hebdomadaire français, *Le Nord**, est diffusé dans la région. Population francophone : 4 625.

HÉBERT, FÉLIX. Sénateur (Canada, 11 décembre 1874 – West Warwick, Rhode Island, décembre 1969). Admis au barreau du Rhode Island en 1907, il pratique le droit à Providence*. Nommé juge à la cour du comté du Rhode Island de 1909 à 1929, il siège au conseil d'administration d'une banque, en plus d'être conseiller juridique auprès d'une compagnie d'assurance. Sénateur républicain du Rhode Island à Washington de 1929 à 1935, il est le premier Franco-Américain à accéder à un tel poste.

HÉBERT, FÉLIX-ÉDOUARD. Homme politique et écrivain (Nouvelle-Orléans, Louisiane, 12 octobre 1901 – *Ibid.*, 29 décembre 1979). Journaliste sportif (1919-1926), il devient responsable de la publicité à l'Université de Loyola de la Nouvelle-Orléans (1926-1928). Revenu au journalisme l'année suivante, Hébert entre au service du quotidien *New Orleans State* comme éditorialiste et chroniqueur (1929-1940). Élu représentant démocrate au Congrès de la Louisiane en 1940, il occupe cette fonction sans interruption

jusqu'en 1976. Il est l'auteur de quelques livres à caractère autobiographique et politique, dont *I Went, I Saw, I Heard* (1945) et *Last of the Titans : The Life and Times of Congressman F. Edward Hébert of Louisiana* (1976).

HÉBERT, PAUL OCTAVE. Homme politique et militaire (Paroisse d'Iberville, Louisiane, 12 décembre 1818 – Nouvelle-Orléans, 29 avril 1880). Ce descendant acadien est diplômé de l'Académie militaire de West Point ; il y enseigne pendant quelques années, puis se porte volontaire pendant la guerre du Mexique. Cité pour bravoure, il termine la guerre avec le grade de colonel. Élu gouverneur démocrate de la Louisiane en 1852, il est alors, à 34 ans, le plus jeune gouverneur d'un État. Il se crée vite une réputation de progressiste en encourageant la construction de chemins de fer, d'écoles, d'universités et d'hôpitaux. Orateur recherché et bon écrivain, il n'en poursuit pas moins sa carrière militaire. Il prend part à la bataille de Milliken's Bend pendant la guerre de Sécession, du côté des Sudistes. La paix revenue, il reprend en Louisiane ses activités administratives et politiques qu'il poursuivra jusqu'à sa mort en 1880.

HELLENCOURT, HENRI-VICTOR LEFEBVRE D'. Journaliste (Paris, France, 11 septembre 1862 – *ibid.*, 8 mai 1940). Il entreprend des études en vue d'une carrière militaire mais abandonne tout et part pour le Manitoba et il se fixe à Sainte-Anne-des-Chênes* (1891-1897). En 1897, il entreprend une carrière de journaliste en devenant rédacteur, puis propriétaire (1901), de *L'Écho* du Manitoba*, lequel disparaît en 1901. La même année, il est chargé par Ottawa d'une mission d'émigration française au Canada. De retour au Canada, il devient agent consulaire de France à Winnipeg* de 1902 à 1905. À partir de 1906, il poursuit sa carrière au Québec avant de retourner définitivement en France.

HENNEPIN, LOUIS. Prêtre et missionnaire (Ath, Belgique, 12 mai 1626 – en Europe, 1705). Il se joint à l'ordre des Franciscains en 1660 et est ordonné prêtre six ans plus tard. En 1675, avec quelques pères Récollets*, il participe à une mission au Canada dans les régions de Québec et du fort Frontenac. Désigné pour accompagner La Salle dans ses explorations, il descend le Mississippi et se rend jusqu'en Louisiane. Revenu en

France vers 1681, Hennepin publie deux ans plus tard un récit de voyage, *Description de la Louisiane*, qui remporte un grand succès dans les librairies. Dans un autre ouvrage intitulé *Nouveau Voyage d'un Pays plus grand que l'Europe* (1698), le missionnaire-explorateur soutient avoir découvert le Mississippi avant La Salle.

HERBIET, JEAN. Professeur, metteur en scène, directeur artistique (Namur, Belgique, 16 décembre 1930 –). Après des études à Namur et à Bruxelles, en administration et en théâtre, il émigre au Canada en 1956. Professeur à l'Université* d'Ottawa (1958-1970) et directeur de la troupe universitaire La Comédie des deux rives, il devient ensuite directeur artistique au Théâtre français du Centre national des arts à Ottawa (1970-1981). Il y réalise 180 spectacles et cherche à accroître l'impact du Centre à l'échelle du pays grâce à des efforts constants pour l'organisation de tournées. De 1981 à 1985, il dirige le Centre culturel canadien à Paris.

HERBIN, JEAN-FRÉDÉRIC. Enseignant et écrivain (Windsor, Nouvelle-Écosse, 8 février 1860 – Wolfville, *ibid.*, 29 décembre 1923). Descendant d'Acadiens déportés, il termine ses études au Acadia College (Wolfville) en 1890. Instituteur dans une école pendant quelques années, il est maire de Wolfville (Nouvelle-Écosse) en 1902 et 1903. Durant son passage à la mairie, il établit à Grand-Pré* un parc à la mémoire de Longfellow, auteur de *L'Évangéline*. Écrivain, il publie plusieurs ouvrages en langues anglaise et française, dont, *L'Histoire de Grand Pré* (1903) et *La Terre d'Évangéline* (1921).

HÉRITAGE FRANCO-ALBERTAIN. Société historique fondée en 1979 à Saint-Paul (Alberta) pour recueillir et préserver les chansons, les mélodies, les danses et les modes vestimentaires des ancêtres francophones. Cette recherche a un but précis : la troupe des Blés d'Or compte s'en servir pour incorporer dans son répertoire des thèmes franco-albertains. Mais le mandat original ne tarde pas à s'élargir sous l'impulsion d'un appui financier massif de sources diverses. En 1981, un incendie détruit le centre culturel de Saint-Paul et les archives de la société. L'entreprise ne s'arrête cependant pas et s'enorgueillit aujourd'hui de plus de 1 000 chansons, de recettes culinaires et médicales, de légendes, de photographies, d'au-

tobiographies et d'entrevues avec les anciens, enregistrées sur bandes magnétiques. Héritage franco-albertain collabore avec l'Institut de recherche de la Faculté* Saint-Jean. La société historique publie aussi depuis peu un bulletin d'information.

HÉRITIERS DE LORD DURHAM, LES.

Étude en deux volumes réalisée par la Fédération* des francophones hors Québec et publiée au printemps de 1977. Son importance tient au fait que, pour la première fois, les francophones hors Québec prennent la parole comme groupe pour attirer l'attention sur la précarité de leur survie collective et pour réclamer des mesures dans plusieurs domaines (l'éducation, la vie sociale et communautaire, la vie économique, la vie politique et les communications). Dans le second volume, les auteurs présentent la situation des francophones dans chacune des neuf provinces où ils sont minoritaires. *Les Héritiers de Lord Durham* sera suivi en 1983 d'une deuxième étude, *Deux poids, deux mesures*, qui démontre que l'intervention des gouvernements fédéral et provinciaux est indispensable pour rétablir l'équilibre entre les deux peuples de langues officielles du Canada. Établissant une comparaison entre les anglophones du Québec et les francophones des neuf autres provinces, la Fédération met en relief les inégalités de traitement entre les deux communautés.

HÉROUX, OMER. Journaliste (Saint-Maurice, Québec, 8 septembre 1876 — Outremont, *ibid.*, 3 mai 1963). Après des études au Séminaire de Trois-Rivières, il entre, en 1896, comme journaliste au *Trifluvien*. Par la suite, il travaille pour différents journaux, dont *La Vérité* et *L'Action Sociale* (subséquentement appelé *L'Action Catholique*), avant de devenir rédacteur en chef au *Devoir**, de 1910 à sa retraite en 1957. Omer Héroux se fait surtout connaître pour ses articles en faveur des minorités francophones du Canada. Ainsi, en 1913, il s'oppose au Règlement* 17 de l'Ontario. L'Université* Laval (1937) et le Collège* Saint-Joseph de Memramcook (1957) lui décernent chacun un doctorat *honoris causa*. De plus, il reçoit en 1947 l'Ordre du mérite scolaire franco-ontarien.

HESSMER : voir AVOYELLES

HÉVEY, PIERRE. Prêtre (Sainte-Barnabé, Québec, 31 octobre 1831 — Manchester, New Hampshire, 21 mars 1910). Ordonné prêtre en 1857 à Saint-Hyacinthe, il est vicaire et curé dans plusieurs paroisses du diocèse jusqu'en 1871, année où il émigre en Nouvelle-Angleterre. Il est curé à Lewiston* (Maine) jusqu'en 1881. Après un séjour en Europe (1881-1882), Hévey retourne aux États-Unis pour remplir pendant 28 ans (1882-1910) la fonction de curé de Sainte-Marie de Manchester*. Bâisseur de nombreux couvents, écoles et églises, il met aussi sur pied avec Alphonse Desjardins* la première caisse populaire aux États-Unis (1908).

HIGH HO DE COCAGUE : voir SAINT-ANTOINE

HOLYOKE. Ville du Massachusetts située à 16 km au nord-ouest de Springfield. Population totale : 50 051 habitants. La ville doit son origine à l'implantation d'une filature en 1836, date où les Canadiens français arrivent en grand nombre dans la région. La première paroisse francophone de Holyoke est fondée en 1869. Deux nouvelles paroisses françaises s'y ajoutent par la suite. D'abord spécialisés dans l'industrie textile, les Canadiens français s'engagent dans des emplois plus diversifiés dès que la ville offre une plus grande variété d'emplois (vers 1880). En 1889, certains ouvriers canadiens-français forment une section francophone au sein du syndicat des menuisiers. La ville possède, tour à tour, plusieurs journaux, dont *La Justice**. Population francophone : 8 169.

HOSPITALIÈRES DE SAINT-JOSEPH. Fondée à La Flèche (France) en 1636, cette communauté s'installe à Montréal en 1659, afin de prendre la relève de l'Hôtel-Dieu de Ville-Marie. Ses membres œuvrent d'abord dans le domaine de la santé et, dans une moindre mesure, dans ceux de l'éducation et de la pastorale. À partir de 1845, les Hospitalières de Saint-Joseph connaissent une expansion rapide : on les retrouve à Kingston (Ontario) où elles érigent un hôpital (1845), à Cornwall (1897), à Sainte-Catherine (1945) et à Ottawa (1967). Elles se dirigent également vers les provinces maritimes : au Nouveau-Brunswick, à Tracadie, où elles fondent un hôpital en 1868, ainsi qu'à Saint-Basile-de-Madawaska (1873), à Bathurst (1942) et à Cara-

quet (1963). À Chatham, elles ouvrent un pensionnat (1869) et le Collège Maillet, qui sera rattaché en 1963 au Collège Saint-Louis (et plus tard à l'Université de Moncton). On retrouve leurs institutions en Nouvelle-Écosse (Yarmouth, 1958), dans l'Ouest canadien, en Alberta (White-law, 1950 et McLennan), ainsi qu'aux États-Unis au Vermont (Winooski, 1894 ; Burlington, 1924) et dans le Maine (Biddeford, 1948). Bien qu'à l'origine les Hospitalières de Saint-Joseph aient constitué une seule communauté, les différentes composantes issues de la souche originelle s'établissent sous un régime de monastères indépendants. Ainsi en 1946, les moniales du Nouveau-Brunswick se regroupent en institut, les francophones non-acadiennes se regroupent sous l'autorité de l'établissement de Montréal et les anglophones, sous l'égide de Kingston. Ce n'est qu'en 1953 que les trois instituts canadiens et l'institut français se regroupent et établissent leur siège social à Montréal.

HOUMA. Ville de la Louisiane et chef-lieu de la paroisse de Terrebonne, située à 79 km au sud-ouest de la Nouvelle-Orléans. Population totale : 30 864 habitants. D'abord habitée par des Amérindiens de la tribu des Houmas, la région est colonisée par des francophones en provenance de Saint-Domingue et de la Nouvelle-Écosse à partir de 1760. Ils y établissent une paroisse française, Saint-François-de-Salles. La ville elle-même est incorporée en 1834 et vit de la pêche, de la construction navale et de l'industrie pétrolière. Plusieurs Cajuns* propriétaires de puits de pétrole y ont fait fortune. Population francophone : 10 569.

HUBERT, JEAN. Journaliste et administrateur (Rimouski, Québec, 29 avril 1924 — Albany, New York, 14 mai 1988). Issu d'une famille de souche acadienne, il est bachelier ès arts de l'Université Sainte-Anne de Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), en 1943. Après avoir travaillé à la Québec North Shore Paper à Baie-Comeau, il entre en 1950 à la rédaction de l'*Évangéline* de Moncton, où il deviendra éditorialiste et rédacteur en chef adjoint. Il collabore à de nombreux périodiques tant au Québec qu'au Nouveau-Brunswick. En 1963, on le retrouve à l'*Action* de Québec en qualité d'éditorialiste et d'adjoint du rédacteur en chef. Depuis 1969, Jean Hubert est le chef de cabinet du maire de Québec. Très en-

gagé dans la vie socio-culturelle, il est, entre autres, président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, membre fondateur et secrétaire de la Société Vacances-familles, trésorier puis secrétaire pendant neuf ans du Conseil de la vie française en Amérique. De 1986 à 1988, il est le président de cet organisme. Auteur de nombreux articles et études sur les francophones hors Québec, très actif dans les rencontres de Canadiens français, Jean Hubert a été fait membre de l'Ordre des francophones d'Amérique et a reçu la médaille de reconnaissance des Acadiens.



Emblème de la Compagnie de la baie d'Hudson

HUDSON, COMPAGNIE DE LA BAIE D'. Plus ancienne société commerciale du monde anglo-saxon, elle reçoit sa charte d'incorporation en 1670. Ayant son siège social à Londres, puis à Winnipeg* depuis 1970, la Compagnie de la baie d'Hudson est liée à la première entreprise de pénétration et de colonisation des terres intérieures du Canada. Elle se voit concéder en 1670, par proclamation royale, l'exclusivité des droits commerciaux sur le vaste territoire de la baie d'Hudson et de ses affluents. Le traité* d'Utrecht (1713) signé entre l'Angleterre et la France reconnaît ce privilège. L'expansion migratoire des Canadiens français dans l'Ouest est marquée à la fois d'entente et de tensions avec la Compagnie. Cédant son monopole et son territoire au gouvernement du Canada en 1870, la compagnie n'en continue pas moins à développer l'Ouest du pays

et à étendre ses activités à l'extérieur de son domaine traditionnel, le commerce des fourrures. Elle demeure encore aujourd'hui la principale société de vente au détail du Canada.

HUNEAULT, ESTELLE. Sténographe et agent de développement communautaire (Limoges, Ontario, 8 avril 1923 —). Après avoir été sténographe et secrétaire à Ottawa de 1941 à 1947, elle entre au service du curé de Clarence Creek en 1947 et y demeure jusqu'en 1984. Pendant cette période, elle travaille aussi pour le ministère de l'Éducation de l'Ontario et le Conseil scolaire de Prescott-Russell. Elle aide à organiser des cours pour adultes en leadership, tissage, crochet et couture. De 1959 à 1967, elle est présidente provinciale de l'Union* culturelle des Franco-Ontariennes, dont elle parvient à quintupler le nombre des membres. Tout au long de sa carrière, elle est l'un des acteurs principaux du développement communautaire dans l'Est ontarien.

HURTUBISE, JOSEPH-RAOUL. Médecin et homme politique (Sainte-Anne-de-Prescott, Ontario, 1^{er} juillet 1882 — Ottawa, *ibid.*, 31 janvier 1955). Il fait ses études classiques à Rigaud (Québec), sa médecine à l'Université Queens de Kingston* (1908) et complète sa formation dans divers hôpitaux américains. Établi à Sudbury* (Ontario) pour sa pratique médicale (1910), il se passionne pour la chose politique et scolaire : il participe à la fondation du Collège* du Sacré-Cœur (Sudbury), il est membre-fondateur de l'école de formation des infirmières de l'Hôpital Saint-Joseph. Toute sa vie, il assume divers postes au sein de l'exécutif de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario (AC-FEO). Ses engagements lui font vivre d'une manière active les luttes contre le Règlement* 17 (1912-1927). Défait comme candidat aux élections ontariennes de 1923, il vient à la politique fédérale en 1930 ; élu aux communes à plusieurs reprises (1930, 1935 et 1940), il devient sénateur en 1945. D'aucuns lui ont reproché son appui à Mackenzie King au moment de la conscription.

I

IBERVILLE, D' : voir LE MOYNE D'IBERVILLE, PIERRE

ÎLE-DES-CHÊNES. Village du Manitoba situé à environ 20 km au sud de Winnipeg. Population totale : 820 habitants. D'abord connu sous le nom de Oak Island Settlement, c'est au moment de la fondation de la paroisse en 1890 que le village reçoit son nom actuel. Habitée d'abord par des Métis*, cette localité est colonisée par des Canadiens français originaires du Québec, qui, peu avant le début du XX^e siècle, en défrichent les terres pour se consacrer à l'agriculture. L'activité économique d'aujourd'hui tourne essentiellement autour de l'élevage bovin et de l'industrie laitière. On y trouve une section locale de la Ligue féminine catholique du Manitoba. Population francophone : environ 400.

ÎLE DE SHIPPAGAN : voir LAMÈQUE

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD : voir ACADIE

ÎLE MADAME, Région de Nouvelle-Écosse. L'île Madame se trouve au sud de l'île du Cap-Breton. Nicolas Denys* l'avait baptisée Île-Sainte-Marie. Son nom actuel pourrait lui avoir été donné en l'honneur d'une grande dame de France ; il pourrait aussi s'agir d'une adaptation anglaise du nom Île Notre-Dame, toponyme également utilisé durant le régime français. Après le traité d'Utrecht (1713), l'île est peuplée par des pêcheurs d'origine basque, venus de Plaisance (Terre-Neuve), et par des Acadiens. Ils s'installent à Petit-de-Grat, une petite île au sud-est de



Île Madame, Nouvelle-Écosse

l'île Madame, ainsi qu'à Arichat et à D'Escouse. Après la Déportation* et le traité* de Paris, les Acadiens repeuplent l'île. La pêche constitue le fondement de son économie. Au XIX^e siècle, l'île a abrité un florissant commerce maritime et des chantiers de construction navale. Plus de la moitié de ses 4 807 habitants sont francophones, leur isolement ayant contribué à la survie du français.

ÎLE ROYALE : voir voir CAP-BRETON, ÎLE DU

ÎLE SAINTE-MARIE : voir ÎLE MADAME

ILLINOIS : voir MIDWEST

IMPARTIAL, L'. Premier journal d'expression française de l'Île-du-Prince-Édouard, cet hebdomadaire est fondé à Tignish en 1893 par Gilbert Buote* et son fils François-Joseph Buote. Férés de généalogie, les rédacteurs-fondateurs publient quantité de renseignements sur l'histoire des familles acadiennes de l'île. Le journal publie par ailleurs un album-souvenir, *L'Impartial illustré*, à l'occasion du centième anniversaire de Tignish. Contemporain du « réveil acadien » à la fin du XIX^e siècle, *L'Impartial* suit aussi de près l'évolution politique des Acadiens et assure un compte-rendu complet des Conventions nationales. Dirigé jusqu'en 1904 par Gilbert Buote, puis par son fils Francis, *L'Impartial* cesse de paraître en 1915.

IMPRIMERIE LESCARBOT LTÉE. Maison d'édition et imprimerie, cette société est fondée en 1972, à Yarmouth* (Nouvelle-Écosse). Au moment de la relance de l'hebdomadaire *Le Petit Courier* – devenu alors *Le Courier* de la Nouvelle-Écosse* – les propriétaires du journal, soucieux de rentabiliser leurs investissements et leurs opérations, mettent sur pied leur propre imprimerie. Bientôt l'entreprise est en mesure d'étendre sa vocation et elle se lance dans l'édition. Depuis 1974, une trentaine de livres, surtout d'intérêt local ou régional, y ont été publiés, dont *Histoire de Sainte-Anne du Ruisseau* et *Histoire des tapis « hookés » de Chéticamp et leurs artisans* (1985).

INDÉPENDANT, L'. Publié à Fall* River d'abord sous le titre de *Le Castor*, ce journal s'appelle en 1885 *L'Indépendant* lorsqu'Antoine Houde en fait l'acquisition. Organe de presse ca-

tholique et francophone, il se donne pour mission de défendre les intérêts des Franco-Américains et de promouvoir leur culture. De plus, il s'affiche comme étant un journal de parti et prône les idées républicaines. Hebdomadaire, devenu quotidien en 1893, il change plusieurs fois de mains : en 1889, il devient la propriété d'Onézime Thibaut puis, en 1902, une organisation composée de quelques membres canadiens-français le prend en charge. Vers 1940, il devient le principal journal francophone de la Nouvelle-Angleterre avec un tirage de 6 700 copies. Néanmoins, il décline graduellement et, en 1962, il ne tire plus qu'à 3 481 exemplaires, pour finalement disparaître à la fin de l'année.

INDÉPENDANT DE WOONSOCKET, L' : voir *TRIBUNE, LA*

INSTITUT CANADIEN-FRANÇAIS D'OTTAWA. En 1851, Joseph-Balzura Turgeon et tous les Canadiens français membres du Mechanics Institute d'Ottawa quittent cette organisation, bilingue au départ, parce qu'on leur interdit désormais de participer à son cabinet de lecture. Dès 1852, Turgeon et quelques amis fondent un cercle littéraire, qui s'inspire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et de l'Institut canadien de Montréal et qui vise le développement moral, intellectuel et physique de ses membres. En 1856, ce cercle prend le nom d'Institut canadien-français de la cité d'Ottawa et, en 1926, celui d'Institut canadien-français d'Ottawa. Tout au long de son histoire, l'Institut multiplie les initiatives : Cercle littéraire de la jeunesse catholique d'Ottawa (1862) ; Soirées littéraires du cercle des familles (1870) ; Club des débats (1875-1878) ; Club des discussions (1880) et Cercle littéraire et scientifique (1894). Le Cercle dramatique d'Ottawa, fondé en 1853-1854, s'y rattache en 1856 et le théâtre devient l'une des activités les plus importantes de l'Institut, outre ses conférences, sa bibliothèque et l'organisation de manifestations culturelles et patriotiques. Il est à l'origine de la fondation des deux premiers journaux francophones publiés en Ontario : *Le Progrès** (1858) et *Le Courier* d'Ottawa* (1861). De 1922 à 1925, il publie mensuellement une revue intitulée *Les Annales*. Au fil des années, il accroît le nombre de ses membres, qui passe de 200 en 1894 à 600 en 1925, 800 en 1971 et 1 000 en 1983. Devenu

avant tout un club social, l'Institut se veut encore aujourd'hui au service des intérêts de la langue et de la culture de l'Ontario français.

INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE. Fondé en 1980 à Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse), l'Institut a pour but d'assurer la formation professionnelle d'agents de développement communautaire et de maintenir un service de formation et de consultation pour les groupes bénévoles acadiens et francophones de l'extérieur du Québec. Ses activités consistent à offrir des cours en vue de l'obtention d'un certificat d'études en développement communautaire et à fournir des services de consultation, de formation, de recherche et de documentation. Au début des années 1980, l'Institut s'est penché particulièrement sur le cas de la communauté de la Baie-Sainte-Marie et il y coordonne une expérience de développement intégré. En 1985, il publie un Rapport d'étude sur l'assimilation des Acadiens de la Nouvelle-Écosse. Il est le seul centre de formation en milieu francophone en dehors du Québec à offrir un programme universitaire en animation et développement communautaire.

INSTITUT DE FOLKLORE DE L'UNIVERSITÉ DE SUDBURY : voir **CENTRE FRANCO-ONTARIEN DE FOLKLORE**

INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE. Organisme fondé à Montréal en 1946 par l'abbé Lionel Groulx pour favoriser l'étude de l'histoire du Canada et du fait français en Amérique. L'Institut, qui compte 700 membres en 1985, organise un congrès annuel dans divers centres francophones du Canada. Il publie un bulletin trimestriel, *Revue d'histoire de l'Amérique française*, et décerne deux prix annuels : le prix Lionel-Groulx, pour le meilleur ouvrage traitant de l'histoire de l'Amérique française, et le prix Guy-Frégault, pour le meilleur article publié dans la revue au cours de l'année.

INSTITUT FRANÇAIS. Fondé en 1979, l'Institut français est une unité du Collège* de l'Assomption/Assumption College de Worcester*, au Massachusetts. L'Institut a pour but l'étude et la connaissance des cultures de la France et de l'Amérique du Nord française. Chaque année, l'Institut organise, sur un thème de la vie franco-

américaine, un colloque dont les actes sont publiés. L'Institut fournit des ressources aux chercheurs et aux autres personnes intéressées au fait français. Son action s'étend de l'histoire orale au tourisme culturel. Depuis sa fondation, l'Institut est dirigé par Claire Quintal*.

INSTITUT FRANCO-ONTARIEN. Cet institut qui voit le jour à l'Université* Laurentienne de Sudbury* (Ontario) en 1977, regroupe des chercheurs francophones s'intéressant à tous les aspects de la vie des Franco-Ontariens. Il organise des colloques, des conférences et des communications traitant des réalités franco-ontariennes. Il publie une revue annuelle, la *Revue* du Nouvel-Ontario*, dont le premier numéro paraît en 1978, ainsi que plusieurs actes de colloques. De plus, il collabore au financement d'un film réalisé par un de ses membres, *Plus de poupées que de camions*, qui traite des valeurs traditionnelles et nouvelles des Franco-Ontariens.

INSTITUT JEANNE D'ARC. Fondé à Ottawa par Laura Chartrand en 1911, l'Institut Jeanne d'Arc s'inspire du Foyer Notre-Dame de Montréal et se consacre à la protection des jeunes filles. En 1914, sa directrice, sœur Marie d'Aquin entreprend d'y créer une congrégation. Celle-ci est érigée canoniquement le 7 octobre 1919 et poursuit son œuvre dans la région d'Ottawa. Quant à l'Institut, il continue d'abriter les jeunes filles sans foyer et offre des cours privés menant à un diplôme d'études commerciales.

IOWA : voir **MIDWEST**

IROQUOIS FALLS. Ville du Nord de l'Ontario située au bord de la rivière Abitibi, à 45 km au sud-est de Cochrane. Population totale : 6 339 habitants. Sa fondation en 1915 est liée à une concession accordée en 1912 à une compagnie d'exploitation forestière. Le peuplement d'Iroquois Falls est le produit des efforts des missionnaires qui y invitent des colons du Québec afin de compenser la vague d'émigration vers les États-Unis. Population francophone : 2 970.

ISTROUMA : voir **BÂTON-ROUGE**

J

JAMES, WILL (pseud. de Ernest Dufault). Cowboy, dessinateur et écrivain (St-Nazaire, Québec, 1892 — Hollywood, 5 septembre 1942). Dès l'âge de 4 ans, il étonne son entourage avec ses dessins d'animaux. Garçon solitaire, il part à la conquête de l'Ouest à 15 ans, change de nom et s'invente un passé *western*. D'un ranch à l'autre, il apprend le métier de cow-boy. À 18 ans, il arrive aux États-Unis et adopte un faux nom : Will James. Excellent dompteur de chevaux, il travaille à Hollywood en 1916 comme cascadeur dans des films muets. En 1919, après un accident, il abandonne sa carrière pour se consacrer au dessin et à l'écriture. Trois de ses œuvres remportent un succès : son recueil *Cowboys North and South*, en 1924, son roman *Smoky*, en 1926 et sa biographie *Lone Cowboy, My Life Story*, en 1930. Ses romans sont adaptés au cinéma et il tient lui-même plusieurs rôles-titres ; on le consacre M. Cowboy et personne ne connaît ses origines québécoises. Il s'achète un ranch dans le Montana. Il reste de lui des centaines de dessins et quelques douzaines de tableaux.

JAMOT, JEAN-FRANÇOIS. Évêque (Châte-lard, France, 23 juin 1828 — Peterborough, Ontario, 4 mai 1886). Ordonné prêtre en 1853, il part la même année pour le Canada et œuvre comme vicaire dans le diocèse de Toronto* pendant 2 ans. Curé à Barrie (Ontario) jusqu'en 1863, il est nommé recteur de la cathédrale St-Michael de Toronto et devient par la suite vicaire général et chancelier du diocèse de Toronto (1867-1874), puis vicaire apostolique du Nord de l'Ontario (1874-1882). Élevé dès lors à l'épiscopat, M^{gr} Jamot prend la responsabilité du nouveau diocèse de Peterborough, dont il est le premier titulaire.

JANSON-LAPALME, RODOLPHE. Chanteur et journaliste (Lawrence, Massachusetts, 26 août 1896 — après 1957). Après ses études au Collège de l'Assomption près de Montréal, il va étudier le chant avec plusieurs professeurs, dont Raymond Blanchard de l'Opéra de Boston et Vincent Hubbard. Il chante dans plusieurs concerts aux États-Unis et, en particulier, en Nouvelle-Angleterre. Par la suite, il se met à enseigner le chant et la diction à Lawrence* ainsi qu'à Man-

chester* et dans quelques autres localités de la Nouvelle-Angleterre. Parallèlement, il est propriétaire et rédacteur du journal *Le Courier de Lawrence* et travaille comme courtier en assurances. Il est aussi chroniqueur musical au journal anglophone de sa ville natale, *Evening Tribune*. Très actif dans la société franco-américaine, il est membre, entre autres, de l'Alliance des journaux franco-américains et de la Société historique de Boston.

JEAN, BERNARD. Homme politique et juge (Lamèque, Nouveau-Brunswick, 2 mars 1925 —). Diplômé de l'Université* Laval en 1949, il est admis au barreau du Nouveau-Brunswick en 1951. Élu député libéral à l'Assemblée législative de sa province en 1960, il conserve son siège aux élections générales de 1963, 1967 et 1970. Représentant le comté de Gloucester, il devient aussi président de l'Assemblée (1963-1966), procureur général (1966-1967) et ministre de la Justice (1967-1970). Depuis sa démission en 1972, il est tour à tour juge à la Cour de comté (1972), à la Cour suprême (1979) et à la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick (1979).

JEAN-BAPTISTE, LE. Journal hebdomadaire fondé à Northampton (Massachusetts) en 1875 par Pierre-C. Chatel et M. Burleigh. Dès sa création, il se caractérise par ses prises de position contre le rapatriement des francophones de la Nouvelle-Angleterre au Canada. Publié à Holyoke* (1876-1878), il est ramené à son lieu originel et fait l'objet de nombreuses transactions. Propriété de Ferdinand Gagnon* du *Travailleur** de Worcester de 1883 à 1887, *Le Jean-Baptiste* devient l'édition hebdomadaire de ce dernier journal à Northampton. Transféré à Pawtucket, Rhode Island, en 1894, il connaît la stabilité sous la direction de J.-B.-S. Brazeau, qui le maintient pendant quarante ans. Ayant un tirage de 5 600 exemplaires et adoptant des positions favorables aux républicains, il cesse de paraître en 1933 pour être racheté par *Le Franco-Américain*.

JEANNE D'ARC, SOEURS DE. Vouée au service du clergé et au culte du Sacré-Cœur, cette communauté voit le jour en 1914, à Worcester* (Massachusetts). En 1917, son fondateur établit les religieuses à Québec. Puis la communauté se répand au Québec et aux États-Unis, où les

sœurs de Jeanne d'Arc assurent le service de résidences épiscopales, séminaires, noviciats et presbytères, notamment en Nouvelle-Angleterre et dans l'état de New York, dans les diocèses de Manchester*, Hartford*, Fall* River, Springfield*, Portland*, Providence*, New York*, Albany* et Rochester.

JEFFERSON COUNTY. Région du Texas où l'on trouve de nombreux Acadiens venus de la Louisiane. Elle inclut les villes de Niches, Port Arthur, Orange, Nederland Groves et Baytown. Attirés par les conditions avantageuses que leur offre le Texas, notamment dans l'octroi des terres, de nombreux cultivateurs acadiens y émigrent dès le XIX^e siècle. Au siècle suivant, c'est l'industrie du pétrole qui attire les immigrants. Leurs descendants forment aujourd'hui environ cinq pour cent de la population de l'État du Texas.

JENNINGS. Ville de la Louisiane et chef-lieu de la paroisse Jefferson Darius, située à 70 km à l'est de Lafayette. Population totale : 11 900 habitants. La découverte du pétrole en 1901 crée un véritable essor économique dans cette petite ville sur la rivière Mermentau, où les descendants des Acadiens conservent leurs traditions du Mardi* gras et du Cajun Day. Fondée il y a plus d'un siècle, cette coquette ville aux trente églises est restée un symbole de la joie de vivre. Population francophone : 5 013.

JÉRÔME, MARTIN. Homme politique (Saint-Norbert, Manitoba, 23 novembre 1850 — juillet 1936). Né d'un père canadien-français et d'une mère métisse, Jérôme est fonctionnaire avant de se lancer en politique. Il est élu trois fois député libéral de Carillon à l'Assemblée législative du Manitoba (1888, 1892 et 1899). Préfet de la municipalité de Salaberry, membre actif de la Société historique métisse et de l'Union nationale métisse Saint-Joseph, il a publié deux opuscules sur l'histoire des Métis*.

JÉSUITES, LES. Congrégation fondée en 1534 par Ignace de Loyala sous le nom officiel de Société de Jésus, elle est l'une des premières congrégations à œuvrer au Canada. Une première mission jésuite est établie à Port-Royal* (Acadie) en 1611 puis, par la suite, des missions sont établies à Québec, Trois-Rivières et Ville-Marie

(Montréal). Les Jésuites travaillent principalement à la conversion des Indiens et, au cours de leurs explorations, contribuent à la connaissance du continent. Leur mission la plus connue est celle de Sainte-Marie*-des-Hurons (près de Midland, Ontario ; 1633-1649), suivie de celle de Michillimakinac*. Les explorations et les œuvres de Jésuites en Nouvelle-France sont décrites dans les *Relations**. Supprimée par le Pape en 1773 puis restaurée en 1814, la congrégation revient au Canada en 1842. Les Jésuites se consacrent alors principalement à l'éducation. Ils établissent des collèges classiques au Québec, puis le Collège* du Sacré-Cœur à Sudbury*, l'Université* de Sudbury, le Collège* de Saint-Boniface et le Collège* d'Edmonton.

JEUNES CHANTEURS D'ACADIE, LES.

Composé d'une cinquantaine de jeunes choristes âgés de 11 à 22 ans, cet ensemble vocal est formé en 1969 dans la région de Moncton* (Nouveau-Brunswick). Connu jusqu'en 1972 sous le nom de Chorale d'Aberdeen, l'ensemble se produit dans plusieurs pays d'Europe et à l'occasion de manifestations importantes au Canada, où il interprète son répertoire en anglais, français, allemand, latin et gallois. Remportant les palmes de maints concours tant nationaux qu'internationaux, il enregistre quelques microsillons, dont *Les jeunes chanteurs d'Acadie* (1974), *Revivre nos Noël/Christmas Reflections* (1976), *Jeunes chanteurs d'Acadie* (1977).

JEUNESSE ACADIENNE. Fondé en 1976 à Mont-Carmel, Île-du-Prince-Édouard, à l'initiative de la Société* Saint-Thomas d'Aquin, Jeunesse acadienne regroupe quelque 400 jeunes francophones de l'île, répartis en huit sections. Vouée à la promotion de la langue française et au renforcement de son usage auprès des générations montantes, cette association vise à assurer le rattrapage linguistique des jeunes Acadiens en voie d'assimilation. Jeunesse acadienne organise à cette fin une semaine annuelle de la fierté acadienne, des stages de formation, des ateliers de théâtre et des camps d'été.

JOLIAT, AURÈLE. Joueur de hockey (Ottawa, Ontario, 29 août 1910 — Ottawa, 1^{er} juin 1986). Après un essai infructueux au football, il s'adonne au hockey et entreprend une carrière dans le Club des Canadiens (Montréal) en 1923.

Ne pesant que 58 kilos, il est l'un des plus petits joueurs de hockey professionnel de tous les temps ; il connaît néanmoins beaucoup de succès. Avec ses co-équipiers Howie Morenz et Billy Boucher, il forme pendant plusieurs saisons le meilleur trio des Canadiens. Il gagne le trophée Hart (le joueur le plus utile à son équipe) en 1934 et fait partie de l'équipe d'étoiles à quatre reprises avant de prendre sa retraite en 1938. Il a été admis au Temple de la Renommée du Hockey.

JOLICOEUR, CATHERINE. Institutrice et folkloriste (Nouvelle, Québec, 22 mars 1915 —). Formée en sciences sociales et en français à Edmundston* et à Québec (1963), elle avait déjà enseigné pendant plus de 30 ans au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Gaspésie. Intéressée par l'étude des arts et des traditions populaires, elle coordonne la préparation d'un *Essai de classification des légendes françaises d'Amérique du Nord* (1971-1974) sous les auspices de l'Université* Laval. Ses recherches la conduisent à inventorier, en Acadie seulement, plus de 35 000 légendes qu'elle fait surtout connaître dans deux ouvrages : *Le Vaisseau-Fantôme. Légende étiologique* (1970) et *Les Plus Belles Légendes acadiennes* (1981). Son œuvre vise à faire comprendre, à travers l'étude des récits populaires, la mentalité et l'imaginaire des Acadiens.

JOLLIET, LOUIS. Explorateur (Québec, 21 septembre 1645 — Mingan, Québec, entre le 4 mai et le 18 octobre 1700). Élève des jésuites au Collège de Québec, il abandonne ses études et entreprend sa carrière d'explorateur, d'abord au lac Supérieur puis dans la région de Sault-Sainte-Marie (1658). Après un séjour en France (1667-1669), il s'adonne au commerce des fourrures dans la région des Grands Lacs. En 1672, Frontenac* le charge de l'exploration du Mississipi en compagnie du père Marquette*. À son retour, il fait du commerce dans la région de Sept-Îles et de la côte nord du Saint-Laurent. Il dirige une expédition vers la baie d'Hudson, qu'il atteint par le lac Saint-Jean et la rivière Mistassini (1679), il explore les côtes du Labrador (1694), puis il est nommé professeur d'hydrographie à Québec (1697). Musicien averti, cet homme aux

nombreux talents meurt dans des circonstances inconnues.

JOLY DE LOTBINIÈRE, HENRI-GUSTAVE. Avocat et homme politique (Épernay, France, 5 décembre 1829 — Québec, 15 novembre 1908). Admis au barreau en 1855, élu en 1861 député de Lotbinière à l'Assemblée législative du Canada-Uni, il représente cette circonscription sans interruption jusqu'en 1885. Opposé à la Confédération*, il n'en continue pas moins de siéger simultanément à la Chambre des communes et à l'Assemblée législative du Québec de 1867 à 1874. À la suite de l'abolition du cumul des mandats, Joly de Lotbinière devient premier ministre du Québec (1878-1879). Chef de l'opposition libérale à Québec (1867-1878 ; 1879-1883), il se retire provisoirement de la vie publique en 1885. De retour en 1896, il est ministre du Revenu à Ottawa, sous Wilfrid Laurier* (1897-1900), avant de devenir lieutenant-gouverneur de la Colombie-Britannique (1900-1906). Au cours de ce dernier mandat, il prend plusieurs initiatives, dont l'encouragement aux industries forestière et agricole et le resserrement des liens avec les autres provinces.

JOLYS, JEAN-MARIE ARTHUR. Prêtre (Muzillac, France, 13 août 1854 — Saint-Pierre, Manitoba, 14 juin 1926). Arrivé en Amérique en 1875, il fait ses études au Séminaire de Québec et est ordonné prêtre en 1877 à Lac-la-Biche* (Alberta). Nommé curé de Saint-Pierre (Manitoba), il y reste 46 ans. Il publie un ouvrage historique en 1914 et un recueil de poésie intitulé *Rêves du Soir*. Il a aussi signé de nombreux articles ou poèmes dans les journaux manitobains. Le village de Saint-Pierre, renommé Saint-Pierre-Jolys* perpétue sa mémoire.

JOURNAL DE LOWELL, LE. Seul mensuel de langue française à paraître actuellement en Nouvelle-Angleterre, ce journal est fondé en 1975. Édité par Albert Côté, il est la propriété de Roger Lacerte*, important libraire franco-américain. Au service des intérêts francophiles et de la culture francophone de cette région, il a un tirage de 4 000 exemplaires.

JOUSSARD, HENRI-CÉLESTIN. Missionnaire et évêque (Saint-Michel-de-Geoirs, France, 2 octobre 1851 — Grouard, Alberta, 20 septembre

1932). Il fait ses études en France et est ordonné prêtre oblat en 1880. Arrivé au Canada, il établit des missions dans le nord de l'Alberta. En 1909, il est sacré évêque. Promoteur de la colonisation catholique et française dans l'Ouest, un village et une école de l'Alberta portent aujourd'hui son nom.

JOYAL, ARTHUR. Religieux et administrateur (Sainte-Agathe-de-Provencher, Manitoba, 28 février 1883 — Sainte-Agathe-des-Monts, Québec, 18 février 1962). Il fait ses études au Petit Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières et est ordonné prêtre oblat (1908). Affecté au Sco:asticat Saint-Joseph d'Ottawa (1909-1914), au sanctuaire de pèlerinage du Cap-de-la-Madeleine (Québec ; 1914-1932), puis à la cure de Saint-Pierre-Apôtre de Montréal (1933-1934), il fait ensuite carrière en Ontario. De 1934 à 1944, succédant au père Charles Charlebois*, il dirige le secrétariat de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario. Jugé parfois timide dans ses revendications, il cherche à faire accepter la communauté franco-ontarienne, qui, sept ans plus tôt, a reconquis le droit à ses écoles. Il écrit *Histoire de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario* (non publié).

JULIEN, GILBERT-OVILA. Journaliste et professeur (Ottawa, Ontario, 26 mai 1892 — Hull, Québec, 20 février 1938). Dès la fin de ses études de baccalauréat en 1916, il enseigne à l'Université* d'Ottawa l'anglais, le français et l'arithmétique. Dès lors et jusqu'à sa mort, il est chargé d'enseigner différents cours, de la géographie physique en passant par le droit commercial, les langues et l'histoire. Détenteur d'une maîtrise ès arts de cette université en 1918, il va servir quelques mois dans l'aviation canadienne. En 1920, il entre au *Droit** d'Ottawa, où il fera une longue carrière en journalisme sportif. Jusqu'à sa mort et parallèlement à ses tâches d'enseignement, il s'occupe activement de la scène sportive et sociale de l'Outaouais, dont il est un animateur constant. Un trophée, remis annuellement par *Le Droit*, porte son nom et est décerné au meilleur athlète professionnel ou amateur de langue française du Canada.

JUNEAU, SALOMON. Fondateur de Milwaukee, Wisconsin (L'Assomption, Québec, 9 août 1793 — Theresa, Wisconsin, 14 novembre 1856).

D'abord voyageur pour la Compagnie de la Baie d'Hudson, il s'installe en 1818, avec sa femme, sur les bords de la rivière Milwaukee. Il trace les premières rues de la future ville de Milwaukee*, en devient le premier maître de poste puis, en 1846, le premier maire. Il amasse une fortune grâce à la vente de terrains dans la ville en développement, mais perd tout, plus tard, aux mains de spéculateurs. Deux de ses fils, Paul et Narcisse, siègeront à la Législature du Wisconsin.

JUSTICE, LA. Hebdomadaire fondé en 1896 à Biddeford* dans le Maine par Albert Bonneau. D'allégeance démocrate, ce journal franco-américain constitue un pilier de la presse franco-américaine pendant 55 ans. Préoccupé par la survivance, le journal dénonce vigoureusement l'assimilation et défend les sociétés patriotiques franco-américaines, l'école paroissiale et l'Église. Après la mort de Bonneau, *La Justice* passe aux mains d'hommes d'affaires de Lewiston*. Le journal continue toutefois de véhiculer des conceptions conservatrices. Au cours de son existence, le tirage de *La Justice* variait entre 1 000 et 4 000 exemplaires. *La Justice* cesse de paraître en 1950.

JUSTICE, LA. Journal hebdomadaire fondé à Holyoke* (Massachusetts) en 1902. Bilingue à ses débuts, il devient unilingue français à partir de 1908 sous la direction de O.O. Lamontagne. *La Justice* publie à 5 200 exemplaires dans les années 1930. Le journal disparaît en 1964 avec son dernier propriétaire, Roméo D. Raymond*, qui a été l'âme du journal durant plus de trente ans.

JUSTICE, LA. Hebdomadaire de langue française fondé en 1912 à Ottawa* pour dénoncer le Règlement* 17 et engager la bataille contre « toute la horde des persécuteurs ». Jules Tremblay*, son premier et seul rédacteur, énonce clairement dans le premier numéro l'intention du journal de rester indépendant des partis politiques. Pour ce faire, il n'hésite pas à louer publiquement les politiciens qui défendent sa cause et à dénoncer ceux qu'il juge tièdes ou indifférents et ce, quelle que soit leur couleur politique ou leur origine ethnique. *La Justice* cesse de paraître en 1915.

JUTEAU, DANIELLE. Professeur (Noranda, Québec, 13 novembre 1942 —). Docteur en

sociologie de l'Université de Toronto (1974), elle commence à enseigner cette discipline dès 1972, à l'Université* d'Ottawa. En 1981, elle poursuit son enseignement et sa recherche à l'Université de Montréal. Outre ses recherches sur les femmes, Juteau est connue pour ses travaux sur les collectivités minoritaires et, en particulier, sur le phénomène identitaire chez les Franco-ontariens. Elle est l'auteur de nombreux articles et publications, dont un livre intitulé *Frontières ethniques en devenir* (1979), écrit en collaboration.

K

KAMLOOPS. Ville de la Colombie-Britannique située au confluent des rivières Thompson-Nord et Thompson-Sud, à 400 km au nord-est de Vancouver. Population totale : 64 048 habitants. Poste de traite de la Compagnie Pacific Fur depuis 1812, puis de la Compagnie* du Nord-Ouest et, en 1821, de la Compagnie* de la baie d'Hudson, les premiers colons y arrivent vers 1860 avec la ruée vers l'or. Parmi eux, se trouvent plusieurs francophones dont des Pères oblats*, qui y fondent une mission. Le directeur de la mission, le père Pandosy*, est le premier à avoir fait la culture des arbres fruitiers dans la vallée de l'Okanagan. Les habitants de Kamloops font l'élevage des bovins et la culture des fruits et légumes. Population francophone : 960.

KANKAKEE. Ville de l'Illinois située à 50 km au sud de Chicago. Fondée en 1796 par Jean-Baptiste Faribault*, originaire de Berthier au Québec, la ville de Kankakee supplante Bourbonnais* comme centre des activités commerciales de la région vers 1853. La paroisse Sainte-Rose-de-Lima y est fondée en 1855. Bien que l'immigration des francophones du Canada cesse pratiquement après cette date, les écoles tenues par les religieuses et surtout le Collège Saint-Viateur assurent pendant longtemps la survie du fait français dans cette communauté. Avec la dispersion des francophones au début du XX^e siècle, Kankakee, comme d'autres municipalités du Midwest*, cesse de jouer un rôle dans la diffusion du fait français.

KAPUSKASING. Ville du nord de l'Ontario, située à 120 km à l'ouest de Cochrane, au bord de la rivière Kapuskasing. Population totale : 12 014

habitants. La ville date de la période de la première guerre mondiale ; son emplacement est en effet choisi en 1915 pour édifier les baraquements destinés à la détention des prisonniers allemands et autrichiens. Après leur évacuation en 1920, une compagnie d'exploitation forestière vient s'y implanter, ce qui suscite dès ce moment-là un peuplement important, formé de francophones en provenance surtout du Québec et du Nouveau-Brunswick. Pour cette population française, l'exploitation des forêts demeure l'activité industrielle principale. À titre d'exemple, l'usine de pâtes et papiers de la ville est le fournisseur principal du journal *The New York Times*. La vie française est animée par le Centre régional de loisirs culturels. Population francophone : 7 125.

KARCH, PIERRE PAUL. Professeur et écrivain (Saint-Jérôme, Québec, 20 juin 1941 —). Détenteur d'une maîtrise en lettres françaises de l'Université de Toronto, il enseigne au Québec et au Nouveau-Brunswick, puis entre au département d'études françaises du Collège* Glendon de Toronto où il est professeur depuis 1967. Son œuvre littéraire comprend une anthologie de la littérature canadienne-française, plusieurs poèmes, des recueils de contes, dont *Nuits Blanches* (1981), et un roman, *Baptême* (1982), qui pose un regard ironique, parfois même cynique, sur la société franco-ontarienne des années 1930.

KASKASKIA. Village de l'Illinois situé au bord de la rivière du même nom, à 8 km de son confluent avec le Mississipi. Fondé par le père Gabriel Marest en 1700, la communauté s'organise autour de la traite des fourrures. En 1719, le village est érigé en paroisse. Les Jésuites* y établissent un monastère en 1721. Le village compte une importante population agricole et, à partir de 1722, des terres sont concédées aux Canadiens et aux Français en provenance de Louisiane. Au XVII^e siècle, Kaskaskia possède un fort mais il est abandonné après la construction du fort de Chartres. D'autres francophones arrivent dans la région au XIX^e siècle. Kaskaskia, devenue capitale du territoire de l'Illinois, est anéantie par les inondations du Mississipi en 1881. Seule une île subsiste encore.

KEDGWICK. Village du Nouveau-Brunswick situé à 86 km au sud-ouest de Campbellton. Population totale : 1 222 habitants. Village agricole

dont la paroisse remonte à 1913, il a porté jadis le nom de Grande-Fourche. Un festival, L'Acadie en fête, s'y déroule chaque année. Bien qu'à l'origine le village ait été multi-ethnique, la quasi-totalité de ses habitants parle aujourd'hui le français. Population francophone : 1 170.

KELOWNA. Ville du sud de la Colombie-Britannique située dans la vallée de l'Okanagan, sur la rive est du lac du même nom. Population totale : 59 196 habitants. Colonisée vers 1859 par un contingent de francophones dirigé par le père Charles-Marie Padosy*, la région connaît, dès le début, une vocation agricole. Les premiers colons plantent de grands vergers et introduisent un bétail de race dite OM (pour Oblats* de Marie). D'abord regroupé à la mission de l'Okanagan, ce peuplement est à l'origine de la ville de Kelowna fondée en 1892. Le Cercle francophone de Kelowna et le Cercle culturel de l'Okanagan y animent la vie française. L'agglomération est devenue aujourd'hui la plaque tournante de la principale région fruitière du Canada. Population francophone : 1 140.

KÉROACK, EUGÉNIE. Libraire (Saint-Hyacinthe, Québec, 1872 — Saint-Boniface, Manitoba, 29 octobre 1947). La famille Kéroack arrive dans l'Ouest canadien en 1880. Le père d'Eugénie fonde à Saint-Boniface* la première librairie francophone de l'Ouest, puis il ouvre une succursale à Winnipeg*. À sa mort en 1899, Eugénie prend la relève, fait remarquable à une époque où les femmes en affaires étaient rares. Malgré des difficultés, elle réussit à assurer le succès de sa librairie, qui, pendant plusieurs années, est un foyer actif de la culture francophone de Saint-Boniface. Elle vend son entreprise en 1921.

KÉROUAC, JACK (JEAN-LOUIS). Écrivain (Lowell, Massachusetts, 12 mars 1922 — St. Petersburg, Floride, 21 octobre 1969). Enrôlé dans la marine marchande pendant la Seconde Guerre mondiale, il est intéressé depuis son enfance par la littérature. Il se consacre à l'écriture, en anglais, d'une œuvre abondante marquée par la recherche de ses origines culturelles et surtout par la remise en question des valeurs de l'Amérique. Initiateur du phénomène dit du *Beat Generation*, la « génération béate », dans les années cinquante, Kérouac publie un premier roman au tournant de cette décennie : *The Town and The City*, dans

lequel il relate sa jeunesse franco-américaine à Lowell. Sa bibliographie comprend une quinzaine de titres, dont *Visions of Gerard* (1963), *On the Road* (1979), *The Subterraneans* (1958), *Dr. Sax* (1959), *Tristesse* (1978), *Lonesome Traveler* (1970), *Big Sur* (1979), etc. La littérature rebelle de Kérouac dans laquelle il dénonce l'hypocrisie des valeurs américaines et les contraintes du milieu franco-américain aurait eu une influence profonde sur certains de ses contemporains, dont John Lennon et Bob Dylan. Il est considéré comme l'un des écrivains américains les plus importants du XX^e siècle.

KERRY : voir SAINT-ISIDORE-DE-PRESCOTT

KERSHAW, DOUG. Chansonnier et violoniste (Tiel Ridge, Louisiane, 24 janvier 1936 —). Orphelin de père et incapable de parler l'anglais, il cire les chaussures à Lake Arthur (Louisiane). C'est à ce moment qu'il s'aperçoit de la fascination que son violon exerce sur les gens. Il joue par la suite dans divers hôtels et commence à écrire des chansons, dont l'une, *Louisiana Man*, d'inspiration cajun, lui vaut une renommée nationale. Parrainé par Johnny Cash, il conquiert Nashville. Musicien prolifique, il joue de 28 instruments et affirme avoir composé 19 000 chansons. Il ouvre la voie à toute une génération de musiciens cajuns.

KINGSTON. Ville de l'Ontario située à 170 km au sud-ouest d'Ottawa. Population totale : 52 616 habitants. Sise sur la rive nord-est du lac Ontario, à la jonction des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent, son emplacement de choix en fait, dès le XVII^e siècle, un lieu stratégique important. Les Français arrivent dans la région en (1673) et érigent, sous la gouverne du Sieur de Frontenac, le fort Cataraqui (subséquentement appelé le fort Frontenac). La ville, prise par les Anglais en 1758, prend son nom actuel à l'arrivée des Loyalistes, vers 1783. Elle connaît son véritable essor commercial lors de la construction du canal Rideau (1832) et de sa situation géographique, qui en font un centre propice à l'implantation d'un grand nombre d'industries. Kingston est aussi le siège administratif du comté de Frontenac et abrite de nombreux établissements scolaires réputés, tels l'Université Queen's, le Royal Military College et le National Defence College. On

trouve un petit contingent de francophones, regroupés dans la paroisse de Saint-François d'Assise, érigée en 1958. Population francophone : 1 010. (ville) ; 20 km :

KIRKLAND LAKE. Ville de l'Ontario située à 241 km au nord-ouest de North Bay. Population totale : 13 570 habitants. Kirkland Lake voit le jour vers 1911 lorsqu'un prospecteur y découvre des gisements d'or. Bien que de nombreuses personnes viennent alors s'établir dans la région, ce n'est qu'autour des années 1920-1930 qu'une première vague importante d'immigration se produit grâce à la venue du chemin de fer. Beaucoup de Canadiens français arrivent à cette époque. Mais il semble que la majorité d'entre eux s'orientent dans les secteurs de la construction et du transport plutôt que dans le secteur minier. La ville se développe alors à un rythme accéléré jusque vers 1940, date à laquelle elle produit un cinquième de tout l'or canadien. Mais, à partir de cette décennie, on assiste à un déclin économique et démographique graduel dû aux fluctuations du marché de l'or et à l'épuisement des mines. Néanmoins, depuis les années 1960-1970, Kirkland Lake connaît un nouvel essor grâce à l'exploitation du minerai de fer, qui remplace désormais l'or. Population francophone : 2 680.

KITCHENER. Ville de l'Ontario située à 105 km au sud-ouest de Toronto. Population totale : 139 734 habitants. Centre industriel important dès le début du XX^e siècle, Kitchener accueille de nombreux Québécois, attirés par son effervescence économique. Population francophone : 2 410.

KOUCHIBOUGONETTE : voir SAINT-LOUIS-DE-KENT

L

LABBÉ, YVON. Professeur (Saint-Georges-de-Beauce, Québec, 21 octobre 1938 —). Émigré avec sa famille en Nouvelle-Angleterre à l'âge de 11 ans, il reçoit une formation en études françaises à l'Université du Maine à Orono. Professeur de français (1963-1972) dans plusieurs écoles secondaires du Maine, il devient en 1972 coordonnateur du programme franco-américain à l'Université du Maine à Orono. Avec trois autres

francophones de cette institution, il fonde un centre franco-américain appelé le Franco-American Resource Opportunity Group (FAROG). Il met aussi sur pied une revue bilingue dont l'objectif est de susciter une prise de conscience et une reconnaissance du fait français dans l'État du Maine, *FAROG* Forum*, dont il est le rédacteur en chef.



Huguette Labelle

LABELLE, HUGUETTE. Administratrice et fonctionnaire (Rockland, Ontario, 15 avril 1939 —). Ses études à l'Université* d'Ottawa en sciences infirmières et en éducation sont couronnées par un doctorat en administration scolaire. Elle commence sa carrière en enseignant les sciences de la santé. De 1967 à 1973, elle est directrice de l'École d'infirmières de Vanier (maintenant intégrée au Collège* Algonquin) et elle donne des conférences à l'École d'administration des sciences de la santé de l'Université d'Ottawa. En 1973, elle entre dans la Fonction publique fédérale. Elle est successivement responsable des soins infirmiers au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social ; directrice générale des politiques, de la recherche et de l'évaluation pour les Affaires indiennes et inuits ; sous-ministre adjointe responsable de la politique gé-

nérale au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. De 1980 à 1985, elle est sous-secrétaire d'État et elle participe au rapatriement de la Constitution canadienne. Depuis 1985, elle est la première femme à occuper le poste de président de la Commission de la fonction publique. Très active dans la communauté, elle est membre de nombreux conseils d'administration, entre autres, ceux du Collège Algonquin et de l'Hôpital général d'Ottawa.

LABELLE, JEAN-BAPTISTE. Organiste, pianiste, compositeur et chef d'orchestre (Plattsburg, New York, 8 septembre 1828 — Montréal, Québec, 9 septembre 1898). Organiste à Boucherville dès l'âge de 15 ans, il étudie à Paris auprès de Sigismund Thalberg (1847-1849). À son retour, il devient organiste à l'église Notre-Dame de Montréal, poste qu'il occupe pendant 41 ans. Pendant ce temps, il enseigne dans diverses institutions de Montréal. En 1857, il fait une tournée aux États-Unis et en Amérique du Sud et, en 1863, il dirige la Société philharmonique canadienne de Montréal. Il laisse des œuvres de genres variés : chansons populaires, cantates, opérettes et pièces pour piano, parmi lesquelles la chanson *O Canada ! Mon pays ! Mes amours !*

LABILLOIS, CHARLES. Homme politique (Dalhousie, Nouveau-Brunswick, 18 décembre 1856 — *ibid.*, 1912). Né de parents bretons, il devient marchand et maître de poste dans sa ville natale. Élu à l'âge de 26 ans à l'Assemblée législative provinciale, il est député libéral du comté de Restigouche jusqu'à sa mort en 1912. Ministre sans portefeuille de 1891 à 1897, Labilloy est par la suite nommé commissaire de l'Agriculture (1897-1900) et commissaire des Travaux publics (1900-1908).

LABORDE, ALDEN. Homme d'affaires (Vinton, Louisiane, 18 décembre 1915 —). Ingénieur formé à l'Académie navale des États-Unis (1938), il sert sous le drapeau américain pendant la seconde guerre mondiale. Au service de compagnies pétrolières jusqu'en 1952, Laborde fonde sa propre entreprise d'exploration et de forage en mer. Cet ingénieur met au point en 1954 une nouvelle méthode de creusage de puits en eaux profondes : des plates-formes qui sont mobiles et, donc réutilisables. Inventeur de plates-formes semi-submersibles dans les années soixante, il ou-

vre, grâce à sa technologie, les océans à l'exploration pétrolière. Ses découvertes connaissent aujourd'hui une diffusion mondiale.

LABOSSIÈRE, BLANCHE. Enseignante (Saint-Léon, Manitoba, circa 1892 — Vancouver, Colombie-Britannique, 27 juin 1951). Diplômée de l'École normale de Saint-Boniface*, elle enseigne à Maillardville* (Colombie-Britannique). Avec quelques amies, elle jette les bases de l'Association des dames de langue française en 1929. De cette association naît Le Club canadien-français en 1939 et, en 1945, la Fédération* canadienne-française de la Colombie-Britannique, dont elle est la première vice-présidente.

LABRADOR CITY. Village situé dans la partie occidentale du Labrador près de la frontière québécoise. Population totale : 11 538 habitants. Les ressources minières de Labrador City sont découvertes dès 1892, mais ne sont exploitées qu'à compter de 1959 par la Compagnie Iron Ore qui s'y établit et construit un village. Les possibilités d'emploi attirent plusieurs travailleurs francophones, québécois pour la plupart mais aussi acadiens à l'occasion. La population francophone de Labrador City est généralement fluctuante et, si elle atteint parfois de 25 à 30 % de la population totale, elle varie au gré des cycles économiques. L'Association francophone du Labrador et le Comité jeunesse du Labrador animent la vie française. Une paroisse, Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, y est fondée en 1962. Population francophone : 535.

LA BROQUERIE. Petite ville du Manitoba sise à 70 km au sud-est de Winnipeg. Population totale : 1 638 habitants. Elle a été nommée en l'honneur de la mère de M^r Alexandre Taché*, deuxième évêque de Saint-Boniface*. L'immigration des colons en provenance du Québec commence dès 1877 et, en 1881, cette agglomération devient une municipalité. Les industries forestière et laitière constituent les principales activités économiques de la population. Sa paroisse, Saint-Joachim, a été fondée en 1883. Population francophone : 765.

LACASSE, GUSTAVE. Médecin et homme politique (Sainte-Élisabeth de Joliette, Québec, 2 février 1890 — Windsor, Ontario, 18 janvier 1953). Il fait ses études au Séminaire de Mont-

réal et à l'Université Laval de Montréal. Après son internat à l'Hôtel-Dieu de Windsor (1913), il pratique la médecine à Tecumseh*, près de Windsor. Orateur apprécié, il épouse la cause franco-ontarienne de lutte contre le Règlement* 17 (1912-1927). Élu maire de Tecumseh (1927 et 1928) et nommé au Sénat (1928), il fonde, en 1931, *La Feuille* d'Érable*, hebdomadaire qu'il dirige et dont il est presque le seul rédacteur jusqu'à son décès. Vice-président général et président régional de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario, il est aussi membre actif de plusieurs organismes patriotiques, telle la Société* Saint-Jean-Baptiste.



Gustave Lacasse

LACASSE, PIERRE-ZACHARIE. Prêtre et écrivain (Saint-Jacques de l'Achigan, Québec, 9 mars 1845 — Gravelbourg, Saskatchewan, 28 février 1921). Arrivé dans l'Ouest canadien en 1897, il exerce son ministère à Winnipeg*, à Saint-Jean-Baptiste de Duluth (Minnesota) et au Juniorat de la Sainte-Famille à Saint-Boniface*. Pendant ce temps, il écrit de nombreux articles de journaux et de revues et publie huit ouvrages à caractère polémique, où il défend l'idéologie ultramontaine, prêche la tempérance, condamne le

matérialisme et vante l'entreprise de colonisation. *Une mine produisant l'or et l'argent* (1880), son premier livre, s'est vendu à plus de 30 000 exemplaires.

LAC DES BOIS. Lac d'une surface de 4 349 km² situé à la frontière de l'Ontario, du Manitoba et du Minnesota. Découvert en 1688 par Jacques de Noyon* et exploré en 1732 par La* Vérendrye, qui y construit le fort Saint-Charles, il joue un rôle important pour le transport et le commerce des fourrures entre l'ouest et l'est du pays. En 1736, Jean-Pierre Aulneau et 17 de ses compatriotes y sont massacrés par des Sioux. D'ailleurs, ses nombreuses îles forment un labyrinthe où plus d'une expédition s'est égarée. Le toponyme a été traduit en anglais après la Conquête. La région est aujourd'hui un haut lieu du tourisme en raison de l'excellence de la pêche et de la chasse au chevreuil et à l'original.

LAC DU DIABLE : voir LAC-SAINTE-ANNE

LACERTE, EMMA-ADÈLE. Femme de lettres (Saint-Hyacinthe, Québec, 1870 — Ottawa, Ontario, 22 mai 1935). Elle étudie au couvent des Sœurs grises, chez les Ursulines et chez les Sœurs Jésus-Marie de Québec. Établie à Ottawa en 1891, elle collabore à la *Revue nationale*, à *La Presse* et à *La Patrie*, trois publications montréalaises. Elle est l'auteur de nombreux romans, contes et pièces de théâtre. Avec ses *Contes et Légendes* (1915), elle prend place parmi les pionniers de la littérature de la jeunesse. Ses pièces sont jouées dans les établissements scolaires de l'Outaouais.

LACERTE, HENRI. Juge (Saint-Sévère, Québec, 17 avril 1889 — Saint-Boniface, Manitoba, 26 mai 1968). Diplômé en droit de l'Université de Montréal, il s'établit comme avocat à Saint-Boniface* en 1915. Nommé magistrat à la Cour de police en 1924, il devient juge à la Cour des jeunes délinquants en 1939. Sa participation au développement de la culture franco-manitobaine l'avait également amené à occuper entre 1924 et 1937 la présidence de l'Association* d'éducation des Canadiens français du Manitoba et celle du Conseil* de la vie française en Amérique (1937-1944).

LACERTE, ROGER. Professeur et libraire (Lowell, Massachusetts, 12 novembre 1935 —).

Titulaire d'un doctorat en littérature de l'Université de Boston (1983), il se spécialise durant ses études, d'abord sur les Franco-Américains, puis sur le théâtre acadien. Il enseigne dans des écoles du Massachusetts pendant 23 ans. En 1974, il fonde une librairie à Manchester (Massachusetts). Propriétaire et éditeur d'une publication mensuelle, *L'Unité* (1982-1984), Lacerte collabore également à de nombreux journaux d'expression française, dont *Le Journal** de Lowell, le *FA-ROG Forum**, *Le Canado-américain**, *Le Courrier** de la Nouvelle-Écosse, *Le Voilier** de Caraquet, *Le Travailleur* de Worcester, etc. Il publie *État de la recherche sur la presse acadienne* et *Le Pays de Ti-Jean*.

LACHANCE, FORTUNAT. Médecin (Saint-Norbert, Manitoba, 1877 — 31 mars 1924). Après ses études classiques au Collège* de Saint-Boniface, il obtient son diplôme de médecin de l'Université* Laval et se spécialise en gynécologie à Paris. Il est directeur médical de l'Hôtel-Dieu de Québec (1903-1905) avant de retourner s'installer dans l'Ouest comme directeur médical et chirurgien en chef de l'Hôpital de Saint-Boniface* (Manitoba). Maire de cette ville (1914-1915), il est l'un des fondateurs de l'Association catholique de la jeunesse canadienne. Il s'intéresse à la finance comme directeur de la Canadian Financial Corporation et de la Franco-Canadian Investments Ltd., et comme président de la Progressive Investments Ltd.

LACHAPELLE : voir PENETANGUISHENE

LAC-LA-BICHE. Village de l'Alberta sur la rive sud du lac du même nom, situé à 211 km au nord-est d'Edmonton. Population totale : 2 007 habitants. Les compagnies* du Nord-Ouest et de la baie d'Hudson y établissent un poste de traite de fourrures, en 1798 et en 1799 respectivement. Des missionnaires catholiques francophones y fondent une mission vers 1854. L'arrivée du chemin de fer, beaucoup plus tard, contribue au développement de l'industrie forestière et de l'agriculture ; au début du siècle, un important contingent de francophones y arrive et fonde une paroisse, Sainte-Catherine, en 1914. Population francophone : 175.

LAC MANITOU : voir LAC-SAINTE-ANNE

LACOMBE, ALBERT. Missionnaire (Saint-Sulpice, Québec, 28 février 1827 — Midnapore, Alberta, 12 décembre 1916). Ordonné prêtre à Saint-Hyacinthe, Québec, en 1849, il entre chez les Oblats* en 1856. Dès 1849, il entreprend sa carrière de missionnaire dans l'Ouest, où il fonde plusieurs missions, dont celle de Saint-Joachim (Edmonton*, 1858) et Saint-Albert* (1861). En 1865, il fonde la colonie Saint-Paul-des-Métis*. Après avoir été successivement vicaire général de Saint-Albert* (1872) et de Saint-Boniface* (1879), il entreprend une nouvelle carrière d'aumônier auprès des cheminots du Canadien Pacifique (1880-1894). Il est ensuite curé à Edmonton* (1894-1897), puis à Calgary* (1892-1903). Il fonde un hospice à Midnapore et s'y retire (1909). Particulièrement au fait des questions amérindiennes, il intervient comme médiateur entre les Blancs et les Métis* lors de la Rébellion* du Nord-Ouest en 1885. Il a écrit plusieurs ouvrages, dont un *Dictionnaire et grammaire de la langue des Cris* (1874).



Le Père Lacombe

LACOURCIÈRE, LUC. Ethnographe, folkloriste et professeur (Saint-Victor de Beauce, Québec, 1910 —). Il fait ses études au Collège de Saint-Anne-de-la-Pocatière et au Séminaire de Québec puis, en 1936-1937, part étudier en France et enseigner en Suisse. En 1938-1939, il est professeur au Collège* Bourget de Rigaud et commence à donner des cours d'été à l'Univer-

sité* Laval (1938-1948). Au début des années quarante, il se retrouve au Musée national d'Ottawa où il acquiert des connaissances en anthropologie et en folklore sous la tutelle de Marius Barbeau. Commence alors, en 1944, une carrière de professeur en folklore canadien et comparé à l'Université Laval. Il est co-fondateur, avec Félix-Antoine Savard*, des Archives de Folklore, qui se veulent un centre de documentations et d'archives sur les traditions populaires en Amérique du Nord. Auteur de nombreux articles, études et livres sur le folklore, les traditions populaires de langue française et la littérature, son intérêt et ses recherches portant sur l'ethnographie canadienne-française et, particulièrement, acadienne, amènent plusieurs chercheurs à le suivre dans cette voie.

LACOURSIÈRE, MAURICE. Juge (Montmartre, Saskatchewan, 8 octobre 1920 —). Au terme de ses études en droit, il est admis au barreau de l'Ontario en 1949. Il sert dans l'aviation canadienne de 1941 à 1946 et obtient le grade de lieutenant à la fin de son service. Établi à Sudbury* où il exerce sa profession, Lacoursière est nommé juge de comté à North* Bay (1964), juge de la Cour suprême de l'Ontario (1967) puis juge de la Cour d'appel. Il prend part, en tant que juge de la Cour d'appel, à la décision reconnaissant l'existence du droit constitutionnel des Franco-Ontariens de gérer leurs propres institutions scolaires, pavant ainsi la voie à la création des conseils scolaires homogènes.

LAC-SAINTE-ANNE. Village de l'Alberta situé à 75 km au nord-ouest d'Edmonton. Population totale : 7 614 habitants. Les Amérindiens et les premiers traiteurs blancs appellent cet endroit le lac Manitou ou le lac du Diable. En 1844, le père Jean-Baptiste Thibeault* y établit une mission auprès des Métis*. Il rebaptise alors les lieux du nom de Lac-Sainte-Anne d'après Sainte-Anne-de-Beaupré au Québec. À partir de 1880, l'endroit devient aussi un lieu de pèlerinage et attire annuellement un bon nombre de fidèles. Lac-Sainte-Anne constitue un exemple intéressant de transplantation de la culture québécoise dans l'Ouest canadien. Population francophone : 135.

LAFAYETTE. Ville de la Louisiane située dans le sud-ouest de l'État. Population totale : 68 984 habitants. Nommée en 1884 en l'honneur du gé-

néral Lafayette (militaire français qui s'est illustré durant la Révolution américaine), elle portait auparavant le nom de Vermillonville. Le premier habitant aurait été Salvator Morton dont les descendants joueront un rôle important dans l'histoire de la Louisiane. Plus tard, de nombreux Acadiens déportés de la Nouvelle-Écosse suivront ses traces. Siège du diocèse du même nom et de la University* of Southern Louisiana (qui offre certains programmes bilingues et abrite le Centre* d'études louisianaises), Lafayette est aujourd'hui un centre culturel francophone important. On y trouve le siège social du Codofil* (Council for the Development of French in Louisiana) fondé en 1968 par James Domengeaux*. Plusieurs manifestations témoignent d'une vie française active, parmi elles la Maison acadienne française, le festival Willis F. Ducrest des arts



La cathédrale Saint-Jean-L'Évangéliste, Lafayette, Louisiane



Laffèche, Saskatchewan, en 1925

acadiens et français et la fête du Mardi* gras (deuxième en importance après celle de la Nouvelle-Orléans*). Lafayette est la capitale de l'Acadiana, une région officiellement délimitée comptant 22 paroisses (comtés) majoritairement francophones, dont elle constitue le centre. Population francophone : 32 234.

LAFFERRIÈRE, JOSEPH. Écrivain (Saint-Félix-de-Valois, Québec, 12 mars 1882 – Lowell, Massachusetts, 26 septembre 1961). Peu après le début du siècle, il émigre aux États-Unis à l'âge de 19 ans. Établi à Lowell*, il travaille dans une manufacture et consacre ses loisirs à l'écriture. À l'âge de 36 ans, l'épreuve d'une cécité complète et soudaine le frappe et bouleverse sa vie. Sa réclusion forcée est meublée par la rédaction de romans restés inédits, d'articles de journaux et de poèmes, dont *Les Fiancés du Nord* (1925). Dans son œuvre, ce poète évoque sa nostalgie du Québec, cette terre natale à laquelle il associe également son attachement à la religion et au patrimoine.

LAFLAMME, JEAN-LÉON-KEMMER.

Journaliste (Sainte-Marguerite, Québec, 29 août 1872 – Montréal, 19 novembre 1944). Émigré avec sa famille aux États-Unis en 1895, il devient peu après rédacteur au *Messenger** de Lewiston (Maine). Il entre l'année suivante au journal *La République*, puis passe à *L'Indépendant** (1897) de Fall River (Massachusetts). Travaillant au *Journal* de cette même ville jusqu'en 1901, il est nommé rédacteur en chef à *La Tribune* de Woonsocket* (1901-1907). Revenu à Québec en 1907, Laflamme occupe la même fonction à

L'Action Sociale. Quittant ce poste en 1909, il se consacre alors exclusivement à la *Revue Franco-Américaine*, dont il est le fondateur avec J.-A. Lefebvre.

LAFLÈCHE. Ville de la Saskatchewan situé à 150 km au sud-ouest de Moose Jaw, sur la ligne du Canadien Pacifique qui mène à Lethbridge (Alberta). Population totale : 583 habitants. Le village est nommé d'après Louis-François Richer Laffèche*, missionnaire auprès des Métis* et, plus tard, évêque de Trois-Rivières et chef ultramontain. Colonisé dès 1906 et érigé en paroisse en 1912 (Sainte-Radegonde), le village attire des francophones du Québec. Ils y font la culture du blé et le commerce de la machinerie agricole. Population francophone : 150 habitants.

LAFLÈCHE, LOUIS-FRANÇOIS RICHER.

Missionnaire et évêque (Sainte-Anne-de-la-Pérade, Québec, 4 septembre 1818 – Trois-Rivières, *ibid.*, 14 juillet 1898). Après ses études au Séminaire de Nicolet, il est ordonné prêtre en 1844 à Québec. Il se rend aussitôt en mission à Saint-Boniface* (Manitoba), où il apprend d'abord les dialectes indiens. Deux ans plus tard, il fonde avec le père Taché* la mission de l'Île-à-la-Crosse (1846). En 1853, il devient vicaire général et administrateur du diocèse de Saint-Boniface. La maladie le ramène au Québec en 1856 et il œuvre à Nicolet et à Trois-Rivières. Orateur ultramontain, il publie plusieurs textes de doctrine, où il exalte le destin providentiel des catholiques canadiens-français. De ces nombreux ouvrages, notons surtout *Notes sur la langue des*

Cris (1849), *Quelques considérations sur les rapports de la société civile avec la religion et la famille* (1866) et *Conférences* (1885).

LAFONTAINE : voir PENETANGUISHENE

LAFORCE, J.-ERNEST. Administrateur et écrivain (Baie-du-Febvre, Québec, 9 mai 1879 — Montréal, *ibid.*, 1977). Il consacre sa carrière à promouvoir la colonisation au Canada. Il est, tour à tour, agent de rapatriement du gouvernement canadien à Providence*, Boston et Manchester*, puis agent général des Chemins de fer nationaux du Canada à Boston et agent général des Chemins de fer pour tout le Canada. Il devient finalement commissaire en chef de la fonction publique de la province de Québec. Lors de son séjour aux États-Unis, il est très actif dans plusieurs organisations francophones, dont l'Association*canado-américaine. En 1944, il est un des co-fondateurs de la Commission des Archives de l'Association canado-américaine. Collaborateur à plusieurs revues et journaux dont *Le Travailleur** de Worcester*, il se consacre à l'écriture et publie, entre autres, *Bâtisseurs de pays*, en 3 volumes (1944 à 1948).

X LA FOREST, GÉRARD. Juge (Grand Falls, Nouveau-Brunswick, 1^{er} avril 1926 —). Admis au barreau en 1949, il termine sa formation aux universités d'Oxford et de Yale. Professeur à l'Université du Nouveau-Brunswick de 1956 à 1968, il devient doyen à la faculté de droit de l'Université de l'Alberta de 1968 à 1970. Membre de la Commission de réforme du droit du Canada, il renoue avec l'enseignement en 1979 à l'Université* d'Ottawa. Nommé juge de la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick en 1981, il accède à la Cour suprême du Canada au moment où l'interprétation de la nouvelle Charte des droits de la personne fait l'objet de nombreux litiges. Spécialiste en droit constitutionnel, le juge La Forest est l'auteur de nombreuses publications en cette matière.

LAFRAMBOISE, JEAN-CHARLES. Prêtre (Masson, Québec, 11 septembre 1905 — Sainte-Agathe-des-Monts, *ibid.*, 4 janvier 1983). Docteur en philosophie (1927) et en théologie (1932), il est ordonné prêtre oblat à Rome en 1930. À son retour au Canada, il enseigne à l'Université* d'Ottawa de 1931 à 1946, puis assume le poste

de recteur de cette université jusqu'en 1952. De 1957 à 1967, il est provincial de la communauté oblate. Après avoir œuvré dans l'archidiocèse de Montréal et à la Faculté de théologie de l'Université* Saint-Paul à Ottawa, il se retire en 1981 à Sainte-Agathe-des-Monts. Durant son rectorat à l'Université d'Ottawa, il a contribué au développement de la Faculté de médecine et à l'établissement de la Faculté de droit.

LAFRANCE, FRANÇOIS-XAVIER. Missionnaire (Québec, 26 février 1814 — Barachois, Nouveau-Brunswick, 27 novembre 1867). Après des études au Séminaire de Québec, il poursuit sa formation à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard), au St. Andrew's College. Ordonné prêtre à Rustico* (Île-du-Prince-Édouard) en 1841, il travaille durant les vingt-six années suivantes parmi les Acadiens. Il est d'abord vicaire à Rustico puis, de 1842 à 1852, curé à Tracadie* au Nouveau-Brunswick. Durant ce mandat, il travaille à l'agrandissement et à la construction de plusieurs églises dans la région. À Tracadie il fonde une école et, en 1849, une léproserie. Ce centre accueille des lépreux de toute l'Acadie. En 1852, il est nommé curé de Memramcook* (Nouveau-Brunswick). En 1854, il y fonde le Séminaire Saint-Thomas, premier établissement d'études supérieures de langue française en Acadie. Des problèmes financiers entraînent sa fermeture en 1862. Cependant, son successeur à la cure de Memramcook en 1864, l'abbé Camille Lefebvre, se charge la même année de reprendre le flambeau de l'enseignement en fondant le Collège Saint-Joseph de Memramcook, qui deviendra l'Université* de Moncton. De 1864 à 1867, François-Xavier LaFrance est curé de Barachois.

LA GALISSONNIÈRE, ROLAND-MICHEL BARRIN DE. Militaire (Rochefort, France, 10 novembre 1693 — Montereau, France, 26 octobre 1756). Après des études au Collège de Beauvais à Paris, il entre dans les gardes de la marine en 1710. En 1747, il est nommé commandant en Nouvelle-France. Sa politique est axée sur la défense de la colonie contre l'expansion des Anglais. Il fait alors construire le fort Saint-Jean destiné à doubler le fort Saint-Frédéric à Crown Point (New York) et facilite la colonisation de la région du lac Champlain. En 1749, pour délimiter l'Acadie, il envoie un détachement

à la rivière Saint-Jean pour bloquer l'expansion anglaise. Il s'attire la sympathie des Indiens dans l'espoir de renforcer la défense et de réunir le Canada à la Louisiane par une ligne de postes suivant l'Ohio. En 1749, il fait construire le fort* la Présentation à Oswegatchie (New York) pour contrôler les comptoirs anglais près des Grands Lacs, notamment au fort Chouaguen.

LAGIMODIÈRE, JEAN-BAPTISTE. Trafiquant de fourrures et pionnier (Saint-Antoine-sur-le-Richelieu, Québec, 25 décembre 1778 — Saint-Boniface, Manitoba, 7 septembre 1855). Vers 1800, il part pour le nord-ouest canadien à titre de voyageur pour faire le commerce des fourrures. De retour dans sa famille en 1805, il épouse l'année suivante Marie-Anne Gaboury* (première femme à habiter l'Ouest canadien). Dès 1807, ils prennent la route de l'Ouest canadien et s'établissent d'abord à fort Augustes (Edmonton*) jusqu'en 1811, puis à Rivière-Rouge* (Manitoba). Il exerce de nombreux métiers : en plus de s'adonner au commerce des fourrures, il assure l'approvisionnement en viande des trafiquants de la région. En 1815, à la suite des troubles suscités par les rivalités entre la Compagnie* du Nord-Ouest et la Compagnie* de la baie d'Hudson, celle-ci charge Lagimodière de porter des dépêches à Lord Selkirk, propriétaire de la colonie, qui réside alors à Montréal. Malgré les embûches dressées par la compagnie rivale, il est de retour à Rivière-Rouge l'année suivante. Cet exploit lui assure, dit-on, la renommée dans sa région. À son retour, il se consacre à l'agriculture et, dans les années 1830-1840, il est considéré comme l'un des cultivateurs les plus prospères de la colonie. Une de ses filles, Julie, donnera naissance à Louis Riel*.

LA JEMERAIS, CHRISTOPHE DUFROST DE. Explorateur et cartographe (Varenes, Nouvelle-France, 6 décembre 1708 — Fourche-aux-Roseaux (aujourd'hui Letellier), Manitoba, 10 mai 1736). Après avoir servi au fort Saint-Philippe des Miamis entre 1723 et 1725, il accompagne son oncle Pierre Gaultier* de Varenes et de La Vérendrye dans l'Ouest. En 1731, ils construisent le fort Saint-Pierre au Lac-à-la-Pluie et, l'année suivante, le fort Saint-Charles au Lac-des-Bois*. Il accomplit plusieurs missions pour le compte de La Vérendrye et, au cours de

l'une d'elles à la Rivière-Rouge*, il tombe malade et meurt sur le chemin du retour.

LAJOIE, JEANNE. Institutrice (Lefavre, Ontario, 2 février 1899 — Cartierville, Québec, 2 mars 1930). Ayant opté pour une carrière dans l'enseignement, elle est engagée en 1923 à la St. John School de Pembroke (Ontario) pour dispenser des cours de français à la demande des parents francophones. Mais l'ambiance créée par la promulgation du Règlement* 17 en 1912 exacerbe les tensions au point que, peu après son arrivée, les autorités anglophones décrètent son renvoi. Dans leur indignation, les francophones et la jeune institutrice donnent naissance à une école libre nommée en son honneur Jeanne d'Arc. Appelée l'héroïne de Pembroke, Lajoie incarne par son geste de défi les revendications scolaires des Franco-Ontariens.



Jeanne Lajoie

LAJOIE, NAPOLÉON « LARRY ». Joueur de base-ball (Woonsocket, Rhode Island, 5 septembre 1875 — Daytona Beach, Floride, 7 février 1959). Né de parents canadiens-français émigrés en Nouvelle-Angleterre, il poursuit une carrière sportive dans le base-ball de 1896 à 1919. Surnommé Big Frenchman, il est, au début du siècle, avec son rival Ty Cobb, l'un des plus grands frappeurs de tous les temps. Son équipe, les In-

dians de Cleveland, sont même surnommés les Naps en son honneur. Sa renommée est consacrée en 1937 par son intronisation au *National Baseball Hall of Fame*.

Lajoie, Philippe-Armand. Journaliste (Wottonville, Québec, 2 juin 1887 – Fall River, Massachusetts, 25 novembre 1964). Émigré en Nouvelle-Angleterre avec sa famille en 1889, il revient faire ses études à Montréal et y entame sa carrière aux journaux *Le Réveil* et, ensuite, *Le Canada*. Mobilisé pendant la première guerre mondiale, il sert sous le drapeau américain comme musicien. Revenu à Fall* River (Massachusetts) après son service militaire, il se joint à la rédaction de *La Semaine Paroissiale* et devient en 1926 rédacteur en chef de *L'Indépendant**, journal qu'il dirigera pendant une trentaine d'années. Président-fondateur de la Cour Sainte-Anne de l'Association* canado-américaine, Lajoie est aussi un membre-fondateur de la Ligue civique franco-américaine du Massachusetts.

Lake Charles. Ville de la Louisiane et chef-lieu de la paroisse Calcasieu, située à 380 km de la Nouvelle-Orléans. Population totale : 77 998 habitants. Fondée en 1857 par le Savoyard Charles Sallier (d'où son nom), la ville connaît un véritable essor économique avec l'arrivée du chemin de fer Southern Pacific et, vers 1860, avec la découverte, à proximité, de gisements de soufre. Les traces de son passé francophone sont nombreuses, que ce soit dans la cuisine acadienne, la traditionnelle joie de vivre ou les souvenirs du célèbre pirate Jean Lafitte. Population francophone : 17 962.

Lalonde, André. Professeur (Sudbury, Ontario, 5 septembre 1942 –). Docteur en histoire de l'Université* Laval (1970), il enseigne depuis 1965 à l'Université de la Saskatchewan à Regina. Ses recherches, dont plusieurs ont été publiées, portent surtout sur l'immigration et la colonisation dans l'Ouest ainsi que sur les réactions des Canadiens français et de l'Église catholique face à cette migration. Fondateur de la Société* historique de la Saskatchewan.

Lalonde, Édouard « Newsy ». Joueur de hockey et de crosse (Cornwall, Ontario, 31 octobre 1887 – Montréal, Québec, 21 novembre 1970). Il commence sa carrière de joueur de hoc-

key en 1905 à Cornwall, après avoir été employé dans un journal, ce qui lui vaut son surnom. Il la poursuit en Ontario, à Saskatoon, à Vancouver et surtout à Montréal où il fait partie de l'équipe des Canadiens pendant neuf ans (1910, 1913-1922) comme joueur et pendant deux ans comme entraîneur. Il remporte le championnat des compteurs au tournoi des quatre saisons. Membre du Temple de la Renommée du Hockey, il est aussi un remarquable joueur de crosse, notamment à Cornwall et à Vancouver. En 1950, il a été désigné Meilleur joueur de la première moitié du siècle à ce sport qu'il disait préférer au hockey.

Lalonde, Gisèle. Enseignante et femme politique (Vanier, Ontario, 28 juin 1933 –). Diplômée de l'École normale de l'Université d'Ottawa en 1951, elle est d'abord institutrice. Par la suite, elle s'engage dans l'administration scolaire et participe aux travaux du Conseil des écoles séparées d'Ottawa (1966-1978), dont elle assume la présidence en 1974 et en 1976. Active dans de nombreux comités et conseils, elle est aussi directrice générale du Centre* franco-ontarien de ressources pédagogiques à compter de 1974. Membre du bureau de direction de l'Association* française des conseils scolaires de l'Ontario (et présidente en 1978-1979), membre du Ontario School Trustees' Council (et présidente en 1976-1977), elle participe à de nombreux projets éducatifs en Ontario français. En 1984, elle est nommée présidente du Conseil* des affaires franco-ontariennes mais elle démissionne l'année suivante. En 1985, elle élit maire de Vanier.

Lambert, Adélar. Folkloriste et bibliophile (Saint-Cuthbert, Québec, 17 mars 1867 – Drummondville, *ibid.*, 18 mai 1946). Après une enfance partagée entre le Québec et les États-Unis, il s'installe à Manchester, New Hampshire (1892) où, parallèlement à son métier de colporteur, il rassemble une vaste collection de documents et de livres touchant à la vie française en Amérique. Peu de temps avant de déménager à Drummondville (1921), il vend sa collection à l'Association* canado-américaine de Manchester. Il poursuit au Québec ses activités de folkloriste et recueille plus de mille chansons

qui sont conservées aux archives du Musée national de la civilisation à Ottawa.

LAMBERT, MARCEL. Homme politique (Edmonton, Alberta, 21 août 1919 —). Diplômé en sciences économiques et en droit de l'Université de l'Alberta et de l'Université Oxford, il est élu député conservateur d'Edmonton-Ouest (1957-1980). Il occupe la fonction de Secrétaire parlementaire auprès des ministres de la Défense nationale (1957-1958) et du Revenu national (1959-1961). Président de la Chambre des communes (1962-1963), il remplit pendant quelques mois la tâche de ministre des Affaires des anciens combattants (1963). Après la défaite de son parti aux élections générales de 1963, il devient le critique financier de l'Opposition à la Chambre des communes.

LAMÈQUE. Petite ville située sur l'île du même nom dans le comté de Gloucester au nord-est du Nouveau-Brunswick, entre la baie des Chaleurs et le golfe du Saint-Laurent. Population totale : 1 571 habitants. Fondée en 1780 par un Acadien revenu d'exil, l'île est d'abord connue sous le nom de Île de Shippagan. Sa désignation actuelle, d'origine amérindienne, remonte au XIX^e siècle. Ses habitants s'adonnent à la pêche et à l'industrie de la tourbe. À chaque année s'y tient le festival de la Tourbe. Population francophone : 1 530.

LAMONTAGNE, LÉOPOLD. Professeur (Mont-Joli, Québec, 8 juillet 1910 —). Après des études à l'Université* Laval, il obtient, en 1944, un doctorat en littérature canadienne de l'Université* d'Ottawa, puis un autre doctorat de la Sorbonne (1955). À partir de 1934, il est enseignant au Collège de Rimouski (Québec), puis il devient traducteur-réviseur au Bureau de traduction de l'armée à Ottawa (1942-1948). À partir de 1948, il est professeur aux collèges militaires de Kingston* et de Saint-Jean. En 1961, il entre à l'Université Laval où il est nommé doyen de la Faculté des lettres (1963-1967). De 1967 à 1974, il dirige le Service d'admission au collège et à l'université de l'Association* des collèges et universités du Canada. Depuis sa retraite en 1974, il dirige une agence de traduction à Ottawa. Léopold Lamontagne est membre de nombreux comités et associations culturelles, dont la Société royale du Canada (1959). Auteur de nombreux

articles et ouvrages, il publie notamment *Kings-ton's French Heritage* (1953), *Ontario and the Two Races* (1960), *French Education and Culture in Ontario* (1960).

LA MORANDIÈRE, ABEL-ÉTIENNE-AUGUSTIN. Commis et négociant en pelleteries (Varenes, Québec, 2 mai 1767 — Killarney, Ontario, 1^{er} mai 1859). Employé de la Compagnie* du Nord-Ouest, il voyage parmi les Indiens qui le surnomment l'écrivain parce qu'il rédige constamment. Disposant d'un certain capital, il poursuit à son propre compte le négoce des fourrures. Les services qu'il rend durant le conflit de 1812-1814 lui valent une concession de 400 acres de terres, sur lesquels il fonde la localité de Killarney, près du lac Huron.

LAMOUREUX, GEORGETTE. Fonctionnaire et écrivain (Ottawa, 1915 —). Elle fait ses études chez les Sœurs grises d'Ottawa puis se spécialise dans l'étude des langues étrangères. Elle entre ensuite au ministère des Affaires extérieures, ce qui la conduit à Cuba, au Chili, en France et en Autriche, entre autres pays. Elle publie en 1962 *Visages de La Havane* et, en 1969, *Visages du Japon*. Elle entreprend en 1978 une histoire d'Ottawa* et de sa population canadienne-française en cinq volumes, dont quatre ont déjà parus. Membre de plusieurs organismes canadiens-français, elle écrit également des chroniques à l'intention du journal *Le Droit** et de Radio-Canada*.

LAMOUREUX, LUCIEN. Avocat et diplomate (Ottawa, 3 août 1920 —). Bachelier ès arts de l'Université* d'Ottawa, il est diplômé en droit de Osgoode Hall (Toronto). Il pratique le droit à Cornwall* (1954-1974). Élu à la Chambre des communes comme député libéral de Stormont en 1962, il est réélu en 1963 et en 1979 comme indépendant. Président de la Chambre des communes de 1965 à 1974, il devient ambassadeur du Canada en Belgique et au Luxembourg de 1974 à 1980, puis au Portugal de 1980 à 1984.

LAMPRON, ÉDOUARD J. Juge (Nashua, New Hampshire, 23 août 1909 — ?). Formé en droit à l'Université Harvard, il est admis au barreau de New Hampshire en 1935. Exerçant sa profession dans sa ville natale, il sert également pendant dix ans comme procureur municipal de Nashua*.

Promu à la magistrature de la Cour supérieure du New-Hampshire en 1944, il accède en 1946 à la Cour suprême de cet État et en devient le juge en chef en 1978.

LANCASTER. Canton du comté de Glengarry dans l'est de l'Ontario. Population totale : 3 136 habitants. La terre y est d'abord défrichée par des colons francophones, mais le terrain est considéré trop marécageux pour les techniques agricoles d'alors. Plus tard, des immigrants, surtout d'origine écossaise, s'y installent et, à partir de 1900, des francophones, essentiellement des agriculteurs, viendront grossir leurs rangs. La vocation du canton de Lancaster est essentiellement agricole avec, comme centre, le village de Lancaster. Population francophone : 1 280.

LANCTÔT, GUSTAVE. Archiviste et historien (Saint-Constant, Québec, 6 juillet 1883 — Montréal, 4 février 1975). Il obtient sa licence en droit à l'Université de Montréal (1907) et s'adonne au journalisme jusqu'à son retour aux études à Oxford puis à la Sorbonne. Major et membre de la Commission militaire canadienne, il est successivement directeur de la section française, puis sous-ministre et conservateur des Archives publiques du Canada (1922-1948). Président de plusieurs organismes, dont la Société royale du Canada, section française (1936), la Canadian Historical Association (1940) et l'Alliance* française d'Ottawa (1949-1950), il est récipiendaire de nombreux prix. Historien prolifique, son œuvre est surtout consacrée au régime français. En 1941, il dirige la publication du livre *Les Canadiens français et leurs voisins du Sud*.

LANDRY, ALFRED R. Avocat (Robichaud, Nouveau-Brunswick, 21 avril 1936 —). Formé en sciences commerciales à l'Université* d'Ottawa et en droit aux universités du Nouveau-Brunswick et Oxford, il pratique le droit à Moncton*. Maire de Shédiac entre 1966 et 1971, il participe par ailleurs à la direction de nombreuses entreprises et organisations communautaires ou philanthropiques. Il est, entre autres, président du Bureau des gouverneurs de l'Université* de Moncton, président de la Commission du bicentenaire du Nouveau-Brunswick, président du Parti progressiste-conservateur du Nouveau-Brunswick et président de la Société des alcools de sa province.

LANDRY, ARMAND. Homme politique (Memramcook, Nouveau-Brunswick, 8 décembre 1805 — *ibid.*, 12 juillet 1877). Il étudie dans sa ville natale, y enseigne, puis se consacre à l'agriculture. D'allégeance libérale, il est élu membre de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick en 1846, 1853, 1854 et 1856. Il perd en 1857 et reprend son siège de 1861 à 1870. Très fortement opposé à la Confédération*, il y voit un danger de noyautage tant anglophone que québécois ; sa préoccupation pour la communauté acadienne l'amène également à s'opposer à la construction du chemin de fer.

LANDRY, DAVID. Médecin et homme politique (Memramcook, Nouveau-Brunswick, 14 juillet 1866 — Bathurst, *ibid.*, 15 décembre 1929). Médecin et chirurgien, David Landry pratique sa profession à Saint-Joseph de Memramcook* pendant deux ans, puis s'installe à Bouctouche* en 1894. Membre-fondateur et président général de la Société de l'Assomption durant plusieurs années, Landry est élu à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick sous la bannière conservatrice en 1908 et conserve son poste jusqu'en 1917. Membre du Conseil exécutif, il est nommé ministre de l'Agriculture (1908-1912), puis secrétaire provincial (1912-1917). Il perd son siège aux élections de 1917.

LANDRY, EDMOND E. Homme d'affaires (Caraquet, Nouveau-Brunswick, 12 juillet 1931 —). D'abord employé d'une compagnie de chemins de fer, Edmond Landry travaille par la suite à titre d'agent d'assurances pendant 25 ans. Parallèlement, il se lance en affaires ; il a une station-service, puis fonde des entreprises de production de boissons gazeuses (1958-1968) et de distribution de gaz propane. Il siège au conseil d'administration de plusieurs organismes ; il assume entre autres la présidence de la Commission industrielle de la péninsule Acadienne (1979-1980) et il est membre de la direction de la Commission de l'électricité du Nouveau-Brunswick (1970-1973). Maire de Grande-Anne (Nouveau-Brunswick), depuis 1968, il a laissé son nom au centre sportif local et a mis sur pied un musée des papes.

LANDRY, ISRAËL-V. Journaliste et commerçant (Saint-Jean d'Iberville, Québec, 1841 — Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, 22 avril

1910). Instituteur de carrière, il choisit d'exercer son métier dans les Maritimes. Il fonde à Shédiac* en 1867 *Le Moniteur* acadien*, journal de tendance conservatrice, qui lui sert de véhicule pour défendre la Confédération* et pour réclamer l'usage du français comme langue d'enseignement. Défait aux élections fédérales la même année, Landry s'installe à Saint-Jean, après avoir vendu son journal en 1868. Devenu commerçant, il ouvre un magasin d'instruments de musique. Quelques années avant sa mort, il est fait consul de France à Saint-Jean.

LANDRY, JEANNE. Pianiste et professeur (Ottawa, 3 mai 1922 —). Formée en musique dans sa ville natale et à Montréal, elle poursuit sa formation à Paris et obtient le prix d'Europe en 1946. Revenue au Canada en 1948, elle se produit en récitals à la radio et effectue de nombreuses tournées aux États-Unis, en France, en Autriche et en Union soviétique. De 1949 à 1952, Landry collabore à l'Opéra-Minute et participe à la fondation de la société Musique de notre temps en 1958. Professeur d'harmonie et d'écriture à l'Université Laval depuis 1951, elle compose aussi quelques mélodies et des pièces musicales pour piano.

LANDRY, JOSEPH. Homme politique (Rivière-aux-Canards, Nouvelle-Écosse, 1750 -- Louisiane, 1814). Déporté avec sa famille au Maryland en 1755, il s'établit un peu plus tard dans la paroisse de Lafourche en Louisiane et y exploite une vaste plantation. Il est nommé commandant du district de Lafourche en 1804. Démis de ses fonctions par un gouverneur hostile aux francophones, il est nommé juge de paix. Élu à la Chambre des représentants, il démissionne peu après. En 1812, il est élu sénateur de la Louisiane, mais remet encore une fois sa démission à cause, semble-t-il, d'un conflit permanent avec le gouverneur Claiborne.

LANDRY, NAPOLÉON. Prêtre (Memramcook, Nouveau-Brunswick, 30 décembre 1884 — Moncton, *ibid.*, 28 septembre 1956). Formé en théologie et en philosophie au Grand Séminaire d'Halifax, il est ordonné prêtre en 1914. D'abord vicaire à Bouctouche*, il est ensuite curé à Sackville, puis à Sainte-Marie de Kent, où il demeure pendant 29 ans. Outre ses fonctions curiales, il publie deux recueils de poè-

mes : *Poèmes de mon Pays* et *Poèmes acadiens*, dans lesquels il évoque l'héritage acadien et exprime ses craintes quant à l'avenir de sa communauté.

LANDRY, PHILIPPE. Agronome et homme politique (Québec, 15 janvier 1846 — *ibid.*, 20 décembre 1919). Il étudie au Séminaire de Québec puis à l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière au Québec. Il s'adonne à l'agriculture, devient membre de plusieurs sociétés agricoles et publie des opuscules sur des sujets littéraires et scientifiques. Député conservateur du comté de Montmagny à l'Assemblée législative provinciale (1875), il est élu député conservateur fédéral du même comté (1878-1887). Nommé sénateur en 1892, il devient président du Sénat (1911-1917). Après sa démission en guise de protestation contre les positions du gouvernement fédéral face au Règlement* 17, il accepte la présidence de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario et se consacre entièrement à la lutte contre le Règlement 17, qui interdit l'enseignement en français en Ontario.

LANDRY, PIERRE-AMAND. Homme politique et magistrat (Dorchester, Nouveau-Brunswick, 1^{er} mai 1846 — *ibid.*, 28 juillet 1916). Fils d'Amand Landry, premier député acadien à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, il étudie d'abord au Collège* Saint-Joseph de Memramcook. Il complète ensuite sa formation en droit à l'étude de A.J. Smith, ancien premier ministre de la province. Élu député provincial de la circonscription de Westmoreland (1878-1883), il occupe les fonctions de ministre des Travaux publics et de secrétaire de la province (1913). Ses positions contre la Rébellion* de Riel* et pour la guerre des Boers lui ont valu des accusations de collaboration, alors que les anglophones ont persisté à le juger trop acadien.

LANDRY, ROSEMARIE. Chanteuse (Timmins, Ontario, 25 avril 1946 —). Née de parents acadiens, elle arrive à Caraquet* (Nouveau-Brunswick) avec sa famille à l'âge de deux ans. Elle acquiert sa formation musicale à l'Université de Montréal et à l'Université* Laval, laquelle lui décerne une maîtrise en chant (1971). Plusieurs séjours en Europe lui permettent de parfaire son art. Sa carrière connaît un développement rapide surtout depuis 1976. Soprano, elle se joint alors à

différents ensembles canadiens, dont l'Orchestre symphonique de Winnipeg, le Chœur du centenaire canadien, l'Ensemble vocal Tudor de Montréal, le Calgary Festival Chorus, etc. Ses nombreuses tournées outre-frontières la font connaître sur la scène internationale.

LANDRY, THOMAS-MARIE. Professeur et prêtre (New Bedford, Massachusetts, 28 mars 1909 —). Après des études à Brockton (Massachusetts), au Collège de l'Assomption (L'Assomption, Québec), puis au Collège dominicain à Ottawa* (1928-1934), il est ordonné prêtre dominicain à Fall* River (Massachusetts) en 1933. Il enseigne et fait de la pastorale au Canada (Ottawa, Saint-Hyacinthe, Montréal et Québec) de 1934 à 1942. En 1942, il est nommé curé de la paroisse Sainte-Anne de Fall River, paroisse qu'il dirige jusqu'à son retour au Québec (1956). Très actif dans la communauté francophone, il collabore à la fondation de plusieurs organismes, dont le mouvement de la Jeunesse franco-américaine, la Fédération* féminine franco-américaine et, en 1947, le Comité d'orientation franco-américain. De 1961 à 1965, il est président du Conseil* de la vie française en Amérique et, de 1969 jusqu'en 1976, il est membre d'une commission culturelle franco-américaine établie par le gouvernement du Massachusetts : The American and Canadian French Cultural Exchange Commission.

LANDRY, VALENTIN. Instituteur et journaliste (Pokeymouche, Nouveau-Brunswick, 14 février 1844 — Moncton, *ibid.*, 22 mai 1919). Après avoir obtenu un brevet d'enseignement à l'École normale de Truro (Nouvelle-Écosse) en 1870, il est instituteur et ensuite directeur d'écoles en Nouvelle-Écosse. Premier Acadien à devenir inspecteur d'écoles au Nouveau-Brunswick (1879), il est congédié huit ans plus tard en raison de ses positions nationalistes. Après avoir participé à la fondation du *Courrier* des Provinces Maritimes* et après en avoir assumé la gérance jusqu'en 1887, il quitte son poste et fonde la même année le journal *l'Évangéline**, à Weymouth en Nouvelle-Écosse ; le journal s'établit à Moncton (Nouveau-Brunswick) en 1905. Il en assume la direction et la rédaction jusqu'à sa retraite en 1910.

LANDRY, WALTER J. Avocat et juriste (Willswood, Louisiane, 23 janvier 1931 —). Diplômé en droit de l'Université de Tulane et de l'École de droit de l'Université George Washington, il commence sa carrière comme assistant du sénateur Russel D. Long, et sert au département d'État de 1961 à 1970. Membre du comité exécutif démocrate de la paroisse Lafayette*, il participe à plusieurs conventions et comités sur les droits de la personne, sujet sur lequel il publie plusieurs articles. C'est encore à titre de spécialiste des droits de la personne qu'il préside la conférence de Chicago en 1983 sur la politique des États-Unis en matière de langue.

LANDRY-BLANCHARD, Mathilda. Ouvrière et syndicaliste (Caraquet, Nouveau-Brunswick, 10 décembre 1920 —). Après avoir obtenu un certificat à l'École normale de Fredericton*, elle travaille dans l'industrie automobile à Windsor*, avant d'occuper un poste d'inspecteur dans une avionnerie montréalaise. Durant son séjour à Montréal, elle suit des cours de coiffure, qui la ramènent en Acadie où elle pratique son métier jusqu'en 1966. Bien intégrée au milieu ouvrier où elle compte de nombreux appuis, elle devient représentante syndicale pour l'Union des manuteneurs de poissons du Nouveau-Brunswick. Elle se porte également à la défense des droits des Acadiens et devient d'ailleurs la première Acadienne à se lancer dans la politique. Elle se présentera à plusieurs reprises à des postes politiques et occupera la présidence des Femmes progressistes-conservatrices du comté de Gloucester.

LANGEVIN, LOUIS-PHILIPPE-ADÉLARD. Évêque (Saint-Isidore-de-Laprairie, Québec, 23 août 1855 — Montréal, *ibid.*, 15 juin 1915). Il étudie au Séminaire de Montréal (1867-1875) et est ordonné prêtre oblat en 1882. Directeur du Grand Séminaire d'Ottawa (1885-1893), il devient supérieur-vicaire des Oblats du Manitoba et curé de Sainte-Marie de Winnipeg* (1893-1895). Nommé archevêque de Saint-Boniface* en 1894, il s'engage dans la lutte pour les droits des francophones du Manitoba, surtout les droits des écoliers catholiques. Il établit plus de 50 nouvelles paroisses et y attire le clergé de l'est du Canada et de France. Il fonde l'Institut des Oblats* du Sacré-Cœur et de Marie-Immaculée, la Société* historique de Saint-Boniface (1902) et deux

revues : *Les Cloches de St-Boniface* (1902) et *La Liberté** (1910). Connus sous le nom de Grand blessé de l'Ouest à cause de sa santé fragile et des nombreuses luttes qu'il a menées durant plus de vingt ans, M^{sr} Langevin laisse quelques publications pastorales.



M^{sr} Langevin

LANGLAIS, ANTONIO. Avocat et juge (Matane, Québec, 7 mars 1886 — Québec, 9 mars 1977). Admis au barreau de Québec en 1910, il pratique et enseigne le droit à l'Université Laval jusqu'en 1952. Président de l'Institut canadien et de la Société du bon parler français, il est l'un des fondateurs et le premier trésorier du Conseil de la vie française en Amérique en 1937. Il est nommé juge à la Cour de magistrat de Québec en 1952.

LANGLAIS, BERNARD. Artiste-sculpteur (Orono, Maine, 23 juillet 1921 — Portland, *ibid.*, 27 décembre 1977). Intéressé par les beaux-arts, il s'inscrit à l'École des arts de Corcoran en même temps qu'il vend ses œuvres. Ses études interrompues par la seconde guerre mondiale, il passe six ans dans la marine militaire américaine où il se remet au français, langue qu'il avait délaissée jusqu'alors, et sert de traducteur pour les autres marins. Après la guerre, une bourse de l'école de peinture et de sculpture de Skowhegan lui permet de perfectionner son art. Il séjourne ensuite en Norvège où il se consacre à la peinture et au dessin. De retour à New York* en 1955, il se tourne vers la sculpture du bois. En 1966, il s'installe à Cushing, dans le Maine. Plusieurs de ses sculptures ornent les édifices publics du Maine.

LANGLOIS, M^{sr} UBALD. Évêque (Bourget, Ontario, 6 juin 1914 — Ville Saint-Laurent, Québec, 18 septembre 1953). Vicaire à Saint-Joachim d'Edmonton* et professeur au juniorat des Oblats*, il est rédacteur de l'hebdomadaire *Le Patriote* de l'Ouest* de 1925 à 1927. Il collabore aussi au journal *La Survivance* d'Edmonton. En 1930, il est nommé supérieur provincial des missionnaires oblates de l'Alberta-Saskatchewan, charge qu'il occupe jusqu'en 1938 et durant laquelle il fonde la congrégation des Sœurs missionnaires recluses de Jésus et Marie. Sacré évêque en 1938, il assume le vicariat apostolique de Grouard (Alberta).

LANOS, JULES MARIUS. Éducateur et éditeur (Laval, France, *circa* 1870 — 1950). Venu au Canada probablement peu avant 1890, il participe à la fondation du Collège* de Sainte-Anne à Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse). Après avoir travaillé à l'Académie de Yarmouth (Nouvelle-Écosse), il devient journaliste à *L'Évangéline**, puis correspondant de ce journal à Halifax. Directeur d'une maison d'édition entre 1900 et 1904, Lanos se lance dans la publication de deux journaux : *L'Acadie* et *The Sissiboo Echo*. Redevenu professeur à Halifax, il met sur pied les sections régionales de l'Alliance française de cette ville et de Truro* (Nouvelle-Écosse), puis il enseigne au Collège militaire royal de Kingston* (Ontario). Il est l'auteur d'un livre intitulé

French Language and Grammar by a Topical System (1899).

LANTEIGNE, FRANÇOIS-MOÏSE. Prêtre (Caraquet, Nouveau-Brunswick, 29 janvier 1885 — Petit-Rocher, *ibid.*, 17 février 1964). Formé en théologie au Grand Séminaire de Halifax, il est ordonné prêtre en 1911. D'abord vicaire à Campbellton* (1911-1913), il fonde la paroisse d'Atholville* et la dirige pendant vingt ans. Revenu à Campbellton (1933-1940), l'abbé Lanteigne se voit par la suite confier la cure de la localité de Petit-Rocher*, qu'il occupera jusqu'en 1961. Poète à ses heures, il publie *Lyre d'Acadie* en 1951, un recueil de poèmes d'inspiration religieuse et patriotique.

LAPERRIÈRE, AUGUSTIN. Bibliothécaire et écrivain (28 décembre 1829 — Ottawa, 20 avril 1903). À partir de 1850, il travaille en tant que commis puis comme chef de la section française de la Bibliothèque nationale à Ottawa*. Président de l'Institut* canadien-français d'Ottawa de 1878 à 1880, il publie plusieurs ouvrages, dont des comédies qui seront jouées à l'Institut : *Les Pauvres de Paris*, une adaptation (1877), *Monsieur Toupet ou Jean Bellegueul* (1884) et *Une partie de plaisir à la caverne de Wakefield ou Un monsieur dans une position critique* (1881).

LAPORTE, PAUL CARMEL. Médecin et sculpteur (Verchères, Québec, 1885 — après 1971). Dès son plus jeune âge, il suit des cours privés de sculpture et de peinture à Montréal. À quatorze ans, après son cours secondaire, il est apprenti-sculpteur sur bois et apprenti-ébéniste à Montréal (1899-1902). Il entreprend ensuite, à l'Université* Laval, des études de médecine qu'il termine en 1909. Dès cette année-là, il se retrouve au Nouveau-Brunswick où il pratique, tour à tour, à Grand Falls, Connors Claire et Edmundston*. Très actif dans les organisations médicales, il est élu à deux reprises président du Conseil médical du Nouveau-Brunswick. Il consacre ses loisirs à la sculpture et, en 1933, ouvre une école privée où il enseigne gratuitement à plusieurs jeunes artistes acadiens, dont Albert Nadeau et Claude Picard. Son influence se fait aussi sentir sur la carrière de Claude Roussel. Il est co-fondateur et premier président élu de la Fédération canadienne des sculpteurs sur bois, et

l'auteur d'une publication intitulée *Apprenons à sculpter*.

LAPORTE, PIO-H. Homme politique (Verchères, Québec, 1^{er} septembre, 1878 — Saint-Basile, Nouveau-Brunswick, 29 juillet 1939). Formé en médecine à Paris, il exerce la profession de chirurgien à Edmundston* (Nouveau-Brunswick). Tour à tour président de l'Association des médecins de cette province et vice-président de l'Association* des médecins francophones de l'Amérique du Nord, il est élu député libéral du Madawaska à l'Assemblée législative de sa province en 1935. Nommé ministre de la Santé et du Travail en 1938, il assume cette fonction jusqu'à sa mort, accidentelle, en 1939.

L'ARDOISE, RÉGION DE NOUVELLE-ÉCOSSE. L'implantation française dans cette région, située sur le pourtour de la baie Saint-Pierre (St. Peter's Bay), au sud de l'île du Cap-Breton, date de 1650. Nicolas Denys* construit alors un poste de pêche et de traite des fourrures à Saint-Pierre (St. Peter's). Le poste est détruit par un incendie durant l'hiver de 1668-1669. Le site est de nouveau occupé à partir de 1713. Rebaptisé Port-Toulouse, il devient l'un des principaux ports de l'île, une route le reliant à Louisbourg*. Pendant ce temps, L'Ardoise, ainsi nommée à cause de ses falaises, se développe. Vers 1750, plusieurs familles y vivent dans une seigneurie. La chute de Louisbourg annonce la fin de ces établissements et la fuite de leurs habitants. Ceux-ci reviennent cependant à L'Ardoise dès 1765, et le village actuel de St. Peter's est fondé en 1777 par des anglophones. En plus de L'Ardoise, la population acadienne se concentre surtout à Louisdale et à Rivière-Bourgeois. La région compte 7 275 habitants, dont 1 430 francophones. Ce contexte démographique a favorisé une anglicisation assez poussée.

LARIVIÈRE, ALPHONSE. Homme politique (Montréal, 24 juillet 1842 — Saint-Boniface, Manitoba, 20 septembre 1925). Diplômé de l'école militaire de Montréal (1867), il s'établit en 1870 à la Rivière-Rouge* (Manitoba). Il y fonde, en 1872, une section locale de la Société* Saint-Jean-Baptiste et en devient le président en 1875. Il est le co-fondateur et le premier président de la Société de colonisation du Manitoba, en 1874. Élu député conservateur de Saint-Boniface* à

l'Assemblée législative du Manitoba (1878-1889), il est tour à tour secrétaire provincial (1881), ministre de l'Agriculture (1883), trésorier provincial et commissaire des terres de la couronne (1886). Il est aussi directeur du journal *Le Manitoba** et correspondant du journal *La Minerve* de Montréal. Député fédéral de Provencher à Saint-Boniface (1889-1900), il est nommé au Sénat canadien en 1911 et démissionne de ses fonctions en 1917 pour céder sa place à Aimé Bénéard*. Il passe les dernières années de sa vie à Saint-Boniface.

LAROCQUE, FRANÇOIS-ANTOINE. Voyageur et commerçant (L'Assomption, Québec, 19 août 1784 — Saint-Hyacinthe, *ibid.*, 1^{er} mai 1869). Après ses études au collège de Montréal, il séjourne aux États-Unis. En 1802, il entre en fonction à la XY Co. dans la région de l'Assiniboine à titre de commis. Il explore le bassin supérieur du Missouri en 1804 et sillonne le Nord-Ouest (aujourd'hui la Saskatchewan et l'Alberta). En 1806, il ouvre un commerce à Montréal et participe à la guerre de 1812. Il collabore à la fondation de la Banque de Montréal (1819) et se lance en affaires en créant sa propre société, Larocque, Bernard et Cie (1832).

LAROQUE, JOSEPH. Traiteur (L'Assomption, Québec, 20 septembre 1786 — Ottawa, Ontario, 1^{er} décembre 1866). Frère de François-Antoine Laroque*, il fait lui aussi carrière dans l'ouest du pays en tant que commis des principales compagnies de traite de fourrures. Ses voyages l'amènent à la rivière Churchill (1804), à Fort-des-Prairies (1806) et sur les bords du Pacifique. Traiteur en chef sur la côte nord du Saint-Laurent, il rentre ensuite en France (1837-1851) avec une fortune importante. Revenu au Canada, il se retire chez les Sœurs* grises de la Croix d'Ottawa, les aide à fonder l'Hôpital général (1845) et leur lègue sa fortune.

LA RONDE, LOUIS DENYS DE. Officier et explorateur (Québec, 2 août 1675 — Québec, *circa* 25 mars 1741). Navigant dès l'âge de douze ans, il participe, durant les vingt années qui suivent, à différentes campagnes, d'abord en Irlande pour le compte de l'ex-roi d'Angleterre Jacques II, puis en Nouvelle-France de 1692 à 1705. D'abord affecté à titre de commandant de frégate à la surveillance des côtes l'Acadie et de Nou-

velle-Angleterre, La Ronde participe de 1699 à 1701 aux expéditions sur le Mississippi et accompagne Pierre le Moine d'Iberville à la baie d'Hudson. De plus, il participe à la fondation de l'Île-Saint-Jean (aujourd'hui l'Île-du-Prince-Édouard) et est l'auteur d'une carte de l'île Royale*, exécutée en 1713. Il effectue aussi quelques voyages diplomatiques en Nouvelle-Angleterre pour le compte du gouverneur Rigaud de Vaudreuil. En 1731, il prend le commandement du poste de Chagouamigon et découvre une mine de cuivre sur les rives du lac Supérieur. Malgré de nombreuses démarches pour en assurer l'exploitation, il doit abandonner et se consacrer à la traite des fourrures.

LAROSE, FRED. Forgeron (1875-1905). En 1903, alors qu'il travaille à la construction du Témiscamingue and Northern Ontario Railway (aujourd'hui l'Ontario Northland), Fred Larose met à jour un gisement d'argent dans l'actuelle région de Cobalt en Ontario. Le gisement s'avère d'une richesse étonnante et Cobalt connaît une véritable ruée vers l'argent dès 1905. Larose ne tirera que peu de profits de sa découverte, puisqu'il mourra sans avoir exploité sa concession minière.

LA SALLE. Village du Manitoba sis au bord de la rivière du même nom, à environ 24 km au sud de Winnipeg. Population totale : 345 habitants. Nommé en l'honneur de Robert Cavalier, sieur de La Salle, le village est fondé en 1890 à l'initiative des prêtres du séminaire de Saint-Hyacinthe (Québec). Devenue propriétaire en 1889 d'une grande partie des terres de la localité, cette institution les redistribue par la suite à des colons canadiens-français, qui forment un premier noyau de peuplement permanent. La vocation économique de La Salle est demeurée jusqu'à aujourd'hui essentiellement agricole. Population francophone : environ 275.

LA SALLE. Partie de Sandwich West, ville ontarienne située à 16 km au sud de Windsor. Population totale : 13 840 habitants. L'agglomération est située dans une région agricole réputée pour ses légumes, les premiers en Ontario, à mûrir au printemps. D'abord appelée Sunnyside, la collectivité prend son nom actuel en 1924 en souvenir de Robert Cavalier de La* Salle qui y avait séjourné en 1679. On y fonde la même année la

paroisse Sacré-Cœur-de-La-Salle. En 1974, le village est intégré à Sandwich* West, mais le toponyme français continue d'être utilisé par la population locale et apparaît encore sur certaines cartes routières. Population francophone : 1 215.

LA SALLE, CAVELIER DE, RENÉ-ROBERT.

Explorateur (Rouen, France, 21 novembre 1643 — Texas, 19 mars 1687). Arrivé à Montréal en 1667, il devient concessionnaire du fief de Lachine, qu'il vend pour financer un premier voyage sur le Haut-Saint-Laurent (1669-1672). Il dirige la construction du fort Cataracoui (1673) et en obtient le commandement en 1675. Il reprend les explorations en 1678, atteint l'embouchure du Mississipi en 1682 et donne à la région le nom de Louisiane*. Après un séjour en France, il revient dans cette région mais cette fois il dépasse l'embouchure du fleuve et passe deux ans au Texas. Il y est assassiné par un de ses hommes.

L'ASSOMPTION-DE-LA-POINTE-DE-MONTRÉAL-DU-DÉTROIT : voir SANDWICH

LA TOUR : voir SAINT-ÉTIENNE DE LA TOUR

LATULIPE, ÉLIE-ANICET. Missionnaire et évêque (St-Anicet, Québec, 3 août 1859 — Cobalt, Ontario, 10 décembre 1922). Ordonné prêtre en 1885, il est tour à tour vicaire de Saint-Henri et aumônier de l'asile du Bon-Pasteur (à Montréal dans les deux cas), curé à Pembroke (Ontario ; 1894 à 1906), puis curé et ensuite évêque à Haileybury* (Ontario). Il devient le premier titulaire du siège épiscopal d'Haileybury, siège qui, en 1936, est transféré en permanence à Timmins (Ontario). Quelques mois avant sa mort, un incendie détruit sa cathédrale, son évêché et une bonne partie de la ville.

LAURENDEAU, ALEXANDRE. Musicien (Lachenaie, Québec, 13 décembre 1870 — Montréal, 13 juillet 1933). Il est d'abord clarinettiste à Montréal, puis étudie le hautbois et travaille, à partir de 1899, comme joueur de hautbois avec l'ensemble célèbre de John Philipp Sousa. En 1900, il se joint à l'Orchestre symphonique de Pittsburg pour ensuite devenir soliste à l'Orchestre philharmonique de New York* (1905-1917). Parallèlement, il enregistre plusieurs pièces de

concerts avec les groupes du studio Columbia Gramophone Co. De 1910 à 1920, il est soliste à l'Orchestre symphonique de New York. Malheureusement, la paralysie de deux doigts met un terme à sa carrière de musicien en 1920. Il retourne alors à Montréal et se voue à l'enseignement et à la composition.

LAURIER, ROBERT. Avocat et homme politique (Arthabasca, Québec, 31 mars 1892 — Montréal, 4 avril 1967). Neveu de Sir Wilfrid Laurier, il fait ses études de droit à l'Université McGill (Montréal) et à Osgoode Hall à Toronto. Admis au barreau de l'Ontario, il exerce sa profession à Ottawa*. En 1939, il devient secrétaire-adjoint de l'honorable Ernest Lapointe, ministre fédéral de la Justice. En 1940, il est nommé ministre des Mines de l'Ontario sous le gouvernement libéral de Mitchell Hepburn. Quelques jours après sa nomination, il se fait élire pour siéger à l'Assemblée législative de l'Ontario lors d'une élection complémentaire dans Ottawa-Est. Réélu en 1943 avec la plus forte majorité de tous les candidats, il doit siéger dans l'opposition, les Conservateurs détenant désormais le pouvoir. Il quitte la vie politique en 1945 à la suite de problèmes de santé.

LAURIER, WILFRID. Homme politique (Saint-Lin, Québec, 20 novembre 1841 — Ottawa, Ontario, 17 février 1919). Après ses études en droit à l'Université McGill, il établit sa pratique à Montréal, puis à L'Avenir et à Arthabasca au Québec. Propriétaire et rédacteur du *Défricheur* d'Arthabasca (1866-1867), l'orientation libérale et anti-ultramontaine de ses articles lui attirent les foudres du clergé québécois. Il est élu député libéral de Drummond-Arthabasca à l'Assemblée législative du Québec en 1871. Quittant la politique provinciale, il est élu à la Chambre des communes en 1874 et réélu presque sans interruption jusqu'en 1917. Ministre du Revenu intérieur (1877-1878), il accède à la direction du parti de 1887 à 1919 et est Premier ministre du Canada de 1896 à 1911. Critique à l'endroit du gouvernement conservateur sur la question de Louis Riel* (1884-1885), il prend également position dans la question des écoles au Manitoba (1890) et signe en 1896 le compromis Laurier-Greenway qui atténue temporairement la crise scolaire de cette province. Lors de la crise du Règlement* 17 en

1912, il s'oppose au gouvernement ontarien, mais n'aura pas la possibilité de passer aux actes puisqu'il est dans l'opposition depuis un an. Bien que les Canadiens français l'admirent, plusieurs nationalistes lui ont reproché de ne pas avoir adopté des positions plus fermes en faveur des intérêts francophones.

LAVALLÉE, CALIXA. Compositeur (Verchères, Québec, 28 décembre 1842 — Boston, 21 janvier 1891). Fils de luthier, il reçoit sa première formation musicale de son père. Très jeune, il touche l'orgue de l'église Notre-Dame de Montréal et étudie le piano. En 1857, il part à l'aventure aux États-Unis, participe à la guerre de Sécession dans les rangs du Fourth Rhode Island Regiment, puis devient directeur musical du Grand Opera House de New York. Après des études musicales à Paris (1873-1875), il rentre à Québec où il est maître de chapelle. Après avoir connu des revers financiers, il part pour Boston où il est organiste de la cathédrale (1879) et où il enseigne la musique. Parmi ses œuvres, on compte deux opéras, un oratorio, des marches et des valse ainsi que la musique de l'*Ô Canada* (1880). Un village du Québec porte son nom.

LAVALLÉE, MAURICE. Éducateur (Saint-Robert, Québec, 1900 — Edmonton, Alberta, août 1986). Il débute sa carrière dans l'enseignement en 1927, au Collège Saint-François-Xavier d'Edmonton. En 1930, il assume la direction du journal *La Survivance** jusqu'en 1935. Pendant près de quarante ans, il organise le Concours de français de l'Association* canadienne-française de l'Alberta. Il donne aussi des cours de français à la radio de CKUA. Président de l'Association des éducateurs bilingues de l'Alberta pendant dix-huit ans, il ouvre en 1950 la première librairie française d'Edmonton*. De 1942 à 1968, il travaille au ministère de l'Éducation, plus précisément à l'école des cours par correspondance. Il fait partie de plusieurs associations francophones provinciales et nationales. En 1984, une nouvelle école française d'Edmonton a reçu son nom pour rendre hommage à son dévouement.

LA VÉRENDRYE, PIERRE SIEUR DE : voir GAULTIER DE VARENNES ET DE LA VÉRENDRYE, PIERRE

LAVIGNE : voir RIVIÈRE DES FRANÇAIS

LAVIGNE, CONRAD. Homme d'affaires (Chénéville, Québec, 2 novembre 1916 —). Alors qu'il est encore enfant, sa famille s'installe à Cochrane* (Ontario), où il fait ses études. Il exploite pendant quelques temps un petit commerce, puis s'engage dans l'armée en 1942. Combattant en Europe, il revient au Canada en 1946 avec le grade de capitaine. Peu après, il s'établit à Kirkland* Lake où il achète un hôtel. En 1952, il obtient à Timmins*, où il a désormais élu domicile, le premier permis pour un poste de radio francophone à l'extérieur du Québec : CFCL-AM ; et en 1956, un permis pour opérer un premier poste de télévision bilingue à Timmins : CFCL-TV. Dans les années qui suivent, il met sur pied un réseau de télédiffusion, Mid-Canada, dont il est le propriétaire (1955-1980) et qui s'étend à tout le nord-est ontarien : Sudbury*, CKNC-TV (1970) ; North* Bay, CHND-TV (1970) ; Elliot* Lake, CKXC-TV (1970). À ces postes s'ajoutent, en 1977, Pembroke*, CHRO-TV-5 et Ottawa*, CHRA-TV-5. Reconnu comme l'un des pionniers de la radiodiffusion au Canada, il reçoit en 1983 un doctorat *honoris causa* de l'Université* Laurentienne de Sudbury afin de souligner son dévouement dans le développement des communications. Ancien président de l'Association canadienne des télédiffuseurs de langue française (ACRTF), il reçoit en 1983 l'Ordre du Canada.

LAVIGNE, GEORGE « KID ». Boxeur (Bay City, Michigan, 6 décembre 1869 — Détroit, *ibid.*, 6 avril 1936). Il commence sa carrière en 1885 et la poursuit pendant quatorze ans sans perdre un seul combat. En 1896, il remporte le titre de champion du monde des poids légers, après un combat de six assauts contre Jack MacAuliffe. Admis au Temple de la Renommée de la boxe en 1959, beaucoup le considèrent le meilleur poids léger de tous les temps.

LAVIOLETTE, JACK. Joueur de hockey et de crosse (Belleville, Ontario, 27 août 1879 — Montréal, 10 janvier 1960). De 1899 à 1910, il joue au hockey et à la crosse comme amateur et comme professionnel avec plusieurs équipes. Durant quatre ans, il fait partie de la Ligue internationale avec l'équipe de Sault-Sainte-Marie (Ontario). Son style exubérant lui vaut une réputation de

casse-cou. Il se joint aux Canadiens de Montréal en 1909, année de leur formation. Excellent patineur, il y évolue pendant sept ans avec, entre autres, son ancien co-équipier de la crosse, Édouard « Newsy » Lalonde*. Ils participent à la conquête de la première coupe Stanley du Canada en 1916. Un accident d'automobile en 1917 met fin à sa carrière de joueur, mais il reste associé au hockey comme arbitre.

LAVOIE, DANIEL. Chanteur (Dunrea, Manitoba, 17 mars 1949 —). Étudiant au Collège* de Saint-Boniface, il remporte en 1967 le concours Jeunesse oblige de Radio-Canada, dans la catégorie auteur-compositeur-interprète, avant de se lancer dans le *rock'n roll*. Il écrit des chansons mélancoliques, intimistes et travaille dans les clubs et les piano-bars du Québec. En 1980, il triomphe au Gala de l'ADISQ, exploit qu'il répètera en 1985. Après des séjours à Paris et la production de six microsillons, il enregistre le disque *Tension Attention* (1984), qui se vend à plus de 100 000 exemplaires au Québec. Il perce en France avec la chanson *Ils s'aiment* et y vend 700 000 45 tours. En 1985, il remporte le Midem d'or, à Cannes.



Daniel Lavoie

LAWRENCE. Ville du Massachusetts située à 70 km au nord de Boston. Population totale : 66 915 habitants. Lawrence est une ville créée de toutes pièces par les dessinateurs urbains : les manufactures de textiles créées vers 1836 précèdent les habitants. La vitalité francophone se manifeste par la fondation d'une paroisse (Sainte-Anne) en 1875, d'un collège, d'une école et d'un

orphelinat dirigés par des religieux et religieuses ainsi que par la diffusion, à partir de 1874, de quatre journaux : *Le Drapeau canadien* (1874), *Le Citoyen* (1882), *Le Progrès* (1889) et *Le Courrier national* (1899). L'histoire de la ville est marquée par une grève des ouvriers du textile en 1912, événement qui attire l'attention du monde entier. Le conflit se termine par la victoire des travailleurs et provoque des répercussions dans toute l'industrie américaine. Population francophone : 11 695.

LEBEL, JOSEPH-MARC. Écrivain (Massachusetts, Maine, 14 septembre 1879 — Arborfield, Saskatchewan, 10 février 1955). Après des études en droit à l'Université McGill (Montréal) et en science politique à l'Université Columbia de New York, il est pendant quelque temps secrétaire du premier ministre du Québec, Louis-Alexandre Taschereau, et il collabore parallèlement à la revue *Vie canadienne* sous le nom d'emprunt de Jean Pionnier. En 1910, il s'installe sur une terre en Saskatchewan. De 1919 à 1944, il publie une trentaine de courts romans sous le pseudonyme de Jean Féron. Le plus connu, *La Métisse* (1923), relate les rivalités qui opposent les anglophones protestants aux Métis francophones et catholiques. Surnommé l'Alexandre Dumas canadien, il laisse aussi de nombreux manuscrits inédits.

LEBEL, J.-LOUIS. Homme d'affaires (Longueuil, Québec, 17 octobre 1918 —). Arrivé à Saint-Paul (Alberta) en 1919, il obtient un diplôme en droit à l'Université de l'Alberta (1943), puis étudie la finance à l'Université de Harvard (1947-1948) et à l'Université Stanford (1963). Il travaille depuis 1948 au service d'une importante compagnie d'exploitation pétrolière, la Chevron Standard Ltd., et en occupe, après 1957, la vice-présidence et la direction ; il est également président et directeur de la Crest Exploration Ltd. depuis 1970. Lebel siège au conseil d'administration de plusieurs autres entreprises industrielles. Président-fondateur de la Société franco-canadienne de Calgary au début des années soixante-dix, il est membre du Sénat de l'Université de Calgary depuis 1974 et a été chancelier de cette dernière institution (1978-1982).

LEBEL, LOUIS. Avocat et homme politique (Saint-Léonard, Nouveau-Brunswick, 12 janvier 1916 —). Admis au barreau de sa province

en 1939, il pratique d'abord le droit à Saint-Quentin* (Nouveau-Brunswick) avant d'être nommé coroner et greffier de la Cour suprême pour le comté de Restigouche. Élu député libéral du comté provincial de Restigouche en 1948, il retourne à la pratique du droit en 1952, puis est nommé juge de la Cour provinciale en 1963. Deux ans plus tard, il devient président du Tribunal provincial des expropriations, poste qu'il occupe jusqu'à sa retraite en 1984. Par ailleurs, il est actif dans la vie française acadienne et il assume la présidence de la Société* nationale des Acadiens entre 1958 et 1964. Il sera également président du Conseil* de la vie française en Amérique entre 1977 et 1982. Entre temps, il dépose en 1975, un rapport sur l'administration de l'Université* de Moncton et prépare le regroupement institutionnel des trois campus de Moncton*, Edmundston* et Shippagan*.

LEBLANC, ARTHUR. Violoniste et compositeur (Saint-Anselme, Nouveau-Brunswick, 18 août 1906 — Québec, 19 mars 1985). Initié au violon dès l'enfance par son père, Arthur Leblanc étudie au Séminaire de Québec (1919-1923), à l'Université* Laval (1922), au Conservatoire de la Nouvelle-Angleterre à Boston et, enfin, à Paris (1930-1934). Il commence sa carrière en Europe où il est premier violon dans l'Orchestre symphonique de Paris (1935-1936). En 1938, il revient au Canada et y donne plusieurs concerts, ainsi qu'aux États-Unis. Parallèlement à sa carrière de musicien, il enseigne à l'Université* Laval (1943-1947) et au Conservatoire de musique du Québec à Montréal. Après 1953, on l'entend surtout à la radio et à la télévision. Il signe quelques œuvres, dont une *Petite suite canadienne* pour violon et piano.

LEBLANC, BENJAMIN AMÉDÉE. Médecin et homme politique (Arichat, Nouvelle-Écosse, 4 février 1879 — *ibid.*, 29 juin 1946). Médecin de carrière, il sert durant la première guerre mondiale dans le corps médical de l'armée canadienne. D'allégeance conservatrice, il est élu représentant du comté de Richmond à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse en 1916 et conserve son siège aux élections générales de 1920 et 1925. Il sera ministre sans portefeuille de 1925 à 1928.

LEBLANC, CAMILLE-ANDRÉ. Évêque (Barachois, Nouveau-Brunswick, 25 août

1898 —). Ordonné prêtre en 1924, il assume d'abord différentes cures dans sa province. Promu à l'épiscopat en 1942, il dirige le diocèse de Bathurst* jusqu'à sa retraite en 1970. Bâtit-seur, M^{gr} Leblanc est à l'origine de l'établissement de dix-neuf paroisses et de huit missions. Il s'intéresse également aux questions acadiennes et aux conditions socio-économiques des Acadiens. Son nom est étroitement associé aux premières coopératives de pêcheurs à Shemogue. Par ailleurs, en 1949, il fait cause commune avec son homologue de Moncton, M^{gr} Norbert Robichaud*, et se prononce en faveur de la parution quotidienne de *L'Évangeline**.

LEBLANC, DUDLEY JOSEPH. Politicien et homme d'affaires (Youngsville, Louisiane, 16 août 1894 — Abbeville, *ibid.*, 22 octobre 1971). Après des études au Southwestern Louisiana Institute à Lafayette, LeBlanc devient vendeur. Il fonde ensuite une compagnie d'assurance, grâce à laquelle il s'enrichit rapidement. Élu député à la Législature d'État en 1924, puis commissaire à la Public



Dudley Leblanc

Service Commission en 1928, il cherche à plusieurs reprises à se faire élire gouverneur de la Louisiane. En 1945, il invente un élixir appelé Hadacol. Ce produit lui assure la fortune et une célébrité nationale grâce à des campagnes massives de publicité. LeBlanc est élu sénateur d'État à quatre reprises entre 1940 et 1967 et président du Sénat de son État de 1948 à 1950. En politique, il s'est montré libéral (au sens américain), obtenant par exemple l'instauration de pensions de vieillesse. Il s'est aussi appliqué à promouvoir la culture acadienne : il a fondé et dirigé l'Association des Acadiens de Louisiane, a participé à l'organisation des fêtes du bicentenaire de la Déportation, et a publié trois livres sur l'histoire acadienne. En 1966, il parcourt le Canada et la France pour resserrer les liens entre Cajuns et autres francophones. LeBlanc s'est distingué dans l'histoire politique de la Louisiane en s'identifiant sans réserve comme Cajun et catholique, utilisant par exemple la radio pour faire campagne en français.

LEBLANC, EMERY. Journaliste (Shédiac, Nouveau-Brunswick, 3 septembre 1918 – octobre 1987). Après des études au Collège* Sainte-Anne (Pointe-de-l'Église, Nouvelle-Écosse) et chez les Pères eudistes de Charlesbourg* (Québec), il enseigne en 1941-1942 au Collège* Sacré-Cœur de Bathurst* (Nouveau-Brunswick) et, en 1943, au Collège de l'Assomption de Moncton*. Au cours de la même année, il commence une carrière de journaliste à *L'Évangéline** où il passera vingt ans. Il est d'abord assistant-rédacteur (1943-1946), puis rédacteur en chef (1946-1952) et directeur-gérant (1952-1963). En 1955-1956, il participe à une chronique radiophonique hebdomadaire au poste CBAF de Radio-Canada, à Moncton. À la suite de cette expérience, il publie un recueil de textes intitulé *Les Entretiens du village* (1957). En 1963, il publie à Montréal *Les Acadiens*, ouvrage destiné à faire connaître le fait acadien au Québec. La même année, il reçoit le prix Olivar-Asselin.

LEBLANC, ÉVELINE. Fonctionnaire et professeur (Bonaventure, Québec, 2 janvier 1898 – Ottawa, Ontario, 16 novembre 1977). Diplômée en sciences domestiques de l'Université Laval, elle devient technicienne au ministère fédéral de l'Agriculture en 1923. Elle y met sur pied un ser-

vice en français pour les consommateurs en 1949. En 1959, elle entre au service de l'Université d'Ottawa. Deux ans plus tard et jusqu'à sa retraite, elle devient la première directrice des étudiantes. Elle fonde le département de diététique et de sciences domestiques. Première administratrice de l'Association canadienne-française d'éducation des adultes, elle préside pendant 10 ans l'Association des professeurs de sciences ménagères du Québec, qu'elle a fondée. Pendant 40 ans, elle œuvre pour améliorer la formation des femmes dans la vie professionnelle et familiale. Conférencière recherchée, elle se voit décerner deux doctorats *honoris causa* et de nombreuses décorations. En 1967, un pavillon de l'Université d'Ottawa a été nommé en son honneur.

LEBLANC, GUY-JOSEPH. Homme politique (Saulnierville, Nouvelle-Écosse, 2 mai 1950 – ?). Après des études aux universités* Sainte-Anne et Acadia, il enseigne l'éducation physique et s'intéresse activement aux loisirs en Nouvelle-Écosse. Il touche également au domaine des affaires. En 1984, il entre en politique et devient député conservateur du comté de Clare à l'Assemblée législative de sa province. L'année suivante, il est nommé ministre de l'Environnement de Nouvelle-Écosse.

LEBLANC, HENRI-PAUL. Administrateur (Memramcook, Nouveau-Brunswick, 21 juillet 1879 – Moncton, *ibid.*, 14 juin 1958). Établi aux États-Unis en 1904, il est marchand à New Bedford*, puis à Waltham (Massachusetts) jusqu'en 1907. Revenu en Acadie la même année, il s'installe à Moncton*, entre au service d'une compagnie de chemins de fer comme inspecteur (1908-1944) et compte ainsi parmi les rares francophones à occuper un poste de cadre. En marge de son travail, Leblanc collabore aux activités de la Société* mutuelle l'Assomption, d'abord comme propagandiste et recruteur (1904-1910), puis à titre de secrétaire-archiviste (1910-1919) et enfin comme conseiller général (1919-1931, 1947-1958).

LEBLANC, HENRY S. Marchand et homme politique (East Pubnico, Nouvelle-Écosse, 4 septembre 1865 – Yarmouth, *ibid.*, 5 septembre 1946). D'abord pêcheur de métier, puis propriétaire d'un magasin général, il entre à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse en 1897 comme

député libéral de la circonscription de Yarmouth. Réélu en 1901 et 1906, il est ministre sans portefeuille de 1907 à 1911. Défait aux élections de 1911, il est nommé au Conseil législatif de la province en 1920 et y demeure jusqu'à l'abolition de cette institution en 1928.

LEBLANC, ISIDORE. Homme politique (Ari-chat, Nouvelle-Écosse, 20 novembre 1837 — *ibid.*, 26 juin 1919). Navigateur et armateur pendant vingt-cinq ans, il pratique le commerce dans la région du golfe du Saint-Laurent. Élu député libéral de Richmond à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse en 1878, il se voit réélu jusqu'en 1886. Appelé au Cabinet en 1883, Leblanc est le premier Acadien à occuper un fauteuil ministériel au sein du gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Nommé membre du Conseil législatif en 1887, il y siège jusqu'à sa mort.

LEBLANC, JEAN-PAUL. Homme d'affaires et homme politique (Collège Bridge, Nouveau-Brunswick, 16 août 1923 —). Après avoir servi dans les forces armées au cours de la seconde guerre mondiale, Jean-Paul Leblanc met sur pied une entreprise de plomberie. À 36 ans, il entre en politique comme membre du Conseil de ville de Moncton* (1959-1963) et en devient maire-adjoint entre 1967 et 1970. Élu en 1970 député conservateur de Moncton à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, il est nommé ministre des Affaires municipales (1970-1972), président du Conseil du Trésor (1972-1974) et ministre du Tourisme (1973-1974). Par la suite, il est nommé à la Commission de la fonction publique de sa province.

LEBLANC, JOSEPH E. Homme politique (Shédiac, Nouveau-Brunswick, 28 mai 1916 — *ibid.*, 23 mai 1979). Après ses études à Shédiac*, il devient propriétaire d'un commerce mais, très vite, se lance en politique municipale. Il est échevin (1941-1945), puis maire de Shédiac (1946-1952). En 1952, il est élu à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick sous la bannière libérale ; il est réélu à cinq reprises. En 1964, il est ministre des Affaires municipales et il préside le comité d'études du Cabinet chargé d'examiner les recommandations du Rapport Byrne sur la redistribution des compétences entre la province et les municipalités. De 1965 à 1970, il est secrétaire provincial.

LEBLANC, OLIVIER. Homme politique (Memramcook, Nouveau-Brunswick, 27 novembre 1830 — *circa* 1892). Descendant d'Acadiens déportés en 1755 et établis à Memramcook* à leur retour d'exil, il est d'abord fermier. Élu député libéral de Kent à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick en 1882, il remporte de nouveau la faveur populaire jusqu'en 1891. Membre du Conseil exécutif de sa province en 1889, Leblanc devient conseiller législatif en 1891.

LEBLANC, PAUL : voir LEMAY, GEORGES

LEBLANC, PAUL. Coiffeur (Dieppe, Nouveau-Brunswick, 6 février 1946 —). Formé en coiffure à l'Institut de Technologie du Nouveau-Brunswick, Paul Leblanc s'installe à Toronto en 1969 et travaille comme coiffeur à la Société Radio-Canada. En 1985, il reçoit un Génie, puis un Oscar pour l'excellence de sa contribution dans le film *Amadeus*. L'Oscar du meilleur coiffeur a même été créé spécialement pour lui et il est le premier Acadien à recevoir un tel prix de l'Académie américaine du cinéma.

LEBLANC, ROMÉO. Député et ministre fédéral (L'Anse-aux-Cormiers, Memramcook, Nouveau-Brunswick, 18 décembre 1927 —). Professeur et journaliste de carrière, il devient attaché de presse du Premier ministre du Canada de 1967 à 1971. Élu député libéral à la Chambre des communes pour la circonscription de Westmoreland-Kent en 1972, il est réélu en 1974, 1979 et 1980. Dès 1974, il entre au Cabinet à titre de ministre d'État aux Pêches. En 1976, il devient ministre des Pêcheries et de l'Environnement, ministre des Pêches et Océans en 1980 et ministre des Travaux publics en 1982. Leblanc est sénateur depuis 1984. En tant que ministre des Pêches et Océans, il a été appelé à jouer un rôle crucial dans les pourparlers avec le gouvernement américain sur la question des limites canadiennes de droits de pêche.

LEBLANC CARRIER, ÉMILIE. Épistolière (Memramcook, Nouveau-Brunswick, 14 mai 1863 — Moncton, 19 décembre 1935). Après des études à l'École normale de Fredericton*, elle enseigne à Weymouth en Nouvelle-Écosse durant une dizaine d'années. C'est dans *L'Évangéline** qu'elle publie ses lettres sous le pseudonyme de Marichette. Dans une langue acadienne quelque-

fois cinglante – qu'Antonine Maillet* reprendra 70 ans plus tard avec *La Sagouine* – paraissent seize lettres entre le 14 février 1895 et le 3 février 1898. Elle y discute d'élections, de gouvernement, d'émigration, de langue et de cause acadienne. Elle est l'une des premières à oser parler du droit de vote pour les femmes.

LE BOUTHILLIER, CLAUDE. Psychologue et écrivain (Tracadie, Nouveau-Brunswick, 30 juin 1946 –). Formé en psychologie à l'Université* de Moncton* (1969), il exerce sa profession à Montréal pendant huit ans, d'abord dans le milieu scolaire, puis dans une clinique. Revenu au Nouveau-Brunswick, il enseigne pendant deux ans et se consacre surtout à l'écriture romanesque. Dans *L'Acadien reprend son pays* (1977), il cherche à interpeller son peuple, à le convier à reconquérir son identité perdue. Avec *Isabelle-sur-mer* (1979) et *C'est pour quand le paradis* (1984), Le Bouthillier propose un voyage dans l'imaginaire, dans une Acadie reconquise afin de stimuler le sentiment d'appartenance et de redonner espoir à cette communauté francophone.

LE BOUTILLIER, JEAN-GEORGES. Journaliste (Percé, Québec, 1859 – 1952). Après des études à Québec où il obtient un baccalauréat en droit, il exerce sa profession en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. En 1890, il s'installe à Cohès* dans l'État de New York et travaille comme journaliste pour *La Patrie*, puis pour *Le Ralliement*, dont il devient le rédacteur. En 1893, il se rend à Lowell* (Massachusetts) pour devenir rédacteur-adjoint du *National**, puis à Fall* River où il est rédacteur du *Protecteur Canadien**. Deux ans plus tard, il est correspondant pour le quotidien de Montréal, *La Presse*. Alors que les grèves sévissent dans les grandes filatures de la Nouvelle-Angleterre, Le Boutillier se soucie de rapporter dans ses articles la situation des ouvriers et de rédiger des chroniques sur les grèves. Par la suite, il devient rédacteur de *L'Avenir* National* de Manchester* où il traite de la question des démêlés entre les Franco-Américains et la hiérarchie catholique irland-américaine. Après avoir quitté ce journal en 1907, il y revient en 1911 et y poursuivra sa carrière jusqu'à sa retraite.

LEBRET. Village de la Saskatchewan situé à 85 km au nord-est de Regina sur la rivière Qu'Ap-

pelle. En 1884, le père Louis Lebreton o.m.i. y fonde une mission auprès des Métis*. Elle comprend une église et une école destinée à l'éducation des Métis. Plus tard, un scolasticat, affilié à l'Université* d'Ottawa, y est également établi. Le Bret, aujourd'hui presque abandonné, ne se reconnaît plus que par la croix illuminée qui marque au sommet d'une colline l'emplacement de l'ancienne mission.

LEBRUN, MARIE : voir MALENFANT, ANNA

LE CARON, JOSEPH. Missionnaire (Paris, France, 1586 – Tria, *ibid.*, 1632). Prêtre récollet, il arrive au Canada en 1615. Il obtient de Champlain la permission de se rendre chez les Hurons et célèbre, le 12 août 1615, la première messe en territoire ontarien sur les bords de la baie Géorgienne. Il revient à nouveau en Huronie de 1623 à 1626. Il écrit, en 1624, une Relation sur les mœurs des Indiens et les obstacles à l'évangélisation. Fait prisonnier des frères Kirke en 1629, il rentre en France la même année. Une école secondaire à Penetanguishene* (Ontario) perpétue sa mémoire.

LÉCUYER, GÉRALD JOSEPH. Homme politique (Sainte-Agathe, Manitoba, 2 août 1956 –). Après des études à Sainte-Agathe* puis au Collège* de Saint-Boniface, il est diplômé de l'Université du Manitoba. Éducateur, il se consacre à l'enseignement à Saint-Boniface*. Pendant cinq ans, il enseigne en Afrique au service de l'Agence canadienne de développement international. En 1981, il est élu député néo-démocrate à l'Assemblée législative du Manitoba pour le comté de Radisson. Deux ans plus tard, il est nommé ministre de l'Environnement, de l'Hygiène et de la Sécurité professionnelle.

LEDOUX, HENRI. Avocat et homme politique (Saint Albans, Vermont, 4 novembre 1873 – Nashua, New Hampshire, 23 mars 1970). Il fait ses études à Nashua, au Petit Séminaire de Sainte-Thérèse de Blainville (Québec) et à la Boston University Law School où il obtient son diplôme en 1896. Après avoir brièvement exercé la profession d'avocat, il se lance en politique. Tour à tour conseiller municipal de Nashua* (1894), membre de la Législature du New Hampshire (1897-1901) et titulaire de nombreuses charges

publiques, il consacre également ses énergies à la promotion de la vie française en Amérique. Membre-fondateur de la Société* historique franco-américaine, il préside pendant près de trente-cinq ans l'Union* Saint-Jean-Baptiste d'Amérique.

LEDUC. Ville de l'Alberta située sur le lac Telford, à 30 km au sud d'Edmonton. Population totale : 12 471 habitants. Elle est nommée d'après le père Hippolyte Leduc*, missionnaire oblat dans l'Ouest. Leduc est d'abord un poste de télégraphe (vers 1890) et un centre agricole où s'établissent plusieurs francophones. Cependant, la découverte en 1947 d'une nappe de pétrole de plusieurs millions de barils transforme l'économie locale. Bien que le puits soit aujourd'hui pratiquement épuisé, Leduc demeure une station de pompage et d'entreposage. Population francophone : 235.

LEDUC, HIPPOLYTE. Missionnaire (Evron, France, 30 avril 1842 — Edmonton, Alberta, 29 juin 1918). Il quitte la France en 1862 et est ordonné prêtre à Ottawa* en 1864. Il enseigne au Collège d'Ottawa (1864-1865), puis est envoyé dans plusieurs localités du Québec et de l'Ouest, dont Saint-Boniface* (1865) et Saint-Norbert au Manitoba (1866), puis Saint-Albert*, Calgary* et Edmonton* en Alberta entre 1807 et 1918. Il est nommé procureur du diocèse de Saint-Albert (1868-1918), puis vicaire général de ce diocèse (1879-1918). Il est, enfin, auteur de *Hostilité démasquée*, volume qui se porte à la défense des écoles catholiques du Nord-Ouest.

LEDUC, PAUL. Homme politique (Montréal, 28 janvier 1889 —). Formé en droit à l'Université* Laval (1908-1911), il exerce sa profession d'avocat à Québec jusqu'en 1915, puis il s'installe à Ottawa et devient membre du barreau de l'Ontario (1916). Élu député libéral dans la circonscription d'Ottawa-Est à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1934, il est nommé ministre des Mines (1934-1940). Réélu en 1937, Leduc cumule ce poste avec celui de procureur général. Premier francophone à occuper cette fonction, il se veut le représentant des intérêts des Franco-Ontariens dans le domaine de l'éducation. Greffier de la Cour suprême du Canada (1940-1958), il tente en vain de revenir à la vie politique sur la scène fédérale en 1958.

LEFAIVRE. Village de l'Ontario situé à 65 km à l'est d'Ottawa en bordure de la rivière des Outaouais. Population totale : 779 habitants. Le village adopte le nom de celui qui est considéré comme son père fondateur, Honoré Lefaiivre. Les premiers colons, tous des francophones, défrichent les terres fertiles de la région dès 1848. À compter de 1868, Lefaiivre, grâce à ses quais, est un lieu de chargement du bois de chauffage à destination de Montréal et d'Ottawa. La localité est érigée en paroisse en 1877. En 1922, l'église est détruite par un incendie, puis est reconstruite. Aujourd'hui, l'agriculture constitue l'activité économique principale de la localité. Population francophone : environ 700.

LEFEBVRE, CAMILLE. Prêtre et éducateur (Saint-Philippe-de-Laprairie, Québec, le 14 février 1831 — Memramcook, Nouveau-Brunswick, 28 janvier 1895). Formé chez les Pères de Sainte-Croix à Saint-Laurent (Québec), où il prononce ses vœux en 1854, Camille Lefebvre est ordonné prêtre en 1855 à Montréal. Il est d'abord vicaire dans différentes paroisses québécoises (1855-1862), puis devient prédicateur de retraites (1862-1864) avant d'être nommé curé de la paroisse à Memramcook* au Nouveau-Brunswick (1864-1895). Durant ses trente années de vie pastorale, il crée le collège Saint-Joseph de Memramcook en Acadie, berceau de l'actuelle Université* de Moncton. En 1873, il fonde également à Memramcook le couvent de Notre-Dame du Sacré-Cœur, destiné à la formation des jeunes filles. Avec mère Léonie, il crée en 1880 la congrégation des Petites* Sœurs de la Sainte-Famille. Ses nombreuses activités et réalisations lui valent d'ailleurs d'être nommé missionnaire apostolique au Nouveau-Brunswick, vicaire général, puis provincial de sa congrégation (1871-1880).

LEFORT, ÉLISABETH. Tapisserie (Chéticamp, Nouvelle-Écosse, 17 juillet 1914 —). Dès son enfance, elle manifeste de l'intérêt et une dextérité particulière pour la confection de tapis crochétés. La qualité de ses ouvrages lui vaut une renommée qui progressivement déborde les frontières du Canada. Son œuvre comprend plus de 300 tapisseries, dont certaines sont exposées au Vatican, à la Maison-Blanche, au Palais de Buckingham et au Musée national de l'Homme à Ot-

tawa. Une galerie de Chéticamp* porte son nom et présente ses créations. Élisabeth Lefort contribue par son œuvre au développement de l'industrie locale de la tapisserie.

LEGAL (SAINT-ÉMILE DE). Village de l'Alberta situé à 55 km au nord d'Edmonton. Population totale : 1 022 habitants. Il naît en 1894 lorsqu'un premier groupe de Français vient s'y établir, suivi, quatre ans plus tard, d'un contingent de Canadiens français. Le village prend son nom en 1903 en l'honneur du missionnaire oblat Émile-Joseph Legal*, qui deviendra en 1912 le premier archevêque catholique d'Edmonton*. La vie française de ce village agricole est animée par un conseil régional de l'Association* canadienne-française de l'Alberta. Population francophone : 410.

LEGAL, ÉMILE-JOSEPH. Missionnaire et évêque (Saint-Jean-de-Boiseau, France, 9 octobre 1849 — Edmonton, Alberta, 10 mars 1920). Après des études à Nantes (France), il est ordonné prêtre en 1874. Il enseigne pendant cinq ans en France puis se rend au Québec. Il part pour l'Ouest travailler au développement des missions de Calgary* et de Fort MacLeod entre 1881 et 1886, tout en participant à la fondation et à l'organisation de la mission de Piégenes (Brocket) de 1883 à 1889. Entre 1884 et 1889, il visite régulièrement Picher Creek. Puis, de 1889 à 1897, il se retrouve à la mission des Gens du Sang (aujourd'hui Blood Reserve, Cardston et Stand Off) où il va construire une école et un hôpital. Nommé évêque titulaire et coadjuteur de Saint-Albert* en 1897, il est vicaire provincial des missions (1897-1906). Après avoir succédé à l'évêque de Saint-Albert en 1902, il devient le premier archevêque d'Edmonton* en 1912. Écrivain, il publie, entre autres, *Les Indiens dans les plaines* (1891). Un village de l'Alberta porte son nom.

LE GARDEUR DE SAINT-PIERRE, JACQUES. Officier et explorateur (Montréal, 24 octobre 1701 — Lac-Saint-Sacrement, New York, 8 septembre 1755). Compétent dans les langues amérindiennes après avoir séjourné dans l'ouest du continent durant son adolescence, il choisit la carrière militaire et, en 1729, est chargé du recrutement parmi les Amérindiens. En 1733, il est l'adjoint de Louis Denys de La* Ronde et part à

la recherche des mines de cuivre de la région du lac Supérieur. Il commande le fort de Beauhar- nois dans le Wisconsin (1734-1737) et participe ensuite à plusieurs excursions militaires, dont une en 1737 chez les Chicanas, en Alabama, et une au fort Saint-Frédéric (près du lac Champlain) en 1745. En 1746, il se retrouve en Acadie, puis dirige en 1747 le fort Michillimakinac* sur les Grands Lacs ; il y demeure jusqu'en 1749.

Chargé de poursuivre l'exploration de l'Ouest, il se rend en 1750 au fort La Reine (Portage-la- Prairie*, Manitoba) et organise de nombreux voyages d'explorations. Il est à l'origine de la création du fort La Jonquière en 1751 (Saskat- chewan), puis il commande le fort Le Bœuf en Ohio (1753-1755). George Washington s'efforce d'obtenir l'évacuation de ce fort mais échoue de- vant Le Gardeur. Durant la guerre de Sept Ans, il se retrouve en charge d'une troupe d'Améri- ndiens lors d'une expédition militaire qui lui est fatale, au lac Saint-Sacrement (aujourd'hui lac George).

LÉGARÉ, HENRI-FRANÇOIS. Évêque (Wil- low Bunch, Saskatchewan, 20 février 1918 —). Formé en théologie, en philoso- phie et en sciences sociales dans plusieurs institu- tions, dont l'Université Laval à Québec et celle de Lille en France, il est ordonné prêtre oblat en 1943. Professeur en sociologie à l'université Laval (1946), à l'Université d'Ottawa (1951) et au Grand Séminaire de Saint-Norbert au Manitoba (1947-1952), il est aussi éditeur de la revue *L'Ami du Foyer* (1950-1952), à Saint-Boniface et, en même temps, éditeur adjoint de *La Liberté et le Patriote*. Recteur de l'Université d'Ottawa de 1958 à 1964, il accède à l'épiscopat en 1967 et occupe le siège du nouveau diocèse de Labrador- Shefferville. M^{sr} Légaré dirige depuis 1972 l'ar- chevêché de Grouard-McLennan en Alberta. Du- rant son rectorat, il a entrepris des négociations avec le gouvernement ontarien afin de faire finan- cer l'université, ce qui a mené plus tard à sa dé- confessionnalisation.

LÉGER, ANTOINE. Avocat et homme politique (Memramcook, Nouveau-Brunswick, 16 octobre 1880 — Moncton, *ibid.*, 7 avril 1950). Admis au barreau du Nouveau-Brunswick en 1907, il prati- que le droit à Moncton* jusqu'à son décès. Élu député conservateur de Westmoreland à l'Assem-

blée législative (1925), il occupe le poste de secrétaire-trésorier provincial jusqu'à sa défaite aux élections de 1935 ; il est nommé sénateur à Ottawa la même année. Il est l'auteur de romans évoquant la Déportation* acadienne : *Elle et lui* (1940), *Une fleur d'Acadie* (1946). Il publie également, en 1933, *Grandes lignes de l'histoire de la Société de l'Assomption*.

LÉGER, AURÈLE D. Homme politique (Grande-Digue, Nouveau-Brunswick, 10 novembre 1894 — Moncton, *ibid.*, 28 décembre 1961). D'abord entrepreneur en électricité à Grande-Digue, puis inspecteur pour les pensions de vieillesse au gouvernement provincial (1936-1940). Léger est élu député libéral à la Chambre des communes dans le comté de Kent en 1940. Réélu en 1945 et 1949, il devient sénateur en 1953 et siège au Sénat canadien jusqu'à sa mort.

LÉGER, OMER. Homme politique (Gardner, Massachussets, 27 mars 1931 —). Après des études au Collège* Saint-Joseph de Memramcook* (Nouveau-Brunswick), il devient administrateur à la compagnie d'assurances-vie l'Assomption mutuelle. Élu conseiller scolaire de 1968 à 1971, il passe ensuite à la scène provinciale. Élu député conservateur de la circonscription de Kent (Nouveau-Brunswick) en 1971, il est nommé secrétaire provincial. Réélu en 1974, on lui confie le ministère des Pêches. Il prend congé de la politique à compter de 1978, mais il y revient en 1982 en étant réélu et nommé ministre du Tourisme.

LÉGER, VIOLA. Comédienne (Fritchburg, Massachusetts, 29 juin 1930 —). Enseignante de formation et de métier, elle étudie également les beaux-arts à l'Université de Boston. Pendant quelques années, elle enseigne dans des collèges et écoles secondaires du Nouveau-Brunswick. En 1971, elle commence à interpréter le rôle de *La Sagouine*, créé par Antonine Maillet*, rôle qu'elle jouera près de 700 fois au cours de la décennie sur plusieurs scènes du Nouveau-Brunswick, et également à Montréal, Paris, Ottawa, Toronto et ailleurs. Elle se produit aussi à la télévision et enregistre des disques. Bien qu'elle ait été appelée à tenir d'autres rôles tant à la télévision qu'au théâtre, son nom reste étroitement attaché au

personnage de *La Sagouine* qui lui a valu la célébrité.



Viola Léger

LÉGER CORNER : voir DIEPPE

LÉGÈRE, MARTIN. Administrateur (Caraquet, Nouveau-Brunswick, 17 novembre 1916 —). Après avoir fréquenté l'Université François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et la Faculté des Sciences sociales de l'Université* Laval, il entre au service des Caisses populaires acadiennes pour y faire carrière. Il y cumule plusieurs fonctions, dont la direction générale de la Fédération* des caisses populaires acadiennes (1945-1982) et celle de la Société d'assurances des Caisses populaires acadiennes (1948-1982). Il œuvre également comme secrétaire du Conseil* acadien de la coopération, tout en occupant la présidence du Conseil* canadien de la coopération (1952-1982). Sa contribution à la société acadienne lui vaut de nombreuses distinctions honorifiques, dont quatre doctorats *honoris causa*. Il est l'un des rares Canadiens français dont le nom figure au *Dictionary of International Biography*.

LE GUERNE, FRANÇOIS. Missionnaire (Kergist-Moëloie, France, 1725 — Île d'Orléans, Québec, 1789). Arrivé au Canada en 1750, il est ordonné prêtre l'année suivante et, à partir de

1753, il œuvre en Acadie aux missions de Tintamarre, Chipoudie, Petitcodiac et Memramcook*. Au lendemain de la chute du fort Beauséjour en 1755, il refuse de se rendre aux Anglais et tente de convaincre les Acadiens de l'imiter et de fuir au Canada. Revenu à Québec en 1757, Le Guerne est affecté à la cure de Saint-François de l'île d'Orléans.

LE JEUNE, JEAN-MARIE-RAPHAËL. Missionnaire (Pleyber-Christ, France, 12 avril 1855 — New Westminster, Colombie-Britannique, 21 novembre 1930). Il entre chez les Oblats* à Nancy (France) en 1873, prononce ses vœux à Autun (France ; 1875), où il est ordonné en 1879. Il est aussitôt envoyé dans les missions de la Colombie-Britannique où il érige seize chapelles et enseigne la sténographie aux Indiens. Il habite, tour à tour, New* Westminster (1879-1880), Yale (vallée du Fraser ; 1880-1882) et Kamloops* (1882-1929). Il est l'auteur, entre autres, d'un *Dictionnaire pratique du Chinook* (1886), d'un *Vocabulaire Chinook* (1892) et de *Prières en langage Okanagan* (1893).

LE JEUNE, LOUIS. Professeur et historien (Pleybert-Christ, France, 12 novembre 1857 — Ottawa, 4 février 1935). Après des études en France et en Irlande, il est ordonné prêtre oblat le 24 juin 1883. Professeur en France (1883-1891) puis étudiant à la Sorbonne (1891-1893), il arrive au Canada en 1896 et se retrouve professeur de rhétorique à l'Université d'Ottawa (1897-1935). Il y fonde la *Revue littéraire de l'Université d'Ottawa* (1900-1907) et exerce, parallèlement à sa carrière d'enseignant, son ministère à la paroisse du Sacré-Cœur, à Hull (Québec). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont le *Dictionnaire général du Canada* (1931), qui est son œuvre maîtresse.

LE LOUTRE, JEAN-LOUIS. Missionnaire (Morlaix, France, 26 septembre 1709 — Nantes, *ibid.*, 30 septembre 1772). Formé en théologie au Séminaire du Saint-Esprit à Paris, l'abbé Le Loutre est prêtre au Séminaire des Missions-Étrangères en 1737 et aussitôt envoyé en Acadie. Il y étudie d'abord la langue des autochtones, est nommé aumônier des Micmacs en 1738, puis chapelain des troupes de Louisbourg en 1745. Capturé en mer en 1747, il est libéré et reprend son ministère à Louisbourg en 1749. À deux re-

prises, sa tête est mise à prix par les Anglais, en 1747 et 1749. Il s'établit alors à Beaubassin* (1749-1750), puis à la Baie-Verte (1751), avant d'aller passer un an en France (1752). À son retour, il veille à la construction des aboiteaux et à l'installation de réfugiés à Tintamarre et à Cocagne. Nommé vicaire général (1754), il est fait prisonnier par les Anglais et séjourne pendant huit ans (1755-1763) à l'île de Jersey. De nouveau libre, à la suite de la signature du traité de Paris, il se consacre à l'organisation des établissements acadiens en France près de Belle-Isle, en Bretagne.

LE MAÎTRE, YVONNE. Journaliste (Pierreville, Québec, 4 novembre 1876 — Newburyport, Massachusetts, 29 mai 1954). Elle émigre à Lowell* (Massachusetts) à l'âge de dix ans avec sa famille. Plus tard, après trois années d'enseignement primaire, elle se lance dans le journalisme à Lowell et travaille à *L'Étoile** (1902-1904), au *Courier-Citizen* (1904-1905, 1909-1911) et au *Franco-Américain* (1908). Installée à Paris en 1911, elle publie ses chroniques culturelles dans le *Boston Transcript* et dans la revue *Smart Set* de New York. Rentrée en Amérique en 1914, elle collabore de 1934 jusqu'à sa mort à *l'Étoile* et au *Travailleur**.

LEMAY, CURTIS-E. Commandant militaire (Columbus, Ohio, 15 novembre 1906 —). Né de parents canadiens-français, il fait carrière dans l'Armée de l'air américaine. Aviateur de métier, il participe à plusieurs expéditions aériennes, spécialement en Europe, pendant la seconde guerre mondiale et s'occupe de l'entraînement des pilotes en Angleterre. Nommé dirigeant en chef du U.S. Army Strategic Air Forces à Guam dans la Pacifique, Lemay devient aussi chef des recherches scientifiques de l'aviation des États-Unis. Commandant en chef de l'aviation américaine en Europe en 1947, il est responsable du pont aérien de Berlin. En 1948, il est nommé commandant général du Strategic Air Command, responsable à ce titre de la stratégie nucléaire américaine. De 1961 jusqu'à sa retraite en 1965, il est chef d'état-major de l'aviation ; de par cette fonction, son nom est intimement lié à l'escalade des hostilités au Viêt-nam.

LEMAY, GEORGES. Écrivain (Saint-Paul, Minnesota, 1^{er} janvier 1857 — New York, 19 avril

1902). Après des études au Collège de Saint-Boniface puis au Séminaire de Québec, il se lance très jeune dans le journalisme à Québec. Il travaille au *Journal de Québec*, à *L'Événement*, au *Canadien* et à *La Justice*, tous des journaux du Québec. En 1887, il fonde *Le Canada* à New York mais le journal ne paraît que pendant six mois. Il écrit ensuite pour le *National* de Plattsburgh (New York) en utilisant le pseudonyme d'Edmond Dantin. Puis, il collabore au *New York Canada* et devient fonctionnaire municipal. Musicien accompli, il est surtout connu pour ses nouvelles exaltant la vie à la campagne et le travail ainsi que pour ses essais sur le même thème, parus dans les journaux et publiés en 1884 dans un recueil intitulé *Petites Fantaisies littéraires*.

LEMELIN, ÉMILE. Magistrat (Somersworth, New Hampshire, 15 octobre 1899 — Manchester, New Hampshire, 17 mars 1967). Après ses études primaires dans l'État du Maine, il étudie au Collège de Lévis, Québec (1910-1915). De retour aux États-Unis, il entreprend une carrière de journaliste (1918-1920) qu'il interrompt pour poursuivre ses études à la Boston University Law School. Diplômé en 1923, il exerce la profession d'avocat à Manchester*. De 1926 à 1928, il est représentant à la législature du New Hampshire. Nommé juge à la Cour du comté de Hillsborough (1943), il occupe ce poste jusqu'à son décès. Il œuvre durant 36 ans au sein de l'Association* canado-américaine, dont il assure la présidence de 1956 à 1964.

LEMIEUX : voir CASSELMAN

LEMIEUX, ARCHIBALD. Industriel (Lévis, Québec, 27 octobre 1875 — Worcester, Massachusetts, 11 juillet 1973). Orphelin en bas âge, il quitte son Québec natal en 1893 pour chercher fortune en Nouvelle-Angleterre. Il se fixe à Worcester, trouve un emploi à la Wright Machinery Company dont il gravit la hiérarchie jusqu'à en devenir le principal actionnaire et le président. Philanthrope, il s'intéresse aux organismes francophones, à l'éducation supérieure et à l'histoire. Il meurt presque centenaire et son testament témoigne de son attachement à ces causes.

LEMIEUX, CAMILLE. Journaliste (Saint-Charles, Ontario, 19 septembre 1917 — Sudbury, *ibid.*, 12 janvier 1955). Durant ses études au Col-

ège* du Sacré-Cœur de Sudbury, il s'initie au journalisme en relançant le journal scolaire *Le Gaillard* en 1938. Devenu mineur pour gagner sa vie, il fonde en collaboration avec le père Rodolphe Dubé (mieux connu sous le nom de plume de François Hertel), l'hebdomadaire *L'Ami du Peuple* en 1942. Après le départ de Hertel, Lemieux doit veiller seul à la direction et à la rédaction du journal. Dans ses écrits, il se révèle combatif et nationaliste, mais non partisan et opposé à l'Ordre* de Jacques Cartier. Afin de financer le journal, il fonde également une maison d'édition et une librairie. Surmené, Lemieux meurt prématurément en 1955. Le journal, affaibli après la mort de son fondateur, survit jusqu'en 1968.

LEMIEUX, EUGÈNE. Homme d'affaires (New Bedford, Massachusetts, 13 septembre 1934 —). Après son service militaire, il se lance dans les affaires en 1954 et fonde deux compagnies à Assonet (Massachusetts) : Piping System Inc. et Lemieux Engineering Inc. Président de l'Action* pour les Franco-Américains du Nord-Est (ACTFANE) (1981-1982), Lemieux est aussi secrétaire général (1974-1979), trésorier général (1979-1980) et, depuis 1980, président général de l'Association* canado-américaine.

LEMIEUX, GERMAIN. Professeur et folkloriste (Cap-Chat, Québec, 5 janvier 1914 —). Il fait des études auprès de Luc Lacoursière, en folklore, à l'Université Laval. Ordonné prêtre jésuite en 1947, il devient par la suite professeur à l'Université* Laurentienne de Sudbury et il entreprend l'étude du folklore de cette région ontarienne (1948-1958). Directeur-fondateur de l'Institut de folklore de l'Université* de Sudbury (1959), qui deviendra le Centre* franco-ontarien de folklore (1972), Germain Lemieux continue de parcourir le nord de l'Ontario à la recherche des contes et des chansons populaires qu'il publie *Les Vieux m'ont conté*, collection de plus de 30 volumes.

LEMIEUX, MARIE-JOSEPH. Archevêque (Québec, 10 mai 1902 —). Baptisé sous le prénom de Maurice, il reçoit le nom de Frère Marie-Joseph lors de sa profession chez les Dominicains en 1924. Après des études en théologie à Ottawa*, il est ordonné prêtre en 1928. Il complète ensuite sa formation à Rome en théologie, à

Lille en médecine et à Oxford en langue japonaise. Missionnaire au Japon de 1936 à 1941, il devient le premier évêque du diocèse de Sendai. À son retour au Canada, le poste d'administrateur apostolique, puis la charge d'évêque du diocèse de Gravelbourg* (Saskatchewan) lui sont confiés de 1941 à 1953. Archevêque d'Ottawa de 1953 à 1966, il remet en ordre les finances diocésaines et fonde 23 nouvelles paroisses.

LEMIEUX, RAYMOND URGEL. Chimiste (Lac-la-Biche, Alberta, 16 juin 1920 —). Docteur en chimie de l'Université McGill (1946), il travaille jusqu'en 1949 d'abord à l'Université d'État de l'Ohio puis à l'Université de la Saskatchewan et à l'Université* d'Ottawa. Chercheur dans un laboratoire à Saskatoon, il met au point la première synthèse chimique de la sucrose. Il mène ensuite des recherches qui débouchent sur de nouvelles applications de la spectroscopie. Il innove également dans les années soixante avec ses travaux sur les molécules. Auteur de plus de 200 publications scientifiques, détenteur de 30 brevets d'invention, Lemieux fonde aussi trois compagnies de produits chimiques. À compter de 1961, il enseigne à l'Université de l'Alberta.

LEMIEUX-LÉVESQUE, ALICE. Poète (Québec, 23 septembre 1906 — *ibid.*, 9 janvier 1983). Épouse du poète Rosaire Dion-Lévesque*, elle fait ses études chez les Ursulines de Québec et complète sa formation en Europe. En 1929, elle se fait connaître comme poétesse par *Poèmes*, qui obtient le prix David. Par la suite, elle demeure à Nashua*, New Hampshire (1935-1967). Elle collabore au journal local *L'Impartial** et au *Rayon* de la Nouvelle-Orléans*. Elle écrit aussi plusieurs articles pour les revues *Le Canada français*, *Le Phare* et la *Revue moderne*. En 1963, pour son livre *Silences* (1962), elle reçoit le prix Champlain* du Conseil* de la vie française en Amérique.

LE MOYNE DE BIENVILLE, JEAN-BAPTISTE. Explorateur et militaire (Montréal, 20 février 1680 — Paris, 7 mars 1767). Fils de Charles Le Moyne et frère cadet de Pierre Le* Moyne d'Iberville. Il entre dans les gardes-marine (1692) et, après avoir servi en Nouvelle-Angleterre et à la baie d'Hudson, il accompagne son frère dans la première exploration de l'embouchure du Mississippi (1698-1699). Devenu suc-

cessivement commandant du fort Mississippi et de la garnison de Biloxi (1701), commandant militaire du Mississippi (1714) et commandant général de la Louisiane (1717), il se consacre à l'établissement de la Louisiane et fonde la Nouvelle-Orléans* (1718). Rappelé en France et démis de ses fonctions en 1726, Bienville est nommé gouverneur de la Louisiane en 1732 lorsque celle-ci devient colonie royale. Il s'occupe activement du commerce, de l'agriculture et des fortifications, et il entretient des relations diplomatiques importantes avec les Amérindiens. À sa demande, il est remplacé par Vaudreuil (1743) et se retire à Paris. Bienville est reconnu comme le fondateur de la Louisiane*.



Pierre Le Moyne d'Iberville

LE MOYNE D'IBERVILLE, PIERRE. Militaire et corsaire (Montréal, Québec, 20 juillet 1661 — La Havane, 9 juillet 1706). Il débute sa carrière militaire en 1686. Il prend part à une expédition contre les postes anglais dans la région de la baie d'Hudson. Au cours de l'hiver 1687-1688, il séjourne en France où il demande une aide pour renforcer les postes de traite de fourrures et pour détourner les Indiens de Port-Nelson. De retour dans la baie James, il organise une expédition de fourrures. En 1690, il participe à la campagne du gouverneur de Frontenac à Québec contre les colonies anglaises du sud. En

1697, le monopole du commerce dans la baie d'Hudson lui est concédé. À la demande du ministre de la marine, il part en expédition pour trouver l'embouchure du Mississipi par voie maritime afin d'y fonder un établissement français. Ce n'est qu'en 1699 qu'il atteint le fleuve et construit alors le fort Maurepas dans la baie de Biloxi. Deux ans plus tard, il fait édifier le Fort Saint-Louis à Mobile pour protéger le bassin du Mississipi contre l'expansion anglaise à l'ouest des Appalaches. Iberville quitte la Louisiane en 1702 pour n'y plus revenir. Intéressé par les Antilles, il prend la Guadeloupe aux Anglais en 1706 et la maladie l'emporte quelque temps après. Le Moyne d'Iberville est aujourd'hui considéré comme l'un des pères-fondateurs de la Louisiane.

LENEUF DE LA VALLIÈRE DE BEAUBASSIN, MICHEL. Explorateur et administrateur colonial (Trois-Rivières, Québec, 31 octobre 1640 — en mer, juillet 1705). De retour au Canada en 1667 après des études en France, Michel de Beaubassin participe, à compter de 1661, à diverses expéditions d'exploration : la baie du Nord (1661), l'île Royale (aujourd'hui l'île du Cap-Breton*, 1666), Cataracoui (aujourd'hui fort Frontenac, 1671-1673), les côtes acadiennes (1676). Nommé commandant militaire de l'Acadie (1678), il en devient le gouverneur (1683-1684). Après une brève retraite, il poursuit en 1687 sa carrière militaire auprès de Frontenac et il est promu major en 1699. Passé en France pour faire ratifier la concession de son domaine seigneurial à Beaubassin (1704), il meurt durant la traversée de retour au Canada (1705).

LENTHIER, BENJAMIN. Homme d'affaires (Beauharnois, Québec, 12 février 1846 — après 1911). Après ses études au Collège de Beauharnois, il émigre à Glen Falls (New York) en 1867. Il fait d'abord le commerce du bois, puis s'intéresse au journalisme. En 1879, il fonde, avec l'aide de J.-O.-D. de Bondy, le *Drapeau National* de Glen Falls. Cet hebdomadaire est transféré à Plattsburgh en 1883. Là, Lenthier fonde le bi-hebdomadaire *National**. En 1890, le *National* s'installe à Lowell* (Massachusetts). À compter de 1892, Lenthier se bâtit un empire de plus de quinze journaux d'allégeance démocrate à l'échelle de la Nouvelle-Angleterre. Parmi ces journaux, mentionnons *Le Travailleur** de Wor-

chester*, *Le Foyer Canadien* de Woonsocket*, *Le Progrès* de Nashua*, *L'Avenir Canadien* de Manchester*, *Le National* de Manchester et *Le Jean-Baptiste** de Pawtucket. La plupart de ses journaux vont être absorbés par *Le Drapeau National*. Seuls subsistent *Le National* de Lowell, celui de Manchester et *Le Jean-Baptiste* de Pawtucket. En 1893, Lenthier est nommé consul à Sherbrooke (Québec) grâce à l'appui du président Cleveland. Peu après, il se retrouve fonctionnaire municipal à Boston.

LEOLO, JEAN-BAPTISTE : voir LOLO, JEAN-BAPTISTE

LÉONIE, SŒUR MARIE (NÉE VIRGINIE PARADIS). Religieuse (L'Acadie, Québec, 12 mai 1840 — Memramcook, Nouveau-Brunswick, 3 mai 1912). Entrée en 1854 au noviciat des Sœurs* de Sainte-Croix à Saint-Laurent, près de Montréal, elle prononce ses vœux en 1857. Par la suite, elle enseigne à plusieurs endroits au Québec, ainsi qu'à New York* (1861-1870) et dans l'Indiana (1870-1874). En 1874, elle travaille aux côtés du Père Camille Lefebvre au Collège* Saint-Joseph de Memramcook et y dirige un groupe de religieuses affectées au service aux étudiants et aux prêtres enseignants. En 1880, encouragée par le père Camille Lefebvre, elle fonde la congrégation* des Petites Sœurs de la Sainte-Famille, reconnue officiellement par Rome en 1905. Elle est béatifiée le 11 septembre 1984 à Montréal par le pape Jean-Paul II.

LÉOVILLE. Village de la Saskatchewan situé à 152 km au nord-ouest de Prince-Albert sur la voie ferrée du Canadien Pacifique. Population totale : 348 habitants. Fondé en 1930 par des Canadiens français, des Britanniques, des Allemands et des Suédois, Léoville doit son nom à Léo Carpentier qui, le premier, s'établit sur sa concession. Léoville a sa paroisse française, la paroisse Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus. Les habitants y vivent de la polyculture. Population francophone : 125.

LEPAGE, J.B. NORBERT DUMONT. Homme d'affaires (Sainte-Anne-des-Monts, Québec, 3 novembre 1903 — Gravelbourg, Saskatchewan, 20 février 1974). Il arrive avec sa famille à Vonda (Saskatchewan) en 1909. Après des études au Collège* de Saint-Boniface*, il se lance dans les

affaires et en politique municipale à Vonda et à Gravelbourg*. Durant les années cinquante, il est l'un des instigateurs de la radio francophone dans l'Ouest canadien, grâce à son implication dans la création de Radio-Ouest-Française, aujourd'hui propriété de Radio-Canada*. Il est administrateur de Radio-Saskatoon (1951-1953) et de Radio-Gravelbourg (1951-1960). En 1948, il est secrétaire de Radio-Française en Saskatchewan puis, en 1965, il assure la présidence de cette organisation. Membre de plusieurs organismes, il devient tour à tour vice-président, secrétaire général et président de l'Association* catholique franco-canadienne de sa province, tandis que, de 1956 à 1961, il est un membre actif du Conseil* de la vie française en Amérique.

LÉPINE, AMBROISE-PYDIME. Chef métis (Saint-Vital, Manitoba, 20 mars 1840 — Saint-Boniface, *ibid.*, 8 juin 1923). Fils d'un père canadien-français et d'une mère métisse, il est adjudant de Louis Riel* pendant la rébellion du Nord-Ouest en 1870 et préside la cour martiale qui condamne Thomas Scott à mort. Il se réfugie ensuite aux États-Unis. Revenu au Manitoba, il est arrêté en 1873 et condamné à la pendaison en 1874. Grâce à l'intercession de M^{sr} Taché, sa sentence est commuée en deux ans de prison avec privation perpétuelle de ses droits civils. Après voir purgé sa sentence, il va habiter Batouche*, puis Forget (Saskatchewan).

LE POINT. Successeur du *Bathurst Tribune*, acquis en 1977 par les Éditions du Nord, *Le Point* naît en 1978 et s'adresse aux francophones de la région de Bathurst*. Bi-hebdomadaire comme son confrère *Le Voilier** de Caraque* — qui appartient également aux Éditions du Nord — *Le Point* tire à 3 700 exemplaires.

LE POUPEL DE LA BOULARDERIE,
LOUIS-SIMON. Officier de marine et colonisateur (Paris, 1674 — Île Royale, Cap-Breton, 6 juin 1738). Engagé dans la marine dès l'âge de 19 ans, il arrive à Port-Royal en 1701 et obtient l'année suivante les grades de capitaine d'infanterie et de sous-lieutenant de la marine. À la suite du siège de Port-Royal en 1707, il retourne en France et, à partir de 1712, navigue pour son propre compte. Il reçoit en 1719 le commandement du port d'Orléans sur l'île Royale (Cap-Breton), poste qu'il occupe jusqu'en 1738, ainsi

qu'une seigneurie (La Boularderie) le long du détroit de la Petite-Bradour (détroit St. Andrew). Pour assurer le développement de sa seigneurie, il réunit des bailleurs de fonds et met sur pied deux entreprises afin d'assurer l'exploitation agricole de ses possessions.

LEROUX, EDGAR JOSEPH. Chercheur et fonctionnaire (Ottawa, 23 janvier 1922 —). Il obtient un baccalauréat ès arts en 1950 à l'Université Carleton, puis une maîtrise et un doctorat en sciences à l'Université McGill, respectivement en 1952 et 1954. Il fait carrière, depuis 1956, comme chercheur, coordonnateur de recherches, directeur de la recherche et directeur général des opérations à Agriculture Canada, où il est maintenant sous-ministre adjoint à la recherche. Il est aussi professeur agrégé d'entomologie à l'Université McGill entre 1962 et 1965. Auteur prolifique, il publie plus de 75 ouvrages de recherche sur l'écologie et la physiologie des insectes. Il obtient la médaille Armand Frappier en 1984 pour l'ensemble de ses travaux en agriculture.

LESCARBOT, MARC. Avocat et écrivain (Ver vins, France, *circa* 1570 — Presles, *ibid.*, 1642). Avocat et homme de lettres, Marc Lescarbot vient en Acadie avec Jean de Biencourt de Poutrincourt en 1606. Il y reste un an. Rentré en France, il fait paraître, une première fois en 1609, son *Histoire de la Nouvelle-France*, qui rappelle les voyages des explorateurs du Nouveau-Monde, signale les œuvres des Jésuites et décrit les mœurs amérindiennes. Il publie également, en appendice à son *Histoire* ou séparément, un recueil de vers intitulé *Les Muses de la Nouvelle-France*. C'est dans ces *Muses* qu'on retrouve d'ailleurs son *Théâtre de Neptune*, grand jeu nautique et théâtral — en fait la première représentation théâtrale en Amérique du Nord — écrit pour souligner le retour de Poutrincourt et présenté dans la baie de Port-Royal. On lui doit aussi un poème épique, *Défaite des Sauvages Armouchois* (1607) ainsi que diverses brochures, dont *La Conversion des Sauvages* (1610) et *Relation dernière* (1612).

LESSARD, PROSPER EDMOND. Homme politique (Cranbourne, Québec, 3 février 1873 — Saint-Paul, Alberta, 11 avril 1931). Marchand à Edmonton*, il se fait élire comme dé-

puté libéral de Paken à l'Assemblée législative provinciale en 1909. En 1913, il représente la circonscription de Saint-Paul et se joint au cabinet comme ministre sans portefeuille. Il est le premier président de la Société du parler français d'Alberta fondée en 1911. Défait aux élections de 1921, il est nommé au Sénat canadien en 1925.

LESSARD-BISSONNETTE, CAMILLE. Écrivain (Sainte-Julie-de-Mégantic, Québec, 1^{er} août 1883 — Long Beach, Californie, 15 décembre 1970). Après avoir enseigné pendant trois ans au Québec, elle émigre avec sa famille à Lewiston* (Maine) et travaille quatre ans dans les filatures. En 1906, elle commence à écrire des chroniques et des contes pour *Le Messenger** de Lewiston, dans lequel elle inaugure une page féminine. Sa vie mouvementée l'amène en Alberta, au Manitoba, à Montréal, en Californie, au Missouri et au Kentucky. Agent de colonisation pour une compagnie de chemin de fer américaine, elle parcourt les États-Unis et le Canada tout en continuant à écrire pour *Le Messenger*, qui publie son roman-feuilleton *Canuck*, en 1936. Elle travaille pour *La Patrie* de Montréal à partir de 1938 et se marie en 1943 à l'âge de 60 ans.

LESUEUR, PIERRE-CHARLES. Explorateur, coureur de bois et interprète (Artois, France, 1657 — en mer, 1704). Venu très jeune en Nouvelle-France, à titre de « donné », sous l'égide des jésuites*, il se fait d'abord coureur des bois. En 1689, il est l'un des signataires de la prise de possession des Pays d'en haut par Nicolas Perrot*. En 1693, il est chargé par le gouvernement de rouvrir les voies de passage entre le lac Supérieur et le Mississipi. Il construit un poste à La Pointe (baie de Chagouamigan). À son retour d'un voyage en France, il accompagne en 1699, d'Iberville* lors de sa seconde expédition en Louisiane dans le but d'y faire de l'exploitation minière. L'année suivante, il remonte le Mississipi jusqu'à la rivière Verte (Blue Earth River) et y construit le fort Huillier. Il repart pour la France en 1702. Le roi le nomme alors juge de la ville de Mobile (Alabama), et il meurt de la peste durant la traversée.

LETELLIER (SAINT-PIE-DE). Village du Manitoba situé sur les rives de la rivière Rouge, à 100 km au sud de Winnipeg. Population totale : 178 habitants. Le village est nommé d'après Luc

Letellier de Saint-Just, ministre de l'Agriculture du Canada et lieutenant-gouverneur du Québec. Son établissement remonte à 1876 avec l'arrivée des premiers francophones en provenance du Québec et des États-Unis. Ils s'adonnent à l'agriculture mixte, à l'élevage et à la fabrication du fromage. Population francophone : un peu plus de 100.

LEVACK : voir ONAPING FALLS

LEVASSEUR BÉZAIRE, MARIE. Éducatrice (Comté d'Essex, Ontario, 8 décembre 1926 —). Titulaire d'un brevet d'enseignement de l'École* normale d'Ottawa (1946), elle enseigne surtout à titre de suppléante dans la région de Windsor*. Elle est responsable, cofondatrice et éditrice du journal *Le Rempart** de Windsor de 1958 à 1972. Membre de l'Association de la radio et télévision françaises ainsi que de plusieurs autres organismes, elle milite activement en vue de promouvoir les intérêts des francophones en Ontario.

LEVASSEUR, NOËL. Trafiquant de fourrures (Saint-Michel de Yamaska, Québec, 25 décembre 1799 — Bourbonnais, Illinois, 1880). Il part à dix-sept ans vers l'Ouest américain faire la traite des fourrures au poste Les Iroquois, en Illinois, pour le compte de J.-J. Astor de New York. Il s'établit ensuite à son propre compte et ne tarde pas à faire fortune. Fondateur de Bourbonnais*, en 1836, Levasseur y attire de nombreux compatriotes.

LÉVÊQUE, LAURETTA. Enseignante et administratrice (Ottawa, 5 avril 1904 — Montréal, 16 janvier 1958). Après des études à l'École de Pédagogie d'Ottawa (1923), elle entame une longue carrière d'enseignante dans la région d'Ottawa* (1924-1943). Parallèlement, elle poursuit des études d'apologétique, d'histoire et de psychologie à l'École normale de l'Université* d'Ottawa et devient secrétaire de l'Institut des instituteurs d'Ottawa de 1930 à 1943. De 1942 à 1957, elle se retrouve Secrétaire de l'Association* de l'enseignement français d'Ontario tandis qu'en 1950 et 1951, elle est membre du bureau des directeurs de l'Association* canadienne des éducateurs de langue française. Elle reçoit, en 1953, l'Ordre du mérite scolaire franco-ontarien en reconnaissance de sa contribution.

LÉVESQUE, HECTOR. Professeur (North Bay, Ontario, 6 août 1951 —). Docteur en science informatique de l'Université de Toronto (1981), il travaille en Californie dans un laboratoire de recherches sur l'intelligence artificielle (1981-1984), puis occupe un poste de professeur à l'Université de Toronto à partir de 1984. Auteur de plusieurs publications scientifiques, invité comme conférencier dans de nombreux colloques en Europe et en Amérique, Lévesque est actuellement considéré comme une des sommités internationales dans le domaine des recherches sur l'intelligence artificielle. Il a remporté en 1985 une des distinctions les plus prestigieuses en science informatique, le Computer and Thought Award.

LÉVESQUE, JOSEPH-ADRIEN. Agronome et homme politique (Saint-Léonard, Nouveau-Brunswick, 16 septembre 1923 —). Détenant d'un baccalauréat ès arts de l'Université de Bathurst, J.-A. Lévesque obtient, en 1949, un baccalauréat en sciences agricoles de l'Université* Laval. Il est représentant agricole de 1949 à 1960. En 1960, il est élu député libéral du comté de Madawaska à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick. Réélu en 1963 et en 1967, Lévesque est nommé ministre de l'Agriculture en 1963 et ministre du Développement rural en 1967. Il se retire de la vie politique en 1970.

LÉVESQUE, LÉO-ALBERT : voir DION-LÉVESQUE, ROSAIRE

LEWISTON. Ville du Maine située à 48 km au nord de Portland. Population totale : 41 779 habitants. En 1873, la construction d'une ligne de chemin de fer permet de desservir la ville de Lewiston, ce qui accélère le mouvement d'immigration des Canadiens français. Ils travaillent pour la plupart dans l'industrie textile. Une première paroisse francophone est fondée à Lewiston en 1870. Trois nouvelles paroisses s'y ajoutent par la suite. Le premier journal de langue française de la ville, *Le Messager** paraît en 1880 suivi, entre autres, du *Courrier de Lewiston* cinq ans plus tard. Lewiston abrite aussi des sociétés culturelles, dont la Ligue des sociétés de langue française, l'Institut Jacques-Cartier et le Cercle canadien. Depuis 1977, la ville organise chaque année un festival franco-américain. Population francophone : 25 037.

L'HEUREUX, CAMILLE. Journaliste (Saint-Jude, Québec, 18 juillet 1898 — Montréal, 26 décembre 1964). Après des études classiques au séminaire de Saint-Hyacinthe (1909-1917), il enseigne pendant quelques années. En 1928, il passe au journal *Le Droit** d'Ottawa* et y occupe diverses fonctions. De 1937 à 1947, il est courriériste et commentateur parlementaire d'Ottawa. En 1947, on le nomme rédacteur en chef du *Droit* et, dès 1948, il assume en plus la charge de directeur de la rédaction, postes qu'il détient jusqu'à sa retraite en 1963. Ardent défenseur de la minorité franco-ontarienne et membre actif de plusieurs organismes, il siège aux conseils de direction de l'Alliance* française d'Ottawa et du Comité France-Amérique. Il prononce nombre de conférences au cours de sa carrière et en 1953 reçoit, entre autres honneurs, l'Ordre du mérite scolaire franco-ontarien décerné par l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario.

L'HEUREUX, HERVÉ. Diplomate (Manchester, New Hampshire, 6 mars 1899 — Bethesda, Maryland, 10 juillet 1957). Issu d'une famille originaire du Québec, il participe à l'engagement militaire des États-Unis en Europe pendant la première guerre mondiale (1917-1918). Formé en droit à l'Université de Détroit (1935), il avait déjà entamé sa carrière dans la diplomatie, au Département d'État. Consul à Windsor (Ontario) (1927-1935), à Stuttgart (Allemagne) (1936-1939), à Anvers (Belgique) (1939-1941), à Lisbonne (Portugal) (1941-1942), à Alger (Algérie) (1943-1944) et enfin à Marseille (1944-1947), L'Heureux devient chef du Bureau des visas à Washington (1947-1952). Il est l'instigateur du célèbre mouvement religieux Prières pour la paix, dont les adhérents se répartissaient, au moment de son décès, dans près de 4 600 groupes et organisations aux États-Unis et dans le reste du monde.

L'HEUREUX, JEAN-BAPTISTE. Aventurier (L'Acadie, Québec, 25 juin 1831 — Midnapore, Alberta, 19 mars 1919). Formé en vue de la prêtrise, il n'est jamais ordonné, car il est soupçonné, dit-on, d'avoir commis un acte criminel lors de ses études en théologie. Il se retrouve dans l'Ouest vers la fin des années 1850 et, au début de la décennie suivante, au Montana où il

se fait passer pour un jésuite. En plus de cette fausse représentation, il commet des actes illégaux et se fait prendre sur le fait. Il va alors vivre dans la tribu des Pieds-Noirs puis, en 1862, se présente aux oblats de la mission Saint-Albert, près du fort Edmonton. Sa réputation l'ayant suivi, il ne peut y rester longtemps. La même année, on l'accuse de distribuer de fausses poussières d'or auprès de prospecteurs. Il se réfugie de nouveau chez les Pieds-Noirs où il assume des fonctions sacerdotales : baptême, mariage, confession, etc. Il s'occupe à des études détaillées sur cette tribu et son territoire et écrit un dictionnaire pied-noir — anglais. En 1877, il est témoin officiel de la signature d'un traité avec cette tribu. De 1880 à 1891, il est interprète du ministère des Affaires indiennes dans la réserve des Pieds-Noirs. Il habite ensuite Pincher Creek (Alberta) et termine ses jours à Midnapore.

LIAISON. Revue trimestrielle fondée à Ottawa en 1978 par Théâtre*-Action, organisme de liaison théâtrale. À l'origine, elle est exclusivement consacrée à la communication d'informations sur le théâtre franco-ontarien. En 1981, sa vocation s'élargit considérablement et *Liaison* devient un véritable carrefour de tous les aspects de la culture française en Amérique du Nord (hors-Québec) : littérature, théâtre, musique, actualité, critique, etc. Seule publication culturelle de ce genre en Ontario, elle est encadrée par les Éditions*L'Interligne et compte plus de 1 500 abonnés et un tirage de 4 000 exemplaires.

LIAISON FRANÇAISE. Agence de voyages sans but lucratif fondée en 1954 à Québec par le Conseil* de la vie française, Liaison française a pour but de resserrer les liens entre les groupes de langue française d'Amérique. À compter de 1956, elle organise de nombreux voyages en Acadie, en Nouvelle-Angleterre, en Ontario et dans l'Ouest canadien. Mais l'adoption en 1974 par le gouvernement du Québec d'une nouvelle loi régissant les opérations des agences de voyages, amène l'organisme à cesser ses activités.

LIBERTÉ, LA. Fondé à Winnipeg* par les oblats* en 1913 et par M^{re} Adélarde Langevin*, qui donnent ainsi aux Franco-Manitobains un journal catholique et français, libre de toute allégeance politique. Ayant fusionné avec le *Patriote de l'Ouest** de 1941 à 1971, le journal est publié

sous le titre *La Liberté et le Patriote*. Depuis lors, les deux journaux sont distincts et *Le Patriote* porte désormais le nom de *L'Eau Vive*. Aujourd'hui, *La Liberté* rejoint 12 500 foyers du Manitoba, particulièrement à Saint-Boniface*.

LIGUE INTERNATIONALE DES SCIENTIFIQUES POUR L'USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE. Organisme créé en 1979 afin de promouvoir le français comme langue de communication dans les domaines scientifique et technologique. La Ligue se voit être un instrument de développement pour les peuples d'expression française en présentant des forums de discussions et des rencontres réunissant des participants de différents pays. De plus, la Ligue internationale des scientifiques pour l'usage de la langue française (LISULF) publie trimestriellement une revue, *Science et francophonie*, réunissant des articles relatifs aux thèmes du français en sciences. La LISULF compte plus de 400 membres, dont une dizaine à l'extérieur du Québec et aux États-Unis. De plus, elle travaille de concert avec divers organismes, dont le Conseil* de la langue française.

LIGUEST, PIERRE LACLÈDE. Marchand (France, 1724 — Poste des Arkansas, Arkansas, 20 juin 1778). Arrivé à la Nouvelle-Orléans vers 1755, il est copropriétaire d'une firme d'approvisionnement de biens divers ; en 1763, il entreprend d'explorer le Mississippi afin d'implanter un établissement destiné au commerce des fourrures. Il mandate René-Auguste Chouteau* et une partie des membres de son expédition pour aller repérer sur les berges du grand fleuve un emplacement favorable à l'installation d'une succursale de sa compagnie. Sur la proposition de ses hommes, Ligest retient le site de l'actuelle ville de Saint-Louis* (Missouri), ainsi nommée par lui en l'honneur de Louis XV. Il est, avec Chouteau, un fondateur de cette agglomération des États-Unis.

LIMOGES. Village de l'Ontario situé à 35 km au sud-est d'Ottawa. Population totale : 779 habitants. D'abord nommé South Indian du nom d'un ruisseau avoisinant, on lui donne son nom actuel en 1927 en l'honneur d'Honoré Limoges, curé de 1913 à 1921. Attirés au milieu du XIX^e siècle par la présence d'un moulin à scie et par les terres fertiles, les premiers colons francophones de la région sont intégrés à la paroisse d'Em-

brun* jusqu'en 1884, puis à celle de Casselman* jusqu'en 1901, année où le village est érigé en paroisse. La localité est détruite par un incendie en 1897 mais est aussitôt reconstruite. L'agriculture, l'industrie laitière en particulier, constitue l'activité économique principale de la localité. Population francophone : environ 500.

LOI DE 1890. Cet Acte de la législature manitobaine passé en 1890 stipule que l'anglais, en dépit des garanties prévues dans l'Acte du Manitoba de 1870, devient la seule langue officielle et que les écoles catholiques cessent d'être subventionnées par la province. Sept ans plus tard, le Compromis* Laurier-Greenway rétablit un minimum d'enseignement religieux dans les écoles du Manitoba. Quant à la langue française à la l'Assemblée législative, il faudra attendre près de cent ans pour que l'affaire* Forest lui redonne droit de cité et que les tribunaux déclarent la loi de 1890 inconstitutionnelle. Pour les francophones du Canada, cette loi aura été, comme le Règlement* 17 en Ontario, un symbole de l'intolérance de la majorité anglophone envers les francophones.

LOI 8. Loi sur les services en langue française adoptée par l'Assemblée législative de l'Ontario le 18 novembre 1986. Le projet de loi, introduit en mai de la même année par le ministre délégué aux Affaires francophones, Bernard Grandmaître*, prévoit la désignation de 22 régions bilingues et la création de la Commission des services en français. Elle garantit aux francophones de l'Ontario des services dans leur langue, confère un statut légal aux deux langues à l'Assemblée législative et lors de la présentation de projets de lois. Elle prévoit aussi, pour le 31 décembre 1990, que le recueil des lois refondues de l'Ontario contiendra les versions anglaise et française de chaque loi. Le premier ministre de l'Ontario, David Peterson, considère la Loi 8 comme la dernière étape avant la reconnaissance officielle du français en Ontario.

LOIS 140-141. Lois adoptées par l'Assemblée législative de l'Ontario en juillet 1968, entrant en vigueur le 1^{er} janvier 1969. Elles permettent l'établissement d'écoles ou de classes françaises au niveau secondaire, partout où le nombre de francophones le justifie. Ces lois font suite au rapport Bériault, commandé par le ministre Davis en no-

vembre 1967 et déposé un an plus tard. En plus de permettre la création d'écoles françaises homogènes dans le secteur public en Ontario, les nouvelles lois prévoient aussi des modalités de fonctionnement, notamment des comités consultatifs pour aviser les conseils scolaires dans les secteurs concernés.

LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES. Loi du Parlement du Canada passée en 1969, qui déclare l'anglais et le français langues officielles du Canada. Cette loi fait suite aux recommandations de la commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme. Elle a pour but de faire en sorte que toutes les institutions fédérales offrent leurs services aux Canadiens dans la langue officielle de leur choix. À cette fin, elle crée le Bureau du commissaire aux langues officielles chargé d'en faire respecter l'application. Bien qu'appuyée à la Chambre des communes par tous les partis politiques (malgré certaines dissensions conservatrices), la loi se voit opposer une vive résistance dans la fonction publique fédérale qu'elle s'efforce de rendre bilingue. Malgré tout, pour les minorités de langue française dans les provinces anglophones, la Loi sur les langues officielles marque un point tournant et leur donne un regain d'espoir face à leur avenir dans la Confédération canadienne.

LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES AU NOUVEAU-BRUNSWICK. Proclamée en 1969 à l'initiative du gouvernement de Louis-J. Robichaud*, cette loi reconnaît le principe de l'égalité formelle entre le français et l'anglais au Nouveau-Brunswick et accorde le droit à tous les francophones de cette province d'obtenir des services dans leur langue devant les tribunaux et auprès de l'administration gouvernementale. Sanctionnant l'originalité linguistique de l'Acadie, elle exige que toutes les publications officielles soient désormais disponibles dans les deux langues officielles et ouvre ainsi la voie aux délibérations bilingues à l'Assemblée législative. Toutefois, sa mise en application ne devient effective qu'en 1977 avec l'adoption d'une autre loi prévoyant certaines mesures d'application. Encore contestée aujourd'hui pour ses insuffisances, la loi des langues officielles n'en constitue pas moins une étape importante dans le cheminement linguistique de l'Acadie.

LOLO (LEOLO), JEAN-BAPTISTE. Trafiquant et interprète (1798 – Kamloops, Colombie-Britannique, 15 mai 1865). Né de parents probablement français et iroquois, il travaille de façon intermittente comme interprète et maître de poste pour la Compagnie* de la baie d'Hudson, au poste de la rivière Thompson, aujourd'hui Kamloops*. Il remplit tour à tour les tâches d'interprète, de convoyeur et de maître de poste. Le respect qu'il inspire aussi bien aux Blancs qu'aux Indiens des tribus Salish l'amène à jouer le rôle d'agent de liaison entre les deux groupes ethniques. Sa maison, restaurée, fait aujourd'hui partie du musée de Kamloops.

LONDON. Ville de l'Ontario située à 185 km au sud-ouest de Toronto. Population totale : 254 280 habitants. Ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale que des francophones venus en général du Québec mais aussi du nord de l'Ontario s'y installent, attirés par les diverses industries manufacturières. La vie française y est animée par un centre culturel, l'Association française de London et le conseil régional London-Sarnia de l'Association* canadienne-française de l'Ontario. Pour plusieurs Franco-Ontariens, London évoque la mémoire de M^{gr} Fallon, promoteur du Règlement* 17, qui fut évêque du diocèse de 1909 à 1931. Population francophone : 3 120.

LONGGLAC. Village du nord de l'Ontario situé sur la rive nord du lac Long, à 300 km au nord-est de Thunder Bay. Population totale : 2 284 habitants. L'agglomération doit son nom à la francisation du toponyme anglais Long Lake. Poste de traite pendant tout le XIX^e siècle et même au-delà (les frères Révillon s'y établissent en 1905), Longlac attire les francophones lors de la construction de la voie ferrée, de 1910 et 1914, et surtout grâce au développement de l'industrie forestière : bois de pulpe et de construction d'abord, puis, depuis 1960, contreplaqué et panneaux d'aggloméré. Population francophone : 1 150.

LORETTE. Village du Manitoba situé à 26 km au sud-est de Saint-Boniface. Population totale : 1 092 habitants. D'abord connu sous le nom de Petite-Pointe-des-Chênes, le village prend le nom de Notre-Dame-de-Lorette ou tout simplement Lorette à partir de 1874 en souvenir de la ville de l'Ancienne-Lorette dans la banlieue de Qué-

bec. Avant 1860, la population est presque exclusivement composée de Métis, mais plusieurs contingents de colons venus du Québec s'y ajoutent entre 1860 et 1880. La première paroisse est érigée en 1877 et on ouvre la première école en 1880. Les habitants sont surtout des agriculteurs comme autrefois, mais bon nombre travaillent aujourd'hui à Winnipeg*. Population francophone : plus de 500.

L'ORIGINAL. Ville de l'Ontario située à 90 km à l'est d'Ottawa, en bordure de la rivière des Outaouais. Population totale : 1 819 habitants. L'ancienne seigneurie appartenant au baron de Longueuil est achetée en 1796 par un Américain du nom de Treadwell, ce qui explique pourquoi les premiers colons sont américains. Ce n'est que vers 1850 que les Canadiens français affluent dans la région. Les oblats* s'y installent en 1848 et les Sœurs* grises, en 1913. En 1856, on y construit un quai, qui fait de l'Original un port de choix sur l'Outaouais et assure son essor économique. Le village est incorporé en 1876. L'industrie du bois ainsi que la production du fromage constituent aujourd'hui les principales activités économiques. Population francophone : 1 385.

LORNE : voir SAINT-LÉON

LORRAIN, NARCISSE-ZÉPHIRIN. Prêlat (Laval, Québec, 3 juin 1842 – Pembroke, Ontario, 18 décembre 1915 –). Ordonné prêtre en 1867, il est enseignant et est directeur adjoint du collège Sainte-Thérèse près de Montréal (1867-1869). Il est ensuite curé à Saint-Bedford (Vermont) de 1869 à 1880, vicaire général de l'archevêché de Montréal durant deux ans, puis vicaire apostolique du Pontiac (Québec) – vicariat qui chevauche l'Ontario et le Québec. Quand ce vicariat devient le diocèse de Pembroke en 1896, Lorrain en est le premier évêque. Son diocèse s'étendant jusqu'à la baie James, il fonde plusieurs paroisses dans le nord de l'Ontario.

LORTIE, JEANNE-D'ARC. Professeur et chercheur (Alexandria, Ontario, 11 février 1915 –). Entrée chez les Sœurs Grises de la Croix à Ottawa en 1937, elle fait ses études à l'Université* Laval où elle obtient un doctorat en lettres. Comme chercheur, elle s'intéresse surtout au nationalisme dans la poésie canadienne-

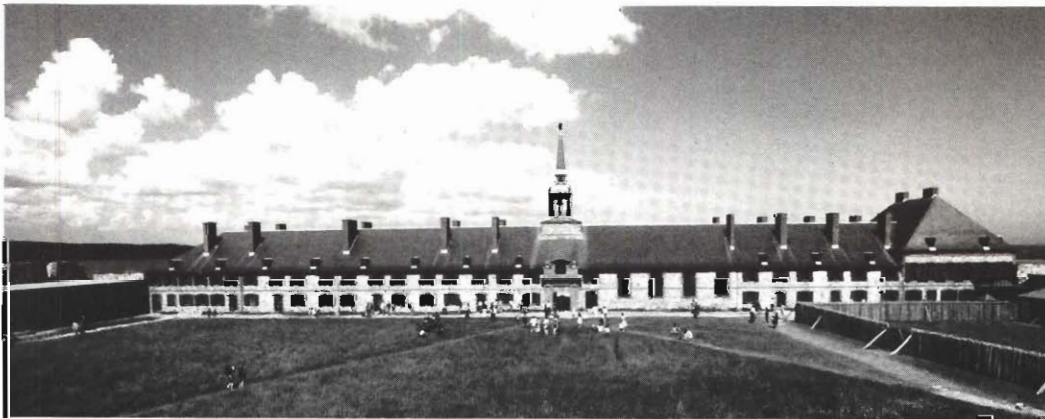
française de la période qui précède la Confédération. Elle publie une œuvre majeure sur le sujet : *La Poésie nationaliste au Canada français, 1606-1867* (1975). Elle a aussi préparé une anthologie des écrits poétiques, de Lescarbot à la Confédération, dont le premier tome a paru en 1987.

LOUISBOURG. Ville de Nouvelle-Écosse située sur la côte nord-est de l'île de Cap-Breton. Baptisée d'abord Port-Saint-Louis, elle accueille des Acadiens à la suite du traité* d'Utrecht, qui cède l'Acadie continentale à l'Angleterre. En 1720, des Français fortifient la ville mais, assiégés par les Anglais en 1745, ils doivent capituler. Louisbourg est redonnée à la France en 1748 par le traité d'Aix-La-Chapelle. Dix ans plus tard, les Anglais la reprennent. Cette reddition se solde par la destruction de Louisbourg et la déportation de tous ses habitants. Le traité de cession en 1763 entérine la prise de possession par les Anglais. Depuis lors, le port devenu désert et la ville en ruines, il n'est longtemps resté de Louisbourg qu'un village de pêcheurs. La forteresse de Louisbourg a été restaurée au cours des années 1960 et se trouve aujourd'hui dans un parc national.

LOUISDALE : voir L'ARDOISE, RÉGION DE

LOUISIANE. Ce dix-huitième État des États-Unis est admis à la fédération américaine en 1812 mais son territoire est déjà visité en 1682 par Cavalier de La* Salle et en 1699 par Le Moyne d'Iberville*, qui y fonde le premier établissement blanc. Bien que d'Iberville soit reconnu comme le fondateur de la Louisiane, la ré-

gion se développe surtout sous l'égide de la Compagnie des Indes occidentales. Devenue colonie de la couronne de France en 1731, la Louisiane connaît un essor économique important sous la gouverne de Cavagnal de Vaudreuil* (1743-1755), qui encourage l'exploitation de l'indigo. Territoire charnière entre les zones d'influence anglaise et espagnole, la partie occidentale de la Louisiane est cédée à l'Espagne en 1762, alors que l'année suivante, la partie orientale passe à l'Angleterre. Cependant, en 1800, la France reprend la Louisiane pour la vendre trois ans plus tard aux États-Unis. Le territoire acquis par les Américains comprend les États actuels suivants : Arkansas, Dakota, Iowa, Kansas, Missouri, Nebraska et Oklahoma. À la population française établie en Louisiane depuis sa fondation s'ajoutent deux vagues d'immigrants : dans les années 1760, des Acadiens déportés s'y rendent, croyant que la Louisiane est toujours française ; au début du XIX^e siècle, lorsqu'Haïti obtient son indépendance, des propriétaires terriens français, appelés Créoles, se réfugient en Louisiane. Entre ces deux communautés françaises, les Créoles et les Acadiens ou Cajuns, un fossé se creuse. Les Créoles cherchent à reproduire en Louisiane un mode de vie aristocratique. Grands propriétaires terriens, ils utilisent les esclaves noirs, qu'ils traitent sans ménagement. Généralement oisifs et cultivés, ils consacrent leur temps libre à la littérature : la Nouvelle-Orléans devient ainsi un Paris d'Amérique. Engagés dans la politique, ils prennent en majorité parti pour la sécession et l'esclavagisme. Avec la Guerre civile, le monde créole et la Nouvelle-Orléans déclinent. Aujourd'hui à peu près les seules manifestations de



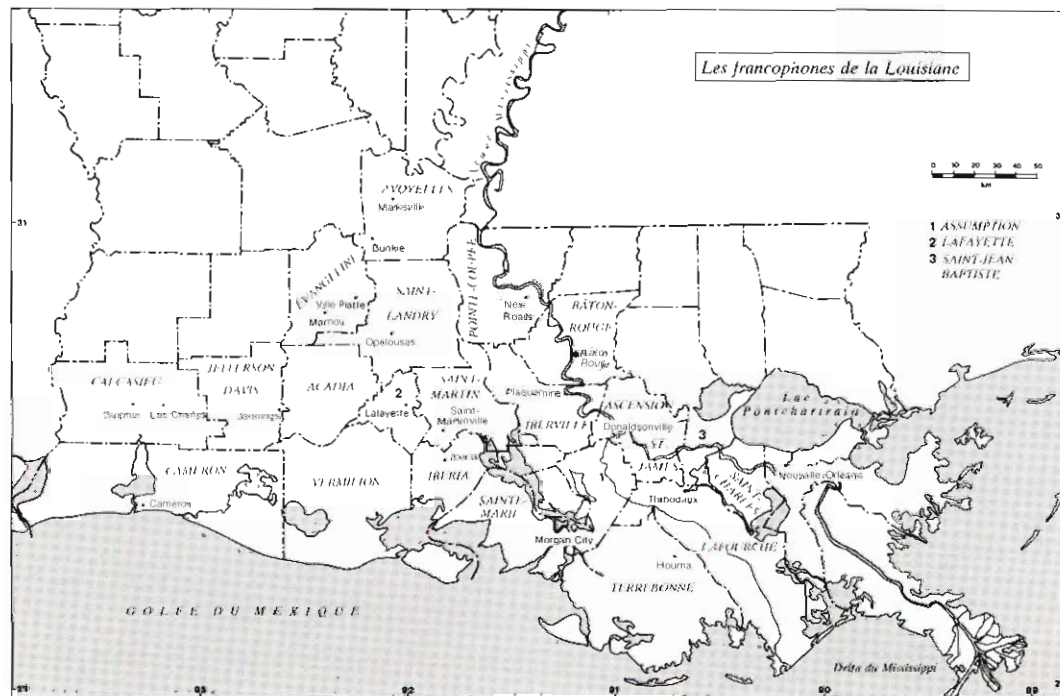
La forteresse de Louisbourg

la présence créole se trouvent dans le style architectural du Vieux Carré de la Nouvelle-Orléans. Les Cajuns, pour leur part, s'installent le long des bayous du sud-ouest de la Louisiane. Vivant de la chasse à la trappe pour la fourrure et, plus tard, de la culture du riz, ils sont généralement pauvres et analphabètes. Aussi ils sont méprisés par les Créoles et plus tard par les Américains. Au cours du XIX^e siècle, des Cajuns sont même refoulés au Texas, en particulier dans Jefferson* County. Après la guerre civile américaine, ils sont rejoints dans les bayous par les Noirs francophones, anciens esclaves des Créoles. Avec eux s'établissent des échanges culturels qui se retrouvent dans les chansons, la cuisine et même le parler. Avec la disparition progressive des Créoles (les planteurs français originaires d'Haïti), c'est aux Noirs francophones que revient de plus en plus la désignation de créole. La population cajun demeure dans l'ombre durant toute la période allant de leur arrivée en Louisiane jusqu'aux années 1920. C'est alors qu'entre en scène Dudley Leblanc*. Personnage charismatique mais controversé et homme d'affaires prospère, Leblanc se lance dans l'arène politique durant les années 1920 à 1950 et entreprend des démarches en vue de faire connaître la présence des Cajuns en Louisiane. Puis durant les années

1960 et 1970, c'est au tour de James Domengeaux* de promouvoir le statut du français en Louisiane. Fondateur du Conseil* pour le développement du français en Louisiane (Codofil, créé en 1968), il réussit à faire de la Louisiane un État officiellement bilingue (le seul aux États-Unis) et à instituer des cours de français dans les écoles de l'État ; par le biais du Codofil, il réussit à attirer des milliers d'enseignants québécois et français en Louisiane pour y enseigner le fran-



La cathédrale Saint-Louis à la Nouvelle-Orléans

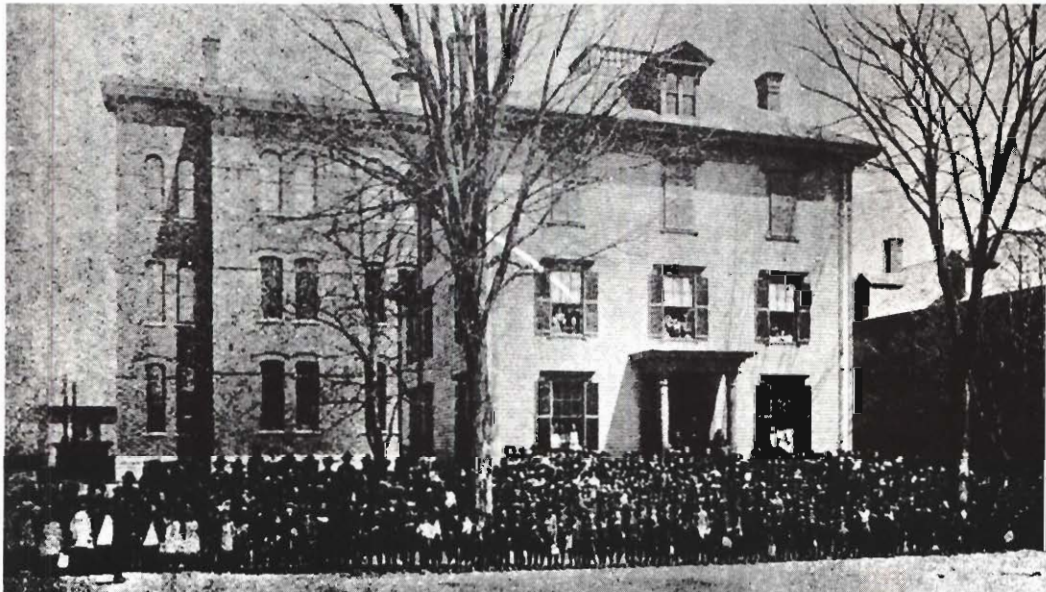


çais. Entre temps, depuis le début des années 1960, les Cajuns sortent de leur pauvreté et deviennent pour la première fois de leur existence collective une communauté prospère. Pêcheurs, exploiters de gisements pétroliers, grands cultivateurs et entrepreneurs de tout accabit, ils œuvrent désormais dans des champs d'activité économique florissants. Par conséquent, un nombre important de ces anciens Acadiens déportés sont aujourd'hui millionnaires. Sur le plan culturel, les Cajuns, surtout depuis la percée de Zacharie Richard*, se font connaître de plus en plus dans le domaine de la chanson. Malgré quelques publications, dont *Lâche pas la patate* de Revon Reed*, la littérature cajun demeure dans un état embryonnaire. Cette littérature naissante est confrontée au problème de la langue. En effet, sur cette question, les Cajuns sont divisés. Alors que le Codofil préconise l'usage du français dit international, la majorité des Cajuns ne s'identifie pas à cette langue. Un James Faulk avec son dictionnaire de la langue cajun, cherche à fixer cette langue. Selon le recensement américain de 1970, 572 000 Louisianais sont d'expression française. Pour sa part, le Codofil estime à 1 468 440 le nombre des francophones en Louisiane.

LOUISIANE. Journal mensuel bilingue fondé en 1977 à Lafayette (Louisiane) et publié par Média-Louisiane avec la coopération du Codofil*.

Son objectif est de servir de bulletin de liaison entre les francophones de la Louisiane et d'ailleurs. Il inclut des nouvelles, des reportages, des contes, des recettes de cuisine, etc. Il tirait jusqu'à 10 000 exemplaire en 1978. La parution de *Louisiane* cesse en 1980 à cause de difficultés financières.

LOWELL. Ville du Massachusetts située à 48 km au nord-ouest de Boston. Population totale : 94 280 habitants. Envisageant les possibilités hydrauliques qu'offraient les rivières Concord et Merrimack, Francis Cabot Lowell voyagea en Angleterre au début du XIX^e siècle pour y étudier le métier à tisser automatique. L'installation d'un de ces métiers à Lowell fit rapidement de la ville un centre industriel exclusivement basé sur le textile. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, Lowell constitue la ville américaine la plus peuplée de Canadiens français. La première paroisse francophone y est fondée en 1868. Cinq nouvelles paroisses françaises s'y ajoutent par la suite. Lowell abrite également l'Union franco-américaine, l'Alliance française et constitue un lieu actif de journalisme. En 1880, MM. Hurtubise et de Carufel fondent le premier quotidien de langue française des États-Unis, *L'Abeille*. Six ans plus tard, le Cercle canadien de Lowell crée le journal *L'Étoile**. En 1905, c'est au tour de J.E. Lambert avec son hebdomadaire *Le Clairon*. Chaque an-



L'École Saint-Joseph de Lowell, Massachusetts, vers 1890

née, la ville organise un festival franco-américain. Partie de Jack Kerouac*. Population francophone : 19 187.

LUCIER, PAUL. Homme d'affaires et sénateur (La Salle, Ontario, 29 juillet 1930 —). En marge de ses activités dans le monde des affaires, il devient échevin de Whitehorse, Yukon* (1964-1965 et 1970-1974) et maire de cette ville (1974-1975). Il occupe aussi le poste de directeur de la Fédération des maires des municipalités canadiennes (1974-1975). Il est nommé sénateur en 1975.

LUSSIER, Antoine. Professeur et historien (Saint-Eustache, Manitoba, 7 juin 1947 —). D'ascendance métisse, Antoine Lussier se consacre d'abord à l'éducation dans les écoles manitobaines. Détenteur d'une maîtrise en éducation de l'Université du Manitoba, il entre à l'Université de Brandon comme professeur d'études amérindiennes (1976-1983), puis il enseigne à l'Université de la Saskatchewan à Saskatoon* (1983-1986). À compter de 1986, il est doyen des études appliquées et post-secondaires au collège communautaire de The* Pas (Manitoba). Comme chercheur, il s'intéresse à l'histoire de l'Ouest canadien et tout particulièrement aux Indiens et aux Métis*, comme en font foi ses nombreux articles et ses conférences sur le sujet. Il a publié, en outre, cinq œuvres majeures, dont *The Other Natives*, 3 volumes (en collaboration, 1978).

LUSSIER, JOSEPH. Journaliste (Saint-Mathias, Québec, 1867 — North Adams, Massachusetts, 1956). Après ses études classiques, il pratique le droit à Montréal. Désirant servir ses concitoyens émigrés aux États-Unis, il s'installe en 1902 à Holyoke (Massachusetts). En 1909, il achète le journal *La Justice**, dans lequel il défend l'héritage culturel du Québec. Catholique convaincu, il s'oppose dans les années vingt aux excès des sentinellistes*. Il est aussi poète et publie un recueil, *Silhouettes*, où il trace en vers le portrait psychologique de ses collègues. Il devient membre de l'Alliance des journaux franco-américains lors de sa fondation en 1937.

M

MACKINAC : voir MICHILLIMAKINAC

MADAWASKA. Région du Maine située à l'ouest d'Edmundston (Nouveau-Brunswick). Population totale : 5 622 habitants. Les Acadiens y trouvent refuge à la suite de la Déportation* en 1755 et l'occupent jusqu'en 1785, période où les États-Unis revendiquent la propriété du territoire. En 1817, les premiers Américains s'y installent, à la suite de quoi les États-Unis et le Canada se disputent la frontière. En 1842, le traité* d'Ashburton-Webster fait de la rivière Saint-Jean la limite des régions canadienne et américaine. En 1871, on y fonde une première paroisse francophone. Une seconde sera fondée en 1929. La région a aussi son propre journal de langue française, *Le Journal de Madawaska*, depuis 1902. Chaque année, la ville organise un festival acadien. Population francophone : 4 977.

MADAWASKA. Comté du Nouveau-Brunswick situé au nord-ouest de cette province, entre la région de Témiscouata au Québec et l'État du Maine. Population totale : 31 899. La colonisation du Madawaska est surtout réalisée vers 1785 par des Acadiens qui, revenus d'exil et installés à Sainte-Anne-des-Pays-Bas (Fredericton*), sont à nouveau chassés de leurs terres par la venue des Loyalistes après la Révolution américaine de 1776. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la superficie de ce comté s'étend dans l'État du Maine aussi bien qu'au Nouveau-Brunswick, mais le traité frontalier de 1842 avec les États-Unis en réduit les dimensions à la limite de la rivière Saint-Jean. Surnommée La République de Madawaska en raison de l'ambivalence frontalière qui a longtemps prévalu, l'isolement de la région et l'autonomie dont elle disposait face au gouvernement central suscitèrent l'éclosion d'un esprit indépendantiste. Elle possède ses armoiries depuis 1949, au nom de l'Ordre des chevaliers de la république, et son drapeau où figurent un aigle représentant l'indépendance et six étoiles pour les peuples fondateurs de Madawaska : Amérindiens, Acadiens, Québécois, Américains, Anglais et Irlandais. Les gens de Madawaska s'appellent aussi les Brayons à cause de l'outil dont ils se servaient jadis, la braie, pour broyer le lin. Aujourd'hui, le centre universitaire Saint-Louis-Maillet à Edmundston, affilié à l'Université* de Moncton, assure l'éducation post-secondaire dans la région et l'hebdomadaire *Le Madawaska** sert de lien de communication. L'économie repose es-

sentielle sur l'activité agricole et forestière. Population francophone : 30 099.

MADAWASKA, LE. Journal fondé à Edmuntston* (Nouveau-Brunswick) en 1913 par Albert Sormany* et Maximilien Cormier, cet hebdomadaire, acheté en 1923 par la famille Boucher, tire en 1973 à 8 500 exemplaires et vise un bassin de population de 33 000 francophones. Publication bilingue mais dont l'essentiel est en langue française, il diffuse surtout des informations locales et régionales et met l'accent sur la promotion de la culture française dans le nord-ouest du Nouveau-Brunswick.

MADÉLEINE (ÎLES-DE-LA). Archipel québécois de seize îles, situé dans le golfe du St-Laurent, à 130 km à l'ouest de l'Île-du-Prince-Édouard. Population totale : 14 130 habitants. Ces îles sont découvertes par Jacques Cartier en 1534, explorées 75 ans plus tard par Champlain*, qui leur donne leur nom actuel en 1632. Au moment de la Déportation* des Acadiens par les Anglais, plusieurs familles s'y réfugient à partir de 1763. Bien qu'insulaires, les Madelinots entretiennent longtemps des liens étroits avec les Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick. Depuis la fin du XIX^e siècle, les îles forment un comté de la province de Québec. L'industrie de la pêche demeure leur principale ressource. Population francophone : 13 225.

MAGNAN, ARISTIDE. Prêtre et historien (Sainte-Ursule, Québec, 28 septembre 1863 — Saint-Désiré-du-Lac-Noir, *ibid.*, 24 février 1929). Prêtre en 1886, il est envoyé à Rome d'où il revient docteur en philosophie et en théologie. Il enseigne pendant deux ans au collège de Lévis puis, à partir de 1895, exerce son ministère dans divers États américains. Il est l'auteur d'une *Histoire de la race française aux États-Unis*.

MAILHOT, ZÉPHYRIN. Ingénieur civil (Bécancour, Québec, 9 septembre 1856 — Saint-Paul, Alberta, 1948). Formé en génie civil à l'Université McGill (Montréal), il se voit confier en 1879, alors qu'il n'a que 23 ans, la responsabilité de l'arpentage et de la construction de la voie ferrée qui relie Winnipeg* à Fort William (aujourd'hui Thunder Bay). Il ouvre un bureau d'ingénieur à Winnipeg et se spécialise dans l'aménagement hydro-électrique tout en continuant à travailler

pour le Canadien Pacifique, qui lui sera redevable du tracé de plusieurs tronçons de chemin de fer, en particulier celui qui longe le lac Supérieur. En 1910, il ouvre un nouveau bureau à Calgary* et arpente les fleuves Assiniboine, Qu'Appelle, Nord-Saskatchewan, ainsi que la rivière La Paix. Il élabore aussi un projet d'aménagement hydro-électrique de la rivière Bow, projet que la Calgary Power reprendra plus tard à son compte.

MAILLARD, PIERRE. Missionnaire (Chartres, France, 1710 — Halifax, Nouvelle-Écosse, 12 août 1762). Après des études à Paris, il est ordonné prêtre en 1734 et désigné pour les missions micmaques du Cap-Breton où il arrive en 1735. Ayant maîtrisé la langue micmaque, il établit un alphabet à leur intention. Renvoyé en France après la capitulation de Louisbourg* (1745), il revient en Acadie en 1746, participe aux campagnes contre les Anglais et contribue à entretenir l'esprit de résistance chez les Micmacs. Après la seconde chute de Louisbourg (1758), il se réfugie auprès des Micmacs et des Acadiens qui ont échappé à la Déportation* de 1755, puis il accepte au nom de ces deux communautés, dont il est le chef spirituel, les conditions de paix offertes par les Anglais. Il continue jusqu'à sa mort à s'occuper des réfugiés Micmacs et à communiquer avec les Acadiens déportés. Il laisse plusieurs manuscrits, dont *Lettre sur les missions de l'Acadie et particulièrement les missions micmaques*.

MAILLARDVILLE. Agglomération du Vancouver métropolitain. Nommée d'après son premier curé, le père Edmond Maillard, elle a porté tour à tour les noms de Shacktown, Frenchtown et Paréville. En 1909, la compagnie Fraser Mills y établit une scierie et va recruter des travailleurs au Québec, notamment dans les Cantons de l'Est et dans l'Outaouais. Plus de cent familles viennent ainsi s'y établir, suivies, en 1935, d'un autre contingent de francophones de la Saskatchewan. Aujourd'hui, Maillardville se distingue comme étant la plus importante agglomération francophone de Colombie-Britannique. N'ayant jamais constitué une entité administrative, Maillardville fait partie de Coquitlam. Population francophone : environ 8 000.

MAILLET, ANTONINE. Écrivain (Boucrouche, Nouveau-Brunswick, 10 mai 1929 —).

Après des études universitaires à Moncton*, Montréal, Paris et Québec, Antonine Maillet obtient en 1970 un doctorat en lettres de l'Université* Laval (1970). Tout d'abord enseignante à Richibouctou* (1952) et au collège Notre-Dame d'Acadie à Moncton* (1954-1960), elle se consacre de plus en plus à l'écriture tout en enseignant aux universités de Moncton, Montréal et Laval. Romancière et dramaturge prolifique, elle a écrit plus de vingt-cinq ouvrages depuis la fin des années cinquante. Récipiendiaire de nombreux prix littéraires, bourses, distinctions et doctorats honorifiques, Antonine Maillet connaît un succès phénoménal avec sa pièce *La Sagouine*, publiée en 1971. Par la suite, elle va publier d'autres œuvres, dont *Mariaagélas* (1973) et *Les Cordes-de-bois* (1977) pour lequel elle manque de peu l'obtention du célèbre prix Goncourt. En 1979, *Pélagie-la-chalette* lui vaut ce prix convoité et lui assure une renommée mondiale.



Antonine Maillet

MAILLET, MARGUERITE. Professeur (Saint-Norbert, Nouveau-Brunswick, 17 mars 1924 —). Formée au couvent de l'Immaculée-Conception à Bouctouche* (Nouveau-Brunswick), Marguerite Maillet obtient un doctorat en lettres françaises de l'Université* d'Ottawa en 1982. Entre temps, c'est-à-dire à compter de 1945, elle enseigne le français au niveau secondaire dans les écoles de la province, puis à l'École normale de Moncton* à partir de 1968 et enfin à l'Université* de Moncton depuis 1973. Directrice du département d'études françaises de 1979 à 1981, elle y continue ses recherches sur la

littérature acadienne. Elle donne plusieurs conférences et signe de nombreux articles sur le sujet. En 1979, elle collabore à l'*Anthologie de textes littéraires acadiens* et publie l'année suivante « Littérature d'Acadie. Bibliographie » dans *Les Acadiens des Maritimes ; études thématiques*. Son *Histoire de la littérature acadienne* paraît par ailleurs en 1983. Elle est nommée vice-doyen de la Faculté des arts de Moncton en 1985. En 1987, elle est nommée titulaire de la Chaire d'études acadiennes. La France lui a décerné les Palmes académiques pour services rendus à la culture française.

MAILLET, MARIE-ALPHONSINE RANGER. Religieuse (L'Acadie, Québec, 10 novembre 1846 — Saint-Basile, Nouveau-Brunswick, 30 mars 1934). Après son noviciat à l'Hôtel-Dieu de Montréal, elle fait sa profession religieuse chez les sœurs Hospitalières* de Saint-Joseph, le 2 octobre 1866. Elle arrive en 1873 avec six compagnes au couvent de Saint-Basile* (Nouveau-Brunswick), dont elle deviendra la supérieure en 1880. Elle fonde une briqueterie et fait construire l'Hôtel-Dieu, hôpital-école terminé en 1889, qui dispense de l'enseignement aux jeunes filles jusqu'au niveau collégial.

MAINE : voir NOUVELLE-ANGLETERRE

MAINE, AFFAIRE DU : voir *MESSAGER, LE*

MAJOR, JEAN-LOUIS. Professeur et essayiste littéraire (Cornwall, 16 juillet 1937 —). Il fait ses études en lettres à l'Université d'Ottawa*, puis enseigne à partir de 1960 au collège Bruyère, à l'Université de Toronto et à l'Université d'Ottawa (depuis 1971). En plus de son enseignement, il effectue des recherches et publie des études, notamment sur Saint-Exupéry, Jean Cocteau, Anne Hébert et Paul-Marie Lapointe. Il collabore à divers ouvrages collectifs et publie plusieurs articles, comptes rendus et chroniques sur la littérature dans les journaux et les revues spécialisées.

MALENFANT, ANNA. Cantatrice et compositrice (Shédiac, Nouveau-Brunswick, 16 octobre 1905 —). Elle débute sa carrière à Moncton* puis se rend à Boston et ensuite à Paris et à Naples pour étudier le chant. Revenue en Amérique, elle chante à Hartford* (station radiophonique WITC) sous le nom de Marie de Malmont et

à Montréal où elle forme avec Ludovic Huot et Lionel Daunais le Trio lyrique, en 1932. Elle chante, d'abord, surtout à la radio et en concert, puis se voit offrir des rôles de plus en plus importants dans de nombreux opéras. À partir de 1944, elle commence à enseigner le chant et par la suite compose des chansons inspirées de son Acadie natale sous le nom de Marie Lebrun. Elle remporte de nombreux prix, trophées et distinctions, dont un doctorat honorifique de l'Université* de Moncton en 1975.

MALENFANT, LOUIS. Éducateur (Montréal, Québec, 18 septembre 1941 —). Docteur en psychologie et en développement humain de l'Université du Kansas, il enseigne et dirige diverses écoles au Nouveau-Brunswick. Il devient professeur à la Faculté d'éducation de l'Université* de Moncton en 1979. Président-fondateur de l'Association des orienteurs du Nouveau-Brunswick, il s'intéresse surtout à la psychologie appliquée à l'éducation, donne des conférences et signe plusieurs ouvrages sur le rôle des directeurs d'école, l'effet des châtiments corporels et des punitions sur les élèves et l'éducation spécialisée. Il est connu comme spécialiste en modification du comportement.

MALHIOT, ÉDOUARD-ÉLISÉE. Avocat et homme politique (Saint-Pierre-les-Becquets, Québec, 1810 — Assumption, Illinois, août 1875). Avocat, il épouse la cause des patriotes et se joint à toutes les manifestations, qui, d'avril à novembre 1837, se multiplient à Montréal. Il commande une troupe contre les Anglais le 28 novembre mais doit se réfugier au Vermont. Le 6 décembre, il participe à une expédition de volontaires canadiens mais il est blessé et regagne le Vermont. Il se fait propagandiste de la cause et fait partie de la société secrète les Frères-chasseurs. Le 14 novembre 1838, il prend à nouveau la tête d'une troupe à Saint-Bruno. C'est l'échec total et sa tête est mise à prix. Malhiot choisit l'exil et s'établit à L'Assumption, en Louisiane, où il pratique le droit avec succès, acquérant fortune et célébrité. Il est élu en 1856 sénateur de district malgré son absence. La même année, il s'installe en Illinois où il fonde une communauté canadienne-française qu'il nomme L'Assumption (aujourd'hui Assumption).

MALLET, EDMOND. Militaire, fonctionnaire et écrivain (Montréal, 17 novembre 1842 — Washington, 12 avril 1907). Il émigre avec sa famille à l'âge de sept ans, en 1849, à Oswego* (New York), sur les rives du lac Ontario. Il abandonne des études de droit pour participer à la guerre de Sécession. De 1865 à 1876, il occupe diverses fonctions au sein du gouvernement en tant que secrétaire du département du Trésor à Washington et vérificateur au département des Postes. De 1876 à 1878, il est agent spécial auprès des Indiens Puget Sound sur la côte Pacifique. En 1878, il revient à Washington et devient inspecteur général des Affaires indiennes puis chef de bureau au département de l'Intérieur. Parallèlement à ces emplois, il rédige de nombreuses études historiques, dont *Les Canadiens et la guerre de l'indépendance*; *La situation des Canadiens aux États-Unis* (1880); *Le sieur de Vincennes, fondateur de l'Indiana et Washington et Coulon de Villiers* (1903). C'est chez lui que Louis Riel trouve refuge lorsqu'il fuit le Canada en 1875.

MALMONT, MARIEDE : voir MALENFANT, ANNA

MALOUIN, REINE (NÉE VOISELLE). Écrivain (Québec, 2 février 1899 — Québec, 10 mars 1976). Après des études en littérature à l'Université Laval, elle commence une prolifique carrière d'écrivain, qui la mène autant vers la dramaturgie, la poésie et le roman que vers le journalisme. Elle collabore à plusieurs journaux dont *L'Évènement*, le *Journal* et le *Bulletin des agriculteurs* ainsi qu'aux revues *Poésie* et *Vie française*. Elle écrit plusieurs œuvres dont *Au temps jadis* (1942), une pièce de théâtre historique, *Cet ailleurs qui respire* (1954) et *La Prairie au Soleil* (1960), deux romans sur les Franco-Américains et les francophones hors Québec ainsi que le recueil de poésie, *Mes racines sont là* (1967). Elle est un membre actif de plusieurs organisations littéraires, dont l'Académie canadienne-française, la Société des poètes canadiens-français et, durant de nombreuses années, le Conseil* de la vie française en Amérique (1953-1975).

MAMOU : voir ÉVANGÉLINE

MAMOU PRAIRIE. Hebdomadaire bilingue fondé à Mamou en Louisiane en 1976 par Paul Tate. Son premier rédacteur est Revon Reed*. Le

journal, dont la parution coïncide avec la publication du roman *Lâche pas la patate*, de Revon Reed, marque la renaissance de la culture « canadienne » et l'ouverture des francophones de la Louisiane sur le monde. Faute de lecteurs, le journal disparaît au début des années 1980.

MANCHESTER. Ville du New Hampshire située à 95 km au nord-ouest de Boston. Population totale : 87 754 habitants. En 1831, une importante compagnie textile, l'Amoskeag y est ouverte. Au début du XX^e siècle, plus de la moitié des employés de cette filature sont des Canadiens français, la grande vague d'immigration de Canadiens français ayant commencé vers 1865. Quatre ans plus tard, Ferdinand Gagnon* fonde le journal *La Voix du peuple*. D'autres journaux suivront, notamment *L'Avenir* National* en 1888. La première paroisse française y est fondée en 1871. Avec ses sept autres paroisses, Manchester est alors la sixième ville francophone en Amérique. La ville abrite l'Association* canado-américaine en 1896 et la Caisse populaire Sainte-Marie y est fondée en 1908. Population francophone : 27 777.

MANITOBA : voir OUEST CANADIEN

MANITOBA, LE. Après avoir été rédacteur du journal *Le Métis** de Saint-Boniface*, Alphonse Larivière* fonde *Le Manitoba* en octobre 1881. Ce journal remplace officiellement *Le Métis* et répond au besoin d'être plus représentatif d'une clientèle aux intérêts nombreux. De périodicité variable, il est d'abord hebdomadaire (1881-1882), puis bi-hebdomadaire (1882-1883) et tri-hebdomadaire (1883-1885). Par la suite, il redevient un hebdomadaire. Son tirage atteint 3 000 copies en 1924. D'allégeance conservatrice, *Le Manitoba* se veut le porte-parole des Franco-Manitobains. Face à la concurrence du journal non partisan, *La Liberté**, *Le Manitoba* se voit contraint de fermer ses portes en 1925.

MANITOULIN, ÎLE. Île de l'Ontario située à l'entrée de la baie Géorgienne, au nord du lac Huron. Avec 1 600 km de rivages, elle est la plus grande île en eau douce du monde. Aperçue par Samuel de Champlain* et Étienne Brûlé*, elle sera explorée par Joliet*, Marquette* et La Salle, (l'épave de son bateau *Le Griffon* s'y trouve encore). Le père Nicolas Point* y érige

une mission en 1848 et la présence des jésuites* continuera de s'y faire sentir jusqu'au XX^e siècle. Les habitants de l'île ont été des fermiers, des pêcheurs et des bûcherons. De nos jours, ces activités sont en grande partie remplacées par l'industrie du tourisme que favorisent un climat agréable et des ressources abondantes en matière de loisirs.

MANSURA : voir AVOYELLES

MARCHILDON, PHILIP EDWARD. Joueur de base-ball (Penetanguishene, Ontario, 25 octobre 1913 —). Découvert par les dépisteurs du sport professionnel à Barrie en 1939 alors qu'il lance pour l'équipe semi-professionnelle de Toronto, il se joint aux Athletics de Philadelphie l'année suivante. Il interrompt sa carrière pendant trois ans durant la guerre et revient la terminer avec les Red Sox de Boston en 1950. En sept ans de carrière professionnelle, il a accumulé 68 victoires en tant que lanceur. Il fait partie du Temple de la Renommée du sport canadien.

MARCOTTE, ARTHUR. Homme politique (Montréal, 8 mars 1873 — Ottawa, 18 août 1958). Admis au barreau de la Saskatchewan en 1913, il exerce sa profession dans cette province. D'allégeance conservatrice, il est candidat, et défait, aux élections à l'Assemblée législative en 1912 et en 1917. Son initiative sur la scène fédérale en 1926 le conduit aussi à la défaite. Vice-président de l'Association catholique canadienne-française (1925-1929), Marcotte entre toutefois à la Chambre des communes en 1930 et accède au Sénat l'année suivante.

MARCOUX, SAUVEUR. Homme politique (Lorette, Manitoba, 2 mai 1893 — Saint-Boniface, *ibid.*, 16 novembre 1951). Après des études au Collège* de Saint-Boniface, il commence sa carrière comme enseignant, puis devient ensuite cultivateur. Conseiller scolaire puis préfet de la municipalité de Taché de 1933 à 1940, il se lance en politique provinciale et est élu député libéral de La Vérendrye en 1936. Il sera réélu en 1941, 1945 et 1948. Il entre au Cabinet comme ministre sans portefeuille en 1936 et on lui confie le ministère des Affaires municipales en 1948. Au cours de sa carrière, il demeure actif dans les associations et les organismes francophones, notamment dans le domaine de l'éducation ; il assume

entre autres la présidence de l'Association des conseils scolaires du Manitoba.

MARDI GRAS. Fêtes traditionnelles qui débute à l'Épiphanie (6 janvier) et se terminent le dernier mardi avant le carême. Cette célébration perpétue une vieille coutume romaine récupérée par le catholicisme et introduite aux États-Unis par les Cajuns et les Hispaniques. Le Mardi gras est surtout fastueux à la Nouvelle-Orléans, où plus de cent ans de traditions en font un événement structuré et hiérarchisé, ponctué de parades, de bals masqués, de danses et de festivités de toutes sortes. On fête aussi le Mardi gras sous une forme plus modeste dans les autres villes du sud-ouest de la Louisiane (en particulier à Lafayette), où les descendants des Acadiens font revivre à cette occasion la musique, les chants et les danses de leurs ancêtres.

MARGAREE : voir CHÉTICAMP

MARIANISTES. Cette congrégation, dont les membres sont aussi appelés les Frères de Marie, voit le jour à Bordeaux (France) en 1817, à l'instigation de Guillaume-Joseph Chaminade. Elle s'installe d'abord aux États-Unis, à Dayton (Ohio) vers 1849 et, en 1880, en réponse à l'invitation de M^{gr} Taché*, archevêque de Saint-Boniface, quelques frères viennent s'établir au Manitoba, où ils se consacrent à l'enseignement. Ils ouvrent leurs premières écoles à Winnipeg (1880-1917) ainsi qu'à Saint-Boniface où l'on retrouve notamment l'Académie Provencher (1899-1972), l'école Saint-Jean-Baptiste (1917-1940), qui sert également de maison de formation pour les postulants, ainsi que l'Institut collégial Louis Riel (1968-1974).

MARIAPOLIS. Village du Manitoba sis à 200 km au sud-ouest de Winnipeg, à proximité des rivières Pembina et Swan. Population totale : 135 habitants. Fondé en 1889 par des colons canadiens-français et belges qui s'établissent le long d'une ligne de chemin de fer, le village situé à 19 km de Saint-Alphonse constitue jusqu'en 1903 une mission de ce dernier. Mariapolis vit surtout de la culture du blé et demeure l'un des principaux centres de production céréalière au Manitoba, malgré un important exode rural récemment. Population francophone : 135.

MARICHETTE : voir LEBLANC-CARRIER, ÉMILIE

MARIE-TOBIE : voir GOULET-COURCHAINÉ, MARIE-THÉRÈSE

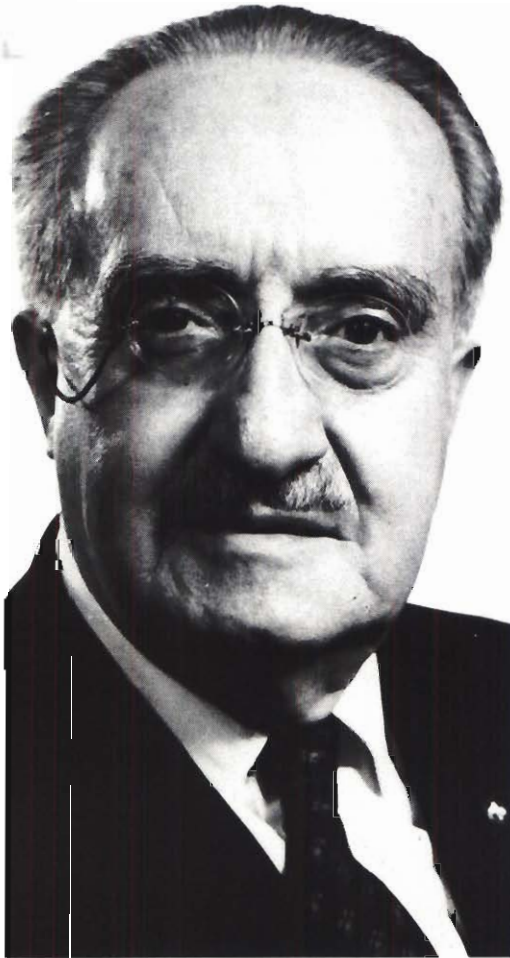
MARILINE : voir SÉGUIN, LE GUILLER, ALINE

MARINIER, ROBERT. Comédien et dramaturge (Sudbury, Ontario, 24 avril 1954 —). Il fait ses premières armes au théâtre avec la troupe des Drapeurs de l'École secondaire MacDonald-Cartier de 1971 à 1973. En 1976, il obtient un certificat en interprétation de l'École nationale de théâtre de Montréal et passe les deux années suivantes avec le Théâtre* du Nouvel-Ontario de Sudbury. En 1978, il se rend à Paris pour étudier aux ateliers Alain Knapp. Sa première pièce, *La Tante* (1981), reçoit un accueil chaleureux du public. Il écrit en plus *L'Inconception* en 1982, *Les Roger* (1984).

MARION, JOSEPH-ALDÉRIE. Industriel et commissaire d'écoles (Saint-Damien de Brandon, Québec, 1864 — Saint-Boniface, Manitoba, 4 février 1954). Il vient s'établir au Manitoba avec ses parents en 1882. En 1905, il fonde une briqueterie. Dans la vie publique, il s'occupe de la promotion de l'éducation. Conseiller scolaire à Saint-Boniface* de 1904 à 1954, président de la commission scolaire pendant trente ans, il participe aussi activement aux associations d'éducation et au regroupement provincial des conseillers scolaires. Président de l'Association* d'éducation des Canadiens français du Manitoba (1936-1946), il est également échevin de la ville de Saint-Boniface pendant seize ans.

MARION, SÉRAPHIN. Homme de lettres (Ottawa, Ontario, 25 novembre 1896 — Ibid., 29 novembre 1983). Il obtient un baccalauréat ès arts à l'Université d'Ottawa, un doctorat à l'Université de Paris (1923) et un autre à l'Université de Montréal (1933). Il enseigne le français au Collège militaire de Kingston (Ontario ; 1920-1923) puis il est traducteur aux Archives publiques du Canada (1923-1953), tout en donnant des cours de littérature canadienne-française à l'Université* d'Ottawa. Tout au long de sa carrière, il se fait champion des cultures française et canadienne-française. Après 1960, il donne de nombreuses conférences, particulièrement marquées par les

questions de droits et de survivance des minorités francophones hors Québec. Il publie une vingtaine d'études littéraires, dont les neuf volumes d'une collection intitulée *Les Lettres canadiennes d'autrefois* (1939-1958). Membre de plusieurs sociétés savantes et littéraires, il reçoit de nombreuses distinctions et honneurs, dont un doctorat *honoris causa*; en 1976, il est reçu membre de l'Ordre du Canada.



Séraphin Marion

MARISTES. Congrégation de prêtres aussi appelée Société de Marie, fondée à Lyon (France) et approuvée par le pape en 1836. Arrivée au Canada en 1885, la congrégation s'implante à Saint-Jean d'Iberville (Québec). Elle ouvre bientôt des maisons d'enseignement dans la région d'Ottawa, dans l'île de Vancouver, en Nouvelle-Angleterre, dans l'État de New York et au Mani-

toba. Divisée en deux provinces, celle du Canada et celle des États-Unis, la congrégation possède des juniorats pour les études littéraires, des noviciats pour la formation religieuse et des scolasticats pour les études philosophiques et théologiques.

MARQUETTE. Ville du Michigan située au confluent de la rivière Chicago et du lac Michigan. La ville, d'abord appelée Worchester, tient son nom actuel, qui désigna auparavant le comté, du père Jacques Marquette*, missionnaire jésuite et explorateur. En 1844, l'ouverture des mines de fer près de Marquette produit une ruée d'immigrants canadiens-français qui ont survécu au déclin de la traite des fourrures dans le nord du Michigan au cours des années 1830. Au début du XX^e siècle, la population canadienne-française s'était soit anglicisée soit dispersée.

MARQUETTE, JACQUES. Explorateur et missionnaire (Laon, France, 10 juin 1637 — Ludington, Michigan, 18 mai 1675). Jésuite formé en France, il débarque à Québec en 1666. Il fonde une première mission au lac Supérieur, près de la baie Chequamegon (1669), puis une deuxième en Illinois, la mission Saint-Ignace près du détroit de Michillimakinac* (1671). Au printemps 1673, en compagnie de Louis Jolliet*, il part à la découverte du Mississippi et en dessine le tracé. À son retour, il entreprend d'aller évangéliser les Kaskakias. Il n'a que le temps de fonder la mission La Conception auprès de cette tribu avant de s'éteindre en 1675 à la suite d'une maladie.

MARSILE, Moïse Joseph. Éducateur et écrivain (Longueuil, Québec, 19 novembre 1846 — Bourbonnais, Illinois, 10 mars 1933). Il étudie chez les clercs* de Saint-Viateur au Collège* Bourget de Rigaud, où il prononce ses vœux en 1864. Il y enseigne de 1864 à 1870 puis est envoyé comme professeur de belles-lettres et de rhétorique au Collège de Bourbonnais* (Illinois; 1871-1879). Il est ordonné prêtre en 1875. De 1879 à 1907, il est supérieur du collège. Puis il devient aumônier de l'hôpital d'Oak Park à Chicago*. Il publie plusieurs ouvrages, dont *Épines et fleurs ou Passe-temps poétiques* (1889), *Liola ou Légende indienne* (1893) et *Les Laurentiades* (1925).

MARTEL, Edgar. Homme d'affaires et mutualiste (Woonsocket, Rhode Island, 1915 —). Commerçant et entrepreneur à Woonsocket de 1946 à 1974, Martel occupe dans l'Union Saint-Jean-Baptiste plusieurs fonctions importantes, jusqu'à président général en 1982. Il est aussi actif dans la Chambre de commerce, les organismes de développement économiques et les Credit Unions, le Club Richelieu et le Comité de vie franco-américaine, dont il est le président.

MARTEL, JULES. Prêtre et professeur de musique (Acton Vale, Québec, 23 février 1905 — Sainte-Agathe-des-Monts, *ibid.*, 8 mai 1981). Il est ordonné prêtre chez les Oblats en 1929 après des études en théologie au scolasticat Saint-Joseph d'Ottawa. Ses supérieurs reconnaissent ses talents en musique et l'envoient étudier le chant à l'Institut pontifical de musique sacrée à Rome et à l'Institut grégorien de Paris. De 1938 à 1958, il est professeur de musique à l'Université* d'Ottawa, maître de chapelle, fondateur et directeur du Chœur Palestrina. Il est également responsable de la musique à l'*Heure dominicale* à Radio-Canada et président du comité interdiocésain de musique sacrée pour la province de Québec. Professeur de chant et de diction à l'Université* Saint-Paul entre 1961 et 1969, il termine sa carrière comme économiste, secrétaire et notaire à la Résidence Roy de 1969 à 1980.

MARTEL, Louis-J. Médecin et homme politique (Saint-Hyacinthe, Québec, 1851 — Lewiston, Maine, 27 février 1899). Reçu médecin à Montréal en 1873, il émigre aussitôt en Nouvelle-Angleterre et exerce sa profession à Lewiston* (Maine). Fondateur de l'Institut Jacques-Cartier (1874) et médecin (1883-1886), il brigue sans succès les suffrages à la mairie de Lewiston à deux reprises. Élu représentant à la Législature du Maine (1884), Martel devient aussi le président de l'Alliance nationale franco-américaine. Figure de proue de la francophonie en Nouvelle-Angleterre, il est le fondateur en 1880 d'un des premiers journaux canadiens-français aux États-Unis : *Le Messager*.

MARTEL, Louis-Israël. Syndicaliste et homme politique (Manchester, New Hampshire, 28 septembre 1912 — *ibid.*, 31 octobre 1981). À la fin de ses études secondaires, il se joint à l'entreprise familiale de construction. Il milite au sein de mou-

vements ouvriers, dont le United Brotherhood of Carpenters and Joiners. Il s'engage dans la politique de l'État du New Hampshire et, sous la bannière démocrate, remplit seize mandats de représentant et deux de sénateur. Il réussit à faire adopter une définition légale du mot obscène dans les statuts des 48 États américains. Défenseur de la langue française, il participe, en 1950, à la fondation de l'hebdomadaire *L'Action** de Manchester. Il est aussi l'initiateur de la radio francophone en Nouvelle-Angleterre.

MARTEL, OSCAR. Violoniste et professeur (L'Assomption, Québec, 1848 — Chicago, Illinois, 1924). Ses études musicales, commencées à l'Assomption avec son grand-père Pierre Martel, se poursuivent à Montréal, au conservatoire de Liège, à Paris et à Bruxelles. De 1865 à 1869, il est professeur de violon au Collège de Montréal et donne des récitals. Entre ses divers séjours d'études en Europe, où il se produit en public, il continue une brillante carrière de musicien au Canada et aux États-Unis et poursuit son travail de professeur au Collège de Montréal, au Gesù et au Collège du Mont Saint-Louis. En 1905, il se fixe à Chicago* et enseigne au conservatoire jusqu'à sa mort.

MARTIN, JACQUELINE. Professeur et dramaturge (Timmins, Ontario, 9 mai 1930 —). Après des études en musique au Conservatoire de l'Université de Toronto avec son brevet d'enseignement obtenu quelques années auparavant, elle enseigne à partir de 1953 dans les écoles primaires à Timmins et à Ottawa. Elle collabore, de 1967 à 1971, avec l'Office* de la télécommunication éducative de l'Ontario (TVO) comme conceptrice et scénariste et prépare quatre séries télévisées, qui sont distribuées dans les écoles primaires françaises de la province. À compter de 1969, elle enseigne à la faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa. Elle obtient dans cette université une maîtrise en lettres françaises en 1975. Elle a publié un grand nombre de textes pédagogiques en expression dramatique et en expression orale et des pièces de théâtre. Deux de ses pièces, *La Quintaine* (1967) et *Le Fou d'Agolan* (1976) obtiennent des prix en 1966 et sont publiées ultérieurement. *La Quintaine* est aussi reprise par TVO pour la série « French Authors » en 1968. Jacqueline Martin est membre-fondatrice de

L'Atelier d'Ottawa (1965) et de Théâtre-Action* (1972).

MARTIN, John. Professeur et homme politique (Eagle Lake, Maine, 5 juin 1941 —). Il étudie les lettres et la science politique à l'Université du Maine. Il y enseigne la science politique à compter de 1972. Élu représentant démocrate du comté Aroostook à l'Assemblée législative du Maine en 1964, il en est le président depuis 1975. Membre de l'Association* internationale des parlementaires de langue française et président de la section du Maine, il est un conférencier recherché sur l'histoire et l'avenir des Acadiens et des Franco-Américains aux États-Unis.

MARTIN, PAUL. Politicien et diplomate (Ottawa, Ontario, 23 juin 1903 —). Bachelier ès arts du St. Michael College de Toronto, diplômé en droit de l'Université de Toronto, en droit international de Harvard à Boston et de l'École d'études internationales de Genève, il est élu à la Chambre des communes en 1935 comme député libéral du comté d'Essex. Ses connaissances en droit international lui assurent des postes de choix dans les gouvernements de Mackenzie King, de Louis Saint-Laurent et de Lester Pearson. Adjoint parlementaire, secrétaire d'État, ministre de la Santé et du Bien-être puis ministre des Affaires extérieures, il ne pourra pas cependant accéder à la direction du parti libéral qu'il brigue à trois reprises, en 1948, 1963 et 1968. Après cette troisième tentative infructueuse, Pierre Trudeau le nomme leader du Sénat jusqu'en 1974, alors qu'il devient haut commissaire du Canada en Grande-Bretagne jusqu'en 1979. Sa longévité politique (il est élu 10 fois entre 1935 et 1968) est remarquable. S'il n'a jamais réussi à devenir Premier ministre comme il le désirait, il laisse néanmoins plusieurs réalisations politiques, dont le parrainage fédéral des régimes d'assurance-maladie et un accord en 1955 permettant l'inclusion de nouveaux membres à l'Organisation des Nations-Unies. Il a publié des mémoires.

MARTIN, PAUL Jr. Homme d'affaires (Windsor, Ontario, 28 août 1938 —). Après ses études à l'Université* d'Ottawa et à l'Université de Toronto en histoire, en philosophie et en droit, il est admis au barreau de l'Ontario en 1966. Très rapidement, il s'associe au milieu des

affaires et, en particulier, travaille de concert avec Paul Desmarais*. Au cours de sa carrière, il devient président du CE., directeur du Groupe CSL Inc., vice-président de Power Corporation et de Consolidated Bathurst ainsi que membre de plusieurs conseils d'administration, dont ceux de Canada Steamship Lines Inc., de Canadian Shipbuilding and Engineering Ltd. et de Voyageur et Imasco Ltd. Il est aussi membre de plusieurs organisations économiques et financières, dont l'Institut C.D. Howe à Ottawa.

MARTIN, WADE OMER. Homme politique (Arnaudville, Louisiane, 18 avril 1911 —). Admis au barreau en 1935, il entre aussitôt dans la fonction publique comme adjoint au procureur général de la Louisiane. Il revient à la pratique privée de 1940 à 1944, année où il devient secrétaire d'État de la Louisiane. Il demeure à ce poste jusqu'en 1976. Martin fait partie de plusieurs associations d'avocats et de juristes des États-Unis.

MARTYRS CANADIENS. Missionnaires français martyrisés et mis à mort par les Iroquois entre 1642 et 1649 près de la baie Géorgienne en Ontario. Ce sont les pères Jean de Brébeuf (1593-1649), Gabriel Lalemant (1610-1649), Isaac Jogues (1607-1646), Charles Garnier (1606-1649), René Goupil (1607-1642), Antoine Daniel (1601-1648), Noël Chabanel (1613-1649) et Jean de Lalande (-1646). Au milieu du XVII^e siècle, les guerres presque continues entre Hurons et Iroquois atteignent une apogée et aboutissent à l'anéantissement presque total de la Huronie par les Iroquois. Les missionnaires qui s'y trouvent sont désignés comme boucs émissaires pour les maladies contagieuses européennes qui font des ravages chez les autochtones. Ils sont faits prisonniers, réduits en esclavage ou torturés, et finalement exécutés. Vénérés par les catholiques, les martyrs sont canonisés par l'Église en 1930. Un monument érigé près de Midland* (Ontario) rappelle leur souvenir. Des paroisses et des écoles portent leur nom en Ontario et ailleurs au Canada.

MASSACHUSETTS : voir NOUVELLE-ANGLETERRE

MASSÉ, LOUIS. Batelier (Québec, 1793 — Hudson, Wisconsin, 1887). En 1812, Massé exerce le

métier de batelier entre Green Bay et Prairie-du-Chien* dans le Midwest américain. Il travaille par la suite sur le Mississipi et, en 1840, il s'installe avec son beau-frère, Pierre Boucher, à l'emplacement de l'actuelle ville d'Hudson au Wisconsin, qui, aujourd'hui, l'honore comme son fondateur. Massé est bientôt rejoint par plusieurs autres arrivants et il a une grande influence au sein de la nouvelle communauté.

MASSON, HENRI. Peintre et graveur (Namur, Belgique, 10 janvier 1907 —). Arrivé à Ottawa* avec sa mère en 1921, il termine ses études à l'école Saint-Jean-Baptiste (1921-1923), avant de devenir apprenti-graveur sur métal et argent (1923-1925). Il travaille, alors, à la confection de bijoux et de décorations et devient maître-graveur en 1932. Sa découverte du Groupe des sept semble être à l'origine de sa carrière de peintre, qui prend son essor au milieu des années 1930. Tout en continuant son travail de graveur, il se consacre de plus à plus à la peinture de paysages canadiens, surtout ceux de la campagne ontarioise. Ses toiles font l'objet d'expositions à travers le monde et enrichissent nombre de collections privées.

MATHÉ, Famille. Famille de musiciens d'Ottawa comprenant les parents, Napoléon Magloire (1863-1937), Marie (1868-1937) et leurs quatre fils, Paul (1896-1941), Charles (1897-1980), Blain (1907-1967) et Jean-Marie (1913 —). Le père est fonctionnaire, écrivain et maître de chapelle à la basilique Notre-Dame d'Ottawa durant 20 ans. La mère est pianiste et chanteuse. Paul enseigne le violon et donne des récitals. Charles s'illustre en tant que violoncelliste dans les orchestres symphoniques de Cincinnati (1920-1922) et de Toronto (1938-1957) et dans plusieurs orchestres de la Société Radio-Canada. Blain est second violon solo de l'Orchestre symphonique de Toronto (1962-1964) et membre d'une troupe de troubadours, la Happy Gang (1937-1959). Jean-Marie est maître de chapelle aux églises Our Lady of Mount Carmel (1960-1969) et Notre-Dame-de-Lourdes (1969-1975) dans la région d'Ottawa.

MATHIEU, OLIVIER-ELZÉAR. Archevêque (Québec, 24 décembre 1853 — Régina, Saskatchewan, 26 octobre 1929). Ordonné prêtre en 1878, il devient supérieur du Séminaire de Québec (1888-1899), puis recteur de l'Université* Laval

(1899-1908). Premier évêque de Régina* (1911), il en devient également le premier archevêque en 1915. Fondateur du Champion College à Régina* (aujourd'hui rattaché à l'Université de la Saskatchewan) et du Collège* Mathieu à Gravelbourg* (Saskatchewan), il fait aussi ériger la cathédrale de Régina. Grâce à son intervention politique en 1918, les Fransaskois évitent de justesse l'abolition totale de l'enseignement en français dans les écoles de la province ; une heure de français par jour est accordée jusqu'à la huitième année. Il est le récipiendaire de nombreuses décorations, dont deux doctorats honorifiques.

MATIN, LE. Quotidien français publié à Moncton* (Nouveau-Brunswick) par les Presses francophones du Nouveau-Brunswick depuis le 11 août 1986. *Le Matin* succède à *L'Évangéline* et suscite dès l'annonce de sa parution une vive controverse. Concurrent de *L'Acadie nouvelle*, publié par un groupe d'hommes d'affaires de Caraquet, il tire à environ 17 000 exemplaires et est distribué dans toute la province, en particulier dans les trois principales régions francophones : le Nord-est, le Madawaska et le Sud-est. Il possède des bureaux régionaux à Edmundston*, Bathurst* et Shippagan*.

MATTAWA. Village du comté de Nipissing (Ontario) situé sur l'Outaouais, à 65 km à l'est de North Bay, à l'embouchure de la rivière Mattawa. Population totale : 2 652. Les premiers Français à y parvenir sont Étienne Brûlé*, Samuel de Champlain*, Lalement, La* Vérendrye et Radisson* ; ils sont suivis de nombreux coureurs des bois. Vers le milieu du XIX^e siècle, l'industrie forestière, en particulier la coupe du pin blanc, se développe dans toute la vallée de l'Outaouais, le transport des billes vers Hull étant assuré par la rivière. Cette activité amène des bûcherons, qui seront suivis vers la fin du siècle avec la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique, par des colons, des prospecteurs et des terrassiers. Les francophones jouent un rôle important dans ces développements. Le village a été la scène d'une crise scolaire en 1983, alors que les francophones ont cherché à obtenir une école secondaire autonome et distincte. Population francophone : 1 260.

MATTICE. Village du nord de l'Ontario situé au point de rencontre de la rivière Missinaibi et de

la route 11, à 32 km à l'est de Hearst. Population totale : 1 272 habitants. Depuis les voyages de Radisson* et de Desgroseillers, la rivière Missinaibi est une route couramment utilisée par les coureurs de bois. En 1905, la Compagnie* de la baie d'Hudson fonde un poste de traite à l'emplacement du village actuel, poste qui servira de base à l'établissement de colons d'origine suédoise en 1913 et canadienne-française à partir de 1919. L'industrie forestière constitue aujourd'hui la principale activité économique du village. Population francophone : 1 150.

MAYNARD, LUCIEN. Homme politique (Montréal, Québec, 17 février 1908 —). Diplômé en droit de l'Université de l'Alberta en 1931, il est élu député créditiste de Beaver River à l'Assemblée législative de l'Alberta, lors du balayage de William Aberhart en 1935. Celui-ci l'introduit au Cabinet en 1936, comme ministre des Affaires municipales. Réélu de 1940 à 1957, il occupe le poste de procureur général de 1943 à 1957. Tout au long de sa carrière, Maynard s'efforce de concilier ses croyances religieuses et les enseignements économiques du major Douglas. Il demeure aussi actif dans les organisations francophones, notamment l'Association* canadienne-française de l'Alberta.

MAZURETTE, SALOMON. Musicien et compositeur (Montréal, 26 juin 1848 — Détroit, Michigan, 19 septembre 1910). Il étudie d'abord à Montréal avec Paul Letondal, puis à Paris avec Jacques Herz et Édouard Baptiste. Pianiste de concert à Paris et aux États-Unis, il s'installe à Détroit* en 1873. En plus de ses concerts, il devient organiste à l'église Saint Anne's de Détroit et professeur à l'académie Saint Mary's de Windsor* (1875-1876). Enfin, il s'adonne à la composition et crée de nombreuses œuvres, plus de 150 pièces, dont la plus célèbre est *Home, Sweet Home* (1870). Malgré sa réputation, il meurt dans la pauvreté totale.

McGEE, DENNIS. Musicien (l'Anse des Rougeaux, Louisiane, 1893 —). Dès sa jeunesse, il apprend le violon auprès de membres de sa famille : son grand-père, son père, ses oncles et même des voisins. Très doué, il est vite connu et commence à animer les soirées. Pour vivre, il fait les récoltes de canne à sucre et devient, par la suite, coiffeur. Cependant, il consacre ses loisirs

au violon avec certains amis violonneux (Sady Courville) et accordéonistes (Amédé Ardoin, Angelas Lejeune et Arnest Furgé). En 1928, il enregistre avec Courville l'un des premiers disques 78 tours de musique cajun, et de 1928 à 1932, il fait plusieurs enregistrements en collaboration avec Amédé Ardoin. En 1984, la South Western Louisiana University rend hommage à McGee en lui accordant le titre de doyen honoraire de la musique « cadienne », car il est le seul représentant, avec Courville, de la tradition musicale cajun.

McLENNAN. Ville de l'Alberta située à 425 km au nord-ouest d'Edmonton. Population totale : 1 125 habitants. Le père Jean-Baptiste Henri Giroux, missionnaire, et le père Hamelin, curé de Girouxville*, cherchent à y attirer des Québécois et des Franco-Américains au début du XX^e siècle, mais la véritable expansion de la région commence en 1926 et McLennan devient alors l'une des principales régions d'établissements francophones en Alberta, après celle d'Edmonton* et de Saint-Paul. En 1948, McLennan est constituée en municipalité. Aujourd'hui, McLennan est le siège de l'archidiocèse de Grouard-McLennan. Population francophone : 315.

MEDICINE HAT. Ville de l'Alberta située à mi-chemin entre Moose Jaw et Calgary sur la route transcanadienne. Population totale : 40 380 habitants. Les origines de Medicine Hat remontent à la construction de la voie ferrée du Canadien Pacifique en 1883. L'exploitation du gaz naturel et de l'argile a donné lieu à une industrie de poterie et de briques, à laquelle s'ajoutent la mise en conserve, les brasseries et la culture en serres. De plus, la région environnante se prête à diverses cultures et à l'élevage. Population francophone : 490.

MELANSON, ARTHUR. Archevêque (Trois-Rivières, Québec, 25 mars 1879 — Moncton, Nouveau-Brunswick, 23 octobre 1941). Après des études classiques à Rimouski, puis en théologie et en philosophie chez les Sulpiciens* à Montréal, il est ordonné prêtre en 1905. D'abord vicaire à Campbellton (1905-1907) avec charge de mission à Val-d'Amour, Coolbrook et Glenlevit, il est nommé curé à Balmoral (1907-1919). Il fonde alors deux paroisses : celle de Saint-Quentin* en 1911, où il construit la première église, et celle de Kedgewick en 1912. En 1919, il revient à

Campbellton mais cette fois comme curé de la paroisse. En 1933, il est appelé à l'épiscopat et devient évêque de Gravelbourg* en Saskatchewan (1933-1936). En 1937, il est de retour au Nouveau-Brunswick, comme archevêque de Moncton*, siège qu'il occupe jusqu'à sa mort. Conscient de l'importance du rôle de la presse, il fonde plusieurs journaux : *L'Écho de Campbellton*, *La Voix catholique* à Gravelbourg et *L'Ordre social* à Moncton. Par ailleurs, ardent défenseur du mouvement de colonisation agricole, il publie quelques travaux, dont *Pour la terre* (1918).



M^{gr} Arthur Melanson

MELANSON, ISAÏE. Cultivateur et homme politique (St. Mary's, Nouveau-Brunswick, 29 octobre 1883 — Moncton, *ibid.*, 7 mars 1964). Fermier de métier, il débute sa carrière politique en tant que préfet du comté de Kent (Nouveau-Brunswick) pendant deux ans. Puis, il entre à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick en 1939 comme député libéral du même comté. Réélu aux élections générales de 1944, 1948 et 1952, Melanson est nommé ministre sans portefeuille en 1949 et occupe la présidence de la Commission hydro-électrique du Nouveau-Brunswick de 1949 à 1952. Il démissionne de ses fonctions politiques quelque temps après sa réélection de 1952.

MELANSON, LAURIER. Romancier (Moncton, Nouveau-Brunswick, 26 septembre 1931 —). Après des stages de formation en art dramatique à Montréal et à Toronto, Melanson obtient une maîtrise en lettres de l'Université Paul-Valéry à Montpellier (France). Tour à tour annonceur de radio, professeur de langues et comédien, il enseigne au département de Français de l'Université* du Nouveau-Brunswick à Fredericton depuis 1970. Il publie trois romans : *Zélica à Cochon Vert* (1981), *Orlo de la veuve Hortense* (1982) et *Aglaé* (1983). Ces romans de mœurs teintés d'humour présentent une image de l'Acadien, éloignée de celle du traditionnel souffre-douleur.

MELANÇON, OLIVIER-M. Homme d'affaires et homme politique (Aboujane, Nouveau-Brunswick, 5 juillet 1854 — Moncton, *ibid.*, 7 juillet 1926). Fermier prospère et fondateur de O.M. Melançon Ltée, l'une des plus importantes poissonneries des provinces maritimes, Melançon s'intéresse aussi à la politique. Conseiller municipal pendant de nombreuses années à Shédiac*, il se lance véritablement dans la vie publique en 1890, lorsqu'il est élu député conservateur de Westmorland à la législature de sa province. Il siège une première fois jusqu'en 1892, puis est réélu de 1879 à 1903 et de 1912 à 1917. Au cours de ses trois dernières années de vie politique, il assume la vice-présidence (1914-1916) puis la présidence (1916-1917) de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.

MEMRAMCOOK : voir SAINT-JOSEPH

MÉNARD, JEAN. Professeur et écrivain (Ottawa, Ontario, 22 mars 1930 — *ibid.*, 26 mai 1977). Après avoir obtenu un doctorat en lettres de la Sorbonne (1955), il est professeur de littératures française et québécoise à l'Université* d'Ottawa. Il dirige, en outre, la page littéraire du *Droit** (1961-1962) et signe des articles dans de nombreux périodiques. Membre de la Société royale du Canada et de l'Académie canadienne-française, il est également vice-président de la Société des poètes canadiens-français et président de la Société* des écrivains canadiens (1969). Ses œuvres lui valent de nombreux prix, dont celui de l'Académie française pour *L'Œuvre de Boylesse*. Critique littéraire, il publie *De Corneille à*

Saint-Denys Garneau (1957) ; poète, il écrit trois recueils, dont *Plages* (1962).



Jean Ménard

MÉNARD, MICHEL. Traiteur et homme politique (Laprairie, Québec, 5 décembre 1805 — Galveston, Texas, 2 septembre 1856). Très jeune, il fait le commerce des fourrures dans le Michigan et l'Illinois. Puis il quitte son métier pour aller vivre au sein de la tribu indienne des Chânis, dont il finit par devenir le chef. En 1830, il se rend au Texas et commerce avec les Amérindiens. Vers 1833, Ménard réussit à apaiser les tribus indiennes prêtes à combattre les rebelles texans aux côtés des Mexicains. Fondateur de Galveston en 1838, il est élu au Congrès du Texas et représente le comté de Galveston de 1840 à 1842. Par la suite, il retourne à ses entreprises commerciales.

MÉNARD, PIERRE. Homme politique (Saint-Antoine-sur-le-Richelieu, Québec, 7 octobre 1766 — Kaskaskia, Illinois, 13 juin 1844). Installé à Vincennes (Indiana) aux environs de 1787, il travaille d'abord dans le commerce des fourrures,

puis s'installe comme marchand à Kaskaskia (Illinois). Juge de comté (1801-1811), lieutenant-colonel de milice en 1806, il siège à la législature de l'Indiana (1803-1809). Accédant au Sénat de l'Illinois en 1812, Ménard reçoit l'investiture de la présidence du Conseil législatif, dont il devient le premier titulaire. Cet homme politique est aussi le premier à occuper la fonction de gouverneur de l'Illinois (1818-1822). Un comté de cet État porte aujourd'hui son nom.

MENOU D'AULNAY DE CHARNIZAY, Charles de. Administrateur colonial (Château de Charnizay, Indre-et-Loire, France, vers 1604 — Port-Royal*, Nouvelle-Écosse, 3 mai 1650). D'abord lieutenant dans la marine royale, Menou d'Aulnay arrive en Acadie en 1632 en tant que lieutenant du gouverneur Isaac de Razilly*. À la mort de celui-ci en 1635, il prend le commandement de l'Acadie sous l'autorité de Claude de Launay Razilly, frère du précédent et s'installe à Port-Royal. Il s'acharne, sans succès, jusqu'en 1645, à éliminer Charles de Saint-Étienne de La Tour, un rival installé au fort Saint-Jean, au nord, pour le contrôle de l'Acadie. Cette longue et coûteuse rivalité retarde le développement de l'Acadie malgré les efforts d'Aulnay pour promouvoir la colonisation. Après avoir éliminé son rival, Menou d'Aulnay meurt noyé dans la rivière du Moulin, dans le bassin de Port-Royal.

MER DE L'OUEST. À l'époque du régime français, la croyance en l'existence d'une mer intérieure, à l'ouest des Grands Lacs détermine dans une large mesure les expéditions d'exploration vers l'Ouest. S'appuyant sur les témoignages des Amérindiens, la recherche de cette étendue d'eau favorise néanmoins le développement du commerce des fourrures, ce qui permet de financer les voyages. Elle contribue même à justifier, auprès de la Couronne de France, l'exercice d'un monopole dans ce domaine par les négociants. Le mirage de la Mer de l'Ouest se perd dans la région du lac Winnipeg où La Vérendrye et ses successeurs exploitent des comptoirs commerciaux après 1730.

MERCIER, GÉRALD. Homme politique (Clareholm, Alberta, 9 novembre 1942 —). Avocat de profession, il est conseiller pour la ville de Winnipeg* (1971-1977). Député conservateur de la circonscription de Saint-Norbert à

l'Assemblée législative du Manitoba (1977-1981), il est nommé procureur général et garde des Sceaux (1977), puis ministre des Affaires urbaines en 1979 et ministre responsable de l'administration de la loi sur les alcools de 1978 à 1981.

MERCIER, HONORÉ. Homme politique (Saint-Anasthase, Québec, 15 octobre 1840 — Montréal, 30 octobre 1894). D'abord rédacteur au *Courrier de Saint-Hyacinthe*, il est admis au barreau en 1865. En 1871, il se fait élire au Parlement d'Ottawa. Il passe sur la scène provinciale en 1879 comme député libéral de Saint-Hyacinthe. Il devient chef du Parti libéral en 1883 et, en 1885, il fonde le Parti national. Favorisé par la réaction québécoise à la suite de la pendaison de Louis Riel, il défait les conservateurs et devient Premier ministre en 1886. Ardent nationaliste, il prône l'autonomie provinciale et cherche à réconcilier l'État libéral et l'Église. Il fait adopter la Loi sur les biens des Jésuites en 1888, ce que les anglo-protestants de l'Ontario considèrent comme un acte de servitude à l'égard du Pape, geste inacceptable selon eux dans la vie politique canadienne. Cette loi a pour conséquence d'exacerber les tensions entre les francophones et les anglophones en Ontario.

MERCIER, JOSEPH-ÉMILE. Médecin (Gracefield, Québec, 17 septembre 1875 — Fall River, Massachusetts, 17 octobre 1960). Orphelin dès l'âge de sept ans, il émigre aux États-Unis et devient commis dans une pharmacie. Il étudie la médecine à l'Université du Vermont et à Baltimore. En 1899, il ouvre un bureau de médecin à Fall* River. Très actif dans les organismes professionnels, il est médecin-examineur dans les écoles publiques pendant 36 ans. Directeur général de l'Association* canado-américaine pendant huit ans, vice-président de la Fédération* des sociétés franco-américaines de Fall River, il est fondateur de la Société des concours de français.

MERCURE, ANDRÉ. Prêtre (Montréal, 29 décembre 1921 — Saskatoon, Saskatchewan, 29 avril 1986). Après des études au Québec, il entre chez les oblats* de Montréal en 1941. L'année suivante, il arrive en Saskatchewan et étudie la théologie à Lebret. Ordonné prêtre en 1948, il enseigne au collège* Saint-Jean d'Edmonton*. En 1977, il quitte l'Alberta pour la Saskatchewan où il devient curé de différentes paroisses, avant

d'être nommé à Cochin en 1981. À la suite de l'émission d'une contravention unilingue en anglais, il fait appel en 1980 auprès de la Cour suprême du Canada afin d'entendre son procès en français. Sa requête est basée sur les garanties du bilinguisme contenues dans l'Acte des Territoires du Nord-Ouest, qui restent en vigueur depuis lors de l'entrée de la Saskatchewan dans la Confédération*. En dépit du décès du prêtre, la Cour suprême autorise en 1986 trois groupes francophones à aller de l'avant avec l'appel de Mercure et tranche en faveur du bilinguisme en 1988.

MESPLET, Fleury. Imprimeur (Saint-Dizier, France, 1735 — Montréal, Bas-Canada, 22 janvier 1794). Imprimeur de métier, il arrive en Amérique en 1774 et s'installe à Philadelphie à la demande de Benjamin Franklin. Il publie avec l'autorisation du Congrès, l'*Appel aux Français-canadiens* en 1774 pour tenter de les gagner à la cause américaine contre l'Angleterre. Après la faillite de cette entreprise, il s'installe à Montréal où il publie en 1778 *La Gazette*, premier quotidien de Montréal.

MESSAGER, LE. Journal fondé à Lewiston* (Maine) en 1880 par J.-D. Montmarquet et Louis-J. Martel*, dans le but d'offrir à la communauté francophone de cet État un véhicule d'expression et un moyen de sauvegarde de son identité culturelle. De parution hebdomadaire (1880-1891), bi-hebdomadaire (1891-1906), puis tri-hebdomadaire (1906-1934), il devient ensuite quotidien jusqu'à la fin de sa parution en 1968. Vigilant dans la défense des intérêts des Canadiens français, il prône la naturalisation américaine de préférence au rapatriement* au Canada. *Le Messager* s'illustre surtout dans le combat qu'il mène dans l'Affaire du Maine (1905-1911), affaire mettant aux prises la haute hiérarchie ecclésiastique et les Franco-Américains, réclament des prêtres francophones dans leurs paroisses et un évêque parlant français à la tête du diocèse de Portland. La nomination de M^{gr} Walsh en 1906 soulève un tollé de protestation et une résistance à ses volontés assimilatrices.

METALIOUS-DE REPENTIGNY, GRACE. Écrivain (Manchester, New Hampshire, 8 septembre 1924 — Boston, Massachusetts, 25 février 1964). Après ses études secondaires, elle épouse George Metalious, qui devient directeur d'école à

Gilmanton (New Hampshire). Au bord de la séparation et vivant dans la pauvreté, Grace se tourne vers l'écriture. Son premier roman, *Peyton Place* (1956), connaît un succès foudroyant : on en vend près de neuf millions d'exemplaires et on en tire une série télévisée populaire durant les années 1960. Dans son roman, elle dénonce l'hypocrisie, la mesquinerie et la corruption sexuelle de la petite bourgeoisie d'un village (Gilmanton) de la Nouvelle-Angleterre. Son roman est banni dans plusieurs États. Divorcée, elle écrit deux autres romans : *Tight White Collar* (1960) et *No Adam in Eden* (1963). Dans ce dernier roman, elle s'en prend au milieu canadien-français de son enfance. Elle meurt à l'âge de 39 ans d'une cirrhose du foie.

METEGHAN : voir BAIE-SAINTE-MARIE

MÉTIS. Terme généralement utilisé pour désigner en Amérique des personnes issues d'autochtones et de blancs. Au Canada cependant, le mot métis (sont aussi utilisés les termes Bois-Brûlé et *Halfbreed*) désigne plus spécifiquement les populations issues d'unions entre Amérindiennes et voyageurs ou employés de souche européenne des compagnies de traite de l'Ouest canadien. Durant la colonisation, les Métis ne constituent pas un groupe homogène mais se composent plutôt d'éléments francophones et anglophones. Les pre-

miers, issus d'unions entre des femmes autochtones et des employés de la Compagnie du Nord-Ouest, menaient un style de vie qui ressemblait sensiblement à celui des Amérindiens. Semi-nomades, ils pratiquaient, de façon saisonnière, la chasse aux bisons, avant de revenir à leurs quartiers d'hiver, généralement situés en territoire amérindien. Par contre, les anglophones, qui gravitaient à l'origine autour du poste de la Baie d'Hudson, pratiquaient majoritairement l'agriculture. Les deux collectivités se regroupent, à la suite de la fusion des deux compagnies de traite, sur le territoire de la colonie de la Rivière Rouge*. Toutefois, chacun des groupes s'établit sur un emplacement bien distinct. Les Métis francophones, largement majoritaires, continuent jusqu'au milieu du XIX^e siècle à vivre au gré des migrations des troupeaux de bisons, tandis que les Métis anglophones cultivent leur lopin de terre. Avec la venue du chemin de fer dans l'Ouest canadien, d'importants changements surviennent et le flot des immigrants européens s'accroît, ce qui compromet le mode de vie des Métis francophones, dépendants de la chasse aux bisons. Ils émigrent donc vers le territoire qui s'appelle aujourd'hui la Saskatchewan, au cours des années 1870 et 1880. La diminution de leur nombre au sein d'une population de plus en plus anglophone, qui s'approprie les meilleures terres, et la modification soudaine de leur mode d'existence



Vieux couple de métis devant leur demeure à Batoche, Saskatchewan, en 1926

entraînent les Métis dans la Résistance*, en 1870, puis dans la Rébellion* du Nord-Ouest en 1885, alors qu'ils sont dispersés. Cette dispersion entraîne l'érosion graduelle de cette culture, qui possédait son propre parler : le métis ou métif (prononcé *métchif*) qui est en fait un mélange de français et de cris. Plusieurs tentatives ont toutefois été faites depuis cette époque pour faire renaître cette culture : des associations ont été mises sur pied afin de défendre les intérêts de tous les Métis de l'Ouest, puisque ceux-ci déclarent désormais ne plus se définir à partir des seuls critères linguistiques.

MÉTIS, LE. Premier hebdomadaire d'expression française au Manitoba, *Le Métis* voit le jour à Rivière-Rouge* en 1871, à l'instigation de Joseph Royal*, qui en sera le directeur pendant dix ans. En 1872, le journal prend possession de nouveaux locaux à Winnipeg*, mais ceux-ci sont sacagés lors des élections. Il s'installe l'année suivante à Saint-Boniface*. Deux propriétaires se succèdent à la tête du *Métis* de 1871 à 1876. À cette date, un comité de rédaction en prend la direction. Le journal connaît une grande diffusion, on le retrouve notamment aux États-Unis, ainsi qu'au Québec. Il se donne pour but de défendre les intérêts des Métis*. Il revendique, entre autres, le respect de l'acte du Manitoba, lequel devait régler la question des terres métisses, ainsi que l'amnistie de Louis Riel* et d'Ambroise Lépine*. *Le Métis* diffuse également des informations tant locales qu'internationales ; il commente la politique fédérale et fait la revue des sessions législatives du Manitoba. De plus, il crée en 1875, une chronique intitulée « L'Écho du Nord-Ouest », qui reproduit les lettres en provenance des missions et des forts du Nord-Ouest. Avec la venue de nouveaux contingents d'immigrants venant du Québec et de l'Ontario, *Le Métis* perd beaucoup de son intérêt et disparaît finalement en 1881.

MICHAUD, ALPHÉE M. Médecin et homme d'affaires (Saint-Quentin, Nouveau-Brunswick, 13 novembre 1938 —). Diplômé en médecine de l'Université* Laval en 1965, il exerce jusqu'en 1971, après quoi il étudie l'économie à l'Université McGill et met sur pied deux entreprises commerciales en 1971 et 1972. De plus, il fonde Radio-Acadie en 1975 et deux journaux

français, *Le Point* (1977) et *Le Voilier** (1978). Président du conseil consultatif en développement économique régional au Conseil des premiers ministres des Maritimes, président du Festival* acadien de Caraquet en 1974-1976, il est aussi membre de l'Association* de la presse francophone hors-Québec.

MICHAUD, ARTHUR. Ténor et professeur (Northampton, Massachusetts 1892 — Hollywood, Californie, 25 février 1942). Il étudie le commerce à Montréal où il devient soliste de la basilique. En 1908, il oriente définitivement sa carrière vers le chant et poursuit ses études à Milan, Paris et Berlin. De 1923 à 1936, il enseigne, donne des concerts et chante sur les ondes au Québec et aux États-Unis. En 1936, il s'établit à Hollywood où il enseigne jusqu'à sa mort. Sa voix et ses interprétations ont soulevé l'enthousiasme et l'ont souvent fait comparer à Caruso.

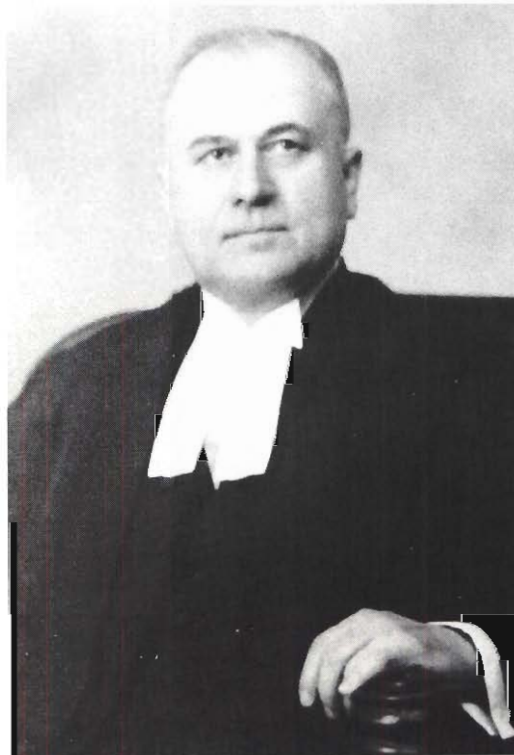
MICHAUD, GEORGES E. Agronome (Saint-Alexandre, Québec, 6 août 1895 — Gatineau, *ibid.*, 13 novembre 1986). Après avoir obtenu un baccalauréat ès lettres (1915) et un baccalauréat en sciences agricoles (1919) de l'Université* Laval, il entreprend des études en coopération, administration de la ferme et sociologie rurale à l'Université Cornell (New York ; 1920), puis il termine un baccalauréat en sciences sociales de l'Université* d'Ottawa (1941). Il débute sa carrière en tant qu'agronome pour les districts de Moncton* (1921-1924) et d'Edmundston* (Nouveau-Brunswick ; 1928-1930). Il travaille également pour le ministère de l'Agriculture de la Saskatchewan (1924-1928), pour celui de l'Ontario (1947-1948) ainsi qu'au Québec, de 1931 jusqu'à sa retraite en 1964. Membre de plusieurs organismes, notamment l'Institut agricole du Canada, il publie une étude sur *L'Avenir agricole des Canadiens-français de la Saskatchewan* (1928).

MICHAUD, Guy. Pédagogue et écrivain (Saint-Jacques, Nouveau-Brunswick, 16 décembre 1920 —). Après ses études à Bathurst*, il obtient un baccalauréat du collège* Saint-Joseph de Memramcook (Nouveau-Brunswick) puis une maîtrise en éducation de l'Université* d'Ottawa ainsi qu'une maîtrise en bibliothéconomie de la Catholic University de Washington. Après vingt ans d'enseignement à Bathurst* et à Edmunds-

ten* (Nouveau-Brunswick ; 1943-1962), il devient conseiller pédagogique au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Directeur d'école à Edmundston (1970), il est directeur de la bibliothèque à la Cité des jeunes à compter de 1972. Sous le pseudonyme de Durandal, il signe un recueil de récits : *Entre-deux* (1958). En 1981, il publie une histoire de *La Paroisse de l'Immaculée Conception d'Edmundston, Nouveau-Brunswick, 1880-1980*.

MICHAUD, HERVÉ J. Homme politique (Bouctouche, Nouveau-Brunswick, 28 décembre 1912 — Moncton, *ibid.*, 5 juin 1978). Fermier et vendeur de métier, il devient président de l'Association des fermiers du Nouveau-Brunswick en 1943 et il est le premier directeur de la Ligue des caisses populaires acadiennes, ligue qu'il a contribué à fonder. Élu député libéral de Kent à la Chambre des communes en 1953, il conserve son siège aux élections générales de 1957 et 1958. Par la suite, en 1968, Michaud est invité à siéger au Sénat canadien.

MICHAUD, JOSEPH-ÉNOÏL. Homme politique et magistrat (Saint-Antonin, Québec, 26 septem-



Joseph-Énoïl Michaud

bre 1888 — Edmundston, Nouveau-Brunswick, 23 mai 1967). Avocat établi à Edmundston* (Nouveau-Brunswick), il fait carrière dans les trois paliers de gouvernement avant d'accéder à la magistrature. Actif au niveau municipal, il est maire d'Edmundston en 1919 et 1920 et entre 1932 et 1936. Élu député libéral de Madawaska à l'Assemblée Législative de sa province en 1917, il conserve son siège en 1920, 1925, 1930, mais démissionne en 1933. La même année, il fait son entrée à la Chambre des communes comme représentant du comté de Restigouche-Madawaska. Réélu en 1935 et en 1940, il est nommé membre du Conseil privé (1935), ministre des Pêches (1935-1942) et ministre du Transport (1942-1945). Appelé à la magistrature en 1945 il est juge en chef à la cour suprême de sa province jusqu'à sa retraite en 1963.

MICHAUD, LUCIEN. Professeur et administrateur (Sudbury, Ontario, 2 mai 1925 —). Il étudie la pédagogie, la philosophie, la théologie et l'économie aux universités Laval et Columbia (New York) et est ordonné prêtre dans la Compagnie de Jésus en 1958. L'année 1959 le retrouve à Sudbury* comme professeur à l'Université* de Sudbury et secrétaire général à l'Université* Laurentienne de Sudbury (1960-1962). Tour à tour directeur et vice-président d'organismes de recherche, il sera aussi vice-recteur et recteur de l'Université de Sudbury entre 1963 et 1983. En 1984, il accède au poste de secrétaire de la Fédération internationale des universités catholiques, qui a son siège à Paris.

MICHAUD, MARGUERITE. Écrivain et professeur (Bouctouche, Nouveau-Brunswick, 4 juillet 1903 — Fredericton, *ibid.*, 4 avril 1982). Première bachelière acadienne (1923), elle obtient son doctorat ès lettres de l'Université de Montréal en 1947. Sans cesser d'étudier, elle se consacre à l'enseignement et termine sa carrière à l'Université Saint-Thomas (1968-1973). Déléguée de l'Unesco en Hollande en 1952 et membre d'une commission d'enquête canadienne sur le multiculturalisme en 1975, elle rédige plusieurs ouvrages, dont *La Reconstruction française au Nouveau-Brunswick. Bouctouche paroisse type* (1955). Elle est décorée de l'Ordre du Canada et de l'Ordre* de la Pléiade.

MICHAUD, OSWALD. Acousticien, pianiste et inventeur (Verner, Ontario, 18 juillet 1891 — Montréal, 24 août 1966). À 18 ans, il entre au service d'une fabrique de pianos à Sainte-Thérèse-de-Blainville où il apprend la technologie et l'accordage. Accordeur à l'Université McGill et au Conservatoire national, il est aussi professeur d'acoustique et examinateur pendant 25 ans. Parallèlement, il joue du piano au cinéma muet durant une quinzaine d'années. Avec un associé, il fonde la fabrique de pianos David et Michaud en 1922. De 1936 à 1950, il est accordeur attitré à Radio-Canada*. Il invente en 1939 un piano électronique nommé Sonobel mais la guerre l'empêche d'exploiter commercialement son invention, dont il n'existe encore aujourd'hui que deux prototypes.

MICHIGAN : voir MIDWEST

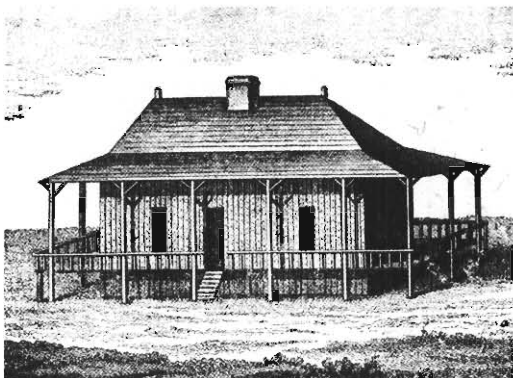
MICHILLIMAKINAC. Mission, fort et poste de traite situé sur une île dans le détroit entre les lacs Huron et Michigan. Le père Marquette* y fonde une mission (mission de Saint-Ignace) en 1671, suivi par Cavalier de La Salle, qui y érige un fort en 1679. Détruit par les Amérindiens puis reconstruit, le fort est cédé aux Anglais en 1761. De 1784 à 1811, Michillimakinac, dirigé par Élisabeth Bertrand*, est le siège de la plus importante compagnie de fourrures des Grands Lacs. L'île devient territoire américain en 1796, mais les Anglais s'en emparent de nouveau en 1812 pour le céder aux États-Unis en 1815. Plus tard l'endroit prend le nom de Mackinac ou Mackinow. C'est aujourd'hui un site touristique important où on a recréé l'atmosphère du XVIII^e siècle.

MIDLAND. Ville de l'Ontario située dans la baie Georgienne à 145 km au nord de Toronto. Population totale : 12 132 habitants. L'histoire de Midland remonte à 1639 quand les missionnaires français y établissent le poste de Sainte-Marie-des-Hurons*. L'établissement est abandonné pendant dix ans à cause de la guerre avec les Iroquois, mais les colons francophones y reviennent plus tard, en 1828. Midland est un centre d'agriculture mixte et de petite industrie. La mission reconstruite de Sainte-Marie-des-Hurons ainsi que le sanctuaire des Saints martyrs canadiens à quelques kilomètres de la ville, constituent une

importante attraction touristique. Population francophone : 625.

MIDWEST. Cette aire géographique est visitée dès le XVII^e siècle par des explorateurs français dont les plus connus sont Jolliet* et Marquette. Il devient vite évident que les voies navigables du Midwest (les rivières Missouri, Mississippi et Rouge) reliant le golfe du Mexique, l'Ouest canadien, les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent sont d'une grande importance stratégique pour les Français. Ainsi, peu après et parallèlement à l'établissement des missions, des postes de traite et des postes militaires voient le jour. Qu'il s'agisse du fort Pontchartrain (Détruit*), du fort Saint-Ignace, du fort Beauharnois, du fort de Chartres ou du fort Duquesne (Pittsburg), ces établissements constituent les premières manifestations de la présence française dans le Midwest, en plus d'être des réseaux de défense et de transport permettant de relier les diverses extrémités d'un continent alors sous la domination française. En soi cependant, l'établissement de ces forts et de ces postes de traite ne donne lieu à aucun peuplement francophone permanent. C'est surtout l'agriculture qui, au cours du XIX^e siècle, amène des Canadiens français à s'établir dans les régions de Détroit, Chicago*, Saint-Paul*, Vincennes, Kaskaskia*, Cahokia* et Bourbonnais*. Après avoir fondé des paroisses canadiennes-françaises, ils exploitent des enclaves agricoles mais, vers la fin du siècle, la majorité de ces Canadiens français se trouvent dans des régions urbaines où ils conservent néanmoins une organisation paroissiale. Parallèlement à la colonisation agricole, l'exploitation minière attire déjà, sous le régime français, des francophones dans la région de l'actuel état du Missouri. Principalement dans les régions de Sainte-Geneviève et de Vieille-Mine*, les francophones exploitent la barite selon un mode d'exploitation familiale. D'autres mouvements migratoires canadiens-français se déroulent au cours du XIX^e siècle. En raison de l'exploitation forestière et minière, des Canadiens français se dirigent vers le Michigan et le Minnesota. Comme il s'agit de populations itinérantes, ces mouvements ne donnent pas lieu à des peuplements permanents. Vers le milieu et surtout à la fin du XIX^e siècle, le flot migratoire de Québécois vers le Midwest s'estompe. En conséquence, isolés des autres communautés francophones du

continent, celles du Midwest s'anglicisent et s'effritent à la suite des dispersions. Les communautés agricoles et certaines communautés minières (Vieille-Mine) réussissent à maintenir leur langue et leur culture jusque vers le milieu du XX^e siècle, mais pour les autres, l'intégration à la société américaine se fait rapidement. Ainsi, bien que certaines anciennes traditions (Mardi gras, la Guignolée) survivent dans quelques centres, la francophonie dans le Midwest, en cette fin du XX^e siècle, est devenue inexistante.



Ferme typique de francophones, près de Cahokia et Kaskaskia, après 1700

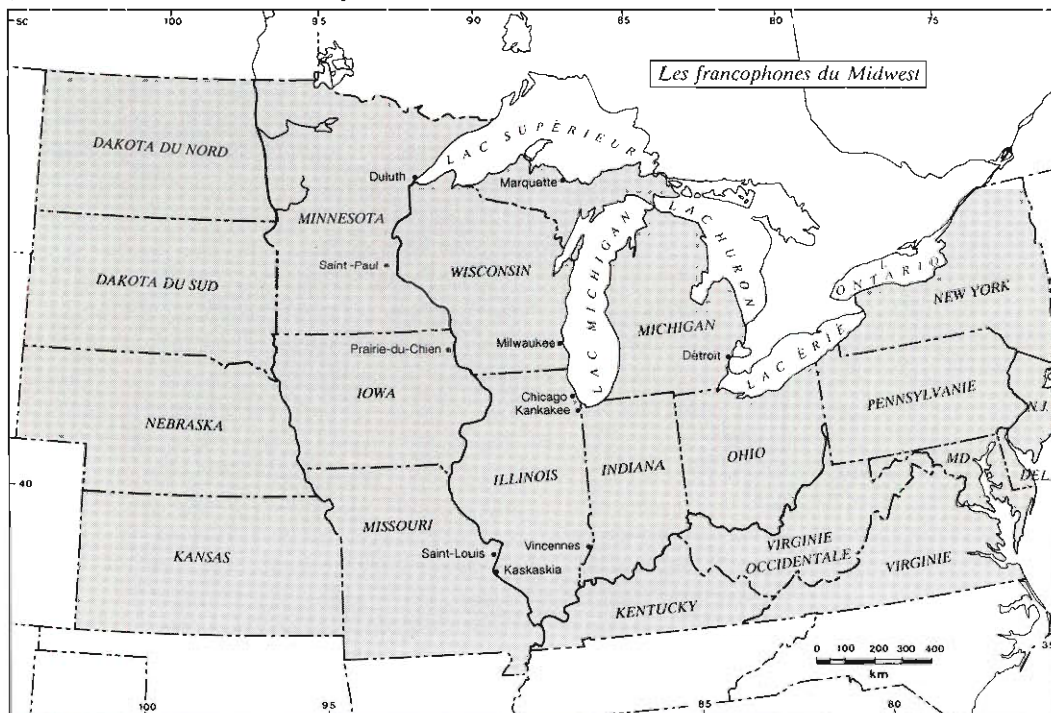
MIGNAULT, PIERRE-BASILE. Jurisconsulte (Worcester, Massachusetts, 30 septembre

1854 — Montréal, 15 octobre 1945). Diplômé de l'Université McGill de Montréal, admis au barreau en 1878, il établit sa pratique légale à Montréal et devient en 1906 bâtonnier de cette ville. Nommé à la magistrature de la Cour suprême du Canada (1918-1929), Mignault signe également plusieurs études juridiques, dont *Manuel de droit parlementaire* (1889) et *Le Droit civil canadien*, publié en neuf volumes (1895-1916). Il est élu à la Société royale du Canada en 1908.

MILLE SEPT CENT CINQUANTE-CINQ : voir DIX SEPT CENT CINQUANTE-CINQ

MILWAUKEE. Ville du Wisconsin située à 120 km au nord de Chicago. Population : 1 403 688 habitants. Le site est exploré par des missionnaires au XVII^e siècle. En 1777, Laurent Ducharme y possède un comptoir de traite. Mais ce n'est qu'en 1818 qu'un voyageur de la Compagnie* de la baie d'Hudson, Laurent-Salomon Juneau*, entreprend de s'y tailler une propriété à même la forêt. Originaire du Québec, Juneau est le premier maire de Milwaukee. Aujourd'hui, la ville dispose de son Cercle français, et réalise ses *Causeries du Samedi*, rencontres de nature socio-culturelle. Population francophone : 6 578.

MIMINIGASH : voir TIGNISH, RÉGION DE



MINES, LES : voir **BASSIN DES MINES**

MINNESOTA : voir **MIDWEST**

MISCOU, ÎLE DE. Située à l'extrémité nord-est du Nouveau-Brunswick à l'entrée de la baie des Chaleurs au nord de l'île Shippagan, elle recouvre une superficie d'environ 64 km carrés. Découverte par Jacques Cartier en 1534, elle est d'abord colonisée vers 1620 par les Basques, qui y pratiquent la pêche, le commerce des fourrures et la chasse à la baleine. Habitée plus tard par les Français, elle est ravagée en 1672 par un incendie et désertée pendant un siècle. Les premiers Acadiens y arrivent en 1770 pour chasser le morse et pour faire la pêche. L'exploitation du homard et de la morue est demeurée la principale activité économique de Miscou.

MISSION DE SAINT-IGNACE : voir **MICHILLIMAKINAC**

MISSIONNAIRES DE LA SALETTE. Congrégation de prêtres missionnaires dont les origines remontent à l'apparition de la Vierge à La Salette (France), en 1846. La congrégation s'est établie aux États-Unis en 1892, d'abord dans le diocèse de Hartford (Connecticut), puis au Massachussets, au New Hampshire, dans l'État de New York et en Illinois. Au Canada, en dehors de l'archidiocèse de Montréal et du diocèse de Hull, les missionnaires de la Salette se sont implantés dans les diocèses de Saint-Boniface au Manitoba et de Bathurst (Nouveau-Brunswick). Ils publient à Enfield (New Hampshire), une revue sur leurs activités, intitulée *Celle qui pleure*.

MISSIONNAIRES OBLATES DU SACRÉ-CŒUR ET DE MARIE-IMMACULÉE. Cette congrégation fondée à Saint-Boniface* (Manitoba) en 1904, par M^{gr} Adélarde Langevin*, se consacre à l'éducation des jeunes et des pauvres dans les missions ainsi que dans les paroisses. Sa première fondation est le couvent de Saint-Charles au Manitoba en 1906. En 1909, les Missionnaires oblates fondent une première mission indienne à Cross Lake (Manitoba). Elles œuvrent également dans plusieurs écoles du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de l'Ontario. De plus, la congrégation fournit un support matériel et spirituel aux prisonniers, aux handicapés, aux Amérindiens, ainsi qu'à tous ceux qui sont dans le besoin. À cette

fin, les Missionnaires oblates fondent en 1986, à Winnipeg*, une maison d'hébergement destinée aux jeunes filles en détresse. En 1987, la communauté compte 184 religieuses.

MISSION RIVIÈRE-AUX-PRUNES : voir **SAINT-JEAN-BAPTISTE**

MISSION SAINT-PAUL : voir **SAINT-EUSTACHE**

MISSISSAUGA. Ville de l'Ontario située sur la rive ouest du lac Ontario, à mi-chemin entre Toronto et Burlington. Population totale : 315 056 habitants. Ville industrielle et commerciale devenue autonome en 1967 seulement, Mississauga a connu une croissance extrêmement rapide depuis 1950. Bon nombre de francophones y ont été attirés par les possibilités de travail que présente la région métropolitaine de Toronto*. Mississauga est aujourd'hui le siège d'un conseil régional de l'Association* canadienne-française de l'Ontario (ACFO/Nottawasaga) et de Femmes francophones de Toronto. Population francophone : 5 630.

MISSOURI : voir **MIDWEST**

MONCTON. Deuxième ville en importance du Nouveau-Brunswick, située dans le comté de Westmoreland sur la rivière Petitcodiac. Population totale : 57 743. L'endroit est probablement habité par les Acadiens avant la Déportation*. Pendant et après la seconde guerre mondiale, les francophones y reviennent en grand nombre. Peu à peu, Moncton devient le centre industriel, commercial, ferroviaire et aérien des Maritimes. En 1968, Moncton est le théâtre de tensions importantes entre les anglophones et les francophones. Ces tensions font l'objet d'un film, *L'Acadie, L'Acadie*. La ville compte aujourd'hui plusieurs paroisses et une université de langue française. Du fait qu'elle abrite l'Université* de Moncton ainsi que plusieurs organismes francophones, dont Radio-Canada*, elle est généralement reconnue comme la métropole des Acadiens. Population francophone : 17 945.

MONITEUR, LE. Hebdomadaire français né à Hawkesbury* en 1908, *Le Moniteur* remplace le supplément français du *Hawkesbury Echo* paru entre 1906 et 1908. Propriété de J.H. Laurin et de J.G. Sabourin, le journal donne très tôt son appui à la tenue du premier congrès des Canadiens français de l'Ontario qui aura lieu en 1910.



La rue principale de Moncton, Nouveau-Brunswick, vers 1930

Tout au long de son existence, le journal demeure un outil d'information locale et régionale au service de la population des comtés de Prescott et Russell. En 1954, les locaux et équipements du *Moniteur* sont détruits par un incendie et le journal passe alors aux mains d'André Paquette, propriétaire du *Carillon**, également de Hawkesbury. Il continue de paraître jusqu'en 1967.

MONITEUR ACADIEN, LE. Premier journal de langue française des Maritimes, *Le Moniteur acadien* est fondé en 1867 à Shédiac* par Israël-V. Landry*. Après quelques mois, le journal cesse de paraître en raison de difficultés financières. En 1868, Norbert Lussier le rachète, le relance et le dirige jusqu'en 1871. Ferdinand Robidoux prend alors la relève et s'en occupe, avec sa famille, jusqu'en 1918, où, à nouveau, *Le Moniteur acadien* cesse de paraître. Six ans plus tard, le journal est réédité, mais il disparaît définitivement en 1926. D'allégeance plutôt conservatrice, le journal a soutenu la cause acadienne en se portant régulièrement à la défense de l'éducation française et de la colonisation agricole.

MONNETVILLE : voir RIVIÈRE DES FRANÇAIS

MONNIN, ALFRED. Juge (Winnipeg, Manitoba, 6 mars 1920 —). Il obtient un baccalauréat ès arts en 1939 au Collège* de Saint-Boniface et une licence en droit à l'Université du Manitoba en 1946. Il pratique le droit jusqu'en 1962 quand il devient juge à la Cour d'appel du Manitoba. Depuis 1983, il est juge en chef de la Cour d'appel du Manitoba. Depuis son accession à cette cour, un procès en particulier a retenu l'attention, celui de Georges Forest*, en 1979, qui contestait la constitutionnalité de l'unilinguisme officiel du Manitoba.

MONT-CARMEL : voir VILLAGE PIONNIER ACADIEN

MONTFERRAND, Jos. Homme fort (Montréal, 25 octobre 1802 — *Ibid.*, 4 octobre 1864). Né de parents modestes, Jos Montferrand s'inscrit très jeune dans cette tradition d'hommes forts qui faisaient l'admiration de tous au siècle dernier. Doué d'une grande force et d'une souplesse surprenante, il excelle à la boxe anglaise (où les pieds viennent en aide aux poings), à la lutte et dans les bagarres. Il est difficile de dire aujourd'hui lesquels de ses exploits relèvent de la

légende et de l'histoire. Jos Monferrand a grandement contribué à faire respecter ses compatriotes par les immigrants irlandais et écossais, qui, comme les Canadiens, faisaient la coupe du bois et la drave sur l'Outaouais, la Gatineau et la Lièvre. Benjamin Sulte, un de ses biographes, vante, en plus de sa force herculéenne, sa bonté d'âme et sa générosité. Ses exploits font partie du folklore de la région de l'Outaouais.

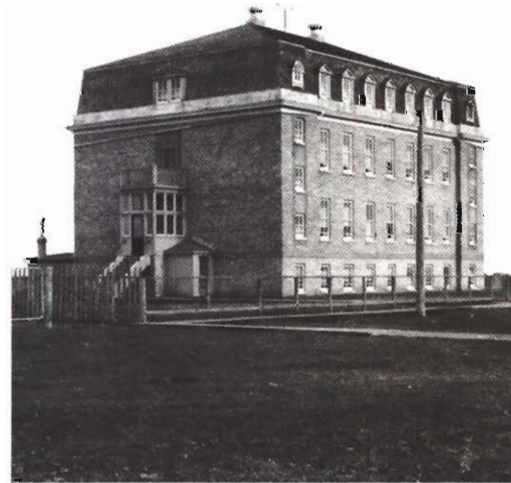


Jos Monferrand

MONTFORTAINS. Cette congrégation est fondée par Louis-Marie Grignon de Montfort (France) en 1705. Elle se compose de prêtres et de frères coadjuteurs qui se consacrent à la prédication et au travail de pastorale. Les premiers Montfortains arrivent au Canada à l'appel de M^{gr} Thomas Duhamel*, archevêque d'Ottawa*. Ils viennent s'installer dans le diocèse d'Ottawa en 1887 et s'établissent tout d'abord à Cyrville (1887) puis, la même année, à Eastview (Vanier*) où ils publient une revue mensuelle, *Le Messager de Marie, Reine des Cœurs*. On les retrouve également plus au sud, à Kingston* (1896-1918) ainsi que dans divers centres du nord-est ontarien à partir de 1958. Les Montfortains dirigent également à compter du début du siècle, des écoles et des missions indiennes sur l'île de Vancouver et possèdent, à la même époque, des résidences aux États-Unis.

MONTIGNY, Louvigny de. Journaliste, traducteur et écrivain (Saint-Jérôme, Québec, 1^{er} décembre 1876 — Ottawa, 20 mai 1955). Après ses études au Collège Sainte-Marie et à l'Université Laval de Montréal, il est journaliste dans des quotidiens montréalais. En 1915, il s'installe à Ottawa où il est traducteur au Sénat jusqu'en 1955. Membre actif de plusieurs organismes culturels, il a fondé la revue *Les Débats* (1900), après avoir participé à la fondation de l'École littéraire de Montréal dont il a été le premier secrétaire. Il publie de nombreux ouvrages, dont *La langue française au Canada, son état actuel*. C'est lui qui a fait connaître le roman de Louis Hémon, *Maria Chapdelaine*, en 1916.

MONTMARTRE. Village de la Saskatchewan situé à 90 km à l'est de Régina, sur la ligne de chemin de fer du CN entre Régina et Winnipeg. Population totale : 1 410 habitants. Les premiers colons qui s'y établissent en 1894 sont originaires de France et lui donnent ce nom en référence au quartier Montmartre à Paris. Constitué en municipalité en 1908, le village conserve jusqu'à nos jours une vocation agricole. Population francophone : 200.



Le couvent de Montmartre en Saskatchewan

MOREAU, ARTHUR. Industriel (Manchester, New Hampshire, 5 mars 1885 — *Ibid.*, 4 juillet 1951). Après des études commerciales, il prend en main la quincaillerie de son père en 1917. Conseiller du gouverneur, commissaire des incendies et maire de sa ville pendant six ans (1926-1936), il porte un vif intérêt aux affaires

franco-américaines. En tant que président des industries de l'Amoskeag, il mérite l'estime de ses concitoyens ; sans cette corporation, Manchester aurait sombré dans la catastrophe financière au temps de la Dépression.

MOREAUVILLE : voir AVOYELLES

MORGAN CITY : voir ST. MARY

MORICE, ADRIEN-GABRIEL. Missionnaire et écrivain (Saint-Mars-sur-Colmont, France, 27 août 1859 — Saint-Boniface, Manitoba, 21 avril 1938). Après avoir terminé sa formation dans des institutions oblates de son pays d'origine, il devient missionnaire en Colombie-Britannique et il est ordonné prêtre en 1882. Pendant près d'un quart de siècle (1882-1906), il travaille auprès des Amérindiens de cette province et s'occupe à inventer un alphabet, à publier un journal, à rédiger des vocabulaires et des grammaires en langues indiennes, à créer un syllabaire et une imprimerie en langue dénée, et à tracer plusieurs cartes géographiques. De retour à Saint-Boniface* puis à Winnipeg*, il est le premier rédacteur du *Patriote* de l'Ouest* (1910-1911). Professeur d'anthropologie à l'Uni-

versité de Saskatoon (1912-1914), il est également l'auteur de nombreux ouvrages historiques et ethnographiques, dont un *Dictionnaire historique des Canadiens et des Métis français de l'Ouest* (1908), une *Histoire abrégée de l'Ouest canadien* (1914), et les *Croquis anthropologiques* (1937).

MORIN, JEAN-BAPTISTE. Missionnaire-colonisateur (Saint-Paul de Joliette, Québec, 13 mars 1852 — *ibid.*, 22 décembre 1911). Ordonné prêtre en 1884, il enseigne au Collège commercial de Varennes (1884-1890). Se rendant dans l'Ouest en 1891, il s'active à la colonisation de l'Alberta. De 1891 à 1900, il fonde quatre villages (Morinville, Saint-Pierre, Beaumont et Végreville) et quatre missions. Dûment mandaté par le gouvernement fédéral, il publie neuf brochures de publicité et fonde le journal *L'Ouest canadien** en 1893. Il fonde également la Société Saint-Jean-Baptiste de Morinville et la Société de colonisation des districts de Saint-Albert et d'Edmonton. Il revient au Québec en 1900. On le considère comme le père de la colonisation canadienne-française de l'Alberta et le pionnier du journalisme français dans cette province. Le village de Morinville perpétue sa mémoire.



Noces à Morinville vers 1890

MORINVILLE. Village de l'Alberta situé à 35 km au nord-ouest d'Edmonton. Population totale : 4 657 habitants. La région est colonisée en 1891 par un groupe de quelque 60 colons en provenance de Montréal et des États-Unis sous la direction de l'abbé Jean-Baptiste Morin* ce qui explique l'origine du nom. Morinville est constitué en village en 1909. L'agriculture mixte, le pétrole, le gaz naturel et le charbon constituent les principales ressources. Population francophone : 640.

MORISSET, AUGUSTE. Prêtre et bibliothécaire (Fall River, Massachusetts, 27 octobre 1900 —). Ordonné prêtre en 1922, il obtient un baccalauréat ès arts puis un baccalauréat en sciences de l'Université d'Ottawa et une maîtrise en sciences de l'Université Columbia (New York) en 1938. Il est bibliothécaire à l'Université d'Ottawa de 1934 à 1958 et directeur-fondateur de l'École des bibliothécaires de 1938 à 1971. Membre très actif de plusieurs associations professionnelles, il laisse son nom à la bibliothèque centrale de l'Université d'Ottawa. Son travail lui vaut d'être fait membre de l'Ordre du Canada en 1976.

MORRIER, EMMA (GRAVEL). Musicienne et écrivain (Ottawa, 1872 — Montréal, 18 avril 1951). Formée en composition musicale à l'Université de Chicago (1924), elle s'établit dans l'Ouest canadien en 1921 après avoir séjourné en France pendant quelques années. Collaboratrice au journal *Patriote de l'Ouest** (1921) en Saskatchewan, elle enseigne ensuite le chant à Edmonton*. Redevenue journaliste, Morrier signe sous le pseudonyme de Madrina une chronique dans la section féminine de *La Survivance* d'Edmonton. Dramaturge, elle produit plusieurs pièces de théâtre, dont *Bon sang ne ment pas* (1935), *Va ton chemin* (1936), *La Trahison* (1936), *Le Rêve du poète* (1936). Elle s'établit à Montréal en 1946.

MOTUT, ROGER. Professeur et écrivain (Hœy, Saskatchewan, 21 juillet 1917 —). Diplômé du Collège* des Jésuites à Edmonton* et de diverses universités canadiennes, il obtient un doctorat de l'Université de Washington en 1969. Professeur de lettres françaises et canadiennes, il enseigne à l'Université de l'Alberta depuis 1958. Il fonde et dirige un laboratoire de langues dans la même institution (1958-1964). Vice-doyen de

la Faculté des lettres (1964-1967), il dirige le Département des langues romanes de 1972 à 1975. Il est le premier professeur à offrir un cours de littérature canadienne-française de l'Ouest. Très impliqué dans la vie française de sa région, il préside l'Association* canadienne-française de sa province (1969-1971) ainsi que le Conseil* de la vie française en Amérique (1977-1979). Auteur de plusieurs ouvrages, il publie *La Fortune littéraire de Maurice Constantin-Meyer*, qui lui vaut le prix Champlain* en 1972. Récipiendaire de plusieurs honneurs, il est membre de l'Ordre du Canada.

MOUET DE LANGLADE, CHARLES-MICHEL. Officier et négociant de fourrures (Mackinaw City, Michigan, 9 mai 1729 — circa 1800). Cadet des troupes de la marine française en 1750, il participe durant sa longue carrière militaire à une centaine de combats, la plupart contre les Britanniques. Très influent auprès des Indiens, il les rallie à plusieurs reprises à la cause des Français. Il livre des combats au fort Duquesne en 1755, au fort Carillon en 1757 et à Québec en 1759, contre Wolfe. Fondateur d'un poste de traite des fourrures à l'embouchure de la Grande Rivière (aujourd'hui Grand Haven, Michigan), il y pratique ce commerce jusqu'en 1790. Mouet de Langlade travaille parallèlement comme interprète sous le régime britannique, au département des Affaires indiennes.

MOUSSEAU, LOUIS-PHILIPPE. Médecin (Montréal, 1908 — Edmonton, Alberta, 17 décembre 1962). Éminent chirurgien, il passe toute sa carrière à Edmonton* et, pendant près de trente ans, s'applique à développer les services de l'Hôpital général d'Edmonton. Actif dans les milieux francophones, il est pendant sept ans président général de l'Association* canadienne-française de l'Alberta et directeur de Radio-Edmonton Ltée (1949-1962), dont le poste CHFA, créé en 1949, se veut la voix des francophones d'Edmonton.

MOUTON, ALEXANDRE. Avocat et homme politique (Bayou Carencro, Louisiane, 19 novembre 1804 — Lafayette, *ibid.*, 12 février 1885). Diplômé en droit de l'Université Georgetown à Washington (D.C.), il commence sa pratique à Lafayette (Louisiane). Élu représentant démocrate à la Législature de la Louisiane (1826), il

en assume la présidence à deux reprises. De 1837 à 1842, il est sénateur à Washington et de 1843 à 1846, il devient le premier démocrate à être élu gouverneur de la Louisiane. Pendant son mandat et sous son inspiration, l'instruction publique fait de grands progrès. En 1861, en tant que président du congrès de sécession, il vote en faveur du retrait de la Louisiane de l'Union.

MOUTON, ALFRED. Général (Opelousas, Louisiane, 18 février 1829 — Mansfield, *ibid.*, 8 avril 1864). Fils d'Alexandre Mouton*, premier gouverneur de la Louisiane d'origine acadienne, il est d'abord, comme son père, propriétaire d'une plantation de cannes à sucre (1851-1861). Participant en 1861 à la levée d'une milice populaire dont il devient peu après le commandant, il dirige son régiment à la bataille de Pittsburg Landing ou Shiloh en 1862 durant la guerre de Sécession. Mouton est ensuite promu au rang de brigadier général. Il trouve la mort dans un engagement, à l'âge de 35 ans. Il est aujourd'hui connu comme le premier héros militaire d'origine acadienne des États-Unis.

MOUTON, CHARLES HOMER. Sénateur et lieutenant-gouverneur (1823 — Lafayette, Louisiane, 15 mars 1912). Fils de Charles Mouton, il est d'abord procureur du district qui comprend les paroisses de Lafayette*, Saint-Landry et Calcasieu, puis est élu au Sénat de l'État louisianais. En 1846, il est élu lieutenant-gouverneur de la Louisiane. Élu juge de comté, il délaisse la Cour pour servir comme aide-de-camp du général Alfred Mouton* durant la Guerre civile américaine. Dirigeant la White League Movement après la guerre, il retourne à ses premières fonctions comme procureur de district, cette fois pour les paroisses de Saint-Martin* et New Iberia.

MOUVEMENT PARLONS MIEUX : voir SOCIÉTÉ DU BON PARLER FRANÇAIS

MOUVEMENT SENTINELLISTE. Campagne menée au Rhode Island de 1923 à 1929 pour défendre le français dans les écoles de la Nouvelle-Angleterre contre la vague de naturalisation des Franco-Américains, qui survient au lendemain de la première guerre mondiale. Contestant la hiérarchie catholique irlandaise, accusée de vouloir miner le rôle de la langue française dans le système scolaire, les porte-paroles de cette résistance

se dotent en 1927 d'un journal de combat, *La Sentinelle**, dirigé par Elphège J. Daignault*. Fondateur d'une société secrète appelée Les Croisés et vouée à la lutte contre l'assimilation des Canadiens français du Rhode Island, le directeur de cette publication vilipende non seulement le haut clergé, mais aussi plusieurs francophones pour leur sympathie envers le mouvement d'anglicisation. En 1928, *La Sentinelle* est mise à l'Index par Rome et les protagonistes de ce mouvement se voient excommuniés. Le sentinellisme s'éteint l'année suivante, mais la plupart de ses défenseurs continuent à militer pour la survivance du français en Amérique.

MUSÉE ACADIEN. Situé à Miscouche (Île-du-Prince-Édouard) à quelques kilomètres de Summerside*, le musée est fondé en 1964 par la Société* historique acadienne de la province. Il recueille, conserve et expose des pièces ethnologiques témoignant de la présence acadienne sur l'île. Une de ses aires d'exposition reconstitue l'adoption à Miscouche en 1884 du drapeau acadien, événement à haute valeur symbolique aux yeux de la communauté acadienne. Le musée dispose aussi d'un important fichier généalogique sur les familles acadiennes de l'île.

MUTUELLE-VIE DE L'UNION DU CANADA : voir UNION DU CANADA

MYRAND, JOSEPH-ALFRED. Curé de paroisse (Ottawa, 23 avril 1866 — *ibid.*, 13 janvier 1949). Après des études au Petit Séminaire de Québec et au Grand Séminaire d'Ottawa, il est ordonné prêtre en 1892. Nommé vicaire de la paroisse Sainte-Anne d'Ottawa* (1892-1894), il est ensuite curé de la paroisse Saint-Thomas d'Aquin de Billing's Bridge (1894-1902) près d'Ottawa. Simultanément, il est en charge de la mission Saint-Laurent d'Eastman's Springs (aujourd'hui Carlsbad* Springs en Ontario). En 1902, il se retrouve vicaire de la cathédrale d'Ottawa pour devenir, un an plus tard, curé de la paroisse Sainte-Anne d'Ottawa, qu'il dirige durant plus de quatre décennies (1903-1942). Il est nommé, tour à tour, chanoine honoraire du chapitre métropolitain d'Ottawa (1923), vicaire forain (1931) et prélat domestique (1938). Membre influent de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario et du Comité* de la survivance française en Amérique, il aide au développement du

journal *Le Droit** et s'oppose au Règlement 17. Il reçoit en 1948 la médaille de l'Ordre* de la fidélité française du Comité de la survivance française en Amérique.

N

NADEAU, FERNAND. Homme politique (Saint-Léonard, Nouveau-Brunswick, 2 avril 1924 –). Diplômé de l'Université* Laval, et comptable agréé à Edmundston*, il est élu maire de cette ville en 1963. Élu député libéral d'Edmundston en 1967, à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, il prend immédiatement en charge le ministère des Affaires municipales et, l'année suivante, on lui confie le ministère du Travail. Il n'est pas candidat à l'élection de 1970 et retourne à sa firme de comptables à Edmundston.

NADEAU, GABRIEL. Médecin (Saint-Césaire-de-Rouville, Québec, 20 mars 1900 – Worcester, Massachusetts, 31 janvier 1979). Il fait son cours classique au Séminaire de Saint-Hyacinthe et ses études médicales à l'Université de Montréal. Il s'établit ensuite à Rutland, Massachusetts où il est médecin en chef au sanatorium. Tout en poursuivant sa carrière médicale, il s'intéresse à

la vie française des siens et devient actif dans plusieurs organismes, notamment la Société* historique franco-américaine et l'Association* canado-américaine. Il publie également les fruits de ses nombreuses recherches historiques et littéraires, en particulier une biographie de Louis Dantin*.

NANAIMO. Ville de la Colombie-Britannique située sur l'île de Vancouver, à 27 km de la ville de Vancouver, de l'autre côté du détroit de Georgia. Population : 47 069 habitants. La fondation d'un fort de la Compagnie* de la Baie d'Hudson à cet endroit en 1852 est directement liée à la découverte d'un gisement de charbon quelques années plus tôt. Les mines, l'industrie forestière, la culture et l'activité portuaire se conjuguent pour y attirer des francophones. Nanaimo est aujourd'hui le siège d'un conseil régional de la Fédération* des Franco-Colombiens. Population francophone : 680.

NASHUA. Ville du New Hampshire située à 24 km au sud de Manchester. Population totale : 55 820 habitants. Vers le milieu du XIX^e siècle, des Québécois y arrivent afin de travailler dans la filature de coton de la ville. La première paroisse française y est fondée en 1871. Trois nouvelles paroisses viennent s'y ajouter par la suite. Le journaliste Louis A. Biron* crée en 1898 le journal *L'Impartial**, puis c'est au tour de Émile E.



Nashua vers 1910

Marquis en 1912 avec *Le Progrès de Nashua*, journal qui disparaîtra en 1932. Jusqu'en 1930, l'immigration canadienne-française est constante et, en 1950, la moitié de la population est d'origine francophone. Population francophone : 15 289.

NATCHITOCHE. Ville de Louisiane située à 109 km au sud-est de Shreveport. Population totale : 15 974 habitants. En 1714, le chevalier Juchereau de Saint-Denis y attire le premier peuplement permanent francophone de la Louisiane. L'année suivante, il construit le fort Saint-Jean-Baptiste. Natchitoches prend rapidement de l'importance pour les Français en raison de son emplacement stratégique sur la Red River. Aujourd'hui la ville est un centre industriel où est établie, entre autres industries, une pisciculture d'État. Population francophone : 696.

NATIONAL, LE. Hebdomadaire fondé à Plattsburg (New York) en 1883 par Benjamin Lenthier*. Son objectif est de développer le patriotisme des émigrés canadiens-français de la Nouvelle-Angleterre. Journal engagé, il prend une part active à la promotion du parti démocrate et à la campagne de son candidat à la présidence, Grover Cleveland (1892). Transféré à Lowell (Massachusetts) en 1890, *Le National* devient alors un quotidien dont le tirage maximum s'élève à 2 250 exemplaires. En 1893, il cesse de publier après avoir été durant les trois années précédentes le plus important journal francophone de la côte est américaine.

NATURALISATION ET CAMPAGNE D'AMÉRICANISATION. Mouvement d'adoption de la citoyenneté américaine au sein de la communauté des émigrés canadiens-français de la Nouvelle-Angleterre, qui survient dans les deux dernières décennies au XIX^e siècle. Il fait suite à l'échec des tentatives de rapatriement* au Canada organisées par le gouvernement du Québec (1870-1880) et défendues aux États-Unis par le journaliste Ferdinand Gagnon*, qui en devient le chef de file en 1875. Cette vague d'intégration est également accentuée par le rapport Wright (1881) du Bureau des statistiques du Massachusetts, qui reproche aux Canadiens français leur marginalité sociale et politique. Niant ces accusations avec virulence, Gagnon, éditeur du *Travailleur* de Worcester, démontre la participation croissante des francophones dans leur pays

d'adoption. Il révisé alors ses positions initiales et prône la naturalisation de préférence au rapatriement. Devenu lui-même citoyen d'appartenance américaine en 1882 mais toujours de référence canadienne-française, il déclenche ainsi le mouvement d'américanisation qui mène à l'enracinement d'une collectivité d'expression française en Nouvelle-Angleterre.

NEDERLAND GROVES : voir JEFFERSON COUNTY

NÉGUAC. Village du Nouveau-Brunswick, situé sur la rive nord de la baie de Miramichi, à 37 km au sud-ouest de Tracadie. Population totale : 1 755. Les premiers colons de Néguaac sont des Acadiens venus de Nouvelle-Écosse à la suite du traité d'Utrecht en 1713. La communauté se développe surtout au milieu du XIX^e siècle avec la construction d'une église en 1852, d'une école en 1853 et l'implantation d'une conserverie de saumon en 1848. Population francophone : 1 585.

NEVERS, EDMOND BOISVERT DE. Essayiste (Baie-de-Febvre, Québec, 12 février 1862 — Cen-



Edmond de Nevers

tral Falls, Rhode Island, 15 avril 1906). Avocat, Edmond Boisvert dit de Nevers ne pratique le droit que quelques années. Il séjourne ensuite en Europe pendant neuf ans. Revenu en Amérique, il s'installe à Québec, puis à Central Falls. Il publie deux ouvrages majeurs, fruits de ses voyages et de sa réflexion : *L'Avenir du peuple canadien-français*, (1896) et *L'Âme américaine* (1900). Il entrevoit un nouvel ordre des choses en Amérique du Nord, dans lequel les francophones occupent une place de choix.

NEVERS, LORENZO DE. Peintre et portraitiste (Saint-Elphège, Québec, 13 juin 1877 — Woonsocket, Rhode Island, 29 mars 1967). Fils de cultivateur et frère du précédent, il fait ses études primaires à Drummondville, Québec. En 1898, sa famille s'établit à Central Falls (Rhode Island) et le jeune artiste s'installe à Paris et il étudie à l'Académie Julian et à l'École des beaux-arts. C'est durant son séjour de 15 ans dans la capitale française qu'il se classe neuvième sur 400 candidats au Grand Prix de Rome. Rentré aux États-Unis en 1914, il produit plus de deux mille toiles vendues aux États-Unies et au Canada, dont une Résignation de Jésus, offerte à Pie XII. L'Union* Saint-Jean-Baptiste d'Amérique possède plusieurs de ses œuvres.

NEW BEDFORD. Ville côtière du sud-est du Massachusetts à l'embouchure de la rivière Acushnet. Population totale : 101 527 habitants. Dès 1860, un nombre important d'ouvriers francophones affluent dans les filatures de la ville. En 1872, la ville établit sa première paroisse francophone. En 1902, la Ligue des patriotes est formée à New Bedford. Le journaliste J.B. Archambeault fonde le quotidien *L'Écho** en 1909. L'année suivante, un autre quotidien de langue française, *Le Journal*, est mis en circulation. Puis, en 1927, J-Arthur Desaulniers fonde l'hebdomadaire *Le Messager*. New Bedford possède aujourd'hui un port très actif. Population francophone : 14 260.

NEW HAMPSHIRE : voir NOUVELLE-ANGLETERRE

NEW HAVEN. Ville du Connecticut située dans le détroit de Long Island, à 100 km au nord-est de New York. Population : 744 947 habitants. La première paroisse, Saint-Louis, est fondée en

1889. Elle regroupe environ 1 000 paroissiens, chiffre qui ne varie pratiquement pas jusqu'en 1921. New Haven est l'hôte de la quatrième Convention* nationale d'État en 1899. Population francophone : 22 788 habitants.

NEW IBERIA. Ville de Louisiane et chef-lieu de la paroisse d'Ibérie située à 200 km à l'ouest de la Nouvelle-Orléans. Population totale : 30 147 habitants. Fondée au milieu du XVIII^e siècle par des nobles français, New Iberia subit fortement l'influence espagnole vers la fin du siècle. Les francophones résistent cependant à l'assimilation et plusieurs hispanophones se franciseront plus tard après le retrait de l'Espagne. La communauté française fonde une paroisse, un couvent et une école. Les habitants vivent surtout de la culture du riz et de la canne à sucre, à laquelle s'ajoutent plus tard le forage de puits et l'extraction du pétrole. Plusieurs membres de l'élite francophone de la Louisiane sont originaires de New Iberia. Population francophone : 12 829.

NEW LISKEARD. Village de l'Ontario situé au nord-ouest du lac Témiscamingue, à 155 km au nord de North Bay. Population totale : 5 557. Au début du XX^e siècle, les francophones y sont attirés par les terres argileuses et fertiles, ainsi que par le micro-climat modéré qui caractérise la région. En 1915, ils fondent la paroisse du Sacré-Cœur. La vie française y est animée par un conseil régional de l'Association* canadienne-française de l'Ontario et, au cours des années 1970, par un hebdomadaire, *Regard régional*. Population francophone : 2 015.

NEW RICHMOND : voir BÂTON-ROUGE

NEW WESTMINSTER : voir VANCOUVER

NEW YORK. Métropole des États-Unis située sur la côte atlantique. Population totale : 7 894 798 habitants. Les premiers immigrants sont des Huguenots qui quittent la France et fondent la colonie de Haarlem au début du XVII^e siècle. Les Canadiens français s'y établissent surtout à partir du XIX^e siècle. La première paroisse de langue française, Saint-Jean-Baptiste-des-Canadiens est fondée en 1882. Le quartier de Yorkville est surnommé le Petit Canada du fait de son importante population québécoise. Celui de Chelsea est également habité par des immigrants français. Les Canadiens de New York pu-

blient des journaux dont le premier, *Le Public Canadien*, paraît en 1867. Quelques années plus tard, d'autres journaux francophones sont créés, comme *Le Cosmorama* en 1873, *Le Canadien des États-Unis* en 1884, *La Feuille d'Érable* en 1887. Population francophone : 37 955.

NEW YORK, ÉTAT DE : voir NOUVELLE-ANGLETERRE

NIAGARA FALLS. Ville de l'Ontario située à 80 kilomètres au sud-est de Hamilton. Population totale : 70 960 habitants. Un des premiers Européens à voir et à décrire les superbes chutes dont la ville porte le nom est le père Hennepin*, en 1678. La description qu'il publie fait connaître cette merveille de la nature partout en Europe. Durant plusieurs décennies, des voyageurs français y passent, mais la ville est colonisée par les Loyalistes et les Canadiens français ne s'y installeront qu'après la seconde guerre mondiale. Ils fondent, en 1956, la paroisse Saint-Antoine. Au début des années 1980, un hebdomadaire, *L'Écluse du Niagara*, dont les bureaux se trouvent à Welland* sert de lien de communication. Le Collège Niagara offre des cours en français. Population francophone : 2 015.

NICHES : voir JEFFERSON COUNTY

NICOLET, JEAN. Explorateur (Cherbourg, France, 1598 — Québec (Sillery), 27 octobre 1642). Arrivé en Nouvelle-France en 1618, il devient interprète et agent de liaison entre les Français et les Amérindiens. Champlain l'envoie tout d'abord chez les Algonquins dans l'île aux Allumettes puis chez les Népissingues (1620-1629). Lors de la prise de Québec par les Anglais, il se réfugie en Huronie où il tente d'intercepter le commerce entre les Anglais et leurs alliés amérindiens. En 1634, il entreprend un voyage d'exploration et de pacification chez les Winnebagoes (aussi connus sous les noms de Ounipigons, Puants ou Gens de la Mer) vivant au fond de la baie des Puants (Green Bay), le long des rives du lac Michigan. Il est le premier à explorer le Nord-Ouest américain. En 1635, il s'établit à Trois-Rivières, dont il est l'un des premiers habitants, et se met au service de la Compagnie des cent-associés. Un comté, une ville, une rivière et un lac portent son nom.

NOËL, JOSEPH CAMILIEN. Juge de district (Lotbinière, Québec, 1864 — Montréal, 16 mars 1920). Diplômé de l'Université* Laval, il est admis au barreau en 1885. Il pratique par la suite à Inverness (Québec), à Dawson (Yukon) et à Edmonton* (Alberta). En 1896, il est nommé bâtonnier du district d'Athabasca. En 1907, il accède au rang de juge du district de Wetaskiwin et, deux ans plus tard, du district d'Athabasca. De 1916 à sa mort en 1920, il est juge à la Cour suprême de l'Alberta. Dans l'immense territoire du district d'Athabasca, le juge Noël s'est acquis la réputation d'un homme simple, sensible et impartial mais également expéditif et, à la façon des juges du Far-West américain, peu soucieux de la jurisprudence et du protocole judiciaire.

NOEL, WILLIAM PHILIP. Homme politique (Providence, Rhode Island, 6 juin 1931 —). Après des études en économie, il obtient sa licence en droit à l'Université Georgetown de Washington puis établit sa pratique à Warwick (Rhode Island). Il commence sa carrière politique comme conseiller municipal (1960-1966) puis maire (1967-1972) de Warwick. D'allégeance démocrate, il est élu gouverneur de l'État en 1973 mais ne réussit pas à obtenir un second mandat. En 1977, il retourne à la pratique du droit à Warwick. Durant son mandat comme gouverneur, il siège à plusieurs conseils, dont l'exécutif de la Conférence nationale des gouverneurs d'État et le Comité consultatif sur les relations intergouvernementales.

NOËLVILLE. Village de l'Ontario situé à 80 km au sud-est de Sudbury. Population totale : 1 545 habitants. D'abord nommé Cosby, il reçoit son nom actuel en 1911 d'après Noël Desmarais, premier marchand du village et grand-père de Paul Desmarais*. L'économie du village repose sur les ressources forestières et les terres arables exploitées par plusieurs fermes laitières. Noëlville se situe au centre d'une région majoritairement francophone regroupant des villages comme Alban, Monnetville et Lavigne, disséminés le long de l'historique rivière* des Français. Population francophone : 1 130.

NOLIN, LOUIS-ALPHONSE. Prêtre, professeur et écrivain (Saint-Jean-d'Iberville, Québec, 25 août 1849 -- Lowell, Massachusetts, 16 septembre 1936). Ordonné prêtre oblat, il est

d'abord professeur à l'Université d'Ottawa (1874-1892). Il devient ensuite prêtre-missionnaire aux États-Unis, dans les États de New York et du Wisconsin. Durant ses deux séjours prolongés à Lowell* (1893-1904 et 1912-1936), il collabore à la rédaction des journaux *L'Étoile** et *Le Clairon*. Il publie quelques ouvrages littéraires, dont un recueil de poèmes intitulé *Vers les cimes* (1924).

NORD, LE. Hebdomadaire fondé en 1976 à Hearst, grâce à l'investissement de 320 coopérants locaux. Organe d'informations locales et régionales d'expression française, il vise plus particulièrement à sensibiliser la population aux événements et aux données socio-économiques et culturelles qui influencent la vie dans le nord de la province. Tiré à près de 5 000 exemplaires, il est surtout distribué dans les régions de Hearst* et de Kapuskasing*.

NORMANDIN, RODRIGUE. Écrivain, professeur et administrateur (West Shefford, Québec, 6 octobre 1906 — Ottawa, 1^{er} juillet 1977). Licencié en théologie puis docteur en philosophie, il est ordonné prêtre oblat à Rome en 1933. Il entreprend en 1935 une carrière d'enseignement en philosophie à l'Université* d'Ottawa. De 1936 à 1939, il assume la direction de l'Institut de philosophie. De 1947 à 1952, il est modérateur des étudiants et, de 1952 à 1958, recteur de l'Université d'Ottawa. Durant cette période, il procède à l'ouverture de l'édifice de la Faculté de médecine et à la construction de la Faculté des arts. De plus, il fonde la Faculté de droit civil (1953) et de droit coutumier (1957), l'École des sciences domestiques (1956), l'Institut de pastorale (1957) et le Cercle universitaire. Il reçoit plusieurs distinctions, dont l'Ordre du mérite scolaire franco-ontarien (1957), le Citizenship Award de la communauté juive, B'nai B'rith, en tant qu'homme le plus éminent de la capitale (1955). Supérieur du Séminaire universitaire Saint-Paul (1960-66), il est ensuite secrétaire général de la même université (1968-74) et membre du Comité exécutif du Bureau des gouverneurs de l'Université d'Ottawa (1969-1977). Il se retire à la résidence Roy à Ottawa, dont il est le supérieur de 1973 à 1977. Le père Normandin est aussi l'auteur de volumes et de brochures à caractère religieux, dont *Bienheu-*

reux ceux qui croient (1944) et *Une grande oubliée : l'Espérance* (1948).

NORTH BATTLEFORD. Ville de la Saskatchewan, située à 135 km au nord-ouest de Saskatoon, au confluent des rivières Saskatchewan et Battle. Population totale : 14 030 habitants. La construction du chemin de fer du Canadian Northern de 1903 à 1906 y amène les premiers francophones de l'est venus exploiter la terre. Ils fondent en 1926, la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes. Population francophone : 575.

NORTH BAY. Ville de l'Ontario sise sur la rive nord du lac Nipissing, à 360 km au nord de Toronto. Population totale : 51 268 habitants. Les pionniers, attirés par la construction de la voie ferrée du Canadien Pacifique en 1882, sont des cultivateurs et des bûcherons, originaires, entre autres, des comtés unis de Prescott et Russell. La crise scolaire qui éclate en 1970 pour l'obtention d'une école française autonome témoigne des difficultés de la population française à faire reconnaître ses droits. Aujourd'hui, le centre des Compagnons des francs-loisirs anime la vie culturelle française de la municipalité. Population francophone : 8 550.

NORTH DUNFRIES : voir CAMBRIDGE

NOTRE-DAME-DE-L'ASSOMPTION : voir TRANSCONA

NOTRE-DAME-DE-LORETTE : voir LORETTE

NOTRE-DAME-DE-LOURDES. Village du Manitoba situé à 136 km au sud-ouest de Winnipeg. Population totale : 627 habitants. Les premiers Canadiens-français s'y établissent entre 1881 et 1891 suivis d'un contingent d'Européens (Français et Suisses) en 1891. Dom Paul Benoît*, promoteur de cette initiative de colonisation, choisit le nom de Notre-Dame-de-Lourdes en l'honneur du lieu de pèlerinage français. Les habitants de cette localité font l'élevage des animaux de boucherie, produisent du lait et du miel et cultivent du blé. Population francophone : 525.

NOUVEAU-BRUNSWICK : voir ACADIE

NOUVELLE-ANGLETERRE et NEW YORK. La Nouvelle-Angleterre comprend les États du Maine, du New Hampshire, du Vermont, du

Massachusetts, du Rhode Island et du Connecticut. Des Européens s'y installent dès le début du XVII^e siècle. Sa population dépasse bientôt celle de la Nouvelle-France et de la Nouvelle-Hollande (actuel état de New York). Ceux qu'on appelle déjà les Yankees et que les Canadiens appellent pour leur part les « Bastonnais » se révèlent des ennemis irréductibles pour la Nouvelle-France, qui sera défaite en 1763 par la Grande-Bretagne assistée par les Américains. Au début du XIX^e siècle s'ouvre une ère de prospérité pour la Nouvelle-Angleterre. Des capitaux importants, des chutes d'eau nombreuses, une main d'œuvre qui ne manque jamais et l'esprit d'entreprise et d'innovation constituent autant d'atouts pour la région. Une abondante immigration des Îles britanniques puis du Québec fournit les bras nécessaires à l'industrie du textile et de la chaussure. En 1860, les moulins de la Nouvelle-Angleterre produisent les deux tiers du coton filé des États-Unis. Les manufactures de coton et de laine ainsi que les papeteries sont dispersées mais d'autres industries tendent à se régionaliser. C'est ainsi que la ville de Lynn se spécialise dans la chaussure alors que New Haven se fait connaître par ses fabriques d'armes. Après la première guerre mondiale, l'industrie textile connaît une chute catastrophique au profit des États du Sud tandis que l'industrie de la chaussure se déplace vers le Midwest. La situation économique s'aggrave durant la Crise des années trente. Le taux des licenciements est alors en Nouvelle-Angleterre huit fois supérieur à celui de la moyenne du pays. Après la seconde guerre mondiale, l'économie de la région connaît un nouveau souffle grâce au développement de l'électronique. En raison de l'excellence de ses institutions d'enseignement et de la concentration des marchés financiers et boursiers, la Nouvelle-Angleterre continue d'exercer aux États-Unis un rôle hors de proportion avec la taille relativement modeste des États qui la composent. Les habitants de la Nouvelle-Angleterre issus de l'immigration québécoise ou acadienne se désignent eux-mêmes sous le nom de Franco-Américains depuis le début du XX^e siècle. Ils se distinguent ainsi des Américains venus aux États-Unis directement de France du XVII^e siècle à nos jours et des Américains d'origine canadienne-française ou acadienne d'autres régions des États-Unis, comme les Cajuns* de Louisiane. Des Acadiens et des Cana-

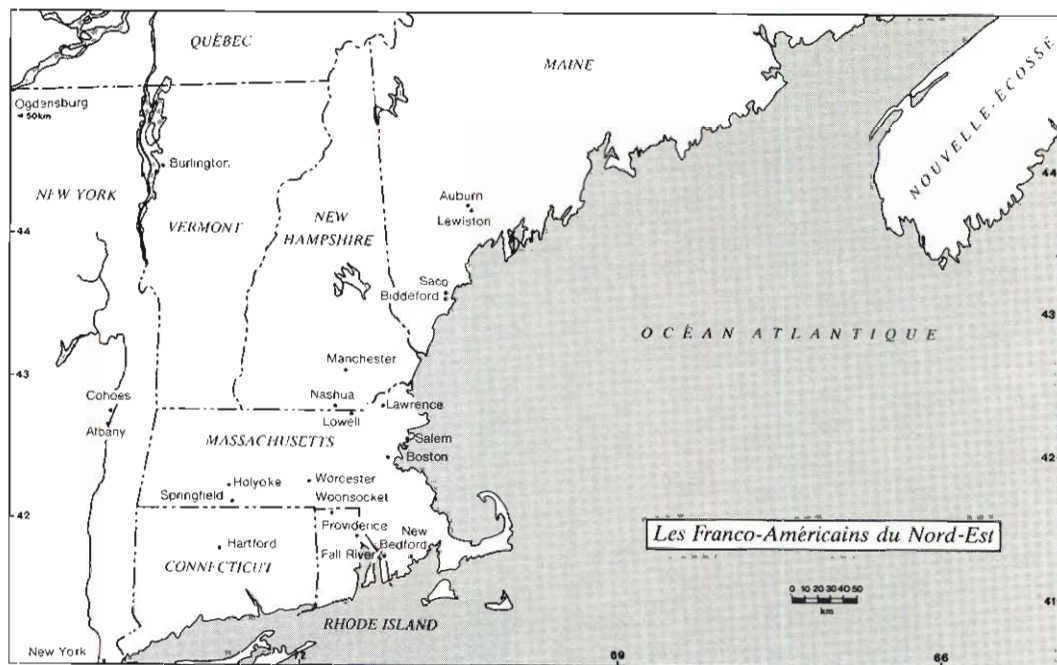
diens français de la vallée du Saint-Laurent s'infiltrèrent en Nouvelle-Angleterre par la vallée de la rivière Saint-Jean et l'axe Richelieu-Lac Champlain après 1763. La quête de terre pousse d'autres colons de la vallée du Saint-Laurent à s'installer au Vermont, dans l'état de New York et dans le Maine dans les années 1830. Les événements de 1837-1838 amènent des patriotes à se réfugier en Nouvelle-Angleterre ; ainsi Ludger Duvernay*, qui fonde le premier journal franco-américain à Burlington, Vermont, en 1839. La crise agricole, le déclin du grand commerce du bois et la surpopulation pousse en grand nombre les Canadiens français vers les États-Unis après 1840. C'est avant tout en Nouvelle-Angleterre et dans l'état de New York que se dirigent ces migrants. Migration saisonnière puis immigration permanente, ces mouvements de population amènent une main d'œuvre abondante et docile aux manufactures de coton et aux briqueteries de la Nouvelle-Angleterre. La prospérité au Canada dans les années 1850 et la Guerre civile américaine entraînent un ralentissement de l'immigration. Cependant on estime à plus de 20 000 hommes le nombre des Canadiens français qui, comme Calixa Lavallée*, auraient servi dans les armées du Nord. Après 1865, l'immigration de Canadiens aux États-Unis monte en flèche. Elle sextuple de 1865 à 1869 pour dépasser les 100 000 personnes, puis atteint près d'un demi-million de personnes de 1880 et 1884. La majorité de ces immigrants sont des Canadiens français passés en Nouvelle-Angleterre. On estime à près d'un million le nombre des Canadiens français passés du Québec aux États-Unis entre 1865 et 1929, année où la frontière américaine se ferme. Les autorités politiques et religieuses du Québec s'émeuvent de cette perte et des plans de rapatriement sont mis sur pied, qui échouent les uns après les autres. Le clergé finit par suivre les immigrants et les aide à reconstituer en pays Yankee des Petits* Canadas francophones et catholiques avec paroisses et écoles sur le modèle québécois. Cette immigration est essentiellement dictée par des raisons économiques. Les Canadiens français fuient la misère et vont chercher un travail assuré dans les usines de la Nouvelle-Angleterre alors en pleine activité. Ils remplacent la main d'œuvre rurale Yankee et celles des Irlandais de la première heure. En 1900, par exemple, les Canadiens français constituent 30 % de

la main d'œuvre du textile au Massachusetts et plus de 60 % dans le Maine et le New Hampshire. Profondément catholique et généralement conservatrice et sous-scolarisée, la population canadienne-française est perçue par les Irlandais comme des rivaux religieux et économiques. Ces derniers les accusent d'être des scabs puisqu'ils occupent souvent les emplois d'Irlandais en grève. Vers 1900, les grandes concentrations de Franco-Américains sont fixées en Nouvelle-Angleterre à peu près comme on les trouve encore de nos jours. Les Franco-Américains se retrouvent dans de petites villes ou dans les centres urbains moyens, le long des rivières qui fournissent de l'énergie à l'industrie du textile. Des villes ou des conurbations urbaines comme Woonsocket et Central Falls (Rhode Island), Biddeford-Saco et Lewiston-Auburn* (Maine), Fall* River, Holyoke* et Lowell*, (Massachusetts), Manchester* et Nashua* (New Hampshire) sont peuplées du quart aux trois cinquièmes de Franco-Américains. Les Franco-Américains sont également nombreux quoique dispersés dans des villages ruraux et des petits villes de l'ouest du Vermont et du nord-est de l'État de New York (Cohoes*). Enfin, on trouve un ancien peuplement de Franco-Américains venus du Québec et de l'Acadie, dans le nord du Maine soit dans la vallée supérieure de la rivière Saint-Jean (Madawaska*, Fort Kent*). En 1900, on compte cent paroisses catholiques franco-américaines. Les Canadiens français et les Acadiens passés en Nouvelle-Angleterre s'identifient assez rapidement à leur nouvelle patrie. Dès la fin du XIX^e siècle ils se proclament fiers d'être Américains et sans idée de retour dans leur pays d'origine bien qu'ils continuent longtemps d'entretenir des liens avec les Québécois qu'ils visitent occasionnellement. En même temps, ils maintiennent leur attachement au catholicisme et au français comme langue d'usage grâce à un réseau serré de paroisses, d'écoles paroissiales et d'innombrables sociétés patriotiques, comme l'Union* Saint-Jean-Baptiste d'Amérique et l'Association* canado-américaine. Le tarissement de l'immigration venant du Canada après 1929 et les bouleversements du genre de vie consécutifs à la seconde guerre mondiale entraînent des modifications profondes chez les Franco-Américains. Les paroisses « nationales » deviennent de plus en plus des paroisses bilingues sinon anglophones. Les écoles paroissiales dispa-

raissent les unes après les autres. Les nouvelles générations exposées à la télévision passent à l'anglais comme langue d'usage même à la maison. La mobilité géographique contribue aussi à détruire le tissu social franco-américain traditionnel. Au recensement de 1970, 1 200 000 citoyens de la Nouvelle-Angleterre et de l'État de New York se définissent de langue maternelle française. Une bonne moitié d'entre eux parlent encore français. Dans les années 1970, la vogue des « racines » saisit les Franco-Américains : ils proclament plus volontiers leurs origines canadiennes-françaises et ils affichent leur fierté d'être Franco-Américains, même s'ils ne parlent plus le français. Toute une génération d'intellectuels, professeurs et écrivains, soutient ce mouvement populaire (Institut* français, FAROG-Forum*).



Le monument du Sacré-Cœur, Fall River, Massachusetts



NOUVELLE-ÉCOSSE : voir ACADIE

NOUVEL-ONTARIO, LE. Hebdomadaire publié par l'Imprimerie régionale de Sturgeon Falls (Ontario) de 1924 à 1931. En 1931, le lieu de publication du journal est transféré à Sudbury où Nickel City Press se charge de son impression. La publication de l'hebdomadaire cesse en 1935.

NOUVELLE-ORLÉANS. Ville de la Louisiane située sur la rive nord du golfe du Mexique. Population totale : 593 471 (ville), 1 045 805 (région métropolitaine). Nommée en l'honneur du Régent de France, le duc d'Orléans, la ville est fondée par Jean-Baptiste Le* Moynes, Sieur de Bienville, en 1718. Elle est habitée dès sa fondation par des Français, qui reproduisent en Amérique un mode de vie aristocratique dont la prospérité repose sur l'esclavage. Ils entretiennent longtemps des rapports étroits avec la France. Mais peu à peu, le pouvoir politique, économique et démographique de la population française et créole de la Nouvelle-Orléans décline avec le déclenchement de la Guerre civile américaine. Une proportion importante de Créoles a néanmoins résisté à l'anglicisation et certains d'entre eux continuent de parler le français. L'existence d'un quartier français et les festivités du Mardi* gras (le plus important en Louisiane) témoignent du passé et de la perpétuation de la culture française. Population francophone : 42 796.

NOYON, JACQUES DE. Explorateur, traiteur et coureur des bois (Trois-Rivières, Québec, 12 février 1668 – Boucherville, *ibid.*, 15 mai 1745). Explorateur dans l'Ouest canadien, il se rend en 1688 au lac Supérieur. De là, il part explorer la rivière Kamin'stiquia et découvre le lac des Bois (Lake of the Woods), le lac à la Pluie (Rainy Lake) et la rivière à la Pluie (Rainy River). Le récit de ce voyage est envoyé, en 1716, au ministère français de la Marine par Vaudreuil et Bégon. Coureur des bois, il fait du trafic de fourrures à Albany et à Boston. Il habite de 1704 à 1710 à Deerfield (Massachusetts), puis retourne au Canada, à Boucherville.

NUIT SUR L'ÉTANG, LA. Manifestation culturelle annuelle franco-ontarienne, qui a lieu à Sudbury* depuis 1973. Créée par des étudiants de l'Université* Laurentienne, elle sert de tribune aux artistes, amateurs ou professionnels. Ce spectacle de variétés renforcé d'expositions d'arts, d'artisanat et de photographie et de lancements de livres dure toute une nuit. Il met en scène des comédiens, des poètes, des musiciens et des chansonniers. Attirant des francophones de tous les coins de l'Ontario et d'ailleurs, il est depuis ses débuts retransmis sur les ondes de Radio-Canada. Deux prix y sont décernés chaque année, le prix du Nouvel-Ontario pour les arts et les lettres et la bourse Bertrand pour la création



Maison du vieux carré de la Nouvelle-Orléans

de la meilleure chanson. Principal lieu d'expression des artistes franco-ontariens, la Nuit non seulement présente des vedettes connues mais sert aussi de véhicule de promotion pour la relève.

exploitation forestière et de la construction navale. Au milieu du XX^e siècle, l'établissement d'une usine d'assemblage d'automobiles de la compagnie Ford attire plusieurs travailleurs, dont de nombreux francophones. Population francophone : 1 420.

O

OAK ISLAND SETTLEMENT : voir ÎLE-DES-CHÊNES

OAKVILLE. Ville de l'Ontario située à mi-chemin entre Toronto et Hamilton sur la rive nord du lac Ontario. Population totale : 75 773 habitants. Au XIX^e siècle, on y faisait de l'ex-

OBLATS DE MARIE-IMMACULÉE. Congrégation fondée à Aix-en-Provence (France) en 1816, par M^{gr} de Mazenod. Elle se compose de pères et de frères convers qui se consacrent à l'évangélisation des pauvres et des Amérindiens, ainsi qu'à l'enseignement et à la pastorale. Les premiers Oblats arrivent au Canada en 1841, à la demande de M^{gr} Bourget*, évêque de Montréal. Ils s'installent à Bytown* (aujourd'hui Ottawa) dès 1844 et y fondent notamment le Collège Saint-Joseph (1848), qui est aujourd'hui l'Université* d'Ottawa, ainsi que l'Université* Saint-Paul,

le journal *Le Droit** (1913), le poste de radio CKCH (1940) et les publications Novalis. En 1845, à l'appel de M^{sr} Provencher*, archevêque de Saint-Boniface, ils entreprennent l'évangélisation des peuplades amérindiennes du Nord-Ouest canadien. Entre 1852 et 1860, il s'installent sur l'île de Vancouver* (Colombie-Britannique) ainsi qu'à Terre-Ferme. On les retrouve également à Saint-Boniface*(Manitoba ; 1905), Winnipeg* (1904), à Gravelbourg* où ils fondent le Collège* Mathieu (1917,) ainsi qu'à Régina* (Saskatchewan) et jusqu'au Yukon*. De plus, les Oblats contribuent à la fondation, dans l'Ouest canadien, de deux journaux francophones : *La Survivance** et *Le Patriote*. Par ailleurs, aux États-Unis, ils s'établissent en 1850 dans le diocèse de Chicago* (Illinois). L'année suivante, ils sont à Buffalo (New York), à Plattsburg (1853), Lowell* et New Westminster, ainsi qu'au Texas dès 1849.

OBLATES MISSIONNAIRES DE MARIE-IMMACULÉE. Institut séculier fondé en 1952 par le père oblat Louis-Marie Parent. L'association est formée de religieuses œuvrant dans les écoles, les hôpitaux et les dispensaires ou dans les presbytères et les bureaux de paroisses. C'est M^{sr} Henri Routhier, évêque oblat en Alberta, qui en a l'idée, mais c'est à Edmundston (Nouveau-Brunswick) qu'est formé le premier groupe d'oblats. L'institut connaît vite un grand succès. Après trois ans d'existence, il compte 300 membres à travers le Canada et les États-Unis. À partir de 1954, l'institut devient missionnaire en Amérique latine, en Extrême-Orient et en Afrique. Il accueille aussi dans ses rangs des membres des pays où elle œuvre. Depuis 1960, le siège de l'institut est à Notre-Dame-de-la-Salette dans la banlieue de Trois-Rivières. En 1987, on compte quelque 650 oblats disséminées dans une vingtaine de pays. En 1958 a été créée une réplique masculine des oblats, l'institut séculier *Voluntas Dei* qui regroupe prêtres, laïcs célibataires et couples. Il existe aussi un groupe agrégé aux Oblates : les Volontaires de Dieu.

OBSERVATEUR DU NOUVEL-ONTARIO, L'. Hebdomadaire français, *L'Observateur du Nouvel-Ontario* paraît pour la première fois à Timmins* le 25 octobre 1951, à une époque où la presse française est peu présente et organisée dans cette

région du nord-est de l'Ontario. Dès le début, ce journal, d'intérêt local, prend parti pour la « survivance » de la langue française dans le Nord ontarien. Il défend cette position jusqu'à sa disparition après dix ans d'activité.

OFFICE DE LA TÉLÉCOMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO (OTEO). Société autonome de la couronne créée en 1970 dans le but de fournir à la population de l'Ontario une gamme aussi étendue que possible de services éducatifs et culturels par le biais des médias électroniques et connexes. L'OTEO est doté d'un service de radio-télédiffusion appelé TV Ontario qui conçoit, produit et achète des émissions d'information et de divertissement pour tous les âges et tous les milieux. Financé principalement par des fonds publics, l'Office tire également des revenus de la vente de ses émissions à d'autres provinces canadiennes, de même qu'aux États-Unis et à certains pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique, ce qui le classe au premier rang des producteurs et distributeurs d'émissions éducatives. Il publie également divers documents d'accompagnement à ses émissions, guides pédagogiques ou ouvrages de références, pour aider l'enseignant ou le téléspectateur à en tirer le meilleur parti possible. Reconnue à travers le monde, TV Ontario a remporté depuis 1970 pas moins de 140 distinctions décernées lors de festivals internationaux du film et de la télévision. Depuis sa fondation, l'Office diffuse des émissions en français un jour par semaine. À compter de 1987, une programmation complète en français est diffusée sur une chaîne parallèle, la Chaîne française de TV Ontario.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES. Chargé de la coordination des services en français au gouvernement de l'Ontario, l'organisme est créé en juin 1985 et remplace le Bureau du coordonnateur des services en français établi depuis 1977. Sa mise en place équivaut à une reconnaissance de fait (à défaut d'une reconnaissance officielle) du français en Ontario et correspond à une volonté politique d'étendre les services en français à tous les secteurs et dans tous les endroits où ils sont jugés nécessaires.

OFFICE NATIONAL DU FILM. Organisme de production et de distribution cinématographique mis sur pied en 1939. Il domine l'activité cinématographique canadienne pendant les deux premiè-

res décennies de son existence, mais les franco-phones en sont remarquablement absents jusqu'en 1956, année où il s'établit à Montréal et commence à parrainer les réalisations de toute une génération de cinéastes québécois. En 1964, l'Office est scindé en deux secteurs distincts de production selon la langue. Dix ans plus tard, il met sur pied un programme de régionalisation. Pour la production française, cela signifie trois studios de plus, respectivement en Acadie, en Ontario et dans l'Ouest. Par cette régionalisation, on cherche à former des cinéastes, repérer des créateurs locaux et mettre à leur disposition des moyens de production. Le programme de régionalisation de l'ONF a tout de même permis la réalisation de 15 films en Ontario, 16 en Acadie et 16 dans l'Ouest. Il demeure pratiquement le seul véhicule d'expression des cinéastes francophones hors Québec.

OGDENSBURG. Ville de l'État de New York située sur la rive américaine du Saint-Laurent, à 175 km au sud-ouest de Montréal. Population totale : 14 543 habitants. Ogdensburg est construit sur le site de l'ancien fort La Présentation fondé par le missionnaire jésuite François Piquet en 1749. Occupé par les Britanniques de 1760 à 1796, le fort est ensuite acheté par le colonel Ogden qui entreprend de coloniser l'endroit. Le fort sert de base à l'aide américaine aux rebelles canadiens en 1837-1838. Plusieurs francophones s'y installent vers le milieu du XIX^e siècle. En 1890, ils y ont leur journal, *Le Courrier*. La Société* Saint-Jean-Baptiste (1873) et l'Union* Saint-Jean-Baptiste y ont animé la vie française. La présence francophone est aujourd'hui minime.

OLIVIER, JULIEN. Professeur (Manchester, New Hampshire, 8 novembre 1940—). Enseignant au niveau secondaire pendant plusieurs années, il se spécialise en pédagogie puis devient directeur de publications sur le français et le créole dans un centre de recherche du New Hampshire (1975-1982). Chroniqueur de français dans le *New Hampshire Senior Times* et l'*Union Leader* depuis 1975, Olivier est aussi, à partir de 1984, directeur du journal *Le Canado-américain**, publication trimestrielle de l'Association du même nom. Écrivain et spécialiste des traditions et du folklore franco-américains, il publie de nombreux livres (romans,

poèmes, essais, etc.), dont *D'la boucane* (1979), *Souches et racines* (1981), *Prendre le large* (1981), *Les Francos de la Nouvelle-Angleterre* (1981).

ONAPING FALLS. Ville de l'Ontario située à environ 45 km au nord de Sudbury. Elle regroupe depuis 1970 les anciennes municipalités de Levack, Dowling et Onaping. Population totale : 6 198 habitants. C'est avec l'ouverture de la mine de Levack (située à l'extrémité nord du triangle du nickel) durant les années trente que les francophones arrivent dans la région. Population francophone : 1 305.

ONTARIO. L'Ontario compte parmi les tout premiers territoires nord-américains explorés par la France au début du XVIII^e siècle. En effet, dès 1610, un jeune éclaireur du nom d'Étienne Brûlé atteint la baie Georgienne au sud du lac Huron. Quelques années plus tard, Champlain lui-même prend la route de l'Outaouais. Par la suite, de nombreux autres explorateurs, trappeurs ou traiteurs, missionnaires et militaires sillonnent pour leurs propres intérêts ou au nom de la France et de l'expansion du catholicisme, les terres d'outre-Outaouais. Pourtant lorsque la France se retire de l'Amérique du Nord, en 1760, elle ne laisse qu'un seul établissement stable et permanent autour des Grands Lacs : le fort Détroit – dont le passage en territoire américain mettra un certain nombre d'années à se régler – en face duquel a commencé à se développer depuis peu, sur le site actuel de la ville de Windsor, le petit établissement de la Pointe-de-Montréal. Mais la France laisse aussi des centaines de voyageurs et autres travailleurs itinérants qui continuent de parcourir l'Ontario en tous sens et de s'y arrêter dans leur marche vers les nouveaux territoires à fourrures des Pays-d'en-Haut et du Midwest. Tout au long du XIX^e siècle, des milliers de Canadiens français viennent régulièrement travailler dans les forêts de l'Ontario – dans les nombreux chantiers de coupe de l'Outaouais, entre autres, et sur les cages de bois qui chaque année convergent depuis les Grands Lacs et l'Outaouais vers Montréal et Québec. Plus tard, au début du siècle suivant, on trouve également des Canadiens français parmi les prospecteurs miniers qui investissent le moyen nord ontarien. Cependant, le cas de Windsor mis à part, c'est surtout au milieu du XIX^e siècle que prennent racine en Ontario les

premières communautés canadiennes-françaises. Profitant de ce que les Loyalistes américains se sont surtout concentrés en bordure du Saint-Laurent, ils occupent progressivement les terres basses des actuels comtés de Prescott et Russell, immédiatement à l'est d'Ottawa. Après 1880 et au début du XX^e siècle, d'autres Canadiens français prennent la route du nord et, à la faveur de

l'expansion des réseaux ferroviaires et de l'industrie minière, développent la petite agriculture, établissent des villages, en un mot colonisent d'abord le Moyen Nord autour de North Bay et Sudbury, avant de s'engager plus au nord dans le Clay belt, puis sur l'axe Cochrane-Hearst. Enfin, le développement de l'industrie manufacturière et des services autour des Grands Lacs et dans la



En-têtes de journaux franco-ontariens



capitale fédérale – particulièrement après la seconde guerre mondiale – attire un bon nombre de francophones – ouvriers, techniciens, médecins, avocats – d’Acadie, du Québec, mais aussi des autres régions d’Ontario et du Canada. Cette expansion et cette affirmation croissante de la présence française en Ontario ne se sont pas faites sans heurts, ainsi qu’en témoignent les nombreux conflits latents et manifestes qui émaillent l’histoire des écoles françaises en Ontario et l’évolution des services en français dans les paroisses à forte représentation française du Sud ou encore dans les services fédéraux à Ottawa ou provinciaux à Toronto. Pensons ici à la longue affaire du Règlement 17 dans les années 1910-1920, aux débats qui ont précédé l’obtention des écoles secondaires françaises publiques au cours des années 1970 et enfin aux résistances qui se sont manifestées lors de l’adoption récente de la loi relative aux services en français dans la province. Aujourd’hui, les francophones de l’Ontario représentent la communauté française hors Québec la plus nombreuse. Des quelque 800 000 Ontariens qui se disent d’origine française, il s’en trouve plus de 475 000 dont la langue maternelle est le français.

OPELOUSAS. Ville de la Louisiane et chef-lieu de la paroisse de Saint-Landry située à 216 km

au nord-ouest de la Nouvelle-Orléans. Population totale : 20 132 habitants. Troisième plus vieux peuplement français en Louisiane après Natchitoches* et la Nouvelle-Orléans*, le site est d’abord un poste de traite en 1720. L’établissement attire rapidement des colons français auxquels se joignent les Acadiens de la Déportation* après 1759. Les Espagnols en font la capitale de la Louisiane en 1765 mais plusieurs hispanophones s’assimileront aux francophones. Les traditions et en particulier la cuisine française y sont toujours à l’honneur. La région vit de l’agriculture mixte et de l’extraction du pétrole. Population francophone : 5 929.

OPINION PUBLIQUE, L’. Journal fondé à Worcester* (Massachusetts) en 1893 par F.A. Belisle et Eugène-L. Belisle. Bi-hebdomadaire, puis quotidien à partir de 1898, il se consacre particulièrement à la défense des droits linguistiques des Canadiens français pendant ses quarante ans d’existence. Il mène aussi une lutte pour l’obtention de prêtres francophones dans les paroisses franco-américaines du Massachusetts. De tendance républicaine en politique, *L’Opinion publique* tire à 6 818 exemplaires au moment de sa disparition en 1931.

ORANGE : voir JEFFERSON COUNTY

ORDRE DES FORESTIERS D'AMÉRIQUE : voir FORESTIERS FRANCO-AMÉRICAINS, ORDRE DES

ORDRE DE BON TEMPS. Soucieux de combattre l'ennui d'un long hiver, de soutenir le moral de la petite colonie de Port-Royal* et de parer aux dangers du scorbut, Champlain crée au début de l'hiver 1606-1607 l'Ordre de bon temps. Il met en place un certain nombre de règles en vertu desquelles les invités à la table du commandant de la colonie sont tour à tour les hôtes d'un jour et, à ce titre, sont tenus de pourvoir au menu quotidien. Avec les récitals de musique et les récitations des poèmes de Lescarbot*, l'Ordre de bon temps compte parmi les toutes premières formes de loisir socio-culturels en Nouvelle-France. De nos jours, certaines associations culturelles – d'ordre folklorique ou autres – perpétuent le nom de ce premier club gastronomique.

ORDRE DE JACQUES CARTIER. Fondé dans une paroisse de Vanier* par le curé F.X. Barrette* et par Albert Ménard en 1926, cette société secrète vise à promouvoir les intérêts à la fois individuels et collectifs des Canadiens français. Également connu sous le nom de La Patente, l'organisme emprunte ses règlements aux francs-maçons en les adaptant à la culture francophone et catholique de ses membres. L'Ordre œuvre auprès des individus mais tente de noyauter les organismes publics ou privés. À son apogée, il compte 504 groupes locaux, regroupés sous l'égide de 60 conseils régionaux et dispersés à travers 1 140 municipalités du Québec, de l'Ontario, de la Nouvelle-Angleterre, du Nouveau-Brunswick et de l'Ouest canadien. Ses membres se recrutent surtout au sein des élites et, bien que leur nombre exact soit inconnu, il est estimé à environ 10 000. L'Ordre disparaît en 1965, jugeant sa mission accomplie. Compte tenu du caractère secret de l'Ordre, il est difficile de relever avec exactitude ses réalisations dans l'avancement des dossiers francophones mais il est probable qu'entre autres, l'Ordre a joué un rôle important en posant les premiers jalons en vue de la bilinguisation de la fonction publique fédérale.

ORDRE DE LA FIDÉLITÉ FRANÇAISE. Créé en 1947 par le Conseil de la vie française en Amérique, cette décoration est décernée chaque année depuis 1948 à cinq personnes au plus, qui

ont particulièrement aidé le fait français en Amérique, quelle que soit leur race ou leur religion.

ORDRE DE LA PLÉIADE. Distinction honorifique internationale créée en 1976 par l'Association* internationale des parlementaires de langue française, l'Ordre de la Pléiade entend reconnaître les mérites de personnalités qui se sont distinguées au service des idéaux de coopération et d'amitié internationales. La Pléiade, ordre de la francophonie et du dialogue des cultures, a comme insigne une étoile à sept branches, émaillee de bleu et d'or.

OREGON : voir CÔTE-DU-PACIFIQUE

OREGON TRAIL. Sentier de 3 200 km, tracé par des traiteurs puis suivi par des milliers de colons. Son point de départ est à Independence (Missouri) et son point d'arrivée se trouve à l'embouchure du fleuve Columbia sur la côte du Pacifique. Cette voie de terre est surtout empruntée entre 1830 et 1860. Au nombre des pionniers, on compte une proportion élevée de Canadiens français originaires des différents établissements francophones du Midwest* : Saint-Louis*, Saint-Charles*, Sainte-Geneviève*, Kaskaskia*. Les colons s'établissent surtout dans deux régions en Oregón : les vallées des rivières Walla-Walla et Willamette ; chacune de ces régions devient un diocèse canadien-français. Tout au long de l'Oregon Trail, de nombreux toponymes rappellent le passage de ces Canadiens français : Des Moines en Iowa, Papillion, Bellevue, Frémont et Lemoyne au Nebraska, Montpellier et Payette en Idaho, La Grande et Deschuttés en Oregón.

ORLÉANS. Localité de l'Ontario située à une douzaine de kilomètres à l'est d'Ottawa. Agglomération chevauchant deux municipalités, Gloucester et Cumberland, Orléans regroupe une population totale d'environ 60 000 habitants. Nommée d'après la ville d'Orléans, chef-lieu du département du Loiret en France, la région est colonisée par des Canadiens français au milieu du XIX^e siècle. En 1860, ils fondent la paroisse Saint-Joseph d'Orléans. Les francophones sont en majorité pendant un siècle, mais, depuis 1960, le développement de l'infrastructure domiciliaire et routière en fait une ville-dortoir d'Ottawa. L'expansion d'Orléans s'effectuant à un rythme rapide, la localité se dote progressivement d'organismes à vocations sociale et culturelle comme le



En route vers l'Oregon, vers 1860

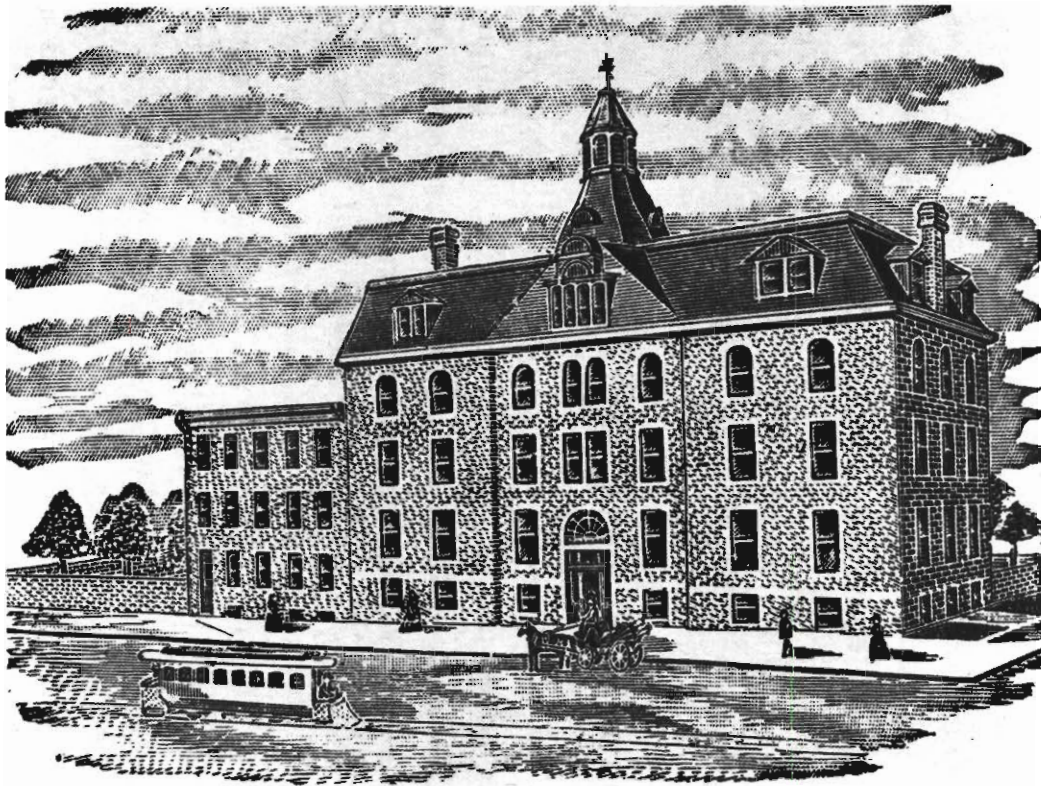
Centre culturel d'Orléans. Les francophones comptent aujourd'hui pour un peu plus de la moitié de la population.

OSHAWA. Ville de l'Ontario situé à 50 km à l'est de Toronto sur le lac Ontario. Population totale : 117 510 habitants. La colonisation du lieu remonte à 1795 et son appellation actuelle à 1842. Au milieu du XX^e siècle, Oshawa devient l'un des principaux centres de l'industrie automobile au Canada avec l'implantation d'une usine de la General Motors. D'autres industries, dont celles du verre, du cuir, des médicaments, de la laine et de divers métaux, viennent s'y ajouter. Cette activité économique intense attire une population nombreuse et, parmi elle, de nombreux francophones qui arrivent surtout depuis la seconde guerre mondiale. Une paroisse française, l'Assomption-de-Notre-Dame y est fondée en 1966. Population francophone : 2 800.

OSWEGO. Ville de l'État de New York située sur la rive sud-est du lac Ontario, à 200 km au sud de Toronto. Le fort Oswego, construit sur ce site en 1727 et agrandi en 1755 par les Anglais, est conquis par les Français en août 1756. Un contingent de Canadiens français s'y installe entre 1820 et 1840. Ceux-ci joueront un rôle impor-

tant dans la Guerre civile en se joignant à l'armée de l'Union. En 1860, le peuplement canadien-français d'Oswego était suffisamment important pour qu'on y fonde une Société* Saint-Jean-Baptiste et un couvent. Le caractère canadien-français de la ville finit par disparaître complètement au début du XX^e siècle.

OTTAWA. Capitale nationale du Canada située dans la province de l'Ontario, sur la rive droite de la rivière des Outaouais. Population totale : 717 978 habitants (région métropolitaine), 295 163 habitants (ville). La colonisation d'Ottawa remonte à la construction du canal Rideau (à la fin des années 1820), qui attire surtout des Irlandais mais également des Canadiens français venus de Hull (Québec). Après la fin de la construction, les Irlandais entrent en concurrence avec les Canadiens français pour les emplois de bûcherons, ce qui donne lieu à la guerre des Shiners entre 1837 et 1845, au cours de laquelle on découvre la grande force physique du bûcheron Jos Montferrand*. En 1857, Ottawa est désignée capitale du Canada, choix qui sera reconduit lors de la Confédération*. L'ampleur des emplois offerts par la fonction publique fédérale place bientôt l'exploitation des ressources forestières au se-



L'Académie-de-La-Salle, à Ottawa, vers 1908

cond rang. Les francophones, que l'activité gouvernementale attire, s'installent surtout dans le quartier de la Basse-Ville et progressivement dans celui de la Côte-de-Sable. Ils y établissent plusieurs institutions : parmi elles, l'Université* d'Ottawa (1848), l'Hôpital Général (1848), l'hospice Saint-Charles (1871), le journal *Le Droit** (1910) et l'Université* Saint-Paul (1965). De plus, Ottawa abrite les maisons-mères de plusieurs congrégations religieuses, dont les Oblats* de Marie-Immaculée et les Sœurs* grises de la Charité. On y trouve aussi les sièges sociaux d'organismes culturels, provinciaux et nationaux : l'Association* canadienne-française de l'Ontario, la Fédération* des francophones hors Québec, la Fédération* des femmes canadiennes-françaises, etc. La présence de ces organismes et celle de nombreux francophones confère à Ottawa le statut de capitale de la francophonie canadienne hors Québec. Population francophone de la ville : 57 005.

OTTERBURNE. Village du Manitoba situé à 30 km au sud de Winnipeg. Population totale : 152

habitants. En 1873, Martin Jérôme*, cultivateur canadien-français, prend possession d'un lot dans la région et d'autres familles francophones suivent son exemple. La création du chemin de fer Winnipeg-Saint-Paul contribue au développement du village. En 1869, les Clercs* de St-Viateur fondent un orphelinat qui devient la maison Saint-Joseph, maison d'enseignement connue plus tard sous le nom de Collège* Saint-Joseph. En 1925, Otterburne voit l'établissement de la congrégation des Petites missionnaires de Saint-Joseph. Aujourd'hui, Otterburne constitue un village essentiellement agricole. Population francophone : environ 100.

OUELLET, JEAN-PIERRE. Homme politique (Saint-Eleuthère, Québec, 21 août 1946 —). Il obtient un baccalauréat ès arts du Collège Saint-Louis d'Edmundston* en 1967 et un baccalauréat en éducation de l'Université* de Moncton deux ans plus tard. Élu député conservateur du comté de Madawaska à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick en 1974, il est réélu en 1978 et en 1982. Durant son mandat, il est ministre de la Jeunesse (1975-1978), puis de la Jeunesse, des

loisirs et des ressources culturelles (1978-1982) et finalement des Ressources culturelles et historiques (1982-1985). Il quitte la politique active en 1985.

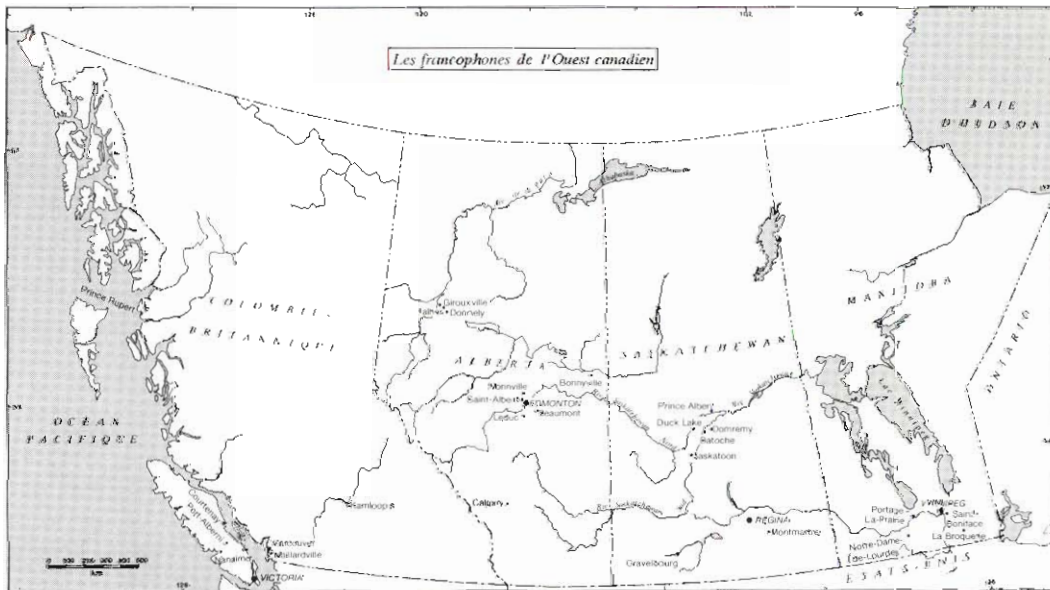
OUELLETTE, GÉRALD. Sportif (Windsor, Ontario, 14 août 1934 — Leamington, *ibid.*, 25 juin 1975). Professeur et dessinateur d'outils, il s'intéresse dès son adolescence au tir au pistolet. À l'âge de 17 ans, il remporte le championnat canadien de cette discipline dans la catégorie des juniors et cadets. Vainqueur de nombreuses compétitions internationales, Ouellette décroche la médaille d'or aux Jeux olympiques de 1956 à Melbourne (Australie) obtenant un résultat parfait de 600. Il connaît un succès analogue en 1959 en méritant les honneurs des Jeux panaméricains. Ce tireur sportif fait également partie de l'équipe olympique canadienne aux Jeux de 1968.

OUEST CANADIEN. Avant même que le sol de l'Ouest (aujourd'hui le Manitoba, le Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique) ne soit exploré et colonisé par les Européens, cette région constituait dans leur imaginaire un mirage, un lieu au bout duquel devait se trouver la mer de l'Ouest, qui faciliterait l'accès à l'Asie. L'exploration de l'Ouest par les Français (Radisson*, Des Groseilliers, La* Vérendrye), entreprise dès le milieu du XVII^e siècle, est alimentée en bonne partie par l'appât du gain dans le commerce des fourrures. C'est ainsi qu'un réseau de postes de traite et de forts est établi (jusqu'aux frontières de l'actuelle Saskatchewan) poussant toujours plus loin les frontières de la Nouvelle-France. Après la Conquête de 1760, les Canadiens français sont recrutés par la Compagnie* du Nord-Ouest et la Compagnie de la baie d'Hudson* pour travailler comme traiteurs et pour cultiver les relations avec les autochtones. Si les Canadiens français essaient dans l'Ouest depuis le XVII^e siècle, la véritable colonisation débute à la suite de l'arrivée du clergé. Des enclaves francophones sont fondées à partir du début du XIX^e siècle dans ce qui allait devenir le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta sous l'impulsion de l'abbé Provencher et de l'abbé Dumoulin, puis des Oblats* et des Sœurs* grises vers le milieu du siècle. Parallèlement, en Colombie-Britannique, les Canadiens français, (surtout des aventuriers et les coureurs des bois) qui, en

1838, constituent environ 60 % de la population d'origine européenne, jouent un rôle important dans la colonisation de cette province, rôle qui s'accroît avec l'arrivée des missionnaires vers 1840. Dans les Prairies, où se côtoient les employés blancs des compagnies de fourrures et les autochtones, les enfants issus de relations mixtes deviennent nombreux et, progressivement, ceux qu'on appelle les Métis* prennent conscience de leur différence au fur et à mesure que les Blancs s'établissent dans l'Ouest. Le mépris dont les Métis sont l'objet et les bouleversements de leur mode de vie engendrés par la colonisation amènent ces derniers à la Résistance* sous l'instigation de Louis Riel*. En 1870, Riel crée un gouvernement provisoire à la colonie de la Rivière-Rouge* et réussit à obtenir du gouvernement canadien la création du Manitoba et la reconnaissance officielle du français, dans l'Acte du Manitoba. Quinze ans plus tard, à Batoche* (Saskatchewan), Riel mène à nouveau les Métis vers la Rébellion*. Cette fois, les Métis sont vaincus et Riel lui-même est pendu. De 1870 à 1890, les Canadiens français dans l'Ouest deviennent progressivement minoritaires. En 1890, l'Assemblée législative du Manitoba, suivie plus tard de celles de la Saskatchewan et de l'Alberta, retire aux Canadiens français le droit à l'enseignement dans leur langue. Ce n'est qu'au cours des années 1960 et 1970 que l'enseignement en français est rétabli et ce n'est qu'en 1986 que la Cour suprême reconnaît le caractère officiel du français au Manitoba. Si la majorité des francophones dans l'Ouest est d'origine québécoise, ils ne le sont pas tous. Un contingent important de Franco-Américains s'y installe dans la foulée des campagnes de rapatriement de la fin du XIX^e siècle. À ceux-ci s'ajoutent plusieurs Européens qui fondent leurs propres villages (par exemple Montmartre, Bruxelles, etc.). Leur migration vers l'Ouest est le produit des campagnes entreprises par le clergé d'origine européenne. À la faveur de la croissance économique durant les années 1950 et 1960 en Colombie-Britannique, en particulier dans l'industrie forestière, et à la faveur aussi de l'essor de l'industrie pétrolière en Alberta au cours des années 1960 et 1970, de nouvelles vagues de francophones, en provenance surtout du Québec, affluent vers l'Ouest canadien. La désignation et le sentiment des Canadiens français



Quelques exemples de journaux francophones de l'Ouest



ont changé selon les époques et les collectivités. De Français à la conquête de l'Ouest au moment de l'exploration, ils sont devenus des Canadiens français de l'Ouest à la suite de la colonisation. Mais les identités provinciales ont généralement préséance. Ils se désignent alors comme Franco-

Manitobains, Fransaskois, Franco-Albertains et Franco-Colombiens. Selon le recensement de 1981, les populations francophones de l'Ouest se chiffrent à 74 050 au Manitoba, 46 915 en Saskatchewan, 111 965 en Alberta et 92 310 en Colombie-Britannique.

OUMET, MARCEL. Journaliste et administrateur (Montréal, 9 janvier 1915 — Ottawa, 5 mars 1985). Bachelier de l'Université* d'Ottawa en 1934, il étudie à l'École des Hautes Études sociales à Paris en 1936 et au Collège de la Défense nationale en 1947. D'abord membre du personnel éditorial du journal *Le Droit** de 1933 à 1937, il se joint à Radio-Canada* comme annonceur bilingue en 1939. Successivement éditorialiste, correspondant de guerre en Europe, correspondant spécial aux Nations-Unies, directeur du réseau français et assistant-directeur de la programmation, son ascension le conduit à la vice-présidence et à la direction générale de la radio-télévision française de 1959 à 1968 et à la vice-présidence de la programmation de 1968 à 1972.

P

PAIEMENT, ANDRÉ. Dramaturge, compositeur, auteur-interprète et comédien (Sturgeon Falls, Ontario, 28 juin 1950 — Sudbury, *ibid.*, 23 janvier 1978). Dès ses études secondaires au Collège du Sacré-Cœur de Sudbury (1962-1966), il s'intéresse au théâtre et à la musique. Cet intérêt se développe au cours de ses études à l'Université Laurentienne (1968-1972). Il collabore en 1970 au spectacle de la troupe universitaire, *Moé j'viens du Nord, stie*. Durant l'été 1970, il fonde avec un groupe d'amis de l'université le Théâtre



André Paiement

du Nouvel-Ontario. Leur premier spectacle, ex-création collective, s'intitule *Et le septième jour* puis, en 1971, *Pépère Parent*. Se consacrant à temps plein au théâtre, il écrit plusieurs pièces, dont *À mes fils bien-aimés* (1972), *La Vie et les temps de Médéric Boileau, Lavalléville* (1974). En 1975, il fonde le groupe musical CANO. Avec ce groupe, il enregistre deux microsillons : *Tous dans l'même bateau* (1976) et *Au nord de notre vie* (1977). Une fondation a été créée en son honneur pour promouvoir le développement du théâtre en Ontario francophone.

PAINCHAUD, ROBERT. Historien (Saint-Boniface, Manitoba, 4 décembre 1941 — Saint-Jean, Terre-Neuve, 23 juin 1978). Diplômé des universités du Manitoba, de Winnipeg et d'Ottawa, il rédige sa thèse de doctorat en histoire sur *L'Église et le mouvement des francophones dans l'Ouest canadien* (1976). Professeur d'histoire canadienne à partir de 1969 à l'Université de Winnipeg, il est actif dans le milieu francophone. Il est co-fondateur et directeur des Éditions* du blé (1974) et co-fondateur du Centre* d'études franco-canadiennes de l'Ouest (CEFCO) de l'Université du Manitoba, qui ouvrira ses portes quelques mois après sa mort accidentelle. Une des salles de ce centre est dédiée à sa mémoire. En 1978, la Société* historique de Saint-Boniface crée le prix Robert Painchaud, décerné annuellement à un étudiant ayant écrit une étude de qualité sur l'histoire des francophones de l'Ouest.

PAINCOURT. Village ontarien situé à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Chatham*. Au XIX^e siècle, Paincourt était la plus importante communauté canadienne-française du comté de Kent. Cette paroisse qui est d'abord connue sous les noms de La Tranche, l'Immaculée-Conception, puis Dover South est reconnue officiellement sous son toponyme actuel en 1911. D'après plusieurs sources, il semble que l'origine de ce nom remonte à l'arrivée des premiers colons (1815). La tradition nous rapporte que ceux-ci fabriquaient des pains plus courts qu'ailleurs en raison du peu de farine dont ils disposaient.

PALMER ROAD : voir TIGNISH, RÉGION DE

PALMERSTON : voir SAINT-LOUIS-DE-KENT

PAMBRUN, PIERRE-CHRYSOLOGUE. Officier et administrateur (L'Islet, Québec, 17 décembre 1792 — Walla-Walla, Oregon, 1841). Il s'enrôle très jeune dans l'armée et participe à la bataille de La Châteauguay (1813). Il entre ensuite à la Compagnie* de la baie d'Hudson ; il commande le fort Klimars au nord de la Colombie-Britannique puis le fort Orignal sur les rives de la baie d'Hudson. Vers 1830, il passe en Oregon où il commande le fort Walla-Walla (1832) et où il reçoit les premiers missionnaires catholiques à venir dans cette région.

PANDOSY, CHARLES. Missionnaire (Marseille, France, 20 novembre 1824 — Penticton, Colombie-Britannique, 6 février 1891). Il arrive d'Europe en Orégon en 1847 et est ordonné prêtre à Walla-Walla l'année suivante. Il s'installe en Colombie-Britannique en 1858 et fonde une mission à Sand Cove sur la rive gauche de l'Okanagan, où il passera la plus grande partie de sa vie. Après un court séjour dans l'île de Victoria et à New Westminster, il revient à Okanagan (aujourd'hui Kamloops*) comme supérieur et y demeure jusqu'à sa mort. On lui reconnaît le mérite d'avoir planté les premiers arbres fruitiers dans la vallée de l'Okanagan.

PAQUET, JOSEPH-MARIE. Prêtre (Québec, 21 novembre 1804 — Montréal, 28 juillet 1869).

Il étudie au Séminaire de Québec (1816-1828) et est ordonné prêtre en 1828. Par la suite, il est nommé successivement curé de Shemogue (1829-1830) et de Richibouctou (1830-1840) au Nouveau-Brunswick. Puis, il devient curé à Saint-Louis (1840-1848) et à Caraquet (1848-1869) au Nouveau-Brunswick. Au cours de sa carrière, il connaît plusieurs conflits soit avec le clergé, à propos de la construction d'un séminaire et du choix d'un évêque provincial, soit avec les paroissiens de Saint-Louis, à propos de l'emplacement d'une nouvelle église.

PAQUETTE, ROBERT. Auteur, compositeur et interprète (Sudbury, Ontario, 2 juillet 1949 —). Détenteur d'un baccalauréat ès arts de l'Université Laurentienne, il fait ses premières armes dans le théâtre et la musique rock. Changeant d'orientation, il commence à s'affirmer comme chansonnier au Québec, au concours Jeunesse oblige en 1967 et au Festival national de la chanson de Granby en 1971 et 1972. Sa réputation grandit alors qu'il enregistre coup sur coup six microsillons. Synchrétique, sa musique laisse transparaitre des influences diverses allant du folk rock au style chansonnier. Effectuant des tournées en Amérique du Nord (dont en Louisiane où il se lie d'amitié avec Zacharie Richard qu'il fait connaître au Québec) et en Europe (où il participe, entre autres, au Festival de Spa, en



Mission du Père Pandosy, près de Kelowna, Colombie-Britannique

Belgique), Paquette est le musicien franco-ontarien le mieux connu.

PAQUETVILLE. Village du Nouveau-Brunswick situé à 14 km au sud-ouest de Caraquet. Population totale : 2 906 habitants. Nommé en l'honneur du curé Joseph-Marie Paquet*, le village a été colonisé à partir de 1873. Les habitants font la pêche et travaillent aux moulins à scie ou à la salaison. Le toponyme Paquetville a récemment connu une diffusion internationale à cause d'une chanson d'Édith Butler, elle-même originaire de ce coin d'Acadie. Population francophone : 2 835 habitants.

PAQUIN, Elzéar. Médecin, journaliste et écrivain (Île Bizard, Québec, 22 décembre 1850 — Montréal, 17 janvier 1947). Après ses études médicales à l'Université Laval de Montréal, il pratique la médecine dans cette ville de 1878 à 1883. Il s'installe, ensuite à Chicago*, où il pratique de 1883 à 1889. Par la suite et durant trois ans, il se lance dans le journalisme en fondant deux périodiques : *Le Combat* de Chicago, qui dure deux ans (1889-1891), puis *Vie de Marquette**, qui ne sera publié que pendant six mois. Militant pour la cause de l'enseignement en français, il collabore aussi au *Franc-Parleur* et au *Foyer domestique*. À partir de 1892, il reprend la pratique de la médecine à Chicago, à Fall* River puis à Montréal (1897). Écrivain à ses heures, l'affaire Riel lui inspire, dès 1886, une pièce de théâtre : *Riel, tragédie en quatre actes*. Il publie quelques autres ouvrages, dont *La Colonie canadienne-française de Chicago* (1893).

PAQUIN, ULYSSE. Chanteur (Alpena, Michigan, 20 juillet 1885 — Montréal, Québec, 16 novembre 1972). D'abord gérant de banque, il quitte le monde de la finance pour celui du chant en 1913. Soliste à l'église Gesù et à l'église Saint-Sacrement à Lachine (Québec), il remplit les mêmes fonctions à New York aux églises Saint Patrick et Saint Vincent Ferrier à partir de 1920. Il étudie à Paris en 1924 puis rentre en Amérique où il donne de nombreux récitals en duo ou comme soliste. À l'opéra, il joue le frère Laurent dans *Roméo et Juliette*, Escamillo dans *Carmen* et Sganarelle dans *L'Amour médecin*, rôles qui le font particulièrement remarquer. Il met fin à son activité musicale en 1932.

PARADIS, ALODIE-VIRGINIE : voir LÉONIE, SŒUR MARIE

PARADIS, CHARLES-ALFRED. Missionnaire (Saint-André-de-Kamouraska, 23 mars 1848 — Montréal, 10 mai 1928). Après des études à l'Université d'Ottawa*, il est ordonné prêtre chez les Oblats le 28 octobre 1881. Il se rend en mission sur les bords du lac Témiscamingue et de la baie d'Hudson, puis à Maniwaki (Québec). Il quitte la communauté en 1890 mais poursuit son travail de missionnaire à Verner* (Ontario), Maniwaki et Timagami (Ontario) où il fonde de nouvelles paroisses. Il est l'auteur d'un essai sur une société de missionnaires-colonisateurs en 1904 et d'un récit de voyages, *De Témiscamingue à la baie d'Hudson*, paru en 1900 et réédité en 1904.

PARC DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE. Situé à Québec, en face du Grand Théâtre, le Parc est dédié aux communautés où vivent les descendants des pionniers venus de France, qui ont découvert, exploré et développé l'Amérique du Nord. Initiative du Secrétariat* permanent des peuples francophones, le Parc a été inauguré en 1985. Y flottent fièrement les drapeaux du Québec, des Acadiens, des Louisianais francophones, des Franco-Ontariens, des Fransaskois, des Franco-Manitobains, des Franco-Colombiens, des Franco-Albertains, des Franco-Américains et des Franco-Américains du Midwest*.

PARÉVILLE : voir MAILLARDVILLE

PARKS : voir SAINT-MARTIN

PARISEAU, ESTHER. Religieuse (Saint-Martin, Québec, 17 avril 1823 — Vancouver, Washington, 19 janvier 1902). Elle fait profession religieuse chez les Sœurs de la Providence en 1845 et est envoyée avec quatre compagnes au fort Vancouver (Washington). Esther Pariseau (en religion, sœur Joseph du Sacré-Cœur) est supérieure de sa communauté pendant dix ans et c'est à ce titre qu'elle fonde des hôpitaux à Portland (Oregon) en 1874, à Seattle (Washington) en 1877 et à Astoria (Oregon) en 1880. Elle illustre bien l'œuvre humanitaire des Sœurs de la Providence dans l'Ouest américain.

PARISEAU, JEAN. Militaire et historien (Montréal, 3 novembre 1924 —). Pilote et

instructeur pendant la seconde guerre mondiale, parachutiste pendant la guerre de Corée, il sert également en Allemagne et, en 1960, au Congo belge (devenu le Zaïre) sous la bannière de l'Organisation des Nations Unies. Il obtient un baccalauréat ès arts de l'Université d'Ottawa en 1963, puis se retrouve à Chypre en 1968. De retour à Ottawa, il obtient une maîtrise en histoire et s'oriente définitivement vers l'histoire militaire. Il devient historien en chef au service historique de la Défense. En 1981, il obtient un doctorat de l'Université Paul Valéry (Montpellier). Il compose, traduit et édite une centaine d'articles et d'ouvrages historiques. Il publie aussi des contes et poèmes sur le nord de l'Alberta où il a été élevé.

PARISIEN, NORBERT. Bûcheron (? — Rivière-Rouge, Manitoba, 4 mars 1870). D'origine métisse et probablement né à la Rivière-Rouge, il est coupeur de bois au fort Garry (actuelle ville de Winnipeg). Il est fait prisonnier le 16 février 1870 par un groupe de Canadiens anglais qui le prennent pour un espion de Riel. Il s'évade et tue un innocent du nom de Hugh John Sutherland. Il est repris par les Anglais et, malmené, il tente à nouveau de s'évader quelques jours plus tard, sans succès puisqu'il est mortellement atteint d'une balle tirée par un de ses gardiens. Cet incident est le premier épisode sanglant lors de la rébellion de 1869-1870.

PARTI ACADIEN. Formation politique fondée en 1972 pour représenter les Acadiens à l'échelle provinciale, le Parti acadien entend travailler à l'épanouissement économique, au développement social et à l'affirmation culturelle des francophones du Nouveau-Brunswick. Socialisant et nationaliste, il propose la création d'une province acadienne dans la partie nord-est du Nouveau-Brunswick, soit à l'intérieur du triangle Edmundston*-Caraquet*-Moncton* et soumet un projet de société, qui fait une place aux socio-économiquement faibles. Le Parti acadien ne réussit cependant pas à faire élire de représentant à la législature du Nouveau-Brunswick. En 1978, il présente 24 candidats et recueille 12 % des voix. À l'élection de 1982, il ne met plus en liste que 12 candidats. Peu après, devant l'impopularité de ses options et la démobilisation de ses partisans, il se retire de la scène politique.

PASCAL, ALBERT. Missionnaire et évêque (Saint-Genest-de-Beauzon, France, 3 août 1848 — Luynes, *ibid.*, 12 juillet 1920). Il étudie en France et à Montréal où il est ordonné prêtre oblat* en 1873. Après avoir été missionnaire à Plattsburgh dans l'État de New York (1873), à Montréal (1873) et dans l'Outaouais (1873-1874), il s'en va œuvrer dans l'Ouest : Fort-Chipewyan (Alberta ; 1874-1875 et 1881-1890) et Fond-du-Lac (Saskatchewan ; 1875-1881). Il est sacré évêque titulaire en 1891 et nommé vicaire apostolique de la Saskatchewan (1891-1906). En 1907, il devient le premier évêque de Prince-Albert* en Saskatchewan. Il fonde *Le Patriote* de l'Ouest*, construit la cathédrale de Prince-Albert et ouvre en 1894 une école indienne à Duck* Lake (Saskatchewan).

PASTOUR DE COSTEBELLE, PHILIPPE. Officier et gouverneur (Saint-Alexandre, France, novembre 1661 — Louisbourg, Cap-Breton, octobre 1717). Militaire de carrière, il est nommé gouverneur de Plaisance (Terre-Neuve) en 1706. Il organise une expédition et s'empare de Saint-Jean* sans pouvoir cependant l'occuper. Quand Terre-Neuve est cédée à l'Angleterre par le traité d'Utrecht, il est nommé gouverneur de l'île Royale (Cap-Breton) où il fonde Louisbourg*. Sa santé compromise, il fait un bref séjour en France avant de revenir mourir au Cap-Breton en 1717.

PATENTE, LA : voir ORDRE DE JACQUES CARTIER

PATOINE, JEAN. Prêtre et journaliste (Montréal, 21 mars 1911 — *ibid.*, 25 septembre 1972). Ordonné prêtre oblat en 1938, il part pour l'Ouest canadien l'année suivante. Arrivé à Edmonton*, il travaille au journal *La Survivance** (1939-1942), dont il deviendra le directeur de 1953 à 1972. Il dirige le Collège* Saint-Jean de 1942 à 1944, puis est curé de Saint-Joachim (1944-1953). Il est l'un des artisans de la fondation de la paroisse Sainte-Anne et il joue un rôle actif dans les associations francophones de l'Ouest. Il devient secrétaire de l'Association* canadienne-française de l'Alberta (1953-1972) tout en étant secrétaire de la station radiophonique française CHFA d'Edmonton. En outre, il représente l'Alberta au Conseil* de la vie française en Amérique de 1957 à 1962.

PATRIOTE DE L'OUEST : voir **EAU VIVE**, **L'** et **LIBERTÉ, LA**

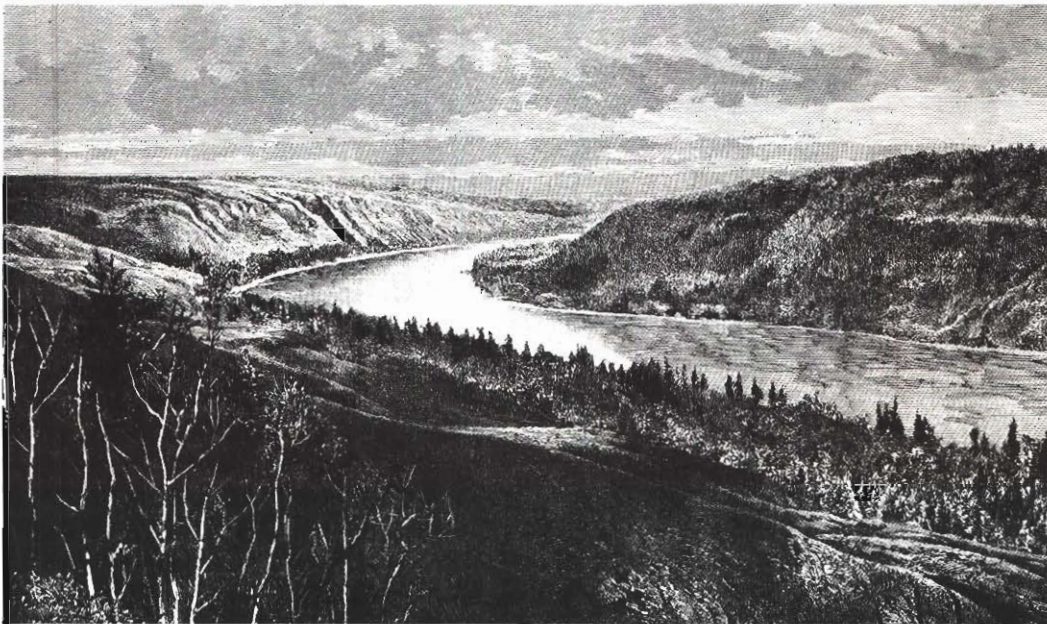
PAUL, NORMAN H. Professeur (Holyoke, Massachusetts, 6 juin 1922 —). Après des études universitaires à Syracuse (New York) et à Strasbourg, en France (1949-1951), il obtient en 1961 un doctorat de la New York University. Dès 1958, il est professeur de littérature et de civilisation françaises au Queens College de New York. Il est l'auteur de nombreux articles et publications, dont une *Bibliographie de Jacques Copeau* (1979).

PAYETTE, JOSEPH. Prêtre et colonisateur (Saint-Paul de Joliette, Québec, 1891 — Kapuskasing, Ontario, 1957). Ordonné prêtre en 1919, Joseph Payette est d'abord professeur au Québec (1919-1928), puis il devient missionnaire-colonisateur. Il séjourne dans l'Ouest canadien puis va offrir ses services à l'évêque de Hearst* (Ontario), M^{gr} Joseph Hallé. Dès 1929, il travaille activement à attirer de nouveaux colons vers cette région du Nord ontarien. Il voyage au Québec pour prêcher les vertus du mode de vie agricole et les avantages de la vie dans son diocèse. À partir de 1930, il prend en charge la paroisse de Hearst. Il y fonde la caisse populaire et y encourage fortement l'agriculture. Il poursuit ses activités de conférencier pour faire connaître

son coin de pays tout au long des années quarante. Il collabore régulièrement à *La Voix nationale* et écrit *Découvrons le nord-Ontario, ses possibilités agricoles, commerciales, industrielles*, brochure datée de 1939 que certains qualifient de Petit catéchisme de la colonisation. Au début des années quarante, il est responsable de la paroisse Val-Rita, située près de Kapuskasing. Il y continue jusqu'à sa mort son œuvre de prêtre-colonisateur.

PEACE RIVER. Ville de l'Alberta située à 150 km au nord-ouest d'Edmonton sur la rivière du même nom. Population totale : 5 907 habitants. Les premiers peuplements remontent à l'époque de la traite des fourrures. Par la suite, Peace River connaît trois vagues successives de migration, originaires de la province de Québec et de l'est des États-Unis : au début du XX^e siècle, après la seconde guerre mondiale, puis à la fin des années 1950. L'économie de la région s'articule principalement autour de la culture céréalière et du miel. Population francophone : 380.

PELLETIER, ÉMILE. Administrateur, historien et archiviste (Sainte-Agathe, Manitoba, 1917 — Winnipeg, *ibid.*, 1979). Après des études classiques au Collège* de Saint-Boniface, il poursuit des études en philosophie et en sociologie à



La rivière de la Paix, vers 1890

l'Université de Montréal. De retour au Manitoba, il enseigne durant deux ans puis commence une carrière fructueuse, d'une trentaine d'années dans l'import-export, à Winnipeg*. Il consacre ses loisirs aux recherches historiques et, en particulier, aux études sur les Métis. Il s'occupe aussi des Éditions bois-brûlés et remplit la fonction de secrétaire de l'Association* d'éducation des Canadiens français du Manitoba. Durant les années 1970, il est archiviste et directeur de la recherche à la Fédération métisse du Manitoba. Il publie *The Exploitation of Metis Lands* (1975), *A Social History of the Manitoba Metis* (1974) et *Le Vécu des Métis* (1980).

PELLETIER, GÉRARD. Journaliste et homme politique (Victoriaville, Québec, 21 juin 1919 —). Journaliste au *Devoir* (1947-1950), au *Travail*, puis à *La Presse* (1961-1964), il est co-fondateur, avec Pierre Trudeau, de *Cité Libre*, revue dans laquelle il dénonce le gouvernement répressif de Duplessis. Entré en politique fédérale en 1965 pour contrer la montée du nationalisme québécois, il est élu quatre fois représentant libéral d'Hochelaga entre 1965 et 1974 ; il est tour à tour Secrétaire d'État (1968 à 1972), ministre des Communications, ambassadeur à Paris (1975-1981), puis aux Nations Unies (1981-1984). Alors qu'il est Secrétaire d'État, il donne à son ministère une fonction implicite mais importante : celle de veiller aux intérêts des minorités de langues officielles au Canada. Avec Gérard Pelletier, le Secrétariat d'État entreprend également de mettre en exécution certaines des dispositions de la Loi des langues officielles, en particulier celles qui concernent la place des francophones dans la Fonction publique et les services gouvernementaux offerts en français.

PELLETIER, RAYMOND. Professeur (Berlin, New Hampshire, 2 novembre 1942 —). Détenteur d'un doctorat de l'Université du Massachusetts, il enseigne le français au Slippery Rock State College en Pennsylvanie, au Springfield College et au Hampshire College à Amherst (Massachusetts) de 1967 à 1979. Depuis 1979, il enseigne le français à l'Université du Maine à Orono. Il est aussi directeur exécutif et vice-président national de l'Assemblée* des Franco-Américains et membre de l'Association américaine des professeurs de français. Il a publié un

Manuel du professeur pour introduire les études franco-américaines en 1981.

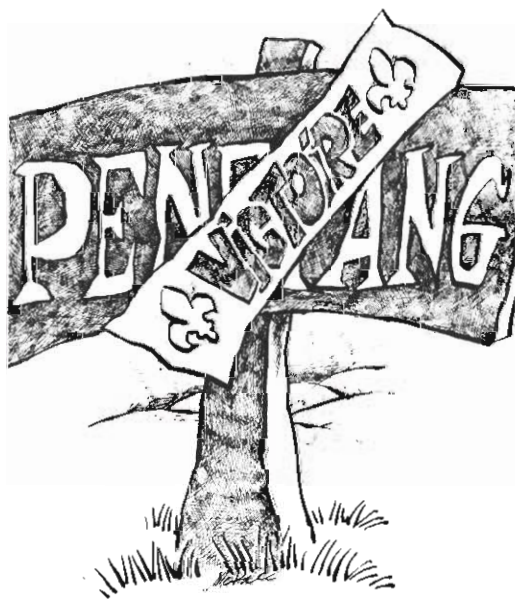
PELLETIER, WILFRID. Pianiste et chef d'orchestre (Montréal, 20 juin 1896 — New York, 9 avril 1982). Il étudie la musique à Québec et, en 1914, reçoit une bourse du gouvernement du Québec pour étudier à Paris. Il commence sa carrière au Metropolitan Opera de New York en 1917, comme assistant, et il devient chef d'orchestre deux ans plus tard. Pendant dix ans, il dirige le San Francisco Opera Co. et, pendant douze ans, le Metropolitan Auditions of the Air. Nommé directeur du Conservatoire de musique de Montréal en 1943, il y établit les bases du premier orchestre symphonique de cette ville. Directeur artistique de l'Orchestre symphonique de Québec de 1951 à 1966, il est aussi directeur du programme d'éducation musicale du ministère des Affaires culturelles. Fondateur de la Société de musique contemporaine du Québec en 1966, il est le président national des Jeunesses musicales du Canada de 1967 à 1969.

PÉLOQUIN, LOUISE. Écrivain et professeur (Lowell, Massachusetts, 10 avril 1952 —). Docteur en linguistique de l'Université de Franche-Comté en France (1981), elle est d'abord professeur de français dans une école secondaire du Massachusetts (1973-1976). Puis elle enseigne l'anglais à Paris (1977-1981), travaille dans un centre de recherches en France (1981-1986) et devient chargée de cours à l'Université de Paris-Dauphine (1985-1986). Elle a publié *L'Identité culturelle* (1983).

PEMBROKE. Ville de l'Ontario sise sur la rive sud de la rivière des Outaouais, à 152 km au nord-ouest d'Ottawa. Population totale : 14 026 habitants. Attirés par l'industrie forestière, des francophones arrivent dans la région vers le milieu du XIX^e siècle. Au début du XX^e siècle, la population est pendant quelque temps majoritairement francophone. L'anglicisation s'est accentuée à compter des années 1930 à la suite du départ de nombreux francophones vers le nord de la province. Pembroke est le siège d'un évêché dont les titulaires furent souvent des francophones. C'est à Pembroke que l'institutrice Jeanne Lajoie* défie le Règlement* 17 et enseigne en français. À la suite de son congédiement en 1923, elle participe à la mise sur pied d'une école libre,

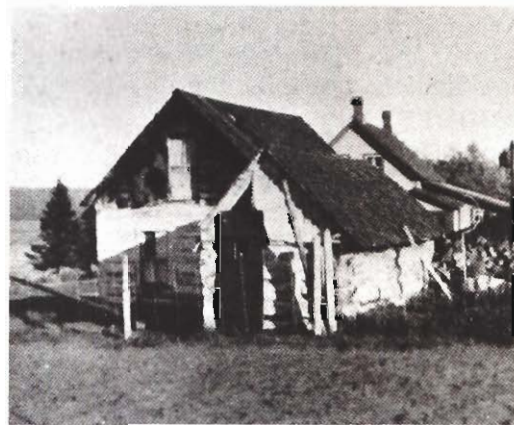
l'école Jeanne-d'Arc. Grâce à des dons provenant de diverses régions de l'Ontario et du Québec, l'école survit durant quatre ans, jusqu'à l'abrogation du Règlement 17. Cet événement s'inscrit dans les annales de la défense des droits des Franco-Ontariens. Population francophone : 1 185.

PENETANGUISHENE. Ville de l'Ontario située à 160 kilomètres au nord de Toronto, sur les bords de la baie Géorgienne. Population totale : 5 460. Ce site est l'un des plus anciens lieux historiques du Canada. Étienne Brûlé* s'y rend en 1610, suivi cinq ans plus tard par Champlain et le père Le Caron*. Les Français s'y installent pour faire le commerce des fourrures jusqu'à la destruction de la Huronie en 1649. Au début du XIX^e siècle, l'industrie du bois attire de nouveaux francophones dans la région. Vers 1820, quelque 75 familles originaires du Québec, quittent l'île Drummond (non loin de Sault-Sainte-Marie*), après que l'on ait eu déterminé la frontière canado-américaine, pour s'établir dans la région de Penetanguishene sur des terres concédées par le gouvernement. À la même période, un second groupe composé d'employés des compagnies de traite arrivent de l'Ouest canadien. Entre 1837 et 1854, un troisième groupe de colons de la région de Trois-Rivières et de Joliette au Québec vient rejoindre le noyau initial, à l'ins-



La crise scolaire de Penetanguishene

tigation du curé de la localité. Les francophones se regroupent en grande partie autour de Penetanguishene créant ainsi les villages de Lafontaine et de Lachapelle (Perkinsfield). Une première école française voit le jour à Lafontaine vers 1857 et une autre à Perkinsfield en 1868. La ville de Penetanguishene ne comptant qu'un établissement secondaire bilingue, les parents francophones font campagne autour des années 1969-1970 et obtiennent une école secondaire française. Les installations s'y avèrent toutefois déficientes et suscitent en 1983 de nouvelles revendications pour l'obtention de services comparables à ceux des écoles anglaises. En 1971, on met sur pied à Lafontaine un journal francophone : *Le goût de vivre*. Population francophone : 1 600.



Maison à Lafontaine, près de Penetanguishene

PÉPIN, JEAN-LUC. Homme politique (Drummondville, Québec, 1^{er} novembre 1924 —). Après des études classiques au Séminaire de Saint-Hyacinthe, il fréquente les universités* d'Ottawa et de Paris et obtient un doctorat en sciences politiques. À compter de 1951, il enseigne les sciences politiques à l'Université d'Ottawa. Élu représentant libéral de Drummond-Arthabasca à la Chambre des communes en 1963, il est réélu à plusieurs reprises avant de quitter la vie politique en 1984. Au cours de sa carrière, on lui confie successivement le ministère des Mines, de l'Énergie et des Ressources (1965-1968), le ministère de l'Industrie et du Commerce (1968-1972), le ministère du Transport (1980-1983) et le ministère des Relations extérieures (1983-1984). Membre du Conseil Privé,

il préside deux importantes commissions gouvernementales : la Commission anti-inflation en 1975 et la Commission sur l'unité canadienne en 1977 (mieux connue sous le nom de Commission Pépin-Robarts). En 1984, il retourne à l'enseignement des sciences politiques à l'Université d'Ottawa, à titre de professeur invité. Le rapport dit Pépin-Robarts contient plusieurs recommandations visant à établir l'égalité des deux communautés de langues officielles au Canada.

PÈRES DE SAINTE-CROIX : voir CONGRÉGATION DE SAINTE-CROIX

PÈRES DU SAINT-ESPRIT. Cet institut est formé à Paris en 1848 par la fusion de la Société Immaculée de Marie avec la Congrégation du Saint-Esprit. Cette dernière se retrouve en Nouvelle-France de 1732 à 1835 ainsi qu'à Louisbourg* de 1735 à 1762. Au XX^e siècle, les Spiritains ou Pères du Saint-Esprit assument la desserte de quelques paroisses dans le nord-est de l'Ontario, notamment à New Liskeard* (1970) et à Hearst* (1980). Leur établissement le plus connu est le Collège* Saint-Alexandre à Limbour (Québec).

PERKINSFIELD : voir PENETANGUISHENE

PERRAULT, JEAN-BAPTISTE. Traiteur (Trois-Rivières, Québec, 1761 — Sault-Sainte-Marie, Ontario, 12 novembre 1844). Après ses études au Séminaire de Québec, il s'occupe du commerce des fourrures de 1783 à 1793 dans la région des Illinois pendant qu'il est à l'emploi de la Compagnie* du Nord-Ouest. De 1793 à 1799, il est chargé par cette compagnie de construire le fort Fond-du-Lac (Minnesota) et de développer la traite des fourrures dans cette région. De 1799 à 1805, il se retrouve traiteur au fort du Pic sur le lac Supérieur. En 1805 et 1806, il revient vers l'est et fait du commerce sur les rivières Saint-Maurice et Outaouais. Puis il quitte la Compagnie du Nord-Ouest pour travailler à la Compagnie du Pacifique, ensuite auprès d'un traiteur indépendant et, enfin, à la Compagnie* de la baie d'Hudson où il reste jusqu'en 1821. Tout au long de ces années, il continue de parcourir les régions les plus éloignées de l'ouest du continent. À partir de 1821 et jusqu'à sa mort, il habite Sault-Sainte-Marie*. Son séjour dans l'Ouest lui inspire le récit de ses aventures, intitulé *La Relation des*

traverses et des aventures d'un marchand voyageur dans les territoires sauvages de l'Amérique septentrionale, parti de Montréal le 28 mai 1783, publié en anglais dans *History of the Indian Tribes of the United States*, troisième tome (1853).

PERREAULT, ROBERT-B. Écrivain (Manchester, New Hampshire, 15 juillet 1951 —). Il obtient une maîtrise en français au Collège Rhode Island à Providence. D'abord recherchiste et enquêteur, il est bibliothécaire-archiviste de l'Association* canado-américaine de Manchester de 1975 à 1982. Depuis 1982, il est écrivain et chercheur indépendant. Il a écrit *One Piece in the Great American Mosaic : The Franco-Americans of New England* en 1976 et *Joseph Laferrière, écrivain lowellois* en 1982. L'année suivante, il publie *L'Héritage*, premier roman américain publié en langue française depuis 1938.

PERREY, SYLVAIN. Prêtre (Tignish, Île-du-Prince-Édouard, 15 juillet 1802 — Egmont Bay, *ibid.*, 3 août 1887). Après des études en théologie au Séminaire de Nicolet (1818-1826), il devient secrétaire de l'évêché de Charlottetown (1827-1828) et est ordonné prêtre en 1828. Pendant plus de trente ans, il est en service dans diverses paroisses acadiennes de sa province natale. Curé à Rustico de 1828 à 1830, il prend charge, par la suite, des paroisses du comté de Prince, avant de s'établir à Miscouche de 1844 à 1860. En 1869, il est nommé curé résident à Mount Carmel et y érige une église. La paroisse de Tignish lui doit par ailleurs la construction d'une église et d'un séminaire. Intéressé par la formation des jeunes Acadiens, il met sur pied des programmes de bourses d'études qui permettent à plusieurs Acadiens de fréquenter les collèges Saint-Dunstan de Charlottetown et Saint-Joseph de Memramcook.

PERROT, NICOLAS. Explorateur, interprète et trafiquant (France, *circa* 1644 — Bécancourt, Québec, 13 août 1717). Nicolas Perrot arrive en Nouvelle-France en tant que « donné » des Jésuites*. Cela lui donne l'occasion en 1660 de visiter plusieurs tribus amérindiennes et d'apprendre leur langue. Ainsi, vers 1670, il accompagne en tant qu'interprète le sieur Daumont de Saint-Lusson chez les peuplades du sud-ouest. Il forme, pour l'occasion, une société commerciale afin de financer ses opérations de traite (une pre-

mière compagnie avait été créée en 1667). Sa connaissance des diverses peuplades rencontrées aux cours de ses voyages de traite fait de lui un émissaire de premier ordre auprès des Amérindiens. Les autorités de la colonie auront plusieurs fois recours à lui pour se concilier la faveur des diverses peuplades autochtones et pour les amener à conclure des alliances avec les Français. En 1685, il est nommé commandant en chef de la Baie-des-Puants (aujourd'hui Green Bay), mais cela ne l'empêche pas d'effectuer encore de nombreux voyages de traite jusqu'en 1698. Ainsi en 1688, on le voit revenir à Montréal afin de servir d'interprète pour un traité conclu entre le gouverneur et trois des cinq nations de la Ligue iroquoise. En 1689, il construit, à l'embouchure du Wisconsin, le fort Nicolas et découvre dans la région l'existence de gisements de plomb. Il s'établit définitivement à Bécancourt en 1696, mais, en 1701, il sert à nouveau d'interprète pour la signature d'un traité avec les nations de l'Ouest. En 1708, il est nommé capitaine de milice, poste qu'il occupe jusqu'à sa mort en 1717. Nicolas Perrot est l'auteur de divers ouvrages sur les peuplades autochtones de l'Amérique du Nord ; un seul fut publié longtemps après sa mort : *Mémoire sur les mœurs, coutumes et religions des sauvages de l'Amérique septentrionale* (1864).

PETIT COURRIER, LE : voir **COURRIER DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE, LE**

PETIT-DE-GRAT : voir **CHÉTICAMP**

PETITE-POINTE-DES-CHÊNES : voir **LORETTE**

PETITES-CÔTES : voir **ST. CHARLES**

PETIT-ÉTANG : voir **CHÉTICAMP**

PETIT-MADAWASKA : voir **SAINT-JACQUES**

PETIT-ROCHER. Village du Nouveau-Brunswick, sur le littoral de la baie des Chaleurs, à une vingtaine de kilomètres au nord de Bathurst. Population totale : 1 860 habitants. Son nom fait allusion à une particularité topographique du site. Les premiers colons de Petit-Rocher sont des Acadiens qui arrivent en 1797 ; ils s'adonnent à la pêche et à l'agriculture, deux activités qui constituent encore aujourd'hui le gagne-pain de leurs descendants. Ils pêchent sur-

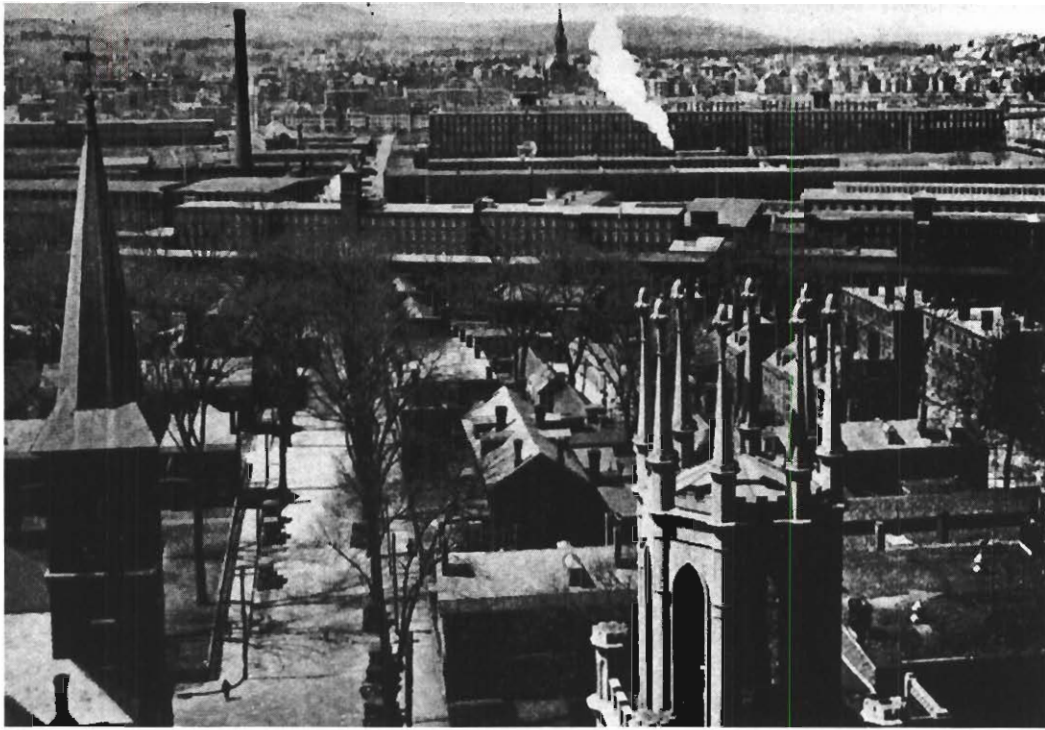
tout le saumon, le homard et les palourdes. Population francophone : 1 760.

PETIT-SAULT : voir **EDMUNDSTON**

PETITS CANADAS. Communautés urbaines des émigrés canadiens-français qui se forment vers 1870 dans les centres industriels de la Nouvelle-Angleterre et durent jusqu'aux environs de 1930. Gravitant surtout autour des manufactures de textile, elles se veulent, dans une large mesure, une reconstitution des paroisses de leur pays d'origine avec les mêmes institutions et coutumes : religion catholique, encadrement par le clergé de la vie sociale, langue française, défilé de la Saint-Jean-Baptiste, patriotisme canadien, etc. Facteur de cohésion culturelle des Franco-Américains, les Petits Canadas du nord-est des États-Unis commencent à périr à partir de 1920 avec la crise qui secoue le secteur du textile. La disparition de plusieurs grosses usines dont ces communautés dépendent, parfois exclusivement, obligent les francophones à se disperser et, en conséquence, à s'assimiler davantage. Les Petits Canadas sont jusqu'en 1930 un rempart de la survivance du fait français en Nouvelle-Angleterre.

PETITS CHANTEURS CÉCILIENS. Créée en 1931, la chorale des petits chanteurs céciliens devient très tôt un foyer renommé d'apprentissage du chant et de la diction à Ottawa. Dirigée par Joseph Beaulieu*, enseignant à l'école secondaire de l'Université d'Ottawa, la chorale se produit plusieurs centaines de fois, surtout en Ontario. Son répertoire est essentiellement composé de chants folkloriques. En 1942, la chorale cesse ses activités avec le départ de son directeur Joseph Beaulieu.

PETITES SŒURS DE LA SAINTE FAMILLE. Congrégation religieuse fondée en 1880 à Memramcook (Nouveau-Brunswick) par Camille Lefebvre* et Alodie-Virgine Paradis*, qui sera béatifiée en 1984. Les religieuses de la communauté se dévouent aux humbles travaux d'entretien ménager dans les séminaires, collèges, évêchés et presbytères. Leur nombre passe de 800 en 1935 à 1 633 en 1969. On les retrouve dans cinq provinces canadiennes (l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, la Saskatchewan, le Manitoba et l'Alberta) et dans un état américain (le New Hampshire).



Le Petit-Canada de Manchester-ouest, vue prise de l'immeuble Amoskeag, vers 1930

PETITOT, ÉMILE. Missionnaire, géographe et ethnologue (Grancy-le-Château, France, 3 décembre 1838 — Mareuil-les-Meaux, *ibid.*, 29 mai 1917). Il fait ses études à Marseille (France). Ordonné prêtre oblat* en 1862, il est envoyé, la même année, dans l'Ouest et l'Arctique canadien. De 1862 à 1882, il entreprend plusieurs voyages d'évangélisation et d'explorations géographiques et se rend jusqu'au Yukon* (1870). Il est l'auteur de nombreux ouvrages de géographie, de linguistique et d'ethnographie portant sur ces régions amérindiennes, dont un *Dictionnaire de la langue déné* (1876) et un *Vocabulaire français-esquimau* (1876). La rivière Petitot (nord de l'Alberta et de la Colombie-Britannique) fut nommée en son honneur.

PHILIE, J.-ERNEST. Organiste-compositeur (Saint-Dominique-de-Magog, Québec, 1874 — Montréal, 1955). Né dans une famille de musiciens, il est organiste attitré au Collège de Farnham (Québec) dès l'âge de 12 ans. Émigré aux États-Unis, il exerce ses talents sur les orgues de Manchester (New Hampshire), Woonsocket (Rhode Island) et Fall River (Massachusetts) avant de s'installer définitivement à Springfield

(Massachusetts). Directeur de chorale et orchestrateur, il a composé plusieurs pièces liturgiques, des cantiques, des messes et des hymnes. Il nous laisse aussi des chants patriotiques, dont les plus connus sont *Le Pays* et *Les Voix du Passé*.

PHILLIPS, HOSEA. Professeur (Ville-Plate, Louisiane, 13 juin 1913 —). Après des études de baccalauréat et de maîtrise à la Louisiana State University de Bâton-Rouge*, il part étudier à l'Université de Paris où on lui décerne un doctorat. Il devient, par la suite, professeur de français à la Louisiana State University et à la Chicago University. Puis, il se retrouve professeur de français et d'espagnol au Southwestern Louisiana Institute de Lafayette*. Auteur de nombreux articles, il publie en 1936 un ouvrage intitulé *Le Parler français de la paroisse Évangéline (Louisiane)*.

PICARD, JOSEPH HENRI. Homme d'affaires (Saint-Jean-de-Matha, Québec, 18 février 1857 — Edmonton, Alberta, mai 1934). Entrepreneur en construction, il émigre dans l'Ouest canadien en 1884. Praticant son métier à Régina* et à Calgary, il s'établit définitivement à Edmon-

ton* en 1887. Tour à tour employé de la Compagnie* de la baie d'Hudson et menuisier, Picard fonde en 1889, avec un associé, un magasin général qui devient peu à peu l'une des principales entreprises d'Edmonton à cette époque. Diversifiant ses activités économiques dans le commerce des fourrures et dans l'immobilier, il préside plusieurs compagnies avant de se retirer du monde des affaires en 1924. Échevin de la ville d'Edmonton pendant 24 ans (1893-1917), cet homme d'affaires, participe aussi aux revendications linguistiques des francophones dans l'éducation, surtout en tant que premier président de la commission scolaire de Saint-Joachim (1912-1924).

PICHÉ, BERNARD. Organiste et compositeur (Montréal, 10 avril 1908 —). Intéressé par la musique dès son jeune âge, il débute sa formation musicale à Montréal et devient organiste dans diverses églises. Poursuivant ses études à Paris et à Bruxelles, il obtient le grand prix d'Europe en 1932. Revenu au Canada au début des années trente, il est organiste à la cathédrale de Trois-Rivières (1931-1945) et donne parallèlement des concerts d'interprétation dans les grandes villes du Québec, du Canada et des États-Unis, en plus de participer à un film, *Le vent qui chante* (1945). Devenu Franco-Américain et résidant à Lewiston* (Maine) à partir de 1945, Piché occupe la fonction d'organiste dans les églises de Saint-Pierre et de Saint-Paul de cette localité. Ce musicien signe aussi plusieurs compositions pour orgue, dont *Rhapsodie sur quatre Noël*s (1947).

PICHÉ, RENÉ. Homme d'affaires et homme politique (Cache Bay, Ontario, 5 mai 1931 —). Après des études classiques au Collège* Bourget de Rigaud, il travaille d'abord dans l'édition. Il accède tôt à la présidence de l'imprimerie Northern Times Ltd. de Kapuskasing (Ontario). De 1963 à 1968, il est rédacteur du journal *The Tribune*, de Sturgeon Falls (Ontario). Il est élu maire de Kapuskasing* en 1971 et reporté à la mairie jusqu'en 1981. Élu député conservateur de Cochrane-Nord à la législature de l'Ontario en 1981, il entre au Cabinet en 1985 comme ministre d'État aux Richesses naturelles. Mais il est défait quelques mois plus tard.

PICHETTE, ROGER. Homme d'affaires et homme politique (Chandler, Québec, 14 août 1921 —). Après des études à Campbellton

et au Séminaire de Saint-Hyacinthe, il devient président de l'entreprise familiale. Élu député conservateur de Restigouche* à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick en 1952 et réélu en 1956, il est ministre de l'Industrie et du Développement de 1952 à 1960. Défait en 1960, il prend sa retraite de la vie politique et s'établit à Fredericton*.

PICHON, THOMAS. (Vire, France, 30 mars 1700 — Saint-Héliér, Île de Jersey, 22 novembre 1781). Venu à Louisbourg* comme secrétaire du gouverneur Raymond en 1751, Thomas Pichon est vite déçu par les promesses non tenues de son employeur. Désabusé et gagné par l'ennui de la vie de garnison, il se lie avec le capitaine britannique George Scott, commandant du fort Lawrence. Sous le nom d'emprunt de Tyrell, Pichon vend des renseignements d'ordre stratégique aux Anglais et affaiblit la position des Français en incitant les colons acadiens à la reddition. Il quitte l'Amérique pour l'Angleterre en 1755 et publie cinq ans plus tard une description des îles Royales et Saint-Jean. Sa réputation d'homme avare, sans scrupule et farouchement anticlérical, lui vaut des jugements sévères de la part des historiens.

PICQUET, FRANÇOIS. Missionnaire (Bourgen-Bresse, France, 4 décembre 1708 — Verjon, *ibid.*, 15 juillet 1781). Ordonné prêtre à Paris en 1734, il se rend la même année à Montréal où il prêche tout en s'adonnant à l'étude des dialectes indiens. De 1739 à 1749, il se retrouve à la mission d'Oka près du lac des Deux-Montagnes. C'est à partir de ce moment qu'il consacre sa vie à soustraire les Amérindiens du sud des Grands Lacs à la domination britannique et à les rallier à la France. En 1749, il fonde le poste de La Présentation (aujourd'hui Ogdensburg*, New York). À partir de 1754, il participe activement à la guerre de Sept ans, soit comme aumônier, conseiller ou même combattant. Sa tête est mise à prix par les Anglais. À la veille de la capitulation de Montréal, en septembre 1760, il part pour la Nouvelle-Orléans* via les Grands Lacs et le Mississippi. Il y arrive en juillet 1761 et y demeure jusqu'en avril 1763 lorsque, la paix rétablie, il décide de retourner en France.

PINARD, ARTHUR (MAJOR). Historien, militaire et fonctionnaire (Ottawa, Ontario,

1872 — *ibid.*, 1958). Diplômé de l'Université d'Ottawa, il s'enrôle dans l'armée durant la première guerre mondiale. De 1918 à 1930, il est secrétaire de la Commission des sites et monuments historiques du Canada, puis il est élu échevin à Ottawa (1933-1946). Pendant tout ce temps, il fait partie de diverses sociétés historiques et de la Canadian Geographic Society. À sa mort, en 1958, il lègue à l'Université d'Ottawa une somme d'argent destinée à encourager les études en histoire.

PINEVILLE : voir RAPIDES

PINSONEAULT, PIERRE-ADOLPHE. Prêlat (Saint-Philippe-de-Laprairie, Québec, 23 novembre 1815 -- Montréal, *ibid.*, 30 janvier 1883). Issu d'une famille aisée, il fait ses études au Grand Séminaire de Montréal et au Séminaire de Saint-Sulpice à Paris. Ordonné prêtre en 1840, il devient professeur au Petit Séminaire de Montréal (1841-1843) et desservant de l'église St. Patrick, qui regroupe les catholiques anglophones de Montréal (1843-1849). En 1849, il quitte la Compagnie de Saint-Sulpice pour devenir chanoine de la cathédrale de Montréal jusqu'en 1856, année où il est sacré premier évêque de London (Ontario). En 1859, il transfère son siège à Sandwich (aujourd'hui Windsor, Ontario) et donne sa démission en 1866, après un épiscopat tumultueux à cause, en bonne part, de ses méthodes autoritaires et de la mauvaise gestion des fonds du diocèse. Il est transféré en Nouvelle-Angleterre (1866-1869) et élit domicile à Albany* (New York); il retourne à Montréal en 1869 en tant qu'auxiliaire de M^{gr} Bourget. Ultramontain, il est célèbre pour ses polémiques avec les libéraux.

PINSONNEAULT, ROLLAND. Fermier et administrateur (Saint-Cyprien de Napierville, Québec, 22 septembre 1913 —). Sa famille s'installe en Saskatchewan en 1917 et il termine ses études au Collège* Mathieu de Gravelbourg (Saskatchewan). Vivant de l'agriculture qu'il pratique sur sa terre près de Gravelbourg*, il est très actif dans le milieu francophone. Membre pendant 35 ans et président (1964-1968) de l'Association* culturelle franco-canadienne de sa province, il est aussi vice-président de l'Association des commissaires d'écoles franco-canadiens, fondateur et président (1944-1946) de la Caisse populaire de Gra-

velbourg, président des Publications fransaskoises Ltée, directeur de l'hebdomadaire *L'Eau* vive* de Régina* et membre du conseil d'administration de Radio-Canada*.

PIQUETTE, LÉO. Homme politique (Plamondon, Alberta, 22 mai 1946 —). Formé en éducation à l'Université de l'Alberta (1970), il enseigne et devient directeur des écoles de Caslan, de Vermillon et de Beaumont*. Administrateur dans le monde des affaires et gérant des ventes et de la publicité dans une compagnie d'Edmonton, il est élu à l'Assemblée législative de l'Alberta en 1986 dans le comté d'Arthabasca-Lac-La-Biche sous la bannière néo-démocrate. Le député Piquette est le premier dans l'histoire parlementaire de l'Alberta à revendiquer l'usage de la langue française dans cette enceinte législative.

PITRE, GLEN. Cinéaste et producteur (Cut Off, Louisiane, 10 novembre 1955 —). Après des études à Harvard (Massachusetts), il se met à travailler dans le cinéma et en photographie. En 1977, il fonde une maison de production : Côte blanche Productions Inc. Ses activités varient de la production de cassettes audio à la préparation d'un catalogue de vente de produits louisianais, en passant par la participation à la production de films et la production d'une série de 31 émissions de radio, « Les conteurs de la Louisiane ». Pitre réalise plusieurs films d'animation et documentaires en 16 mm. Il est reconnu pour ses œuvres portant sur la culture des Cajuns, dont les documentaires-fictions *Yellow-Fever* et *Huit Piastres et Demie* ainsi qu'un long métrage en 35 mm qu'il écrit, réalise et co-produit : *Bélicaire le Cajun*. Ce film fait partie de la sélection officielle du Festival du film de Cannes en 1986 et connaît une distribution mondiale.

PLACENTIA. Village de Terre-Neuve situé dans la baie du même nom, sur la côte ouest de la péninsule Avalon. Appelé Plaisance par les Français (traduction de Placentia, un village du nord de l'Espagne), le site sert de port de pêche aux Basques vers la fin du XVI^e siècle. Lorsqu'en 1624 la France prend possession de Terre-Neuve, Plaisance en est la première colonie et devient la capitale du territoire. À partir de Plaisance, les Français lancent des attaques contre les Britanniques établis au Avalon Pen en 1696, 1705 et 1709. Après le traité d'Utrecht* (1713), Plaisance

tombe entre les mains des Britanniques. La population francophone y est aujourd'hui négligeable.

PLAISANCE : voir PLACENTIA

PLAMONDON, ERNEST-GILL (JEAN-PAUL). Musicien (Montréal, 7 janvier 1896 — après 1945). Dès le début du siècle, il suit sa famille à Seattle, Washington, où il apprend le violon. Soliste à l'âge de douze ans dans un concert Paganini, il poursuit des études musicales à Paris et à New York. Il fait une carrière de violoniste et de chef d'orchestre, qui le mène dans plusieurs villes du Canada et des États-Unis. À partir de 1933, il dirige les orchestres radiophoniques de l'American Broadcasting Corporation et de la National Broadcasting Corporation.

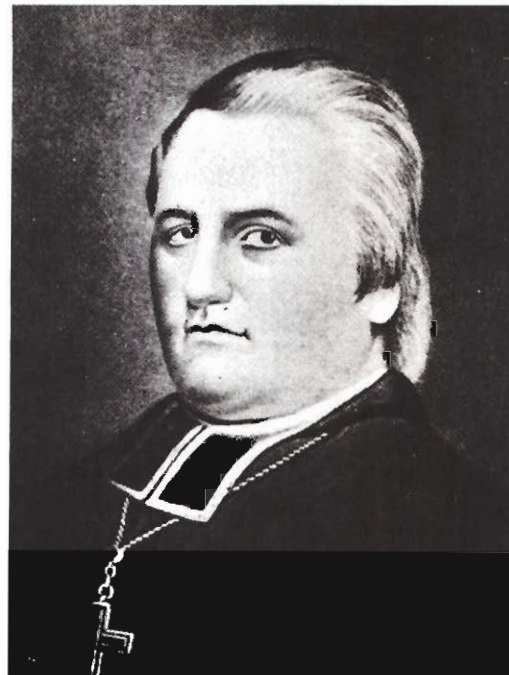
PLANCHVILLE : voir AVOYELLES

PLANTAGENET. Village de l'Ontario situé sur la rivière Nation-Sud, à 65 km à l'est d'Ottawa. Population totale : 870 habitants. Malgré sa résonance bien française, le nom de la collectivité est emprunté à la dynastie anglaise issue de Henri XI. Fondé vers 1811 par des émigrés de la Nouvelle-Angleterre qui exploitent la force motrice de la rivière pour actionner des scieries, le village ne tarde pas à attirer de nombreux Canadiens français. Les habitants vivent aujourd'hui surtout de l'industrie laitière, de la production des œufs et de la volaille. Population francophone : 745.

PLANTE, DAVID. Écrivain (Providence, Rhode Island, 4 mars 1940 —). Après des études en Belgique et à Boston, il enseigne à Rome et au Massachusetts avant de se consacrer pleinement à l'écriture. Habitant Londres depuis 1966, il publie de nombreux livres, dont une trilogie racontant l'histoire d'une famille franco-américaine durant les années 1950 au Rhode Island : *The Family* (1978) ; *The Country* (1981) et *The Woods* (1982). En 1984, il fait paraître *The Foreigners*, qui présente les péripéties du voyage d'une jeune Franco-Américaine en Espagne et en France.

PLESSIS, JOSEPH-OCTAVE. Prêtre et administrateur (Montréal, 3 mars 1763 — Québec, 4 décembre 1825). Ordonné prêtre à Québec en 1786, il est d'abord secrétaire de l'évêché (1786-1793),

puis devient curé de la cathédrale (1792-1805), avant d'accéder lui-même à l'épiscopat en 1801, date à partir de laquelle il occupe la fonction d'évêque coadjuteur du diocèse de Québec (1801-1806). En 1806, il succède à M^{gr} Pierre Denaut et, en 1819, il devient le premier archevêque de Québec. Tout au long de son épiscopat, M^{gr} Plessis travaille à s'imposer auprès du pouvoir politique colonial qui lui reconnaît finalement son titre d'évêque catholique de Québec en 1812. En 1817, il deviendra membre du Conseil législatif, fonction qu'il exercera jusqu'à sa mort en 1825. Au cours de son épiscopat, Joseph-Octave Plessis effectue trois voyages en Acadie : en 1811, il se rend d'abord aux Îles-de-la-Madeleine puis à la baie des Chaleurs ; en 1812, il pousse plus avant ses explorations acadiennes et va de Tracadie* à Shédiac* pour ensuite passer à l'Île-du-Prince-Édouard et au Cap-Breton*, redescendre la côte nord de la Nouvelle-Écosse et revenir à Québec par Memramcook et le Madawaska. À son dernier voyage en 1815, il retourne au Cap-Breton et visite le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, puis remonte la rivière Saint-Jean au Nouveau-Brunswick jusqu'aux environs de Fredericton* avant de revenir à Québec par les États-Unis. Les récits de ses missions apostoli-



M^{gr} Plessis

ques ont fait l'objet de publications – dans *Le Foyer canadien* en 1863, puis en 1889 par M^{gr} Henri Têtu dans *Les Évêques de Québec* – et constituent des témoignages uniques et particulièrement riches sur les Acadiens du début du XIX^e siècle.

PLOUFFE, J.A. SYMAUNE. Juge (Saint-Hermas, Québec, 19 juillet 1893 – North Bay, Ontario, 29 juin 1964). Il fait son cours de droit à Osgoode Hall à Toronto et établit sa pratique à Sudbury* (Ontario) de 1919 à 1936. En 1936, il est nommé juge à North* Bay. Membre-fondateur de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario, il a également été président de la Société* historique du Nouvel-Ontario, représentant du Conseil* de la vie française en Amérique, membre du Comité* de la survivance française en plus d'être actif au sein de l'Ordre* de Jacques Cartier. Défenseur convaincu des droits des Franco-Ontariens, il s'en prend souvent à M^{gr} Dignan de North Bay sur la question des écoles françaises.

POINTE-À-GRONETTE : voir SAINTE-AGATHE

POINTE-AUX-ROCHES. Village de l'Ontario situé sur la rive sud du lac Sainte-Claire, à 50 km environ au nord-est de Windsor. Population totale : 1 090 habitants. Son nom, suggéré de toute évidence par une particularité du littoral, remonte au début du XVIII^e siècle et a été traduit en anglais (Stoney Point) dès 1862. En 1950, le bureau de poste reprend le nom d'origine, toponyme que les francophones de la région n'ont jamais abandonné. Le relief de la région de Pointe-aux-Roches est plat et excellent pour la culture maraîchère, notamment celle de la tomate. La vie française y est animée par le Centre culturel Saint-Cyr. Population francophone : 545.

POINTE-DE-L'ÉGLISE : voir BAIE-SAINTE-MARIE

POINTE-DU-CHÊNE : voir SAINTE-ANNE-DES-CHÊNES

POINTE-VERTE. Village du comté de Gloucester au Nouveau-Brunswick situé à 30 km au nord de Bathurst. Population totale : 1 335 habitants. Le village faisait autrefois partie de Petit-Rocher* mais en a été détaché en 1944. Son nom évoque une caractéristique du littoral et ses habi-

tants sont des pêcheurs et des agriculteurs. Depuis 1953, les Filles de Marie-Auxiliatrice y ont établi leur maison-mère. Population francophone : 1 230.

POINT, NICOLAS. Missionnaire (Rocroi, France, 10 avril 1799 – Québec, 3 juillet 1868). Membre de la Compagnie* de Jésus, Nicolas Point est ordonné prêtre en 1831 et est envoyé en mission au Kentucky (1835) puis à la Nouvelle-Orléans* où il fonde un collège en 1837. Il part ensuite vers le Missouri où il établit des missions auprès des Amérindiens. En 1847, on le retrouve auprès des autochtones du Canada, notamment à Windsor* (Ontario) et surtout à Wikwemikong (Île Manitoulin) où il construit une église, ouvre des écoles de filles et de garçons et encourage les Amérindiens à entreprendre l'agriculture. Malade, il est envoyé en 1855 à la maison des Jésuites à Montréal où il a le temps d'achever une œuvre en six volumes intitulée *Souvenirs des Montagnes Rocheuses*, témoignage important qui ne sera publié (en anglais) qu'en 1967 sous le titre de *Wilderness Kingdom : The Journals and Paintings of Father Nicolas Point*.

POINT, PIERRE. Missionnaire (Rocroy, France, 7 avril 1802 – Montréal, 19 septembre 1896). Ordonné prêtre en 1826, il entre en 1839 chez les Jésuites*, qui l'envoient au Canada quatre ans plus tard. Missionnaire et supérieur à Sandwich* (aujourd'hui Windsor) de 1843 à 1859, il établit treize écoles catholiques dans les comtés de Kent et d'Essex, fonde plusieurs missions, bâtit la première église de Windsor*, aide à l'établissement des Sœurs* du Sacré-Cœur à Sandwich, et à la construction du collège de Sandwich. Par la suite, il dirige la Résidence de Québec (1861-1872) puis devient directeur spirituel du Collège Sainte-Marie de Montréal, où il passe le reste de ses jours.

POIRIER, NAZAIRE. Prêtre (Miscouche, Île-du-Prince-Édouard, 3 juillet 1880 – Charlottetown, *ibid.*, 10 janvier 1973). Ordonné prêtre en 1912 après avoir étudié à Memramcook* puis à Rome, il enseigne jusqu'en 1937 à l'Université Saint Dunstan de Charlottetown, dont il sera le vice-recteur à compter de 1937. Par la suite, il est curé de Mont Carmel* (1937-1946) puis de Saint-Jacques de Baie-d'Egmont (1946-1964). Il

est également très actif au sein de la Société* Saint-Thomas d'Aquin dont il est le président entre 1926 et 1942.

POIRIER, PAUL. Professeur et administrateur (Edmonton, Alberta, 11 novembre 1938 —). Détenteur d'un doctorat en sciences religieuses de l'Université de Pennsylvanie (1971), il est d'abord professeur d'anglais avant de devenir recteur du Collège* Saint-Jean à Edmonton* (1971-1976). De 1977 à 1983, il travaille à l'Université* Saint-Paul à Ottawa* comme secrétaire général du Centre de recherche et comme administrateur de la Faculté de théologie. Depuis 1983, il est directeur général de l'Association* canadienne-française de l'Alberta.

POIRIER, PASCAL. Avocat, écrivain et homme politique (Shédiac, Nouveau-Brunswick, 15 février 1852 — Ottawa, 25 septembre 1933). Encore étudiant au Collège* Saint-Joseph de Memramcook (Nouveau-Brunswick), il est nommé, à 20 ans, maître de poste à la Chambre des communes, poste qu'il occupe jusqu'en 1885. À Ottawa*, il complète ses études et fait son droit. En 1885, le Premier ministre, Sir John MacDonald, le nomme au Sénat à titre de représentant de l'Acadie. Il occupera ce poste pendant près d'un



Pascal Poirier

demi-siècle, jusqu'à son décès. S'occupant activement des intérêts des Acadiens, il est l'un des fondateurs de la Société* nationale de l'Assomption (1881), qu'il préside durant douze ans en plus de participer à l'organisation des premières Conventions* nationales acadiennes ; par ailleurs, il est président de l'Institut* canadien-français d'Ottawa (1882-1883). Écrivain et polémiste, il défend le parler franco-acadien. Il a écrit, entre autres, *Le Parler franco-acadien et ses origines* (1928) et *Le Père Lefebvre et l'Acadie* (1898).

POIRIER dit PERRY, Stanislas-François. Fermier et homme politique (Tignish, Île-du-Prince-Édouard, 7 mai 1823 — Ottawa, 24 février 1898). Propriétaire d'une ferme dans la région de Tignish, il entreprend, en 1854, une carrière politique, qui s'échelonne sur plus de quarante ans. Il est d'abord élu député libéral du comté de Prince à l'Assemblée législative de sa province (1854-1874) et devient ainsi le premier Acadien à y siéger. Il assume d'ailleurs la présidence de l'Assemblée en 1873-1874. Partisan de l'adhésion de l'Île-du-Prince-Édouard à la Confédération canadienne, Poirier compte parmi les signataires de la demande officielle adressée à cet effet à la reine Victoria. Dès 1874, soit une année après l'intégration de sa province au Canada, il se lance sur la scène fédérale où il représente le comté de Prince de 1874 à 1878, de 1887 à 1896 et de 1897 jusqu'à sa mort. Il est le premier Acadien des Maritimes à être élu député au Parlement fédéral.

POISSON, PAUL. Chirurgien et homme politique (Belle Rivière, Ontario, 25 juillet 1887 — Windsor, *ibid.*, 3 décembre 1981). Reçu médecin à l'Université Western (London, Ontario) en 1909, il s'installe à Tecumseh* l'année suivante. Combattant durant la première guerre mondiale, il atteint le rang de major et reçoit la médaille du Roi George V. À son retour de la guerre, il devient maire de Tecumseh de 1921 à 1926. Élu député conservateur d'Essex-Nord à l'Assemblée législative de la province, il est réélu en 1929 et nommé ministre sans portefeuille en 1930. Il quitte la politique lors de la défaite du gouvernement conservateur en 1934. Il poursuit sa carrière militaire et est nommé colonel en 1944, année où il devient registraire du comté d'Essex. Il occupe ce poste jusqu'en 1961 envi-

ron. En plus de ses activités professionnelles, il est président de l'Association Saint-Jean-Baptiste de l'ouest de l'Ontario et le troisième vice-président de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario.

POITRAS, YVON. Homme politique (Grand Rapids, Nouveau-Brunswick, 13 juillet 1948 —). Diplômé en commerce de l'Université* de Moncton, il gère sa propre quincaillerie à Saint-Quentin* (Nouveau-Brunswick) à partir de 1972. En marge de ses activités professionnelles, il est, pendant plus de 11 ans, directeur du Centre culturel de Saint-Quentin. En 1982, les électeurs de Restigouche-Ouest le choisissent comme leur député conservateur à l'Assemblée législative provinciale. Aussitôt élu, il se voit confier le ministère des Affaires municipales. En 1985, on le nomme président du Conseil de gestion (Conseil du Trésor) du Nouveau-Brunswick.

POLYQUIN, DANIEL. Romancier (1953 —). En 1987, il publie coup sur coup *Nouvelles de la Capitale*, récits qui racontent librement les souvenirs d'une enfance franco-ontarienne, *l'Obomsawin*, roman qui est en réalité la biographie d'un peintre fictif, et *Pic*, traduction du dernier roman de Jack Kérouak. Ce dernier ouvrage a été salué comme une réussite et une première en traduction littéraire, pour son parti pris de rendre en franco-canadien l'ouvrage de l'écrivain franco-américain.

POLYQUIN, DONALD. Chansonnier (Hallébourg, Ontario, 30 mai 1946 —). Détenteur d'un baccalauréat ès arts du Collège universitaire de Hearst (1968), il participe à plusieurs stages de formation en animation et en musique, notamment à l'Institut international de Marly-le-Roi en France. Il débute sa carrière comme animateur au Centre culturel la Pitoune de Hearst (Ontario) et tout au long des années 70, on le retrouve comme chansonnier, animateur d'ateliers, professeur à l'école communautaire et organisateur d'un spectacle de marionnettes (*La Fabrik à Pantouf*). Dès 1980, il se fait connaître au-delà du nord de l'Ontario et se produit en spectacles à la radio et à la télévision, surtout comme interprète de chants folkloriques dans toutes les provinces canadiennes et même à l'étranger. Il enregistre

un microsillon en 1982 et se consacre depuis à l'animation musicale en milieu scolaire.

POLYQUIN, JEAN-MARC. Journaliste (Sainte-Angèle-de-Laval, Québec, 17 mars 1924 — Ottawa, 12 novembre 1982). Après des études à l'Université* d'Ottawa, il devient traducteur au Sénat et à la Chambre des communes (1948-1958). Puis il est journaliste et rédacteur au quotidien *Le Droit** de la capitale fédérale (1958-1960). Après un bref passage comme chef du Cabinet de l'Honorable Noël Dorion, Secrétaire d'État, il retourne à la carrière de journaliste au *Nouveau Journal* de Montréal (1961-1962). Il est chroniqueur politique à Radio-Canada* pendant une douzaine d'années (1964-1976). Ensuite, il est rédacteur pour *Le Soleil* de Québec (1976-1977), qui autorise la reproduction de ses textes dans de nombreux journaux canadiens-français. De 1977 à 1978, il devient pigiste puis se retrouve animateur de l'émission télévisée « La Semaine parlementaire » à Radio-Canada (1978-1982). Par ailleurs, il enseigne à l'Université d'Ottawa et préside, en 1977, le Comité* consultatif de langue française au Conseil scolaire d'Ottawa.

POMQUET. Région de Nouvelle-Écosse. Située tout au fond de la baie Saint-Georges, à l'est d'Antigonish, Pomquet reçoit un premier contingent d'Acadiens revenant d'un exil en France vers 1761-1762. Aujourd'hui la pêche et l'agriculture constituent les occupations principales des 670 habitants francophones de cette partie du comté d'Antigonish, qui a une population totale de 6 505.

PONTE-DE-MISÈRE : voir SAINTE-GENEVIÈVE

PONTEIX. Village de la Saskatchewan situé à 60 km au sud-est de Swift Current. Population totale : 769 habitants. Fondé en 1908 par des colons de France, sous la direction de l'abbé Royer, il doit son nom à la ville française de Ponteix. Les habitants y ont vécu dans la pauvreté, ont souffert de la sécheresse durant les années trente et ont subi les agressions du Ku Klux Klan. Certains d'entre eux ont alors décidé de quitter Ponteix et ont été remplacés par des Canadiens français. Aujourd'hui, la population vit surtout de

l'élevage et de l'agriculture mixte. Population francophone : 415.

PORLIER, JACQUES. Officier et magistrat (Montréal, 1765 — La Baie-Verte (Green Bay), Wisconsin, 12 juillet 1839). D'abord lieutenant d'une compagnie de volontaires, il quitte le Québec en 1791 pour la région des Grands Lacs et il est l'un des premiers à s'établir à La Baie-Verte. Il se livre d'abord à la traite des fourrures. Il est ensuite nommé juge de paix et capitaine de la milice (1815) puis juge en chef du comté de Brown (1820-1836).

PORTAGE-LA-PRAIRIE. Ville du Manitoba située sur la rivière Assiniboine à 85 km à l'ouest de Winnipeg. Population totale : 13 046 habitants. En 1738, La* Vérendrye construit le fort La Reine à proximité de la rivière Assiniboine sur le sentier qu'empruntent les trappeurs et les coureurs de bois pour aller de la rivière au lac Manitoba. En 1796, la Compagnie* de la baie d'Hudson y établit un poste de traite qui deviendra, en 1851, le noyau d'un établissement à vocation agricole. Portage-La-Prairie est aujourd'hui une ville moderne, dont l'économie repose sur le traitement et la mise en conserve des produits agricoles. Population francophone : 340.

PORT-ALBERNI. Ville de Colombie-Britannique située sur l'île de Vancouver, à 215 km de Victoria. Population totale : 19 892 habitants. Port-Alberni et Alberni sont constitués en municipalités en 1912 et fusionnent en 1968. C'est à ce moment que la majorité des francophones y arrivent, attirés par une industrie forestière en plein essor. Ils trouvent du travail dans les scieries, les usines de pâtes et papiers, de contre-plaqué ou de bardeaux. La paroisse Notre-Dame-des-Victoires est fondée en 1957. Port-Alberni a son Centre francophone et son Cercle franco-colombien. Population francophone : 555.

PORT ARTHUR : voir JEFFERSON COUNTY

PORT-AU-PORT. Péninsule de Terre-Neuve située au nord de la baie Saint-Georges, sur la côte ouest de la province. Population totale : 7 051 habitants. Les francophones de la péninsule sont d'origine française ou acadienne. La présence des Français s'explique par le fait que Port-au-Port est située dans la région à l'ouest de l'île, où la

France, grâce au traité d'Utrecht (1713) et au traité de Versailles (1783), conserve des droits de pêche jusqu'en 1904. Parmi les pêcheurs, plusieurs décident de s'installer sur la péninsule ; ils sont bientôt rejoints par des Saint-Pierrais (Saint-Pierre et Miquelon) en quête de ressources plus abondantes. Les Acadiens venus de Chéticamp et des Îles-de-la-Madeleine à la recherche de terres plus fertiles s'y ajoutent au milieu du XIX^e siècle. À partir des années 1930, la région connaît un taux d'anglicisation fort élevé mais, à compter des années 1970, le soutien du Secrétariat d'État, la retransmission de Radio-Canada et l'implantation de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador amènent un regain du français. La péninsule de Port-au-Port constitue l'un des trois noyaux de francophones à Terre-Neuve. On les trouve essentiellement dans les villages de Mainland, de Black Duck Brook et surtout de Cap-Saint-Georges où ils sont majoritaires. Population francophone : 605.

PORT-COLBORNE. Ville de l'Ontario située à la limite sud du canal Welland, sur la rive nord du lac Érié. Population totale : 19 225. La construction du canal Welland en 1832 attire de nombreux francophones. Ville industrielle (nickel, fer, ciment) et port de mer, Port Colborne est un point de transbordement pour le fret maritime de l'est et pour celui de l'ouest. Une paroisse française, Saint-Jean-de-Brébeuf, y est fondée en 1951. Population francophone : 1 260.

PORT-JOLY, EMMA : voir DUMAS, EMMA

PORT-ROYAL : voir ANNAPOLIS-ROYAL

PORT-SAINT-LOUIS : voir LOUISBOURG

PORT-TOULOUSE : voir L'ARDOISE, RÉGION DE

POTHIER, ARAM. Homme politique (Saint-Jean-Chrysostome, Québec, 26 juillet 1854 — Woonsocket, Rhode Island, 4 février 1928). Sa famille émigre à Woonsocket vers 1870. D'abord commis dans une épicerie, Pothier entre dans une banque, la Woonsocket Institution for Savings (1875), où il gravit les échelons jusqu'aux postes de vice-président et de président (1921). Il devient aussi président de l'Union Trust Company de Providence, l'une des trois grandes institutions financières du Rhode Island.

Très tôt attiré par la politique, il est élu à la Commission scolaire de Woonsocket (1885-1889) et agit, en 1887 et 1888, en qualité de représentant de sa ville d'adoption à l'Assemblée générale de l'État du Rhode Island. Il est ensuite désigné commissaire de l'État à l'Exposition universelle de Paris (1889 et 1890). Premier maire franco-américain de Woonsocket de 1894 à 1895, il devient, de 1908 à 1912, puis de 1924 à 1928, gouverneur de l'État du Rhode Island. Durant son mandat, il fait amender la constitution de l'État pour y instaurer des élections biennales et réglemente le travail dans les manufactures, notamment celui des femmes et des enfants. Parallèlement à sa carrière politique, il contribue à faire de Woonsocket l'un des centres industriels les plus florissants de la Nouvelle-Angleterre en encourageant le développement d'entreprises locales, surtout dans le secteur de la filature des laines, en plus d'être le trésorier de plusieurs entreprises industrielles de la région.



Aram Pothier

POTIER, PIERRE. Missionnaire et linguiste (Blandain, Belgique, 21 avril 1708 — Sandwich, Ontario, 16 juillet 1781). Après des études en Belgique, il devient membre de la Compagnie* de Jésus et prononce ses vœux à Tournai en 1743. Envoyé en Nouvelle-France, il y dirige la mission de l'île aux Bois-Blancs, sur la rivière Détroit (1744). En 1767, il fonde, sur une des rives de la rivière Détroit, la première paroisse en Ontario :

Notre-Dame-de-l'Assomption. Il écrit *Façons de parler proverbiales* (1758), premier et seul lexique du français parlé en Nouvelle-France, ouvrage d'une grande valeur actuellement.

POTVIN, DENIS. Joueur de hockey (Hull, Québec, 29 octobre 1953 —). Toute sa carrière dans le hockey junior se déroule en Ontario, principalement à Ottawa où il grandit. Défenseur, il se fait remarquer alors qu'il évolue avec les 67's d'Ottawa. Premier choix au repêchage général de 1973, il est recruté par les Islanders de New York. Récipiendaire du trophée Calder en 1974 (décerné à la meilleure recrue), il remporte également le trophée Norris (meilleur défenseur) à trois reprises. Ses exploits sur la glace et son sens du leadership dans le vestiaire lui valent d'être fait capitaine des Islanders. À ce titre, il mène son équipe à quatre conquêtes consécutives de la Coupe Stanley (1980-1984). Auteur de *Power on Ice* (1977), il détient, depuis février 1986, le record du plus grand nombre de buts marqués par un défenseur.

POUCHOT, PIERRE. Ingénieur militaire et officier (Grenoble, France, 8 avril 1712 — Île de la Corse, *ibid.*, 8 mai 1769). Il débute sa carrière en France puis arrive en 1755 au fort Frontenac (Kingston*, Ontario). Après avoir combattu à Chouagen (1756) et à Carillon (1758), il commande le fort Niagara (1759). À la suite d'un courageux combat contre Amherst, en route vers Montréal, il se replie sur le fort Lévis (aujourd'hui Ogdensburg*) et capitule en 1760. Il est rapatrié en France l'année suivante. Ses *Mémoires sur la dernière guerre de l'Amérique septentrionale* (1781) relatent le siège des forts Niagara et Lévis ainsi que ses impressions sur les mœurs et coutumes des Amérindiens.

POULIOT, ADRIEN. Professeur (Île d'Orléans, Québec, 4 janvier 1896 — Québec, 10 mars 1980). Il étudie à l'Université* Laval, à l'École polytechnique de Montréal d'où il est diplômé comme ingénieur civil (1919), à la Sorbonne (Paris) et à l'Université de Chicago. Il fait carrière dans l'enseignement à l'Université Laval (1922-1939), à la Faculté des sciences dont il devient le doyen en 1940. Membre de nombreux organismes, il préside, de 1940 à 1944, le Comité de la survivance française en Amérique (aujourd'hui Conseil* de la vie française). Promo-

teur du développement de la radio en français dans l'ouest du Canada, il est nommé gouverneur de la Société* Radio-Canada en 1939 et en devient le vice-président de 1956 à 1958.

POULIOT, ADRIEN. Prêtre et historien (Rivière-du-Loup, Québec, 12 mars 1905 –). Après des études au Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, il entre chez les Jésuites* à Montréal (1924) et est ordonné prêtre en 1940. Au sein de cet ordre religieux, il fait une carrière de professeur, surtout en histoire, et enseigne dans plusieurs collèges jésuites du Québec, du Manitoba et de l'Ontario (Sudbury). Il fait des recherches sur l'histoire de la Compagnie de Jésus au Canada (1625-1800), qui portent, entre autres, sur la mission de Sainte-Marie-de-Hurons* et sur les dévotions canadiennes. Il est en outre très actif dans des organisations historiques, telles l'Institut* d'histoire de l'Amérique française, la Société historique du Canada et la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique.

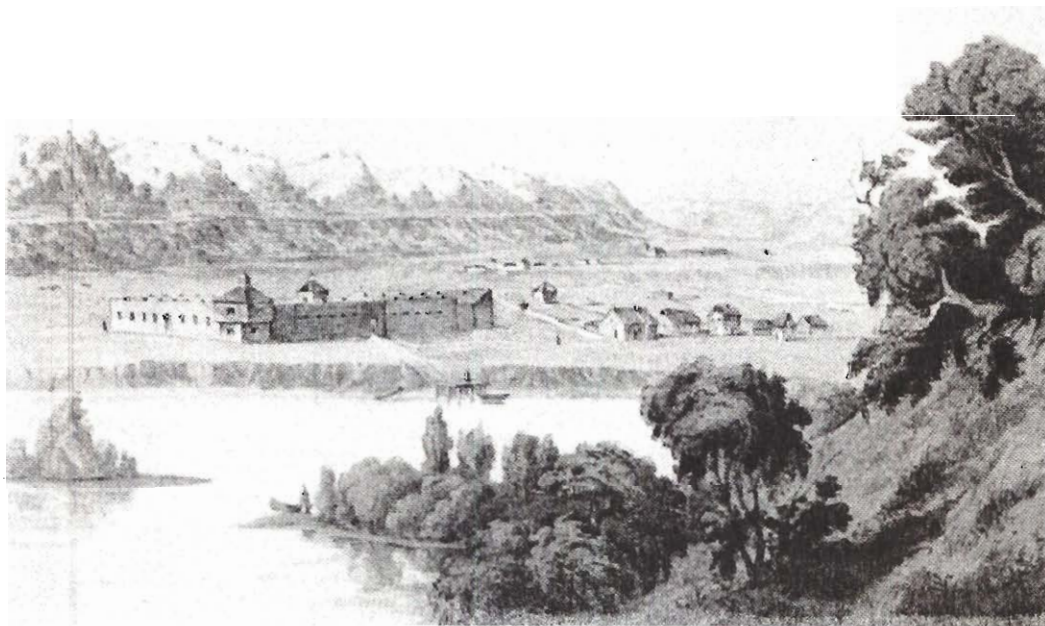
POWELL RIVER. Ville de la Colombie-Britannique située à 140 km au nord-est de Vancouver. Population totale : 13 435 habitants. La région se développe à partir de 1910 avec la construction d'une usine de pâtes et papiers de la Compagnie MacMillan Blædel. Se développent

alors une ville et trois villages, qui s'unissent en 1955 pour former Powell River. Les francophones arrivent entre 1964 et 1968 en provenance du Québec et du nord de l'Ontario pour travailler à la scierie et à la papeterie. Il y construisent un centre communautaire moderne sous l'égide du Club bon accueil. Population francophone : 435.

POWERVIEW. Village du Manitoba situé à 140 km au nord-est de Winnipeg, sur la rive sud de la rivière du même nom. Population totale : 700 habitants. Connus simultanément sous les dénominations de Quartier Saint-Léonard (en souvenir d'un missionnaire de Fort-Alexandre) ou de Saint-Georges-Ouest (parce que le curé de Saint-Georges était actif dans la région), le village est rebaptisé Powerview lors de sa constitution en municipalité en 1951. Sa population multi-ethnique travaille en grande partie dans l'industrie des pâtes et papiers à Pine Falls. Population francophone : 180.

PRAIRIE-À-FOURNIER : voir SAINT-EUSTACHE

PRAIRIE-DU-CHIEN. Poste de traite de l'Iowa situé au confluent des rivières Wisconsin et Mississippi, qui servaient de routes aux commerçants de fourrures. Fondé en 1762 par Julien Dubuque*, l'endroit recèle un gisement de plomb que l'on ne tarde pas à exploiter. Il attire de nom-



Prairie-du-Chien, Wisconsin, en 1830

breux francophones (dont le nombre est estimé à 2 000 en 1764) parmi lesquels on trouve Joseph Rolette*, un homme d'une telle influence dans la région que les Sioux l'ont surnommé le Roi. Une ville et un comté portent le nom de Prairie-du-Chien en souvenir de la part importante que le poste a pris dans la constitution de l'État.

PRÉFONTAINE, ALBERT. Homme politique (Upton, Québec, 11 octobre 1861 — Saint-Pierre, Manitoba, 21 février 1935). Établi au Manitoba, il est d'abord fermier, puis commerçant général dans la localité de Saint-Pierre. Choisi représentant conservateur du comté de Carillon à l'Assemblée Législative du Manitoba en 1903, il est réélu en 1907 et en 1910, mais défait en 1914. Réélu en 1915, Préfontaine devient le chef de l'opposition (1916-1920). Député à nouveau en 1923 sous la bannière du progressisme, il est nommé secrétaire de la province (1923), ministre de l'Agriculture (1925), puis ministre d'État (1933).

PRÉFONTAINE, EDMOND. Homme politique (Saint-Pierre, Manitoba, 18 juillet 1898 — Québec, 9 octobre 1971). Ancien combattant de la première guerre mondiale, il élève des animaux de race et travaille dans l'industrie laitière au moment où il est élu député libéral de la circonscription de Carillon à l'Assemblée législative du Manitoba en 1935. Réélu de 1941 à 1953, il est nommé ministre des Affaires municipales en 1951 et secrétaire provincial en 1956. Il est aussi, pendant un certain temps, président national de la Fédération des producteurs de lait du Canada.

PRÉFONTAINE, FRANÇOIS-XAVIER. Prêtre (Longueuil, Québec, 20 septembre 1838 — Seattle, Washington, 4 mars 1909). Formé à Montréal, il est ordonné prêtre en 1863. Missionnaire en Colombie-Britannique dans les localités de Fort-Stevens, de la Pointe-Chinook et de la Baie-Oyster (1863-1867), le père Préfontaine fonde et dirige ensuite (1867-1903) Notre-Dame-du-Bon-Secours, la plus vieille paroisse de la ville de Seattle dans l'État de Washington.

PRÉFONTAINE, RENÉ. (Saint-Pierre-Jolys, Manitoba, 1924 — Aylmer, Québec, 30 janvier 1984). Après des études au Collège* de Saint-Boniface et à l'Université du Manitoba, il sert dans l'armée canadienne lors de la seconde

guerre mondiale à titre de lieutenant. À son retour au Canada, il fait carrière dans l'éducation. De 1959 à 1961, il est secrétaire exécutif de l'Association des enseignants canadiens-français du Manitoba ; de 1962 à 1965, président et directeur exécutif de l'Association des commissaires d'écoles du Manitoba de même que président de la Division scolaire de la Rivière-Rouge*. De 1966 à 1979, il est à Ottawa où il travaille pour le Secrétariat d'État. En 1979, il retourne au Manitoba à titre de sous-ministre du Tourisme et des Affaires culturelles pour le gouvernement provincial. Il revient à Ottawa où il a la responsabilité du recyclage des hauts fonctionnaires fédéraux.

PRENDERGAST, JAMES. Homme politique et juge (Québec, 22 mars 1858 — Winnipeg, 18 avril 1945). Il fait ses études à l'Université* Laval. Admis au Barreau en 1881, il s'établit au Manitoba dès l'année suivante. Député libéral à l'Assemblée législative du Manitoba de 1885 à 1889, il occupe les fonctions de Secrétaire de la province (1888-1889). Il démissionne de ses fonctions pour protester contre la position de son parti face à l'enseignement en français. Il est réélu à titre d'indépendant en 1892 et en 1896. Quittant la politique pour la magistrature, il est successivement nommé juge à la Cour du comté de Winnipeg* (1897), juge dans les Territoires du Nord-Ouest (1902) et en Saskatchewan (1906), juge à la Cour du Banc du Roi au Manitoba (1910) et enfin juge en chef de la Cour suprême du Manitoba (1914-1944). Il a été, en outre, journaliste au *Manitoba** (1886), membre de la section catholique du Bureau de l'instruction publique du Manitoba (1884-1890), premier président de l'Association* d'éducation des Canadiens français du Manitoba, membre du sénat de l'Université du Manitoba et, à deux reprises (1893 et 1896), maire de Saint-Boniface* (Manitoba).

PRESSES DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA. Service d'édition créé en 1936 dans le but d'aider les professeurs de l'Université à publier le fruit de leurs travaux de recherche. Malgré des moyens au début très modestes, le service publie 51 ouvrages entre 1937 et 1946, 112 de 1946 à 1965 et plus de 300 entre 1965 et 1981. En plus de publier des ouvrages isolés ou regroupés dans 28 collections, les Éditions de l'Université d'Ottawa (devenues en 1987 les Presses de l'Univer-

sité d'Ottawa) assurent la parution de revues scientifiques ou littéraires et contribuent ainsi largement au progrès et à la diffusion des connaissances dans le monde universitaire.

PRESTON : voir CAMBRIDGE

PRÉVOST, ANDRÉ. Compositeur et professeur (Hawkesbury, Ontario, 30 juillet 1934 —). Étudiant au conservatoire de musique de Montréal, il séjourne à Paris au début des années soixante pour parfaire sa formation musicale. Revenu au Canada en 1962, il enseigne à Joliette et à Rosemont puis s'adonne à la composition musicale. Professeur à l'Université de Montréal depuis 1964, il écrit une œuvre sur le thème de Terre des hommes pour l'Exposition universelle de Montréal en 1967. Signant plus d'une vingtaine de compositions pour orchestre, musique de chambre, clavier, chœur ou voix, Prévost devient en 1973 le président du groupe Nouvelle-Aire. Un auditorium de Saint-Jérôme au Québec porte son nom.

PRIMEAU, MARIE-BERNARD-VICTOR. Curé de paroisse (Châteauguay, Québec, 23 mai 1883 — 1957). Après ses études classiques à Saint-Hyacinthe (Québec), ses études de philosophie chez les Sulpiciens de Montréal et ses études en théologie à Valleyfield (Québec), il est ordonné prêtre en 1906. Dès 1907, il se retrouve vicaire à Ogdensburg* (New York) puis, de 1907 à 1909, curé de Standish (New York). Par la suite, de 1909 à 1918, il est vicaire à la paroisse Notre-Dame de Chicago* (Illinois). De 1918 à 1920, il occupe ces mêmes fonctions à la paroisse l'Ascension d'Oak Park (Illinois) et, de 1920 à 1927, il devient curé à Bradley (Illinois) et Monteno (Illinois). Enfin, à partir de 1931, il est curé de la paroisse Notre-Dame-de-Grâce de Chicago. Il est nommé prélat domestique en 1931. Actif dans la communauté francophone, il est membre durant 35 ans de l'Union* Saint-Jean Baptiste d'Amérique et, de 1938 à 1957, membre du Conseil* de la vie française en Amérique.

PRIMEAU, ERNEST-J. Évêque (Chicago, Illinois, 17 septembre 1909 —). Ordonné prêtre à Chicago en 1934, il obtient un doctorat en théologie du Séminaire Saint Mary à Mundelein, en Illinois (1936). Professeur de mathématiques et de physique au Séminaire Quigley à Chicago

(1937-1946), il est recteur du Séminaire Saint Mary de 1946 à 1958. En 1960, il est sacré évêque du diocèse de Manchester* (New Hampshire) qu'il dirige jusqu'en 1974. Durant son épiscopat, il cherche à atténuer les tensions entre Franco-Américains et Irlandais ; il participe aussi activement au Concile de Vatican II. De 1974 à 1979, il dirige une institution religieuse à Rome.

PRIMEAU, JEAN-BAPTISTE. Prêtre et missionnaire (Châteauguay, Québec, 29 avril 1836 — Montserrat, Antilles, 4 juin 1899). Après ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe, il est ordonné prêtre en 1859. Successivement vicaire, puis professeur, il fonde la paroisse Notre-Dame de Worcester* (Massachusetts) dont il est curé de 1869 à 1882. Cette paroisse regroupe les Canadiens français disséminés dans cette agglomération. Curé de Toledo (Ohio) (1882-1890), l'abbé Primeau devient finalement missionnaire sur l'île de Montserrat dans les Antilles (1890-1899).

PRIMEAU, MARGUERITE. Romancière (Saint-Paul-des-Métis, Alberta, 10 mai 1914 —). Diplômée en langues modernes et en littérature de l'Université de l'Alberta et de la Sorbonne, elle enseigne dans les écoles secondaires et à l'Université de l'Alberta. Son premier roman, *Dans le muskeg* (1960), traite de l'échec de la survivance française dans l'Ouest. Deux autres romans suivront : *Maurice Dufault, sous-directeur* (1983) et *Sauvage-Sauvageon* (1984). Elle a aussi signé plusieurs critiques littéraires et donné nombre de conférences.

PRINCE, Antonio. Journaliste (Edmonton, 31 janvier 1894 — Woonsocket, Rhode Island, 4 avril 1973). Après ses études classiques au Québec, il est journaliste dans l'Ouest canadien au *Courrier* de l'Ouest*, puis rédacteur à l'*Edmonton Journal*. Peu avant la première guerre mondiale, il s'installe à Woonsocket*. Le début de la guerre l'incite à s'engager dans l'Aviation royale canadienne. Après la guerre, il retourne à Woonsocket et poursuit sa carrière de journaliste au *Providence News* et au *News Tribune*. En 1932, il devient vérificateur de sa ville et, la même année, trésorier de l'État du Rhode Island. En 1935, il est candidat sous la bannière démocrate à l'élection du Congrès et est défait. À partir de 1935, il est maître de poste de sa ville, charge qu'il occupe jusqu'à la fin de ses jours. Membre actif de

plusieurs sociétés nationales franco-américaines, il est, entre autres, directeur et, plus tard, vice-président général de l'Association* canado-américaine de Manchester*.

PRINCE, BENJAMIN. Homme d'affaires et homme politique (Saint-Grégoire-de-Nicolet, Québec, 29 avril 1855 — Battleford, Saskatchewan, 20 octobre 1920). Émigré au Manitoba en 1878, il arrive à Battleford* en 1880 et y construit un moulin à farine et un moulin à scie tout en se livrant à l'exportation de bovins en Angleterre. Il fonde en outre un magasin à rayons, le B. Prince and Son. Il est élu député libéral à l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest dont fait partie Battleford à l'époque (1898-1905). Parallèlement, il devient maire de cette ville de 1907 à 1909 et accède au Sénat canadien en 1909.

PRINCE-ALBERT. Ville de la Saskatchewan située à 128 km au nord de Saskatoon, sur la rivière Saskatchewan-Nord. Population totale : 31 380 habitants. Fréquentée dès le XVIII^e siècle par des commerçants de fourrures, elle ne connaît un peuplement permanent qu'à partir de 1866. La même année, un missionnaire presbytérien fonde une communauté dont les premiers habitants sont des Métis de descendance écossaise, suivis peu après de colons canadiens-français originaires de l'Ontario. La paroisse du Sacré-Cœur y est fondée en 1882. Durant les années 1950 et 1960, un collège francophone y offre un cours classique. Bien que reposant aujourd'hui sur une vocation industrielle diversifiée, le développement de Prince-Albert dépend surtout de l'agriculture et de l'exploitation forestière. Prince-Albert est le siège d'un des conseils régionaux de l'Association* culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan (ACFC). La communauté a mis sur pied, au niveau local, la Société canadienne française de Prince-Albert, affiliée à l'ACFC ainsi qu'un journal mensuel : *Le Ruisselet*. Elle organise périodiquement plusieurs activités, dont La Cave à vin dans le cadre du Festival d'hiver et des fêtes de la Saint-Jean. Population francophone : 1 670.

PRINCE GEORGE. Ville de la Colombie-Britannique située à la jonction des rivières Nechaka et Fraser, à 748 km au nord-ouest de Vancouver. Population : 67 559 habitants. Établie

comme poste de traite de la Compagnie* du Nord-ouest par Simon Fraser en 1807 et appelée Fort George, la ville n'adopte son nom actuel que lors de sa constitution en 1915. Les Canadiens français, attirés surtout par l'industrie forestière florissante, y fondent un Cercle canadien-français en 1960. Quinze ans plus tard, ils se regroupent avec ceux de Victoria*, Vancouver*, Maillardville* et Terrace* pour fonder la Fédération jeunesse colombienne. Population francophone : 1 545.

PRINCE RUPERT. Ville de la Colombie-Britannique située sur la côte ouest de la province, à 720 km au nord-ouest de Vancouver. Population totale : 16 197 habitants. Fondée au début du siècle comme dernier poste du Grand Trunk Pacific, la ville aspirait à rivaliser avec Vancouver comme plus grand port de mer de la côte ouest canadienne. Mais elle a dû se contenter de demeurer un centre de pêcheries et de construction navale jusqu'à l'époque moderne, quand la construction d'appareils élévateurs pour le transbordement des céréales lui redonne un souffle nouveau. Prince Rupert est aussi devenu en 1910 le chef-lieu d'un vicariat apostolique. Son premier titulaire est un Français, M^{gr} Bunoz qui demeure à ce poste jusqu'en 1945. Population francophone : 255.

PRISE DE PAROLE. Cette maison d'édition naît en 1973 à Sudbury* (Ontario) dans le climat d'effervescence culturelle qui voit aussi naître le Théâtre* du Nouvel-Ontario, la Nuit* sur l'étang et CANO*. Les fondateurs Fernand Dorais*, Denis Saint-Jules et Gaston Tremblay, se proposent d'en faire un instrument de diffusion de la littérature franco-ontarienne. Après des débuts difficiles, la maison se hisse au premier rang de l'édition de textes de création franco-ontariens. Depuis 1978, elle publie plus de 80 titres et son budget annuel est passé de 10 000 à 300 000 dollars canadiens. La maison est également restée fidèle à ses orientations premières et ne publie que des auteurs franco-ontariens. Elle est, au Canada, un outil important de diffusion de la littérature française de l'Ontario.

PROGRÈS, LE. Hebdomadaire fondé à Ottawa* le 20 mai 1858 par des membres de l'Institut* canadien-français. Premier journal de langue française en Ontario, il ne paraît que jusqu'au 8 dé-

cembre 1858. Feuille politique, littéraire et commerciale, il sert les intérêts de la population canadienne-française dans la région d'Ottawa et il est le précurseur des journaux francophones de la région : *Le Canada** (1879), *Le Temps** (1894) et *Le Droit** (1913).

PROGRÈS, LE. Hebdomadaire français fondé à Windsor* en 1881 par l'avocat Aurèle Pacaud, *Le Progrès* est dirigé par les deux frères Gaspard et Benjamin Pacaud. Né à la faveur d'une vague d'immigration canadienne-française dans les comtés de Kent et d'Essex, le journal est publié jusqu'en 1921.

PROTECTEUR CANADIEN, LE. Un des premiers organes de presse francophone de la Nouvelle-Angleterre, cet hebdomadaire voit le jour à Saint-Albans (Vermont), à la suite des initiatives d'Antoine Moussette et de l'abbé Zéphirin Druon*. Se voulant le porte-parole des immigrants canadiens-français, il s'engage particulièrement dans les luttes de M^{re} de Goësbriand* pour l'obtention de prêtres francophones dans les paroisses françaises du diocèse de Burlington*. *Le Protecteur canadien* cesse d'être publié, après seulement trois années d'existence (1868-1871), son imprimerie ayant été ravagée par un incendie.

PROULX, ADOLPHE. Évêque (Val Thérèse, Ontario, 12 décembre 1927 — Cornwall, *ibid.*, 23 juillet 1987). Après des études au Collège du Sacré-Cœur à Sudbury (Ontario) et au Grand Séminaire de Toronto, il est ordonné prêtre en 1954 et est vicaire à North Bay (Ontario). Élevé au rang épiscopal en 1965, il est évêque adjoint du diocèse de Sault-Sainte-Marie jusqu'en 1967, puis dirige successivement les diocèses d'Alexandria (Ontario) (1967-1973) et de Hull (Québec) de 1973 à son décès. Très vite, il se taille une renommée nationale et même internationale comme défenseur des pauvres et des démunis. Il se fait surtout remarquer en 1983 alors que, conjointement avec d'autres évêques canadiens, il dénonce les politiques économiques du gouvernement fédéral. Social-démocrate, pacifiste et nationaliste avoué, M^{re} Proulx est souvent comparé à un autre évêque franco-ontarien qui s'est fait remarquer au Québec, M^{re} Paul-Émile Charbonneau. Tous deux ont d'ailleurs été surnommés La Voix des sans-voix.

PROULX, JEAN-BAPTISTE. Missionnaire (Lachine, Bas-Canada, 8 mai 1808 — Terrebonne, Québec, 25 mars 1881). Ordonné prêtre en 1835, il est envoyé en mission auprès des Ojibways de Penetanguishene et de l'île Manitoulin. Il s'y fait des alliés et encourage les autochtones à conserver leur mode de vie traditionnel et à faire preuve d'indépendance vis-à-vis de l'Establishment du Haut-Canada. Devant ses succès, les autorités religieuses lui confient en 1846 la mission de Newmarket et, en 1848, celle d'Oshawa dans le sud de l'Ontario. Il termine sa carrière comme doyen de la cathédrale St. Michael à Toronto.

PROVENCHER, JOSEPH-ALFRED-NORBERT. Journaliste et fonctionnaire (Baie-du-Febvre, Québec, 6 janvier 1843 — Montréal, 28 octobre 1887). Après des études au Séminaire de Nicolet (Québec) et un stage d'avocat à Trois-Rivières, il devient journaliste. Rédacteur, puis rédacteur en chef (1866-1869) à *La Minerve*, il est aussi co-fondateur de la *Revue Canadienne*. Négociateur du gouvernement d'Ottawa, il se rend à la Rivière-Rouge* (1869) pour essayer de faire reconnaître à Louis Riel* et aux membres du gouvernement provisoire des Métis* l'autorité du gouvernement fédéral sur ce territoire. Il poursuit alors sa carrière de fonctionnaire et occupe, entre autres, le poste de commissaire du département des Affaires indiennes (1873-1876). De retour à Montréal (1880), il reprend sa carrière de journaliste.

PROVENCHER, JOSEPH NORBERT. Évêque (Nicolet, Québec, 12 février 1787 — Saint-Boniface, Manitoba, 7 juin 1853). Il fait ses études en théologie au Séminaire de Nicolet où il est ordonné en 1811. Après avoir été vicaire et curé dans diverses paroisses québécoises, il est nommé missionnaire à la Rivière-Rouge*, au Manitoba (1818), où il fonde la paroisse de Saint-Boniface* (1819). Nommé vicaire général du Nord-Ouest canadien (1821), il s'occupe activement d'établir cet immense territoire et fonde le Collège* de Saint-Boniface (1823). Voyageant au Québec et en Europe pour assurer le recrutement dont il a besoin pour ses œuvres, il fait venir les Sœurs* grises en 1844 et les Oblats* de Marie-Immaculée en 1845. Il devient le premier évêque de Saint-Boniface en 1847. Son travail de mis-

sionnaire le pousse à s'occuper personnellement de tous les aspects de l'établissement d'un diocèse, depuis la colonisation, l'agriculture, la construction jusqu'à l'éducation et les œuvres sociales.

PROVIDENCE. Capitale de l'État du Rhode Island et siège épiscopal du diocèse du même nom, située à 60 km au sud de Boston. Population : 179 231 habitants. Attirés par les emplois dans les filatures, les Canadiens français y affluèrent durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Avec les villes avoisinantes de Pawtucket et de Central Falls, Providence compte sept paroisses françaises : Saint-Charles, Saint-Jean-Baptiste, Sainte-Cécile, Notre-Dame de la Consolation, Notre-Dame du Sacré-Cœur, Christ-Roi et Notre-Dame de Lourdes. Centre culturel francophone, Providence a son cercle littéraire, son cercle dramatique et sa Société* Saint-Jean-Baptiste. Population francophone : 6 663 habitants.

PRUD'HOMME. HENRI-JEAN-MARIE. Évêque (Saint-Boniface, Manitoba, 9 septembre 1882 — Ville Saint-Laurent, Québec, 5 janvier 1952). Ordonné prêtre en 1904, il étudie au Collège Canadien de Rome (1904-1908). Il retourne à Saint-Boniface* et devient secrétaire-archiviste de l'archevêché (1908-1910), puis chancelier du diocèse de Saint-Boniface (1911-1921). Il est curé et évêque de Prince-Albert* (Saskatchewan), en 1921 et démissionne de ce poste en 1937. Au cours de ce mandat, en 1930, il prend position pour assurer l'enseignement en français dans les écoles lors de la lutte contre les amendements apportés par le gouvernement de la Saskatchewan. Il se retire après 1937 au Séminaire des Missions-Étrangères à Point-Viau (Québec).

PRUD'HOMME. LOUIS-ARTHUR. Magistrat, historien et journaliste (Saint-Urbain, Québec, 21 novembre 1853 — Saint-Boniface, Manitoba, 1^{er} mars 1941). Après ses études classiques à Montréal, il fait carrière en droit et est admis au Barreau en 1879. Arrivé en 1880 dans l'Ouest, il pratique le droit à Saint-Boniface*, où il est élu député en 1882. Nommé juge de comté en 1885, il devient juge d'une cour provinciale en 1908, poste qu'il occupe jusqu'en 1915. Membre de la

Société royale du Canada en 1903, il est aussi le président de l'Association* d'éducation canadienne-française du Manitoba et l'un des fondateurs de la Société* historique de Saint-Boniface. Journaliste et historien, il collabore aux journaux *Le Métis** et *Le Manitoba**. Il rédige un nombre considérable d'études historiques sur l'Ouest canadien, publiées pour la plupart dans des revues, dont *La Revue canadienne* et les *Mémoires de la Société Royale*.

PUBNICO. Région de Nouvelle-Écosse. Le havre de Pubnico, à l'extrémité sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, est la plus ancienne région de peuplement acadien existant encore de nos jours. Philippe Mius d'Entremont* s'y établit en 1651 (ou 1653) comme seigneur et colonisateur de la baronnie de Pobomcoup (Pubnico). Le village est détruit et ses habitants déportés par l'armée britannique en 1758-1759. Des Acadiens reviennent cependant du Massachusetts à partir de 1767. Ils s'installent des deux côtés du havre, autour de leur ancien village, alors occupé par les Anglais, ainsi qu'à Sainte-Anne-du-Ruisseau et Tousquet, puis à Wedgeport et Buttes Amirault, plus au nord. La région compte 5 420 francophones sur une population totale de 8 949. Le village même de Pubnico a abrité de 1937 à 1972 *Le Petit Courrier*, devenu *Le Courrier* de la Nouvelle-Écosse* depuis.

Benevise

PUISAYE, JOSEPH. Officier et colonisateur (Montagne-en-Perche, France, — 1755 — Londres, 13 octobre 1827). Intégré aux troupes du roi à l'âge de 18 ans, il fait partie de la noblesse aux États-Généraux de 1789. Maréchal en 1791, associé aux valeurs nobiliaires, il est forcé à l'exil en Angleterre durant les bouleversements consécutifs à la Révolution française. Devenu chef de file des Royalistes, il organise une offensive contre-révolutionnaire qui échoue en 1795. Puisaye met alors en branle un mouvement d'émigration vers le Canada des nobles évincés de la France ; fondant une colonie dans la région de Toronto en 1797, son initiative échoue lorsque les comtesses et vicomtesses préfèrent retourner en Europe plutôt que de faire face à l'isolement et aux rigueurs de l'hiver. En 1803, il publie six volumes de ses *Mémoires*. Puisaye retourne en Angleterre en 1814.

Q

QUARTIER SAINT-LÉONARD : voir POWERVUE

QUÉBEC ET LES FRANCOPHONES HORS QUÉBEC. Foyer principal des francophones en Amérique du Nord, le Québec constitue l'une des deux sources originelles de rayonnement de la francophonie canadienne en Amérique du nord. Les relations entre ce qui, en 1867, allait devenir le Québec et les francophones outre-frontières ne débutent de façon significative qu'au milieu du XIX^e siècle. L'émigration québécoise, la naissance d'un certain patriotisme canadien-français et le rayonnement des communautés religieuses québécoises sont à la base de l'établissement de relations entre le Québec et la francophonie nord-américaine. L'émigration la plus massive des Québécois se déroule durant la deuxième moitié du XIX^e siècle. Le sous-développement industriel et le manque de terre poussent les Québécois à émigrer vers la Nouvelle-Angleterre, l'Ontario, l'Ouest canadien et, dans une moindre mesure, le Midwest et l'Orégon. Ces Québécois émigrés continuent d'entretenir des relations étroites avec leur province d'origine et, dans leur terre d'accueil, ils cherchent à reproduire, avec l'appui du clergé, un mode d'organisation sociale qui s'apparente à celui du Québec. En d'autres mots, ils cherchent à vivre le Québec tout en étant à l'extérieur de ses frontières. Souvent, ils se regroupent dans des quartiers ou dans des régions, ce qui rend plus facile l'accueil des nouveaux arrivants et l'entraide. Les associations patriotiques comme la Société Saint-Jean-Baptiste trouvent dans ces regroupements des terrains de choix. L'émigration québécoise, au cours du XIX^e siècle, est mal vue par les élites politiques et le clergé : le Québec perd des effectifs qui vont grossir les rangs de la majorité anglophone nord-américaine. C'est ainsi qu'une campagne de rapatriement est mise sur pied par le Québec à l'endroit des Franco-Américains ; cependant, le clergé de l'Ouest canadien, rêvant d'un nouveau territoire majoritairement francophone, cherche à y attirer surtout des Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre. Devant l'échec du rapatriement, le clergé québécois et les associations patriotiques cherchent à maintenir la viabilité de ces

communautés francophones. Ainsi, jusqu'aux années 1960, la présence du Québec à l'extérieur de ses frontières se manifeste principalement par l'action de son clergé et de ses associations patriotiques comme le Conseil* de la Vie française en Amérique. Quant aux membres de la diaspora québécoise, ils retournent au Québec seulement pour visiter une parenté de plus en plus distante, pour effectuer des pèlerinages à Sainte-Anne-de-Beaupré ou au Cap-de-la-Madeleine, ou encore pour poursuivre leurs études à l'Université Laval. À l'exception de ces quelques échanges, les ponts sont de plus en plus coupés.

Avec la Révolution tranquille québécoise, l'investissement du champ social par l'État québécois et la montée d'un nationalisme québécois qui supprime le nationalisme canadien-français, les frontières du Québec paraissent de plus en plus étanches. Les États* généraux du Canada français en 1967, marquent une rupture morale entre le Québec et les francophones hors Québec. Cependant, la multiplication des échanges et des voyages entre le Québec et les francophones hors Québec, puis l'expansion, à l'extérieur du Québec, de la Société Radio-Canada, favorisent un certain rapprochement. Pour bien des Québécois, les communautés francophones outre-frontières constituent des avant-postes, qu'il faut aider à préserver de façon à retarder l'influence anglicisante au Québec même.

Malgré un certain rapprochement entre le Québec et sa diaspora, on reproche au Québec son attitude hégémonique et parfois méprisante à l'endroit des autres communautés francophones en Amérique du Nord. Par exemple, la suggestion du parti Québécois selon laquelle, dans l'éventualité de l'indépendance du Québec, une « loi de retour » pourrait faciliter la réinsertion au berceau des francophones hors Québec, est mal accueillie : cette vue des choses ne tient pas compte de l'enracinement des francophones dans leur nouveau milieu. Ainsi, même si on sent des affinités avec le Québec, on craint de trop s'en approcher. Par voie de conséquence, de nouvelles identités régionales ou provinciales émergent ou se raffermissent. Le gouvernement québécois joue un rôle limité dans les relations avec les francophones hors Québec. Depuis le début des années 1960, le gouvernement québécois maintient au sein de sa fonction publique un Département* du

Canada français d'outre-frontières chargé des relations avec les francophones hors Québec mais cette fonction reste modeste. Le gouvernement québécois semble davantage préoccupé de cultiver des relations avec la francophonie internationale qu'avec la diaspora franco-canadienne. La création du Secrétariat* permanent des peuples francophones marque un désir de rapprochement. Les gestes posés par le Québec dans le dernier quart de siècle laissent tout de même croire que la « Belle province » accepte d'assumer son rôle de foyer principal et essentiel des francophones nord-américains. Pour leur part, les Canadiens français des autres provinces et les Franco-Américains, plus conscients que jamais de leurs identités régionales, vont néanmoins de plus en plus se ressourcer au Québec. Du même coup, ils font voir aux Québécois d'autres variations sur le thème de la francité en Amérique du Nord.

QUESNEL, JULES-MAURICE. Explorateur et homme politique (Montréal, 1786 — *ibid.*, 20 mai 1842). Entré au service de la Compagnie* du Nord-Ouest, il travaille à partir de 1804 au fort des Prairies (Edmonton*). En 1807, il traverse les Rocheuses pour aller rejoindre Simon Fraser, qui vient de fonder les premiers postes de traite de la Nouvelle-Calédonie (la Colombie-Britannique actuelle). Il accompagne Fraser dans l'exploration du fleuve qui portera le nom de ce dernier. Au cours de cette exploration, le nom de Quesnel est donné à une rivière, à un lac et à un village. Il abandonne sa carrière de traiteur en 1811 et, après avoir amassé une fortune en pratiquant pendant quelques années le commerce dans le Haut-Canada, il retourne au Bas-Canada. Nommé d'abord membre du Conseil spécial constitué pour remplacer l'Assemblée législative suspendue (1838), il devient, sous l'Union, membre du Conseil législatif (1841-1842).

QUÉVILLON, JOSEPH. Prêtre (Saint-Vincent-de-Paul de l'Île Jésus, Québec, 18 juin 1805 — Pittsfield, Massachusetts, 6 août 1891). Ordonné le 19 septembre 1829, il exerce son ministère dans différentes paroisses du Québec jusqu'en 1850. La même année, il fonde la première paroisse franco-américaine, Saint-Joseph, à Burlington* dans le Vermont et en devient le premier curé (1850-1854). Il est ensuite curé de

l'île Bizard (1855-1858) et de Notre-Dame de Pittsfield (1870-1884).

QUINTAL, CLAIRE. Professeur et auteur (Central Falls, Rhode Island, 28 avril 1930—). Docteur ès lettres de l'Université de Paris, elle enseigne au Collège* de l'Assomption de Worcester où elle est doyenne des études universitaires de 1970 à 1979. En 1979, elle est nommée directrice de l'Institut* français rattaché au même collège. Membre du Conseil* de la vie française en Amérique et présidente de l'Alliance française de Worcester, Claire Quintal est une conférencière recherchée. Elle publie et édite plusieurs ouvrages sur les Franco-Américains.

QUISIBIS : voir SAINTE-ANNE (NOUVEAU-BRUNSWICK)

R

RADIO-CANADA : voir SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

RADISSON, PIERRE-ESPRIT. Explorateur (Paris, *circa* 1636 — Londres, juin 1710). Venu de Saint-Malo à Trois-Rivières au milieu du XVII^e siècle, Radisson est capturé par les Iroquois en 1651. Adopté par une famille qui lui apprend la langue iroquoise et assure sa protection, il participe à des expéditions dont une, en 1653, le mène jusqu'au fort Orange (aujourd'hui Albany, New York). En 1657, on le retrouve à la mission d'Onondaga (actuellement près de Syracuse, New York). C'est en 1659 que débute la longue collaboration entre Radisson et son beau-frère Des Groseilliers. Ensemble, les deux explorateurs se rendent au lac Supérieur et réalisent de profitables opérations de traite. Ayant connu des démêlés avec l'administration coloniale française, Radisson et son beau-frère passent en Angleterre, prennent contact avec les financiers et armateurs qui jetteront les bases de la Compagnie* de la baie d'Hudson, se mettent à leur service et effectuent plusieurs expéditions de traite. À compter de 1675, les deux explorateurs se remettent au service de la France : Radisson dirige alors une expédition militaire contre les colonies hollandaises d'Afrique et des Antilles et la perd ; plus tard, avec Des Groseilliers, il prend possession du territoire de Port-Nelson, à l'embouchure de

la rivière du même nom, et en ramène des stocks considérables de fourrures. Mais l'expédition lui vaut encore des difficultés avec les percepteurs de l'administration coloniale à Québec. À partir de 1684, Radisson retourne au service de la Compagnie de la baie d'Hudson pour le compte de laquelle il reprend le contrat de la région de la rivière Nelson. À compter de 1687, il bénéficie d'une rente de la compagnie et est naturalisé sujet britannique. Il meurt à Londres en 1710 au terme d'une retraite dont on sait fort peu de chose.

RADVILLE. Ville du district de Weyburn en Saskatchewan située à 110 km au sud de Régina. Population totale : 1 012 habitants. Fondée en 1910 lors de la construction de la voie ferrée du Canadien National, la ville doit son nom à l'un de ses premiers colons, Conrad Paquin : la dernière syllabe de son prénom a servi de radical à la formation du toponyme. Elle dessert une vaste région où domine l'agriculture mixte. Radville possède sa paroisse française, la Sainte-Famille, fondée en 1912, et son école française. Population francophone : 150.

RAGUENEAU, PAUL. Prêtre et missionnaire (Paris, 18 mars 1608 — *ibid.*, 3 septembre 1680). Membre de la Compagnie de Jésus, il s'embarque pour le Canada dès sa formation terminée, et se met au service des Hurons en 1637. Supérieur de la mission de Sainte-Marie-des-Hurons* de 1645 à 1650, il organise l'exode vers Québec de cette communauté indienne alors menacée par la maladie et les incursions iroquoises. Le père Rague-neau occupe aussi la direction générale des Jésuites du Canada de 1650 à 1653. Son œuvre épistolaire et hagiographique se compose des plusieurs *Relations* (1645-1649), du *Journal des Jésuites* (1650-1653) et de la *Vie de la Mère Cathérine de Saint-Augustin*.

RAÏCHE, JOSEPH-FIDÈLE. Prêtre et écrivain (Bic, Québec, 10 mars 1886 — Rimouski, *ibid.*, 19 mars 1943). Après avoir fréquenté l'Université de Baltimore, il est ordonné prêtre en 1912. Vicaire à Port Hook (Nouvelle-Écosse) (1913), il enseigne ensuite jusqu'en 1934 à l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse). Écrivain, l'abbé Raïche publie de nombreux recueils de contes et de nouvelles, dont *À fleur d'eau et à tire d'aile* (1925), *Aux creux des*

sillons (1926), *Journal d'un vicaire de campagne* (1927), *Les Dépaysés* (1929), *Les Frelons nacrés* (1929), etc. Ses récits évoquent parfois ses expériences de pasteur et professeur et présentent divers aspects de la vie agricole et maritime des Acadiens.

RAINY RIVER. Région de l'Ontario située à 240 km à l'est de Winnipeg. Population totale : 22 798 habitants. Le toponyme est une traduction anglaise du nom Rivière à la Pluie, qui désignait, sous le régime français, cet important cours d'eau du Nord de l'Ontario. Rainy River a été développé par des trappeurs. Bientôt, l'industrie forestière remplace la fourrure comme moteur de l'activité économique et les scieries y font leur apparition dès 1870. Avec le temps, l'agriculture et le tourisme viennent renforcer l'industrie de cette région. Population francophone : 645.

RAPATRIEMENT. Opération mise en place par le gouvernement de la province de Québec visant à rapatrier les Canadiens français émigrés en Nouvelle-Angleterre au cours du XIX^e siècle. Dès 1854, Auguste-Norbert Morin organise le service de la colonisation lors de son entrée au ministère des Terres de la Couronne. En 1867, le gouvernement de Québec envoie des agents provinciaux dans les villes du Massachusetts et du Rhode Island afin de convaincre les Canadiens français de revenir au pays en leur offrant gratuitement des terres. Le gouvernement tente aussi de diriger ces derniers vers les régions du Nord-Ouest canadien. Ces efforts remportent peu de succès et l'émigration vers les États-Unis augmente. Aussi, en 1873, le gouvernement de Québec charge l'abbé Edmond Gendreau de visiter les centres franco-américains et d'étudier les chances de rapatriement. L'abbé Gendreau évalue le chiffre des émigrés à 400 000. La même année, une crise économique sévit aux États-Unis, ce qui favorise légèrement le retour au Canada. En 1875, le gouvernement de Québec nomme le journaliste Ferdinand Gagnon* agent de rapatriement pour la province. Pour stimuler le mouvement, des lots de 100 acres sont offerts à bas prix, payables sur plusieurs années. Mais cette offre reste vaine, d'autant plus que les États-Unis retrouvent la prospérité vers 1880. Des rapatriés, ne pouvant se réadapter au travail agricole, reviennent dans les usines amenant avec eux d'au-



La famille Nadeau, des rapatriés en provenance des États-Unis venus s'établir dans l'Ouest canadien

tres Canadiens. La cause du rapatriement devenant quasiment désespérée, Gagnon abandonne sa campagne en 1879. Après 1880, le mouvement en faveur de la naturalisation américaine triomphe.

RAPIDES. Paroisse de la Louisiane, située à 180 km au nord-ouest de Bâton-Rouge. Population totale : 118 078 habitants. En 1723, le gouvernement de la Louisiane crée sur la Red River un poste militaire, le poste des Rapides qui devient un lieu de portage. En 1805, un commerçant amérindien, Alexander Fulton, fait de cet endroit stratégique le point de rencontre des deux Louisianes, celle des hautes terres du nord et celle des bayous du sud : le nouvel établissement, Alexandria, devient vite un centre commercial pour le coton et la canne à sucre. Pendant la guerre civile, les Unionistes prennent Alexandria puis, en avril 1864, pour sauver leur flotte menacée par les rapides, ils réussissent à élever le niveau de la Red River à l'aide de matériaux de démolition de la ville. Après la guerre, les rapides disparaissent. En 1878, sur l'autre rive, Pineville est incorporée à Alexandria. Avec son port, la ville est aujourd'hui un centre industriel important. Population francophone : 6 431.

RAPPE, AMÉDÉE. Évêque (Andrehem, France, 2 février 1801 — Saint-Albans, Vermont, 8 septembre 1877). Ordonné prêtre en 1829, il se consacre au ministère pendant une décennie en France puis se fait missionnaire dans l'Ouest américain. Arrivé à Cincinnati en 1840, il œuvre jusqu'en 1846 dans les localités de Toledo et Maumee (Ohio). Promu évêque en 1847, il devient le premier titulaire du nouveau siège épiscopal de Cleveland (1847-1870). Il y fonde un séminaire et parachève la cathédrale de la ville. En 1870, il reprend son travail de missionnaire, cette fois dans la région de Burlington (Vermont) (1870-1877). Grâce à une fortune accumulée dans des investissements miniers, il fait construire deux écoles, une église, un temple et un couvent dans des localités canadiennes-françaises du Vermont.

RAPPORT BASTARACHE-POIRIER. Intitulé *Vers l'égalité des langues officielles au Nouveau-Brunswick*, ce rapport est mieux connu et généralement identifié par l'appellation Rapport Bastarache-Poirier, du nom de ses auteurs Michel Bastarache* et Bernard Poirier. Commandé par

le gouvernement du Nouveau-Brunswick, il est déposé en 1982. Constatant le peu de progrès réalisé au Nouveau-Brunswick depuis l'adoption en 1969 de la loi provinciale sur les langues officielles, les auteurs recommandent et proposent des modalités précises pour l'application du bilinguisme intégral au sein de nombreuses institutions et corps publics. Généralement bien reçu dans la communauté acadienne qui souscrit tout-à-fait au diagnostic sévère des auteurs, le rapport ne fait pas l'unanimité dans les milieux politiques. Deux ans après le dépôt du rapport, le gouvernement nomme un comité consultatif chargé de recueillir les commentaires de la population. Au cours des audiences, plusieurs anglophones s'opposent violemment à l'extension de services en français. Le comité rend compte de ses activités en février 1986 et son rapport est rendu public en juin de la même année. Il recommande, entre autres, la reconnaissance de zones bilingues et la mise sur pied d'une commission des droits linguistiques et de programmes d'action positive pour les francophones. Mais au moment même où le rapport est rendu public, le premier ministre de la province annonce qu'il rejette la majorité de ses recommandations.

RAPPORT BÉRIAULT. Mis sur pied en novembre 1967 par le ministère de l'Éducation de l'Ontario, un comité spécial présidé par Roland Bériault est chargé d'étudier la possibilité de créer des écoles secondaires françaises dans le système scolaire public. L'institution de ce comité survient à un moment important alors que, d'une part, certaines institutions confessionnelles francophones (dont le Collège* du Sacré-Cœur à Sudbury) connaissent de graves difficultés financières les amenant à fermer leurs portes et que, d'autre part, les revendications des Franco-Ontariens en matière scolaire deviennent de plus en plus insistantes comme en font foi les crises scolaires de Sturgeon*Falls et de North* Bay. Le rapport du comité, communément appelé Rapport Bériault, sous-tend trois importants projets de loi (dont les Lois* 140 et 141) prévoyant la création d'un réseau d'écoles secondaires publiques françaises « là où le nombre le justifie ». En outre, le Rapport recommande la création de comités* consultatifs de langue française chargés d'aviser les conseils scolaires publics en matière d'enseignement en langue française.

RAPPORT SAINT-DENIS. À la demande de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario, le gouvernement provincial charge, en 1967, Roger Saint-Denis de mener une enquête sur la vie culturelle des Franco-Ontariens. Déposé en 1969, le rapport qui en résulte dresse un bilan sombre de la vie française en Ontario. Il décrit l'état de la culture française en Ontario, le rôle des institutions et la participation des Franco-Ontariens aux diverses disciplines artistiques. Face à ce constat, le comité propose l'établissement d'un Conseil franco-ontarien d'orientation culturelle afin de reconnaître un statut socio-culturel à la communauté. Le gouvernement provincial rejette d'abord cette recommandation mais, cinq ans plus tard, il créera le Conseil* des affaires franco-ontariennes répondant ainsi en partie aux recommandations du Rapport Saint-Denis.

RAQUETTEURS. Les clubs de raquetteurs se multiplient chez les francophones d'Amérique du Nord dans le dernier tiers du XIX^e siècle. Des Canadiens français fondent des clubs au Québec, en Ontario, dans l'Ouest et en Nouvelle-Angleterre. En 1907 est fondée l'Union canadienne des raquetteurs à une époque où presque chaque village compte un club et où les villes en comptent plusieurs. C'est à Montréal que se tient en 1910 le premier congrès international de la raquette. Des francophones des États-Unis y viennent nombreux. Le sport de la raquette perd de sa popularité après la première guerre mondiale. Mais les clubs continuent et les congrès maintiennent les relations entre francophones de l'Ouest canadien, des États-Unis et du Québec. Encore en 1942, Omer Héroux* reconnaît dans le *Devoir* que les rencontres de raquetteurs contribuent de façon non négligeable à la solidarité des francophones d'Amérique.

RASLES, SÉBASTIEN. Missionnaire (Pontarlier, France, 4 janvier 1657 — Narantsouak, Massachusetts, 23 août 1724). Membre de la Compagnie* de Jésus en 1675, il fait ses études classiques et théologiques en France, puis arrive en 1689 en Nouvelle-France où il étudie pendant un an la langue abénaquis, à Québec. Missionnaire auprès des Abénaquis à la mission Saint-François-de-Sales près de la rivière Chaudière (1690-1691), il travaille ensuite auprès des Illinois dans la région de Michillimakinac* (1691-1693).



Les Raquetteurs de Chisholm, Maine, en 1925

Par la suite, il se retrouve en Acadie où il passe trente et un ans au milieu des Abénaquis. Il rallie ces derniers non seulement au catholicisme mais également à la France, ce qui lui vaut la mise à prix de sa tête par les Anglais. Il meurt sur le seuil de sa mission, criblé de balles tirées par des Anglais. Il est l'auteur d'un *Dictionnaire de la langue abénaquis*, publié en 1833.

RAYMOND, ALPHONSE. Prêtre et administrateur (Lachute, Québec, 7 août 1914 – Sudbury, Ontario, 27 novembre 1978). Après des études de philosophie au noviciat des Jésuites à l'Immaculée-Conception de Montréal, il part en mission pour la Chine en 1939 et est fait prisonnier dans un camp de concentration japonais durant deux ans. À Shanghai, il étudie la théologie et les civilisations orientales et il est ordonné prêtre en 1945. De retour au Canada, il est désigné curé de la paroisse Sainte-Anne à Sudbury. En 1953, il est nommé recteur supérieur du Collège* du Sacré-Cœur, puis il fonde l'Université* de Sudbury en 1957 et en devient le premier recteur. Il encourage plusieurs groupes communautaires. Pour ses contributions, il est décoré de l'Ordre du Mérite scolaire franco-ontarien en 1959. Il collabore à la Société* historique du Nouvel-Ontario et au *Voyageur*.

RAYMOND, GÉRARD. Enseignant et administrateur (Verner, Ontario, 29 mai 1937 –).

Après son cours classique au Collège du Sacré-Cœur, à Sudbury (Ontario), et des études en éducation à l'Université d'Ottawa, il est successivement professeur, directeur adjoint, directeur-fondateur des écoles secondaires de Welland et Val-Caron et surintendant des écoles françaises de Niagara-Sud (1969). En 1971, il est détaché de son conseil scolaire pour participer comme directeur de la recherche à la Commission Symons, qui fait des recommandations au ministère de l'Éducation pour l'instauration des écoles secondaires publiques. Par la suite, il se joint aux rangs de la fonction publique ontarienne comme agent d'éducation et assume la vice-présidence puis la présidence du Conseil supérieur des écoles de langue française (1973-77). Nommé sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation en 1977, il devient sous-ministre au ministère des Services gouvernementaux en 1980, puis sous-ministre au ministère de l'Environnement en 1982. Il est le premier Franco-Ontarien à occuper un poste de sous-ministre au sein du gouvernement ontarien.

RAYMOND, ROMÉO D. Imprimeur et écrivain (Fitchburg, Massachusetts, 1889 – Holyoke, *ibid.*, 1964). Il fait ses études chez les Sœurs de la Sagesse au Québec. En 1907, il retourne à Worcester (Massachusetts) où il exerce plusieurs

métiers avant de devenir typographe au journal franco-américain, *L'Opinion* publique*. En 1932, il s'associe comme imprimeur à Joseph Lussier, rédacteur du journal *La Justice**. En 1941, à l'aide de ses fils Gérard et Arthur, il achète le même journal à Jacques Ducharme et en devient rédacteur et propriétaire. Durant toute son existence, il maintient ce quotidien de langue française, coûte que coûte, alors que le nombre de lecteurs et de commanditaires diminue.

RAYSIDE-BALFOUR : voir AZILDA

RAZILLY, ISAAC DE. Marin et colonisateur (Touraine, France, circa 1587 – La Hève, Acadie, circa 1635). Chevalier de Malte dès 1605, il s'illustre dans des batailles en France et au Maroc (1621-1631). Marin chevronné, il présente, en 1626, au cardinal de Richelieu, un *Mémoire* sur l'organisation navale des colonies françaises, mémoire qui suscite la création de la Compagnie des cent-associés (1627). C'est à titre de membre de cette compagnie qu'il débarque en Acadie en 1632 et qu'il en devient le gouverneur jusqu'en 1635. Il vient y poursuivre l'action commencée par le traité de Saint-Germain-en-Laye, qui redonne à la France les terres de l'Acadie, du Cap-Breton et du Canada. Il reprend le territoire des mains des Anglais, prend possession de Port-Royal (1632) et obtient la concession de l'île Sainte-Croix (1632). Il établit La Hève (aujourd'hui La Have) et organise la colonisation des régions voisines de Port-Royal et de La Hève. Il fait construire le fort Saint-François (probablement le fort Chedabouctou) et aide à développer le commerce des fourrures en Acadie. Il est l'instigateur de la reprise du fort de Pentagœt en 1635, son dernier exploit d'importance en Acadie.

RÉAUME, JOSEPH-OCTAVE. Médecin et homme politique (Anderton, Ontario, 13 août 1856 – 12 juin 1933). Médecin de profession après ses études à Détroit et à Toronto, il se lance dans la politique provinciale, est élu député conservateur en 1902 puis est réélu en 1905, 1908 et 1911. Premier Franco-Ontarien à faire partie d'un cabinet provincial, il est nommé en 1905 ministre des Travaux publics dans le Cabinet Whitney et conserve ce ministère jusqu'en 1914. Lors de la crise du Règlement* 17, il ne s'oppose pas officiellement à son application. Dé-

fait à l'élection de 1914, il retourne à la pratique médicale.

RÉBELLION DU NORD-OUEST. Au cours des années 1880, les Métis* de l'Ouest s'agitent devant l'effritement de leur mode de vie causé en partie par la colonisation, qui décime les troupeaux de bisons. Dès 1880, ils réclament l'aide du gouvernement fédéral, des terres, des semences, des instruments aratoires et des écoles qui leur permettraient de se sédentariser. Devant l'inaction du gouvernement, ils passent aux gestes et vont chercher Louis Riel* au Montana. Riel arrive à Saint-Laurent* le 1^{er} juillet 1885. Cet été-là, il rédige un manifeste pour exposer les revendications des Métis. Il tente aussi de rallier les Indiens et les colons, mais ne réussit qu'à susciter l'inquiétude du clergé catholique. Par dépit peut-être devant cette attitude, Riel se pose en prophète. Le 18 mars 1885, les Métis s'emparent de Batoche* et proclament un gouvernement provisoire, dont Riel est le chef politique et Gabriel Dumont* le chef militaire. Le gouvernement fédéral réagit par l'envoi d'une force armée de 8 000 hommes. Ils arrivent en Saskatchewan au début d'avril. Après quelques escarmouches, ils entourent Batoche le 9 mai. Le combat dure quatre jours. Les Métis capitulent, faute de munitions. Leurs chefs s'enfuient, sauf Riel qui se rend. Il sera jugé le 10 juillet à Régina* et pendu le 16 novembre 1885. La rébellion aura servi à mettre en relief les griefs de l'Ouest et lui aura valu certaines concessions, mais elle aura aussi eu comme effet d'augmenter la tension entre le Canada anglais et le Canada français.

RED DEER. Ville de l'Alberta située entre Calgary et Edmonton, à 150 km au sud de cette dernière. Population totale : 46 343 habitants. Les premiers peuplements remontent à l'époque de la rébellion de Louis Riel*, lorsque la Gendarmerie royale érige le fort Normandeau qu'elle occupe jusqu'en 1893. Des colons, dont un bon nombre vient de France, y affluent au début du siècle. Un groupe de ces francophones tente en 1906 d'y créer un phalanstère socialiste. La vocation agricole de Red Deer s'oriente après la seconde guerre mondiale vers l'exploitation pétrolière et la transformation pétrochimique. Population francophone : 790.

RÉDEMPTORISTES. Cette communauté, composée de pères et de frères convers, est fondée en Italie en 1732 par Alphonse-Marie de Liguori. D'abord connue sous le nom de Congrégation du Saint-Sauveur, elle prend son nom actuel en 1749. Ses membres se consacrent prioritairement à la pastorale ainsi qu'à l'éducation. Les premiers Rédemptoristes, qui sont majoritairement d'expression anglaise, débarquent aux États-Unis en 1830, puis se dispersent vers le sud-ouest du pays. Ils arrivent au Canada en 1874, en provenance de la région de Baltimore, et s'installent tout d'abord dans la province de Québec. Devant le peu d'effectifs francophones, la communauté américaine demande du renfort. Ainsi, un premier contingent de francophones arrive de Belgique à New York en 1879. Ils essaient graduellement dans l'Ouest du Canada : Sainte-Anne-des-Chênes* (Manitoba ; 1893), Morinville (Alberta ; 1956-1966), puis dans l'est. Ils sont notamment à Ottawa* de 1907 à 1964, à Devonshire (1943-1970), à Timmins* (1958), à Hamilton* (1960), à Burlington* (1968). On les retrouve également à Humphrey (près de Moncton, Nouveau-Brunswick) où ils fondent un séminaire (1956-1968) qui est affilié à l'Université* de Moncton en 1959.

REDVERS et ANTLER. Villages de Saskatchewan situés sur la ligne de chemin de fer Regina-Souris, à 20 km de la frontière du Manitoba. Populations totales : 107 habitants (Antler), 859 habitants (Redvers). Les premiers résidents français et belges s'établissent dans la région en 1894. La gare de chemin de fer de Redvers ouvre ses portes en 1900. L'agriculture constitue l'activité économique principale de la région. Populations francophones : 30 (Antler), 230 (Redvers).

REED, REVON. Éducateur et folkloriste (Mamou, Louisiane, 1917—). D'abord enseignant au niveau élémentaire et au niveau secondaire, il s'improvise par la suite reporter à la pige et photographe. Avid collectionneur des contes et chansons des Cajuns, il se lance dans le folklore comme interprète lors de nombreux festivals locaux, puis nationaux et internationaux. Il anime des émissions de radio et publie en 1976 une histoire de la paroisse de Saint-Landry, intitulée *Lâche pas la patate ! C'est le premier livre entièrement écrit en cajun et, par conséquent, la*

première tentative de standardisation et de grammaticalisation de ce parler.

REESOR SIDING, GRÈVE DE. Conflit de travail survenu à Kapuskasing (Ontario) du 14 janvier 1963 jusqu'à la fin de février de la même année, opposant la compagnie forestière Spruce Falls Power and Paper au syndicat de ses 1 150 bûcherons. Largement exacerbé par une absence de dialogue entre les parties, il dégénère en un affrontement rangé qui aboutit, le 10 février, à une fusillade au cours de laquelle trois bûcherons perdent la vie en tentant de bloquer l'approvisionnement de la compagnie. Dix-neuf ouvriers sont arrêtés par les forces de l'ordre dont les effectifs augmentent pour l'occasion de 200 agents supplémentaires. La crise est dénouée par un recours à l'arbitrage : les bûcherons obtiennent gain de cause et reprennent le travail après six semaines de grève. Pour la communauté presque exclusivement francophone de Kapuskasing, la grève laisse des marques profondes.

RÉGIMBAL, ALBERT. Prêtre et animateur culturel (Sudbury, Ontario, 7 septembre 1915 — *ibid.*, 17 juillet 1980). Il fait ses études au Collège du Sacré-Cœur à Sudbury puis étudie à l'Université de Montréal et à la Faculté de théologie des Jésuites. Ordonné prêtre jésuite en 1948, il est d'abord curé à la paroisse Sainte-Anne de Sudbury. Fondateur et directeur général



Albert Régimbal, s.j.

du Centre* des jeunes de Sudbury (1950-1980), du camp d'été de l'Île-aux-Chênes à Lavigne (1963-1980), membre-fondateur et vice-président du Comité des droits de l'homme de Sudbury, membre-fondateur et vice-président de l'Association canadienne des centres de loisirs (1962), premier promoteur des Jeunesses musicales dans le nord de l'Ontario, il se dépense sans compter pour la promotion de la culture française. En 1985, l'Assemblée des centres culturels de l'Ontario institue en son honneur l'Ordre du mérite Albert Régimbal pour récompenser ceux qui, comme lui, ont à cœur l'épanouissement culturel franco-ontarien dans leur région.

RÉGINA. Capitale de la Saskatchewan située à équidistance de Winnipeg et de Calgary, à 160 km au nord de la frontière américaine. Population totale : 162 613 habitants. À l'origine, site d'un camp de chasse aux bisons, la collectivité devient, avec l'arrivée du chemin de fer en 1882, la capitale des Territoires du Nord-Ouest et, en 1906, de la Saskatchewan. Lieu du procès et de la pendaison de Louis Riel*, la ville se développe comme un grand centre commercial nettement dominé par l'activité agricole. Régina est le siège de plusieurs organismes français parmi lesquels on compte l'Association* culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan, la Commission culturelle fransaskoise et le Conseil de la Coopération de la Saskatchewan. L'hebdomadaire *L'Eau Vive* est publié à Régina. Population francophone : 2 470.

RÈGLEMENT 17. Promulguée en 1912 et légèrement modifiée l'année suivante, cette circulaire du ministère de l'Instruction publique de l'Ontario limite l'enseignement en français aux deux premières années d'école primaire et l'interdit dans les autres classes, dans les écoles de la province. Le Règlement 17 fait suite aux campagnes menées par des Irlandais catholiques qui sont dirigés par M^{sr} Fallon et alliés, paradoxalement, aux Orangistes du sud et de l'est de l'Ontario. Survenue au cours d'une période de tensions graves entre francophones et anglophones du Canada (après la pendaison de Riel* en 1885 et la Loi scolaire du Manitoba en 1890), ce qu'il est convenu d'appeler la Crise du Règlement 17 prend la forme d'une vive résistance chez les nationalistes francophones autant du Québec que de l'Ontario et d'ailleurs. Cette campagne de résistance est menée sur cinq fronts : sensibilisation de l'opinion publique, insoumission à la loi, création d'écoles parallèles, contournement de la loi et recours aux plus hautes instances judiciaires. Les quotidiens *Le Droit** (fondé en 1913) et *Le Devoir** (fondé en 1910) ainsi que d'autres journaux francophones mènent une campagne sans trêve en vue de sensibiliser l'opinion publique canadienne-française. Près de 200 écoles (dont l'école* Guigues d'Ottawa) refusent de se soumettre à la loi et sont ainsi privées des subsides gouvernementaux que l'on comble en partie en mettant sur pied des collectes de fonds. Environ une dizaine d'écoles dites libres sont créées ; logées dans des locaux de fortune, elles se retirent



Réunion de protestation contre le Règlement 17 à Belle-Rivière

complètement du réseau scolaire admis par le gouvernement. Dans le nord de l'Ontario, on contourne la loi pour poursuivre l'enseignement du français sans subir de pénalité. Enfin, trois autres recours sont entrepris : premièrement, auprès du gouvernement fédéral pour qu'il désavoue le Règlement 17 ; deuxièmement, auprès du Conseil privé de Londres (le plus haut tribunal du Canada à cette époque) afin de faire valoir l'inconstitutionnalité du Règlement 17 ; et enfin auprès du Vatican afin qu'il appuie les Franco-Ontariens dans leurs revendications. Aucune de ces démarches ne réussit. Le Règlement 17 est tout de même rendu inopérant en 1927 en partie grâce aux pressions québécoises, au changement de mentalité chez les anglophones de la province et aux efforts déployés par l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario. La crise du Règlement 17 reste profondément gravée dans l'imaginaire franco-ontarien et constitue un événement majeur dans la lutte contre l'assimilation.

RELATIONS DES JÉSUITES. Écrits sous forme de lettres contenant le récit des activités exploratrices et apostoliques de la Société de Jé-

sus en Nouvelle-France, envoyées au Provincial de Paris par le supérieur des missions canadiennes de 1612 à 1673. La tranche la plus importante couvre la période entre 1632 et 1673, avec Paul Lejeune comme rédacteur principal. Durant cette période, les *Relations* sont publiées annuellement à Paris. Elles offrent un témoignage important des vies et coutumes des Amérindiens (en particulier des Hurons et des Iroquois), des activités des Jésuites, des événements marquants de la Nouvelle-France et des conditions climatiques et géographiques au Canada. Les *Relations* constituent une source essentielle pour l'histoire de la Huronie dans l'Ontario actuel (baie Géorgienne).

RELIGIEUSES DE JÉSUS-MARIE. Congrégation créée en 1816 pour l'instruction de la jeunesse. On trouve ses membres aujourd'hui sur cinq continents. C'est en 1855 que les Religieuses de Jésus-Marie arrivent au Canada. D'abord établies à Lévis, elles s'installent ensuite dans les diocèses de Gravelbourg* (1915), de Bathurst* (1918) et de Keewatin (Manitoba) (1947). Cette même année, elles étendent leurs activités à la



Les religieuses de Jésus-Marie à Manchester, New Hampshire

Nouvelle-Angleterre où elles fondent une dizaine d'établissements.

RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DU SACRÉ-CŒUR. Cette communauté qui voit le jour à Memramcook (Nouveau-Brunswick) en 1924, à l'instigation de M^{sr} Édouard-Alfred LeBlanc, est constituée à partir d'un rameau francophone détaché de la Congrégation des Sœurs de la Charité de l'Immaculée-Conception (fondée en 1854 à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick). Formée de religieuses acadiennes, la nouvelle communauté se consacre à l'enseignement des jeunes fille, d'abord exclusivement en français, puis dans les deux langues. Ses membres prodiguent également, dans un deuxième temps, des soins aux malades et aux personnes âgées. On retrouve de nombreuses maisons d'enseignement, des couvents ainsi que des noviciats un peu partout dans trois des quatre provinces maritimes, notamment au Nouveau-Brunswick, à Moncton, à Sackville (1934) et Grand-Sault (1924), en Nouvelle-Écosse, à Pubnico-Ouest (1963) et Annapolis-Royal (1965), à l'Île-du-Prince-Édouard, à Mont-Carmel (1959) et Baie-Egmont (1961). Un hôpital est ouvert à Sainte-Anne-de-Kent (Nouveau-Brunswick ; 1966).

REMPART, LE. Fondé à Windsor en 1958, il est d'abord un bulletin mensuel de la Société Saint-Jean-Baptiste de l'Ouest de l'Ontario de 1958 à 1966. Dirigé par Marie Levasseur* Bézaire, il renseigne sur les activités locales de la société et diffuse des nouvelles générales sur les francophones de la région. Puis, en 1966, se détachant de la SSJB, il est transformé en tabloïd mensuel, puis en hebdomadaire en 1979. Distribué plus particulièrement à Windsor, dans les comtés d'Essex et de Kent, il compte, en 1980, 1 150 abonnés par courrier et 300 abonnés scolaires. Dans cette région largement anglophone, *Le Rempart* est l'un des rares moyens d'expression et de communication pour les francophones. Il les informe sur les activités de leurs associations et de leurs institutions, incite leur réflexion et encourage leur épanouissement.

RENAISSANCE ACADIENNE. Également connu sous le nom de Grand Réveil acadien, ce courant socio-politique se manifeste surtout dans le dernier tiers du XIX^e siècle. Il est déclenché

par un certain nombre d'événements : l'émergence d'une bourgeoisie d'origine acadienne et québécoise apte à assumer un certain leadership socio-économique ; l'adoption de législations provinciales défavorables à l'enseignement du français et de la religion dans les écoles – le *Free School Act* de 1864 en Nouvelle-Écosse ; le *Common School Act* de 1871 au Nouveau-Brunswick ; et le *Public School Act* de 1877 dans l'Île-du-Prince-Édouard ; le choc provoqué par les émeutes* de Caraquet en 1875 ; la prise de conscience d'un certain vouloir-vivre collectif alimenté notamment par la large diffusion d'*Évangéline** de Longfellow et par la publication de *La France aux colonies : Acadiens et Canadiens* par le Français Rameau de Saint-Père, qui permet aux Acadiens de lire leur histoire dans leur langue maternelle. Bientôt, les Acadiens réagissent et s'affirment. Un premier établissement d'enseignement secondaire et supérieur est par ailleurs fondé à Memramcook en 1864. De grands rassemblements nationaux acadiens sont convoqués à compter de 1881 et donnent lieu à l'adoption en 1884 d'un drapeau et d'un hymne national, l'*Ave* Maris Stella*. Deux journaux sont fondés : *Le Courrier des Provinces maritimes* en 1885 et *L'Évangéline* en 1887. Mais ce mouvement patriotique acadien ne vise pas l'autonomie politique. Ses artisans et maîtres d'œuvre travaillent plutôt à la reconnaissance des droits linguistiques et culturels des Acadiens.

RENAUD, AUGUSTE. Homme politique (Bordeaux, France, 18 octobre 1835 – Fond-de-la-Baie, Nouveau-Brunswick, 9 juillet 1897). Marin français, il arrive en Acadie en 1860. Installé à Bouctouche* (Nouveau-Brunswick), il devient fermier et instituteur. Élu sous l'étiquette libérale à la Chambre des communes lors de l'élection de 1867, Renaud est le premier francophone – non acadien – des Maritimes à siéger au Parlement fédéral. Accusé de patronage en faveur d'Acadiens dont il facilite la nomination dans les services publics, il n'est pas réélu. Nommé sous-percepteur du ministère provincial du Revenu en 1885, il se retire en 1891 et meurt six ans plus tard.

RENAUD, EMILIANO. Pianiste, compositeur, organiste et professeur (Saint-Jean-de-Matha, Québec, 26 juin 1875 – Montréal, 3 octobre

1932). Après avoir été directeur de chorale à Church Point (Nouvelle-Écosse) en 1892 puis organiste à l'église Sainte-Marie d'Oswego* (New York), il part se perfectionner en Europe en 1897. Rentré à Montréal en 1899, il va de récital en récital jusqu'en 1908 où il enseigne au Conservatoire d'Indianapolis. Il se fixe à Boston en 1915 et y poursuit une carrière de virtuose et de pédagogue. Il invente une méthode d'enseignement du piano à l'aide de disques, et la lance sur le marché américain en 1918. Il passe les onze dernières années de sa vie à Montréal où il s'adonne surtout à la composition.

RÉSISTANCE DES MÉTIS (1869-1870). Au début des années 1860, à l'expiration du bail que détenait la Compagnie* de la baie d'Hudson sur les Territoires du Nord-Ouest, un mouvement se dessine pour inclure ce territoire dans le Canada qu'on est en train d'étendre vers l'ouest. En même temps, les colons arrivent dans l'Ouest, surtout en provenance de l'Ontario. Les Métis* se sentent menacés dans leur mode de vie et dans leur existence et ils appréhendent une perte de contrôle de leur destinée. La Loi de 1869 sur l'organisation des terres de l'Ouest ne les rassure guère. Ils songent à la résistance armée. Formé et encouragé par le clergé canadien-français, Louis Riel* émerge comme le porte-parole des Métis francophones. Devant cet état de choses, le gouvernement fédéral retarde la prise de possession des terres, prévue pour le 1^{er} décembre 1869. Encouragé par ce résultat, Riel proclame un gouvernement provisoire et, au cours d'une convention tenue en janvier 1870, rallie à sa cause un nombre important de Métis anglophones. Pendant ce temps, le gouvernement du Canada crée la province du Manitoba, légifère sur les droits des Métis et, en août 1870, prenant prétexte de l'exécution d'un Canadien anglais par les Métis, envoie des troupes dans l'Ouest afin d'arrêter Riel, faisant ainsi fi d'une promesse d'amnistie. Riel et ses lieutenants doivent s'enfuir. Les Métis se sentent coincés et refluent vers l'Ouest, vers la Saskatchewan d'où ils tenteront à nouveau, une quinzaine d'années plus tard, de faire reconnaître leurs droits. Riel a cependant réussi à atteindre certains de ses objectifs : la création d'une province distincte (le Manitoba), le bilinguisme officiel et les écoles confessionnelles. Malgré tout, ces droits, stipulés dans le Manitoba Act de

1870, ne seront reconnus que 114 ans plus tard à la suite d'un jugement de la Cour suprême (voir l'Affaire* Forest). En raison des liens de solidarité entre les Métis et les Canadiens français et à cause de l'espoir qu'entretenaient plusieurs Québécois de fonder au Manitoba une province française, la Résistance des Métis de 1869-1870 marque l'imaginaire canadien-français et rappelle les luttes du passé nécessaires pour faire connaître les droits présents.

REVUE DE LOUISIANE. Revue bilingue publiée par la University of Southwestern Louisiana à Lafayette sous les auspices du Codofil*. Elle paraît de façon irrégulière depuis sa fondation en 1972. Ce périodique traite des problèmes du bilinguisme, de folklore et de musique, mais publie aussi des articles d'intérêt général sur l'histoire, la géographie, la littérature, la langue et la sociologie.

REVUE DE L'UNIVERSITÉ DE MONCTON. Fondée en 1968 par l'Association des professeurs de l'Université* de Moncton, la Revue prend la relève de la *Revue économique* (1966-1969). Aujourd'hui comme à l'origine, ses rédacteurs veulent assurer le rayonnement de l'Université de Moncton dans le milieu acadien et dans la région des Maritimes en publiant des textes académiques et des commentaires sur l'actualité locale, nationale et internationale. La Revue tient aussi lieu d'organe d'information et d'outil de communication des résultats des travaux menés par la communauté universitaire acadienne. Tirant à 750 exemplaires, elle est distribuée dans les Maritimes, dans le reste du Canada et compte des abonnés aux États-Unis et en Europe. Depuis 1983, elle porte le nom de *Revue de l'Association des bibliothécaires et des professeurs de l'Université de Moncton*.

REVUE DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA/ UNIVERSITY OF OTTAWA QUARTERLY. Revue fondée à Ottawa en 1931 et publiée quatre fois l'an par les Éditions de l'Université d'Ottawa (depuis 1986, connues sous le nom de Presses* de l'Université d'Ottawa). Le périodique a pour but de contribuer à la culture générale du Canada en publiant des textes touchant la théologie, le droit canonique et civil, l'histoire, la philosophie, les sciences et les arts. Depuis les années 1960, elle publie en français et en anglais dans le

domaine des lettres anglaises et françaises, des sciences humaines et sociales et de la philosophie. Son dernier numéro paraît en 1987.

REVUE DE L'UNIVERSITÉ SAINTE-ANNE. Fondée en 1977, à l'Université* Sainte-Anne à Pointe-à-L'Église en Nouvelle-Écosse, la Revue vise, à ses débuts, à offrir un véhicule de publication aux professeurs de l'institution. Mais les orientations du départ sont rapidement dépassées et, depuis quelques années, elle s'attache à cerner diverses facettes de la réalité acadienne. Dirigé par un comité de trois professeurs, la Revue est publiée une fois l'an et tire à 400 exemplaires.

REVUE D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE. Revue publiée quatre fois l'an par l'Institut d'histoire de l'Amérique française. Fondée par l'abbé Lionel Groulx en 1947, un an après la fondation de l'Institut, elle s'intéresse à l'histoire de la présence française au Québec et dans toute l'Amérique du Nord. Véhicule de communication privilégié des historiens francophones québécois et canadiens, elle est aujourd'hui la principale revue consacrée à l'histoire du Québec.

REVUE DU NOUVEL-ONTARIO. Créée en 1978 par des chercheurs regroupés au sein de l'Institut* franco-ontarien à l'Université* Laurentienne (Sudbury), cette revue analyse la situation franco-ontarienne et comment elle est influencée par le passé et par les forces économiques, sociales et politiques présentes. Publiée annuellement à Sudbury*, elle aborde des thèmes aussi variés que les idéologies en Ontario français, la littérature sudburoise, la politique et le syndicalisme en Ontario français. C'est la seule revue ontarienne essentiellement consacrée à ce champ d'intérêt.

REYNARD, ALEXIS. Missionnaire (Castillon, France, 28 septembre 1828 — Rivière-House, Territoires du Nord-Ouest, juillet 1875). Il entre au noviciat oblat* de Notre-Dame de l'Osier (1849) et est ordonné prêtre en 1852. Envoyé aussitôt dans l'Ouest canadien, aux missions de l'Athabaska, il séjourne à Saint-Boniface*(1852-1853), à l'Île-à-la-Crosse (Saskatchewan ; 1853), au fort Chipewyan (Alberta ; 1853-1863 et 1874-1875), au fort Providence (Territoires du Nord-Ouest ; 1863-1870) et au Lac-La-Biche (Alberta ; 1870-1874). Il s'affaire à

la construction des missions de La Nativité lors de son passage à Chipewyan, près du lac Athabasca, et s'occupe aussi du développement du fort Providence où il aide, entre autres, à la construction des établissements pour les Sœurs* grises. Il meurt au cours d'un voyage vers la mission du Lac-La-Biche, l'été de 1875.

RHÉAUME, LOUIS. Évêque (Lévis, Québec, 21 novembre 1873 — Ottawa, 8 mai 1955). Après des études dans sa ville natale, à Montréal et à Ottawa*, il est ordonné prêtre oblat à Rome en 1904. Il est, successivement, professeur à l'Université* d'Ottawa, directeur du Grand Séminaire diocésain d'Ottawa et recteur de l'Université d'Ottawa. Il est nommé évêque de Haileybury* en 1923 (devenu, en 1938, le diocèse de Timmins). En son honneur, une école de Timmins porte son nom.

RHODE ISLAND : voir NOUVELLE-ANGLETERRE

RICHARD, AMBROISE. Avocat et homme politique (Memramcook, Nouveau-Brunswick, 5 février 1850 — Dorchester, *ibid.*, 14 septembre 1917). Formé à la Boston Law School, il est admis au barreau du Nouveau-Brunswick en 1879. Invité à siéger au Conseil législatif de sa province, il devient le premier Acadien à remplir cette fonction (1882-1892). Nommé procureur général en 1892, il est élu député conservateur de la circonscription de Westmoreland à l'élection de 1895. Il est défait en 1899. En 1901, on le nomme greffier de la municipalité de Westmoreland, poste qu'il occupera pendant plusieurs années.

RICHARD, ANDRÉ F. Homme politique (Sainte-Anne-de-Kent, Nouveau-Brunswick, 16 septembre 1906 —). Concessionnaire d'automobiles et marchand de bois, il dirige aussi pendant un certain temps l'Imprimerie acadienne Ltée. En 1947, il est élu conseiller municipal de Kent. Il s'intéresse à la politique provinciale et se présente avec succès comme candidat libéral dans le comté de Kent en 1956. Il sera réélu en 1960, 1963, 1967 et 1970. Le premier ministre Louis Robichaud lui confie le ministère des Travaux publics en 1960 et celui de la Voirie en 1967. En 1974, il n'est pas candidat aux élections. Domicilié à Bouctouche*, il se consacre à l'administra-

tion au sein de la compagnie d'assurances-vie l'Assomption Mutuelle.

RICHARD, CLOVIS-THOMAS. Avocat et homme politique (College Bridge, Nouveau-Brunswick, 8 mai 1892 — Bathurst, *ibid.*, 22 août 1976). Après avoir servi dans l'armée canadienne pendant la première guerre mondiale, il devient avocat en 1919 et pratique sa profession à Bathurst*. Élu député libéral de la circonscription de Gloucester à l'Assemblée législative de sa province en 1926, il est réélu sans interruption jusqu'à sa démission en 1945. Il occupe entre temps le poste de secrétaire-trésorier du Nouveau-Brunswick de 1935 à 1940. Représentant du même comté et du même parti à la Chambre des communes à partir de 1945, Richard se retire de la vie politique en 1949. Il est nommé juge en 1952.

RICHARD, ÉDOUARD. Avocat et écrivain (Princeville, Québec, 14 mars 1844 — Battleford, Saskatchewan, 27 mars 1904). Après ses études de droit aux universités Laval et McGill, il devient l'associé de Sir Wilfrid Laurier* à Arthabaska (1868-1875). De 1872 à 1878, il est député de Mégantic (Québec) à la Chambre des communes. Il devient ensuite shérif des Territoires du Nord-Ouest tout en résidant à Winnipeg* (1878-1887). Il termine sa carrière à Paris comme archiviste du gouvernement du Canada (1897-1903). Il est l'auteur d'*Acadia -- Histoire de l'Acadie* (1895), réédité par Henri d'Arles (1916-1921).

RICHARD, GABRIEL. Vicaire général (Saintes, France, 15 octobre 1764 — Détroit, Michigan, 13 septembre 1832). Il fait ses études à Angers. Ordonné chez les Sulpiciens en 1790, il dirige le séminaire d'Issy, près de Paris. Réfractaire au serment de fidélité à la Constitution civile du Clergé, au moment de la Révolution, il quitte la France pour les États-Unis (1792). M^{sr} Carroll, premier évêque catholique de Baltimore, l'envoie dans les missions de l'Île-à-Kaskaskia (Illinois), où il reste six ans. En 1798, il part pour Détroit* où il devient vicaire général pour le Michigan. Victime de l'épidémie de choléra qui éclate à Détroit en 1832, il est, à sa mort, vicaire général pour les États du Kentucky, de l'Indiana et du Michigan. Il est l'auteur de quelques ouvrages religieux, dont *La Journée du Chrétien* (1811).

RICHARD, GLORIA. Soprano et professeur (Sainte-Anne, Nouveau-Brunswick, 21 avril 1934 —). Elle étudie la musique et la pédagogie à l'Université* de Moncton et à l'Université de Montréal où elle obtient une maîtrise en musique en 1965. Auparavant, elle donne, à compter de 1957, de nombreux récitals sur scène et à la télévision et remporte plusieurs prix, dont celui du concours national des Jeunesses musicales (1963) et celui du concours international de Montréal (1967). À plusieurs reprises, elle se produit avec les orchestres symphoniques d'Edmonton, d'Halifax, de Moncton, de Montréal et de Toronto. Elle enregistre des pièces classiques en 1970. Elle enseigne l'art vocal à l'Université* d'Ottawa de 1976 à 1979 et, depuis, elle est conseillère pédagogique en éducation musicale au ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick.

RICHARD, MARCEL-FRANÇOIS. Prêtre (Saint-Louis-de-Kent, Nouveau-Brunswick, 9 avril 1847 — Rogersville, Nouveau-Brunswick, 18 juin 1915). Après des études au Collège de Saint-Dunstan à l'Île-du-Prince-Édouard, il fait sa théologie au Grand Séminaire de Montréal. Ordonné prêtre en 1870, il devient curé de sa paroisse natale et, aidé de religieuses de la Congrégation* de Notre-Dame venues de Montréal, il y fonde, en 1874, le Collège Saint-Louis. L'institution ferme ses portes en 1882 à la suite de démê-



M^{sr} Marcel-François Richard

lés entre le fondateur et M^{re} Rogers, évêque de Chatham. En 1885, il prend en charge la mission de Rogersville* qu'il avait lui-même établie dès 1870. Il consacre en fait sa vie à fonder des paroisses, bâtir des églises, des monastères et des écoles dans les comtés de Kent et de Northumberland. Il compte également au nombre des promoteurs de la fête nationale et du drapeau acadiens. Sa carrière et sa vie ont fait l'objet d'un livre de Camille-Antonio Doucet* intitulé *Une étoile s'est levée en Acadie*.

RICHARD, RENÉ. Peintre (La Chaux-de-Fonds, Suisse, 1^{er} décembre 1895 — Québec, 1982). Arrivé au Canada avec sa famille à l'âge de quatorze ans, il s'établit à Cold* Lake (Alberta) où il est trappeur. Passionné pour le dessin, il part étudier à Paris. Il y rencontre Clarence Gagnon, qui devient son mentor et exerce une influence considérable sur sa carrière. De retour au pays en 1930, le peintre-trappeur entreprend sur le fleuve Churchill une odyssée solitaire qui dure trois ans. En 1942, il se fixe à Baie-Saint-Paul (Québec) où il se consacre exclusivement à son art. Ses peintures ornent les éditions de *Menaud, maître-draveur* de Félix-Antoine Savard* et de *La Montagne secrète* de Gabrielle Roy*.

RICHARD, RHÉAL ERNEST. Homme politique (Shippagan, Nouveau-Brunswick, 1^{er} mai 1922 —). Commerçant à Shippagan*, il fait partie du conseil municipal en 1947. Élu député libéral de Gloucester à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, il est réélu en 1952, 1956, 1960, 1963 et 1967. Président de la Chambre de 1960 à 1963, il se voit confier le ministère des Pêches, nouvellement créé en 1963. Il quitte la politique en 1970 pour occuper un poste de gérance à Shippagan.

RICHARD, ZACHARY. Compositeur et interprète de la chanson (Lafayette, Louisiane, 1950 —). Au début des années 1970, le jeune Richard décide de faire de sa passion, la musique cajun, un gagne-pain. Il partage alors son temps entre New York et Lafayette et enregistre un 45 tours intitulé *Louisiane*. Au Québec et au Nouveau-Brunswick, il connaît un grand succès à partir de 1974. En 1980, il remporte le prix du Premier ministre en France et accède au rang de vedette de la chanson française. Il pro-

duit coup sur coup plusieurs microsillons et un 45-tours, *L'Arbre est dans les feuilles*, qui remporte un disque d'or. Sa musique endiablée et sa présence en scène ne laissent aucun spectateur indifférent.



Zachary Richard

RICHELIEU INTERNATIONAL. Établi dans plusieurs villes du Canada, des États-Unis, de France, de Belgique et d'Afrique francophone, ce club social qui regroupe des membres des professions libérales et des hommes d'affaires d'expression française a été fondé à Ottawa en 1944. Ayant pour devise « Paix et Fraternité », le Richelieu parraine des œuvres de bienfaisance auprès d'enfants dont il entend assurer la protection et le bien-être ; la Fondation Richelieu Internationale, instituée en 1977, fait porter son action surtout dans le tiers-monde, en particulier dans les pays touchés par la famine. En Amérique du Nord, le Richelieu se consacre aux questions scolaires et sanitaires ainsi qu'aux sports et aux loisirs. Parallèlement, l'organisme vise l'épanouissement de la langue et de la culture françaises. Il compte au début des années 1980 plus de 250 clubs affiliés et, en 1982, il ouvre ses portes aux femmes.

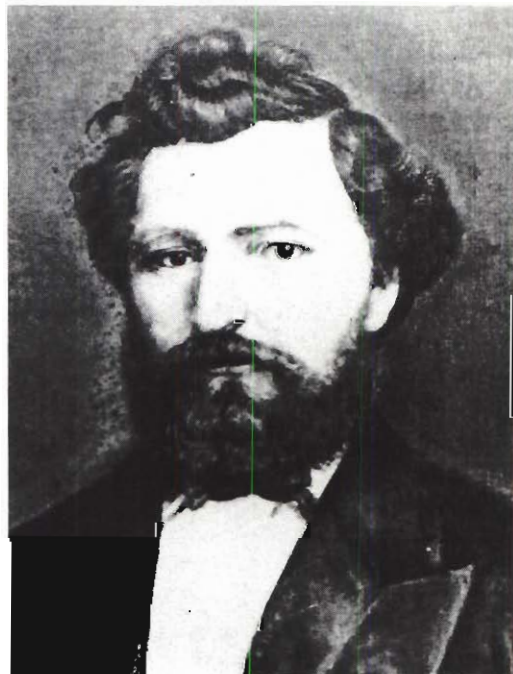
RICHER, LÉOPOLD. Journaliste (Ottawa, 12 juillet 1902 — Saint-Sauveur-des-Monts, Qué-

bec, 2 janvier 1961). Après ses études à l'Université d'Ottawa, il se consacre au journalisme. Rédacteur au *Droit* d'Ottawa (1929-1936), correspondant parlementaire du *Devoir* à Ottawa (1937-1944) et directeur du journal *Le Bloc* de Montréal, il termine sa carrière comme directeur de *Notre Temps* qu'il fonde en 1945. Il est l'auteur d'essais et d'études politiques, dont *Notre problème politique* (1938) et *Le Canada et le bloc anglo-saxon* (1940).

RICHIBOUCTOU. Village du Nouveau-Brunswick située à l'embouchure de la rivière Richibouctou, presque à équidistance entre Chatham et Moncton. Population totale : 1 722 habitants. Fondée par des Acadiens en 1798, la collectivité connaît un essor notable au XIX^e siècle avec la construction d'un chemin de fer. Elle devient le chef-lieu du comté de Kent en 1827, année de la construction du Palais de justice. Depuis l'arrivée, en 1949, des religieuses Marie de l'Assomption, l'enseignement y est offert en français de façon croissante, ce qui assure le caractère francophone de l'endroit. Tout comme autrefois, la pêche et la coupe de bois constituent l'activité principale de Richibouctou. La manifestation connue sous le nom de « D'où venons-nous ? » donne l'occasion de commémorer l'histoire et les racines du village. Population francophone : 1 305.

RIEL, LOUIS. Chef des Métis (Rivière-Rouge, Manitoba, 22 octobre 1844 — Régina, Saskatchewan, 16 novembre 1885). Descendant d'une indienne micmaque de l'Acadie et petit-fils, du côté maternel, de Marie-Anne Gaboury*, première femme blanche à fouler le sol de l'Ouest, Louis Riel passe son enfance à Saint-Boniface*. Élève brillant, il est envoyé par M^{gr} Taché* au Petit Séminaire de Montréal. Il semble que ce soit durant son séjour au Québec que Riel prend conscience de sa spécificité métisse. Très ébranlé par la mort de son père et indécis face à son avenir, il quitte le séminaire en 1865 sans avoir obtenu de diplôme. Après un séjour de deux ans aux États-Unis, il revient dans la colonie de la Rivière-Rouge* (1868), qu'il trouve instable et menacée par les vagues successives d'immigrants venus du Haut-Canada et d'Europe. À la même époque, la Compagnie* de la baie d'Hudson vend la colonie de la Rivière-Rouge au gouvernement,

qui y envoie des arpenteurs. Ceux-ci ne tiennent nullement compte des terres déjà occupées par les Métis. Il s'ensuit un mécontentement général au terme duquel les Métis mettent sur pied un comité pour défendre leurs droits. Louis Riel en est élu le président. À la fin de 1869, il crée un gouvernement provisoire et envoie à Ottawa une pétition dans laquelle il revendique notamment le respect des terres métisses et l'admission du Manitoba dans la Confédération à titre de province et non de colonie. Cette résistance* suscite des remous qui atteignent leur point culminant avec l'exécution de Thomas Scott. Cette action déclenche la colère des Anglais du Haut-Canada et suscite l'intervention du gouvernement canadien qui émet un mandat d'arrêt contre Riel. Celui-ci doit se réfugier aux États-Unis. Cela ne l'empêche toutefois pas d'être élu député de Provencher à l'élection de 1874, bien qu'il ne puisse siéger à l'Assemblée. Le gouverneur général lui promet, l'année suivante, l'amnistie générale à condition qu'il s'exile pour une période de cinq années durant lesquelles il ne doit pas se mêler de politique. Toutefois en 1884, un groupe de Métis, alors réfugiés en Saskatchewan, vient le chercher au Montana afin qu'il prenne la tête d'un mouvement revendiquant les mêmes droits que ceux in-



Louis Riel

clus dans l'Acte du Manitoba. Louis Riel forme à nouveau un gouvernement provisoire. Ottawa adopte cette fois-ci une autre politique et envoie des troupes mater la rébellion. Riel confie à Gabriel Dumont* l'action militaire de la rébellion*. Mis en déroute par les troupes du général Middleton, Dumont s'enfuit aux États-Unis tandis que Riel se rend aux autorités. Accusé de haute-trahison, il est jugé coupable au terme d'un procès et pendu à Regina le 16 novembre 1885. Sa pendaison élargit le fossé entre les francophones et les anglophones du Canada. Pour des motifs différents, les Métis, les Franco-Canadiens de l'Ouest et les habitants de l'Ouest en général revendiquent aujourd'hui Riel comme un de leurs héros. Des poèmes, des romans, un opéra dans les deux langues officielles du pays rappellent sa mémoire.

RITCHOT, JOSEPH-NOËL. Missionnaire et prêtre (L'Assomption, Québec, 25 décembre 1825 — Saint-Norbert, Manitoba, 16 mars 1905). Après quelques années de ministère au Bas-Canada, il passe dans l'Ouest en 1862 où il fonde la paroisse de Qu'Appelle, Saskatchewan. Nommé curé à Saint-Norbert (Manitoba) à partir de 1870, il y établira les Trappistes* (1892) et les Sœurs de la Miséricorde (1904). On lui impute un rôle de conseiller auprès de Louis Riel* durant les événements de 1870. Il est de plus envoyé à Ottawa* la même année en tant que délégué officiel du gouvernement provisoire pour préparer l'entrée de l'Assiniboia dans la Confédération* et la fondation du Manitoba.

RIVARD, EUGÈNE. Prêtre (Bourbonnais, Illinois, 8 novembre 1861 — Chicago, 29 novembre 1929). Premier novice de la province américaine des Clercs* de Saint-Viateur, il est ordonné prêtre en 1885 et obtient un doctorat en philosophie à Rome. Au Collège de Bourbonnais* jusqu'en 1910, il enseigne la philosophie, la rhétorique et la littérature. Par la suite, il est maître des novices (1910-1920) et supérieur provincial (1912-1918). Au repos (1918-1923), il rédige deux ouvrages : *Les Vues de Dante, Saint-Viateur et ses clercs*. Assistant supérieur général en Belgique (1923-1929), le père Rivard revient à Chicago et meurt la même année.

RIVIÈRE À LA PLUIE : voir RAINY RIVER

RIVIÈRE-À-LA-TRUITE : voir SAINT-JACQUES

RIVIÈRE-AUX-SAUMONS : voir BAIE-SAINTE-MARIE

RIVIÈRE-BOURGEOIS : voir L'ARDOISE, RÉGION DE

RIVIÈRE DES FRANÇAIS. Rivière longue de 290 km prenant sa source dans la lac Nipissing (Ontario) et se jetant dans la baie Géorgienne. Voie d'exploration, de pénétration et de colonisation de cette région du nord de l'Ontario, elle joue un rôle important dans le développement de la traite des fourrures. Étienne Brûlé* est le premier Européen à utiliser cette voie d'eau, bientôt suivi, en 1615, par Champlain. Plus tard, à partir de la rivière des Outaouais, les missionnaires jésuites l'utilisent pour se rendre en territoire huron et fonder Sainte-Marie-des-Hurons. Puis c'est au tour des coureurs des bois de l'emprunter pour le transport des fourrures entre Montréal et Michillimakinac*, situé au nord du lac Huron, principal poste de traite au cours du XVIII^e siècle. Au XX^e siècle, sur les rives de la région de la rivière des Français s'établissent des villages à majorité francophone : Noëlville, Monnetville, Alban, Lavigne, etc.

RIVIÈRE PÉCAN : voir FISHER BRANCH

RIVIÈRE-ROUGE. Colonie fondée en 1811 par Lord Selkirk sur la rivière du même nom (découverte par La* Vérendrye en 1732-1733) à l'embouchure de la rivière Assiniboine. Ayant obtenu une concession de la Compagnie* de la baie d'Hudson, Selkirk fonde le premier établissement permanent de l'Ouest canadien en y installant plusieurs contingents de colons, d'origine écossaise principalement. L'abbé Provencher*, pour sa part, arrive en 1818 et fonde sur la rive droite de la rivière une mission qu'il nomme Saint-Boniface* ; il incitera de nombreux Canadiens français à s'y installer. Parmi eux, on compte plusieurs anciens voyageurs, des commis de compagnies de fourrures et, plus tard, des Québécois venus dans l'Ouest s'adonner à l'agriculture. Rivière-Rouge est le lieu de naissance de Louis Riel*, le théâtre de son insurrection en 1868-1869 et le siège du gouvernement provisoire qu'il établit en 1868. La petite colonie devient le



Bateau à vapeur dans la région de la Rivière-Rouge, vers 1870

noyau de la province du Manitoba à son entrée dans la Confédération en 1870.

RIVIÈRE-TORTUE : voir **SAINTE-ROSE-DU-LAC**

RIVIÈRE-VERTE. Village du nord-est du Nouveau-Brunswick, sis sur la rive nord de la rivière Saint-Jean, à 11 km au sud-est d'Edmundston. Population totale : 1 054 habitants. Il est colonisé vers 1785 en même temps que le Madawaska* par des pionniers acadiens chassés de Sainte-Anne-des-Pays-Bas (Fredericton*) à la suite de l'arrivée des Loyalistes. À sa fondation en 1910, cette localité est détachée de sa voisine, Saint-Basile*. Nommée Green River jusqu'en 1935, puis francisée sous sa dénomination actuelle, elle doit son appellation au mot indien *Komkoitegouk* qui signifie « rivière à eau verte ». L'économie de cette agglomération repose surtout sur l'agriculture et l'industrie forestière. Population francophone : 1 025.

ROBERT, ADOLPHE. Journaliste (Sainte-Élisabeth, Québec, 26 août 1886 — Manchester, New Hampshire, 9 mai 1966). Au sortir du cours classique au Collège de Joliette en 1907, il émigre en Nouvelle-Angleterre où il est journaliste suc-

cessivement à *La Tribune** de Woonsocket, au *Canadien-Américain de Manchester*, à *La Gazette de Fall River* puis à *L'Écho de New Bedford*. En 1916, il est rédacteur au *Canadien-Américain de Manchester*. Élu secrétaire général de l'Association canado-américaine (1920), il en devient le



Adolphe Robert

président en 1936. Il occupe ce poste jusqu'en 1956, date à laquelle il est nommé président émérite à vie.

ROBERT, GÉRALD. Musicien (Manchester, New Hampshire, 28 juillet 1910 —). Formé d'abord au Séminaire de Nicolet (Québec), il poursuit des études de piano, d'orgue et de chant au Conservatoire national de Montréal puis au Conservatoire de musique de Boston. Maître de chapelle à Manchester, d'abord à l'église Saint-Antoine (1929-1939), au Sacré-Cœur (1939-1945), puis à Saint-Jean-Baptiste (à compter de 1945), il effectue des tournées dans plusieurs églises de la Nouvelle-Angleterre. Actif dans sa communauté, il fonde plusieurs ensembles musicaux : la chorale Sainte-Cécile (1930), le Quatuor franco-américain (1935), la Société d'opérette de Manchester (1938) puis le Manchester String Ensemble (1948). Parallèlement, il est rédacteur (1938-1943) de *L'Avenir* National* de Manchester. S'intéressant à la vie française, il est secrétaire général (1956-1965), puis président général (1965-1980) de l'Association* canado-américaine.

ROBICHAUD, ALBANY. Avocat et homme politique (Shippagan, Nouveau-Brunswick, 22 juillet 1903 — Bathurst, *ibid.*, 27 octobre 1974). Membre du barreau dès 1928, il s'établit à Bathurst*. Très tôt tenté par l'action politique, il essaie, mais sans succès, de se faire élire sur la scène fédérale entre 1930 et 1945. Il est finalement élu député conservateur de Gloucester, (Nouveau-Brunswick) à la Chambre des communes en 1952 ; mais il est défait l'année suivante. Entre temps, il est maire de sa ville entre 1946 et 1948. Finalement, il accède à la magistrature et siège à la Cour suprême de sa province entre 1958 et 1971. Membre fondateur, à titre de représentant du Canada, en 1945, de la Ligue des avocats des Nations Unies, il est également président de l'Association acadienne d'éducation (1946-1952).

ROBICHAUD, FRÉDÉRIC A. Homme politique (Meteghan, Nouvelle-Écosse, *circa* 1785 — Corberrie, *ibid.*, 18 avril 1863). Fils du fondateur de Meteghan, Frédéric A. Robichaud est également un pionnier, puisqu'il compte, en 1982, parmi les fondateurs de Corberrie (Nouvelle-Écosse). En 1836, il est le premier Acadien,

avec Simon d'Entremont, à être élu à l'Assemblée législative de sa province. D'allégeance libérale, il représente le comté d'Annapolis, qui, plus tard, deviendra le comté de Digby. Il est défait aux élections de 1840 lorsqu'il se présente dans le comté de Clare. Il abandonne la politique et consacre le reste de ses jours à l'agriculture, tout en exerçant la fonction de juge de paix (1839-1863). Poète à ses heures, il compose *La Complainte de Vinalia*, reproduite dans le journal *L'Évangéline** du 23 février 1905.

ROBICHAUD, HÉDARD J. Homme politique (Shippagan, Nouveau-Brunswick, 2 novembre 1911 —). Formé à au Collège* Saint-Joseph de Memramcook, il travaille d'abord dans le domaine des pêcheries au sein de l'entreprise de son père, puis au service du gouvernement de sa province. Élu député libéral à la Chambre des communes, il représente la circonscription de Gloucester entre 1953 et 1968. En 1963, il accède au Cabinet et devient ministre des Pêcheries, poste qu'il occupe jusqu'en 1968. De 1968 à 1971, il siège au Sénat canadien. En 1971, il est nommé lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick et est le premier Acadien à exercer cette fonction. Il reste à son poste pendant onze ans, jusqu'en 1982.

ROBICHAUD, LOUIS-JOSEPH. Homme politique (Saint-Antoine, Nouveau-Brunswick, 21 octobre 1925 —). Formé au Collège* Sacré-Cœur de Bathurst (Nouveau-Brunswick) et à l'Université* Laval de Québec, il est admis au barreau du Nouveau-Brunswick en 1952. La même année, il est élu député à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick où il siègera pendant près de vingt ans. Après avoir accédé aux commandes du Parti libéral de sa province, il devient chef de l'Opposition en 1959. Vainqueur à l'élection de 1960, il accède au poste de premier ministre du Nouveau-Brunswick. Son nom sera étroitement associé à la reconnaissance du français comme langue officielle du Nouveau-Brunswick et à la fondation de l'Université* de Moncton. Défait en 1971, il est nommé sénateur à Ottawa en 1973.

ROBICHAUD, NORBERT. Archevêque (Saint-Charles-de-Kent, Nouveau-Brunswick, 1^{er} avril 1905 — Moncton, *ibid.*, 21 octobre 1979). Après des études au Collège Sainte-Anne de Pointe-de-

l'Église, il est ordonné prêtre en 1931, travaille aux côtés de M^{gr} Chiasson, à Chatham* et à Bathurst*, comme secrétaire et chancelier puis comme vicaire général. En 1942, il est consacré évêque et, la même année, il devient archevêque de Moncton*. Préoccupé par l'éducation des Acadiens, il sollicite en 1943 une campagne de souscription auprès du Comité de la survivance française pour assurer la parution quotidienne de *L'Évangéline**. Dès 1955, le Conseil* de la vie française, reconnaissant ses mérites, lui accorde les insignes de l'Ordre de la fidélité française. En 1972, il est contraint d'abandonner le siège épiscopal de Moncton pour des raisons de santé.



Louis-Joseph Robichaud

ROBICHAUX, LOUIS. Marchand (Annapolis-Royal, Nouvelle-Écosse, 9 août 1704 — Québec, 20 décembre 1780). Marchand à Annapolis-Royal*, Robichaux est en très bons termes avec les Britanniques. En 1729-1730, il prête le serment de fidélité au roi George II et, à partir de 1744, il aide les Anglais lors de la guerre franco-britannique. Les Français confisquent ses biens et le font prisonnier mais il s'évade à deux reprises. Malgré ses sympathies anglophones, il ne peut éviter la Déportation de 1755. Cependant, on lui

permet de choisir sa destination : la Nouvelle-Angleterre. Il se retrouve jusqu'à l'automne 1756 à Boston, puis est transféré à Cambridge (Massachusetts) où il habite pendant onze ans et est très influent au sein de la communauté acadienne. De retour à Québec en 1775, il y meurt en 1780.

ROBICHAUX, VÉNÉRANDE. Épistolière (Port-Royal, Nouvelle-Écosse, 1^{er} mars 1753 — Québec, 22 novembre 1839). Issue d'une famille acadienne, elle est déportée avec les siens à Boston en 1755. Après vingt ans de séjour dans cette ville de la Nouvelle-Angleterre, elle revient au Canada et s'installe au Québec pour y passer sa vie. Épistolière assidue, elle nourrit une vaste correspondance pendant plus de quarante ans, principalement avec les membres de sa famille vivant à Miramichi en Acadie. Ses lettres visent non seulement à maintenir la cohésion et le dialogue dans un cercle de parenté que la déportation a désuni, mais aussi à apporter un témoignage personnel sur les événements sociaux, politiques et religieux de son temps. Plusieurs de ses lettres sont publiées dans *L'Évangéline** en 1887.

ROBICHEAU, HENRI. Homme politique (Meteghan, Nouvelle-Écosse, 12 septembre 1838 — Maxwellton, *ibid.*, 4 mai 1923). Descendant d'Acadiens déportés et revenus d'exil en 1775, il est tour à tour fermier, bûcheron et capitaine de milice. Entré dans la vie politique en 1874, il représente la circonscription de Digby à l'Assemblée législative de sa province, sous la bannière libérale jusqu'en 1890. L'année suivante, il accède au Conseil législatif de la Nouvelle-Écosse et y siège pendant 31 ans (1891-1922).

ROBICHEAU, JEAN-LOUIS-PHILIPPE. Homme politique (Meteghan, Nouvelle-Écosse, 30 juin 1874 — Maxwellton, *ibid.*, 1^{er} mars 1948). D'abord cultivateur et marchand de bois, il travaille par la suite au service d'une compagnie de chemin de fer entre 1910 et 1920. Élu député conservateur du comté de Digby à l'Assemblée législative provinciale (1925-1928), il est nommé commissaire agricole de la Nouvelle-Écosse en 1926. En 1935, il entre au Sénat canadien où il siège jusqu'en 1948.

ROBIDOUX, JOSEPH. Commerçant (Saint-Louis, Missouri, 10 août 1783 — Saint-Joseph, *ibid.*, 29 avril 1860). Né de parents francophones

originaires de Montréal et venus à Saint-Louis à l'époque de sa fondation, il entreprend vers l'âge de 22 ans l'exploration du Mississippi qu'il longe depuis la Nouvelle-Orléans jusqu'à la hauteur de l'actuel Chicago. Revenu dans la région de Saint-Louis, il se livre au négoce avec les Indiens pour la American Fur Company jusqu'en 1822. En 1826, il fonde un comptoir au bord du Mississippi sur le site dit du Serpent-Noir. Propriétaire du poste après 1830, Robidoux y suscite un premier noyau de peuplement devenu depuis lors la ville de Saint-Joseph (Missouri).

ROBIDOUX, RÉJEAN. Professeur (Sorel, Québec, 24 juin 1928 —). Docteur de l'Université de la Sorbonne, Réjean Robidoux commence sa carrière d'enseignement à l'Université d'Ottawa* en 1957. De 1967 à 1974, il enseigne à l'Université de Toronto puis revient enseigner à l'Université d'Ottawa à compter de 1974. En 1964, il reçoit le prix du Gouverneur général du Canada pour son essai *Roger Martin du Gard et la religion*. En plus de nombreux articles, il a aussi signé des livres remarquables sur le roman canadien-français et l'œuvre de Gérard Bessette.

ROBILLARD, HONORÉ. Homme politique (Saint-Eustache, Québec, 12 janvier 1835 — Ottawa, Ontario, 13 juin 1914). Après son cours classique au Collège Saint-Joseph d'Ottawa, il participe à la ruée vers l'or d'Australie en 1852 et à celle de la Colombie-Britannique de 1860 à 1864. Maire de Gloucester (Ontario) à compter de 1873, il est élu député de Russell à l'Assemblée législative ontarienne en 1883 ; il est le premier francophone à y accéder. En 1887, il est élu à la Chambre des communes ; pendant deux termes, il y représente le comté d'Ottawa. Il siège dans l'Opposition sous un gouvernement libéral.

ROBUTEL DE LA NOUE, ZACHARIE. Officier et explorateur (Montréal, 4 juin 1665 — Baie-des-Puants (aujourd'hui Green Bay), 1732). En 1686, cet officier et seigneur fait partie de l'expédition du chevalier de Troyes et des frères Le* Moyne à la baie d'Hudson. Participant à plusieurs expéditions au cours de sa carrière militaire, il s'établit, en 1717, un poste de traite au bord de la rivière Kaministiquia, à l'emplacement du futur fort William. Il y habite jusqu'en 1721, lorsque les conflits entre les Sioux et les Cris l'empêchent de réaliser sa mission d'ouvrir une

chaîne de trois postes de traite jusqu'au lac Winnipeg.

ROCHEBLAVE, PIERRE RASTEL DE. Traiteur et homme politique (*circa* 1764 — Montréal, 5 octobre 1840). En 1801, il travaille dans l'Ouest canadien dans la région de l'Athabasca pour la Compagnie XY. Lorsque celle-ci fusionne avec la Compagnie* du Nord-Ouest en 1804, il en devient l'un des principaux partenaires. En 1812, il est capitaine d'un bataillon de voyageurs et participe à la guerre anglo-américaine. En 1814, il est promu major et chargé des tribus indiennes et des pays conquis tels que stipulés après la capitulation de Michillimakinac*. En 1817, il va au fort William pour arrêter Lord Selkirk, qui s'était emparé illégalement de ce fort appartenant à la Compagnie du Nord-Ouest. Par la suite, il retourne vivre au Québec et est élu député de Montréal-Ouest à l'Assemblée législative du Bas-Canada (1824-1827). Plus tard, il devient Conseiller législatif (1832-1838), membre du Conseil spécial (1838) et du Conseil exécutif (1838-1840).

ROCHELEAU-ROULEAU, CORINNE. Écrivain (Worcester, Massachusetts, 3 avril 1881 — Montréal, 20 novembre 1963). Atteinte de surdité dès l'âge de neuf ans, elle est envoyée à l'Institution des sourdes-muettes de Montréal (1894), puis elle termine ses études à Worcester en 1898. Après un séjour dans la fonction publique à Washington, elle retourne à Worcester jusqu'en 1930. Elle collabore à de nombreux périodiques et mène une carrière d'écrivain. En 1915, elle écrit la pièce *Françaises d'Amérique* pour mettre en relief le rôle important joué par les pionnières françaises en Amérique et, en 1928, elle publie *Hors de prison*, histoire d'une femme sourde, muette et aveugle, qui lui vaut la médaille d'or décernée par l'Académie française. En 1932, elle s'installe à Montréal.

ROCKLAND. Ville de l'Ontario située à 35 km à l'est d'Ottawa. Population totale : 3 961 habitants. Rockland doit d'abord son existence aux scieries qui attirent de nombreux francophones à partir de 1870. Mais celles-ci périssent dans les années 1930 et sont remplacées par l'industrie laitière, l'agriculture et ensuite une usine de pièces d'électronique. Déjà en 1889 la présence française se manifeste par la fondation de la paroisse Sainte-Trinité et persiste de nos jours grâce au

Centre culturel Sainte-Famille, à l'hebdomadaire *Bonjour chez nous* et à une école secondaire française. Gentilé : rochelands(e). Population francophone : 3 235.

ROGERSVILLE. Village du Nouveau-Brunswick situé à 95 km au nord-ouest de Moncton. Population totale : 1 463 habitants. Fondé en 1869, il n'est d'abord qu'un lieu de campement destiné à abriter les ouvriers lors de la construction du chemin de fer reliant Québec et Halifax. Il reçoit son nom la même année de l'abbé Richard*, patriote acadien, alors curé de Saint-Louis-de-Kent*, en l'honneur de M^{gr} Rogers, évêque de Chatham. Si l'exploitation agricole et maraîchère emploie aujourd'hui une bonne partie de la population et fait de Rogersville la capitale canadienne de production de choux de Bruxelles, il s'agit là d'une initiative de l'agronome François Blanchard*, également fondateur de la Coopérative de Rogersville. Le village abrite un monastère de Trappistes* et un couvent de Trappistines* remontant au début du siècle. Population francophone : 1 360.

ROLANDERIE, LA. Ancienne localité de la Saskatchewan située à 16 km au sud-ouest de Whitewood. En 1885, le docteur français Rudolph Meyer fonde le manoir La Rolanderie, du nom d'un château des environs de Paris. Il en fait un centre d'exploitation agricole et une manufacture de chicorée. En 1889, Meyer et quelques autres nobles associés à lui font faillite, puis retournent en France. L'année suivante, un prêtre français reçoit mission de l'archevêque de Saint-Boniface d'y fonder une paroisse sous le nom de Saint-Hubert. La paroisse portera plusieurs noms successifs, dont celui de Saint-Hubert-Mission. À la fin du XIX^e siècle, la population comptait exclusivement des francophones venus de France et de Belgique.

ROLETTE, JOSEPH. Traiteur et juriste (Québec, 23 septembre 1781 — Prairie-du-Chien, Wisconsin, 1^{er} décembre 1842). Issu d'une famille aisée, il fait ses études au Séminaire de Québec. Commerçant à Montréal de 1803 à 1805, il va faire le commerce des fourrures à son propre compte dans le Haut-Mississippi (1806-1812). Il combat du côté des Britanniques durant la guerre de 1812 et participe à la prise de Michillimackinac* et de Prairie-du-Chien*. Fait prisonnier par

les Américains, il est libéré en 1819 ; c'est alors qu'il s'engage comme agent de la American Fur Co., pour laquelle il travaille jusqu'à sa mort. Il devient vite le plus grand traiteur du Midwest. Nommé juge en 1830, il se fait élire au congrès de l'État. La faillite de l'American Fur Co. entraîne sa propre faillite en 1842 alors qu'il était considéré comme l'homme le plus riche du Midwest.

ROULEAU, CÉCILE. Institutrice (Québec, 5 avril 1905 —). Diplômée en sciences sociales de l'Université Laval en 1943, elle poursuit d'abord une carrière d'institutrice à la Commission scolaire de Québec de 1928 à 1941. Elle s'occupe de 1941 à 1964 de la direction, de l'administration et de la rédaction de *La Revue de l'instruction publique*, organe officiel du département de l'Instruction publique du Québec. Cofondatrice de l'Association* canadienne d'éducation de langue française (ACELF), elle y œuvre également comme secrétaire générale de 1948 à 1970. À ce titre, elle organise les congrès annuels, qui font la promotion de l'éducation en français dans les dix provinces canadiennes.

ROULEAU, CHARLES. Juge (Île Verte, Québec, 13 décembre 1840 — 25 août 1901). D'abord enseignant dans une école, il étudie le droit et se joint au barreau en 1868. Candidat défait dans le comté d'Ottawa* en 1874, il rédige un livre intitulé *Notre système judiciaire* (1880), portant sur la justice et l'éducation au Québec. Juge de district dans la région d'Ottawa (1876-1883), il exerce la même fonction dans les Territoires du Nord-Ouest (1883-1887). Rouleau est nommé à la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest (1887-1901).

ROULEAUVILLE : voir CALGARY

ROUSSEAU, JOSEPH. Homme politique (Corner Brook, Terre-Neuve, 15 juillet 1935 —). Il fait des études universitaires en sciences et en éducation à l'Université* Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et à l'Université* de l'Alberta. En 1972, il est élu à l'Assemblée législative de Terre-Neuve et réélu en 1975. D'allégeance conservatrice, il est, tour à tour, ministre de la Récréation et de la Réhabilitation (1972-1973), de la Main-d'œuvre, des Relations industrielles et des Travaux publics (1973-1975),

des Transports, des communications, des forêts et de l'agriculture (1975-1976) et finalement, du Travail, de la Main-d'œuvre et des Travaux publics (1976). Il se retire de la vie politique en 1979.

ROUSSEAU, PAUL. Homme politique (Fort Frances, Ontario, 20 décembre 1929 —). Administrateur, il est élu à l'Assemblée législative de la Saskatchewan comme représentant conservateur de Régina-Sud en 1978. Réélu en 1982, il est nommé ministre de l'Industrie et du Commerce et, quelques mois plus tard, ministre du Développement économique et du Commerce. En juillet 1983, on lui confie le ministère du Revenu et des Services financiers.

ROUSSEAU ST. JOHN, JOHN BAPTIST. Homme d'affaires (Sault-au-Récollet, Québec, 4 juillet 1758 — Niagara on the Lake, Ontario, 16 novembre 1812). Venu dans la région de Toronto avec sa famille vers 1770, Rousseau s'initie d'abord au métier d'interprète en compagnie de son père. Vers 1780, il s'adonne à la traite des fourrures dans l'actuelle région de Toronto tout en pratiquant son métier d'interprète. Au moment de la création du Haut-Canada, il s'établit sur les rives de la rivière Humber après avoir construit un moulin à blé sur le site actuel de Brantford. Puis il organise un premier magasin dans le village qui deviendra York (et plus tard Toronto) tout en continuant de travailler comme interprète. Vers 1795, il quitte Toronto et reprend ses diverses activités dans le canton d'Ancaster, dans le voisinage de l'actuelle Hamilton. Là, il acquiert une scierie et un moulin à farine, y ouvre un magasin général, y établit une auberge et une forge, puis acquiert des propriétés foncières. Bientôt, il est nommé percepteur de taxes tout en demeurant interprète et en servant dans la milice d'York à titre d'abord de capitaine puis de lieutenant-colonel.

ROUSSEL, CLAUDE. Sculpteur (Edmundston, Nouveau-Brunswick, 6 juillet 1930 —). Formé à l'École des beaux-arts de Montréal, il obtient un diplôme en sculpture en 1956. Artiste en résidence à l'Université* de Moncton, il y fonde le Département des beaux-arts et la Galerie d'art. Il crée de nombreuses œuvres et se distingue comme le premier sculpteur acadien d'envergure canadienne. Sa carrière se partage entre

l'enseignement et la création. Il expose en Ontario, au Québec, dans les Maritimes et aux États-Unis. Il remporte plusieurs prix et distinctions pour l'excellence et l'originalité de son œuvre et est fait membre de l'Ordre du Canada en 1982.

ROUTHIER, HENRI. Évêque (Pincher Creek, Alberta, 28 février 1900 —). Docteur en philosophie de l'Université grégorienne de Rome en 1922, il est admis à la prêtrise en 1924. Il devient en 1945 le premier évêque originaire de l'Alberta. Il assure alors, la direction du diocèse de Saint-Albert. De 1953 à 1972, M^{gr} Routhier dirige l'archidiocèse de Grouard-McLennan.

ROY, ALFRED-N. Journaliste (Petit-Rocher, Nouveau-Brunswick, 17 mars 1896 — Moncton, 15 juillet 1943). Sorti du Collège Sacré-Cœur de Caraquet* en 1915, il participe aux engagements militaires du Canada lors de la première guerre mondiale (1916-1918). Rapatrié en 1919, il assume la direction du quotidien *L'Évangéline** pendant 24 ans (jusqu'en 1943). Il préside à la destinée de ce journal et y assume des tâches de rédacteur, de correcteur, de traducteur et d'administrateur.

ROY, CAMILLE. Éducateur et écrivain (Berthier, Québec, 22 octobre 1870 — Québec, 24 juin 1943). Il étudie au séminaire de Québec et à l'Université* Laval, puis à l'Institut catholique et à la Sorbonne à Paris. Ordonné prêtre en 1894, il enseigne les littératures française et canadienne à l'Université Laval, dont il sera le recteur de 1924 à 1927 et de 1932 à 1943. Fondateur des revues *l'Enseignement secondaire* (1915) et le *Canada français* (1918), il est également président général de la Société royale du Canada en 1928. Il fonde la Société* du bon parler français et est à l'origine du deuxième Congrès de la langue française, tenu à Québec en 1937. Président-fondateur du Comité* permanent de la survivance française en Amérique (1938-1940), il signe plusieurs ouvrages d'histoire littéraire, dont le *Manuel d'histoire de la littérature canadienne-française*, qui connaît plusieurs éditions de 1918 aux années 1940, les *Nouveaux essais sur la littérature canadienne* (1914) et un recueil de discours portant sur les minorités françaises hors Québec intitulé *Du fleuve aux océans* (1943).

ROY, GABRIELLE. Romancière (Saint-Boniface, Manitoba, 22 mars 1909 — Québec, 13 juillet 1983). Elle étudie au Winnipeg Normal Institute et devient institutrice dans sa province natale (1929-1937), tout en participant aux activités théâtrales du Cercle* Molière de Saint-Boniface*. En 1937, elle entreprend un séjour de deux ans en Europe : elle vit à Londres et à Paris où elle fait l'apprentissage de son métier d'écrivain. En 1939, elle rentre au Canada et s'établit à Montréal où elle collabore à plusieurs journaux et revues culturelles et littéraires. C'est en 1945 que Gabrielle Roy donne son premier et le plus réputé de ses romans, *Bonheur d'occasion*. Traduit en plusieurs langues, ce livre lui vaut le prix Femina de 1947 ; il est porté à l'écran en 1983. Après *Bonheur d'occasion*, Gabrielle Roy s'adonne exclusivement à son œuvre littéraire et s'installe à Québec. Elle publiera une quinzaine de livres, dont *La Petite Poule d'eau* (1950), *Rue Deschambault* (1955) et *Ces enfants de ma vie* (1979), qui décrivent des personnes et des lieux de son Manitoba natal. Son œuvre lui a valu plusieurs prix, dont le prix Ludger-Duvernay (1956), le prix du Gouverneur général (3 fois), la médaille du Conseil des arts (1968), le prix David (1971) et le prix Molson (1977).

ROY, JOSEPH-ARTHUR. Typographe (Bourbonnais, Illinois, 1857 — Worcester, Massachusetts, 1907). Né dans le Midwest, il retourne au Québec avec ses parents et il apprend la typographie au *Franco-Canadien* de Saint-Jean dans le comté d'Iberville. En 1879, il s'installe à Worcester (Massachusetts). En 1886, il remporte un prix dans un grand concours ouvert aux typographes des États-Unis et du Canada. La même année, il publie un almanach, *Worcester Canadien*, contenant des statistiques et des notices historiques sur la population de langue française de Worcester. Toute sa vie, il compile des données sur la population franco-américaine de Worcester.

ROY, JOSEPH-HORMIDAS. Médecin (Dorval, Québec, 1865 — ?, 1931). Après ses études classiques au séminaire de Sainte-Thérèse, il étudie les sciences médicales à l'Université Laval de Montréal, dont il est diplômé en 1893. Ensuite, il s'installe au Massachusetts, à Lowell. Membre correspondant de l'École littéraire de Montréal, il publie en 1902 un recueil de poésie, *Voix étran-*

ges, dans lequel un homme révèle ses désillusions et ses remords d'avoir quitté son pays. Il écrit trois autres ouvrages : *Au Fil de la vie*, *Silles* et *En Vieillissant*, tous inédits.

ROY, LAURENT. Médecin (L'Acadie, Québec, 1879 — Ottawa, 22 juillet 1956). Diplômé en médecine de l'Université* Laval, il remplit la fonction de coroner à Herbert en Saskatchewan (1906-1913). En 1913, il établit sa pratique médicale à Régina* et y reste toute sa vie. Chef de file de la communauté francophone et pilier de l'Hôpital des Sœurs grises, il est élu au conseil municipal à deux reprises (1922-1924 et 1940-1942). Durant de nombreuses années, il représente la Saskatchewan au Conseil* de la vie française en Amérique.

ROY, LOUISE. Soprano (Saint-Boniface, Manitoba, 25 mai 1924 — Winnipeg, 17 juillet 1985). Formée à Winnipeg* et au Royal Conservatory of Music de Toronto, elle remporte les premiers prix (1949) aux concours Singing Stars of Tomorrow et Nos futures étoiles de la Société* Radio-Canada, ainsi que des bourses lui permettant de parfaire sa formation. Au nombre des premiers membres de la Canadian Opera Company (1950), elle contribue à faire de cet ensemble le plus important au pays. Elle se produit également avec la CBC Opera Company et les Jeunes musicales du Canada. Au milieu des années 1950, elle se retire alors qu'elle est au sommet de sa gloire. Elle retourne avec la Canadian Opera Company en 1974 et se retire de façon définitive en 1980.

ROY, MARIE-ANNA. Institutrice et écrivain (Saint-Léon, Manitoba, 30 janvier 1895 —). Sœur aînée de Gabrielle Roy*, elle étudie au Collège* de Saint-Boniface et à l'École normale de Winnipeg* (1912). Par la suite, elle enseigne dans les écoles du Manitoba et de l'Alberta pendant 30 ans. Diplômée de l'Université d'Edmonton (1925 et 1934), installée dans la région de Rivière-la-Paix (Alberta), puis à Montréal, Roy produit une œuvre importante, surtout composée de monographies historiques et de romans du terroir. Au répertoire de ses publications figurent, parmi d'autres, *Le Pain de chez nous* (1954), *La Montagne Pembina au temps des colons* (1970), *Les Visages du vieux Saint-Boniface* (1971) et *Le Miroir du passé* (1979).

ROY, MARIE-ANTOINE. Évêque (Saint-Michel, Québec, 24 mars 1893 — Edmundston, Nouveau-Brunswick, 27 octobre 1948). Ordonné prêtre en 1916 à Québec, il est d'abord vicaire à Sainte-Croix de Lotbinière (1916-1917). Membre de l'ordre des Franciscains*, il se consacre surtout à la prédication dans les institutions religieuses. Nommé évêque du nouveau diocèse d'Edmundston* en 1945, M^{gr} Roy contribue à la cause de l'éducation française des Acadiens en faisant ériger plusieurs institutions d'enseignement. Il s'adonne également à l'écriture et signe quatre ouvrages d'éducation religieuse ainsi qu'un livre sur sa localité natale : *Saint-Michel de la Durantaye ; notes et souvenirs 1678-1929*.

ROY, MURIEL. Professeur (Moncton, Nouveau-Brunswick, 15 septembre 1921 —). Bachelière en sociologie de l'Université de Montréal en 1965, Muriel Roy poursuit ses études au niveau doctoral. De 1971 à 1982, elle enseigne la sociologie et la démographie à l'Université* de Moncton et publie, entre autres, « Peuplement et croissance démographique en Acadie » paru en 1980 dans *Les Acadiens des Maritimes : études thématiques*. En 1981, elle joue un rôle important au sein de la commission gouvernementale chargée d'évaluer les retombées de la création du Parc Kouchibouguac sur les anciens propriétaires des terres et collabore à la rédaction du rapport final. En 1982, elle est nommée directrice du Centre* d'études acadiennes de l'Université de Moncton*. L'année suivante, elle publie en collaboration avec J.W. Lapierre *Les Acadiens*, paru dans la célèbre collection « Que sais-je ? »

ROY, PHILIPPE. Médecin et sénateur (Saint-François-de-Montmagny, Québec, 1^{er} février 1868 — Ottawa, Ontario, 10 décembre 1948). Docteur en médecine à l'Université* (Laval en 1891, il pratique quelques années sa profession à Québec puis émigre en 1897 à Edmonton* (Alberta). Il y fonde et dirige le *Courrier* de l'Ouest* de 1905 à 1916. Nommé sénateur en 1906, il est désigné en 1911 pour occuper le poste de haut-commissaire du Canada à Paris. Ministre plénipotentiaire de son pays en France (1928), il dem^{meure} à cette fonction jusqu'à sa retraite en 1938.

ROY, RÉGIS. Fonctionnaire et écrivain (Ottawa, 1864 — *ibid.*, 23 août 1944). Après ses

études à l'Académie* de La Salle d'Ottawa, il devient fonctionnaire fédéral au ministère de l'Agriculture (1882-1884) et au ministère de la Marine (1884-1939) puis il entreprend une carrière de journaliste et d'écrivain. Membre du Cercle littéraire de l'Institut* canadien-français d'Ottawa et membre à vie de la Société* historique franco-américaine de Boston, il collabore au *Monde illustré* de Montréal, au *Pays laurentien* de Montréal et au *Droit** d'Ottawa. De 1893 à 1896, il fait paraître 22 contes et nouvelles dans le *Monde illustré*. Poète à ses heures, il écrit aussi des récits historiques, dont *La Main de fer* (1931), et plusieurs pièces de théâtre en un acte dont *L'Auberge du numéro trois* (1899), *La Cause de Baptiste* (1906) et *La Visite de Champoireau* (1908).

ROYAL, JOSEPH. Journaliste et homme politique (Repentigny, Québec, 7 mai 1837 — Montréal, 23 août 1902). Étudiant en droit, il collabore au journal *La Minerve* de Montréal (1857) et participe ensuite à la fondation de *L'Ordre* (1858), de *La Revue canadienne* (1864) et du journal *Le Nouveau Monde* (1867). En 1870, il s'établit à Saint-Boniface* (Manitoba) et siège à l'Assemblée législative de 1870 à 1879. Il occupe le poste de ministre des Travaux publics (1874-1876 et 1878). Entre temps, il fonde le premier journal de langue française du Manitoba, *Le Métis** (1871), qui deviendra *Le Manitoba** en 1882. Élu député de la Chambre des communes (1879-1888), il est par la suite nommé lieutenant-gouverneur des Territoires du Nord-Ouest (1888-1893). En 1893, il retourne à Montréal, devient rédacteur en chef de *La Minerve* et collabore à *La Revue canadienne*. Auteur d'une œuvre littéraire abondante, comprenant des articles et des brochures, il a, entre autres, écrit une *Histoire du Canada, 1841-1867* (1909).

ROYER, JOSEPH. Chanteur (Québec, 1884 — Phoenix, Arizona, 1965). Il déménage au New Hampshire dès son enfance et entreprend, en 1916, une carrière de baryton, qui le conduit en tournée en Amérique du Sud et en Afrique du Sud durant les années vingt. En 1936 il fait partie de la distribution de *Carmen* au Metropolitan Opera, puis il travaille avec des compagnies importantes aux États-Unis : à Chicago, Cincinnati, Philadelphie et Saint-Louis.

RUMILLY, ROBERT. Historien (Fort-de-France, Martinique, 23 octobre 1897 — Montréal, Québec, 8 mars 1983). Après ses études secondaires en France, il émigre au Canada en 1928. Il enseigne la littérature à l'Université McGill en 1928-1929, est journaliste au *Petit Journal* de 1929 à 1934, puis fonctionnaire à Ottawa où il occupe divers postes, dont celui de traducteur. Féru d'histoire, il écrit régulièrement dans les journaux et les revues du temps. Un des auteurs les plus prolifiques du Canada français, il publie une quarantaine de volumes sur l'histoire, la plupart sous forme de biographies, en plus d'une volumineuse *Histoire de la Province de Québec* en 42 volumes. Entre autres, il signe une *Histoire des Acadiens* (1955) et une *Histoire des Franco-Américains* (1958). Souvent critiquée pour son manque de rigueur scientifique, l'œuvre de Robert Rumilly, par son ampleur, son originalité et l'étendue de la recherche qu'elle suppose, demeure une importante source de documentation sur l'histoire de la francophonie en Amérique du Nord.



Robert Rumilly

RUSSELL. Ville de l'Ontario située à 32 km au sud-est d'Ottawa. Population totale : 5 773 habitants. Les terres de la région restent longtemps inexploitées, car elles sont considérées comme étant sans valeur. À partir de 1856, plusieurs familles canadiennes-françaises s'y installent et les mettent en valeur. Avec la construction de l'autoroute 417, Russell devient une ville-dortoir de la banlieue d'Ottawa. Population francophone : 3 455.

S

SABATTIS : voir GILL, THOMAS

SAGARD, GABRIEL. Prêtre et écrivain (? , avant 1604 — ?, 1650). Membre de la communauté des Récollets, il vient au Canada durant l'été de 1623 et passe moins d'une année en Huronie, au sud de la baie Georgienne, avant d'être rappelé à Paris en mai 1624. Cette courte affectation en pays de mission lui suffit néanmoins pour recueillir de riches informations sur les mœurs et les coutumes des Amérindiens et sur la faune et la flore régionales. De retour en France, il rassemble ses notes et publie, en 1632, *Le Grand Voyage au Pays des Hurons*. Peu après, il publie une *Histoire du Canada* en quatre tomes : le premier rappelle l'activité des Récollets entre 1615 et 1623 ; les livres 2 et 3 constituent une édition revue et augmentée du *Grand Voyage* ; quant au quatrième volume, il reprend l'histoire de la Nouvelle-France jusqu'à 1629, année de la prise de Québec par les frères Kirke.

SAINDON, BENJAMIN. Prêtre (Saint-Hilaire, Québec, 10 décembre 1894 — Saint-Basile, Nouveau-Brunswick, 1 octobre 1948). Ordonné prêtre en 1920, Benjamin Saindon devient simultanément vicaire à la cathédrale de Chatham* (Nouveau-Brunswick) et secrétaire de l'évêque de ce diocèse (1920-1924). Curé dans les paroisses de Saint-Léonard (1924-1932) et de Saint-Basile (1932-1948), il se consacre de façon particulière à la promotion des caisses populaires et des coopératives. Nommé propagandiste du mouvement coopératif, l'abbé Saindon est le premier dirigeant de la Coopérative du Madawaska.

SAINT-ADOLPHE : voir BAIE-SAINTE-MARIE

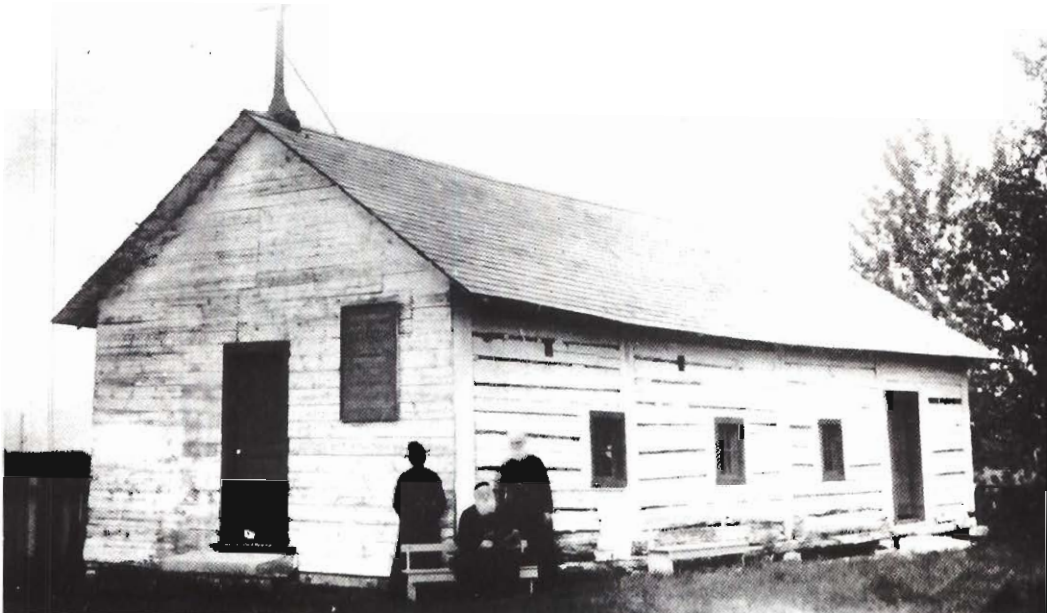
SAINT-ADOLPHE. Village du Manitoba situé à une soixantaine de kilomètres au sud de Winnipeg et à 10 km de Saint-Norbert. Population totale : 900 habitants. Autrefois rattaché à Saint-Norbert en tant que mission, le village est peuplé à l'origine par des Métis*, auxquels s'ajoutent en 1826 et en 1852 de nombreux francophones chassés par les crues de la rivière Rouge. Plusieurs autres colons de langue française, originaires principalement de l'Est et des États-Unis, viennent s'établir à Saint-Adolphe au début du XX^e siècle. La population se compose majoritairement de francophones.

SAINT-ALBERT. Ville de l'Alberta située à 18 km d'Edmonton, dans la banlieue nord-ouest, sur le bord de la rivière Esturgeon. Population totale : 32 000 habitants. Fondée en 1861 par Mgr Taché*, elle est nommée en l'honneur du missionnaire Albert Lacombe*, colonisateur du lac Sainte-Anne (Alberta) et premier pasteur de cette agglomération. Occupée d'abord par des Métis*, elle accueille avant la fin du XIX^e siècle de nombreux colons, dont plusieurs Québécois qui viennent pour s'adonner à l'agriculture. Population francophone : 1 500.

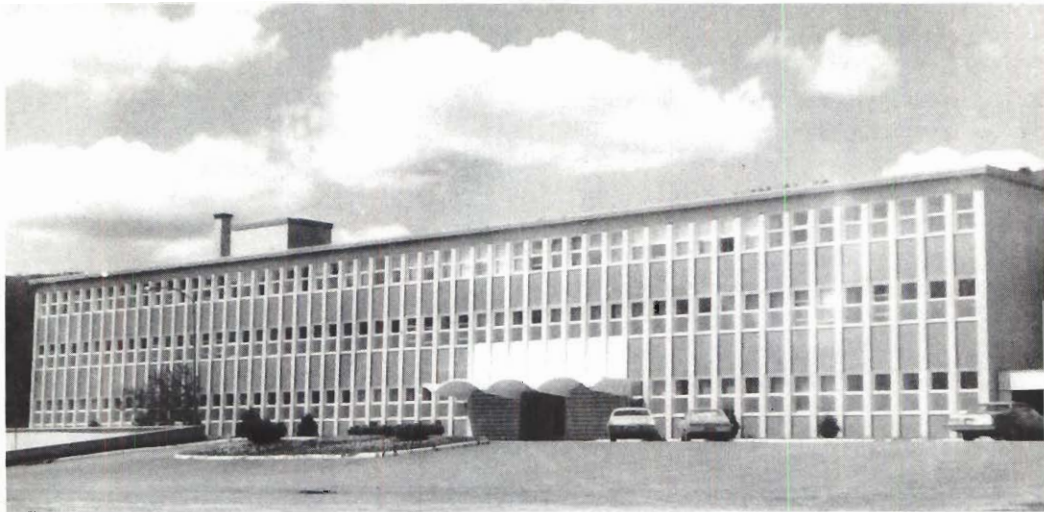
SAINT-ANDRÉ. Localité du Nouveau-Brunswick située près de la rivière Madawaska, à 6 km au nord de Grand-Sault (Grand Falls). Population totale : 1 642 habitants. Fondée au début du XX^e siècle par des colons venant pour la plupart du Québec, la collectivité est nommée en l'honneur d'un bienfaiteur local, André Lévesque, qui cède le terrain destiné à l'édification de l'église. L'agriculture, en particulier la culture de la pomme de terre, constitue l'activité principale du village. Population francophone : 1 535.

SAINT-ANTOINE. Village du Nouveau-Brunswick situé à environ 40 km au nord-est de Moncton, sur la route reliant Shédiac à Bouctouche. Population totale : 12 107 habitants. Né d'une mission française établie vers 1700, appelée Saint-Antoine, le village est nommé High-Ho De Cocagne de 1835 à 1873 pour désigner le haut plateau de son relief géographique, puis il reçoit son nom actuel à partir de 1874. La vie économique de Saint-Antoine repose sur l'agriculture et sur l'industrie du bois. Population francophone : 1 160.

SAINT-BASILE. Agglomération du Nouveau-Brunswick traversée par la rivière Saint-Jean et située à 8 km d'Edmundston. Population totale : 3 214 habitants. Des pionniers acadiens du comté



Première chapelle bâtie par le Père Lacombe à Saint-Albert



Le Collège Maillet, Saint-Basile, Nouveau-Brunswick

de Madawaska* fonde une paroisse à la fin du XVIII^e siècle et M^{re} Hubert lui donne son nom en l'honneur de saint Basile. L'agglomération connaît d'abord une vocation essentiellement agricole mais, plus tard, l'industrialisation et le commerce vont générer d'autres activités plus importantes pour ses habitants. Cette localité exerce, par ailleurs, un rôle éducatif important avec le Collège Maillet, aujourd'hui rattaché à l'Université* de Moncton, une école d'agriculture et une école d'infirmières. Population francophone : 3 060.

SAINT-BERNARD (NOUVELLE-ÉCOSSE) : voir BAIE-SAINTE-MARIE

SAINT-BERNARDIN : voir CASSELMAN

SAINT-BONIFACE. Localité du Manitoba située sur la rive est de la rivière Rouge, face à Winnipeg. Population totale : 43 465 habitants. En 1818, l'abbé Norbert Provencher* fonde cette paroisse, qui, jusqu'alors, avait été peuplée de traiteurs blancs et métis et de quelques rares cultivateurs. Avant 1818, le site était tout simplement désigné par le nom de Fourche de la Rivière Rouge, puisqu'il est au confluent des rivières Rouge et Seine. Entre 1821 et 1870, un nombre important de Québécois et de francophones de la Nouvelle-Angleterre s'installe à Saint-Boniface. La paroisse devient un évêché en 1847 et un archevêché en 1871 ; la cathédrale de Saint-Boniface est construite au début du siècle mais sera détruite par le feu en 1968. Regrou-

pant la plus importante concentration de francophones dans l'Ouest canadien, Saint-Boniface est souvent le lieu d'origine de tensions entre anglophones et francophones dans l'Ouest ; par exemple à l'occasion de l'insurrection des Métis* en 1869-1870, de la loi* de 1890, de l'Affaire* Forest, etc. Avec l'établissement des Sœurs* grises et des Oblats* dans la région (milieu du XIX^e siècle) et la fondation de nombreuses institutions francophones : le Collège* de Saint-Boniface, le Juniorat des Oblats, le poste de radio CKSB, l'hebdomadaire *La Liberté**, le Centre culturel franco-manitobain, le Cercle* Molière, le Centre* d'études franco-canadiennes de l'Ouest, etc., Saint-Boniface continue d'être le principal centre de rayonnement francophone dans l'Ouest canadien. Population francophone : 12 185.

SAINT-BRIEUX. Village de la Saskatchewan situé à 128 km au nord-est de Saskatoon. Population totale : 401 habitants. Nommé d'après Saint-Brieuc (France), il est colonisé en 1904 par le père Le Floch et des colons originaires de Saint-Malo, en France. L'agriculture mixte constitue la principale activité du village. Population francophone : 175.

SAINT-CASTIN, Jean Vincent d'Abbadie de. Militaire (Saint-Castin, France 1652 — Pau, *ibid.*, 1707). Porte-drapeau dans le régiment de Carignan-Salières, il arrive en Nouvelle-France à l'âge de 13 ans (1665). Après la récupération de l'Aca-



La Cathédrale de Saint-Boniface

die par la France en 1670, il se rend dans la région de Pentagouet (aujourd'hui dans le Maine). Marié à la fille d'un chef Abénakis, il acquiert la confiance des Amérindiens et les associe à la défense des intérêts de l'Acadie contre les Anglais. Pendant trente ans, il mène des opérations militaires pour le compte de Frontenac et d'Iberville. Entre 1687 et 1699, il s'avance avec ses troupes abénakises jusqu'aux environs de Boston, une épopée militaire entrée dans l'histoire sous le nom de guerre de Saint-Castin. Une ville du Maine, Castine, perpétue aujourd'hui sa mémoire.

ST. CHARLES. Ville du Missouri située à 24 km au nord-ouest de Saint-Louis. Fondée en 1769 par le chasseur Louis Blanchette sous le nom de Petites-Côtes, la ville a été nommée plus tard en l'honneur de l'évêque de Milan, saint Charles Borromée. La ville se peuple au moment où plusieurs Canadiens français fuient l'Illinois après la Déportation* des Acadiens par les Anglais, par crainte que la même chose ne leur arrive. En 1784, le gouvernement de la Haute

Louisiane y installe un poste militaire. De 1803 à 1820, St. Charles est la capitale du territoire de Missouri.

SAINT-CLAUDE. Village du Manitoba situé à 110 km à l'est de Winnipeg dans la région des collines de Pembina. Population totale : 592 habitants. Jadis appelé Sixty Miles Tank parce qu'une compagnie de chemin de fer y installe en 1885 un réservoir d'eau, il est rebaptisé Saint-Claude par le père Claude Massonet en l'honneur d'un thaumaturge de Franche-Comté en France. Incorporée en 1892, cette localité accueille la même année un premier contingent de colons francophones originaires de France et de Suisse. Aujourd'hui la communauté vit de l'industrie laitière et de l'agriculture. Avec dynamisme, elle perpétue ses origines culturelles à travers les nombreuses festivités qu'elle organise périodiquement. Il s'agit d'un des plus vieux établissements manitobains composés de colons originaires de France. Population francophone : 470.

SAINT-DENIS, LOUIS JUCHEREAU DE. Explorateur (Québec, 17 septembre 1676 — Natchitoches, Texas, 11 juin 1744). En 1699, il accompagne Pierre Le* Moyne d'Iberville lors de son deuxième voyage en Louisiane*. Il y demeure et explore en 1700 et en 1701 la région située entre la rivière Rouge et la rivière Ouachita. De 1702 à 1707, il commande le fort du Mississipi. En 1713, il prend la tête d'une expédition chargée d'établir les liens commerciaux avec la Nouvelle-Espagne. Cependant, les Espagnols occupent le Texas et Saint-Denis est incarcéré à Mexico. Libéré, il revient vers Mobile (Alabama) en 1716 et assure la défense de cette ville pendant la guerre franco-espagnole de 1719 à 1721. Par la suite, il s'installe à Natchitoches* pour y finir ses jours.

SAINT-DENIS, ROGER. Professeur (Ottawa, 2 mars 1901 — *ibid.*, 3 mars 1976). Il obtient un baccalauréat et une maîtrise en éducation de l'Université* d'Ottawa et un brevet d'enseignement du Collège d'Éducation de Toronto. En 1924, il est directeur de l'école Garneau d'Ottawa au moment où elle est choisie comme école-pilote pour former un personnel enseignant bilingue en marge du Règlement* 17. En 1927, il enseigne à l'École normale de l'Université d'Ottawa où il restera jusqu'à sa retraite en 1966. Pendant ces années, il participe à la fondation de

la Société du bon parler français (1930-1933) et est élu président de l'Ontario Educational Association (1958). Il est le premier Canadien français à occuper ce poste en 90 ans d'histoire. La retraite ne ralentit pas son activité : il prend la tête du Comité franco-ontarien d'enquête culturelle mis sur pied par le gouvernement Robarts en 1967 ; le dit Rapport Saint-Denis déposé en 1969, aura un impact considérable sur la vie culturelle franco-ontarienne. Il siège aussi au Conseil des régents du Collège* Algonquin dont il contribue à accentuer le caractère bilingue.

SAINTE-AGATHE. Village du Manitoba situé à environ 35 km au sud de Winnipeg. Population totale : 375 habitants. Appelé Pointe-à-Grouette avant 1872, le village est rebaptisé la même année par son fondateur, le père Norbert Ritchot, en souvenir de son lieu d'origine, Sainte-Agathe-des-Monts au Québec. Déjà occupé par 24 familles métisses en 1870, Sainte-Agathe reçoit un groupe important de colons francophones du Québec entre 1879 et 1882. L'activité principale du village est l'agriculture. Population francophone : 326.

SAINTE-ANNE. Village du Nouveau-Brunswick situé sur la rivière Saint-Jean à l'embouchure de la rivière Quisibis, à 30 km au nord-ouest de Grand Sault. Population totale : 1 250 habitants. Jadis nommé Quisibis, ce village est redésigné sous le nom Sainte-Anne lors de sa fondation en 1872. Détaché des localités de Saint-Basile* et de Saint-Léonard*, il reçoit dès la fin du XVIII^e siècle un contingent d'Acadiens qui défrichent les terres pour y pratiquer l'agriculture. Cette activité occupe aujourd'hui la plupart des habitants. C'est un lieu de pèlerinage où chaque année avant le 26 juillet on fait une neuvaine en l'honneur de sainte Anne. Population francophone : 1 195.

SAINTE-ANNE : voir FREDERICTON

SAINTE-ANNE-DES-CHÊNES. Village du Manitoba situé à 50 km au sud-est de Saint-Boniface. Population totale : 1 338 habitants. D'abord connu sous le nom de Pointe-du-Chêne, l'agglomération est rebaptisée en 1873 par le père Le Floch en l'honneur de sainte Anne, patronne des Bretons et des Canadiens français. Les premiers occupants sont des Amérindiens Sauteux,

auxquels s'ajoute en 1852 un contingent de francophones chassés de la vallée de la rivière Rouge par une inondation à la hauteur de Saint-Boniface*. Plus tard, d'autres colons de provenances diverses, dont le Québec, s'y installent, de sorte qu'à son incorporation en 1867, quarante familles peuplent cette localité où la forêt et l'agriculture dominent la vie économique. Le village abrite un centre culturel et un journal appelé le *Petit Courrier de Sainte-Anne*. Population francophone : 895.

SAINTE-ANNE-DES-PAYS-BAS : voir FREDERICTON

SAINTE-ANNE-DU-RUISSEAU : voir PUNICO

SAINTE-AZILDA : voir AZILDA

SAINTE-FAMILLE DE TAMAROIS : voir CAHOKIA

SAINTE-GENEVIÈVE. Ville du Missouri située à 60 km au sud de Saint-Louis. La ville portait autrefois le nom de Ponte-de-Misère. Née en 1735 de la traite des fourrures, elle se développe grâce à l'exploitation des gisements de plomb découverts par des explorateurs français. Par la suite, des Canadiens français, en provenance des territoires de l'est du Mississippi (occupés par l'Angleterre), s'y réfugient. La ville connaît alors un essor économique important. À la fin du XVIII^e siècle, la ville est gouvernée par un francophone, Philippe de Rastel. Dès 1860, Sainte-Geneviève s'avère l'endroit le plus favorable au transbordement du minerai, ce qui assure la prospérité des marchands français de cette ville. Depuis l'acquisition de la Louisiane par les Américains, il n'existe plus d'école française dans cette ville et la communauté francophone s'est désintégrée.

SAINTE-MARIE-DES-HURONS. Mission fortifiée située à 5 km au sud-est de Midland (Ontario), instaurée par les Récollets en 1615 et reprise par les Jésuites en 1634. La construction de Sainte-Marie-des-Hurons, telle que nous la connaissons par la reconstitution actuelle, débute en 1639. L'établissement sert de point central et de lieu de repos aux religieux qui desservent les missions avoisinantes. Dans l'enceinte habitent les missionnaires, les Européens qui ont suivi et,

partir d'une certaine époque, les autochtones christianisés. Le caractère sédentaire des Hurons et la position stratégique de la Huronie, à la jonction des voies de communication vers l'intérieur du pays, ont constitué des facteurs déterminants pour l'instauration de la mission. Mais avec l'intensification des guerres iroquoises, les villages de la Huronie subissent de nombreux assauts et leurs habitants se voient contraints de chercher refuge à Sainte-Marie. Les Jésuites* craignant une attaque contre la mission et ne voulant pas qu'elle tombe aux mains des Iroquois, l'incendient en 1649. Ils vont alors chercher refuge avec les autochtones sur l'île aux Chrétiens. Ils y passent une année pénible, pour finalement prendre le chemin de Québec avec les survivants, c'est-à-dire quelque 300 Hurons. Avant sa destruction, Sainte-Marie abritait un cinquième de toute la population de la Nouvelle-France. Récemment restaurée, Sainte-Marie-des-Hurons est un lieu historique privilégié.

SAINTE-MARIE, PHILIPPE. Médecin (Chicago, Illinois, 5 février 1875 — Nouvelle-Orléans, Louisiane, 26 août 1931). Diplômé de l'Université Laval de Montréal, il pratique la médecine à Montréal puis à Sorel. En 1919, il s'établit à Taunton puis à Pittsfield (Massachusetts). Médecin réviseur de l'Union* Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, il participe à la vie patriotique et culturelle des francophones des États-Unis. Poète, il publie quelques recueils, dont *Voix patriotiques* en 1928.

SAINTE-ROSE-DU-LAC. Municipalité du Manitoba située à 282 km au nord de Winnipeg, sur la rive est de la rivière à la Tortue. Population totale : 1 090 habitants. Colonisée dès 1889 par des Métis* de Saint-Vital* et de Saint-Norbert, elle reçoit un contingent de Français et de Belges trois ans plus tard et, en 1893, plusieurs familles canadiennes-françaises. Appelée d'abord Rivière-Tortue, l'agglomération est ensuite redésignée, lors de son incorporation en 1892, sous son nom actuel en raison de la proximité du lac Dauphin. L'arrivée du chemin de fer en 1909 accélère le développement de Sainte-Rose-du-Lac, qui aujourd'hui vit surtout de l'agriculture et du commerce. Population francophone : 400.

SAINT-ÉTIENNE DE LA TOUR, CLAUDE. Trappeur et pionnier (Champagne, France, circa

1575 — ?, après 1636). En 1609, il accepte de Poutrincourt une invitation à se rendre en Acadie pour l'aider à établir une colonie permanente à Port-Royal. Il part de Dieppe en France en 1610. Après une traversée qui dure plusieurs mois, il atteint Port-Royal. À la suite de la destruction de Port-Royal en 1613, il se consacre à la traite des fourrures et construit un poste à Penobscot. C'est le premier établissement permanent en Nouvelle-Angleterre. Revenant de France en 1628, il est capturé par une escadre anglaise et amené à Londres, où Sir William Alexander le désigne baronnet de Nouvelle-Écosse. Revenu en Acadie en 1630, il essaie de convertir à la cause de l'Angleterre son fils Charles, qui commande le fort Lomeron du Cap-de-Sable, et va jusqu'à le combattre. Défait, il sollicite la clémence de son fils.

SAINT-ÉTIENNE DE LA TOUR, CHARLES DE. Gouverneur (Champagne, France, 1593 — ?, 1666). Fils de Claude, il s'installe en Acadie (1609) où il s'occupe de traite de fourrures. Avec son père, il obtient en concession des terres importantes. En 1631, il bâtit le fort La Tour, à l'embouchure de la rivière Saint-Jean. C'est en 1638 qu'il est nommé lieutenant-gouverneur de l'Acadie. Son homonyme et rival d'Aulnay Charizay attaque le fort La Tour (1645). Retiré à Québec, il peut regagner l'Acadie en 1653, retrouver ses propriétés et les consolider. Ce personnage ambitieux, qui fit preuve d'une habileté diplomatique peu commune, reste une figure controversée de l'histoire acadienne.

SAINTE-EUSTACHE. Village du Manitoba sis à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Winnipeg. Population totale : 285 habitants. D'abord situé à 48 km à l'ouest de la rivière Assiniboine, le village est détruit en 1840 peu après sa création par l'abbé Belcourt, à la suite d'un affrontement avec des Amérindiens. Le pasteur et ses fidèles s'installent la même année dans un lieu appelé La Prairie-à-Fournier. Cette agglomération, composée surtout de Métis* chasseurs de bisons, sera aussi connue sous les noms de Mission-Saint-Paul ou de Baie-Saint-Paul. À partir de 1870, les habitants pratiquent l'agriculture jusqu'à ce qu'ils soient chassés une seconde fois, en 1881, par une inondation de l'Assiniboine. Le nouveau village, reconstruit à 6 km au sud,

prend d'abord le nom Saint-Eustache, puis celui de Fortier durant les sept années suivantes. Ses résidents actuels vivent surtout de l'agriculture. Population francophone : 280.

SAINT-FRANÇOIS. Village du Nouveau-Brunswick situé à 34 km à l'ouest d'Edmundston. Population totale : 753 habitants. Son nom vient sans doute de la rivière Saint-François qui traverse le village. Colonisée en 1816 par des Québécois en quête de nouvelles terres, la paroisse de Saint-François est la deuxième plus ancienne du Madawaska*, après celle de Saint-Basile*. Après la signature du traité* Webster-Ashburton en 1842, délimitant les frontières entre le Maine, le Nouveau-Brunswick et le Québec, Saint-François connaît une colonisation plus poussée. La construction du chemin de fer du Témiscouata en 1890, reliant le Madawaska et le fleuve Saint-Laurent, entraîne une troisième vague de colonisation. L'agriculture et la fabrication de meubles constituent l'activité principale des habitants. L'archevêque actuel d'Ottawa, M^{gr} Aurèle Plourde, est originaire de Saint-François. Population francophone : 715.

SAINT-FRANÇOIS-XAVIER. Village du Manitoba situé à 24 km à l'est de Winnipeg, près de la rivière Assiniboine. Population totale : 329 habitants. Colonisé dès 1823 par un francophone, Cuthbert Grant, travaillant pour la Compagnie* de la baie d'Hudson, le village devient un lieu de ralliement de nombreux Métis* qui y viennent pour chasser le bison. Cinq ans plus tard, un missionnaire canadien-français, le père Harper, y érige une chapelle. Incorporée en 1876, Saint-François-Xavier est la plus vieille localité française du Manitoba après Saint-Boniface*. Comptant à cette époque-là environ 400 familles, le village connaît à la fin du XIX^e siècle un important déclin démographique attribuable surtout à la disparition du bison. Des colons anglophones arrivent alors pour y pratiquer l'agriculture qui demeure aujourd'hui l'occupation principale de l'agglomération. Population francophone : 135.

SAINT-GEORGES. Village du Manitoba situé à environ 98 km au nord-est de Winnipeg en bordure de la rivière du même nom. Population totale : 300 habitants. Colonisé en 1880 par le père Joachim Allard o.m.i. avec le concours du père Dupont, missionnaire à Fort Alexandre, le village

compte à cette époque trois familles de pionniers. Ce noyau de peuplement s'élargit en 1903, année de son incorporation, avec l'arrivée d'une quinzaine de familles venant de Sainte-Martine et de Saint-Urbain au Québec. Nommée par M^{gr} Langevin* en souvenir d'un pionnier de la paroisse, Georges Chèvrefils, cette agglomération se développe surtout grâce à l'agriculture et à la production laitière. Population francophone : 135.

SAINT-GEORGES, LAURENT QUETTON DE. Marchand (France, 1778 — Orléans, France, 8 juin 1821). Aristocrate français, il fuit la République qu'il juge trop révolutionnaire, puis adopte le nom du saint patron de l'Angleterre. Il arrive à York (Toronto) en 1802 pour se lancer dans l'agriculture qu'il délaisse au profit du commerce. À partir de son magasin général à York, il ouvre des succursales à Orillia, Niagara, Amherstburg et ailleurs ; il est à cette époque le plus grand commerçant du Haut-Canada. Saint-Georges rentre en France en 1815 pour y terminer ses jours. Une rue de Toronto rappelle sa présence en terre canadienne.

SAINT-GEORGES-OUEST : voir POWERVIEW

SAINT-HUBERT : voir ROLANDERIE, LA

SAINT-ISIDORE. Village du Nouveau-Brunswick situé à 11 km au nord-ouest de Tracadie. Population totale : 2 546 habitants. Le village est vraisemblablement nommé en l'honneur du patron des agriculteurs. La colonisation du village ne date que de 1873 alors que des Acadiens, fuyant la crise économique, quittent Caraquet*, Shippagan* et Tracadie* et prennent possession des lots qui avaient été arpentés cinq ans plus tôt. La paroisse de Saint-Isidore est fondée en 1876. Les habitants subsistent dans cette nouvelle région grâce à l'agriculture et à la pêche. Aujourd'hui, certains d'entre eux doivent travailler à l'extérieur. Population francophone : 2 485.

SAINT-ISIDORE-DE-PRESCOTT. Village de l'Ontario situé à environ 20 km au sud de Plantagenet dans l'est de la province. Population totale : 746 habitants. Le village est fondé par des bûcherons écossais vers 1824. Ceux-ci y font de la drave sur les rivières Scotch et Nation. Dans les années 1850, les Écossais sont remplacés par

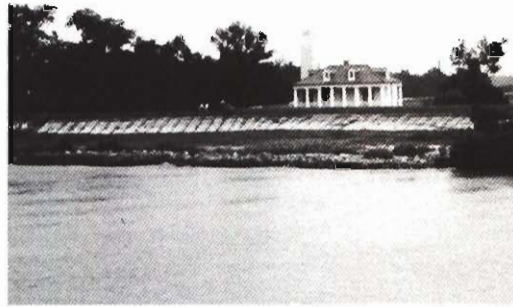
des Canadiens français qui font de l'agglomération un centre agricole prospère. D'abord connu sous le nom de Kerry, le village prend dans les années 1880 le nom de la paroisse Saint-Isidore auquel on ajoutera plus tard le nom du comté. Aujourd'hui, le village est un centre de production de fromages que l'on exporte surtout vers Montréal. Population francophone : 725.

SAINT-JACQUES, HENRI. Professeur et avocat (Ottawa, Ontario, 1884 — *ibid.*, 15 février 1974). Docteur en droit de l'Université de Toronto, il est professeur au Lisgar Collegiate d'Ottawa puis directeur de l'école Garneau et de l'École normale de Sturgeon Falls. Il démissionne du poste d'inspecteur des écoles du nord de l'Ontario en 1916 pour protester contre le Règlement 17 et vient pratiquer le droit à Ottawa. Président de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa (1921-1923), directeur de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (1926), la liste des clubs, associations, conseils, sociétés, services et commissions dont il fait partie en dit long sur son dévouement.

SAINT-JACQUES. Village du nord-ouest du Nouveau-Brunswick situé sur la rivière Madawaska, à moins de 6 km de la frontière du Québec. Population totale : 2 297 habitants. L'endroit est d'abord colonisé par des Canadiens français du Québec à une époque où la délimitation interprovinciale des territoires n'a pas encore de définition précise. Nommé vers 1820 Le Petit-Madawaska ou Rivière-à-la-Truite, il ne reçoit un premier peuplement permanent d'Acadiens qu'en 1860. Rattaché à Saint-Basile* (1860-1880), puis à Edmundston* (1880-1892), le village est institué en 1892 et reçoit son nom actuel en l'honneur de l'évêque de Bathurst*, James (Jacques) Rogers. L'arrivée du chemin de fer au XIX^e siècle et la situation géographique de cette localité en font la porte de passage routière et ferroviaire du Québec au Nouveau-Brunswick. L'essor de Saint-Jacques est lié à l'agriculture et à l'exploitation forestière. Population francophone : 2 155.

ST. JAMES. Paroisse de Louisiane située à 75 km à l'ouest de la Nouvelle-Orléans. Population totale : 19 733 habitants. Cette paroisse comprend les villes de Saint-Michel-de-Cantrelle et La Vacherie. Matthias Frederick est l'un des premiers Acadiens à s'installer à St. James en 1756.

Dix ans plus tard, d'autres Acadiens s'y réfugient et, en 1770, la majorité de la population est acadienne. La communauté s'organise autour de la culture de la canne à sucre. La première église est construite à Saint-Michel en 1808. Étienne Mazureau fonde le Collège Jefferson en 1831. Population francophone : 5 686.



Maison de planteurs à Oak Alley, St.James

SAINT-JEAN. Ville du Nouveau-Brunswick située à l'embouchure de la rivière Saint-Jean dans la baie de Fundy. Population totale : 80 521 habitants. C'est Samuel de Champlain*, qui, arrivé à l'embouchure de la rivière le 14 juin 1604, lui donne son nom en l'honneur de saint Jean-Baptiste. Le premier peuplement permanent date de 1630, quand Charles La Tour y érige un fort. Les Acadiens ne s'y établissent qu'aux environs de 1730. Après leur Déportation*, les Loyalistes et d'autres colons anglophones s'y installent. Les Acadiens n'y reviendront qu'au cours des années 1960 et 1970, attirés par les perspectives d'emploi dans ce centre industriel, le plus important de la province. Depuis 1982, le Centre communautaire Samuel de Champlain anime la vie française de Saint-Jean. Population francophone : 4 970.

SAINT-JEAN-BAPTISTE. Localité du Manitoba située à 70 km au sud de Winnipeg, à environ 30 km au nord de la frontière américaine sur la rive ouest de la rivière Rouge. Population totale : 584 habitants. Appelée d'abord Mission Rivière-aux-Prunes et La Grosse-Pointe, la localité est rebaptisée sous son nom actuel en 1876 par M^{re} Taché*, vraisemblablement en l'honneur des Canadiens français qui y arrivent à cette époque en provenance surtout de Sorel (Québec) et de

Fall* River (Massachusetts). La région est connue pour ses pois et lentilles. Grâce à plusieurs clubs et organismes, Saint-Jean-Baptiste est devenu aujourd'hui le centre culturel de la région. La quasi-totalité de la population est francophone.

SAINT-JOSEPH. Village du Nouveau-Brunswick situé près de Memramcook, à 25 km au sud-est de Moncton. Population totale : 630 habitants. Colonisée avant la Déportation* des Acadiens en 1755, la région est à nouveau visitée par les missionnaires au début des années 1780. Au milieu du XIX^e siècle, Saint-Joseph voit le premier établissement acadien d'enseignement supérieur, connu d'abord sous le nom de Séminaire Saint-Thomas puis sous celui de Collège* Saint-Joseph. À la fin du siècle, le village est l'hôte de la première convention* nationale acadienne. Ses habitants vivent surtout de l'agriculture et particulièrement de la culture des fraises. Population francophone : 585.

SAINT-JOSEPH. Village du Nouveau-Brunswick situé à 10 km au nord d'Edmundston. Population totale : 1 439 habitants. L'établissement de colons dans la région connue actuellement sous le nom de Saint-Joseph remonte à 1860 alors que des Québécois en quête de terres s'y installent. Saint-Joseph ne devient cependant mission autonome qu'en 1914, étant d'abord rattachée à Saint-Jacques* puis à Edmundston*. Les industries forestière et agricole ainsi que la fabrication de meubles constituent l'activité économique principale. Population francophone : 1 385.

SAINT-JOSEPH-DU-MOINE : voir CHÉTI-CAMP

SAINT-LAURENT. Municipalité du Manitoba sise à 93 km au nord-ouest de Winnipeg sur les rives du lac Manitoba. Population totale : 1 114 habitants. Son premier peuplement remonte à 1824 lorsqu'un groupe de Métis* s'y installe pour pêcher et chasser le bison. Un quart de siècle plus tard, cette localité accueille des familles francophones en provenance du Dakota du Nord et de la Baie-des-Canards. Incorporée en 1876, la municipalité est nommée par le père Camper, son premier curé, en l'honneur de saint Laurent. En 1890, un contingent de Français originaires de la Bretagne s'y implante pour pratiquer l'agricul-

ture. L'élevage de bovins, la production laitière et la pêche constituent aujourd'hui l'activité économique de la collectivité. En outre, la Fédération des Métis, très active à Saint-Laurent, établit en 1971 une coopérative industrielle qui assure le développement économique et social du village. Population francophone : 515.

SAINT-LAURENT-DE-GRANDIN. Village de la Saskatchewan situé à 72 km au sud de Prince-Albert, sur la rive ouest de la rivière Saskatchewan Sud. Fondée en 1870 par un Oblat*, le père André, qui y érige une mission, cette localité est baptisée la même année en l'honneur de Laurent André, prêtre du diocèse de Quimper, et de M^{gr} Vital-Justin Grandin*, premier évêque de Saint-Albert*. La communauté de Saint-Laurent connaît tout au long de son histoire une vocation essentiellement agricole. Ce village est devenu un important lieu de pèlerinage, où se déroule chaque année une manifestation religieuse organisée en l'honneur de la Vierge Marie.

SAINT-LAZARE. Village du Manitoba situé à 340 kilomètres à l'ouest de Saint-Boniface, sur le bord de la rivière Assiniboine et à 11 km de la frontière avec la Saskatchewan. Population totale : 414 habitants. Occupé d'abord par la Compagnie* de la baie d'Hudson qui y construit le fort Ellice en 1831, le village devient ensuite, en 1875, une mission que fonde le père Décorby. Nommé Saint-Lazare pour rappeler le lieu d'ordination du prêtre en France, il accueille les premiers colons métis et canadiens-français en 1883. Population francophone : 225.

SAINT-LÉON. Village du Manitoba situé à 160 km au sud-ouest de Saint-Boniface dans les collines Pembina. Population totale : 197 habitants. Rattaché aujourd'hui à la municipalité de Lorne, Saint-Léon doit son existence à l'arrivée des premiers colons francophones en 1872 et son nom au pape Léon XIII (élu pape en 1878). Plus ancienne paroisse de la montagne de Pembina, Saint-Léon connaît un essor important dans la dernière décennie du XX^e siècle. L'économie locale repose principalement sur l'agriculture. Population francophone : environ 100.

SAINT-LÉONARD. Agglomération du Nouveau-Brunswick sise sur les bords de la rivière Saint-Jean dans le comté de Madawaska, à 16

km à l'ouest de Grand Sault. Population totale : 1 566 habitants. Ce village frontalier donnant accès au Maine est fondé en 1794 par des réfugiés acadiens sauvés de la Déportation*. Son existence dépend d'abord de la localité jumelle de Saint-Bruno-de-Van-Buren (Maine), dont Saint-Léonard est détaché en 1868 avant la démarcation de la frontière entre le Canada et les États-Unis. Son développement démographique est lié à l'arrivée du chemin de fer et surtout à l'exploitation forestière. Ses habitants s'adonnent aussi à la production de la laine ; les tisserands de Saint-Léonard ont d'ailleurs acquis une renommée internationale. Population francophone : 1 470.

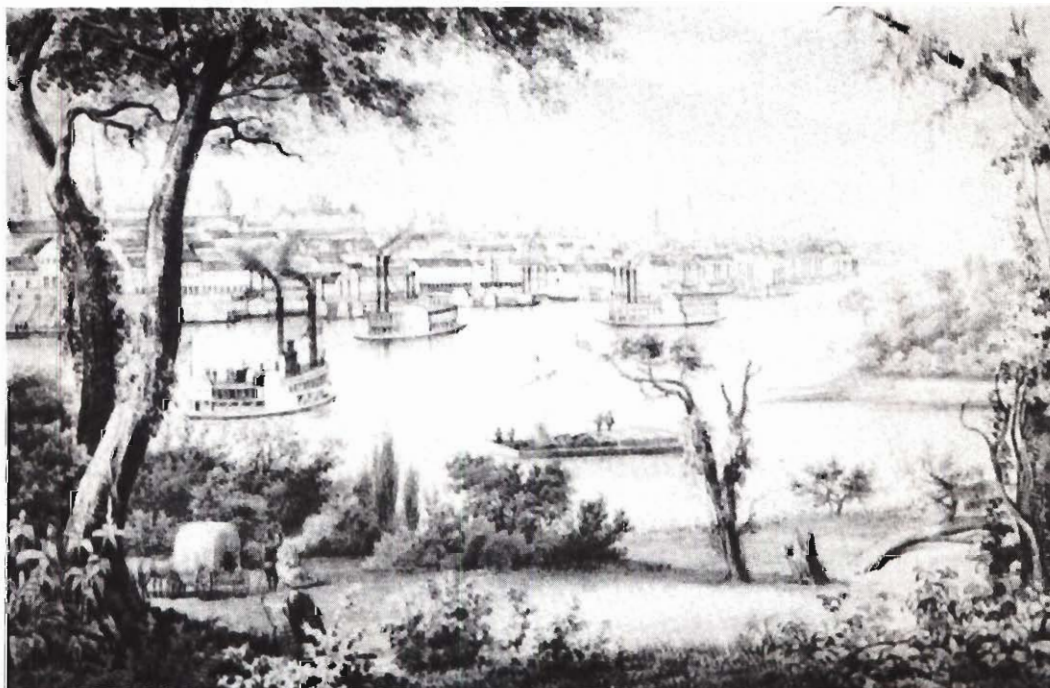
SAINT-LOUIS. Ville du Missouri située au confluent de la rivière Missouri et du fleuve Mississippi. Population totale : 622 000. Fondée en 1764 par Pierre Laclède Ligest* et René-Auguste Chouteau* comme poste de traite, la ville est nommée en l'honneur du roi de France, Louis XV, et de son saint patron, Louis IX. Les colons d'origine française affluent vers Saint-Louis, venant de l'Illinois et de la Louisiane devenue espagnole en 1762. Ils confèrent à la ville ce caractère français qu'on lui trouve encore aujourd'hui, comme en témoignent certaines traditions : la fête de Normandie ou le Soulard Sun-

day et des institutions comme la Société française de Saint-Louis.

SAINT-LOUIS. Village du nord de la Saskatchewan situé à proximité de Prince-Albert, sur le bord de la rivière Saskatchewan-Sud. Population totale : 1 426 habitants. Habité dès 1860 par des Métis*, qui iront, plus tard, participer à la bataille de Batoche* aux côtés de Louis Riel*, cette localité ne sera colonisée qu'au début du XX^e siècle. Le village doit vraisemblablement son nom au premier colon, Louis Schmidt, qui le visita en 1880 et s'y installa de façon permanente en 1897. Son arrivée sera suivie peu après d'un contingent de francophones en provenance de la Rivière-Rouge*. Population francophone : 830.

SAINT-LOUIS : voir TIGNISH, RÉGION DE

SAINT-LOUIS-DE-KENT. Village du Nouveau-Brunswick situé sur la rivière Saint-Louis, à 15 km au nord de Richibouctou. Population totale : 1 166 habitants. Appelé Kouchibouquette de 1827 à 1855, puis Palmerstou jusqu'en 1868, il est alors rebaptisé sous son nom actuel. Colonisé surtout par les Acadiens à la fin du XVIII^e siècle, il connaît un développement notable vers 1872, avec la construction du chemin de fer, qui



Saint-Louis, Missouri, vers 1830

active les exploitations agricoles et forestières. Outre ces activités qui se pratiquent toujours, la pêche occupe également les habitants de cette localité côtière. C'est dans ce village que M^{re} Marcel-François Richard* fonde le Collège Saint-Louis (1874-1882) ainsi qu'un couvent pour filles (1874). Population francophone : 1 115.

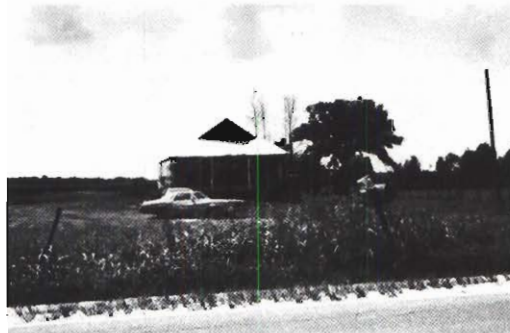
SAINT-LUSSON, SIMON DAUMONT DE.

Commissaire royal et explorateur (France, 1643 – Canada, 1673 ou 1677). Il arrive au Canada en 1663. Chargé par l'intendant Talon d'explorer le pays des Outaouais dans le but d'y découvrir du cuivre, il part vers l'ouest pendant l'automne 1670 en compagnie de Nicolas Perrot* et de Louis Jolliet*. Passant par l'Outaouais, le lac Nipissing et la rivière des Français, il suit les Grands Lacs jusqu'à Sault-Sainte-Marie où il prend possession des terres sises à l'ouest. Ce voyage marque le début des explorations du Canada continental, qui mèneront les Français à la baie d'Hudson, aux montagnes Rocheuses et au golfe du Mexique.

SAINT-MALO. Village du Manitoba situé sur les rives de la rivière aux Rats, à 65 km au sud de Winnipeg. Population totale : 672 habitants. La mission est fondée en 1880. L'un des premiers colons francophones s'appelle Louis Malo. Sans doute est-ce lui qui nomme le village suivant son patronyme et le souvenir du port français de Saint-Malo, d'où Jacques Cartier partit jadis à la découverte du Canada. Les habitants de Saint-Malo s'adonnent à la drave et à la culture. La population est majoritairement francophone.

SAINT-MARTIN. Paroisse de Louisiane située à 12 km au sud de Lafayette. Population totale : 32 453 habitants. La paroisse comprend les villes de Saint-Martinville, Butte-La-Rose, Parks, Breaux-Bridge, Cecilia. En 1740, les troupes françaises, auxquelles se joint la tribu des Chitimachas, exterminent les Attakapas. En 1756, les Français établissent un comptoir commercial, le poste des Attakapas, sur les bords du bayou Tèche. Dix ans plus tard, les Acadiens déportés viennent renforcer cette population. La communauté s'organise alors autour de la culture de la canne à sucre et du soja, l'exploitation des puits de pétrole. En 1791, la région constitue un refuge pour les Français partisans de Louis XVI et, à nouveau en 1815, pour les amis de Napoléon.

Quatre ans auparavant, le poste des Attakapas prenait le nom de Saint-Martinville et devenait le chef-lieu de la paroisse. Saint-Martinville est parfois appelé le Petit Paris du fait de sa vie sociale et culturelle active. Population francophone : 25 655.



Maison de Cajuns, à proximité de Saint-Martinville

ST.MARY. Paroisse de Louisiane située à 84 km au sud de Bâton-Rouge. Population totale : 60 752 habitants. D'abord habitée par la tribu des Attakapas, cette région est colonisée par des Français, puis par des Acadiens déportés. Installés le long du bayou Tèche, ils fondent les premières plantations de canne à sucre. La ville principale, Morgan City, est érigée en 1850. En 1863, les Unionistes occupent la ville bientôt reprise par les Confédérés qui devront, finalement, l'abandonner à nouveau aux mains des armées de l'Union. La paroisse St.Mary abrite d'importantes industries pétrolières et pétrochimiques. Encore aujourd'hui, la canne à sucre représente 95 % des ressources agricoles de la région. Population francophone : 13 279.

SAINT-ONGE, DENIS. Géographe (Saint-Agathe, Manitoba, 11 mai 1929 –). Docteur en sciences de l'Université de Louvain (Belgique), il est auparavant enseignant au Manitoba, en Saskatchewan, en Éthiopie et au Québec. Travaillant pour le gouvernement fédéral (1958-1965), il est chargé de recherches à la Commission géologique du Canada. Professeur au Département de géographie et d'aménagement régional de l'Université d'Ottawa (1968-1984), il est également vice-doyen de l'École des études supérieures et de la recherche dans la même institution (1977-1980). Quittant l'enseignement, il est nommé chef de section à la Commission géo-

logique du Canada en 1982. Ses nombreuses publications portant sur la géomorphologie lui ont valu une réputation mondiale dans cette spécialité.

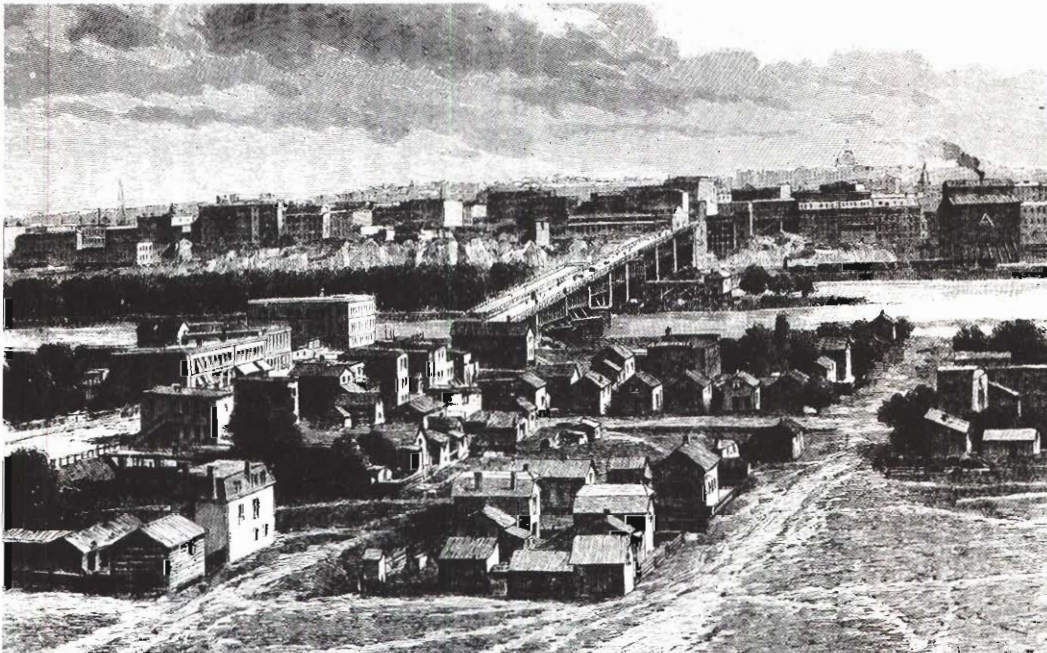
SAINT-ONGE, LOUIS-NAPOLÉON. Prêtre et missionnaire (Saint-Césaire, Québec, 14 avril 1842 — Saint-Hyacinthe, *ibid.*, 26 novembre 1901). Formé au Séminaire de Saint-Hyacinthe, il est ordonné prêtre à Vancouver en 1866. Missionnaire auprès des Indiens dans l'Ouest, il est tour à tour curé de Saint-Joseph de l'Orégon (1866-1867) et de Yakamas (1867-1870). Convalescent à Vancouver (1870-1873), l'abbé Saint-Onge écrit une *Grammaire* et un *Dictionnaire anglais-chinook*, destinés à l'usage des Indiens. Il occupe enfin d'autres cures dans le Vermont à Battleboro (1873-1874) et à Rutland (1874-1875), puis dans l'État de New York à Glens Falls (1875-1893).

SAINT-PAUL. Municipalité de l'Alberta sise à 200 km au nord-est d'Edmonton dans la région de l'Athabasca. Population totale : 4 884 habitants. Appelée d'abord Saint-Paul-des-Métis, la municipalité est fondée en 1896 par un missionnaire, le père Albert Lacombe*, qui veut constituer un lieu de peuplement exclusivement destiné aux populations métisses afin de les protéger

dans leur foi et leur culture. À la suite de l'échec de cette réserve vers 1908, la collectivité accueille des colons de diverses origines, parmi lesquels se trouvent plusieurs familles francophones du Québec et de la Nouvelle-Angleterre. Rebaptisée Saint-Paul en 1936, cette localité se développe surtout par l'agriculture. Saint-Paul abrite une librairie, Le Carrefour, un centre pour jeunes, Les Goélands, et le Centre culturel Saint-Paul. Population francophone : 1 220.

SAINT-PAUL. Ville des États-Unis, capitale du Minnesota, située sur le Mississippi à 640 km au sud de Chicago. Population totale : 310 000 habitants. Poste de traite fondé par un Métis nommé Pig-eye. Déjà exploré par Radisson*, Desgroseilliers et Cavalier de La* Salle, ce site est un point d'arrêt pour la navigation sur le Mississippi. Vers la fin du siècle, des francophones y arrivent pour travailler dans l'industrie forestière et minière du Minnesota. D'autres y viennent à l'arrivée du chemin de fer et lors de l'ouverture de l'Ouest canadien. En 1890, Saint-Paul a son journal français, *Le Canadien**, et compte trois paroisses françaises. Population francophone : 3 128.

SAINT-PAUL-DE-KENT. Village du Nouveau-Brunswick situé à 29 km au nord de Moncton. Population totale : 1 069 habitants. Le village est



Saint-Paul, Minnesota, vers 1890

nommé par le curé fondateur, Louis-Joseph Ouellet, en l'honneur de l'apôtre Paul. La région est colonisée au début des années 1870 par des Acadiens venus de l'Île-du-Prince-Édouard sur l'invitation du père Belcourt. Ils sont rejoints peu après par des colons venus de Sainte-Marie, Bouctouche* et Memramcook. Les résidents y vivent d'agriculture et en particulier de la culture des fraises. Population francophone : 855.

SAINT-PAUL-DES-MÉTIS : voir SAINT-PAUL

SAINT-PIERRE : voir L'ARDOISE, RÉGION DE

SAINT-PIERRE : voir BATHURST

SAINT-PIERRE, ANNETTE. Professeur et écrivain (Saint-Germain-de-Grantham, Québec, 29 août 1925 —). Détentrice d'un doctorat en lettres françaises de l'Université* d'Ottawa (1979), elle est d'abord institutrice au Manitoba (1950-1970), elle enseigne depuis lors au Collège* de Saint-Boniface. Co-fondatrice des Éditions* du blé (1974), du Centre* d'études franco-canadiennes de l'Ouest (CEFCO) (1978) qu'elle dirige pendant près de dix ans, et des Éditions* des plaines (1979), Saint-Pierre publie aussi trois essais et deux romans : *Gabrielle Roy sous le signe du rêve* (1974), *Au pays des Bois-Brûlés* (1977), *Le Rideau se lève au Manitoba* (1980), *La Fille bègue* (1982), *Sans bon sang* (1987).

SAINT-PIERRE, DAMIEN. Médecin et animateur (Moose Creek, Ontario, 20 décembre 1887 — Ottawa, 25 juin 1966). Après ses études de médecine à l'Université de Montréal, il va exercer sa profession à Windsor* (Ontario — 1914). Il participe à la fondation des journaux *La Défense* (1918) et *La Presse-Frontière* (1921), où il signe du pseudonyme de Pierre Legris. Dès son arrivée à Windsor, il s'engage dans la lutte contre le Règlement* 17 et prend parti contre M^{gr} Fallon, évêque de London (Ontario). En 1933, il s'installe à Ottawa*, devient directeur médical de l'Union* du Canada et, jusqu'à la fin de sa carrière, il continue de participer à la vie franco-ontarienne.

SAINT-PIERRE, TÉLESOPHORE. Journaliste (Lavaltrie, Québec, 10 juillet 1869 — Saint-Boniface, Manitoba, 25 octobre 1912). Vivant à

Windsor (Ontario), cet autodidacte passe ses loisirs à la bibliothèque de Détroit, où il étudie les exploits des grands explorateurs. Lorsque le chef des Métis, Louis Riel, meurt en 1885, sa sympathie pour le peuple de l'Ouest s'accroît. Pour mieux défendre leurs intérêts, il devient rédacteur au *Progrès** à Windsor (Ontario). En 1888, il participe à la campagne électorale de Grover Cleveland, candidat démocrate à la présidence des États-Unis. De 1899 à 1903, il est rédacteur en chef de *L'Opinion* Publique* de Worcester*. Il fonde en 1889 le journal *L'Union Franco-Américaine* afin que les Franco-Américains s'unissent pour mieux concentrer leurs forces. Passionné par la cause qu'il défend, il écrit une *Histoire des Canadiens du Michigan et du comté d'Essex* (1895) ainsi que celle des Français qui ont découvert et exploré cette région.

SAINT-PIERRE-JOLYS. Village du Manitoba sis à 55 km au sud-est de Saint-Boniface, au confluent de la rivière aux Rats et de la rivière La Fourche. Population totale : 919 habitants. Longtemps fréquenté par des commerçants de fourrure, l'endroit est colonisé en 1872 à la suite de l'initiative du père Richot, curé de Saint-Nobert, qui, deux ans auparavant, invitait ses fidèles à en exploiter les terres. Nommé en l'honneur de saint Pierre et du missionnaire Jean-Marie Jolys*, le village accueille cinq ans après sa fondation un groupe de Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre. L'agriculture et l'élevage du renard pour le commerce des pelleteries sont les principales activités de la collectivité. Population francophone : 675.

SAINT-QUENTIN. Village du Nouveau-Brunswick situé à 112 km au sud-ouest de Campbellton, entre les localités de Saint-Léonard et de Tide Head. Population totale : 2 334 habitants. D'abord nommé Five Fingers, puis Anderson Siding, il est rebaptisé Saint-Quentin lors de sa fondation en 1920, pour commémorer la victoire des Alliés dans la municipalité du même nom en France pendant la première guerre mondiale. L'agriculture et la culture de la pomme de terre constituent l'activité économique principale. Population francophone : 2 300.

SAINT-THOMAS D'AQUIN, MÈRE : voir BRANDA, JEANNE-LYDIA

SAINT-VITAL. Ville du Manitoba sise sur la rive est de la rivière Rouge, à 8 km au nord du centre-ville de Winnipeg. Population totale : 43 729 habitants. D'abord rattachée à Saint-Boniface*, elle est ensuite constituée en municipalité et nommée en l'honneur de Vital Grandin, évêque auxiliaire de Saint-Boniface. Occupée dès 1820 par des Métis* chasseurs de bisons, elle ne connaît un premier peuplement sédentaire qu'après 1904. Lieu de résidence du père de Louis Riel*, Saint-Vital se développe de façon particulièrement rapide après la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, il s'agit essentiellement d'une ville-dortoir de la banlieue de Winnipeg*. Population francophone : 4 535.

SALÉ, PAUL. Musicien (Douai, France, 1863 — Winnipeg, 16 novembre 1949). Venu de France en 1886, il s'installe au Manitoba et devient organiste et directeur de la chorale à la cathédrale de Saint-Boniface*. Fondateur et directeur musical de la fanfare La Vérendrye jusqu'en 1921, Salé signe plusieurs compositions de son cru, dont *En nouant sa raquette* (1896), *Bouquet de violettes* (1919), *La Cloche de Saint-Boniface* (1920), *Marche de l'École Provencher* (1919), *Too Late My Dear* (1919).

SALEM. Ville du Massachusetts située à 25 km au nord-est de Boston. Population totale : 40 543 habitants. Les premiers francophones arrivés à Salem vers les années 1860 sont des Québécois venus travailler dans les filatures. Ils habitent généralement le quartier Mill Hill. Quelque trente à quarante ans plus tard, ils sont suivis d'un contingent d'Acadiens habitant le quartier de Castle Hill. Les Québécois fondent leur paroisse, Saint-Joseph, en 1872 et les Acadiens la leur, Sainte-Anne, en 1902. Le *Courrier de Salem*, fondé en 1902, leur sert d'organe de communication dans cette ville industrielle. Population francophone : 7 414.

SALMON RIVER : voir BAIE-SAINTEMARIE

SALON D'HISTOIRE DE LA FRANCOPHONIE ALBERTAINE. Organisation fondée en 1974 par deux professeurs de la Faculté* Saint-Jean de l'Université de l'Alberta, Kenneth Munro et Alice Trottier*, son objectif est de faire connaître le rôle des francophones dans l'histoire

et le développement de l'Alberta. Le Salon organise en 1976 deux symposiums, l'un à l'occasion du 50^e anniversaire de l'Association* canadienne-française de l'Alberta (ACFA) et l'autre, pour signaler le 50^e anniversaire des journaux francophones albertains *La Survivance/Le Franco-albertain**. Il publie en 1980 et 1981 deux ouvrages : *Aspects du passé franco-albertain* et *Ambitions et Réalités*. Un bulletin intitulé *Le Salon* paraît de 1981 à 1982.

SANDFORD. Ville du Maine située sur les rives de la rivière Mousam à environ 56 km au sud-ouest de Portland. Population totale : 15 722 habitants. Dès 1740, les premières habitations permanentes sont construites et Sandford commence à se développer. Constituée en municipalité en 1768, elle connaît, un siècle plus tard, les débuts de son essor industriel. Encore aujourd'hui, elle témoigne d'une économie manufacturière très diversifiée (pièces d'électronique, avionnerie et pièces d'avion, chaussures, etc.). Les francophones habitent en majorité les paroisses de Saint-Ignace (fondée en 1891) et de la Sainte-Famille (fondée en 1923). Population francophone : 5 997.

SANDWICH. Ancien chef-lieu du comté d'Essex, aujourd'hui amalgamé à la ville de Windsor. Au début, l'établissement fondé comme mission en 1747 s'appelait L'Assomption-de-la-Pointe-de-Montréal-du-Détroit. Après la Révolution américaine, de nombreux Canadiens français du Détroit, qui préfèrent demeurer sujets britanniques, viennent s'y établir, rejoignant la paroisse de l'Assomption créée en 1767. Celle-ci sera englobée dans la ville de Windsor* en 1935. Il s'agit du plus ancien établissement francophone de l'Ontario.

SANDWICH WEST : voir LA SALLE

SANSOUCY, ÉMERY. Homme politique (Saco, Maine, 24 juillet 1857 — Providence, Rhode Island, 10 août 1936). Issu d'une famille franco-canadienne émigrée aux États-Unis, il est d'abord manœuvre dans différentes industries jusqu'en 1875, puis, tour à tour, vendeur, commis voyageur et marchand de chaussures (1875-1919). Sa première apparition sur la scène politique s'effectue au conseil municipal de la ville de Providence (Rhode Island) (1901-1907). Lieutenant-gouverneur de cet État (1915-1920), Sansoucy en

devient le gouverneur (1920-1922) après son élection sous la bannière républicaine. Durant son mandat, Sansoucy a cherché à améliorer le sort des accidentés du travail.

SARAZIN, MICHAEL. Comédien (Québec, 22 mai 1940 —). Après une période de formation au New York Actors' Studio, il commence sa carrière avec l'Office national du film, puis se voit octroyer des rôles de premier plan dans des films américains tels que *In Search for Gregory* (1970), *The Reincarnation of Peter Proud* (1975) et *Caravans* (1978). Consacré vedette aux États-Unis où il a figuré dans plus de 20 films, il projette souvent l'image d'un jeune homme innocent aux prises avec des situations rocambolesques.

SARNIA. Ville de l'Ontario située sur les rives de la rivière Sainte-Claire, au sud du lac Huron, à 160 kilomètres au nord-est de Windsor. Population totale : 50 892 habitants. Les premiers à s'établir dans la région sont des francophones venus au début du XIX^e siècle y exploiter la terre et faire la traite des fourrures. La population canadienne-française ne s'accroît cependant pas de façon significative, même si, en 1840, il y a suffisamment d'habitants pour qu'on y fonde une paroisse, laquelle disparaîtra plus tard. Après la seconde guerre mondiale, Sarnia, devenue le site du plus important complexe pétro-chimique du pays, attire un contingent de Québécois ayant gagné leur expérience dans des complexes analogues de l'est de Montréal. L'Association* canadienne-française de l'Ontario, section Sarnia/London, fait la promotion de la culture française. Population francophone : 2 020.

SASKATCHEWAN : voir OUEST CANADIEN

SASKATOON. Ville de la Saskatchewan située à 270 km au nord-ouest de Régina, sur la rivière Saskatchewan Sud, presque à égale distance de Winnipeg et d'Edmonton. Population totale : 15 210 habitants. Fondée en 1882 par John N. Lake, l'agglomération est à l'origine une colonie de tempérance implantée par une organisation de moralité publique de Toronto. Développée surtout par des colons de l'Ontario, la ville devient rapidement un important centre commercial, qui a attiré au fil des années un nombre appréciable de francophones. Saskatoon abrite un poste de

radio française ainsi que le siège social de l'Association* Jeunesse fransaskoise, dont le périodique, *Le Fransasque*, sert de moyen d'échange pour les francophones de la ville. Population francophone : 3 230.

SAULNIERVILLE : voir BAIE-SAINTE-MARIE

SAULT-SAINTE-MARIE. Ville de l'Ontario située au lieu de rencontre des lacs Huron, Supérieur et Michigan, à 300 km à l'ouest de Sudbury. Population totale : 82 000 habitants. La ville tient son nom de sa situation à l'emplacement d'un portage que les voyageurs devaient effectuer sur la rivière Sainte-Marie. Dès 1622, Étienne Brûlé* explore la région. Les Jésuites* de Sainte-Marie-du-Sault y établissent une mission en 1669. Située à environ une centaine de kilomètres au nord du Fort Michillimakinac*, la mission devient aussi un poste de traite et, jusqu'à la Conquête, un lieu névralgique sur les plans militaire et commercial. En 1671, les députés de 14 nations indigènes du Midwest* s'y réunissent et se placent sous la protection du roi de France. À l'époque moderne, c'est la construction du canal (1861-1895), celle du chemin de fer (1887) et l'implantation au début du siècle de l'industrie sidérurgique qui y amènent à nouveau des francophones. Ils y fondent en 1902 la paroisse Saint-Ignace. Le centre culturel Les Copains et le bimensuel *Le Goût de vivre* animent la vie française. Population francophone : 3 700.

SAURETTE, SYLVIA. Cantatrice (Letellier, Manitoba, 27 septembre 1935 —). Elle étudie à Winnipeg puis à l'École Vincent d'Indy à Montréal (1961) tout en participant à de nombreux concours de chant. Elle gagne les concours de la Canadian National Exhibition (1959) et de Kiwanis (1960) à Toronto et devient récipiendaire du prix Archambault (1960) à Montréal. Elle est, de plus, finaliste du concours national de la Société* Radio-Canada et du concours des Jeunesses musicales du Canada (1963). La même année, elle interprète sur disque les œuvres de Roussel et Poulenc. Elle se produit aussi comme soprano avec les orchestres symphoniques des principales villes du Canada. Saurette tient ensuite différents rôles au Festival de Stratford (1966), à l'Opéra d'État de Hambourg (1968) et à l'Opéra du Québec (1971).

SAUVÉ, GUSTAVE. Professeur et animateur (Sainte-Scholastique, Québec, 22 mars 1899 — Montréal, 25 août 1961). Après des études dans plusieurs disciplines, il est ordonné prêtre oblat en 1928. Il enseigne dans des scolasticats de sa congrégation puis, en 1937, il devient professeur à l'Université* d'Ottawa, où il fait toute sa carrière et où il enseigne la philosophie, le droit canonique et les sciences sociales. Il laisse de nombreuses publications traitant de questions sociales, comme *Rome ou Moscou et Nécessité, notion et principes de la coopération*. De 1944 jusqu'à sa mort, il est secrétaire de l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario.

SAUVÉ, JEANNE (NÉE BENOÎT). Journaliste, politicienne et femme d'État (Prud'homme, Saskatchewan, 26 avril 1922 —). Après des études universitaires à Ottawa, Paris et Londres (1942-1951), elle fait une carrière de journaliste et d'animatrice à Radio-Canada* (1952-1972). Elle siège à la Chambre des communes de 1972 à 1980. Tour à tour, elle devient ministre d'État, chargé de la Science et de la technologie (1972-1974), ministre de l'Environnement (1974-1975), ministre des Communications (1975-1979) et présidente de la Chambre des communes (1980-1983) ; c'est la première fois, qu'une femme occupe cette fonction. En 1983, elle est nommée gouverneur général du Canada, où, là encore, elle est la première femme à remplir cette fonction.

SAUVÉ-BOULT, ROSE-ALMA. Travailleur social (Bourget, Ontario, 1896 — Ottawa, 10 avril 1982). Une des premières Ontariennes à obtenir un brevet d'enseignement et de direction d'école secondaire, elle devient travailleur social au Service du Bien-être social de la Ville d'Ottawa. Par la suite, elle exerce des fonctions similaires au ministère des Anciens combattants à Ottawa. En marge de ses activités professionnelles, elle occupe la présidence de plusieurs associations dans le secteur de l'éducation et siège au Bureau des gouverneurs de l'Association* des enseignants franco-ontariens et l'Association* canadienne-française de l'Ontario. Mais surtout, elle est, de 1957 à 1971, présidente nationale de la Fédération* des femmes canadiennes-françaises. Durant son mandat, près de la moitié des 70 unités de la

Fédération sont mises sur pied. Par ses efforts de conscientisation auprès des femmes francophones, elle travaille tout au long de sa vie à améliorer la condition féminine.

SAVARD, FÉLIX-ANTOINE. Écrivain, professeur et folkloriste (Québec, 31 août 1896 — *ibid.*, 24 août 1982). Il fait ses études primaires et classiques à Chicoutimi où il est ordonné prêtre en 1922. Il y enseigne pendant quatre ans puis, après un court séjour chez les Bénédictins, il devient vicaire dans le comté de Charlevoix où il fonde la paroisse de Saint-Philippe-de-Clermont (1931). Durant les années quarante, il mène des enquêtes ethnologiques au Québec et en Acadie. Co-fondateur en 1944 des Archives de Folklore de l'Université* Laval, il en est un animateur actif pendant de nombreuses années. Professeur de littérature française (1941-1950) puis doyen de la Faculté des lettres de l'Université Laval (1950-1957), il fait aussi des conférences en Europe. De 1950 à 1955, il est le président de la Société du parler français du Canada. Il est membre de plusieurs autres organisations, dont l'Académie canadienne-française (1954) et la Société royale du Canada (1945-1953). De 1970 à 1973, il est attaché de recherche à l'Université* d'Ottawa. Son œuvre littéraire, riche de nombreux titres, lui vaut plusieurs prix. Son plus célèbre roman s'intitule *Menaud Maître-Draveur* (1937). En 1959, il publie *Le Barachois*, qui porte sur l'Acadie et son folklore et qui lui permet de gagner le prix du Gouverneur général en 1960.

SAVARD, RAPPORT. Commandité en 1976 par le Conseil des arts de l'Ontario, le Groupe d'études composé de Pierre Savard, président, Rhéal Beauchamp et Paul Thompson a pour mandat d'étudier la situation des arts dans l'Ontario français. Dix ans après le Rapport Saint-Denis, le Rapport Savard évalue les progrès réalisés et les lacunes à combler quant au soutien gouvernemental à l'endroit de la culture franco-ontarienne. Intitulé *Cultiver sa différence, Rapport sur les arts dans la vie franco-ontarienne*, ce document formule 44 recommandations qui précisent les moyens par lesquels les différents intervenants peuvent être davantage attentifs aux besoins culturels des Franco-Ontariens.

SAVARIN, JULES. Acteur et journaliste (France, 1870 — Lewiston, Maine, 13 juin 1943).

Il fait ses études en France avant de s'établir en 1894 au Québec. Après la première guerre mondiale, dans l'armée française, il revient au Canada et joue dans la troupe André Miral et dans la French Stock Company. Puis, il enseigne le français à Lewiston (Maine). En 1928, il écrit sa vie de soldat dans *Mémoires d'un soldat français (1914-1917)*. Il rentre à Montréal où il fait ses débuts dans le journalisme à *La Semaine religieuse*. En 1930, il retourne dans le Maine, à Waterville, fonde un hebdomadaire, *Le Franco-Américain* et en devient rédacteur et propriétaire.

SAVOIE, ADÉLARD. Avocat et homme politique (Bas Néguaç, Nouveau-Brunswick, 21 novembre 1922 –). Admis au barreau en 1950, il exerce sa profession à Moncton* jusqu'en 1967. De 1948 à 1952, il est député libéral du comté de Northumberland à l'Assemblée législative de sa province ; puis, de 1952 à 1954, il est maire de la ville de Dieppe en banlieue de Moncton. En 1967, il devient le premier recteur laïc de l'Université* de Moncton, poste qu'il occupe jusqu'en 1974. Revenu à la pratique du droit depuis 1975, il cumule aussi, en marge de sa carrière professionnelle, différentes fonctions où sont mises à profit son expérience administrative et sa connaissance des institutions éducatives et culturelles acadiennes. Au nombre des tâches qu'il remplit figurent la présidence de l'Imprimerie acadienne (1954-1965), éditrice de *L'Évangéline**, la vice-présidence de l'Association* acadienne de l'éducation (1954-1964), la vice-présidence générale de la Société de l'Assomption (1955-1967) et la présidence de l'Association* des éducateurs de langue française (1964-1966).

SAVOIE, ALEXANDRE (Kedgwick, Nouveau-Brunswick, 5 avril 1912 – Edmundston, *ibid.*, 20 juillet 1985). Après des études au Collège du Sacré-Cœur de Bathurst et à l'Université du Nouveau-Brunswick, il obtient, en 1956, une maîtrise en éducation. Il commence sa carrière comme professeur, puis devient surintendant des écoles des comtés de Madawaska (1950-1954) et de Restigouche (1954-1967). Il préside de nombreux organismes en plus d'exercer les fonctions d'échevin et de conseiller municipal. Il est notamment directeur et membre du comité permanent d'éducation de l'Association* canadienne des éducateurs de langue française (1959-1962),

directeur (1961) puis président (1963) de l'Association* canadienne des inspecteurs d'écoles de langue française, président (1964-1966) de l'Association* canadienne d'éducation du Nouveau-Brunswick, membre (1968-1972) de l'exécutif du Conseil canadien des droits de la personne, directeur provincial de l'Entente fédérale-provinciale pour l'aménagement du nord-est du Nouveau-Brunswick (1967-1972) et président de la commission d'enquête de la Société* acadienne du Nouveau-Brunswick sur l'éducation (1974). Après sa retraite en 1972, il se consacre à l'écriture. Il écrit plusieurs ouvrages historiques, dont *Un demi-siècle d'histoire acadienne, biographie du docteur A.-M. Sormany* (1976) et *Un siècle de revendications scolaires au Nouveau-Brunswick 1871-1971*, en deux volumes (1978-1980).

SAVOIE, CALIXTE. Éducateur et homme politique (Bouctouche, Nouveau-Brunswick, 23 août 1895 –). Après des études à l'École normale de Fredericton* (Nouveau-Brunswick), il enseigne au niveau primaire, puis devient principal de l'école secondaire d'Edmundston*. En 1923, il y fonde une école de métiers. Après avoir terminé un baccalauréat ès arts, il devient secrétaire-trésorier (1926-1957) de la Société* mutuelle de l'Assomption, et il en assumera la présidence et la direction générale de 1951 à 1957. Parallèlement, il est membre du comité de direction de *L'Évangéline** de 1926 jusqu'à sa disparition en 1982. Il est sénateur de 1955 à 1965 et membre de diverses sociétés et associations, dont le Conseil canadien du civisme. En 1979, il publie *Mémoires d'un nationaliste acadien*.

SAVOIE, DONALD. Professeur et écrivain (Saint-Maurice, Nouveau-Brunswick, avril 1947 –). Docteur en économie politique de l'Université Oxford en 1976, Savoie s'intéresse aux relations fédérales-provinciales, au développement économique régional et à l'organisation de l'administration gouvernementale. Il est l'auteur de *Federal-Provincial Collaboration* (1981), *Regional Economic Development : Canada's Search for Solutions* (1986) et de nombreuses autres publications. Il est aussi co-éditeur de *Essais sur le développement régional* (1985) et éditeur de *The Canadian Economy : A Regional Perspective* (1986). Il a aussi été haut fonctionnaire au sein des gou-

vernement provincial et fédéral. En 1983, il fonde l'Institut canadien de recherche sur le développement régional, à l'Université* de Moncton, et en devient le premier directeur général. En 1985, il est nommé membre du conseil exécutif national de l'Institut d'administration publique du Canada et rédacteur en chef de la *Revue canadienne des sciences régionales*.

SAVOIE, FRANCIS. Administrateur et folkloriste (Lamèque, Nouveau-Brunswick, 21 août 1894 — Montréal, 18 septembre 1961). D'abord employé de chemins de fer, il assume par la suite des fonctions de gérance dans une compagnie d'assurances à Montréal pendant une quarantaine d'années. En dehors de ses activités professionnelles, il participe à la mise sur pied de la Coopérative commerciale acadienne, une institution chargée d'écouler au profit de ses membres du poisson des Maritimes dans la métropole. Il s'intéresse par ailleurs au folklore, chansons et légendes d'Acadie, au point d'y consacrer un livre intitulé *L'Île de Shippagan. Anecdotes, tours et légendes*, paru à titre posthume en 1967.

SAVOIE, JACQUES. Écrivain et scénariste (Edmundston, Nouveau-Brunswick, 3 février 1951 —). Animateur culturel à la Télévision suisse romande (1976), il se joint au groupe de chansonniers acadiens *Beausoleil-Broussard**. Écrivain, Savoie s'adonne par ailleurs à la poésie avec *L'Anti-Livre* (1972), ainsi qu'au roman avec *Raconte-moi Massabielle* (1980) et *Les Portes tournantes* (1984). Metteur en scène, il dirige diverses productions cinématographiques. Il réalise ainsi, en 1983, une adaptation cinématographique de son premier roman, dans laquelle il fait ressortir les effets de la télévision américaine sur la culture acadienne.

SAVOY, MARC. Accordéoniste (Eunice, Louisiane, 1940 —). Dès sa jeunesse, Marc est fasciné par le violon de son grand-père. Il s'initie à l'accordéon et s'intéresse aux techniques de fabrication et de réparation de cet instrument. Il obtient un diplôme d'ingénieur chimiste, mais sa passion pour la musique l'emporte et, en 1965, il ouvre un magasin d'instruments de musique à Eunice*, dans lequel il vend des accordéons qu'il fabrique lui-même. Critique à l'endroit des influences étrangères sur la musique cajun, il enre-

gistre plusieurs airs traditionnels, seul ou de concert avec Michael Doucet, Dewey Balfa ou D.L. Ménard. L'idée d'un centre de la culture cajun à Eunice, qu'il a longtemps entretenue, est actuellement en voie de réalisation.

SCHOFIELD BOURGEOIS, BLANCHE. Éducatrice (Baie-Sainte-Anne, Nouveau-Brunswick, 23 avril 1913 — Cocagne, *ibid.*, novembre 1983). Formée en pédagogie au Collège* Saint-Joseph de Memramcook et à l'Université* de Moncton, elle enseigne pendant trente-deux ans dans diverses écoles du Nouveau-Brunswick avant d'accéder à des postes de direction dans des institutions d'enseignement. Parallèlement, elle s'engage dans l'action politique et assume la présidence de la Commission de langue française de la Fédération canadienne des enseignants. Elle s'intéresse également aux droits des femmes et assume la coprésidence de la Conférence des femmes du Nouveau-Brunswick en 1978. De plus, pendant six ans, elle participe aux travaux du Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, qui l'honorera d'ailleurs en 1981 pour sa contribution au mouvement féministe du Nouveau-Brunswick.

SECRÉTARIAT PERMANENT DES PEUPLES FRANCOPHONES. Corporation sans but lucratif qui a pour mandat de faire connaître les milieux variés de la francophonie dans le monde et principalement en Amérique du Nord. Créée à Québec en 1981 par le gouvernement du Québec, elle réunit une fois par année les associations francophones canadiennes et celles des États-Unis. Elle ouvre aussi ses locaux et offre des services du secrétariat aux organismes francophones. Elle organise des expositions, des lancements littéraires, des émissions radio-phoniques, des ateliers et des activités récréatives et culturelles. En 1985, le Secrétariat permanent inaugure le Parc de l'Amérique française où chacune des communautés francophones a son drapeau. Toutes ces activités, dûment couvertes par les médias, contribuent à faire connaître au grand public la francophonie et ses réalisations.

SEERS, EUGÈNES : voir DANTIN, LOUIS

SÉGUIN, LE GUILLER, ALINE (pseudonyme : Mariline). Romancière (Ottawa, Ontario, 1898 —). Passant une partie de sa vie dans

le nord de l'Ontario, elle suit son mari à Paris et en Afrique du Nord avant de revenir vivre à Ottawa. En 1944, elle publie sous son pseudonyme *Le Flambeau sacré*. Ce roman constitue un véritable réquisitoire contre les mariages mixtes au point de vue ethnique et a souvent été apparenté à *L'Appel de la race* de Lionel Groulx. C'est aussi un des rares portraits des « habitants » franco-ontariens de l'époque.

SÉGUIN, AURÈLE. Administrateur et prêtre (Ottawa, 7 août 1904 — Montréal, 22 mars 1969). Après ses études au Collège* Saint-Alexandre de Limbour (Québec ; 1918-1921), il enseigne à Oriéans* (Ontario), puis entreprend une carrière à la radio et à la télévision (1934-1954). Il est successivement annonceur radio à Ottawa, réalisateur à Radio-Canada* à Montréal, directeur gérant de la même société à Québec et directeur fondateur de Radio-Collège, organisation diffusant des émissions éducatives sur tout le réseau radiophonique francophone du Canada (1941-1951). Par la suite, il devient le premier directeur de la télévision à Montréal (1951-1953), directeur des programmes de radio et de télévision pour le réseau français (1953) et directeur des réseaux de radio et de télévision d'expression française ainsi qu'administrateur pour le réseau québécois (1954). Tout au long de ces années, il s'occupe activement de l'Institut de radio de l'Université Queen's de Kingston (Ontario) et il est co-fondateur et directeur, en 1945, de l'Institut de radio de l'Université* Laval. Après la mort de son épouse, il entre chez les Dominicains en 1955 et est ordonné prêtre à Ottawa en 1958. Une seconde carrière commence pour lui. En 1960, il est nommé à l'Office catholique national du cinéma, de la radio et de la télévision. En 1961, il est élu prier du couvent d'Ottawa, en 1963, il se retrouve au Québec et devient ensuite prier du couvent de Lewiston* (Massachusetts), poste qu'il occupe jusqu'en 1968. Pour commémorer son rôle de premier plan dans le développement de la radio et de la télévision francophones, la Fédération* culturelle des Canadiens français, en collaboration avec le Conseil* de la vie française en Amérique, a créé en 1982 le concours Aurèle Séguin qui décerne annuellement deux prix visant à encourager et promouvoir les jeunes auteurs, compositeurs et interprètes francophones hors Québec.

SÉGUIN, JEAN-FRANÇOIS. Agronome (Rigaud, Québec, 10 février 1917 —). Diplômé de l'Institut agricole d'Oka, il se spécialise d'abord en aviculture puis s'intéresse à la culture des légumes et des fleurs sous verre (1938-1943). Il s'installe à Vanier* (Ontario) où il gère une boutique de fleuriste (1943-1953). Secrétaire général de l'Union* des cultivateurs franco-ontariens (UCFO) en 1953, il participe à la création du Conseil* de la coopération d'Ontario au début des années soixante et en devient le secrétaire-trésorier. En 1961, il travaille comme relationniste pour le Mouvement coopératif Desjardins (1961) sans toutefois quitter l'UCFO. Membre et président de nombreux organismes franco-ontariens (l'Association* canadienne-française de l'Ontario, le Conseil de la coopération d'Ontario, l'Association* des parents et instituteurs, la Société* canadienne d'établissement rural), il prononce des conférences, écrit des reportages et voyage dans toutes les régions rurales et agricoles franco-ontariennes. Il est le premier francophone à être gouverneur de la Fédération ontarienne de l'agriculture.

SÉGUIN, JEANNINE. Enseignante (Alexandria, Ontario, 30 septembre 1928 —). Bachelière ès arts de l'Université* d'Ottawa et institutrice brevetée de l'Ontario, Jeannine Séguin enseigne dans des écoles primaires du Nord et de l'Est ontarien puis dans les écoles secondaires de Cornwall. En 1969, elle obtient une maîtrise en éducation. De 1973 à 1980, elle assume la direction de l'école La Citadelle de Cornwall*. Elle est tour à tour présidente de l'Association* des enseignants franco-ontariens (1973-1974), présidente de l'Association* canadienne-française de l'Ontario (1978-1979), présidente de la Fédération* des francophones hors Québec (1980-1982), membre du Conseil des gouverneurs de l'Université* Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse) et consultante en éducation française.

SÉGUIN, ROGER NANTEL. Avocat (Ottawa, Ontario, 13 août 1927 — *ibid.*, 11 juin 1986). Admis au barreau après ses études de droit à l'Université d'Ottawa, Séguin s'enrôle en 1939 et fait partie des Forces armées de 1939 à 1946. Démobilisé avec le grade de major, il revient à la pratique du droit à Ottawa, où il fait partie de nombreux organismes : il est gouverneur de

l'Université* d'Ottawa, membre de la Commission d'Hydro Ontario, membre du conseil d'administration de Radio*-Canada, président de l'Association*canadienne-française de l'Ontario et membre du Comité consultatif ontarien sur la Confédération.

SÉMINAIRE SAINT-THOMAS : voir COL-LÈGE SAINT-JOSEPH DE MEMRAMCOOK

SÉNÉCAL, JOSEPH. Architecte (Saint-Marc-de-Verchères, Québec, 14 novembre 1841 — Saint-Boniface, Manitoba, mars 1917). Tour à tour fermier à Belœil et entrepreneur à Montréal jusqu'en 1877, il s'installe au Manitoba pour y exploiter une ferme. Cultivateur et marchand général à Saint-François-Xavier*, Manitoba (1884-1891), il s'installe à Saint-Boniface* et devient architecte. Sénécal dessine les plans de plusieurs édifices publics de cette ville, dont ceux de la cathédrale de Saint-Boniface, de l'académie Sainte-Marie, de l'hôpital Miséricorde de Winnipeg*, de l'église de Saint-François-Xavier, de l'église de Sainte-Anne-des-Chênes*, etc. Outre diverses fonctions de juge de paix, d'échevin et de conseiller, cet architecte occupe le poste de maire de Saint-Boniface en 1901.

SENTINELLE, LA. Journal fondé à Woonsocket*, Rhode Island, en 1924 par Elphège-J. Daignault*. Quotidien pendant sept mois, tirant à 4 800 exemplaires, il devient ensuite hebdomadaire et rejoint alors 8 600 lecteurs. Né dans le contexte du Mouvement* sentinelliste, il sert d'organe de résistance aux positions de l'évêque de Providence, qui cherche à réduire la part du français dans les écoles où les Franco-Américains sont majoritaires. Attaquant les autorités religieuses, *La Sentinelle* est mise à l'Index par décret de Rome et les sentinellistes se voient excommuniés par un tribunal ecclésiastique du Vatican. Cessant ses activités en 1928, ce journal renaît sous différents noms. Devenu *La Vérité* (1928), il est rebaptisé *La Bataille* (1928), puis *La Défense* (1928).

SERVANTES DE JÉSUS-MARIE. Fondée à Masson (Québec) en 1894, cette congrégation s'établit à Hull en 1902. Mise sur pied à l'origine afin d'assurer le service du clergé, plus précisément le soin des presbytères, la Congrégation s'oriente rapidement vers la vie contemplative et

cloîtrée. Les religieuses s'établissent à plusieurs endroits au Québec puis, en 1971, à Moonbeam dans le nord de l'Ontario. En 1980, la communauté comptait quelque 156 religieuses.

SERVANTES DE NOTRE-DAME, REINE DU CLERGÉ. Congrégation fondée en 1929 à Lac-au-Saumon (Québec) par le curé de cette localité, Alexandre Bouillon, et par Marie-Anne Ouellette. Sa fonction est principalement de se vouer à l'entretien matériel des établissements de l'Église (presbytères, évêchés, etc.) et aussi de prodiguer l'enseignement du catéchisme. Installées dans l'Ontario francophone dès 1934, les Servantes de Notre-Dame œuvrent dans les diocèses d'Ottawa*, de Hearst*, ainsi qu'au Nouveau-Brunswick, dans ceux de Bathurst* et d'Edmundston*. Elles ont aussi fondé huit maisons en Nouvelle-Angleterre. Cette communauté comptait environ 200 membres en 1970.

SERVICE DU CANADA FRANÇAIS D'OUTRE-FRONTIÈRES : voir DÉPARTEMENT DU CANADA FRANÇAIS D'OUTRE-FRONTIÈRES

SHACKTOWN : voir MAILLARDVILLE

SHÉDIAC. Ville côtière du Nouveau-Brunswick sise sur la baie du même nom dans le détroit de Northumberland, à 28 km au nord-est de Moncton. Population totale : 4 300 habitants. Jadis appelée La Batture par les Acadiens, la collectivité reçoit son nom actuel en 1800. Colonisée surtout par des Acadiens revenus d'exil après 1767, l'agglomération connaît un essor économique et démographique important en 1860 avec la construction du chemin de fer reliant Moncton* à Saint-Jean*. En 1867, Israël Landry* s'y installe pour fonder le journal *Le Moniteur* Acadien*, qui sera publié jusqu'en 1918. Port d'exportation du bois en Angleterre dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, Shédiac est aussi l'un des principaux centres de la pêche du homard au Canada et, chaque été, c'est le lieu d'un célèbre festival du Homard. Shédiac est située dans l'une des régions les plus francophones du Nouveau-Brunswick ; la vie française est animée par la Société culturelle Sud-Acadie et par le journal *Le Petit Moniteur*. Population francophone : 3 400.

SHIPPAGAN. Ville du nord-est du Nouveau-Brunswick située à l'extrémité de la péninsule

acadienne, en face de l'île Lamèque. Population totale : 8 637 habitants. Édifiée sur l'emplacement d'un camp micmac découvert par Jacques Cartier en 1534, elle est, de 1634 à 1662 le siège de la mission jésuite de Saint-Charles. L'explorateur Nicolas Denys* y implante en 1645 un poste commercial dont le résultat un siècle plus tard est l'établissement permanent de colons acadiens. Son développement dépend surtout de la pêche et des industries d'apprêtage du poisson, bien que, depuis une quarantaine d'années, la production de la tourbe emploie la majorité des travailleurs. C'est à Shippagan que se trouve le Collège Jésus-Marie, affilié au Collège* Sacré-Cœur de Bathurst et à l'Université* de Moncton. Population francophone : 8 275.



Shippagan, Nouveau-Brunswick

SIGOGNE, JEAN-MANDÉ. Missionnaire (Beaulieu, France, 6 avril 1763 — Church Point, Nouvelle-Écosse, 9 novembre 1844). Ordonné prêtre en 1787, il refuse de prêter serment à la Constitution civile du clergé et s'exile en Angleterre où il gagne sa vie comme ouvrier, puis comme précepteur. Arrivé en Nouvelle-Écosse en 1799, on lui confie la mission de la Baie-Sainte-Marie et il entreprend d'y rétablir la vie religieuse. Bâtitteur d'églises, il s'intéresse également à l'éducation des Acadiens. Grand admirateur des institutions britanniques, il invite les Acadiens à se soumettre à l'autorité ; en récompense, les Anglais lui confèrent le statut de leader des Acadiens et le nomment juge de paix à Clare (Nouvelle-Écosse) en 1810. Une organisation fon-

dée en 1961, la Fondation Sigogne, perpétue son nom.

SIMARD, GEORGES. Professeur (Baie-Saint-Paul, Québec, 21 novembre 1878 — Ottawa, 2 novembre 1956). Ordonné prêtre oblat (1905), docteur en philosophie (1903) et en théologie (1923), il enseigne à la Faculté des arts de l'Université* d'Ottawa, où il a lui-même fait ses études, à la Faculté de philosophie (1906-1908) et à la Faculté de théologie (1917-1947) dont il sera le doyen de 1932 à 1938. Il enseigne également l'histoire de l'Église au Grand Séminaire d'Ottawa et au Scolasticat Saint-Joseph (1916-1922). Écrivain et conférencier, il a exposé ses idées dans quatre ouvrages principaux : *Les Maîtres chrétiens de nos pensées et de nos vies* (1937), *Études canadiennes* (1938), *Les Universités Catholiques* (1939) et *les États Chrétiens et l'Église* (1942). Le pavillon abritant la Faculté des arts de l'Université d'Ottawa porte aujourd'hui son nom.

SIMARD, JEAN-MAURICE. Homme politique (Rivière-Bleue, Québec, 21 juin 1931 —). Comptable formé à l'Université McGill (Montréal) (1953-1955), il choisit d'exercer sa profession à Edmundston* (Nouveau-Brunswick). Élu en 1968 à l'Assemblée législative de cette province sous les couleurs conservatrices pour le comté de Madawaska, il connaît un succès ininterrompu à chaque élection. Président de l'Association du Parti conservateur (1968-1970), il devient ensuite ministre des Finances (1970-1974), président du Conseil du Trésor (1976-1982) et président du comité du Cabinet sur la politique et les programmes économiques depuis 1982. Commandeur de l'Ordre* de la Pléiade, Simard est aussi président fondateur de l'Association des parlementaires de langue française du Nouveau-Brunswick, organisation dont il fait également partie au niveau international. Il est nommé sénateur en 1985.

SIMMESPORT : voir AVOYELLES

SIMONEAU, LÉOPOLD. Chanteur, professeur et administrateur (Saint-Flavien, Québec, 3 mai 1918 —). Il commence à étudier le chant en 1939 et sa carrière débute avec les Variétés lyriques en 1941. Quelques années plus tard, il rencontre la cantatrice Pierrette Alarie*, qui de-

vient bientôt son épouse et sa partenaire dans de nombreux rôles. Au cours des années 1940, il chante surtout au Canada mais, en 1948, une carrière internationale s'ouvre à lui, qui le conduit sur les scènes de France, d'Italie et des États-Unis. En 1963, il enseigne la musique au Conservatoire de Montréal. À partir de 1973, il poursuit sa carrière de professeur à Banff et à San Francisco. L'un des artisans de l'Opéra du Québec, il en est aussi le directeur artistique pendant quelques temps. Simoneau compte parmi les chanteurs canadiens les plus prestigieux de son époque. Son interprétation de Mozart en particulier a été universellement acclamée.

SIMONEAUX, FRANK. (Napoléonville, Louisiane, 30 octobre 1933 —). Bachelier en administration de la Louisiana State University à la Nouvelle-Orléans en 1956, il termine ses études de droit à la même université en 1967. Admis au barreau, il établit sa pratique à Baton-Rouge. Élu représentant démocrate au Congrès de l'État en 1972, il y demeure jusqu'en 1982. Démissionnant de son poste, il est nommé secrétaire des Ressources naturelles, poste qu'il a occupé jusqu'en 1984. Il retourne par la suite à la pratique du droit.

SIXTY MILES TANK : voir SAINT-CLAUDE (MANITOBA)

SMITH, JOSEPH-ARTHUR. Journaliste, poète et chansonnier (Saint-Zéphirin, Québec, 13 octobre 1869 — Haverhill, Massachusetts, 21 janvier 1960). Il émigre à Lowell (Massachusetts) en 1891, et devient rédacteur de *L'Étoile**. En 1900, il retourne au Québec où il fonde *Le Progrès de Nicolet* et le *Nationaliste* de Montréal. En 1905, de retour à Lowell, il est nommé rédacteur en chef de *L'Étoile*, puis de *L'Indépendant* de New Bedford (1921-1924). Propriétaire de *La Liberté* de Fitchburg en 1924, il revend ce journal pour fonder *Le Journal* de Lawrence (Massachusetts) en 1927. En 1928, il fonde *Le Journal* de Haverhill (Massachusetts). Il est l'auteur d'une œuvre poétique assez considérable (qui, cependant, a été perdue après sa mort), ainsi que d'un grand nombre de chansons populaires.

SMOOTH ROCK FALLS. Ville de l'Ontario située sur la rivière Matagami, à 77 km au nord-ouest de Cochrane. Population totale : 2 352 ha-

bitants. Fondée en 1917 lors de l'établissement d'une papeterie rachetée dix ans plus tard par l'Abitibi Power and Paper Co., Smooth Rock Falls reste jusqu'à nos jours une ville à industrie unique. Une école secondaire française assure l'instruction des jeunes francophones. Population francophone : 1 750.

SOCIÉTÉ ALDA CÔTÉ. Fondée en 1984 à Edmonton* afin de promouvoir les arts et la culture, cette société rappelle le souvenir de M^{me} Alda Côté-Pariseau*. Cet organisme s'intéresse à toutes les manifestations artistiques. Dirigé par un comité fondateur, la Société met sur pied des spectacles, des expositions d'art, des conférences et des cours. De plus, elle met à la disposition des artistes une salle appelée Studio Margareta Zirra afin que ceux-ci puissent se produire en spectacle.

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'ÉTABLISSEMENT RURAL. Fondée en novembre 1946 lors du Congrès national de colonisation, cette société a pour but de raffermir l'attachement à la terre et de fonder de nouvelles paroisses. Trois ans après sa fondation, elle a réussi à installer deux cents colons. Les années 1950 ont été les meilleures pour l'organisme : la Société a alors favorisé l'installation de Canadiens français, surtout des diocèses de Rimouski et de Chicoutimi, dans la région de Hearst au nord de l'Ontario, dans celles de Saint-Paul et de Rivière-la-Paix au nord de l'Alberta. Elle a pu compter sur l'appui de l'Union catholique des cultivateurs, du Comité* permanent de la vie française en Amérique et d'autres associations agricoles, patriotiques et de l'épiscopat. La Société disparaît au milieu des années 1960.

SOCIÉTÉ CANADIENNE DU FRANÇAIS À L'UNIVERSITÉ. Association formée à Saint-Boniface* en 1983 en remplacement de la Société de l'éducation française hors du Québec. Elle vise avant tout à rétablir le français dans l'enseignement supérieur à travers tout le Canada en en faisant une condition d'admission et une matière obligatoire à l'université. Pour atteindre ses objectifs, elle cherche l'appui des universitaires et des politiciens. Contrairement à l'association qui l'a précédée, elle est ouverte aux membres québécois.

SOCIÉTÉ DE JÉSUS : voir JÉSUITES

SOCIÉTÉ DE L'ÉDUCATION FRANÇAISE
HORS DU QUÉBEC : voir SOCIÉTÉ CANADIENNE DU FRANÇAIS À L'UNIVERSITÉ

SOCIÉTÉ DES ACADIENS DU NOUVEAU-BRUNSWICK (SANB). Issue de la Société* nationale des Acadiens, la SANB est fondée en 1973 à Shippagan* (Nouveau-Brunswick). L'Acadie représentant une entité socio-culturelle, qui s'étend aux trois provinces « maritimes » de l'est du Canada, les Acadiens du Nouveau-Brunswick conviennent alors de se donner un instrument de défense de leurs intérêts politico-culturels qui leur soit propre. Par le nombre de ses membres, la SANB constitue la plus importante composante de la fédération qu'est aujourd'hui la Société nationale des Acadiens. Groupe de pression et d'action politique, la Société s'intéresse aux questions politiques, sociales, économiques et culturelles qui touchent les Acadiens et participe à la mise en place du bilinguisme officiel au Nouveau-Brunswick.

SOCIÉTÉ DES ARTISANS. Fondée à Montréal en 1876 par Louis Archambault et un groupe de charpentiers et de menuisiers, cette société est en fait une coopérative d'assurances-vie. Elle obtient sa charte de l'Assemblée législative du Québec en 1876 et entre en activité l'année suivante. Elle porte alors le nom officiel de la Société des artisans canadiens-français. Ses débuts sont difficiles et, en 1885, elle ne compte que cent cinquante membres. Elle déborde alors Montréal et se répand ailleurs au Québec, puis au Canada et dans cinq États du nord-est des États-Unis. À compter de 1912, elle obtient une charte fédérale et le droit d'assurer les enfants. Parallèlement, elle milite pour les écoles françaises en Ontario. En 1946, elle prend le nom de Société des artisans et est appelée de plus en plus couramment, Les Artisans Coopérative. Elle connaît une grande expansion et, en 1981, fusionne avec Les Coopérants, compagnie mutuelle d'assurances-vie. Cette fusion lui permet de pénétrer le marché des assurances générales. Connue désormais sous l'appellation de Les Coopérants, société mutuelle d'assurances-vie, cette institution devient une des principales entreprises francophones d'assurances au Canada.

SOCIÉTÉ DES ÉCRIVAINS CANADIENS.

Association fondée à Montréal en 1936 pour promouvoir la littérature canadienne d'expression française et assurer le respect de la propriété littéraire des écrivains. Elle recrute ses membres parmi les auteurs ayant publié ou ceux qui, n'ayant pas encore publié, font preuve d'activité littéraire. En plus d'une assemblée annuelle, ses activités comprennent des dîners littéraires, des réunions de travail, des conférences, des lancements de livres, des tables rondes, des émissions radiophoniques, des publications, des attributions de prix littéraires et des interventions pour la protection et le respect des droits d'auteurs. Bien que son siège social soit à Montréal, la Société a aussi des sections à Ottawa et à Québec. Pendant plusieurs années, elle publie le *Bulletin bibliographique de la Société des écrivains canadiens*.

SOCIÉTÉ DU BON PARLER FRANÇAIS. As-

sociation fondée à Montréal en 1923 par Jules Massé. Elle se donne pour objectif de travailler à assurer le rayonnement de la culture canadienne-française et la qualité de la langue française au Canada et en Amérique du Nord. Elle organise un concours d'expression orale, un gala annuel de la langue française, une remise de certificats et de diplômes et publie un bulletin annuel. En 1985, le nom de la Société du bon parler français a été changé pour celui de Mouvement parlons mieux.

SOCIÉTÉ FRANCO-MANITOBAINE. Fondée

en 1916 à Saint-Boniface sous le nom d'Association d'éducation des Canadiens-français du Manitoba, cet organisme est mis sur pied à la suite des démarches de M^{gr} Arthur Béliveau*, archevêque de Saint-Boniface. Il a été précédé par un Comité de vigilance destiné à organiser les protestations et les revendications de la communauté franco-manitobaine en matière d'éducation. Tout en privilégiant le volet scolaire, l'Association étend néanmoins son action au niveau culturel. Elle fonde en 1946 une radio française privée à Saint-Boniface, CKSB*, et participe à l'organisation des Festivals de la chanson francophone. Elle réussit à obtenir un enseignement bilingue (50 % des matières) dans les écoles publiques de la province. En 1968, on décide de substituer à l'Association d'éducation des Canadiens français du Manitoba un organisme central dont les ob-

jectifs sont plus vastes : la Société franco-manitobaine. Celle-ci vise désormais à restituer l'unité franco-manitobaine au moyen de programmes de développement communautaire afin de rejoindre la population francophone et de travailler avec elle à son épanouissement dans les domaines politique, social, économique, culturel et éducatif. La Société devient le représentant privilégié de la communauté auprès des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. Elle travaille de concert avec une vingtaine d'organismes, dont le Conseil* de la vie française en Amérique, l'Association* canadienne d'éducation de langue française et la Fédération* des francophones hors Québec.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ACADIENNE (SHA). Créée en 1960 à Moncton* (Nouveau-Brunswick) dans le but de promouvoir les études d'histoire acadienne chez les francophones des Maritimes, la SHA regroupe plus de 500 membres : historiens de métier, universitaires, enseignants, chercheurs autonomes, membres de professions libérales ou autres. Elle organise des conférences et des voyages d'études. Depuis 25 ans, elle met sur pied différentes manifestations culturelles dont un concours d'histoire dans les écoles, une visite en Louisiane, plusieurs tournées en Acadie pour des visiteurs étrangers et des commémorations diverses. Présidée en 1986 par le Père Anselme Chiasson*, elle publie une revue intitulée *Les Cahiers de la Société historique acadienne*, qui en est à son 43^e numéro.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD. Fondée en 1955 à Miscouche, Île-du-Prince-Édouard, à l'occasion du bicentenaire de la Déportation acadienne et à la suite de l'initiative de l'Association des instituteurs et des institutrices de cette province, la Société cherche à stimuler la recherche et à développer le goût de l'histoire chez les Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard. À cette fin, elle organise des colloques, publie des travaux et remet, chaque année, le prix Gilbert Buote en vue d'encourager les chercheurs dans ce domaine. En 1964, elle a également mis sur pied le Musée acadien de Miscouche. Établie à Summerside, la Société historique acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard compte 150 membres et publie un bulletin semestriel intitulé *La Petite Souvenance*.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE SAINT-BONIFACE. M^{sr} Adélarde Langevin*, archevêque de Saint-Boniface*, fonde cette société en 1902 afin de découvrir le site du fort Saint-Charles, établi par La* Vérendrye en 1732. Le site est retrouvé en 1908, un an après la constitution de la société. Celle-ci prend beaucoup d'expansion de 1936 à 1960. Durant cette période, elle organise les fêtes du bicentenaire de l'arrivée de La Vérendrye à l'endroit où Saint-Boniface et Winnipeg* se sont développés, elle établit un fonds d'archives, une bibliothèque ainsi qu'un musée. En 1936, elle lance un programme de conférences et de causeries, qui fonctionne toujours. Forte d'environ 300 membres, elle publie depuis 1971 un bulletin d'information tous les deux ou trois mois. Le but de cette société est de préserver et promouvoir le passé francophone du Manitoba.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU NOUVEL-ONTARIO. Fondée en 1942 au Collège* du Sacré-Cœur de Sudbury* (Ontario), cette société trouve sa source dans le travail du père Rosaire Legault, promoteur des études historiques régionales. C'est le père Lorenzo Cadieux* qui fonde l'organisme. Sa devise est : « Faire revivre notre histoire », plus précisément celle du Nouvel-Ontario ; c'est-à-dire, les régions de Sudbury* et de Nipissing. Par l'organisation de conférences et d'archives ainsi que par la publication des *Documents historiques de la SHNO*, la Société cherche à étudier et à faire connaître cette région ontarienne. Plus de 80 documents portant sur des sujets tels que l'origine de villes et de paroisses ou la vie de personnages ontariens ont été publiés en moins de 45 ans. Le folklore étant l'une des principales préoccupations de la Société, celle-ci fonde le Centre de recherche folklorique en 1948. En 1984, la Société compte 127 membres et 29 associations membres.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE FRANCO-AMÉRICAINE. Société fondée à Boston en 1899 dans le but de rappeler à la mémoire des contemporains les éléments les plus significatifs du passé franco-américain. Elle compte aujourd'hui 225 membres et a son siège social à Woonsocket* au Rhode Island. Elle recueille des documents, des archives et des statistiques, organise des conférences et des concours et souligne

les principaux anniversaires. Une vingtaine d'ouvrages, surtout des monographies, ont jusqu'ici été publiés par la Société, laquelle aide également à la publication de nombreux autres livres. La Société collabore avec d'autres sociétés à vocation similaire. Elle publie régulièrement un bulletin sur ses activités.

SOCIÉTÉ HISTORIQUE FRANCO-COLOMBIENNE. Organisme fondé à Vancouver* en 1976 pour regrouper les personnes intéressées par l'histoire des francophones en Colombie-Britannique. La Société compte une centaine de membres et diffuse les résultats de ses recherches par des conférences et au moyen d'une revue trimestrielle appelée *Le Chronographe*.

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE LA SASKATCHEWAN. Fondée en 1978 par André Lalonde*, professeur de l'Université de Régina, cet organisme recueille des documents sur les francophones de la Saskatchewan afin de reconstituer l'histoire de leur présence dans cette province. La Société a publié en 1987 une *Histoire des Franco-Canadiens de la Saskatchewan*.

SOCIÉTÉ JACQUES CARTIER. Société franco-américaine de secours mutuel fondée en mai 1889 par la fédération de divers cercles Jacques Cartier de l'État du Rhode Island. Elle a son siège social à Central Falls (Rhode Island). Sa devise est : « Religion, Patriotisme, Fraternité et Justice ». Elle travaille par tous les moyens à la survivance de l'élément francophone aux États-Unis. En 1967, elle fusionne avec l'Association* canado-américaine.

SOCIÉTÉ MUTUELLE L'ASSOMPTION. C'est en 1903, dans la foulée du Congrès des Acadiens tenu à Waltham (Massachusetts), que la Société l'Assomption voit le jour. D'abord organisme patriotique, la Société s'intéresse également, par le biais de l'entraide, à la promotion des intérêts économiques de ses membres. Dès 1904, elle étend son champ d'action aux Acadiens des Maritimes. En 1909, elle fonde une revue intitulée *L'Assomption* et, en 1913, elle transfère son siège social à Moncton*. En 1969, elle devient mutuelle d'assurances-vie et, délaissant progressivement l'action politique, elle concentre ses efforts dans l'action économique. À la fin des années

1970, le montant d'assurances-vie en vigueur dépassait les 900 millions de dollars. Les trente premières années de son existence ont fait l'objet d'un album-souvenir intitulé *Les Grandes Leçons de l'histoire de la Société L'Assomption* (1933).

SOCIÉTÉ NATIONALE L'ASSOMPTION : voir SOCIÉTÉ NATIONALE DES ACADIENS

SOCIÉTÉ NATIONALE DES ACADIENS. Fondée à Memramcook* (Nouveau-Brunswick) en 1881, la Société porte jusqu'en 1957 le nom de Société nationale de l'Assomption. Mouvement patriotique, elle est à l'origine et à la base des manifestations d'affirmation nationale qui ont donné corps à l'Acadie contemporaine depuis les conventions de la fin du siècle dernier jusqu'aux fêtes du bicentenaire de la Déportation. En 1957, elle fait peau neuve : elle adopte une nouvelle raison sociale, se donne de nouvelles structures, établit un secrétariat permanent et redéfinit son champ d'activités. Groupe de pression, la Société est devenue le porte-parole des Acadiens des Maritimes et représente leurs intérêts sur les scènes canadienne et internationale. La Société nationale des Acadiens a aujourd'hui son siège social à Shédiac*. Depuis 1973, elle est un organisme fédéral et chapeaute les trois associations acadiennes provinciales des Maritimes : la Société* des Acadiens du Nouveau-Brunswick, la Fédération* acadienne de la Nouvelle-Écosse et la Société* Saint-Thomas d'Aquin de l'Île-du-Prince-Édouard.

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA. Créée en 1936 par une loi fédérale, cette société assure la production et la diffusion d'émissions radiophoniques puis télévisées (à compter de 1952) dans les deux langues officielles du Canada. Elle compte un réseau MA (deux langues), un réseau MF (deux langues), un réseau international (onze langues), un réseau pour les régions nordiques (anglais et langues autochtones) et un réseau de télévision (deux langues). Au cours des années soixante et soixante-dix, à la suite des pressions des francophones hors Québec, Radio-Canada établit des postes francophones de production locale à Moncton*, Ottawa*, Toronto*, Winnipeg*, Régina*, Edmonton* et Vancouver* pour la télévision, et, en plus de ces dernières, s'ajoutent Halifax*, Sudbury* et Windsor* pour la radio MA. Avec sa diffusion nationale d'émissions et sa pro-

duction locale, Radio-Canada a joué un rôle important d'animation communautaire et de promotion à la fois de la culture française au Canada et des artistes et intellectuels qui sont l'expression de cette culture française.

SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE. Fondée en 1834 à Montréal par Ludger Duvernay*, alors directeur de *La Minerve*, cette association patriotique est vouée à la défense des droits linguistiques et culturels des Canadiens français. Très tôt, elle s'étend à Québec (1843), à Ottawa* (1853) et, graduellement, à travers la province de Québec et les régions francophones de l'Amérique du Nord. Dès sa fondation, la Société proclame le 24 juin Jour de la Saint-Jean-Baptiste et Fête nationale des Canadiens français. Depuis lors, la Société organise de nombreux rassemblements et des manifestations pour célébrer cette journée. Au cours des années, ses membres s'occupent aussi de la préparation de divers rapports, résolutions et débats concernant les intérêts culturels, linguistiques, constitutionnels et nationaux des francophones. Lors de la crise du Règlement* 17 en Ontario, la Société offre son support monétaire et moral aux Franco-Ontariens en lutte pour assurer leurs droits à l'éducation en français. À partir des années 1960, la Société se préoccupe moins des francophones hors Québec pour concentrer ses efforts sur le Québec.

SOCIÉTÉ SAINT-THOMAS D'AQUIN. Fondée en 1919 à Summerside (Île-du-Prince-Édouard), la Société concentre alors son action dans la promotion et la défense de l'enseignement français dans l'Île-du-Prince-Édouard. Très tôt elle s'impose comme groupe de pression au service des Acadiens de l'île et elle est amenée à prendre position sur des questions relatives à leur développement culturel. Au début des années 1960, elle élargit son action aux questions sociales et économiques. Parmi ses réalisations, il faut citer : la fondation de l'hebdomadaire *La Voix acadienne* (1975), la création de plusieurs centres culturels à travers la province, l'institution et l'administration d'un système de prêts-bourses pour étudiants acadiens (depuis 1948) et la mise sur pied d'un programme de re francisation pour enfants d'âge pré-scolaire dans diverses communautés de l'île. La Société compte douze succursales et 19 associations membres. Longtemps tributaire des seu-

les sources de financement privées, la société, dont le siège social est toujours à Summerside, bénéficie aujourd'hui du support financier du gouvernement fédéral canadien.

SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT-DE-PAUL. Organisme de charité fondé en France en 1833. Le premier groupement local en Amérique du Nord est créé à Saint-Louis (Missouri) en 1845. L'année suivante, s'ouvre celui de Québec. Des groupements de la Société voient ensuite le jour dans tous les centres importants du Canada pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle et au-delà : Toronto (1850), Halifax (1853), Hamilton (1865), Ottawa (1863), Sudbury (1926), en plus de plusieurs villes de la Nouvelle-Angleterre. Les œuvres de la Société Saint-Vincent-de-Paul auprès des enfants, des orphelins, des pauvres, des malades, des ouvriers, etc. sont innombrables.

SŒUR CHARLES-AUGUSTE : voir GAMA-CHE, SIMONE

SŒURS ADORATRICES DU PRÉCIEUX SANG. Cette communauté de religieuses contemplatives a été fondée à Saint-Hyacinthe (Québec) en 1861. Des couvents francophones de cet ordre se retrouvent à Ottawa* (1887), Saint-Boniface,* Manitoba (1918), Prince Albert* (1923) et Gravelbourg,* Saskatchewan (1926). En 1946, les maisons de langue française se groupent en fédération affiliée à la congrégation de Saint-Hyacinthe ; cette fédération ne sera véritablement centralisée qu'en 1969. Les religieuses se consacrent à l'étude des Saintes Écritures et à la liturgie ; elles s'adonnent également à des travaux manuels tels que la confection des vêtements liturgiques.

SŒURS DE LA CHARITÉ : voir SŒURS GRISES DE LA CHARITÉ

SŒURS DE LA CHARITÉ D'OTTAWA : voir SŒURS GRISES DE LA CROIX D'OTTAWA

SŒURS DE LA PROVIDENCE. Fondée à Montréal en 1843 sous le nom de Filles de la charité — Servantes des pauvres par M^{re} Ignace Bourget* et Marie-Emmèlie-Eugène Gamelin (née Tavernier), cette communauté s'occupe principalement des pauvres, des malades et des orphelins. Elle dirige aussi, à l'occasion, des écoles et des garderies. Les Sœurs de la providence se

sont vite étendues dans une douzaine d'États américains, en Alberta, sur la côte du Pacifique et en Ontario. Dans cette dernière province, elles œuvrent comme hospitalières à Timmins et à Hearst.

SOEURS DE L'ASSOMPTION DE LA SAINTE VIERGE. Fondée à Saint-Grégoire (comté de Nicolet, Québec) en 1853, cette congrégation se consacre à l'éducation, et plus récemment, au travail social. En 1891, les religieuses partent pour l'Ouest canadien où elles ouvrent pensionnats et écoles, notamment à Hobema (Alberta), Edmonton* (Alberta), Val-Marie (Saskatchewan; 1939) et Penticton (Colombie-Britannique). Elles s'installent également aux États-Unis : au Massachusetts, à Brockton dès 1902, Lowell* (1907), Salem* (1925), à Bristol (Connecticut; 1908), Barton (Vermont; 1907) et Laconia (New Hampshire; 1906). En 1910, elles acceptent d'ailer en Ontario où, 25 ans plus tard, elles dirigent des écoles dans une douzaine de villes : elles érigent l'Académie Sainte-Marie à Hailybury* (1910-1969), le Collège Notre-Dame à Timmins* (1918-1968) et l'Académie Saint-Joseph à Hearst* (1941-1969). On les retrouve également à Ottawa* à partir de 1932.

SOEURS DE NOTRE-DAME-AUXILIATRICE. Cette communauté voit le jour en 1921 dans la région de Mont-Laurier. Elle est d'abord connue sous le nom de Sœurs de Notre-Dame de Mont-Laurier, puis adopte sa désignation actuelle en 1937. La mission sociale de cet ordre est de se vouer à l'entretien général dans les institutions religieuses et d'apporter des soins aux malades. La maison-mère des Sœurs de Notre-Dame-Auxiliatrice ayant déménagé à Rouyn-Noranda en 1937, la communauté connaît, en conséquence, une expansion notable dans le nord de l'Ontario, particulièrement dans le diocèse de Timmins*. En 1970, elle compte environ 170 membres.

SOEURS DE NOTRE-DAME DE MONT-LAURIER : voir **SOEURS DE NOTRE-DAME-AUXILIATRICE**

SOEURS DE LA PRÉSENTATION DE MARIE. Fondée en France, en 1796, cette congrégation de sœurs enseignantes s'installe à Mariville puis à Saint-Hyacinthe (Québec), en 1853

et 1858. Elle rayonne dans tous les Cantons de l'Est, s'installe du côté américain (1873), se dirige vers l'Ouest (1905), s'implante à Montréal (1930) en Gaspésie et dans les Laurentides (1946), avant d'aller ouvrir des missions au Japon (1948) et aux Philippines (1948). En 1952, cette congrégation comptait plus de 2 000 religieuses enseignant à 32 000 enfants dispersés dans 125 établissements.

SOEURS DE SAINT-ANDRÉ : voir **FILLES DE LA CROIX**

SOEURS DE SAINTE-ANNE. Communauté religieuse vouée à l'enseignement, fondée à Vaudreuil (Québec) en 1850 par la révérende mère Marie-Anne sous l'instigation de M^{sr} Ignace Bourget*, évêque de Montréal. Vers 1880, elles s'implantent dans plusieurs diocèses de l'est des États-Unis où elles dirigent des écoles paroissiales, notamment à Boston, Providence, Springfield, Worcester, Manchester et Albany. En Ontario, on les retrouve à Cornwall et Alfred pendant quelques années. Elles sont aussi présentes sur la côte du Pacifique où elles ont des maisons d'enseignement (Victoria; 1858), en Alaska (1889), à Kamloops et à Nelson.

SOEURS DE SAINTE-CROIX. Fondée en 1841, en France, la Congrégation des Sœurs de Sainte-Croix s'installe à Saint-Laurent (Québec) en 1874. À partir de 1881, les Sœurs de Sainte-Croix essaient en Nouvelle-Angleterre où elles dispensent l'enseignement dans plusieurs États. La communauté s'installe notamment au Massachusetts, à Bedford et à Springfield* ; au New Hampshire, à Manchester*, Nashua* et Rochester ainsi que dans le Maine, à Lewiston. On les retrouve également dans divers centres ontariens, à Ottawa* (1935-1968), à Cornwall* (1940), à Glen Nevis (1950-1967), à Pembroke* (1931-1969) et à Penetanguishene (1935-1980) où elles dirigent plusieurs écoles. À la même époque, les religieuses se dirigent vers l'Ouest du Canada, particulièrement en Alberta où elles fondent en 1934 l'Académie de Grande-Prairie* (Alberta). En 1980, la congrégation comptait quelque 1 078 religieuses réparties sur tout le continent nord-américain ainsi que dans les missions étrangères.

SOEURS DE SAINTE-MARTHE. Communauté religieuse fondée en 1883 à Saint-Hyacinthe au

Québec et consacrée exclusivement à des travaux domestiques au Séminaire de Saint-Hyacinthe et aux soins matériels de ses résidents. La mission de cet ordre s'étend en 1920 à d'autres institutions ecclésiastiques. Comprenant moins de 200 membres en 1970, les Sœurs de Sainte-Marthe exercent leurs activités en Ontario, en Nouvelle-Angleterre, dans l'Ouest canadien et dans toutes les régions du Québec.

SŒURS DES SAINTS NOMS DE JÉSUS ET DE MARIE. Fondée à Longueuil (Québec) en 1843 par M^{gr} Bourget*, les Oblats* de Marie-Immaculée et mère Marie-Rose (Eulalie Ducher), la congrégation se consacre à l'enseignement. À Windsor* (Ontario), la congrégation dirige l'Académie Sainte-Marie (1867-1977). Puis, dans l'Ouest, les religieuses fondent l'Académie de Winnipeg au Collège Sainte-Marie en 1874 et le Collège Saint-Joseph de Saint-Boniface en 1898 ; tous deux sont aujourd'hui rattachés à l'Université du Manitoba. On les retrouve également dès 1891 à Church Point (Nouvelle-Écosse). Aux États-Unis, elles s'établissent à Portland (Orégon) en 1857, à Chicago*, à Cohoes* (New York) en 1901 et à Washington en 1905.

SŒURS DU BON PASTEUR. Ordre religieux créé en 1641 à Caen (France) par saint Jean-Eudes. Sa mission est de venir en aide aux femmes dans le besoin en leur fournissant hospitalité, protection et éducation. Arrivée à Montréal en

1844, les Sœurs du Bon Pasteur s'installent à Ottawa* en 1866 et à Moncton* en 1944. L'édifice de cette communauté à Ottawa abrite aujourd'hui l'ambassade de Chine.

SŒURS DU SACRÉ-CŒUR-DE-JÉSUS. Congrégation religieuse fondée en France, en 1816. Elle a pour mission de secourir les enfants nécessiteux et les malades. Arrivées au Canada en 1902, les Sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus s'établissent à Ottawa*, puis dans le Témiscamingue pour enseigner aux Indiens. Implantée aujourd'hui surtout en Ontario, cette communauté œuvre, entre autres, dans les régions d'Oshawa*, de Saint-Albert, de Cornwall*, de Bonfield* et de Port-Colborne*.

SŒURS GRISES DE LA CHARITÉ. Communauté religieuse aussi appelée Sœurs de la charité, fondée à Montréal en 1737 par la bienheureuse Marguerite d'Youville. Invitées par M^{gr} Provencher* et M^{gr} Bourget* à s'installer dans l'Ouest, les Sœurs grises arrivent à Saint-Boniface en 1844. Elles y fondent une école et un hôpital. En 1853, elles s'établissent au lac Sainte-Anne et à Saint-Albert en Alberta. En 1928, elles ouvrent un hôpital à Gravelbourg. Aujourd'hui, on les retrouve un peu partout dans l'Ouest où elles s'occupent des soins aux malades, des mères célibataires et de charité en général. Elles se regroupent autour de deux maisons-mère dans l'Ouest : à Saint-Boniface et à Edmonton. Depuis



Orphelinat Youville à Saint-Albert, Alberta, œuvre des Sœurs grises de la charité

1944, on les retrouve également à Edmundston au Nouveau-Brunswick.

SŒURS GRISES DE LA CROIX D'OTTAWA. Issues de la communauté des Sœurs* grises de la charité de Montréal, cette congrégation voit le jour à Ottawa, en 1845, à l'initiative de mère Élisabeth Bruyère*. Consacrée à l'éducation, aux œuvres hospitalières et aux œuvres de charité, les Sœurs grises ouvrent une première école bilingue en 1845, reçoivent malades et orphelins et visitent les nécessiteux. À Ottawa, elles fondent la maison Saint-Charles (1871), l'Hôpital général (1845), devenu Centre Élisabeth Bruyère, l'Orphelinat Saint-Joseph (1865) et l'Hôpital Saint-Vincent (1824). De plus, elles poursuivent leurs œuvres dans plusieurs autres villes de la province, notamment à Sault-Sainte-Marie, Hamilton, Windsor et Sudbury.

SOLEIL DE COLOMBIE, LE. Journal de langue française fondé en Colombie-Britannique en 1968. Hebdomadaire tiré à environ 2 000 exemplaires, il paraît de façon sporadique à ses débuts sous le nom du *Soleil de Vancouver*. En 1971, il absorbe *L'Appel* pour devenir le seul journal français de la Colombie-Britannique. Sa parution est interrompue à deux reprises en 1972 et 1973. L'information qu'il diffuse à une population francophone dispersée provient de pigistes bénévoles et porte surtout sur les activités des organismes francophones.

SOLEIL DE VANCOUVER, LE : voir **SOLEIL DE COLOMBIE, LE**

SOMERSET. Village du Manitoba situé à 145 km au sud-ouest de Winnipeg dans la région des collines Pembina. Population totale : 596 habitants. Fondé vers 1872, ce village accueille, une quinzaine d'années plus tard, de nombreux colons d'expression française qui s'y installent pour pratiquer l'agriculture et l'industrie laitière. La polyculture demeure toujours l'activité principale des habitants dont la vie sociale est animée par des clubs et organisations diverses. Un festival de musique a lieu chaque année en mai. Il rassemble des concurrents de Swan Lake, Saint-Claude*, Notre-Dame-de-Lourdes*, Bruxelles* et Somerset. Population francophone : 360.

SORGINI, LINDA. Comédienne (Sudbury, Ontario, 16 juillet 1955 —). De 1976 à 1979, elle étudie le théâtre à l'Université d'Ottawa et à l'École nationale de théâtre du Canada à Montréal. Depuis 1979, elle tient des rôles de plus en plus importants dans diverses pièces de théâtre : celui de Cyrenne dans *Tapage Nocturne*, sœur Agnès dans la pièce du même nom et Jeanne dans *État civil, célibataire*. Elle fait ses débuts au cinéma en 1982 dans la production de l'Office national du film *Bonheur d'occasion* et tourne *Pluie d'été* en 1984. Elle travaille aussi à la radio et à la télévision, notamment dans la mini-série de Robert Ménard, *Un amour de quartier*, et dans le téléroman *Manon*, où elle joue le rôle titre.

SORMANY, ALBERT. Médecin (Lamèque, Nouveau-Brunswick, 20 août 1885 — Edmundston, *ibid.*, 16 octobre 1970). Après des études à l'Université* Laval (1906-1910), Albert Sormany pratique la médecine à Edmundston* et se spécialise, un peu plus tard, en radiologie. Très actif dans sa communauté, il est co-fondateur de l'hebdomadaire *Le Madawaska** en 1913, il devient président de la Société mutuelle l'Assomption (1927-1951), il collabore à la fondation du Collège Saint-Louis et des sections locales de l'ACJC et du Club Richelieu. Il œuvre également à la cause de l'éducation en Acadie et devient en 1936 président-fondateur de l'Association* acadienne d'éducation du Nouveau-Brunswick.

SORMANY, ISABELLE. Enseignante, administratrice (Lamèque, Nouveau-Brunswick, 26 février 1876 — Bathurst, *ibid.*, 30 août 1957). Entrée tôt chez les Hospitalières* de Saint-Joseph, elle prend le voile en 1896 sous le nom de Sœur La Dauversière. Institutrice, puis directrice de l'orphelinat de l'Hôpital de Tracadie* (1897-1911), elle y prend ensuite charge de l'Académie Sainte-Famille (1912-1920). Par la suite, elle revient à titre de directrice à l'Hôpital de Tracadie et, simultanément, assume la direction de sa communauté dans cette ville du nord-est du Nouveau-Brunswick (1920-1926). En 1930, elle devient supérieure fondatrice du Sanatorium Notre-Dame de Lourdes de Bathurst*. Puis en 1947, avec la création d'un généralat acadien, Mère La Dauversière est nommée supérieure générale.

SOUICY, HENRY J. Administrateur (South Brewster, Maine, 26 juin 1896 – Edmundston, Nouveau-Brunswick, 1 juin 1974). D'abord gérant de succursales bancaires à Saint-Quentin (Nouveau-Brunswick) entre 1925 et 1930, il exerce ensuite le métier de douanier au poste frontière de Clair (Nouveau-Brunswick) jusqu'en 1946. En marge de ses activités professionnelles, il s'intéresse activement à la coopération. Traducteur et auteur de nombreux documents et articles sur la question, il assume la gérance de la Coopérative du Madawaska (1938-1946) avant de devenir gérant de la Caisse populaire de Saint-Basile et de celle de Notre-Dame des Sept-Douleurs d'Edmundston-Est. Il est également membre puis secrétaire du conseil d'administration de la Fédération* des caisses populaires acadiennes (1946-1947).

SOU DE LA SURVIVANCE. Collecte mise sur pied en 1938 au Québec par le Conseil* de la vie française en Amérique auprès des maisons d'enseignement du Québec. L'objectif est de créer un fonds de dotation afin d'assurer l'activité du Conseil. En 1951, l'Association* canadienne des éducateurs de langue française (l'ACELF) demande une aide financière au Conseil. Grâce au Sou de la survivance, le Conseil verse à l'ACELF une souscription annuelle (1954-1972) qui lui permet d'accomplir son œuvre. Le Sou permet aussi au Conseil d'accorder aux groupes francophones hors Québec près d'un million de dollars en 30 ans. Les jeunes Canadiens français des autres provinces et la jeunesse franco-américaine contribuèrent aussi au Sou de la survivance pendant une quinzaine d'années.

SOUTHBRIDGE. Ville de l'État du Massachusetts située à 90 km à l'ouest de Boston. Population totale : 17 057 habitants. La première vague d'immigration francophone est composée de huguenots venus au début du XVIII^e siècle, suivis d'Acadiens venus vers 1756, à la suite de la Déportation*. Une siècle plus tard, des Québécois s'y installent afin de travailler dans les filatures de coton. Avec les Irlandais, les Québécois s'unissent pour fonder la paroisse Saint-Pierre en 1853 puis, en 1869, fondent leur propre paroisse dédiée à Notre-Dame. Ils ont leur école en 1871 et plusieurs journaux se succèdent : *L'Étoile de l'est* (1871), *Le Patriote* (1896), *Le Citoyen* (1897)

et *L'Ouvrier* (1903). On y trouve encore le Cercle canadien (1876) et la Société* Saint-Jean-Baptiste (1870). Population francophone : 6 078.

SOUTH INDIAN : voir LIMOGES

SPIRITAINS : voir PÈRES DU SAINT-ESPRIT

SPOONER, WILFRID. Homme politique (Massey, Ontario, le 8 février 1910 –). Homme d'affaires dans les assurances et l'immobilier, il est conseiller municipal de 1939 à 1944 puis maire de Timmins* entre 1952 et 1955. Élu député conservateur de Cochrane-sud à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1955, il est réélu en 1959 et en 1963. De 1957 à 1967, il est tour à tour ministre des Mines, ministre des Terres et Forêts et ministre des Affaires municipales.

SPRINGFIELD. Ville du Massachusetts située à 29 km au sud de Northampton. Population totale : 163 916 habitants. Les Canadiens français arrivent dans la région au début du XIX^e siècle. Entre 1865 et 1875, leur nombre triple. La première paroisse française est fondée en 1869. Une seconde paroisse francophone s'y ajoute bientôt. En 1881, le Dr M. P. Grisé fonde le premier journal francophone de la ville *L'Ami du Peuple*. Le journal *L'Écho du Congrès*, créé en hommage à la Convention* nationale des Franco-Américains des États-Unis, paraît en 1902. Springfield abrite également des associations francophones, dont la Société* Saint-Jean-Baptiste, le Cercle des dames françaises et le Cercle littéraire. Chaque année, la ville organise un festival franco-américain. Population francophone : 15 330.

ST. CATHARINES. Ville de l'Ontario située à 111 km au sud de Toronto. Population totale : 124 018 habitants. Les premières familles canadiennes-françaises y arrivent pour travailler à la construction du canal Welland en 1830. Au XIX^e siècle, la construction de bateaux apporte à la région une certaine prospérité. Aujourd'hui, l'activité économique est agricole, vinicole, maraîchère et fruitière. St. Catharines dispose d'une imposante industrie de conservation et de distribution de fruits et de légumes. Sa paroisse française, l'Immaculée-Conception, remonte à 1924. Population francophone : 3 795.

ST-JEAN, PIERRE. Médecin et homme politique (Bytown, Haut-Canada, 22 septembre 1833 — Ottawa, Ontario, 6 mai 1900). Après des études classiques et médicales, il établit sa pratique à l'Hôpital général d'Ottawa en 1858. La même année, il fonde *Le Progrès**, premier journal français en Ontario. De 1873 à 1878, il siège aux Communes comme député libéral d'Ottawa* ; il est le premier francophone de l'Ontario à devenir député. Il s'intéresse ensuite à la politique municipale ; en 1880, il est élu échevin, puis maire d'Ottawa. Actif dans les cercles culturels et patriotiques canadiens-français de la capitale, on lui confie à plusieurs reprises la présidence de l'Institut* canadien-français et de la Société* Saint-Jean Baptiste.

ST. PETER'S : voir L'ARDOISE, RÉGION DE

STURGEON FALLS. Ville de l'Ontario située au nord du lac Nipissing, à 40 kilomètres à l'ouest de North Bay. Population totale : 6 045 habitants. Les francophones y viennent d'abord en 1884 lors de la construction d'une usine de pâtes et papiers. L'usine subit les aléas de la conjoncture économique et est amenée à fermer puis à ouvrir ses portes à plusieurs reprises : de 1906 à 1912, en 1930 et 1946, provoquant à chaque fois dépression et exode de la population. Cependant, chaque période de reprise économique voit le retour en force des francophones, à tel point que leur pourcentage devient progressivement supérieur à celui des anglophones, comme c'est le cas aujourd'hui. En 1969-1970, une crise scolaire éclate à Sturgeon Falls pour la revendication d'une école secondaire francophone. Population francophone : 4 400.

SUBERCASE, DANIEL D'AUGER DE. Militaire et gouverneur (Béarn, France, 1663 — Cannes, *ibid.*, 19 novembre 1732). Promu capitaine en 1684, il est envoyé au Canada trois ans plus tard et a la charge d'une expédition organisée contre les Iroquois. À la suite du massacre de Lachine en 1689, Vaudreuil lui confie la protection de Montréal. En 1690, il défend l'île d'Orléans contre Phipps. En 1702, le roi le nomme gouverneur de Plaisance, à Terre-Neuve, d'où il expulse les Anglais. En 1706, il est nommé gouverneur de l'Acadie. Il repousse 3 expéditions maritimes dirigées par les Bostonnais contre Port-Royal en 1707. En 1710, les habitants en-

voient au gouverneur une demande de capitulation. Ce n'est qu'après 22 jours de siège par 54 navires et 4 000 hommes qu'il rend les armes devant Nicholson. Il reçoit les honneurs de la guerre pour ses 150 soldats et quelques Indiens. Il retourne alors en France. En 1711, il refuse la proposition du roi de prendre l'Acadie en raison de l'incapacité du ministre de la Marine à le seconder.

SUDBURY. Ville de l'Ontario située à 390 km au nord-ouest de Toronto. Population totale : 157 856 habitants (municipalité régionale), 97 605 habitants (ville). La ville est fondée en 1883 au moment où la voie ferrée atteint la région. L'industrie forestière constitue d'abord l'activité économique principale. Elle est supplantée plus tard par l'industrie minière. Les francophones, généralement originaires de l'Est ontarien et du Québec, arrivent à Sudbury au moment de sa fondation et créent la paroisse Sainte-Anne-des-Pins dès 1883. Après le premier contingent francophone, surtout composé de bûcherons, de travailleurs des chemins de fer et de quelques marchands, les groupes suivants s'installent au nord de la ville pour y cultiver la terre. Entre 1920 et 1940, c'est l'exode rural ; certains colons quitteront leur terre pour s'installer en ville (surtout dans le quartier du Moulin-à-fleur) et travailler dans les mines. L'année 1913 voit la fondation du Collège* du Sacré-Cœur par les Jésuites*. Durant environ 30 ans (de 1930 à 1960), Sudbury est le théâtre de nombreuses grèves et luttes inter-syndicales et acquiert même la réputation de bastion communiste du Canada, ce qui pousse le clergé francophone de la ville à entreprendre des campagnes anti-communistes. Au cours des années 1960, l'Université* de Sudbury, l'Université* Laurentienne et l'École normale voient le jour, faisant de Sudbury le principal centre éducatif pour francophones dans le moyen-nord de l'Ontario. La présence de ces institutions engendre une effervescence culturelle durant la décennie P suivante et suscite la création des Éditions P prise* de parole, du Théâtre* du Nouvel-Ontario, de la Nuit* sur l'étang, etc. Les hebdomadaires *L'Ami* du Peuple* (1942-1968), *Le Voyageur** (à compter de 1968) et *Le Nouvel Ontarien* ainsi que les postes de radio CFBR et CBON animent la vie française de la ville. Gentilé : sudburois(e).

Population francophone : 49 690 (municipalité régionale), 22 050 (ville).



Le Collège du Sacré-Cœur de Subdury, vers 1930

SULPICIENS. Ordre religieux formé de prêtres séculiers, fondé à Paris en 1641. Les premiers Sulpiciens arrivent en Nouvelle-France dès 1657 et s'établissent à Ville-Marie (Montréal). Ils s'occupent tout d'abord de missions auprès des Amérindiens, notamment à Oka (Québec) ainsi qu'au nord du lac Ontario. Ils desservent également plusieurs paroisses acadiennes : Port-Royal* (Annapolis-Royal), Beaubassin*, mais, en 1755, ils subissent le même sort que les Acadiens. En 1786, on les retrouve à la direction d'une des premières paroisses ontariennes : Sandwich*(1786-1826), ainsi qu'à Paincourt* (1851-1855). Éducateurs, les Sulpiciens s'occupent d'enseignement primaire et secondaire ainsi que d'enseignement classique. Les Sulpiciens venus de France jouent un rôle capital dans le développement du catholicisme aux États-Unis. Ils établissent et dirigent le premier Grand Séminaire de Baltimore et fournissent plusieurs évêques aux jeunes diocèses américains au début du XIX^e siècle. Au Canada, ils dirigent depuis le XVII^e siècle le Grand Séminaire de Montréal, où ils forment des prêtres séculiers pour l'Amérique du Nord tant francophone qu'anglophone ; ils créent celui de Saint-Boniface et œuvrent également dans les missions étrangères.

SULTE, BENJAMIN. Historien (Trois-Rivières, Québec, 17 septembre 1841 — Ottawa, 6 août 1920). Largement autodidacte, il collabore à *La Minerve* de Montréal, au *Journal de l'Instruction publique* et au journal *Le Canada** d'Ottawa. Dans la capitale fédérale il est successivement traducteur à la Chambre des communes (1866-1870) et fonctionnaire au ministère de la

Milice (1882-1902). Prolifique, Sulte publie, entre autres, une *Histoire des Canadiens-français* en huit volumes (1882-1884) ; ses œuvres historiques sont réunies en 21 volumes et portent le titre de *Mélanges historiques*.

SUMMERSIDE. Ville de l'Île-du-Prince-Édouard située à proximité de la baie de Bédèque dans le détroit de Northumberland, à 60 km à l'ouest de Charlottetown. Population totale : 7 828 habitants. Jusqu'au début du XX^e siècle, le développement de la ville repose sur la construction navale et, après 1910, sur le commerce des fourrures. Depuis 1945, une base militaire, la pêche et l'agriculture assurent une certaine stabilité économique à Summerside, principal centre de rayonnement de la culture acadienne dans l'Île-du-Prince-Édouard. La ville abrite plusieurs organisations et institutions acadiennes, dont le siège social de la Société* Saint-Thomas d'Aquin, l'hebdomadaire *La Voix** acadienne, un musée, le Centre Eptek, le Club social français et Jeunesse* acadienne. Chaque année, la célébration du Mardi gras constitue un important rassemblement de la collectivité acadienne. Population francophone : 680.

SUNNYSIDE : voir LA SALLE

SUPER FRANCO-FÊTE. Organisé à l'initiative de l'Agence de coopération culturelle et technique, ce festival international de la francophonie a eu lieu à Québec du 13 au 18 août 1974. Pendant cinq jours des centaines de milliers de personnes ont pu assister à quelque 300 spectacles — danse, chant et compétitions de toutes sortes — présentés par divers groupes provenant de 25 pays francophones d'Europe mais aussi d'Asie, d'Afrique et d'Amérique. Pendant cinq jours également des rencontres entre animateurs culturels francophones ont permis aux délégués canadiens d'entrevoir les orientations à donner à leurs divers programmes de soutien aux activités socio-culturelles de la francophonie internationale. Pour plusieurs artistes enfin, la Super Franco-fête aura été une occasion unique de se projeter en dehors de leur région immédiate et de lancer, en certains cas, une brillante carrière artistique.

SURVIVANCE, LA : voir FRANCO, LE

SYLVESTRE, GUY. Administrateur et critique littéraire (Sorel, Québec, 17 mai 1918 —).

Après avoir obtenu sa maîtrise ès arts de l'Université* d'Ottawa (1942), il est successivement traducteur au Sénat (1942-1944), critique littéraire au journal *Le Droit** (1940-1949) et attaché politique aux ministères de la Justice (1945-1947) et des Affaires extérieures (1947-1948) ainsi qu'au Bureau du Premier ministre Louis Saint-Laurent (1948-1950). Il commence ensuite une carrière à la fonction publique fédérale où il est, tour à tour, administrateur au ministère des Ressources et du Développement économique (1950-1953), bibliothécaire associé à la bibliothèque du Parlement (1953-1956), bibliothécaire adjoint (1956-1968) et directeur général de la Bibliothèque nationale du Canada (1968-1983). Fondateur de la revue *Gant du ciel* (1943), son œuvre littéraire comprend, en plus, de nombreux articles et trois livres, dont *Anthologie de la poésie canadienne-française* (1942) réédité maintes fois depuis lors.

SYLVESTRE, PAUL-FRANÇOIS. Écrivain-journaliste (Saint-Joachim, Ontario, le 30 décembre 1947 —). Bachelier en philosophie et en récréologie de l'Université d'Ottawa, il occupe divers postes à la fonction publique fédérale de 1970 à 1982, année où il quitte le gouvernement pour se consacrer à temps plein à l'écriture. Depuis 1976, il publie régulièrement des articles et des ouvrages sur l'histoire de l'Ontario français. Président de la section Ottawa-Hull de la Société* des écrivains canadiens, il est aussi membre du comité de rédaction de la revue *Liaison* et des Éditions* de l'interligne. Parmi ses publications, notons *Le Discours franco-ontarien* (1985), *Nos Parlementaires* (1986) et un roman intitulé *Les Oeufs frappés* (1987).

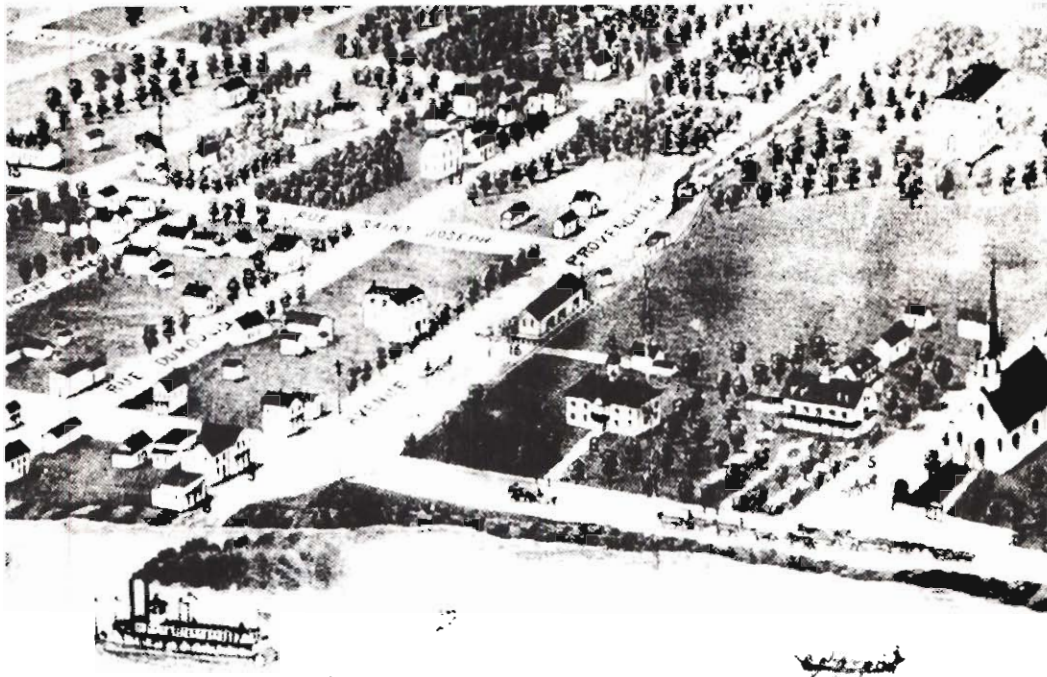
T

TABARET, HENRI. Prêtre et éducateur (Saint-Marcellin, France, 10 avril 1828 — Ottawa, Ontario, 28 février 1886). Il entre chez les Oblats en 1845 et est ordonné prêtre à Ottawa, en 1850. Curé à L'Orignal (1860-1862), il devient ensuite supérieur du séminaire-collège de Bytown. Provincial des Oblats du Canada en 1864, il revient au collège en 1867, celui-ci étant entre-temps devenu l'Université* d'Ottawa ; il en est recteur de 1867 à 1874 et de 1877 à 1886. Durant son rec-

torat, deux innovations importantes sont mises en application : l'introduction des sciences dites naturelles dans le curriculum et la spécialisation disciplinaire du corps professoral (une matière, un professeur) ; ce qu'il a été convenu d'appeler le « système Tabaret » est éventuellement mis en vigueur dans toutes les universités québécoises de l'époque. Le pavillon de l'administration de l'Université d'Ottawa porte aujourd'hui son nom.

TABEAU, PIERRE-ANTOINE. Trafiquant de fourrures et chroniqueur (Lachine, Québec, 12 janvier 1755 — *Ibid.*, 10 mars 1820). Après des études classiques au Séminaire de Québec, qu'il termine en 1773, il se rend chez les Illinois où il se livre à la traite des fourrures et se lance dans l'exploration (1803-1805). Durant son séjour, il rédige des notes de voyage qui constituent aujourd'hui un document précieux. Deux de ses manuscrits sont parvenus jusqu'à nous. Il y décrit surtout la navigation sur le Missouri et la flore du Haut-Missouri, la faune et la chasse au bison, les nations riveraines, le commerce et les usages, les pratiques religieuses et les cérémonies des Indiens du Midwest.

TACHÉ, ALEXANDRE ANTONIN. Prêlat (Rivière-du-Loup, Québec, 23 juillet 1823 — Saint-Boniface, Manitoba, 22 juin 1894). Sous-diacre, il fait le voyage de Montréal à Saint-Boniface* en canot (1845). Ordonné prêtre oblat la même année, il s'occupe de plusieurs missions dans l'Ouest, à l'Île-à-la-Crosse et aux lacs Caribou et Athabaska. Coadjuteur de M^{sr} Provencher* en 1850, il est nommé évêque de Saint-Boniface (1853) et cherche à recruter des missionnaires. À Rome depuis 1869, où il assiste au Concile du Vatican I, il est rappelé en 1870 par le gouvernement canadien à la suite des événements du Manitoba (1869-1870), pour agir comme intermédiaire entre Ottawa et le gouvernement provisoire de Louis Riel* ; mandaté par Ottawa pour offrir l'amnistie aux Métis*, il se sent trahi lorsque le gouvernement fédéral ne respecte pas ses engagements. Nommé archevêque en 1871, il se consacre à la création de nouvelles paroisses, à la construction d'églises et d'écoles, à l'évangélisation des tribus et des colons et à la défense des droits des minorités françaises et catholiques, notamment lors du soulèvement métis et amérindien de 1885 et lors de l'abolition de l'enseignement confessionnel et du français au



Plan de Saint-Boniface vers 1880



Mgr Taché

Manitoba. Il est l'auteur de nombreuses publications portant sur les questions religieuses, sur l'enseignement et sur les questions politiques touchant les francophones et les Métis. Une rue de Saint-Boniface perpétue aujourd'hui sa mémoire.

TAILLON, LÉOPOLD. Éducateur (Montcalm, Québec, 1^{er} août 1895 — Montréal, 14 novembre 1969). Membre de la Congrégation* des frères de Sainte-Croix, Léopold Tailon consacre sa vie à l'éducation et à l'enseignement. Ouvrant en Acadie pendant plus de trente ans, il dispense d'abord des cours d'été au Collège Saint-Joseph* de Memramcook (Nouveau-Brunswick) (1915-1918), puis reprend cette même fonction en 1938. Entre-temps, il débute sa carrière d'écrivain avec, entre autres, *Adolescent*, *l'École vous invite encore* (1928). Fondateur de l'École de pédagogie de l'Université Saint-Joseph (1941), de l'École de commerce, de l'École des langues, de l'École normale et de l'École de psychologie, le frère Léopold prépare la voie au Centre universitaire de Moncton fondé dans les années soixante. Très actif dans la revendication des droits scolaires et linguistiques des Acadiens, il publie une quinzaine d'ouvrages sur le sujet, dont *École acadienne et bilinguisme* (1944), *Au service de l'école acadienne* (1957) *Diversité des langues et bilin-*

guisme (1958). Il écrit aussi une série d'articles parus dans *L'Évangéline** et *Le Madawaska** sous le pseudonyme de De Monts.

TALLE-DE-SAULES : voir WILLOW BUNCH

TANGUAY, CYPRIEN M^{gr}. Historien et généalogiste (Québec, 15 septembre 1819 — Ottawa, Ontario, 28 avril 1902). Il fait ses études au Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et au Séminaire de Québec et est ordonné prêtre en 1843. Membre fondateur de la Société royale du Canada (1887) et pendant 35 ans archiviste au bureau des statistiques d'Ottawa (1865-1900), il est surtout connu pour deux œuvres de recherches : le *Répertoire général du clergé canadien par ordre alphabétique depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours* (1868) et le *Dictionnaire généalogique des familles depuis la fondation de la colonie jusqu'à nos jours*, travail monumental en sept volumes (1871).

TANGUAY, ÉVA. Comédienne et chanteuse (Marbleton, Québec, août 1878 — Hollywood, Californie, 11 janvier 1947). Alors qu'elle est encore enfant, sa famille s'installe à Holyoke (Massachusetts) où elle fait ses études. Sans formation musicale ou théâtrale formelle, elle se joint à une compagnie de répertoire itinérante et se produit un peu partout aux États-Unis. Du jour au lendemain, elle acquiert le statut de vedette en 1904 avec la pièce *The Chaperons*. Recrutée en 1909 dans les « Ziegfeld Follies » dans lesquelles elle obtient des rôles principaux, sa popularité croît au point où elle est surnommée la Reine du vaudeville et de la comédie musicale ; elle est surtout connue pour sa chanson *I Don't Care* (je m'en fous). Artiste féminine la mieux rémunérée aux États-Unis, elle accumule une fortune qu'elle perd dans la Crise de 1929. Pauvre et malade, elle passe les deux dernières décennies de sa vie dans l'oubli.

TARDIF, ALFRED. Prêtre et organiste (Laconia, New Hampshire, 7 février 1903 — Montréal, 16 mars 1978). Membre de la communauté des Franciscains*, il est ordonné prêtre en 1930. Aumônier, prédicateur et professeur, il œuvre en Europe (1941-1945), dans les États du Maine (1939-1941 ; 1958-1960) et du New Hampshire (1945-1947 ; 1953-1955). Au Canada, il travaille au Nouveau-Brunswick (1947-1953) et en Onta-

rio (1955-1958). Formé dans les disciplines musicales de l'harmonie, du chant, du piano et de l'orgue, le père Tardif donne aussi de nombreux récitals en marge de son enseignement dans ce domaine. Il signe également de nombreuses compositions pour orgue, dont *Triptique marial* (1947) et *Liturgical Harmonies* (1951).

TARDIF, THÉRÈSE. Traductrice et écrivain (Ottawa, Ontario, 24 décembre 1912 —). Après des études dans sa région natale, elle commence une carrière de traductrice au gouvernement fédéral. Elle fréquente les milieux littéraires et artistiques, dont le Caveau* d'Ottawa, durant les années quarante. Elle y rencontre Robert Charbonneau qui devient l'éditeur de son premier roman, au thème très intimiste et avant-gardiste pour l'époque : *Désespoir de vieille fille* (1943). Elle publie, en 1951, un autre roman intitulé *La Vie quotidienne* et poursuit pendant de nombreuses années ses activités dans le milieu littéraire de la capitale.

TARDIVEL, JULES-PAUL. Journaliste et écrivain (Covington, Kentucky, 2 septembre 1851 — Québec, 24 avril 1905). Après ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe (Québec), il entreprend une carrière de journaliste au *Courrier de Saint-Hyacinthe* et à *La Minerve* de Montréal avant d'entrer au *Canadien* de Québec en 1874. Il fonde l'hebdomadaire catholique *La Vérité* à Québec et en est l'éditeur et le propriétaire de 1881 à sa mort en 1905. Il publie des ouvrages politiques, religieux et linguistiques, dont *Mélanges* (1887-1903) et *La Langue française au Canada* (1901). Il donne également un roman nationaliste, *Pour la Patrie* (1895). Dans *Situation religieuse aux États-Unis : Illusions et réalité*, publié en 1900, il défend le droit des Franco-américains à des prêtres qui parlent leur langue.

TASSÉ, JOSEPH. Journaliste et homme politique (Montréal, 23 octobre 1848 — *ibid.*, 17 janvier 1895). Après ses études classiques au Collège Bourget à Rigaud, il étudie le droit à Montréal, Plattsburgh et Ottawa. Cependant, le journalisme et la politique retiennent son attention. Rédacteur au *Canada* d'Ottawa (1867), il passe à *La Minerve* de Montréal en 1869. Directeur de *La Revue canadienne* en 1872, il est nommé traducteur aux Communes (la même année) à Ottawa où il est élu président de la So-

ciété Saint-Jean-Baptiste et de l'Institut canadien-français (1872-1873). Élu député fédéral représentant le comté d'Ottawa (1878-1887), il ressuscite le *Canada* en 1879 et y sera rédacteur pendant cinq ans et retourne à Montréal diriger *La Minerve* (1880-1895). Devenu sénateur en 1891, il a publié plusieurs ouvrages historiques, dont *Les Canadiens de l'Ouest* (1878).

TECUMSEH. Ville de l'Ontario située sur la rivière Sainte-Claire, à 12 km à l'est de Windsor. Population totale : 6 360 habitants. Des colons français de la région de Détroit et de la vallée du Saint-Laurent commencent à s'établir dans la région dès le milieu du XVIII^e siècle. Mais ce n'est que durant la seconde moitié du XIX^e siècle que vient s'installer un important contingent de colons venus du Québec. On y fonde en 1859 la paroisse de Sainte-Anne. Une deuxième vague de migration a lieu durant les années 1920 à 1945, alors que des francophones, originaires du nord de l'Ontario pour la plupart, viennent chercher du travail dans l'industrie. La croissance économique de Windsor* et en particulier l'ampleur qu'a rapidement pris l'industrie de l'automobile dès le début du siècle ont largement contribué à faire de Tecumseh une ville-dortoir. L'école secondaire Sainte-Anne et la Caisse populaire de Tecumseh témoignent encore aujourd'hui d'une présence française dans la ville. Une importante étude sociologique réalisée par John Jackson, *Community and Conflict*, a permis d'analyser l'évolution des relations entre francophones et anglophones dans cette localité. Population francophone : 955.

TEDICHE : voir CAP-PELÉ

TEILLET, ROGER. Homme politique (Saint-Vital, Manitoba, 21 août 1912 —). Formé au Collège* de Saint-Boniface, il est fait prisonnier de guerre en Allemagne (1942-1945). Travaillant dans les assurances (1945-1953), il devient membre de l'Assemblée législative du Manitoba (1953-1959), puis député libéral de Saint-Boniface* aux Communes (1962-1968). Teillet siège aussi à la Commission des pensions du Canada pour les anciens combattants (1968-1979).

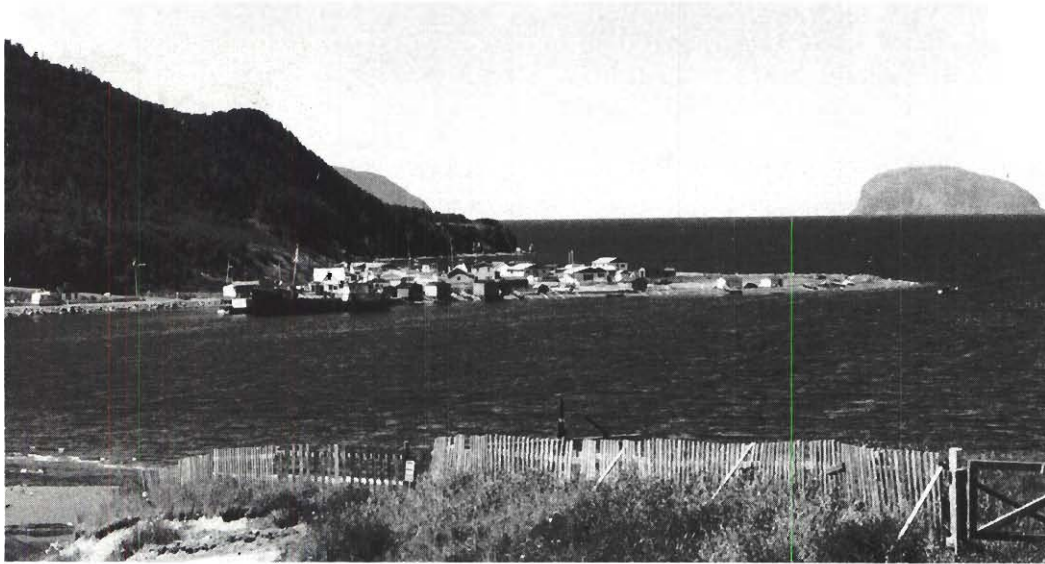
TELMON, ADRIEN. Prêtre et missionnaire (Barcelonnette, France, 8 septembre 1807 — Aix-

en-Provence, *ibid.*, 7 avril 1878). Ordonné prêtre à l'âge de 23 ans, cet oblat enseigne dans différents séminaires de la région de Marseille entre 1828 et 1841. Il vient alors au Canada et participe à l'implantation de son ordre à Saint-Hilaire de Rouville (1841-1842), à Longueuil (1842-1844) puis à Ottawa (1844-1848), où il travaille activement à l'achèvement de la construction de la cathédrale et à l'établissement des Sœurs* grises de Montréal. Par la suite, il dirige le Grand Séminaire de Pittsburgh (É.-U.) en 1848-1849 et fonde la mission de Galveston au Texas en 1849-1850. Il retourne en France en 1850.

TEMPS, LE. Quotidien fondé en 1894 à Ottawa par O. McDonell. Tour à tour libéral et conservateur, ce journal politisé prend position contre le Règlement* 17, publie les sermons de curés engagés politiquement, dénonce le double inspectat et invite la population à s'insurger contre la commission scolaire que le gouvernement a nommée. La dernière parution du *Temps* date du 4 mars 1916.

TERRACE. Ville de la Colombie-Britannique située à 160 km à l'est de Prince Rupert. Population : 10 914 habitants. Terrace est fondé vers 1910 par le Grand Trunk Pacific Railway, mais son économie sera longtemps dominée par les scieries. Vers les années 1950 et 1960, les francophones y sont attirés par l'industrie du bois. Ils fondent le Centre culturel canadien-français, le premier club des Franco-Colombiens en 1964 et la Jeunesse colombienne en 1975. Population francophone : 280.

TERRE-NEUVE et LABRADOR. Les francophones de Terre-Neuve et du Labrador sont de trois origines différentes : acadienne, française et québécoise. La présence de Terreneuviens d'origine française est en partie le produit du traité d'Utrecht (1713) qui accorde à la France la juridiction exclusive sur la côte ouest de Terre-Neuve ainsi que les droits de pêche dans les eaux adjacentes. Plusieurs marins français confrontés aux difficultés de la vie sur les goélettes de pêche désertent et s'installent sur la côte, appelée côte française. Après l'expiration en 1904 de ces droits accordés à la France, les Français déjà établis à Terre-Neuve sont rejoints par des Saint-Pierrais. Parallèlement, une partie des Acadiens revenus d'exil (voir Déportation des Acadiens)



Frenchman's Cove, Terre-Neuve

s'établit dans l'île du Cap-Breton. Cependant, compte tenu de l'insuffisance des terres, plusieurs Acadiens décident vers le milieu du XIX^e siècle de s'établir à Terre-Neuve. Ils se concentrent dans la péninsule de Port-au-Port. La population d'origine québécoise pour sa part est surtout itinérante. Il s'agit essentiellement soit de travailleurs de la construction installés à Churchill Falls ou de fonctionnaires fédéraux mutés à St. John. Jusqu'à très récemment les trois communautés francophones demeuraient isolées les unes des autres. Les Terre-neuviens d'origine français vivent surtout de pêche, ceux d'origine acadienne de l'agriculture et ceux d'origine québécoise dans différents secteurs mais jamais dans les pêches ou l'agriculture. Isolés des centres francophones du Canada, les Franco-Terre-neuviens s'anglicisent rapidement durant la période allant de 1930 (alors qu'ils sortent des *outports* ou postes isolés pour s'installer à proximité des villes et des voies routières) jusqu'en 1960. Puis vers les années 1960, un réveil franco-terreneuvien, appuyé par les politiques du bilinguisme, s'amorce. Depuis 1973, tous les Franco-Terre-neuviens sont regroupés au sein de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador. Par ce biais, des réseaux de communication entre les francophones sont désormais établis. En 1981, 2 655 francophones se disaient d'expression française.

TERRIEN. ESDRAS. Fonctionnaire et administrateur (Sainte-Monique-de-Nicolet, Québec,

29 juin 1876 – Ottawa, Ontario, 20 juin 1960). Il travaille au ministère des Douanes et comme traducteur de 1903 à 1942. Un des fondateurs du journal *Le Droit** en 1913, il y travaille comme administrateur, président (1914-1942) et, à sa retraite, comme gérant général (1942-1947). Il s'engage également dans l'Association* canadienne-française d'éducation de l'Ontario et participe à la fondation de l'Ordre* de Jacques Cartier, dont il est fait Grand Chevalier. Il est un ardent dénonciateur du Règlement* 17.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST. Cette vaste région occupe la majeure partie du Nord canadien. Population totale : 46 000 habitants. Il est acquis par la Compagnie de la baie d'Hudson en 1780 et comprend, à l'origine, en plus des îles de l'Arctique, les territoires maintenant occupés par les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et le Territoire du Yukon. Les premiers Européens viennent s'y installer, à la fin du XVIII^e siècle, avec l'établissement de la Compagnie de la baie d'Hudson. Même au début du XX^e siècle, l'économie des Territoires repose principalement sur la traite des fourrures mais, graduellement, elle s'oriente vers le développement des ressources minérales (le zinc, l'or et l'argent) et pétrolières (l'huile et le gaz naturel), suivi de la pêche et de l'industrie touristique. C'est en effet vers 1930, avec le développement de l'industrie minière et le développement des

transports, que le mouvement d'immigration vers les Territoires du Nord-Ouest s'intensifie. Plusieurs localités se développent, notamment la capitale, Yellowknife, grâce à l'exploitation des mines d'or. Vers la même époque, le gouvernement canadien encourage les Blancs à venir s'installer dans le Nord canadien. Au nombre de ces Blancs se trouvent des francophones surtout concentrés à Frobisher Bay. Ainsi, dès 1958, Radio-Canada s'établit à Yellowknife et diffuse des émissions en français, en anglais et dans les langues aborigènes. Population francophones : 645.

TESSON, LOUIS. Journaliste et professeur (Saintes, France, 1853 — Boston, 1928). Devenu journaliste en Louisiane en 1873 puis professeur de français à l'école Berlitz de New York, il collabore à divers journaux franco-américains sous le nom de Louis Desaintes. Par la suite, il publie quelques romans, dont *Un amour sous les frimas*, *Le Maître français*, ainsi que des poèmes. Il invente une *méthode naturelle et rationnelle de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du parler* d'une langue à partir de son expérience dans l'enseignement du français aux Américains. En 1895, il fonde à Holyoke le journal *La Presse*. Dans ses articles, il souligne l'importance pour les Franco-Américains de se faire naturaliser Américains afin d'exercer leur droit de vote en tant que citoyens. Le journal est suspendu en 1903. Abandonnant le journalisme, il enseigne le français à Boston et fonde la Ligue internationale de l'enseignement oral des langues vivantes.

TÉTRAULT, Maximilienne. Professeur (Sainte-Angèle-de-Monnoir, Québec, 21 décembre 1884 — Southbridge, Massachusetts, 5 mars 1959). Détenant une maîtrise de l'Université de Boston (1930) et un doctorat en études françaises de la Sorbonne, Paris (1935), elle est, à partir de 1924, professeur de français à Baltimore (Maryland), puis à Notre-Dame (Indiana). Sa thèse de doctorat est publiée sous le titre de : *Le Rôle de la presse dans l'évolution du peuple franco-américain dans la Nouvelle-Angleterre*. De 1936 à 1944, elle enseigne à Détroit. Elle est aussi cofondatrice de l'Association des professeurs franco-américains, qui voit le jour en 1933.

THÉÂTRE ACADIE. Association de professionnels et d'amateurs, Théâtre Acadie voit le jour à Memramcook* (Nouveau-Brunswick) en 1981 et

se donne pour objectif de stimuler le développement du théâtre acadien dans la région atlantique. Elle se veut non seulement un lieu de rassemblement des praticiens du théâtre, mais aussi un foyer de formation et d'animation. Elle organise un festival annuel et publie également un bulletin trimestriel, *En Coulisses*. Théâtre Acadie lance en 1986 une ligue d'improvisation francophone dans les milieux scolaire des Maritimes.

THÉÂTRE-ACTION. Organisme de services pour la promotion du théâtre franco-ontarien fondé à Sudbury en 1972 à la suite d'un rapport d'enquête sur le théâtre jeunesse franco-ontarien. Il se propose de développer toutes les formes de théâtre français en Ontario au moyen d'ateliers d'animation, de rencontres, de stages de formation et d'un festival provincial annuel. Il regroupe cinq troupes professionnelles et 55 troupes communautaires ou étudiantes, en plus de 75 pigistes de métier. Fondateur de la revue culturelle *Liaison**, depuis lors devenue autonome, Théâtre-Action publie le bulletin trimestriel d'information *En raccourci* et continue de collaborer de façon irrégulière à *Liaison*. Il publie aussi des troupes d'expression dramatique et des cahiers d'art dramatique. Le siège social de Théâtre-Action est maintenant situé à Ottawa.

THÉÂTRE DE LA CORVÉE. Fondée à Vanier* (Ontario) en 1975, la troupe professionnelle de La Corvée réunit des comédiens ontariens qui cherchent à créer un théâtre de quartier en développant un langage original avec danses, mimes, tableaux, etc. La Corvée tente également d'éveiller la conscience collective des Franco-Ontariens et, par extension, celle des francophones hors Québec. Au nombre des pièces que le Théâtre a montées, notons *L'Annonce faite à Vanier* (1976), *La Patente* (1977) et *La Parole et la loi* (1979). Elle présente également des spectacles pour enfants dans les écoles élémentaires en Ontario et au Nouveau-Brunswick et fait de l'animation culturelle à Vanier. Depuis 1982, sans renoncer à sa vocation de théâtre social, La Corvée se spécialise dans l'interprétation de textes d'auteurs souvent méconnus et essaie d'établir chez les francophones d'Ottawa* une tradition de théâtre en salle.

THÉÂTRE D'LA VIEILLE 17. Fondé en 1979 à Rockland (Ontario) par un groupe de comé-

diens professionnels, la production dramatique de la troupe est surtout axée sur la création collective et le théâtre d'animation. S'adressant aussi bien à une clientèle adulte qu'à des enfants, la troupe entreprend plusieurs tournées à travers le Canada. En 1984, la Vieille 17 remporte le prix Chalmers décerné pour le meilleur texte de théâtre pour enfants.

THÉÂTRE DES LUTINS, LE. Troupe professionnelle de théâtre fondée à Ottawa en 1971 et dont les activités visent surtout la clientèle de l'enfance et de la jeunesse. Œuvrant principalement en milieu scolaire, elle se veut autant un outil pédagogique qu'un véhicule de diffusion des pièces d'auteurs franco-ontariens. Offrant en moyenne 125 représentations par année, le Théâtre des Lutins a à son actif, depuis sa création, 15 productions, 9 créations et 2 adaptations. Plus de 150 acteurs au total ont défilé dans ses rangs. Depuis 1985, il organise, en été, une école de théâtre qui s'adresse aux jeunes de 13 à 18 ans.

THÉÂTRE DU NOUVEL-ONTARIO (TNO). Troupe professionnelle fondée à Sudbury en 1970. Regroupant des comédiens issus du Théâtre de l'Université Laurentienne, le TNO est avant tout la création d'André Paiement. Le coup d'envoi de la troupe est donné en 1970 avec la production *Moé, j'viens du Nord stie*, création collective qui connaît un grand succès. Créé officiellement en 1973, le TNO se donne comme objectifs d'animer la vie artistique et culturelle dans le Nord de l'Ontario et de contribuer au développement du théâtre en français en Ontario et au Canada. Axée vers le théâtre de création, la troupe doit cependant délaisser le côté animation en 1984 pour des raisons budgétaires. Sous l'impulsion de Brigitte Haentjens et de Jean-Marc Dalpé*, le Théâtre du Nouvel-Ontario multiplie, à compter de 1983, ses activités : 425 représentations dans six provinces canadiennes, neuf spectacles différents devant plus de 95 000 enfants et 31 000 adultes dans 90 municipalités ; le TNO s'est acquis au fil des ans le statut de plus importante troupe francophone hors Québec.

THÉÂTRE DU P'TIT BONHEUR. Troupe de théâtre français, le Théâtre du p'tit bonheur voit le jour à Toronto en 1967 à l'occasion du centième anniversaire de la paroisse Sacré-Cœur. Elle tire son nom de sa toute première représen-

tation : *Le P'tit Bonheur*, de Félix Leclerc, montée et jouée dans le sous-sol de l'église paroissiale. Au cours des quatre années suivantes, la troupe monte quatre autres pièces, dont *Le Fou d'Angolan* de Jacqueline Martin*. En 1973, l'accueil favorable de la critique et l'amélioration de ses conditions de financement lui permettent d'accéder aux rangs professionnels. La troupe établit alors ses quartiers à la Adelaïde Court où elle partage des locaux avec deux troupes canadiennes-anglaises. En 1984-1985, elle joue devant près de 50 000 personnes tant en salle qu'en tournée et son budget s'approche du demi-million de dollars. Son théâtre est devenu un haut lieu de la vie culturelle française à Toronto.

THÉÂTRE POPULAIRE D'ACADIE. Troupe de théâtre professionnelle créée en 1974 à Caraquet* (Nouveau-Brunswick) par Réjean Poirier, le théâtre populaire d'Acadie se veut un instrument d'expression théâtrale acadienne et un carrefour d'échanges culturels. Depuis 1984, il se produit en tournées au Nouveau-Brunswick et ailleurs dans les Maritimes. Présent de façon régulière dans onze localités du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse et se produisant dans d'autres villes, il a établi ses quartiers dans un petit théâtre d'été - 150 places - à Caraquet (Nouveau-Brunswick). Œuvrant dans les milieux de l'enseignement élémentaire, il offre environ 70 représentations chaque année dans les écoles de la région atlantique.

THÉÂTRE FRANÇAIS DU CENTRE NATIONAL DES ARTS. Fondé en 1970 à Ottawa, cet organisme se consacre à la production de pièces du répertoire francophone de l'Ontario et du Québec. Faisant place à plusieurs formes d'intervention artistique, il comporte une section itinérante créée en 1972 (d'abord appelée L'Hexagone et ensuite Théâtre-Jeunesse), qui offre en régions des représentations à portée éducative sur la culture franco-ontarienne. Le Théâtre français du CNA dispose aussi d'un Atelier, maison de production expérimentale mise au service des jeunes artistes amateurs et professionnels du milieu. Il publie une revue d'information pour ses membres : *Avant-première*.

THE BROOK : voir BOURGET

THE PAS. Une des principales villes du Manitoba septentrional sise dans le comté de Churchill, sur le bord de la rivière Saskatchewan, au nord du lac Winnipegosis. Population totale : 6 390 habitants. Même si elle fut toujours connue officiellement sous son nom actuel, il n'en est pas moins vrai que le toponyme The Pas est d'origine française. La ville constitue dès l'époque de La* Vérendrye une zone stratégique pour le commerce des fourrures. Mais son développement ne s'amorce véritablement qu'au début du XX^e siècle lorsqu'elle devient un lieu de peuplement permanent dans la foulée de l'exploitation des gisements miniers de la région. Population francophone : 250.

THÉRIAULT, LEATITIA. Institutrice et animatrice de radio (Baie-Sainte-Anne, Nouvelle-Écosse, 15 décembre 1931 —). Institutrice à Grand-Sault* (1952-1956) et à Woodstock (1957), Nouveau-Brunswick, elle acquiert entre temps une formation en pédagogie à l'Université* Saint-Joseph. Installée à Moncton*, elle s'oriente vers la carrière radiophonique. Animatrice de différentes émissions sur des sujets d'intérêt féminin et culturel (1963-1971), elle devient réalisatrice (1971-1975), puis directrice de la division des services français de Radio-Canada* (1975-1978). Première femme à occuper cette fonction, elle accède en 1978 à la direction de la radio française de la Société d'État pour la région de l'Atlantique.

THÉRIAULT, LÉVITE. Homme politique (Saint-Basile, Nouveau-Brunswick, 1837 — Edmundston, *ibid.*, 1^{er} décembre 1896). Lieutenant-colonel de milice de la Réserve Victoria, il est élu député conservateur à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick et y représente de 1867 à 1882, puis en 1886 et 1887, la circonscription de Victoria devenue plus tard le comté de Madawaska. L'adoption en 1871 d'une loi prohibant l'enseignement religieux dans les écoles subventionnées par l'État l'amène à prendre position contre son gouvernement et à démissionner de son poste au sein du Cabinet. Ses critiques provoquent la tenue d'élections générales en 1874, au cours de lesquelles il est réélu. Il continuera à défendre les intérêts du Madawaska ; il devient registraire du comté jusqu'au moment de sa

mort. Il est le premier francophone à faire partie du cabinet provincial.

THÉRIAULT, NORBERT. Marchand et homme politique (Baie-Sainte-Anne, Nouvelle-Écosse, 16 février 1921 —). Marchand dans sa ville natale, il fait ses premières armes en politique sur les scènes scolaire et municipale (1948-1961). Élu à l'Assemblée législative de sa province sous la bannière libérale en 1960, il est reconduit sans interruption dans ses fonctions jusqu'en 1979. Nommé ministre des Affaires municipales en 1965, il prend la tête du ministère de la Santé et du Bien-Être entre 1967 et 1970. Thériault accède au Sénat canadien en 1979.

THÉRIO, ADRIEN. Professeur et écrivain (Saint-Modeste, Québec, 15 août 1925 —). Docteur en littérature française de l'Université Laval, il étudie et enseigne au États-Unis de 1953 à 1959. Puis il enseigne à l'Université de Toronto et au Collège royal militaire de Kingston avant d'entrer au département des Lettres françaises de l'Université d'Ottawa* en 1969. Il fonde deux revues : *Livres et Auteurs québécois* (1961) et *Lettres québécoises* (1976). Il publie également plusieurs études spécialisées et des anthologies de littérature canadienne-française. Son œuvre de création comprend une vingtaine de titres dans divers genres : romans, récits, pièces de théâtre, contes et nouvelles. Ses romans depuis *Les Brèves années* (1953) jusqu'à *Marie-Ève ! Marie-Ève !* (1983) ont retenu l'attention de la critique.

THÉROUX, Paul. Écrivain (Medford, Massachusetts, 10 avril 1941 —). Professeur d'anglais au Malawi (1963-1965), en Ouganda (1965-1968) et à Singapour (1968-1971), il se consacre entièrement à l'écriture depuis 1971 et s'est installé à Londres. Au nombre de ses quelques vingt publications, dont la plupart sont des romans, figurent *Waldo* (1967), *Fong and the Indians* (1968), *Girls at Play* (1969), *Murder in Mount Holy* (1969), *Jungle Lovers* (1971), *The Family Arsenal* (1976) et *Picture Palace* (1978). Les héros de ses œuvres évoluent principalement dans les régions exotiques d'Afrique et d'Asie, où l'auteur a puisé son inspiration.

TERRIAULT, MARY-CARMEL. Religieuse (Grande Isle, Maine, 19 mars 1904 — 1979). Fille du sénateur d'État Patrick Therriault, elle fait ses

études à Québec et obtient un doctorat à l'Université Laval. Elle entre ensuite dans la Congrégation des Sœurs de la Merci où, en 1946, elle écrit un livre intitulé *La Littérature française de Nouvelle-Angleterre*, synthèse des œuvres littéraires francophones de la Nouvelle-Angleterre. Cet ouvrage attire l'attention sur des œuvres majeures tombées dans l'oubli. À partir de 1949, elle enseigne au Collège Saint-Joseph à North Windham (Maine). Elle sera présidente de cet établissement de 1956 à 1967.

THIBAUT, JEAN-BAPTISTE. Prêtre missionnaire (Saint-Joseph-de-Lévis, Québec, 14 décembre 1810 — Saint-Denis-de-la-Bouteillerie, *ibid.*, 4 avril 1879). Il part pour l'Ouest en 1833 et est ordonné prêtre à Saint-Boniface* la même année. Assistant M^{re} Provencher* dans ses fonctions, il s'emploie durant dix ans (1842-1852) à visiter les postes de la Compagnie* de la baie d'Hudson puis retourne s'occuper des missions de la Rivière-Rouge* et devient vicaire général de Saint-Boniface (Manitoba) (1871). Durant le soulèvement des Métis* (voir Rébellion du Nord-Ouest), le gouvernement fédéral le mandate pour servir d'intermédiaire mais le représentant du gouvernement provisoire de Louis Rie.* réussit à le tenir à l'écart. Il retourne au Québec en 1872.

THIBODAUX. Ville de Louisiane et chef-lieu de la paroisse de Lafourche, située à 96 km au sud-ouest de la Nouvelle-Orléans. Population totale : 14 922 habitants. Appelée à l'origine Thibodauxville, la ville doit son nom, selon des sources divergentes, soit à Henry S. Thibodaux*, gouverneur de la Louisiane, soit à Antoine Thibodaux, auteur. Thibodaux est le centre commercial d'une région colonisée d'abord par les Français, puis par les Espagnols à partir de 1722 et enfin par les Acadiens après 1755, à la suite de la Déportation*. On y cultive le maïs, le soja, les produits maraîchers et la canne à sucre. Les francophones ont leur paroisse (Saint-Joseph) et un collège dirigé par les Frères* du Sacré-Cœur. Population francophone : 5 837.

THIBODAUX, HENRY SCHULER. Juge et homme politique (Albany, New York, *circa* 1769 — ?, 24 octobre 1827). Orphelin né de parents d'origine canadienne-française, il est élevé dans une famille écossaise. Il passe une partie de

son enfance en Écosse et s'installe en Louisiane en 1794. En 1805, il est élu membre de la Législature territoriale et, trois ans plus tard, juge de paix dans le comté de Lafourche. En 1812, il participe à la convention qui donne à la Louisiane sa constitution. Élu trois fois sénateur de Lafourche, il réussit à faire constituer Terrebonne en paroisse. En 1824, alors qu'il est président du Sénat, il est appelé à compléter le mandat inachevé du gouverneur Robertson qui venait de démissionner.

THIVIERGE, HÉLÈNE. Institutrice et écrivaine (Biddeford, Maine, 5 novembre 1883 — *ibid.*, 6 février 1963). Institutrice de carrière, elle enseigne jusqu'en 1956 à Biddeford* dans la première école franco-américaine de cet endroit, école fondée par sa mère de descendance québécoise. Intéressée par la littérature dès son enfance, elle publie de nombreux contes et poèmes. Lauréate d'un concours de poésie à Paris en 1931 avec *Le Secret du berceau blanc*, Hélène Thivierge publie aussi des articles à caractère patriotique pour plusieurs journaux de la Nouvelle-Angleterre et du Québec

THOMAS, GERALD. Professeur (Porthcawl, Pays de Galles, 29 décembre 1940 —). Après des études universitaires dans sa région natale, Gerald Thomas poursuit sa formation en folklore à l'Université Memorial de Saint John's (Terre-Neuve), qui lui décerne un doctorat en 1977. Spécialiste du folklore franco-terreneuvien, il enseigne à Memorial à compter de 1964, d'abord au Département de français puis, également, à partir de 1978, au Département de folklore. Fondateur en 1975 du Centre* d'études franco-terreneuviennes, il en est, depuis lors, le directeur. Depuis 1985, il est directeur du Département de folklore. Il est auteur de nombreux articles et publications, dont *Les Deux Traditions : le conte populaire chez les Franco-Terreneuviens* (1983).

THOMPSON. Ville du Manitoba située à 740 km au nord de Winnipeg. Population totale : 14 288 habitants. En 1956, la Compagnie International Nickel y crée une ville-champignon en décidant d'exploiter les riches gisements de nickel, de cuivre et de cobalt. Elle y construit le premier centre intégré d'extraction, de concentration et de raffinage du nickel. Les travailleurs af-

fluent et la population dépasse les 20 000 personnes au début des années soixante, pour se stabiliser par la suite aux alentours de 15 000 habitants. Au cours des années soixante et soixante-dix, la population francophone atteint les 20 % de la population totale. Cependant, comme il s'agit de travailleurs québécois itinérants, aucun établissement francophone permanent n'est créé. Population francophone : 440.

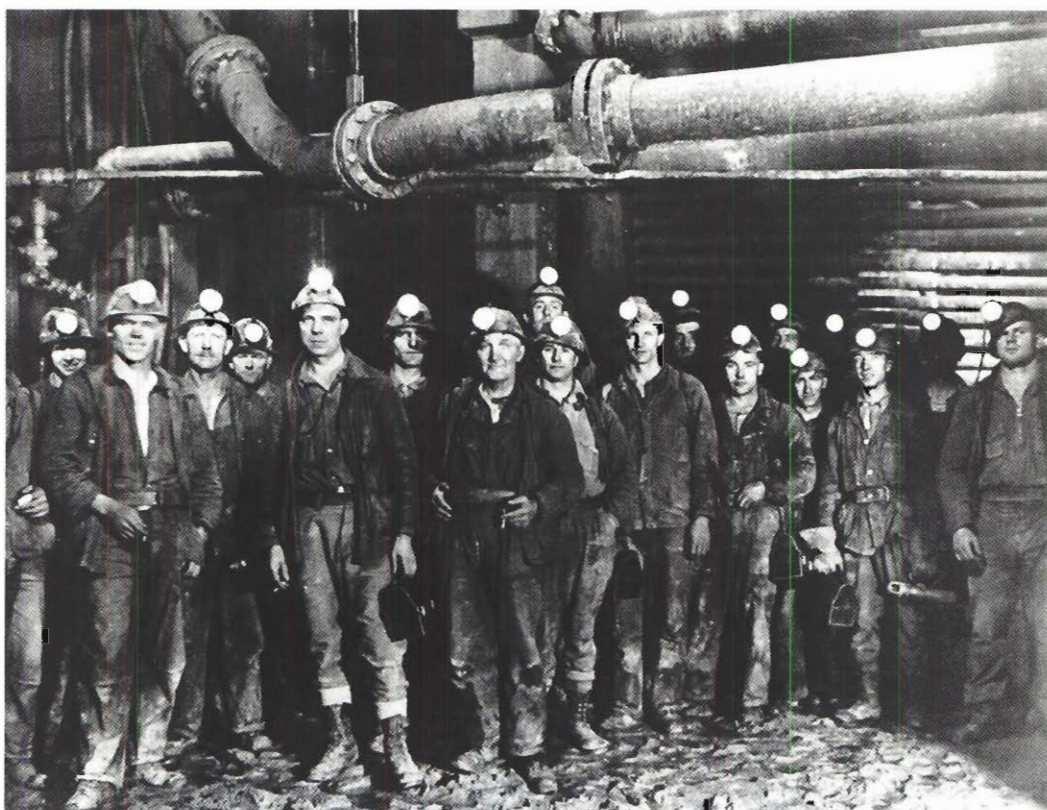
THUNDER BAY. Ville de l'Ontario située au nord-ouest du lac Supérieur, à l'embouchure de la rivière Kaministiquia. Population totale : 112 486 habitants. La ville fut fondée comme poste de traite dès 1680 par Daniel Greypolon, sieur Dulhut, au cœur de ce qui se nommait autrefois Baie-du-Tonnerre traduit par Thunder Bay dès le début du XVIII^e siècle. Fortifié par son frère Claude en 1685, le poste portera le nom de fort Kaministiquia. Au XIX^e siècle, le fort Kaministiquia, rebaptisé fort* William en 1805, est un lieu très fréquenté notamment par les traités et voyageurs francophones travaillant pour la Compagnie* de la baie d'Hudson. De nos jours, la région connaît un développement important grâce à son activité portuaire favorisée par la construction du chemin de fer et le système de canalisation des Grands Lacs. Des Québécois arrivent dans la région après la seconde guerre mondiale. Un conseil régional de l'Association* canadienne-française de l'Ontario et le Club canadien-français animent la vie française. Population francophone : 2 935.

THURY, LOUIS-PIERRE. Missionnaire (Notre-Dame-de-Breuil, France, vers 1644 – Halifax, Nouvelle-Écosse, 3 juin 1699). Arrivé au Canada en 1675, il termine ses études de théologie au Séminaire de Québec et est ordonné prêtre par M^{gr} Laval en 1677. Il devient procureur du Séminaire et s'occupe de paroisses le long du Saint-Laurent (1677-1684). En 1684, il part en mission d'observation en Acadie, de Percé à Port-Royal (Nouvelle-Écosse). Il s'établit trois ans à Miramichi puis habite Pentagouet (Castine, Maine) pendant huit ans. Il a alors de nombreux contacts avec les Abénaquis et participe à leurs expéditions. Son influence politique auprès des Abénaquis est grande et il cherche à les maintenir sous la tutelle française pour les amener à prendre position contre les Anglais. En 1698, il est nommé

vicaire général et supérieur des missions acadiennes. Il fonde alors une mission à Pigouit (Minas Bassin, Nouvelle-Écosse) et projette de créer une grande mission pour les Micmacs de la région de Shubenacadie et Chibouctou, près de l'actuelle Halifax*. La mort empêchera Thury de donner suite à son projet.

TIGNISH. Région de l'Île-du-Prince-Édouard. La pointe nord-ouest de la province abrite une importante communauté acadienne : 1 320 des 4 517 habitants sont de langue maternelle française. Établis d'abord à Malpèque depuis leur retour d'exil, de nombreux Acadiens viennent en 1799 à Tignish et y fondent un village de pêche. D'autres s'établissent ensuite à Palmer Road, où plusieurs familles acadiennes du Nouveau-Brunswick les rejoignent à partir de 1850, puis à Saint-Louis et à Miminigash. Le premier journal acadien de l'île, *L'Impartial*, est fondé et publié à Tignish de 1893 à 1915.

TIMMINS. Ville de l'Ontario située sur la rivière Mattagami à 350 km au nord de North Bay. Population totale : 46 114 habitants. À la fin du XVII^e siècle des explorateurs, dont le sieur d'Iberville*, traversent la région pour se rendre à la baie James. Pourtant, ce n'est que deux siècles plus tard qu'on commence à s'intéresser sérieusement à la région. La construction de lignes de chemin de fer en 1901 et en 1905 ouvre le pays au développement, mais c'est à la découverte de l'or en 1909 qu'il doit son véritable essor. Dès 1913, un groupe de familles francophones des Cantons de l'Est vient rejoindre le père Thériault, premier curé résident de la région. Une deuxième vague de migration a lieu entre 1937 et 1942 à la suite de la décision du Président Roosevelt en 1934 de hausser considérablement le prix de l'or ; l'exploitation minière alors très prospère attire au cours de cette période de récession une main-d'œuvre nombreuse à composante multi-ethnique. Aujourd'hui, bien que Timmins soit toujours une ville minière, elle profite aussi de l'industrie forestière avec l'implantation de scieries. La ville, reconnue pour sa tradition syndicale et coopérative, sert également de modèle pour illustrer l'*entrepreneurship* franco-ontarien. Parmi les institutions qui assurent la vitalité de la vie française à Timmins, on compte le centre culturel *La Ronde*, le collège communau-



Groupe de mineurs de Timmins, vers 1938

taire Northern (bilingue), l'école secondaire Thériault, le journal *Le Raconteur*, un poste de radio français (CFCL), l'Association* canadienne-française de l'Ontario (ACFO/Timmins), la Caisse populaire Saint-Charles de Timmins et la présence de plusieurs paroisses francophones. Population francophone : 17 625.

TISSOT, EDGAR. Administrateur (Ottawa, Ontario, 10 mars 1914 —). Après ses études à Ottawa, il entre dans le milieu des affaires ainsi que dans les groupes francophones de la région d'Ottawa. Parallèlement à sa profession, qui le mène au poste d'organisateur régional de la Société* des artisans (1956-1961) et, en 1961, à celui de promoteur de la vente à la Centrale de la Société des artisans à Montréal, il est très actif au sein de l'Ordre* de Jacques Cartier. Il est, tour à tour, premier secrétaire permanent de l'Ordre (1936-1952), organisateur itinérant pour les Maritimes, le Québec et l'Ontario (1952-1956) et membre de la direction générale (1957-1965).

TONNANCOUR, LACTANCE GODFROY DE. Journaliste (Saint-François-du-Lac, Québec,

1863 — Fall River, Massachusetts, 1933). Après des études au Canada et aux États-Unis, il devient rédacteur au journal *L'Écho** de Manchester* au New Hampshire en 1881 puis au *Travailleur** de Worcester* en 1886. Il s'installe ensuite à Holyoke* et soutient une longue polémique dans les journaux *Le Défenseur* et *L'Annexionniste* au sujet de l'annexion aux États-Unis, contre Joseph Tassé*, alors rédacteur de la *Minerve* de Montréal et auteur des *Canadiens de l'Ouest*. De 1894 à 1914, il est directeur de *L'Indépendant** de Fall* River. En 1901, le ministre de l'instruction publique de France lui confère le titre d'Officier d'Académie pour son engagement à la cause franco-américaine. Durant ses années dans le journalisme, une question le préoccupe avant tout : l'implantation d'un clergé francophone en Nouvelle-Angleterre.

TONTY, HENRI DE. Explorateur (Gaète, Italie, circa 1650 — Mobile, Louisiane, septembre 1704). Intégré à l'armée française en 1668, il participe au siège de Messine en Sicile (1677) et y perd un bras. Revenu en France, il se fait fabri-

quer un membre artificiel, d'où son surnom de Main-de-fer. Arrivé au Canada en 1678, il se met au service de Cavalier de La Salle comme lieutenant d'exploration. Nommé par ce dernier commandant du fort Crève-cœur (Illinois) en 1680, Tonty est chargé de la construction du fort Saint-Louis (Illinois) en 1683. Parti à la recherche de La Salle de 1687 à 1689, il longe le Mississippi, rencontre les frères d'Iberville et de Bienville et se joint à eux à Mobile (Louisiane) de 1700 à 1704. Le récit de ses aventures est publié à Paris en 1867 sous le titre : *Relations et Mémoires des pays d'outre-mer*.

TORONTO. Ville capitale de l'Ontario située sur la rive nord-ouest du lac Ontario, à 600 km à l'ouest de Montréal. Population totale : 606 247 habitants (ville), 2 998 947 habitants (région métropolitaine). Site traversé par l'explorateur Étienne Brûlé* en 1615 et emplacement d'une mission sulpicienne établie par le père Joseph Mariet à la fin du XVII^e siècle, il devient un poste de traite vers 1725. Puis en 1750, Robineau de Portneuf suivant les instructions de la Jonquière y construit le fort Rouillé. Celui-ci est incendié par le commandant Douville à l'approche de l'armée britannique en 1759 et reconstruit sous la gouverne du colonel Simcoe en 1793. Il porte alors le nom de Fort York jusqu'en 1834, moment où il reprend son nom initial, Toronto. Au cours du XIX^e siècle, la métropole naissante attire de nombreux francophones et, dès 1887, une paroisse nationale, le Sacré-Cœur, y est fondée au cœur de la ville. Le peuplement francophone s'accroît au cours du siècle présent. À partir des années 1960, le visage anglophone de la ville se modifie sous la poussée des groupes ethno-culturels. En même temps, la présence francophone se fait plus active. Signalons à titre d'exemple, l'implantation de la Société* Radio-Canada (CJBC/CBLFT) et de l'Office* de la télécommunication éducative de l'Ontario, le journal *L'Express* de Toronto*, la Maison française, la Chasse Galerie (1968-1980), le Théâtre* du P'tit Bonheur, la fondation en 1967 d'une seconde paroisse nationale à Don Mills, la création du Collège* Glendon, institution bilingue rattachée à l'Université York et celle du Centre* de recherche en éducation franco-ontarienne (CREFO) également rattaché à l'Université de Toronto. Soulignons enfin la présence de deux

écoles secondaires françaises : Étienne Brûlé et M^{sr} de Charbonnel. La communauté francophone a fait l'objet de recherches importantes, dont celle de T. Maxwell *The Invisible French : The French in Metropolitan Toronto*. Contrairement à ce qu'on remarque ailleurs, la francophonie torontoise est très cosmopolite, étant composée d'Acadiens, de Québécois, de Franco-Ontariens aussi bien que d'Européens, d'Africains et d'Asiatiques de langue française. Avec Ottawa* et Sudbury*, Toronto est l'une des trois métropoles culturelles franco-ontariennes. Population francophone : 10 395 (ville), 45 455 (région métropolitaine).



L'église du Sacré-Cœur-de-Jésus, Toronto, 1925

TOUGAS, GÉRARD. Professeur et historien de la littérature (Edmonton, Alberta, 1921 —). Il obtient un doctorat en lettres de l'Université Stanford aux États-Unis ; il y est chargé de cours après avoir été interprète aux Nations unies de 1948 à 1950. Depuis 1953, il est professeur à l'Université de Colombie-Britannique, mais ses recherches l'amènent un peu partout dans le monde. Sa première publication, *Histoire de la littérature canadienne-française* (1960), est encore aujourd'hui un manuel de base important sur

l'histoire littéraire au Canada français. Dans la même veine, il a aussi donné *Littérature canadienne-française contemporaine* (1969) et un essai intitulé *Le Destin littéraire du Québec* (1982). Ses recherches sur la francophonie ont largement contribué à faire connaître le patrimoine des pays de langue française.

TOUPIN, RENÉ ERNEST. Homme politique (Saint-Boniface, Manitoba, 15 mai 1934 —). Après des études à l'Université* Laval, il devient directeur du Conseil scolaire de La* Salle (1962-1966) et, simultanément, directeur du Credit Union de cet endroit (1962-1969). Il est élu député néo-démocrate dans la circonscription de Springfield à l'Assemblée législative du Manitoba en 1969. Ministre des Travaux publics et secrétaire provincial (1969-1971), il devient ministre de la Santé et du Développement social (1971-1975), puis ministre du Tourisme, des Loisirs et des Affaires culturelles (1974-1976). Nommé ministre du Développement coopératif (1975-1976), Toupin reçoit en 1976 la responsabilité du ministère des Consommateurs, des corporations et des affaires internes. Il occupe en même temps le poste de ministre responsable du système de téléphone et de communications du Manitoba.

TOURELLES, JEAN DE : voir COTNOIR, NARCISSE

TOUSQUET : voir PUBNICO

TRACADIE. Ville de la côte est du Nouveau-Brunswick située à 40 km au sud de Caraquet, à l'embouchure de la rivière Petite Tracadie. Population totale : 2 452 habitants. Appelée d'abord Traquatay à l'époque de Champlain, elle est renommée Tracady en 1686 par De Meulles. Le développement de la collectivité ne commence vraiment que vers 1785 avec le retour de Déportation* de colons acadiens et l'arrivée de quelques Écossais. Site d'une léproserie vers le milieu du XIX^e siècle, son économie repose d'abord sur l'agriculture et la pêche puis s'oriente progressivement vers le commerce avec l'arrivée du chemin de fer. Tracadie est le deuxième centre de rayonnement acadien (après Caraquet*) dans le nord-est du Nouveau-Brunswick. De 1912 à 1967, l'Académie Sainte-Famille forme plus de

300 institutrices acadiennes du Nouveau-Brunswick. Population francophone : 2 280.

TRAITÉ DE PARIS DE 1783. Considéré l'acte de naissance des États-Unis d'Amérique, le traité de Paris, signé le 3 septembre 1783 par l'Angleterre et les États-Unis, met un terme à la guerre d'Indépendance américaine et reconnaît les treize colonies comme des « États libres, indépendants et souverains ». Il détermine également les frontières entre le nouvel État et les colonies britanniques d'Amérique du Nord. La nouvelle délimitation a pour effet de faire passer du côté américain Détroit* et le territoire situé à l'ouest des lacs Érié, Huron et Supérieur et compris entre l'Ohio et le Mississipi et de priver le Canada des avantages que lui avait conférés l'Acte* de Québec. Aussi appelé Traité de Versailles.

TRAITÉ DE WEBSTER-ASHBURTON. Signé en 1842 par l'Angleterre et les États-Unis, le traité d'Ashburton définit le tracé de nouvelles frontières entre les colonies anglaises d'Amérique du Nord et leur voisin du sud. Négocié du côté anglais par Alexander Baring (Lord Ashburton) et du côté américain par Daniel Webster et ayant nécessité l'arbitrage du roi des Pays-Bas, cette convention internationale, entre autres décisions, déplace la frontière orientale du Maine depuis la rivière Sainte-Croix jusqu'à la rivière Saint-Jean. Fortement contesté en Angleterre pour les pertes territoriales qu'il ratifie, le traité a également pour effet de faire passer une grande partie du territoire et de la population francophone du Madawaska du côté américain. Ces quelque 2 000 personnes constituent en fait le noyau central de la population francophone du Maine. Le même traité précise également les frontières entre le Québec et les États du Vermont et de New York ainsi que les frontières de l'Ouest ontarien entre le lac Huron et le lac des Bois. Ces dernières définitions frontalières sont toutefois d'une moins grande importance puisqu'elles confirment en grande partie les conventions déjà existantes.

TRAITÉ D'UTRECHT. Signé en 1713 à Utrecht en Hollande, ce traité met fin à la guerre de Succession d'Espagne. L'Angleterre sort largement gagnante des hostilités et obtient d'importantes concessions. C'est ainsi qu'elle acquiert de vastes espaces taillés à même les possessions françaises d'Amérique du Nord. Le traité cède à

l'Angleterre le bassin de la baie d'Hudson, Terre-Neuve et l'Acadie.

TRANSCONA. Ville du Manitoba située à 12 km à l'est de Saint-Boniface. Population totale : 25 932 habitants. Fondée en 1910, la ville connaît une vocation industrielle dès sa naissance, avec l'implantation des ateliers de réparation et de construction du Canadien National. Parmi les travailleurs qui s'y installent, on compte un nombre important de francophones. Ceux-ci fondent une paroisse, Notre-Dame-de-l'Assomption, et c'est sous le nom de la paroisse que la collectivité sera connue jusqu'en 1960 alors que le nom passe à Transcona (fusion de Transcontinental et Strathcona). Population francophone : 915

TRAPPISTES. Cisterciens de la stricte observance ou réformés. Cet ordre est né d'une réforme bénédictine au XI^e siècle. Sa première maison canadienne est fondée en 1825 à Tracadie* (Nouvelle-Écosse), mais elle ferme ses portes au début du XX^e siècle. L'action de cet ordre au Canada est importante au point de vue agricole. Le monastère de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes, à Oka (Québec), est établi en 1881. Le prieuré de Notre-Dame de Mistassini (Québec) est fondée en 1892 de même que celui de Notre-Dame-des-Prairies, à Saint-Norbert au Manitoba, où l'on retrouve des Franco-Manitobains. Au Nouveau-Brunswick, le monastère de Notre-Dame du Calvaire de Rogersville* ouvre ses portes en 1902 et recrute essentiellement chez les Acadiens. Une filiale de l'abbaye d'Oka a vu le jour à Georgetown en Ontario, en 1977.

TRAPPISTINES. Cette branche féminine de l'Ordre des Cisterciens de la stricte ordonnance compte deux établissements au Canada : l'Abbaye Notre-Dame-du-Bon-Conseil (Saint-Romuald, Québec), fondée en 1902, et l'Abbaye Notre-Dame-de-l'Assomption, érigée à Rogersville* (Nouveau-Brunswick) en 1904. Les Trappistines mènent une vie essentiellement contemplative et cloîtrée.

TRAVAILLEUR, LE. Journal fondé à Worcester* (Massachusetts) en 1874, par Ferdinand Gagnon*. Précurseur du mouvement franco-américain, il est l'un des premiers véhicules de presse des francophones de la Nouvelle-Angleterre. Prônant l'assimilation des émigrés ca-

nadiens-français à la société américaine, il s'applique en même temps à proclamer la nécessité de préserver leur originalité culturelle et leur langue française. Durant les 18 années de son existence, *Le Travailleur* tire à environ 2 000 exemplaires. Après la mort de son fondateur en 1887, il est vendu et cesse de paraître cinq ans plus tard (1892).

TRAVAILLEUR, LE. Journal hebdomadaire fondé à Worcester* (Massachusetts) en 1931, par Wilfrid Beaulieu*. Ressuscitant une autre publication du même nom (1874-1892), il a pour objectif de promouvoir les liens culturels entre les francophones de la Nouvelle-Angleterre et l'usage de la langue française. Paraissant pendant 48 ans (1931-1979), *Le Travailleur* demeure l'œuvre exclusive de son fondateur et son tirage se maintient autour de 3 900 exemplaires. Organe militant, ce journal prend part à plusieurs débats et s'engage, par exemple, dans le mouvement d'appui à la France (France Forever) pendant la seconde guerre mondiale. Avec sa disparition en 1979, s'éteint le seul journal d'expression française du Massachusetts.

TRÉMAUDAN, AUGUSTE-HENRI DE, ALIAS PROSPER WILLAUME. Journaliste et écrivain (Saint-Chrysostome, Québec, 14 juillet 1874 — Los Angeles, Californie, 29 octobre 1929). Né près de Châteauguay, Québec, il séjourne en France de 1879 à 1893 et y étudie au Séminaire de Guérande en Bretagne. En 1893, sa famille revient au Canada et s'installe à Montmartre* (Saskatchewan). Il se consacre à l'enseignement jusqu'en 1902. Dès lors et jusqu'en 1911, il fait du notariat, devient agent immobilier et fonde à The* Pas (Manitoba) le journal *The Herald*. En 1913, il est admis au barreau. Il va ensuite s'établir à Saint-Boniface* et fonde le journal *Libre Parole* en 1916. En 1924, il émigre à Los Angeles où il écrit tout en s'occupant des cercles francophones, dont la Société* Saint-Jean-Baptiste d'Amérique. Ses principaux ouvrages sont *The Hudson Bay Road* (1915), *Pourquoi nous parlons français* (1916), *Le Sang français* (1918), *Histoire de la nation métisse dans l'Ouest canadien* (1935) et deux pièces de théâtre en trois actes, mettant en scène des personnages du Manitoba : *De fil en aiguille* (1925) et *Quand même* (1928).

TREMBLAY, JEAN-JACQUES. Administrateur (Roberval, Québec, 3 mars 1914 — Sillery, *ibid.*, 20 septembre 1980). Détenteur d'un doctorat en philosophie de l'Université* d'Ottawa, il s'installe à Ottawa et devient secrétaire général de l'Union* Saint-Joseph du Canada. En tant que délégué de cette organisation, il participe à la fondation de l'Union* des mutuelles-vie françaises d'Amérique (1946) et y siège comme représentant (1946-1956). Il est membre du Conseil* de la vie française en Amérique de 1946 à 1967, siège à son conseil d'administration en 1956 et y devient l'un des principaux animateurs du projet de la Fondation de l'entraide canadienne-française dont l'objectif est de récolter des dons pour les groupes minoritaires. Il est aussi l'un des premiers membres de l'Ordre* de Jacques-Cartier et en devient le Chancelier suprême. Enfin, il est actif dans la fondation des Clubs* Richelieu et est élu premier président général de cette organisation en 1948. Il termine sa carrière professionnelle auprès du Groupe Desjardins, à Québec.

TREMBLAY, JULES. Journaliste et poète (Montréal, Québec, 5 juillet 1879 — Ottawa, Ontario, 28 novembre 1927). Fils du journaliste et poète Rémi Tremblay*, il collabore successivement au *Canada français* de Saint-Jean, à *La Presse* de Montréal, au *Citizen* et au *Journal* d'Ottawa où il fonde *La Justice** (1912). Dès son arrivée dans la capitale fédérale (1911), il entreprend une carrière de traducteur tout en consacrant une partie de ses loisirs aux associations franco-ontariennes. Il participe également, aux activités de l'École littéraire de Montréal. Essayiste et poète, il laisse quatre recueils de poèmes, dont *Arômes du terroir* (1918).

TREMBLAY, PIERRE-AMÉDÉE. Musicien, compositeur et professeur (Montréal, 14 avril 1876 — Los Angeles, Californie, *circa* 1949). Après des études musicales à Montréal, il devient en 1892 organiste à l'église Saint-Joseph de Montréal. En 1894, il fonde l'Orphéon de Saint-Joseph, puis devient organiste titulaire de l'église Notre-Dame d'Ottawa (1894-1920). Lors de son séjour à Ottawa, il compose et enseigne. D'ailleurs, il forme son propre fils, George, qui est lui-même un éminent musicien. Pierre-Amédée Tremblay devient ensuite organiste à la cathé-

drale catholique de la Madeleine à Salt Lake City (Utah, États-Unis), puis occupe jusqu'à sa mort le poste d'organiste à l'église Saint Vincent's de Los Angeles. Au cours de sa carrière, il compose plusieurs œuvres, dont la *Suite de quatre pièces pour «grand orgue»* et une opérette intitulée *L'Intransigent*. Il publie en 1902 un recueil de chansons folkloriques canadiennes : *Dix-huit chansons populaires du Canada*.

TREMBLAY, RÉMI. Écrivain et journaliste (Saint-Barnabé, Québec, 2 avril 1847 — Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, 30 janvier 1926). Il émigre avec ses parents en 1860 et vit successivement à Fisherville (Massachusetts) et à Woonsocket* (Rhode Island). Il s'enrôle dans le 14^e régiment d'infanterie durant la guerre de Sécession. Fait prisonnier à la bataille de Petersburg, il est incarcéré durant six mois ; il s'échappe à la fin de la guerre, rentre au Canada en 1865, et obtient son brevet à l'école militaire de Montréal. Il retourne en Nouvelle-Angleterre et travaille pour plusieurs journaux, notamment *L'Indépendant** de Fall River et *L'Opinion* publique* de Worcester. En 1896, il s'installe définitivement à Ottawa comme traducteur à la Chambre des communes. Autodidacte, il a publié un roman biographique, *Un revenant* (1884), des mémoires, des recueils de poèmes et plusieurs pièces de théâtre.

TRIBUNE, LA. Premier journal francophone de la Nouvelle-Angleterre à publier quotidiennement dès sa naissance, il est fondé en 1895 à Woonsocket* (Rhode Island) par Adélard-E. Lafond. Se voulant un instrument de promotion de la foi catholique et de la langue française, il se consacre surtout à dénoncer et à combattre l'assimilation des francophones de la Nouvelle-Angleterre dans les écoles et dans la société en général. Comptant parmi ses premiers collaborateurs Olivar Asselin et J.K. Laflamme*, il s'engage aussi dans les luttes religieuses du Rhode Island entre 1925 et 1929. Acculé à la faillite en 1934, il est racheté par le journal *L'Indépendant** de Fall River. Il paraît ensuite sous un nouveau nom : *L'Indépendant de Woonsocket*.

TROTTIER, ALICE. Professeur (Morinville, Alberta, 22 mars 1922 —). Entrée dans la congrégation des Filles* de Jésus en 1942, elle enseigne dans les écoles bilingues d'Alberta jusqu'en 1969. Pendant ce temps, elle termine

une licence ès lettres à l'Université* Laval. De 1969 à 1979, elle enseigne l'histoire au Collège* Saint-Jean à Edmonton* puis l'histoire de l'Église au Newman Theological College d'Edmonton. En 1984, elle édite *Jean-Baptiste Morin, Journal d'un missionnaire-colonisateur, 1890-1897*. En 1986, elle publie en collaboration *Les Filles de Jésus en Amérique*.

TROUPE DE LA SEIZIÈME. Fondée à Vancouver* en 1974, elle est la seule troupe de théâtre d'expression française de la Colombie-Britannique. Prenant la relève de la Troupe* Molière, disparue en 1967, elle se consacre surtout à une clientèle de jeunes dans le but de favoriser, par ses représentations, l'usage du français chez les francophones et l'apprentissage de cette langue seconde chez les autres. De statut professionnel, la Troupe de la Seizième puise son répertoire de textes pour enfants au Québec, en France et en Belgique. Elle organise aussi des ateliers de jeux de théâtre, des fêtes d'enfants et des séances de formation destinées aux adultes.

TROUPE MOLIÈRE. Première troupe de théâtre francophone de la Colombie-Britannique, elle est fondée en 1946 à Vancouver* à la suite de l'initiative de la Fédération* canadienne-française de cette province. Pendant les 21 années de son existence, elle compte dans ses rangs au total environ 200 acteurs et met en scène plus de 57 pièces, puisées pour la plupart dans le répertoire de la littérature française et québécoise. La troupe organise en 1958 le premier festival dramatique de langue française de Colombie-Britannique. Sa disparition en 1967 laisse un vide qui ne sera véritablement comblé qu'en 1974 avec la création de la Troupe de La Seizième.

TROY. Ville de l'État de New York aux États-Unis située à 10 km au nord d'Albany. Hôte du marquis de La Fayette en 1824, Troy attire vers les années 1860 et 1870 une forte population canadienne-française dans ses filatures. Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, elle possède sa paroisse, Saint-Jean-Baptiste, et son journal de langue française, *L'Avenir national*. Elle est le site des congrès franco-américains de 1867, 1878 et 1887. Au cours du XX^e siècle, avec le déclin des usines de textile en Nouvelle-Angleterre, la population canadienne-française se disperse.

TRUDEAU, PIERRE ELLIOTT. Homme politique (Montréal, 18 octobre 1919 —). Admis au barreau du Québec en 1943, il poursuit des études à l'Université Harvard, puis à Londres et à Paris. En 1957, il fonde avec d'autres intellectuels la revue *Cité Libre* où il lutte contre le gouvernement d'Union nationale de Duplessis. À compter de 1960, il enseigne le droit à l'Université de Montréal. Critique à l'endroit du nationalisme québécois, il pousse les Canadiens français à participer à la politique fédérale tout en préconisant un Canada plus centralisé. En 1965, il adhère au Parti libéral, dont il devient chef en 1968 et de ce fait Premier ministre. En 1969, il promulgue la Loi* des langues officielles, laquelle garantit les services en français dans la fonction publique fédérale et valorise le bilinguisme chez les fonctionnaires. En 1982, au lendemain du référendum québécois, il réussit à rapatrier la Constitution canadienne et y fait inclure une Charte* des droits de la personne, incluant des droits linguistiques qui garantissent aux francophones hors Québec l'accès à l'éducation dans leur langue là où le nombre le justifie. Il se retire de la vie politique en 1984.

TRUTEAU, JEAN-BAPTISTE. Éducateur et chroniqueur (Montréal, 11 décembre 1748 — Saint-Louis, Missouri, 30 janvier 1827). De 1774 à 1827, il enseigne à Saint-Louis. Sa réputation de meneur d'hommes et d'habile organisateur lui vaut d'être embauché par la Missouri Trading Company en 1794 pour prendre en charge une expédition d'exploration qui visiterait l'Ouest américain. On lui demande spécifiquement de tenir un journal dans lequel il décrirait les peuplades indiennes et les territoires visités. L'expédition dure trois ans mais est jugée un échec. Le journal de Truteau, par contre, constitue un document précieux. Le président américain, Thomas Jefferson, en prend connaissance et s'en sert pour mener ses négociations en vue de l'acquisition de la Louisiane. Après l'expédition, Truteau retourne à l'enseignement.

TURCOT, MARIE-ROSE. Journaliste et écrivain (Laurierville, Québec, 2 juillet 1887 — Orléans, Ontario, 27 novembre 1977). Fille d'un député fédéral, elle se trouve à Ottawa dès l'adolescence ; elle y fait des études supérieures et suit des cours de philosophie et de littérature à

l'Université* d'Ottawa. De 1934 à 1950, elle collabore à la page féminine du *Droit**. Auteur de plusieurs contes pour enfants, elle écrit également un roman, *Un de Jasper* (1933).



Marie-Rose Turcotte

TURCOTTE, EDMOND. Journaliste (Lowell, Massachusetts, 24 janvier 1898 —). Après ses études à Lowell*, il devient en 1931 rédacteur au quotidien *Le Canada* de Montréal, puis rédacteur en chef de 1934 à 1947. Il est nommé ensuite consul général du Canada à Chicago, puis au Venezuela. Il collabore aussi à la revue *Saturday Night* de Toronto, à la *Revue Moderne* de Montréal ainsi qu'à d'autres revues universitaires. Il est l'auteur de *L'Avenir des Canadiens français* (1942).

TURCOTTE, RON. Jockey (Drummond, Nouveau-Brunswick, 22 juillet 1941 —). Bûcheron de métier, Turcotte devient jockey à l'âge de 20 ans. Champion canadien l'année suivante (1962), il répète l'exploit en 1963. Deux fois vainqueur du Derby du Kentucky, il est le premier jockey en 70 ans à remporter cet honneur deux années consécutives avec un cheval différent. Premier gagnant en 25 ans du Triple Crown (1973), Turcotte triomphe dans de nombreuses compétitions tant au niveau national

qu'au niveau international. En 1979, un accident à la piste de course du parc Belmont à Montréal met fin à sa carrière.

TURENNE, GILBERTE. Enseignante (Verner, Ontario, 27 mars 1918 — Hanmer, *ibid.*, 30 août 1982). Elle fait ses études secondaires à Sudbury* et obtient son brevet d'enseignement de l'Université d'Ottawa* en 1936. Pendant 23 ans, elle enseigne dans les écoles séparées des régions du Nipissing et de Sudbury. Au cours de cette période, elle assume la direction d'une école pendant 10 ans. Tour à tour membre, vice-présidente et présidente de la Fédération* des femmes canadiennes-françaises, elle travaille sans relâche à la préparation de mémoires, à l'organisation de congrès et au bon fonctionnement de l'organisme.

TURENNE, ROGER. Fonctionnaire et diplomate (Saint-Pierre-Jolys, Manitoba, 7 février 1943 —). Diplômé en science politique de l'Université du Manitoba (1970), il étudie le comportement des Canadiens français de cette province entre 1888 et 1967. Chercheur pour la Commission* royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1965), il entame en 1967 une carrière de diplomate au ministère des Affaires extérieures, qui le conduit au Moyen-Orient, au siège social de l'Unesco à Paris, au Zaïre et en Suède. Depuis 1981, Turenne est conseiller spécial pour les services en langue française auprès du gouvernement du Manitoba. Il a publié un livre-album intitulé *Mon pays noir sur blanc — Regards sur le Manitoba français* (1981).

TURGEON, ALPHONSE. Juge, politicien et diplomate (Petit Rocher, Nouveau-Brunswick, 3 juin 1877 — Prince-Albert, Saskatchewan, 11 janvier 1969). Après des études à l'Université* Laval de Québec, il est reçu aux barreaux du Québec et du Nouveau-Brunswick en 1902 ainsi qu'à celui des Territoires du Nord-Ouest (incluant à l'époque la Saskatchewan) en 1903. Dès 1903, il est avocat à Prince-Albert* (Saskatchewan), puis il devient procureur de la couronne (1904-1907) et procureur général (1907). Intéressé par les questions francophones, il débute sa carrière politique provinciale en se faisant élire en 1907, à une élection partielle. D'allégeance libérale, il représente, successivement, Prince-Albert* (1907), Duck* Lake (1908-1912) et Humboldt (1912-1921). Il joue un rôle d'extrême

importance lors de la crise scolaire de 1918, puisqu'il est l'instigateur d'une loi assurant une plus juste répartition des taxes scolaires à l'égard des écoles séparées. Après avoir refusé plusieurs fois des postes de juge pour poursuivre sa carrière politique, il finit par accepter, en 1921, sa nomination à titre de juge à la Cour d'appel de la Saskatchewan. Plus tard, de 1938 à 1941, il est juge en chef. Puis, de 1941 à 1956, il fait une carrière diplomatique en Argentine, au Chili, au Mexique, en Belgique, en Irlande et au Portugal.

TURGEON, BALSURA J. Homme politique (Lachenaye, Québec, ? — Ottawa, 1879). Arrivé en Ontario en 1840, il s'installe à Bytown (aujourd'hui Ottawa) et exerce le métier de forgeron. Conseiller de cette ville environ quatre ans après, il se retrouve impliqué dans un affrontement violent entre les francophones et les anglophones, connu sous le nom de *Stony Monday* (1849). Président-fondateur de l'Institut canadien-français d'Ottawa en 1852, il est élu échevin et, l'année suivante, devient le premier maire francophone de la ville de Bytown (1853-1854). Parmi ses réformes, Turgeon fait changer le nom de la ville qui reçoit sa désignation actuelle : Ottawa. Figure dominante de la communauté franco-ontarienne de son époque, il est nommé syndic des écoles en 1855. Il obtient en 1863 un système d'écoles séparées.

TURGEON, BERNARD. Baryton (Edmonton, Alberta, 20 octobre 1932 —). Ayant acquis sa formation musicale à Edmonton*, puis à Vienne et à Londres, il prend part à plusieurs productions de la Royal Concert Opera School de Toronto entre 1951 et 1955. Il chante avec les opéras d'Edmonton, de Pittsburgh, de San Diego, de Vancouver et de Québec, puis participe à de nombreux festivals en Europe et en Amérique. Parmi les rôles d'opéra qu'il remplit, Turgeon s'illustre surtout dans celui de Louis Riel*, qu'il crée et interprète (1968 et 1975). De 1967 à 1975, il dirige les Départements de chant et d'opéra à l'Université de l'Alberta et il enseigne à l'Université de Victoria depuis 1978.

TURGEON, JAMES GRAY. Homme politique (Bathurst, Nouveau-Brunswick, 7 octobre 1879 — Vancouver, Colombie-Britannique, 14 février 1964). Commerçant dès l'âge de 20 ans à Edmonton* puis à Vancouver*, il sert sous le

drapeau canadien pendant la première guerre mondiale. Élu député libéral de la circonscription de Ribstone en 1913 à l'Assemblée législative de l'Alberta (1913-1921), il est plus tard élu député de la circonscription de Cariboo (Colombie-Britannique) à la Chambre des communes (1935-1945). Turgeon est nommé au Sénat en 1947.

TURGEON, ONÉSIPHORE. Journaliste et homme politique (Lévis, Québec, 6 septembre 1849 — Bathurst, Nouveau-Brunswick, 18 novembre 1944). Après des études au Séminaire de Québec et à l'Université* Laval, il s'établit au Nouveau-Brunswick où il s'oriente vers la politique et le journalisme. Il devient rédacteur du *Courrier* des Provinces Maritimes* de Bathurst*, à partir de 1898. En 1900, il est élu député fédéral pour le comté de Gloucester et nommé au Sénat canadien en 1922. Il est aussi l'auteur d'*Un tribut à la race acadienne. Mémoires, 1871-1927*, paru en 1928.

TURQUETIL, ARSÈNE. Évêque (Reviera, France, 3 juin 1876 — Washington, 14 juin 1955). Ordonné prêtre oblat en 1899, il œuvre à la mission du Lac-Caribou (Saskatchewan) (1900-1912). Il est fondateur de la mission Chesterfield Inlet à la baie d'Hudson (1912) où il réside jusqu'à 1930. De 1925 à 1936, il est supérieur oblat des missions de la baie d'Hudson. En 1930, il passe à Churchill (Manitoba) où il est évêque de 1931 à 1942. De 1936 à 1943, il est aussi provincial des missions de sa communauté. Il est le premier évêque à recourir à l'avion pour visiter les différentes communautés indiennes et inuits du Nord canadien.

TV ONTARIO : voir OFFICE DE LA TÉLÉ-COMMUNICATION ÉDUCATIVE DE L'ONTARIO

U

UNION, L'. Journal hebdomadaire fondé à Edmonton* en 1917 par un imprimeur belge, V.-E. Feguenne. Il succède au journal *Le Courrier* de l'Ouest* (1905-1916). Seul journal francophone de l'Alberta à cette époque, l'*Union* est de tendance libérale, mais devient de plus en plus, vers 1925, axé sur la défense des droits de la minorité fran-

çaise dans cette province. Ce journal disparaît en 1928 avec l'arrivée de *La Survivance*.

UNION CANADIENNE SAINT-JEAN-BAPTISTE : voir **UNION SAINT-JEAN-BAPTISTE D'AMÉRIQUE**

UNION CATHOLIQUE DES FERMÈRES : voir **UNION CULTURELLE DES FRANCO-ONTARIENNES**

UNION CULTURELLE DES FRANCO-ONTARIENNES. Fondé en 1937 à Clarence Creek, cet organisme a pour but la promotion de la femme franco-ontarienne. Connu au départ sous le nom d'Union catholique des fermières, il prend son nom actuel en 1969. En plus d'offrir des activités d'artisanat, il organise des journées d'études, crée et coordonne des projets communautaires, offre des cours d'apprentissage spécialisé (par exemple en leadership, en communication et dynamique de groupe, en gestion municipale) et des programmes de formation (Nouveau Départ, Programme Odyssee). L'UCFO publie certains documents d'information, dont *Le Communiqué* tous les deux mois. Affiliée à l'Association* canadienne-française de l'Ontario, elle a son siège social à Vanier* (Ontario). Ce mouvement féminin compte environ 3 500 membres faisant partie de 68 cercles regroupés en six régionales dans tout l'Ontario.

UNION DES CULTIVATEURS FRANCO-ONTARIENS. Cet organisme, fondé en 1929, se donne pour but de défendre et de promouvoir les intérêts des cultivateurs francophones. Il encourage la création de coopératives, de sociétés mutuelles et de caisses populaires, puis s'engage dans le secteur de l'éducation en contribuant à la mise sur pied du Collège* de technique agricole et alimentaire d'Alfred, situé à l'est d'Ottawa. En outre, il participe à la création de divers organismes, notamment l'Union* catholique des fermières (1936). De plus, l'UCFO organise de nombreux congrès régionaux afin de mieux informer ses membres. Il publie, dans ce but, une première revue, en 1946, *La Terre ontarienne* et, depuis 1984, le journal *Agricom*. Elle compte aujourd'hui quelque 400 membres.

UNION DES MUTUELLES-VIE FRANÇAISES D'AMÉRIQUE. Union des sociétés d'assurances-vie françaises de l'Amérique, fondée à Montréal en 1942. Les sept sociétés membres du début sont l'Union* Saint-Joseph du Canada, la Société* des artisans, l'Union du commerce, l'Union Saint-Joseph de Drummondville, l'Association* canado-américaine, la Société* L'Assomption et la Mutuelle-Vie* de l'Union du Canada. Leur objectif est d'unir leurs forces pour défendre et promouvoir le mouvement coopératif



Le bureau-chef de l'Union Saint-Joseph du Canada, en 1919

dans le domaine de l'assurance-vie. Affilié au Conseil* de la coopération et au Conseil de la vie française, l'Union se préoccupe aussi bien de problèmes d'ordre patriotique que de questions techniques dans le secteur de l'assurance-vie.

UNION DU CANADA. Société mutuelle, catholique et francophone fondée en 1863 à Ottawa par un groupe d'ouvriers, dont Jean-Baptiste Champoux et Léonard Desmarais. Incorporée en 1864, cette société établit sa première succursale à Rockland (Ontario) en 1895. La même année, elle lance son bulletin mensuel. Connue au départ sous le nom d'Union Saint-Joseph d'Ottawa (1864-1905), elle prend le nom d'Union Saint-Joseph du Canada (1905-1959) puis d'Union du Canada. Sa devise est : « L'union fait la force ». Cette institution d'assurances-vie compte 600 succursales répandues dans les provinces maritimes de l'est du Canada, au Québec et en Ontario. Vers 1970, elle est forte de plus de 50 000 membres. En plus de son œuvre économique, l'Union fait œuvre patriotique en donnant naissance à l'Association canadienne-française d'éducation de

l'Ontario en 1910 et en dénonçant fortement le Règlement* 17. En appui à la lutte lors de cette crise, elle va même jusqu'à fournir des fonds à la Commission scolaire d'Ottawa.

UNION SAINT-JEAN BAPTISTE D'AMÉRIQUE. Société mutuelle fondée en 1900 à Woonsocket*, Rhode Island, dans le but de regrouper les Franco-Américains, de travailler à leur survie culturelle et de contribuer à leur développement économique. Œuvrant dans le domaine de l'assurance-vie, elle dessert surtout la population française de la Nouvelle-Angleterre, qu'elle assiste de différentes manières dans sa lutte pour garder sa langue et son identité tant dans les écoles que dans la société en général. L'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique distribue chaque année la Caisse de l'écolier, un fonds d'aide aux étudiants francophones et un prix d'excellence qui vise à reconnaître les mérites scolaires parmi la relève franco-américaine. Elle diffuse un bulletin mensuel pour informer ses 44 500 membres de ses activités et de la vie française en Amérique.



L'édifice de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, Woonsocket, Rhode-Island

UNION SAINT-JOSEPH D'OTTAWA : voir
UNION DU CANADA

UNION SAINT-JOSEPH DU CANADA : voir
UNION DU CANADA

UNIVERSITÉ DE MONCTON. L'Université de Moncton est fondée en 1963. Sa Faculté des arts est constituée, au départ, d'un ensemble de collèges affiliés conservant leur autonomie administrative. Ce sont : l'Université* Saint-Joseph établie en 1864 par les Pères de Saint-Croix à Memramcook*, qui, de 1958 à 1961, déménage à Moncton* ; le Collège du Sacré-Cœur de Bathurst et le Collège Saint-Louis d'Edmundston. On y retrouve aussi une Faculté des sciences, une École de psychologie et d'éducation ainsi qu'une École de commerce. En raison de tensions administratives entre le campus de Moncton et ses satellites, la Commission Lafrenière propose en 1969 la transformation des collèges affiliés en collèges communautaires. Malgré l'application de cette proposition, les problèmes continuent. En 1974, le Collège de Bathurst ferme ses portes. La Commission LeBel (1975) recommande la création d'une seule entité administrative ayant trois campus (Moncton, Shippagan et Edmundston) pour mieux desservir la population acadienne du Nouveau-Brunswick. L'Université de Moncton compte aujourd'hui trois campus, quatre facultés, quatre écoles, un Centre d'études acadiennes, une bibliothèque de plus de 200 000 volumes et près de 4 000 étudiants. L'Université de Moncton est la seule université entièrement francophone hors Québec.

UNIVERSITÉ DE SUDBURY. Institution post-secondaire fondée en 1957 dans la ville ontarienne dont elle porte le nom. Créée alors que le Collège* du Sacré-Cœur cesse d'offrir un cours classique, l'université est aujourd'hui logée sur le campus de l'Université* Laurentienne. D'abord affiliée à l'Université* Laval, l'Université de Sudbury s'affilie à l'Université Laurentienne en 1960. Exclusivement francophone à ses débuts, elle devient bilingue en 1965. L'Université de Sudbury offre des cours de sciences religieuses et de philosophie et gère une résidence pour étudiants catholiques.

UNIVERSITÉ D'OTTAWA. Connue d'abord sous le nom de Collège de Bytown, la future université est fondée en 1848 et constituée légale-

ment l'année suivante par les missionnaires Oblats de Marie-Immaculée. Le Collège devient Collège d'Ottawa en 1861, prodigue des cours de niveaux secondaire et universitaire mais n'obtient sa charte universitaire qu'en 1867 et sa charte pontificale en 1889. Confessionnelle et bilingue dès ses débuts, l'université adopte un curriculum analogue à celui des collèges classiques québécois. Sa charte universitaire étant confirmée en 1933 par le gouvernement ontarien, l'Université étend son enseignement à tous les domaines de la connaissance. En 1965, l'université laisse tomber son statut confessionnel de façon à bénéficier des subventions gouvernementales ; les sciences religieuses s'en détachent pour constituer la nouvelle Université* Saint-Paul, qui retient la charte pontificale. Aujourd'hui, l'Université d'Ottawa compte sept facultés, cinq écoles et deux instituts de recherche ; en 1986, sa population dépasse les 13 000 étudiants à temps complet, dont environ 6 500 francophones. Principal centre universitaire pour les francophones de l'Ontario, elle est pendant plus de cent ans, la seule université ontarienne à dispenser un enseignement en français. L'Université abrite le Centre* de recherche en civilisation canadienne-française.

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE. Fondée en 1960, cette université sise à Sudbury est l'une des trois universités bilingues d'Ontario (avec l'Université* d'Ottawa et le Collège* Glendon de Toronto). Offrant un éventail complet de cours menant à l'obtention du baccalauréat ainsi que quelques programmes de maîtrise, l'Université compte, en 1986, environ 3 000 étudiants à temps plein, dont environ 500 francophones. Regroupant trois collèges confessionnels fédérés, dont l'Université* de Sudbury (catholique), l'Université Laurentienne regroupe également trois collèges régionaux affiliés situés à Sault-Sainte-Marie, North Bay et Hearst. Centre de rayonnement de la culture française dans le nord de l'Ontario, l'Université abrite l'Institut* franco-ontarien et est le site du déroulement annuel de La Nuit* sur l'étang.

UNIVERSITÉ LAVAL. Fondée en 1852 à Québec, l'Université Laval est issue du Séminaire de Québec, lui-même créé en 1663. Elle étend au fil des ans sa variété de programmes pour couvrir à peu près toutes les disciplines. Pendant long-

temps, elle est la principale institution d'enseignement universitaire francophone en Amérique du Nord et elle forme de nombreux médecins et autres membres des professions libérales qui vont œuvrer parmi les minorités françaises tant au Canada qu'au États-Unis. C'est à l'Université Laval que se déroulent les congrès de la langue française en 1912, 1938 et 1952. Aujourd'hui, l'Université Laval abrite le Centre* international de recherche sur le bilinguisme (fondé en 1967) et le Centre* d'études sur la langue, les arts et les traditions populaires des francophones en Amérique du Nord (fondé en 1976).

UNIVERSITÉ SAINTE-ANNE. Fondée en 1890 par les Pères Eudistes, l'Université Sainte-Anne de Pointe-de-l'Église (Nouvelle-Écosse) est la seule université à offrir des programmes d'enseignement en français dans cette province. Institution bilingue, elle exige de tous ses étudiants une connaissance du français. Elle constitue l'un des plus importants centres éducatifs de langue française des Maritimes et elle se consacre spécialement à la formation d'enseignants francophones. Elle offre également des baccalauréats dans plusieurs domaines des sciences humaines, sociales et administratives. De plus, elle abrite des équipes de recherches et d'enseignement sur la culture, l'histoire et la langue acadienne, dont plusieurs gravitent autour du Centre acadien. Elle est dirigée par des laïcs depuis 1971.

UNIVERSITÉ SAINT-JOSEPH : voir UNIVERSITÉ DE MONCTON

UNIVERSITÉ SAINT-PAUL. Autrefois rattachée à l'Université* d'Ottawa, l'Université Saint-Paul prend son nom actuel en 1965, alors qu'en vertu d'une loi du ministère de l'Éducation, elle se sépare de l'Université d'Ottawa pour devenir une entité distincte, tout en conservant les chartes canoniques et civiles qui la régissent. Néanmoins, en vertu d'une entente entre les deux universités, celles-ci deviennent un ensemble fédératif et se partagent les facultés et les écoles existantes. Ainsi, l'Université Saint-Paul s'engage à n'offrir des cours que dans les facultés de théologie et de droit canonique, ainsi que dans les instituts qui s'y rattachent : l'Institut de pastorale, des sciences de la mission et des communications sociales. Les deux universités sont donc complémentaires et l'Université Saint-Paul

nomme ses membres qui siègent au Bureau des gouverneurs de même qu'au Sénat de l'Université d'Ottawa. L'Université Saint-Paul abrite également le Centre de recherche en histoire religieuse du Canada, ainsi que la maison d'édition Novalis (autrefois le Centre catholique), dont les publications sont réalisées en collaboration avec le journal *Le Droit* Ltée*. On y retrouve aussi le Séminaire universitaire fondé en 1937 alors qu'il faisait partie intégrante de l'Université d'Ottawa. Celui-ci offre à ses candidats, pour la plupart inscrits au baccalauréat ou à la maîtrise de la faculté de théologie, une formation à la prêtrise.

UNIVERSITY OF SOUTHWESTERN LOUISIANA. Institution d'enseignement officielle de l'État de la Louisiane, créée en 1898 et située à Lafayette*. Elle dispense des cours dans tous les domaines. Elle accorde une place importante aux études sur la culture des Louisianais d'expression française et organise de nombreux programmes de recherche à caractère culturel sur les Cajuns*. Considérée comme l'université des Cajuns, qui y furent longtemps majoritaires, elle accueille aujourd'hui plus de 13 000 étudiants. L'Université abrite le Centre* d'études louisianaises et la *Revue* de Louisiane* fondée en 1972.

V

VACHON, ALEXANDRE. Archevêque (Saint-Raymond-de-Portneuf, Québec, 16 août 1885 — Dallas, Texas, 30 mars 1953). Ordonné prêtre en 1910, il obtient une maîtrise en 1911, au terme de ses études en sciences à l'Université Harvard et au Massachusetts Institute of Technology à Cambridge (Massachusetts). Il est successivement professeur de chimie à l'Université Laval (1915-1918), directeur de l'École supérieure de chimie (1918-1939) puis recteur de l'Université Laval (1939). De 1940 à 1953, il occupe le siège archiepiscopal d'Ottawa. Il a été le maître d'œuvre du congrès marial d'envergure internationale tenu à Ottawa en 1947. Le pavillon des sciences à l'Université Laval porte aujourd'hui son nom.

VAILLANCOURT, JEAN-GUY. Professeur (Chelmsford, Ontario, 24 mai 1937 —). Docteur en sociologie de l'Université de Californie, il enseigne à partir de 1964 successivement

au Collège Saint-Boniface, à l'Université Berkeley puis à l'Université de Montréal où il est actuellement directeur du département de sociologie. Rédacteur en chef de la revue *Sociologie et Sociétés*, il a publié une centaine d'articles et de comptes rendus en plus d'ouvrages sur l'écologie, le pouvoir papal, le processus électoral au Québec et le désarmement.

VALADE, MARIE-LOUISE (mère). Religieuse (Sainte-Anne-des-Plaines, Québec, 27 décembre 1808 — Saint-Boniface, Manitoba, 13 mai 1861). Membre de la communauté des Sœurs grises, elle prononce ses vœux en 1828. Économe de sa congrégation jusqu'en 1843, elle devient missionnaire au Manitoba en 1844 et, en même temps, supérieure de son ordre religieux dans la région de la Rivière-Rouge*. Fondatrice des Sœurs grises dans l'Ouest canadien, elle préside également à l'implantation de cinq missions sur les bords de la Rivière-Rouge. Mère Valade fait ouvrir trois écoles, dont une à Saint-François-Xavier* en 1850 et une à Saint-Vital* en 1860.

VALCOURT, BERNARD. Homme politique (Saint-Quentin de Restigouche, Nouveau-Brunswick, 18 février 1952 —). Formé en droit à l'Université* du Nouveau-Brunswick, Bernard Valcourt est membre du barreau de sa province. Il occupe les fonctions de secrétaire parlementaire du ministre des Sciences et de la Technologie. En 1984, il est élu député conservateur de Madawaska-Victoria. Il est nommé secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national en 1985. Invité à se joindre au Cabinet en 1986, il est nommé ministre des Petites entreprises et du Tourisme. En tant que seul francophone hors Québec à siéger, au Cabinet, il lui incombe d'y représenter les intérêts de ses compatriotes.

VALLÉE, HUBERT PRIOR « RUDY ». Chef d'orchestre, comédien et cinéaste (Island Pond, Vermont, 28 juillet 1901 —). Docteur en philosophie à l'Université de Yale (1927), il commence à se familiariser vers l'âge de 20 ans avec le saxophone. Vouant une grande admiration à un maître de cet instrument musical, Rudy Wiedœft, il est lui-même surnommé Rudy et ajoute ce prénom aux siens. Il crée en 1927 le populaire orchestre Connecticut Yankee et obtient un succès retentissant. Fondateur à New

York du cabaret Villa Vallée devenu aujourd'hui le Copacabana Club, Vallée se produit tout au long de sa carrière dans des salles de concert, à la radio et à la télévision. Acteur de cinéma dans plus d'une quinzaine de films, il dirige ensuite en Californie sa propre firme de production cinématographique.

VALLEY EAST : voir BLEZARD VALLEY

VALLEY EAST : voir HANMER

VALLIÈRES, MICHEL. Poète (Hearst, Ontario, 21 juillet 1955 —). Après ses études au Collège universitaire de Hearst et à l'Université d'Ottawa, il suit des stages en animation artistique et en théâtre. Ses premiers emplois portent sur l'animation théâtrale, le journalisme et l'écriture. Il s'adonne à la poésie comme passe-temps et devient sous peu un habitué des soirées poétiques comme *La Nuit** sur l'étang de Sudbury ou *La Grande Débâcle* de Hearst. Il publie des récits poétiques et un recueil, *Comme un simple voyageur*, en 1984. La maison d'édition *Prise** de Parole offre également un enregistrement de ses poèmes intitulé *La Cuisine de la poésie présente Michel Vallières*. Depuis 1980, il présente des spectacles et des récitations de poésie destinés au public en général et aux écoles secondaires.

VANCOUVER. Ville de la Colombie-Britannique sise à l'extrémité ouest du Canada, sur la côte du Pacifique en bordure de la baie de Burrard. Population totale : 414 281 habitants (ville) ; 1 268 183 habitants (agglomération). Visitée par les Espagnols dès 1791 et l'année suivante par le capitaine George Vancouver, cette agglomération accueille ses premiers habitants en 1862. Son développement connaît une poussée spectaculaire à la fin du XIX^e siècle, de sorte qu'avec la ruée vers l'or de cette époque, sa population passe de 15 000 à 100 000 personnes. Vancouver devient rapidement un carrefour commercial et un important port d'entrée au Canada. Son essor économique à partir de 1960 y attire des Québécois, qui bénéficient aujourd'hui de nombreux services en français : le réseau Radio-Canada*, des écoles françaises, un hebdomadaire, *Le Soleil**, etc. Le Vancouver métropolitain regroupe plusieurs agglomérations, dont Maillardville* et New Westminster où l'on trouve une concentration importante de francophones. Popu-

lation francophone : 7 215 (ville) ; 19 090 (région métropolitaine).

VANIER. Ville de l'Ontario entourée des villes d'Ottawa, de Gloucester et de Rockliffe Park. Population totale : 18 792 habitants. D'abord appelée Janesville jusqu'en 1909, puis Eastview, la ville reçoit son nom actuel en l'honneur de Georges Vanier, ancien gouverneur général du Canada. Les Canadiens français arrivent dans la région vers le milieu du XIX^e siècle. La première paroisse française y est fondée en 1887. Vanier abrite par la suite de nombreuses institutions francophones : l'école secondaire André-Laurendeau, l'hôpital Montfort et, depuis 1986, le siège social de l'Association* canadienne-française de l'Ontario. La ville est une des premières municipalités à se déclarer officiellement bilingue en Ontario. Population francophone : 11 945.

VANKLEEK HILL. Village de l'Ontario situé presque à mi-chemin entre Ottawa et Montréal. Population totale : 1 774 habitants. Le village est établi en 1897 après l'arrivée d'immigrants francophones vers la fin du XIX^e siècle. Ils fondent une paroisse, Saint-Grégoire-de-Naziance. Vankleek Hill est cependant à majorité anglophone des origines jusqu'en 1960, date où les francophones forment pour la première fois la moitié de la population. Population francophone : 900.

VAUDREUIL-CAVAGNIAL, PIERRE DE, MARQUIS DE VAUDREUIL. Officier et administrateur (Québec, 22 novembre 1698 — Paris, 4 août 1778). Fils de Philippe de Rigaud de Vaudreuil, gouverneur-général de la Nouvelle-France, il est promu capitaine (1715) puis major (1726). Gouverneur de Trois-Rivières en 1733, il devient gouverneur de la Louisiane en 1742. Ouvrant de nouveaux marchés et encourageant la culture de l'indigo, Vaudreuil assure la prospérité économique de la colonie. Promu au poste de gouverneur général de la Nouvelle-France en 1755, il est le premier Canadien à occuper ce poste et il connaît des différends avec le gouvernement royal, les officiers de l'armée française et en particulier Montcalm, lieutenant général, quant aux stratégies de défense. Incapable de soutenir son point de vue, il assiste à la chute de la Nouvelle-France mais en sera personnellement disculpé.

VEKEMAN, VICTOR. Journaliste et écrivain (Hensden, Belgique, 17 septembre 1867 — Woonsocket, Rhode Island, 7 octobre 1947). Il émigre au Canada vers 1887 puis devient rédacteur pour le journal *Le Progrès**, à Windsor (Ontario). Il s'installe ensuite à Woonsocket (Rhode Island) où il dirige une imprimerie et une librairie. Membre actif des Cercles Lacordaire, il défend la cause anti-alcoolique, notamment à travers ses nombreux articles et pièces de théâtre, dont *L'Enfant de l'autre* (1945), *Un sauveur d'âmes ou l'apostolat du Père Jacquemet* (1947), drame biographique de ce curé qui fonda les Cercles Lacordaire, ainsi que *Monsieur et Madame Verbier* (1951). Il rédige aussi des œuvres plus légères.

VENIOT, CLARENCE-JOSEPH. Médecin et homme politique (Moncton, Nouveau-Brunswick, 9 février 1886 — Bathurst, *ibid.*, 7 mars 1977). Fils de Pierre-Jean Veniot, ministre canadien des Postes entre 1926 et 1930, Clarence-Joseph Veniot, médecin-chirurgien de profession, s'établit à Bathurst en 1911. Il fait ses premières armes en politique comme maire de sa ville d'adoption (1933-1935). Élu par acclamation à la Chambre des communes en 1936 sous la bannière libérale dans le comté de Gloucester, jadis représenté par son père, il est réélu en 1940. Appelé au Sénat en 1945, Veniot siégera à la Chambre Haute pendant 21 ans.

VENIOT, HARVEY ALFRED. Avocat et homme politique (Pictou, Nouvelle-Écosse, 18 novembre 1915 —). Admis au barreau en 1940, il devient, en marge de sa pratique professionnelle, conseiller municipal de sa localité natale (1945-1946). Député conservateur de Pictou West à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse de 1956 à 1974, Veniot occupe successivement les postes de président de l'Assemblée (1961-1968), de ministre des Affaires municipales (1968-1969) et de ministre de l'Agriculture et du commerce (1968-1970). Défait à l'élection de 1974, il accède à la magistrature et devient juge à la cour provinciale en 1979.

VENIOT, PIERRE-JEAN. Journaliste et homme politique (Richibouctou, Nouveau-Brunswick, 4 octobre 1863 — Bathurst, *ibid.*, 6 juillet 1936). Après des études à l'Académie de Pictou (Nouvelle-Écosse), il entreprend une carrière journalistique au *Transcript* de Moncton. De 1882 à 1889,

il est propriétaire et directeur du *Courrier* des provinces Maritimes de Bathurst*. Il se lance bientôt en politique active sous la bannière libérale et devient député de la circonscription provinciale de Gloucester, qu'il représentera de 1894 à 1900, puis de 1917 à 1923. Entre-temps, il occupe un poste de percepteur douanier à Bathurst. Membre de l'exécutif de 1919 à 1923 à titre de ministre des Travaux publics, il est élu chef de son parti et accède de ce fait au poste de premier ministre qu'il occupe pendant deux ans. Le Parti libéral provincial ayant été défait aux élections de 1925, il se lance sur la scène fédérale et est élu à la Chambre de communes en tant que représentant de Gloucester (1926-1936). Ministre des Postes entre 1926 et 1930, on lui doit les premiers timbres-poste bilingues. Par sa longue carrière politique, il a su s'imposer comme mentor des libéraux acadiens.

VÉRITÉ, LA : voir SENTINELLE, LA

VERMILLONVILLE : voir LAFAYETTE

VERMONT : voir NOUVELLE-ANGLETERRE

VERNER. Village de l'Ontario situé à mi-chemin entre Sudbury et North Bay. Population totale : 1 680 habitants. Ses origines remontent à la construction du Canadien Pacifique en 1883. Les premiers arrivants sont des colons francophones et anglophones attirés par la construction du chemin de fer et par les riches terres de l'endroit. En 1895, le père Charles Paradis* fait venir à Verner de nombreux colons francophones du Michigan. Les Canadiens français deviennent rapidement majoritaires dans ce village situé dans une région très fertile et qui s'enorgueillit d'une coopérative agricole moderne. Population francophone : 1 445.

VERRET, J. ÉMILE. Homme politique (New Iberia, Louisiane, 13 septembre 1886 — *Ibid.*, 9 février 1965). Il est diplômé du Southwestern Louisiana Industrial Institute en 1905, puis du Soulé Commercial College and Literary Institute de la Nouvelle-Orléans, en 1909. Il administre une plantation de sucre qu'il gère à partir de 1911 avant d'en être co-propriétaire. En 1912, il devient membre du Comité scolaire d'Ibérie, puis président en 1914. Militant au sein du Parti démocrate, il est élu lieutenant-gouverneur de la

Louisiane (1914-1918). De retour à la vie civile, il achète avec deux compatriotes une importante sucrerie, puis deux autres quelques temps plus tard. Malgré l'aide accrue du gouvernement lors de la récession économique, Verret se retire en 1928 pour devenir courtier en assurances.

VERRETTE, ADRIEN. Prêtre et historien (Manchester, New Hampshire, 18 juillet 1897 —). Après des études à la Catholic University de Washington, il est ordonné prêtre en 1921. De 1921 à 1940, il travaille comme vicaire dans 19 paroisses du New Hampshire. De 1940 à 1970, il est successivement curé à St. Matthew de Plymouth, à Saint-Jean-Baptiste de Suncook et à St. George de Manchester. Il est élevé à la prélature en 1965 et il prend sa retraite en 1970. En plus d'être l'un des fondateurs du Conseil* de la vie française en Amérique, il est récipiendaire de plusieurs doctorats honorifiques et l'auteur de mémoires et d'ouvrages historiques, notamment *La Croisade franco-américaine* (1938). Il a été l'éditeur de la *Vie franco-américaine* de 1937 à 1952 et du *Bulletin de la Société historique Franco-américaine*, jusqu'en 1973.

VÉZINA, ÉLIE. Journaliste et diplomate (L'Épiphanie, Québec, 14 avril 1869 — Woonsocket, Rhode Island, 10 mars 1942). Après des études au Collège de l'Assomption (Québec), il se rend d'abord à Muskegon (Michigan) et y fonde, en 1890, l'hebdomadaire *Le Devoir*. L'année suivante, il est nommé directeur du *Courrier* de l'Illinois* à Chicago (1891-1894). En 1904, il introduit dans l'État du Michigan l'Union* Saint-Jean-Baptiste d'Amérique et en est nommé vice-président jusqu'en 1910, puis secrétaire général de 1911 à 1941. De plus, il participe à la mise sur pied des Comités France-Amérique à Woonsocket et à Lewiston (Rhode Island). Pour le remercier, le gouvernement français le nomme successivement Officier d'Académie (1926), Chevalier (1929) puis Officier de la Légion d'honneur (1937). En 1930, le président Hoover le nomme ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire des États-Unis à Haïti.

VICTORIA. Capitale de la Colombie-Britannique située sur la pointe méridionale de l'île de Vancouver. Population totale : 64 379 habitants (ville) ; 233 481 habitants (région métro-

politaine). Arrivés vers le milieu du XIX^e siècle, les francophones (surtout des Français, des Belges et des Suisses) sont attirés par la ruée vers l'or au Klondike. Victoria sert alors de centre de ravitaillement. La vie française y prend un essor rapide durant les années 1840. En 1858, un journal français, *Le Courrier de la Nouvelle-Calédonie*, paraît pour la première fois à Victoria ; la même année voit la fondation du Collège Saint-Louis. Avec l'immigration britannique, la population francophone est, au fil des années, réduite à un statut minoritaire. La vie française continue néanmoins à s'organiser autour du Club canadien-français (qui deviendra la Société francophone de Victoria) et la paroisse Saint-Jean-Baptiste. Population francophone : 1 075.

VIE FRANÇAISE : voir CONSEIL DE LA VIE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE

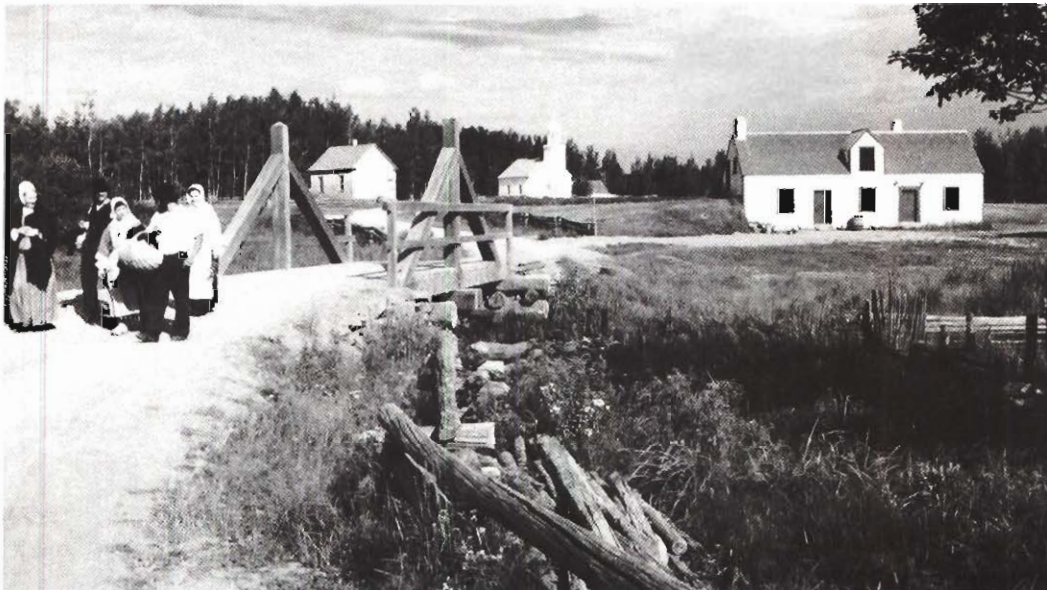
VIEILLE MINE. Village minier du Missouri situé à environ 80 km au sud-ouest de Saint-Louis et fondé au début du XVIII^e siècle. Dès son origine, son activité économique principale est centrée sur l'exploitation des mines de plomb et de barite. La région est colonisée par des francophones, qui y amènent des esclaves de Saint-Domingue pour exploiter les ressources minières. Plus tard, de nombreuses autres familles francophones affluent dans la région. Avec l'arrivée des Américains à la suite de l'achat de la Louisiane,

les francophones deviennent minoritaires et s'anglicisent rapidement. Malgré tout, certaines de leurs manifestations culturelles se perpétuent encore aujourd'hui : la Guignolée, le Mardi gras, etc.

VIGNEAULT, ROBERT. Professeur, essayiste et critique (Toronto, Ontario, 10 juin 1927 —). Détenteur d'un doctorat en lettres de l'Université d'Aix-Marseille (1966), il enseigne successivement au Collège Sacré-Cœur de Sudbury, au Collège Jean-de-Brébeuf, à l'Université Laurentienne, à l'Université Carleton, à l'Université Laval et à l'Université McGill. À compter de 1976, il est professeur de littérature française et québécoise à l'Université d'Ottawa. Il collabore à divers journaux et revues, dont *Le Devoir*, *Études françaises*, *Relations*, *Livres et auteurs québécois*, *Études littéraires*, *Les Cahiers de l'Herne*. Il publie trois œuvres majeures sur Charles Péguy, Claire Martin et Saint-Denys-Garneau.

VILLAGE-DES-ABRAMS : voir ABRAM-VILLAGE

VILLAGE HISTORIQUE ACADIEN. Situé à quelques kilomètres à l'ouest de Caraquet*, au nord du Nouveau-Brunswick, ce site culturel est aménagé au milieu des années 1970 et est ouvert au public en 1977. Destiné à mettre en valeur et à promouvoir le cadre et les modes de vie dans l'Acadie d'autrefois, le Village regroupe des mai-



Le Village historique acadien près de Caraquet

sons et des bâtiments provenant des campagnes acadiennes. Chaque été, des figurants revêtent des costumes d'époque et, dans ces maisons et bâtiments meublés, équipés et outillés à l'ancienne, expliquent et font revivre l'Acadie d'hier. Quelque 100 000 visiteurs s'arrêtent chaque année pendant quelques heures pour y découvrir les fondements historiques de l'Acadie.

VILLAGE PIONNIER ACADIEN. Site historique situé dans la région Évangéline à Mont-Carmel (Île-du-Prince-Édouard), à 20 km au sud-ouest de Summerside. Construit à partir de 1967 par les membres de la Coopérative de Mont-Carmel, ce site reproduit cette localité telle qu'elle était dans les années 1820. On y trouve une église, une forge, un magasin général, une école et d'anciennes maisons acadiennes. Plusieurs activités de démonstration et d'animation y sont organisées pour présenter le passé social et culturel de cette région acadienne. Soulignons, entre autres, la présence d'un restaurant offrant des mets acadiens tels que la râpüre, le fricôt et le blé d'Inde lessivé. Des démonstrations d'artisanat ainsi que des soirées musicales s'y déroulent.



Vue du village pionnier acadien de l'Île-du-Prince-Édouard

VILLENEUVE, FRÉDÉRIC. Avocat et député (Montréal, Québec, 6 mars 1867 — *ibid.*, 23 avril 1915). Fils d'un ancien maire de Montréal, il est admis au barreau en 1891 et va s'établir en Alberta vers 1897. Il pratique le droit à Edmonton*

et à Saint-Albert tout en étant actif dans la communauté francophone comme président de la Société* Saint-Jean-Baptiste. De plus, en 1893, il participe à la fondation de l'éphémère *L'Ouest Canadien* premier journal d'expression française d'Alberta. Il est élu à l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest comme député de Saint-Albert en 1898. Pendant son mandat, il se fait le champion de l'enseignement en français dans les écoles albertaines.

VILLENEUVE, JEAN-MARIE RODRIGUE. Prêlat (Montréal, 2 novembre 1883 — Los Angeles, Californie, 17 janvier 1947). Ordonné prêtre oblat à Ottawa (1907), il fait ses études à l'Université* d'Ottawa et y obtient des doctorats en philosophie (1919), en théologie (1922) et en droit canonique (1930). Il enseigne à l'Université d'Ottawa (1907-1919) et y est doyen de la Faculté de théologie (1923-1930) en plus d'assumer des fonctions à titre de supérieur du Scolasticat Saint-Joseph. Il prend une part active dans la lutte pour les écoles séparées de l'Ontario ; à cette époque, il est proche de l'abbé Lionel Groulx et il préconise la corporation comme mode d'organisation sociale. Premier évêque de Gravelbourg*, Saskatchewan (1930), il est nommé archevêque de Québec l'année suivante. Deux ans plus tard, il est fait cardinal, devenant le quatrième Canadien à assumer cette fonction.

VILLENEUVE, JOCELYNE. Écrivain (Val d'Or, Québec, 9 février 1941 —). Formée en littérature à l'Université Laurentienne de Sudbury, elle se consacre à l'écriture poétique et romanesque, spécialement après un grave accident survenu en 1967. Elle signe depuis lors plusieurs romans, recueils de poésie et de contes, dont *Des gestes seront posés* (1977), *Contes des quatre saisons* (1978), *Le Coffre* (1979), *La Saison des papillons* (1980), *Nanna Bijou : Le géant endormi* (1981) et *La Ménagerie* (1985).

VILLENEUVE, NOBLE. Évaluateur et homme politique (Maxville, Ontario — 1^{er} août 1938 —). Diplômé de l'Institut canadien des évaluateurs, il travaille pour la Société canadienne du crédit agricole de 1963 à 1976 avant de devenir évaluateur d'exploitations agricoles. En 1983, il est élu député de Stormont-Dundas-Glengarry à l'Assemblée législative ontarienne. Réélu en mai 1985, on le nomme ministre d'État

aux Richesses naturelles mais son séjour au sein du cabinet prend fin avec la chute du gouvernement un mois et demi plus tard. Controversé, Villeneuve déclare publiquement en 1984, que la reconnaissance officielle du français en Ontario et son enchaînement dans la Constitution canadienne ne seraient éventuellement que symboliques.

VILLE-PLATTE : voir ÉVANGÉLINE

VILLIERS, FRANÇOIS COULON DE. Capitaine d'infanterie (Montréal, *circa* 1712 — Nouvelle-Orléans, 22 mai 1794). Issue d'une famille de militaires (son père et ses frères étant officiers), il entreprend une carrière dans les troupes de la marine. Commandant en 1743, capitaine en 1753, il dirige plusieurs faits d'armes et organise en 1756 une opération contre les Anglais afin de venger la mort de son frère Jumonville. À la tête d'un parti de 55 hommes, il prend le fort Granville (près de Philadelphie) en 1756. L'année suivante, il dirige plusieurs opérations en Virginie à partir du fort de Chartres. Fait prisonnier à son tour en 1759 dans la région de Niagara, Villiers est libéré et s'installe en Louisiane où il demeure jusqu'à sa mort en 1794.

VINCENNES. Ville de l'Indiana située à 225 km à l'est de Saint-Louis (Missouri). Fondée en 1732 par François Bissot de Vincennes, Vincennes est à l'origine un poste de traite de fourrures. Vers 1760, des francophones s'y installent et entreprennent d'y cultiver la terre. Au milieu du XVIII^e siècle, le peuplement est presque entièrement français. En 1778, les Anglais occupent le poste et le nomment fort Sackville mais il reprendra plus tard le nom de Vincennes. Sept ans plus tard, l'abbé Pierre Gibault* y établit une paroisse et encourage le ralliement de la population française du pays des Illinois à la cause de l'indépendance américaine. En 1795, l'abbé Jean-François Rivet ouvre une école française. Vincennes abrite par la suite des institutions francophones, dont un collège en 1801 et un évêché en 1834. Vers la fin du XIX^e siècle, les francophones deviennent de plus en plus minoritaires. Toutefois, on s'efforce encore aujourd'hui de faire revivre certaines festivités francophones, telles que le charivari et la guillaumée.

VINCENNES, JEAN-BAPTISTE BISSOT. Officier (Québec, 19 janvier 1668 — *circa* 1719). Après des études au Séminaire de Québec, il voyage en France puis revient au pays. En 1694 et 1695, il vend une partie de ses seigneuries (Vincennes, Lauson, Mingan) et commence une carrière militaire dans la marine. Frontenac l'envoie (1695) dans le sud-est du lac Michigan où il devient conseiller, traiteur et intermédiaire auprès des Indiens Miamis. À partir de 1704, Vaudreuil lui confie plusieurs missions auprès des Miamis, des Renards et des Ontagamis.

VOILIER, LE. Fondé à Caraquet* (Nouveau-Brunswick) en 1965 par Corinne Blanchard*, *Le Voilier* s'adresse essentiellement à la population francophone du nord-est de la province. Mensuel à ses débuts et aujourd'hui bi-hebdomadaire, le journal, qui tire à 7 500 exemplaires, est la propriété des Éditions du Nord depuis 1977.

VOIX ACADIENNE, LA. Fondée en 1976 à Summerside* (Île-du-Prince-Édouard), *La Voix Acadienne*, soutenue par la Société* Saint-Thomas d'Aquin, a pris la relève du bulletin de cet organisme. *La Voix Acadienne* cherche à maintenir chez les 17 000 Acadiens de l'île le goût de la lecture en français et l'usage du français en général. Son contenu porte principalement sur des sujets d'actualité régionale et provinciale. Tirant à 1 200 exemplaires, dont 400 sont distribués dans des établissements scolaires, ce journal est devenu le porte-parole des francophones de l'Île-du-Prince-Édouard.

VOYAGEUR, LE. Hebdomadaire fondé en 1968 à Sudbury*, il prend la relève de *L'Ami* du Peuple*, disparu la même année. Il cherche à véhiculer une pensée catholique et française dans la région. D'abord sous la direction d'Émile Guy et de Germain Bourgeois, le journal passe aux mains d'Hector Bertrand*, en 1975, et fait face à de nombreuses difficultés, dont l'insuffisance des abonnements, le manque de publicité payante et, en particulier, l'incendie du 31 octobre 1981 qui ravage ses locaux. Il réussit cependant à survivre et même à prospérer. Sans affiliation politique, le journal prend toutefois souvent position en faveur des revendications des francophones. En 1981, il est tiré à 5 000 exemplaires et ses lecteurs se répartissent sur toute la région qui va de North* Bay à Elliot Lake*.

W

WALKER-MARCHAND, ALMANDA. Philanthrope et administratrice (Québec, 16 novembre 1868 — Ottawa, 4 janvier 1949). Formée au couvent Saint-Roch de Québec, elle déménage avec sa famille à Montréal, puis à Ottawa en 1891. L'année suivante, elle épouse Eugène Marchand et, en même temps que lui, la cause francophone. Liée d'amitié avec Lady Laurier, l'épouse du sénateur Landry et celle du sénateur Belcourt, elle s'intéresse de concert avec ces dernières à la question scolaire chez les Franco-Ontariens. Au moment où commence la première guerre mondiale, elle se concerta avec d'autres dames canadiennes-françaises pour jeter les bases d'une société d'aide aux victimes de guerre, qui travaillerait en outre au bien-être des soldats canadiens et assisterait la Croix-Rouge internationale. Cette société d'aide aura pour nom la Fédération des femmes canadiennes-françaises (constituée officiellement en 1918). M^{me} Walker, en tant que fondatrice, en assume la présidence durant 30 ans. Sous sa direction, la Fédération met sur pied un fonds de secours destiné à la Belgique et à la France, résiste au Règlement 17



Almanda Walker-Marchand

en Ontario et vient en aide aux pauvres, aux orphelins, aux déshérités, etc.

WALNAYIK : voir GRANDE-ANSE

WARREN. Village de l'Ontario situé à quelque 60 km à l'est de Sudbury. Population totale : 1 534 habitants. Le village est né de la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique entre North Bay et Sudbury. Les premiers colons francophones arrivent vers 1883 en provenance de l'Est ontarien. Au tout début, les communautés francophone et anglophone de Warren se développent parallèlement, chacune occupant son quartier respectif et possédant ses institutions : église et école. Avec les années, ces clivages sont devenus moins apparents. La première ressource du village est l'exploitation forestière, le pin blanc étant abondant dans la région. Mais progressivement, la forêt disparaît au profit de la terre et la population active s'oriente de plus en plus vers l'agriculture et l'élevage. Les scieries sont fermées et à leur place s'élèvent les silos des fermes laitières. Population francophone : 880.

WASHINGTON : voir CÔTE DU PACIFIQUE

WATERLOO : voir CAMBRIDGE

WEDGEPORT : voir PUBNICO

WELLAND. Ville de l'Ontario située sur la rivière et le canal Welland, à 60 kilomètres au sud-est de Hamilton. Population totale : 45 558 habitants. Le premier contingent de Canadiens français arrive vers 1917, attiré par les filatures de la région ; l'Empire Cotton Mill en particulier s'est occupée de les recruter au Québec en raison de la bonne réputation des Canadiens français dans les usines de textile de la Nouvelle-Angleterre. Peu de temps après leur arrivée, ils fondent la paroisse du Sacré-Cœur en 1920. En 1938 y est créée la première école publique bilingue de l'Ontario, la Coronation Public School (école primaire). Aujourd'hui, Welland compte quatre écoles primaires françaises et une école secondaire (École secondaire Confédération, créée en 1968). Le Collège Niagara offre également certains cours en français. Un hebdomadaire, *L'Écluse du Niagara*, sert de véhicule de communication pour les francophones ; s'y trouve également un conseil régional de l'Association* canadienne-française de l'Ontario. Population francophone : 7 070.

WHISSEL-TREGONNING, MARGUERITE. Écrivain (Saint-André-Avellin, Québec, 15 février 1918 —). Diplômée en commerce (1937), puis secrétaire (1937-1938), elle fonde une famille et s'occupe de ses six enfants pendant 25 ans. Redevenue secrétaire (1963-1971), elle se met à écrire après la mort de son époux. Publiant *Kitty le gai pinson* en 1978, Whissel-Tregonning y présente une biographie de sa mère. En 1980, elle recueille à l'occasion du 100^e anniversaire de Sudbury les témoignages de Franco-Ontariens et les consigne dans un texte intitulé *Regard sur le passé*, ouvrage édité en 1983.

WHITEHORSE. Capitale du Yukon située à environ 105 km au nord de la frontière de la Colombie-Britannique, sur la rivière Yukon. Population totale : 13 315 habitants. Né de la ruée vers l'or au Klondyke, Whitehorse devient un établissement permanent vers 1900. Après la ruée vers l'or, les habitants de Whitehorse, parmi lesquels on compte des francophones, exploitent des gisements de cuivre. Après 1920, ils vivent du tourisme. Whitehorse est aujourd'hui le siège de l'Association* des Franco-Yukonais et possède un mensuel français, *L'Aurore boréale*. Population francophone : 400.

WILLIMANTIC. Ville du Connecticut située à 26 km à l'est de Hartford. Population totale : 14 402 habitants. Établi pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle, Willimantic est l'hôte de la première convention* nationale du Connecticut, tenue en 1885. En 1891, la ville compte 300 familles francophones, un couvent tenu par les Sœurs de la Charité et une Société* Saint-Jean-Baptiste forte de 60 membres. En 1903, se détachant de la paroisse bilingue Saint-Joseph, les francophones fondent leur propre paroisse dédiée à sainte Marie. Population francophone : 2 652.

WILLOW BUNCH. Village de la Saskatchewan situé à 105 km au sud de Moose Jaw, près de Gravelbourg, à 56 km de la frontière américaine. Population totale : 494 habitants. Fondé en 1870 par une quarantaine de familles métis qui y chassaient le bison, il est connu simultanément sous les noms de Hart Rouge ou de Talle de Saules. Plus d'une trentaine de familles francophones venues de Saint-Gabriel-de-Brandon au Québec s'y installent peu après sa fondation. L'élevage des bovins et la culture constituent les principales acti-

vités économiques du village. Population francophone : 230.

WINDSOR. Ville de l'Ontario située sur la rivière Détroit face à la ville américaine du même nom, à 368 km au sud-ouest de Toronto. Population totale : 192 083 habitants. Il s'agit à la fois du plus vieux peuplement blanc de l'Ontario, dont les origines remontent au temps de la Nouvelle-France, et du seul peuplement permanent ontarien qui date d'avant la Conquête de 1760. Même si l'emplacement de Windsor était connu dès 1640, son origine remonte à la fondation du fort Pontchartrain en 1701, à Détroit*. Plusieurs Canadiens français décident de cultiver la terre et de s'installer sur la rive sud de la rivière. En 1767, ils fondent la paroisse de L'Assomption, première paroisse catholique de l'Ontario. Avec le développement de l'industrie automobile au début du XX^e siècle, les francophones deviennent fortement minoritaires et se regroupent surtout à Tecumseh* et à Sandwich*, ces deux centres faisant partie de Windsor depuis 1935. Au cours des années 1970, une crise scolaire particulièrement virulente éclate, qui aboutira à l'ouverture de l'école secondaire L'Essor en 1979. Radio-Canada* et l'hebdomadaire *Le Rempart** servent de liens de communication. Un conseil régional de l'Association* canadienne-française de l'Ontario y anime la vie française. Population francophone : 10 760.



L'édifice du Centre canadien-français de Windsor en 1958

WINNIPEG. Capitale du Manitoba, située au confluent des rivières Rouge et Assiniboine. Population totale : 564 473 habitants. L'actuelle ville de Winnipeg est bâtie sur le site de l'ancien fort Rouge construit en 1738 par le Sieur de La Vérendrye. La Compagnie* de la baie d'Hudson choisit le même emplacement pour y ériger, en 1822, le fort Garry. Le premier mouvement de population se produit autour des années 1812 lorsque des employés des compagnies de traite viennent s'établir sur les bords de la rivière Rouge. Il semble que ce soit vers 1850 seulement que les résidents de l'endroit commencent à employer le terme Winnipeg pour désigner leur localité. Il faut attendre la venue du chemin de fer (1881-1885) pour que Winnipeg connaisse un véritable essor démographique et économique. Un flot important d'immigrants constitué principalement de Britanniques, d'Ontariens et, dans une moindre mesure, d'Ukrainiens et de Polonais arrive dans la région. Ce phénomène entraîne rapidement la minoration des francophones, qui, de nos jours, sont surtout concentrés à Saint-Boniface* (intégré à Winnipeg depuis 1972). Plusieurs institutions francophones, dont le Collège* de Saint-Boniface, le Centre* d'études franco-canadiennes de l'Ouest, *La Liberté**, le Cercle* Molière, etc., y animent la vie culturelle. Population francophone : 27 940.

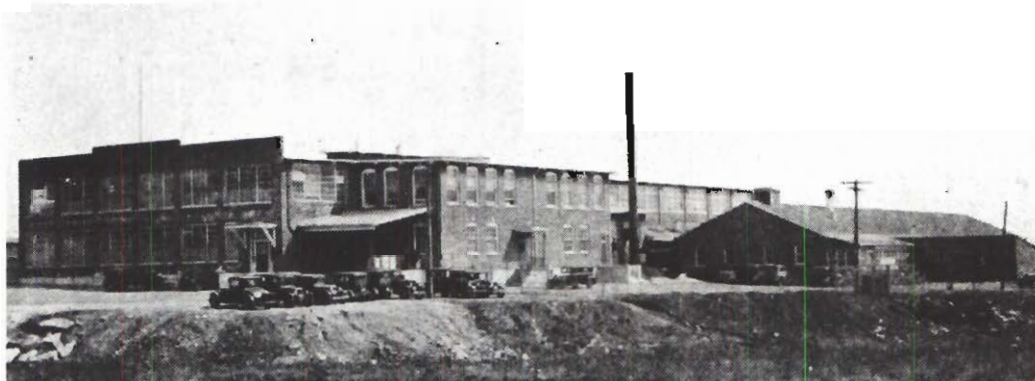
WISCONSIN : voir MIDWEST

WOONSOCKET. Ville du Rhode Island située à 23 km au nord-ouest de Providence. Population totale : 46 820 habitants. Les premiers immigrants canadiens-français arrivent vers 1814. Le mouvement s'accroît surtout après l'ouverture

de filatures, notamment la French Worsted Company en 1830. Woonsocket est constitué en village en 1867. L'année suivante, les Canadiens français y créent la Société* Saint-Jean-Baptiste. En 1870, la première paroisse française y est fondée. Cinq nouvelles paroisses francophones se développent par la suite. L'Institut canadien-français ouvre ses portes en 1876. En 1888, Woonsocket est érigée en ville. Elle possède ses propres journaux : *Le Courrier du Rhode Island* (1873), créé par Ferdinand Gagnon*, *Le Courrier Canadien* (1875), *La Tribune** (1895). L'Ordre des Forestiers* franco-américains y est fondé en 1905 et publie un journal, *Le Forestier*. Au début du XX^e siècle, c'est à Woonsocket qu'on trouve la plus forte concentration de Franco-Américains aux États-Unis.

WORCHESTER : voir MARQUETTE

WORCESTER. Ville du Massachusetts située à 70 kilomètres à l'ouest de Boston. Population totale : 637 969 habitants. Ville industrielle importante dont le secteur manufacturier, bien que dominé par les filatures, est diversifié. Au milieu du XIX^e siècle, des Québécois en quête d'emplois émigrent. Dès leur arrivée, ils fondent paroisses et institutions. Parmi les paroisses, notons l'imposante Notre-Dame-des-Canadiens, située au centre-ville, Saint-Joseph, Saint-Nom de Jésus et Saint-Antoine. À Worcester paraissent de nombreux journaux francophones ; parmi eux, *Le Travailleur** (1874-1892) fondé par Ferdinand Gagnon*, *L'Opinion* publique* (1893-1931) et *Le Travailleur** (1931-1979) fondé par Wilfrid Beau-lieu*. Le Collège* de l'Assomption (fondé en



La Bonnin Spinning Co., Woonsocket, Rhode Island

1904) auquel s'ajoute l'Institut* français (fondé en 1980) alimentent la vie intellectuelle des francophones de la ville. La présence de nombreuses institutions francophones, dont la Société franco-américaine de Worcester, le Cercle français et le Club Franchère font de Worcester l'un des centres franco-américains les plus dynamiques de la Nouvelle-Angleterre. Population francophone : 79 734.



L'église catholique Sainte-Anne, Worcester, Massachusetts

WYCZYNSKI, Paul. Professeur, essayiste et critique littéraire (Zelgoszcz, Pologne, 29 juin 1921 —). Il obtient une licence ès lettres de l'Université de Lille en 1949 et un diplôme d'études supérieures en 1951. Il vient au Canada la même année. Il enseigne depuis à l'Université d'Ottawa, d'abord les littératures slaves puis les littératures française et canadienne-française, tout en complétant son doctorat qu'il obtient en 1957. L'année suivante, il est directeur-fondateur du Centre de recherche en littérature canadienne-française de l'Université d'Ottawa, poste qu'il occupe jusqu'en 1973. Il est membre de la Commission*royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme en 1963. Membre de plusieurs sociétés savantes, il est professeur invité dans diverses universités canadiennes. Chercheur connu pour ses nombreuses publications, Paul Wyczynski l'est surtout pour ses études sur Émile Nelligan, auquel il a consacré cinq œuvres majeures, dont *Émile Nelligan, Sources et originalité de son œuvre* (1960). Ses recherches portent également sur F.-X. Garneau, Albert Laberge et l'École littéraire de Montréal.

Y

YARMOUTH. Ville du sud de la Nouvelle-Écosse sise à l'extrémité ouest de cette province, face au golfe du Maine. Population totale : 7 475 habitants. Colonisée en 1761, la collectivité accueille des Acadiens revenus d'exil dès 1767. La richesse des forêts environnantes en fait, vers 1870, un centre important de construction navale. Constituée en 1890, la ville est le terminus du chemin de fer dans les provinces maritimes et une plaque tournante des échanges entre cette région et la Nouvelle-Angleterre. Siège d'un évêché acadien, son économie repose sur la pêche, l'exploitation forestière et l'agriculture. Population francophone : 780.

YELLOWKNIFE. Ville des Territoires du Nord-Ouest située à 800 km au nord d'Edmonton (Alberta). Population totale : 9 483 habitants. Fondée en 1934, la communauté s'organise autour de l'industrie minière. La recherche de l'or étant délaissée pendant la seconde guerre mondiale, les activités reprennent en 1944 lors de la découverte d'un important gisement. C'est après cette découverte qu'arrivent des Québécois en quête d'emplois. En 1985, l'Association culturelle franco-ténoise lance son propre journal. Population francophone : 383.

YUKON. Territoire situé à l'extrême nord-ouest du Canada. Population totale : 23 153 habitants. Les premiers Blancs à se rendre dans cette région sont les traiteurs de la Compagnie* de la baie d'Hudson. Ce n'est que vers la fin du XIX^e siècle, avec la ruée vers l'or, qu'un nombre important d'immigrants viennent s'établir dans la région. Avant la découverte des gisements d'or, la traite des fourrures constituait la base de l'économie yukonnaise. Rapidement remplacée par l'exploitation minière, cette dernière reste toutefois très vulnérable. En effet, malgré une certaine diversification en faveur du zinc et du cuivre, on assiste en 1982, à la fermeture de treize mines d'or, ce qui entraîne la plus grave crise économique qu'ait jamais connue le Yukon. Néanmoins, depuis la chute de l'industrie minière comme facteur-clé de l'économie, l'industrie touristique s'est hissée au premier rang, suivie loin derrière par l'industrie forestière. Quant à la vie culturelle, elle gravite principalement autour de l'art au-

tochtone. Toutefois, depuis quelques années, les francophones de la région tentent de s'aménager une place plus visible au sein de la communauté yukonnaise. Ainsi en 1979, on assiste à la fondation de l'Association* des Franco-Yukonnais, laquelle publie un journal, *L'Aurore boréale*, et produit une émission hebdomadaire d'une demi-heure sur les ondes de CBC-Yukon. Population francophone : 585.

Z

ZENON PARK. Village de la Saskatchewan situé à environ 220 km au nord-est de Saskatoon, dans la région de la rivière Carotte. Population totale : environ 300 habitants. Nommé en l'honneur de Zénon Chamberland, qui y aménage un site récréatif, le village connaît un peuplement permanent en 1910 lorsqu'un contingent de francophones venus de la Nouvelle-Angleterre s'y installe. L'agriculture est demeurée la principale activité de Zenon Park. Population francophone : environ 170.

ZOUAVES PONTIFICAUX. Bataillon d'infanterie composé de volontaires catholiques de plusieurs pays, qui, en 1860, répondent à l'appel du

pape Pie IX pour résister à l'invasion des États pontificaux. D'abord formé de Français et de Belges, il est ensuite appuyé par un contingent canadien qui s'organise en 1867 à l'initiative de M^{sr} Ignace Bourget*, évêque de Montréal, et qui comptera quelque 500 francophones. À leur retour au pays, les anciens zouaves s'engagent dans les œuvres religieuses et patriotiques. On en retrouve plusieurs dans les mouvements de colonisation au Québec, en Ontario et au Manitoba.

ZYDÉCO. Musique chantée principalement par les Noirs de culture cajun de la Louisiane, elle naît dans les bayous du sud-ouest de l'État, dès le début du XX^e siècle. Synchrétique, le zydeco, aussi appelé « la-la », subit des influences diverses : le blues, le western et la musique cajun traditionnelle. Avec l'accordéon et le violon comme instruments habituels d'accompagnement, le zydeco est chanté sur un ton dolent ; ses paroles françaises, généralement naïves, témoignent des difficultés de la vie quotidienne dans ces bayous où naguère sévissait la pauvreté. Au nombre des exécutants de cette musique, on compte Amédée Ardoin et Dennis McGee*, parmi les pionniers, et Kerry Fontenot, Alphonse « Bois Sec », la famille Ardoin et Douglas Bélaïr, parmi les chanteurs contemporains. Les plus populaires toutefois demeurent Clifton Chénier et Queen Ida.



L'école de Zenon Park, Saskatchewan